

UNITED NATIONS
TRUSTEESHIP
COUNCIL



Distr.
GENERAL

T/1202
30 August 1955

ORIGINAL: ENGLISH-FRENCH

REPORT OF THE GOVERNMENT OF FRANCE ON THE ADMINISTRATION OF TOGOLAND
UNDER FRENCH ADMINISTRATION FOR THE YEAR 1954

Note by the Secretary-General

The Secretary-General has the honour to transmit to each member of the Trusteeship Council four copies of the report of the Government of France on the administration of Togoland under French administration for the year 1954.^{1/}

Three hundred and forty copies of the report were received by the Secretary-General on 29 August 1955.

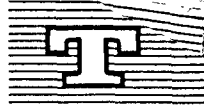
RAPPORT DU GOUVERNEMENT FRANCAIS SUR L'ADMINISTRATION DU TOGO
SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE POUR L'ANNEE 1954

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à chacun des membres du Conseil de tutelle quatre exemplaires du rapport du Gouvernement français sur l'administration du Togo sous administration française pour l'année 1954.^{1/}

Trois cent quarante exemplaires de ce rapport sont parvenus au Secrétaire général le 29 août 1955.

1/ Rapport annuel de Gouvernement français à l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'administration du Togo placé sous la tutelle de la France, année 1954, Imprimerie Chaix, 20 rue Bergère, Paris 1955.



UNITED NATIONS

TRUSTEESHIP LIBRARY
COUNCIL

NOV 30 1955



UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERAL

T/1202/Add.1
3 November 1955
ENGLISH
ORIGINAL: FRENCH

REPORT OF THE GOVERNMENT OF FRANCE ON THE ADMINISTRATION OF TOGOLAND
UNDER FRENCH ADMINISTRATION FOR THE YEAR 1954

Note by the Secretary-General

1. The Secretary-General has the honour to inform the members of the Trusteeship Council that he has received a communication from the Permanent Mission of France to the United Nations informing him that an error has crept into page 351 of the Report on the Administration of Togoland under French Administration for the year 1954.

2. The Permanent Mission of France requests that the table showing the distribution of wage-earners should be corrected as follows:

Against the entry "Commerce: Européens":

- (1) In the column headed "Hommes", for 2,470 read 247.
- (2) In the column headed "Total" for 2,500 read 277.

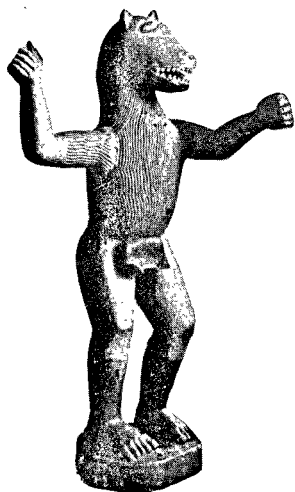
Against the entry "Total secteur privé":

- (1) In the column headed "Hommes", for 9,248 read 7,025.
- (2) In the column headed "Total", for 12,456 read 10,233.

Against the entry "Total général":

- (1) In the column headed "Hommes", for 17,468 read 15,245.
- (2) In the column headed "Total", for 20,969 read 18,746.

TEXTE DU RAPPORT



PLAN GÉNÉRAL

	Page
PREMIÈRE PARTIE :	
INTRODUCTION : CHAPITRE DESCRIPTIF	9
DEUXIÈME PARTIE :	
STATUT DU TERRITOIRE ET DE SES HABITANTS.....	20
TROISIÈME PARTIE :	
RELATIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES	24
QUATRIÈME PARTIE :	
PAIX ET SÉCURITÉ INTERNATIONALES, MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC	28
CINQUIÈME PARTIE :	
PROGRÈS POLITIQUE	37
SIXIÈME PARTIE :	
PROGRÈS ÉCONOMIQUE	73
SEPTIÈME PARTIE :	
PROGRÈS SOCIAL	165
HUITIÈME PARTIE :	
PROGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT.....	217

NEUVIÈME PARTIE :

PUBLICATIONS	249
---------------------------	-----

DIXIÈME PARTIE :

RÉSOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉ- RALE	251
---	-----

CONCLUSION	253
-------------------------	-----

ANNEXES STATISTIQUES	255
-----------------------------------	-----

AUTRE ANNEXE :

RÉPERTOIRE DES PRINCIPAUX TEXTES DE LOIS ET RÈGLE- MENTS GÉNÉRAUX RENDUS APPLICABLES AU TOGO AU COURS DE L'ANNÉE 1954	393
--	-----

CARTE DU TOGO	Page 3 de couverture
----------------------------	----------------------



Le lac Togo.

PREMIÈRE PARTIE

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION : CHAPITRE DESCRIPTIF	11
1 ^o DESCRIPTION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE.....	11
A. — GÉOGRAPHIE PHYSIQUE	11
B. — HYDROGRAPHIE	11
C. — CLIMATOLOGIE	11
D. — GÉOLOGIE	12
E. — RESSOURCES NATURELLES. — FLORE. — FAUNE. — CARACTÈRES FONDAMENTAUX DE L'ÉCONOMIE.....	13
2 ^o STRUCTURE ETHNOGRAPHIQUE, LINGUISTIQUE, RELIGIEUSE ET SOCIALE DE LA POPULATION. — PHÉNOMÈNES MIGRATOIRES.....	14
A. — COMPOSITION ETHNIQUE DE LA POPULATION, STRUCTURE RACIALE ET LINGUISTIQUE	14
B. — STRUCTURE RELIGIEUSE ET SOCIALE.....	17
C. — PHÉNOMÈNES MIGRATOIRES.....	17

HAUTE VOLTA

TOGO

Carte géologique

Echelle $\frac{1}{3000000}$

0 100 Kms

GOLD COAST

TOGO

(sous tutelle britannique)

DAHOMY



Tertiaire

Cambro-Ordovicien-Oti

Buem

Granite Birrimien

Série de Kande

Atacorien

Roches Basiques

Granite

Ectinites

Migmatites

Pré-Cambrien

Dahomyen

PALIMÉ

Nuatja

LOMÉ

ANECHO

OCEAN ATLANTIQUE

1° Est Green

INTRODUCTION

CHAPITRE DESCRIPTIF

1^o DESCRIPTION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE

A. — Géographie physique.

I. — Le Togo sous administration française apparaît sur la carte comme une étroite bande de terre située entre le 6^e et le 11^e parallèle, longue de 600 kilomètres et large de moins de 200, avec une façade maritime d'à peine 50 kilomètres. Sa superficie est de 55.000 kilomètres carrés environ.

Du nord au sud, on y distingue cinq zones. C'est d'abord la zone littorale, basse et sablonneuse, qu'il est difficile d'aborder par la mer du fait d'une forte barre.



Paysage du Sud : Zone de peuplement des palmiers à l'huile.

Ce cordon littoral, large de 1 à 2 kilomètres, est limité vers l'intérieur par une lagune qui, à la hauteur de Porto-Séguro, s'élargit jusqu'à former un véritable lac (lac Togo) et ne communique avec l'océan qu'au Dahomey, à l'embouchure du Mono. Au-delà de la lagune, la zone dite de la terre de barre forme un plateau légèrement

ondulé, d'une altitude moyenne de 60 à 200 mètres, dont la limite nord coïncide à peu près avec les limites des cercles d'Anécho et de Lomé. Au-delà, un plateau cristallin plus élevé (altitude moyenne 400 m) conduit à la zone montagneuse. A l'est, la vallée du Mono possède des sols alluviaux fertiles. Les « monts du Togo » font partie d'un système montagneux orienté sud-ouest, nord-est qui s'étend de la Gold-Coast à la vallée du Niger. D'une altitude moyenne de 700 mètres (point culminant : 1.200 m), ils sont en fait constitués d'une série de plateaux séparés par des dépressions (plateaux des Koumas, plateau des Dayes, etc.).

Cette zone montagneuse atteint, à la hauteur d'Atakpamé, une largeur de 60 kilomètres. Ses vallées sont généralement fertiles et conviennent, dans le sud et le centre, aux plantations de café et de cacao. Une vaste plaine (bassin de l'Oti et de ses affluents) fait suite à cette région montagneuse et constitue le passage à la savane soudanaise.

B. — Hydrographie.

Outre le système lagunaire du littoral, le système hydrographique du Togo est très simple :

Au nord, l'Oti, affluent de la Volta, draine la plaine septentrionale et le versant nord du massif montagneux.

Très irrégulier, il est sujet à des crues considérables.

A l'est et au sud, le Mono sert, dans son cours inférieur, de frontière avec le Dahomey. Il reçoit l'Ogou sur la rive gauche, l'Anié, l'Amou et le Chra sur la rive droite.

Au centre, le Haho et le Sio se jettent dans le lac Togo ; leurs eaux parviennent à la mer par la lagune.

C. — Climatologie.

C'est le régime des pluies plus que la température variable selon l'altitude et la latitude (22 à 30°), qui donne à chaque zone son caractère climatique propre.

Dans le sud, il existe deux saisons des pluies (avril-juin et septembre). Le littoral, abrité des vents d'ouest par sa situation dans le golfe du Bénin, présente cette anomalie de ne recevoir que 600 à 800 millimètres de pluie alors que Lagos ou Grand-Bassam, à la même latitude, en reçoivent 2.000 millimètres. L'humidité atmosphérique est cependant considérable.

La région montagneuse reçoit 1.200 à 1.500 millimètres répartis en cent cinquante jours de pluie environ. La région nord est moins arrosée et ne connaît qu'une saison des pluies, de juillet à septembre. Elle reçoit en moyenne 1.200 millimètres.

D. — Géologie.

Historique.

La première carte géologique du Togo a été publiée en 1910. Cette carte, établie à l'échelle du 1/1.000.000, a été reprise par le géologue N. Kouriatchy, qui a publié en 1931 une autre carte géologique à l'échelle du 1/1.000.000.



Paysage du Nord : Région de Lama-Kara.

Entre ces travaux deux géologues, en particulier, ont parcouru le Togo ; le géologue anglais Robertson et le géologue français Arsandaux. Ces deux géologues se sont surtout attachés à quelques points particuliers du Territoire, mais n'ont pas publié de carte géologique. De 1930 à 1945, année où a été entrepris le lever régulier du Togo, quelques géologues ont parcouru rapidement le Territoire, comme le géologue Prokopenko, plus spécialement chargé du lever géologique du Dahomey, et le géologue Chermette, s'intéressant plus particulièrement à la géologie appliquée.

De 1945 à 1953, l'Administration a affecté un ingénieur géologue au lever de la carte géologique de reconnaissance au 1/500.000 dans le cadre du programme établi par le Plan décennal pour la France d'outre-mer. Ce travail est en cours. Il reste, pour le terminer, l'étude de la formation sédimentaire de l'Oti qui s'étend dans la partie nord du Togo, en Haute Volta et au Dahomey et de la formation sédimentaire du Bas-Togo.

Les différentes formations géologiques du Togo français.

Le Togo est constitué par une vieille plate-forme érodée précambrienne appelée Dahomeyen. Au nord-ouest de cette plate-forme repose en discordance une autre série précambrienne, l'Atacorien (Akwapimien des géologues anglais), qui constitue les monts Togo, au relief rajeuni, où l'érosion s'exerce encore activement.

En remontant vers le nord, au contact de l'Atacorien, on trouve une série appelée série de Kandé, précambrienne qui sépare l'Atacorien de la série précambrienne du Buem.

Les formations primaires d'Oti, constituant l'important bassin du Voltaïen en Gold Coast, séparent la série précambrienne précédente (Dahomeyen, Atacorien, Séries de Kandé et du Buem) des granites birrimiens, identiques à ceux d'Afrique-Occidentale Française, que l'on rencontre à l'extrémité nord du Territoire.

La zone côtière du Togo, sur une trentaine de kilomètres en moyenne, est constituée par un recouvrement secondaire et tertiaire (séries des sables continentaux et de Lama-Lacogba).

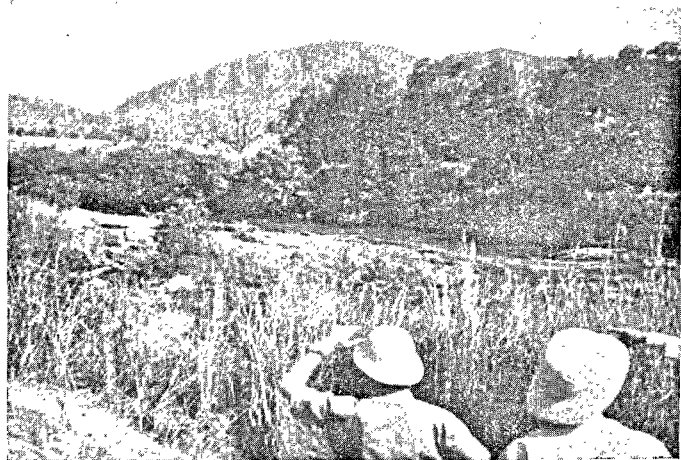
a) *Précambrien.*

Le Précambrien du Togo peut se diviser comme suit :

— *Dahomeyen.*

Le Dahomeyen a été défini au Dahomey, où il affleure sur de grandes étendues. Il est constitué par des formations métamorphiques où l'on peut distinguer des zones successives allant des micaschistes supérieurs aux gneiss inférieurs.

Les zones de micaschistes sont représentées, soit par des schistes à séricite ou muscovite seule, soit par des micaschistes à biotite et minéraux. Pour les gneiss, les faciès dominants sont des paragneiss à deux mices, des leptynites, des paragneiss à biotite seule ou des orthogneiss à biotite et amphibole. Dans ces faciès fondamentaux sont intercalées des couches de nature variée, gneiss à minéraux amphibolites, pyroxénites, quartzites ou plus rarement cipolins, dolomies avec minéraux divers. Parmi



Paysage du Nord.

les plus fréquents, il faut citer le rutile pour les amphibolites et les pyroxénites, l'hématite ou le magnétite pour les quartzites.

A cet ensemble d'ectinites métamorphisées sans apport granitique, sont associées des migmatites où l'on peut noter un apport granitique important. A la base des gneiss inférieurs sous un front de migmatites continu, apparaissent dans les anticlinaux des embréchites, disposées en zones régulièrement emboîtées dans les zones d'ectinites.

Le Dahomeyen est généralement très plissé. Il a été érodé, puis recouvert en discordance par l'Atacorien et repris par le métamorphisme et les plissements birrimiens.

— Atacorien et série de Kandé.

L'Atacorien repose en discordance sur le Dahomeyen. Cette discordance est difficile à mettre en évidence par l'observation directe, en raison des plissements et du métamorphisme et aussi en raison de la présence d'éboulis au pied des falaises que donnent les formations atacoriennes dans le relief.

L'Atacorien est représenté essentiellement par des quartzites métamorphiques de teinte claire à muscovite, ou à hématite avec intercalations de bancs de micaschistes ou d'amphibolites subordonnées.

Les faciès à muscovite dominent au Togo, où l'Atacorien constitue la chaîne des monts Togo. On rencontre au Togo, dans le nord de la chaîne, des faciès à biotite et à grenat qui seraient donc des faciès locaux appartenant à la zone des micaschistes inférieurs (région de Bafilo en particulier).

La constitution lithologique de l'Atacorien semble indiquer un dépôt sur un socle dahomeyen dénué de relief.

La série de Kandé repose en concordance sur l'Atacorien. C'est une série essentiellement phylliteuse avec des schistes sériciteux en général. L'ensemble de ces formations est affecté par un métamorphisme de la zone des micaschistes supérieurs ou plus exceptionnellement inférieurs (zone de quartzites à biotite et grenats).

— Buem.

C'est une série non métamorphique qui se situe entre la série de Kandé et les formations de l'Oti que nous étudierons plus loin. Elle repose en discordance sur la série de Kandé. Elle a été affectée de faibles plissements du type jurassien et même, en certains endroits, elle est horizontale (montagne de Bassari). Elle est constituée par des schistes, des grès, des arkoses et des jaspes avec des calcaires et des niveaux ferrugineux subordonnés. La série présente des formations continentales et l'existence de tillites, dépôt de glacier, est significative à cet égard.

b) Primaire.

Le primaire au Togo est représenté par la série de l'Oti, qui s'étend au nord du Territoire de part et d'autre de la rivière Oti, d'où vient son nom.

C'est une série schisto-dolomitique comprenant un ensemble de schistes et de dolomies, avec également des

calcaires, des grès et des jaspes. Au-dessus viennent les grès inférieurs, dont l'épaisseur approche des mille mètres. Ce sont des grès grossiers, siliceux, très massifs, avec la stratification entrecroisée. Ces falaises de grès sont très typiques de la région de Dapango.

On peut considérer cette série par analogie avec des séries identiques d'Afrique-Occidentale Française comme étant d'âge cambro-ordovicien.

Cette série, qui n'est pas à proprement parler plissée, présente de très larges ondulations d'ensemble, déterminant de vastes bassins synclinaux séparés par des aires anticlinales.

c) Tertiaire.

Ce bassin constitue une bordure côtière au Togo et se prolonge au Dahomey et en Nigéria. La série est la suivante :

a) La sédimentation débute par les séries de Lama et Locogba, constituées par une alternance d'argiles, de marnes à bancs calcaires (éocène) et de sables. Elle a une épaisseur d'environ 400 mètres.

b) Continental terminal : les séries de Lama et Locagba sont ravinées par des sables continentaux terminaux (80 m). Ces sables recouverts par la terre de barre et une cuirasse ferrugineuse.

d) Quaternaire.

Ces formations marines de très faibles étendues constituent au Togo un simple cordon littoral.

E. — Ressources naturelles, Flore, Faune.

Caractères fondamentaux de l'économie.

Du fait de la faible pluviométrie, la grande forêt n'existe pas au Togo. Les seules formations forestières continues se trouvent dans les montagnes et le long des cours d'eaux (forêt-galeries). Le reste du Territoire est couvert par une savane inégalement boisée, de type soudano-guinéen, plus ou moins dégradée par les feux de brousse annuels. Comme dans tous les pays tropicaux, et du fait de la discontinuité du couvert forestier, les sols sont pauvres en éléments fertilisants et particulièrement sensibles à la dégradation. La température et l'insolation sont peu favorables à la transformation des matières organiques en humus. Sur les pentes, même faibles, la puissance de l'érosion est telle que, si le sol est découvert, la couche de terre arable est rapidement enlevée par les pluies torrentielles. De plus, le lessivage intense des sols aboutit à la formation d'une cuirasse latéritique impénétrable, qui, par endroits, affleure et rend impossible toute mise en culture.

La propriété individuelle est généralement inconnue. Le travail des champs est une activité collective. Les cultures varient du sud au nord, selon la pluviométrie et la nature des terrains. Les rendements sont analogues à ce qu'ils sont partout ailleurs en Afrique, et la fragilité des sols, que n'ignorent d'ailleurs pas les autochtones, demande de longues jachères et par conséquent de vastes étendues.

Le cordon littoral est exclusivement consacré à la culture des cocotiers. La zone de la terre de barre est caractérisée par des peuplements importants de palmiers à huile (région de Tsévié) et par l'abondance des cultures vivrières (maïs, manioc). Ces deux dernières plantes sont cultivées d'une manière intensive, principalement dans le cercle d'Anécho, où l'on remarque, le long des routes, des champs qui se succèdent sans interruption sur des kilomètres, spectacle exceptionnel en Afrique. Dans le centre poussent l'igname, le coton et le maïs, qui font l'objet d'une culture sur brûlis, extensive et itinérante. La zone montagneuse méridionale et centrale convient,



Sorgho sur fumure dans la région de Lama-Kara.

de par sa forte pluviométrie, aux cultures arbustives (café, cacao). On y trouve également du riz de montagne. Dans le nord (bassin de l'Oti et massif Cabrais), les cultures principales sont le mil, l'arachide, le coton et le kapok. Les courants d'échanges nés de la création de voies de communication ont entraîné une relative spécialisation de certaines régions dans les cultures vivrières et de certaines autres dans les cultures industrielles. Il n'y a cependant pas de monoculture. Lomé est le seul port d'embarquement des produits d'exportation. Le wharf, bien outillé, suffit pour le moment à l'écoulement de la production.

Il n'y a pratiquement pas au Togo de plantations dirigées par des Européens. La production est exclusivement le fait des autochtones. La seule méthode de culture pratiquée est la culture à la houe. Les Cabrais de la région de Lama-Kara utilisent la fumure organique, mais ils sont les seuls à le faire. Dans l'immédiat, les efforts des services de l'Agriculture et des Forêts tendent surtout à mettre les cultivateurs en garde contre les dangers de l'érosion et des feux de brousse, et à vulgariser l'élevage des animaux de trait, la culture attelée et l'emploi de fumier.

La pêche est entièrement libre. Comme l'agriculture elle est généralement une activité collective. Elle fait vivre de nombreux villages de la zone côtière qui se livrent au commerce du poisson frais, fumé ou séché. Le poisson est pour la plupart des autochtones l'aliment

azoté essentiel. Bien que l'élevage soit assez développé dans le nord, la consommation de viande, de lait et de beurre est faible. La chasse enfin est pratiquée dans l'ensemble du Territoire au moment des feux de brousse, et souvent d'une manière collective. Elle fournit pour l'alimentation des autochtones un appoint secondaire.

2^o STRUCTURE ETHNOGRAPHIQUE, LINGUISTIQUE, RELIGIEUSE ET SOCIALE DE LA POPULATION. PHÉNOMÈNES MIGRATOIRES.

A. — Composition ethnique de la population. Structure raciale et linguistique.

8. — Le Togo comptait en 1954 1.069.584 habitants, soit une densité moyenne, forte pour l'Afrique, de 18 au kilomètre carré. Le nombre des non-Africains s'élève à 1.242, soit 0,105 % de la population globale. Il comprend 1.065 Européens et assimilés et 177 Libanais.

Le Togo est un territoire extrêmement composite du point de vue racial. La chaîne montagneuse centrale a constitué, avant l'arrivée des Européens, une barrière naturelle aux migrations.

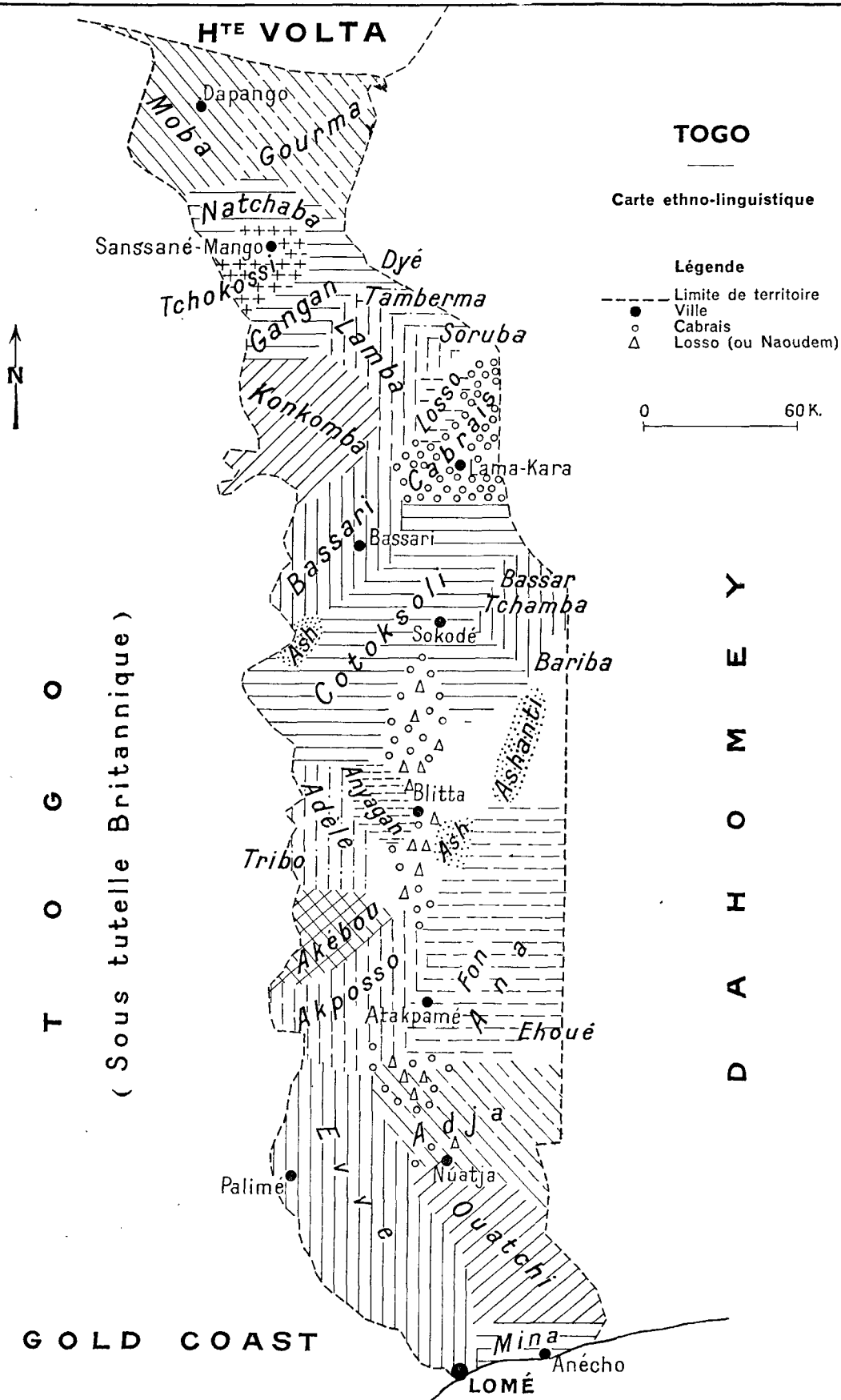
Les populations du nord, à type « voltaïque », occupent plus de la moitié du territoire sous administration française. On peut les répartir en trois groupes :

Les **Cotocolis** représentent la tribu la plus importante du groupe **Tem** (50.000 environ). Etablis autour de Sokodé, ils s'étendent vers l'ouest jusqu'à l'Oti et au nord jusqu'à Bafilo et Bassari. Leur langue est le **tem** ou **cotocoli**. A côté d'eux vivent les **Bassaris** (environ 30.000) qui parlent le **bassari** (Subdivision de Bassari) et les **Tchambas**.



(Cliché Condominas-I.R.T.O.)

Danse d'« Ananasi » à Bè.



Les populations frontalières Togo-Dahomey comprennent l'important groupement des **Cabrais** et **Lossos** (plus de 200.000). Ils occupent la région des monts Atakora et s'étendent bien plus au sud. Leur langue est le **cabrais**. De peuplement très dense (67 au kilomètre carré dans la Subdivision de Lama-Kara, plus de 150 dans certains cantons), ils colonisent de plus en plus vers le sud. Ils sont ainsi 138.000 dans le Cercle de Lama-Kara, 30.000 dans le Cercle de Sokodé. On les trouve aussi, fort nombreux dans le Cercle d'Atakpamé.

Au nord des **Cabrais** sont les **Lambas**, à l'ouest les **Konkombas**. Les **Baribas** enfin sont peu nombreux au Togo, mais s'étendent à l'intérieur du Dahomey.

Les populations **Mossi** occupent presque entièrement les cercles de Mango et Dapango, soit près de 9.000 kilomètres carrés, et comptent près de 150.000 habitants. Ce sont principalement les **Tchokossis** autour de Mango, les **Mohas** à la frontière nord-ouest du Togo, parlant le **moba**, les **Gourmas**, à la limite nord, parlant le **gourma**. Cette énumération doit être complétée par quelques éléments **Boussancés**, **Tambermas**, **Peulhs** et **Haoussas**.

Certaines de ces peuplades sont islamisées et toutes ont gardé une organisation sociale très forte : chacune a son dialecte et son particularisme très vif.

Au sud du massif montagneux, sont venues s'installer des populations de type « béninien » originaires de la Nigéria orientale. Les migrations de ces populations sont historiques. Elles ont eu lieu entre le **xvi^e** et le **xvii^e** siècle de notre ère. On ne sait d'ailleurs pas si le pays était peuplé avant leur arrivée. On trouve :

— Les **Akposso** qui occupent une région montagneuse (monts Akposso) à l'ouest d'Atakpamé. Ils sont environ 30.000. Ils parlent la langue **kposso** ou **akposso**.

— Les **Anas** (13.000), les **Akébous** qui parlent le **kébou** (9.000 environ), les **Adélé** qui parlent l'**adélé** (2.000). Citons enfin les **Kpessi** et les **Aniagan**. Ces populations intermédiaires forment une zone de peuplement complexe entre les habitants de la « famille voltaïque » au nord et de la « famille bénin » du sud.

Appartenant à cette dernière, on compte quatre tribus principales : les **Ewés**, les **Ouatchis**, les **Minas** et les **Fons**.

Pour trouver leur origine et déclarer leur différenciation, il faut se reporter à l'ancien empire du Bénin dont elles sont issues. Ce sont des régions riveraines de l'Agou (Nigéria) que seraient parties leurs migrations vers l'ouest. Les **Fons**, les **Ewés**, et les **Ouatchis** se sont détachés de l'empire du Bénin et ont pris la voie de terre. Les **Fons** se sont largement installés sur le territoire de l'ancien royaume d'Abomey (actuel territoire du Dahomey). Les **Ewés** ont continué vers le sud-ouest jusqu'aux régions de Palimé et de Kpando. Ces deux groupements ont détaché vers la côte des tribus filiales : **Kplás**, pour les **Fons-Ahoulans**, **Bès** pour les **Ewés**.

Des migrations ultérieures ont abouti à l'établissement de deux autres populations : d'une part les **Muns** et **Minas** (étroitement interpénétrés) sont venus d'Accra par la voie terrestre ou maritime ; d'autre part, les **Ouatchis** appartenant primitivement au rameau **Ewé** (région de Nuatja) s'en sont détachés en rayonnant vers le sud (Cercle d'Anécho).

A l'heure actuelle, ces tribus du Sud-Togo ont toutes gardé leurs langues, dérivées d'une langue commune plus ancienne, et leur originalité. Depuis longtemps en contact avec l'Occident, les **Minas** sont volontiers commerçants, boutiquiers, fonctionnaires. Beaucoup d'entre



(Cliché Condominas-I.R.T.O.)

Tambourinaire annonçant un décès au bord de la lagune d'Anécho.

eux émigrent dans les autres territoires d'Afrique-Occidentale ou Equatoriale, où leurs services sont appréciés.

Le **mina** tend à devenir la langue de propagande. Il s'est d'ailleurs assimilé très vite de nombreuses expressions anglaises ou françaises qui en font un mode d'expression commode. Les **Ouatchis**, au contraire, sont cultivateurs, sédentaires. Travailleurs, ils cherchent à s'étendre vers l'ouest au détriment de leurs voisins, les **Ewés**, également cultivateurs dont beaucoup vivent et s'enrichissent grâce aux plantations de caféiers et de cacaoyers. Au Togo sous administration française, la zone exclusivement peuplée d'**Ewés** peut être délimitée par les fleuves Haho et Sio dans les cercles de Lomé et Palimé.

B. — Structure religieuse et sociale.

La grosse majorité de la population pratique les religions dites animistes ou fétichistes. Ces religions sont très nombreuses, encore que leurs rites diffèrent peu, et il est difficile d'en faire un classement rationnel. Dans l'ensemble, elles reconnaissent un Etre suprême, et en dessous de lui de nombreux dieux ou esprits, méchants ou protecteurs, représentant généralement les forces de la nature, dont il importe de connaître la volonté et de se concilier les bonnes grâces. D'où l'usage des sacrifices propitiatoires et l'existence d'une caste de féticheurs et féticheuses, spécialistes des relations avec l'au-delà, qui exploitent souvent à des fins personnelles le respect et la crainte que les pratiques magiques inspirent aux non-initiés.

Les Togolais sont très tolérants en matière religieuse. Aucune friction n'a été constatée entre pleuplades de rites différents. Les missionnaires européens n'ont ren-



Groupe de jeunes filles exécutant un ballet.

contré que très peu de difficultés dans leur apostolat et se sont même trouvés, en général, devant des sujets volontiers bienveillants et attentifs. A l'heure actuelle, catholiques et protestants ont plus de 100.000 adeptes au Togo. Nous avons signalé que dans le nord une partie de la population, d'ailleurs assez faible, est islamisée. L'influence de l'Islam reste d'ailleurs très superficielle.

La structure sociale est partout familiale, communautaire et polygamique. Une tendance à l'individualisme existe dans les centres urbains et dans les zones de plantations arbustives permanentes. De même, il convient de noter l'individualisme foncier des populations cabraises, né de conditions économiques particulières (population anormalement dense). La polygamie est demeurée très vivace, même dans les villes.

Le niveau de la civilisation des Togolais est extrêmement variable. Certaines catégories sociales ont modifié plus ou moins profondément leur comportement et leur manière de vivre au contact de la civilisation européenne. En revanche, la masse paysanne, qui constitue l'essentiel de la population togolaise, a peu modifié, sur les points importants (alimentation, habitat), ses habitudes sociales.

Les classes sociales sont en pleine évolution. La masse paysanne possède, avec les réformes politiques, l'extension du système coopératif et le développement de l'instruction, les moyens de se libérer de l'état d'infériorité où la tenaient les castes privilégiées. Dans le sud, une classe de propriétaires fonciers, dont quelques-uns sont les descendants des négriers de couleur implantés par la colonisation européenne à ses débuts, exerce sur le menu peuple des ouvriers et des petits employés une forte influence. Il convient enfin de signaler que le renforcement de la classe moyenne des évolués (boutiquiers, commis d'administration, conducteurs de travaux, infirmiers, médecins-africains, etc.), dont les traitements sont maintenant importants, aboutit à la formation d'une sorte de bourgeoisie dont l'influence et la fortune ne sont pas négligeables.

C. — Phénomènes migratoires.

3. — Que ce soient les déplacements saisonniers de populations sur les cacaoyères de la région de Palimé ou du Togo britannique et de Gold Coast, les migrations des Cabrais-Lossos vers les zones moins peuplées du Moyen-Togo ou l'attraction d'une ville comme Lomé sur les populations rurales, tous ces mouvements prennent naissance d'une façon spontanée et ne s'effectuent qu'à titre individuel.

Les conséquences économiques en demeurent de faible importance.

Outre les déplacements aujourd'hui classiques des colporteurs haoussas et anagots ou des bergers peuhls, on peut distinguer :

1^o Une émigration saisonnière ; l'importance de la culture du cacao en Gold Coast, au Togo britannique et dans certaines zones du Togo français déplace chaque année une partie de la population du Territoire. En septembre et octobre des jeunes gens prennent la piste vers l'Ouest. Ils reviendront en mars avec de l'argent, quelques pagnes, une cuvette.

Dans l'Akposso, l'émigration saisonnière se fait sur des cacaoyères à 20, 30, 50, parfois 100 kilomètres des villages d'origine. Beaucoup ont leurs plantations dans le Litimé, d'autres sont à Kadjébi, Kpéso-Koubi, ou plus loin. Ils font la récolte, sarclent leurs plantations, puis en mars, remontent sur les collines pour participer aux dernières chasses de la saison sèche et faire leurs cultures vivrières (fonio, igname, maïs, riz). Cet exode saisonnier peut être interrompu à propos d'un deuil ou d'une cérémonie rituelle. Tout le village se rassemble alors pour trois, quatre ou cinq jours ; puis la fête finie, on retourne « au cacao ».

Bien qu'elle soit quantitativement peu importante, on ne peut passer sous silence l'existence hors du Togo des fonctionnaires, médecins, instituteurs, commis d'administration qui sont en service en A.-O.F., ni des « clerks » des maisons de commerce que l'on rencontre partout et jusqu'au Congo belge.

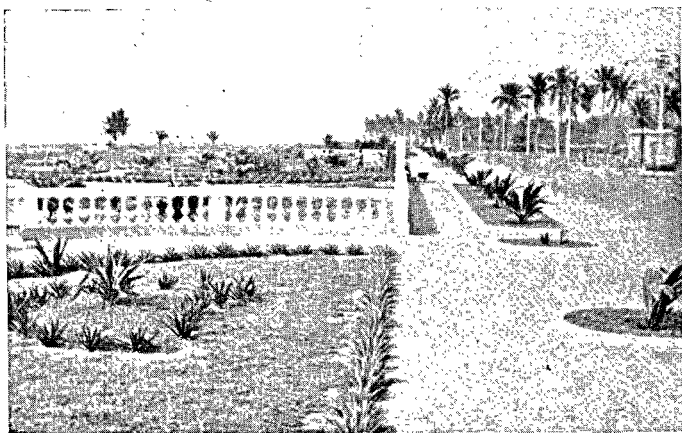
2^o Une émigration définitive. Elle est individuelle, orientée sur l'Ouest et concerne des planteurs éwé ou mina qui ont acquis des plantations de café ou de cacao et des travailleurs lossos.

3° Des mouvements intérieurs au Territoire :

a) Colonisation des Cabrais-Losso dans le Moyen-Togo.

Dans le cercle d'Atakpamé, l'accroissement de cette population demeure très rapide, d'une part à cause d'une colonisation spontanée particulièrement dense, d'autre part en raison de la vitalité propre des groupements Cabrais et Losso, qui sont en passe de devenir le deuxième groupe ethnique du centre.

Cependant, le cercle de Sokodé voit s'organiser dans



Lomé, la promenade de la Marine.

plusieurs régions, particulièrement vides, des subdivisions de Sokodé ou Bassari, un apport cabrais-losso méthodiquement poursuivi. Aussi la subdivision de Sokodé compte actuellement 14.000 Cabrais et 1.200 Lossos ; cependant que Bassari, qui possédait déjà un petit peuplement cabrais-losso depuis la période pré-européenne, recense en 1954 plus de 6.000 Cabrais et plus de 9.000 Lossos.

L'Administration fait actuellement porter ses efforts sur les régions de l'Est-Mono (Atakpamé) et de Sokodé-Ogou-Mono (Sokodé).

Des travaux de prospection ethnologique, pédologique et forestière sont en cours, en même temps que se développent des voies d'accès, en vue de permettre la culture rationnelle des terres en friche que nul ne revendique.

Mais dès maintenant les résultats de cette migration apparaissent comme remarquables : les Cabrais et Lossos, en effet, ne sont pas isolés parmi d'autres populations. Une chaîne continue de villages de colons garnit la route intercoloniale et la voie ferrée si loin qu'un Cabrais peut aller jusqu'à Amakpavé (à 70 kilomètres au nord de Lomé) en prenant tous ses repas et couchant chaque soir parmi ses frères de race.

b) Mouvement sud-nord.

De nombreux commerçants originaires de Lomé, Porto-Séguro, Anécho s'installent à Sokodé, Atakpamé et Mango où viennent les rejoindre diverses catégories de fonctionnaires (secrétaires, moniteurs de l'enseignement, infirmiers) que les populations des centres du nord ne peuvent pas encore fournir en quantité suffisante.

Toutefois, ces éléments ne viennent que temporairement et retournent généralement finir leur vie dans leur pays d'origine.

c) Mouvement vers Lomé.

Lomé, port, marché, nœud ferroviaire et capitale, attirait dès avant la guerre une population importante de fonctionnaires, commerçants et dockers. L'importance accrue des formations sanitaires et scolaires a, ces dernières années, encore accéléré le développement urbain : le village de quelques centaines de pêcheurs du début de ce siècle est devenu une véritable ville qui comptait 37.187 autochtones au 31 décembre 1954.

Tel est le tableau du territoire du Togo sous administration française. Malgré la diversité du pays, l'unification administrative entre le nord et le sud, et le développement des voies de communication qui facilitent les mouvements intérieurs de la population, ont donné naissance indiscutablement au premier élément d'une conscience collective togolaise.



DEUXIÈME PARTIE

SOMMAIRE

	Pages
STATUT DU TERRITOIRE ET DE SES HABITANTS.....	20
CHAPITRE I. — STATUT DU TERRITOIRE. — PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	20
CHAPITRE II. — STATUT JURIDIQUE DES AUTOCHTONES.....	20
A. — STATUT DES TOGOLAIS.....	20
B. — STATUT DES IMMIGRANTS.....	21
C. — ÉTAT CIVIL.....	21
CHAPITRE III. — RELATIONS DU TERRITOIRE AVEC LES ASSEMBLÉES MÉTROPOLITAINES	22
A. — REPRÉSENTATION DE LA POPULATION DANS LES ASSEMBLÉES MÉTROPOLITAINES.....	22
B. — RÔLE DES ASSEMBLÉES MÉTROPOLITAINES.....	22

DEUXIÈME PARTIE

STATUT DU TERRITOIRE ET DE SES HABITANTS

CHAPITRE I

STATUT DU TERRITOIRE

Principes généraux.

5. — Les grandes lignes du statut du territoire du Togo sous administration française ayant été précisées dans les rapports des années antérieures, le présent chapitre n'aura d'autre objet que d'en résumer brièvement les principes.

Le Togo est doté d'un statut spécial qui, du point de vue international, découle des accords de Tutelle du 13 décembre 1946, publiés au *Journal officiel* du Territoire du 16 février 1948, en exécution d'un décret du 27 janvier de la même année.

Aux termes de ces accords, la France a « pleins pouvoirs de législation, d'administration et de juridiction sur le Territoire et sous réserve des dispositions de la Charte et du présent accord, l'administrera selon la législation française, comme partie intégrante du Territoire français » (art. 4, A.1).

Le même texte ajoute que l'autorité chargée de l'administration « sera autorisée, en vue d'assurer une meilleure administration, à constituer ce territoire, après avis conforme de l'Assemblée Représentative Territoriale, en union ou fédération douanière, fiscale ou administrative avec les territoires avoisinants relevant de sa souveraineté ou placés sous son contrôle, et à créer des services communs entre ces territoires sous Tutelle, à condition que ces mesures aient pour effet de promouvoir le but que se propose le système international de tutelle. » (Art. 4, A.2.)

La France s'est conformée auxdits accords dans l'administration du Togo, qui s'est trouvé par là-même associé à l'organisation nouvelle de l'Union Française dans toute la mesure où les institutions de celle-ci étaient susceptibles de contribuer au progrès du Territoire.

Le statut du Territoire n'a pas été modifié en 1954. La question des lois qui s'appliquent au Territoire sera examinée de façon détaillée dans le dernier paragraphe de la présente partie.

Il suffira de préciser ici que les lois qui s'appliquent à la fois au Territoire et à un ou plusieurs autres territoires de statut différent contiennent toujours une formule qui permet de déterminer sans ambiguïté si elles s'appliquent ou non au Territoire.

CHAPITRE II

STATUT JURIDIQUE DES AUTOCHTONES

A. — Statut des Togolais.

6 et 7. — Les Togolais ont un statut propre. Aucune condition n'est requise pour obtenir ce statut dont bénéficient de plein droit, non seulement ceux qui sont nés au Togo, mais ceux qui, par leur ascendance, sont d'origine togolaise. Les Togolais ne possèdent pas, on le sait, la nationalité française. La loi du 7 mai 1946, qui proclame citoyens tous les ressortissants des territoires d'outre-mer, n'est pas applicable aux ressortissants du Territoire du Togo.

Les habitants ont un statut propre « d'administrés sous Tutelle française » appelé encore « Administrés français », différent de celui des nationaux de la puissance administrante. Ils jouissent, toutefois, de la qualité de citoyen de l'Union Française.

La France a suivi dans ce domaine les principes posés en 1923 par la Société des Nations lors de l'étude de la nationalité des habitants des mandats B et C.

Cet organisme international avait alors dénié aux nations mandataires le droit de conférer globalement leur nationalité aux autochtones des territoires dont elles avaient la charge. Il avait précisé que « les habitants indigènes d'un territoire sous mandat n'acquièrent pas la nationalité de la puissance mandataire par suite de la protection dont ils bénéficient. »

Dans l'état actuel de la législation, les Togolais ne peuvent donc acquérir la nationalité française que par un acte individuel de volonté, c'est-à-dire par une demande personnelle de naturalisation.

Néanmoins, tout en conservant ainsi un statut spécial,

ils bénéficient des mêmes avantages que les habitants de territoires d'outre-mer, notamment de la même protection à l'Etranger que les ressortissants français, au sens « consulaire » du terme. On peut donc dire par que rapport aux nationaux français, il y a statut d'égalité, non d'identité.

De plus, l'octroi de la citoyenneté de l'Union Française, créée par la Constitution d'octobre 1946 (art. 81), leur confère, sans aucune restriction, les droits et les libertés démocratiques que le préambule de cette Constitution a garanti aux nationaux français ; à ce titre, ils ont vocation pour accéder à toutes les fonctions publiques de la République Française.

C'est dans le même but d'égalité de traitement, et en contre-partie de la soumission à la législation française prévue par l'article 4 des accords de Tutelle, que les Togolais, en plus de leur droit de suffrage local, ont eu la possibilité d'élire des représentants dans les Assemblées centrales de la République et d'y faire entendre leur voix.

Il n'y a pas en effet de liaison obligatoire entre nationalité et exercice des droits politiques.

D'ailleurs, la représentation du Territoire dans les Assemblées centrales de la République ne peut que favoriser l'acheminement des administrés sous Tutelle vers la capacité de s'administrer eux-mêmes.

On verra par ailleurs au chapitre « Progrès politiques » quelle est la participation des autochtones à la gestion des affaires locales.

B. — Statut des immigrants.

A part la colonie libano-syrienne, il n'existe pas à proprement parler de collectivité d'immigrants.

Il n'y a pas non plus d'immigration véritable, sinon des déplacements individuels, pour lesquels les seuls nationaux français et ressortissants étrangers sont soumis à des formalités déjà indiquées dans le rapport annuel de 1948.

Les Africains sont admis sur simple présentation d'une carte d'identité ou d'un laissez-passer.

Quant aux Togolais sous Tutelle britannique, ils sont admis sans aucune formalité depuis la mise en application des recommandations de la Commission consultative franco-britannique.

Les immigrants qui résident au Togo en permanence pour une longue durée conservent leur nationalité d'origine. Ils ne peuvent acquérir le statut « d'administrés français » celui-ci étant réservé, en raison du statut spécial du Territoire, aux seuls Togolais.

C. — État civil.

L'organisation de l'état civil des autochtones tend à la fois vers la généralisation et la simplification. Il n'est toutefois pas encore possible de lui donner un caractère obligatoire pour tous, car la nécessité d'individualiser de façon certaine les personnes n'est pas encore entrée dans les mœurs.

Les efforts de l'Administration tendent donc avant tout à familiariser la masse avec un système d'enregistrement des naissances et des décès qui soit à sa portée.

Le respect de la coutume et des statuts civils qui en découlent rend en effet impossible une organisation analogue à celle du code civil.

C'est dans le cadre de ces considérations que certaines modifications ont été apportées à l'organisation décrite dans les rapports antérieurs, par un arrêté du 21 avril 1954, pris après consultation de l'Assemblée Territoriale et compte tenu des suggestions de celle-ci.

Les principales améliorations apportées par cette réforme ont été indiquées au rapport précédent (page 22).

Les grandes lignes du régime actuel, qui est une synthèse de la réglementation exposée les années antérieures et des innovations introduites en 1954, peuvent se résumer ainsi :

Les déclarations de naissance et de décès sont obligatoires dans les communes mixtes, les chefs-lieux de circonscriptions administratives, les localités érigées en centres d'état civil ou territorialement rattachées au point de vue état civil.

Dans les localités non rattachées à un centre d'état civil, les déclarations restent facultatives. Toutefois, au fur et à mesure de la création de nouveaux centres d'état civil, le caractère obligatoire des déclarations de naissances et de décès sera progressivement étendu à la totalité des villages du Territoire.

En dehors des habitants de ces localités, les mêmes déclarations sont également obligatoires, quel que soit le lieu de leur domicile, pour les fonctionnaires, agents ou employés de l'Administration ou du commerce, chefs autochtones et membres des assemblées élues et des tribunaux ; le caractère obligatoire de ces déclarations s'étend aux conjoints et descendants des personnes précitées ainsi qu'aux descendants des personnes ayant fait l'objet d'une déclaration d'état civil.

Les déclarations de mariages coutumiers demeurent facultatives.

Les agents d'état civil sont, en dehors des communes mixtes, choisis parmi les chefs en fonction dans le ressort des centres considérés. Ils sont assistés dans cette tâche d'un secrétaire ; agents et secrétaires perçoivent chacun une prime pour chaque acte inscrit.

Le taux de ces primes a été substantiellement relevé en 1954 dans le but d'intéresser davantage chefs et secrétaires à la progression des enregistrements.

Les formules de déclarations et les registres ont été en même temps sensiblement simplifiés, en vue d'obtenir un meilleur rendement.

Le régime en vigueur avant 1954 prévoyait la possibilité de délivrance, pour les naissances ou les décès non déclarés dans les délais, d'actes de notoriété tenant lieu d'actes de naissance ou de décès, dressés par le Chef de Circonscription en présence de trois témoins.

L'arrêté intervenu en 1954 a substitué aux actes de notoriété des jugements supplétifs, rendus par les tribunaux, ceci dans le but, d'une part d'inciter les administrés à faire leurs déclarations d'état civil dans les délais prescrits, d'autre part d'offrir davantage de garanties aux intéressés.

En vue de faciliter les déclarations de naissances, il est prévu par le nouveau texte qu'en plus des personnes

déjà prévues, les chefs de famille, de quartier, de village, de canton pourront également faire les déclarations relatives aux naissances survenues dans leur groupement.

Par ailleurs, l'expérience ayant montré que l'Administration n'est pratiquement mise au courant d'un décès qu'au moment des cérémonies funèbres qui ont lieu en général au minimum 8 jours après le décès, le délai de 48 heures prévu pour la déclaration des décès, beaucoup trop court, a été porté à 30 jours.

Toujours dans le même but de développement de l'état civil, une disposition nouvelle prévoit également que le célébrant de baptêmes, mariages ou funérailles religieux, doit s'enquérir auprès des intéressés ou de leur famille, suivant le cas, si l'acte d'état civil a été dressé.

Un article prévoit l'institution d'un livret d'état civil pour les fonctionnaires, employés et agents de l'Administration.

Enfin, la réforme opérée en 1954 a comblé une lacune, en matière de sanctions : en effet, le texte en vigueur ne prévoyait que les amendes de 15 francs en cas d'infraction, ce qui était très insuffisant pour inciter les administrés à faire des déclarations devant l'état civil.

Il n'était certes pas question d'introduire au Territoire les lourdes peines criminelles prévues par le Code civil en France.

Mais il était indispensable, en vue d'une nouvelle étape dans le développement de l'état civil, de prévoir des sanctions de simple police légèrement supérieures à celles en vigueur.

Telle a été une des principales innovations de la réforme intervenue en 1954.

La mise en application du nouveau texte a été suivie d'une réorganisation de détail à l'échelon de chaque circonscription et de la création de 24 nouveaux centres d'état civil, ce qui porte à 292 le nombre total des centres dans le Territoire, soit en moyenne un centre pour environ 3.500 habitants.

En réalité, la proportion est plus satisfaisante dans le sud que dans le nord, notamment dans les cercles de Lomé, Klouto et Anécho, où le moment n'apparaît plus éloigné où chaque village constituera un centre d'état civil.

Il n'en va pas de même dans le nord, où la difficulté de trouver des secrétaires lettrés et présentant suffisamment de garanties pour que les actes dressés par eux aient une valeur certaine empêche souvent l'ouverture de nouveaux centres dans les villages éloignés.

Cependant, dès que l'effort scolaire en cours dans ces régions aura porté ses fruits, un nouveau bond en avant deviendra possible ; on peut donc espérer que chaque village du Territoire sera pourvu de registres d'état civil dans un avenir relativement proche.

Ainsi pourra être assurée dans des conditions normales la détermination de l'identité et de la capacité juridique des individus, qu'imposent de plus en plus le développement de l'enseignement et des prestations sociales comme l'application des principes du suffrage universel.

RELATIONS DU TERRITOIRE AVEC LES ASSEMBLÉES MÉTROPOLITAINES

A. — Représentation de la population dans les Assemblées métropolitaines.

La population du Togo est ainsi représentée dans la Métropole :

1^o Un député de l'Assemblée Nationale, élu par un collège unique d'électeurs, le 17 juin 1951.

La durée de son mandat est de cinq ans.

2^o Deux sénateurs élus par les membres de l'Assemblée Territoriale et le député du Territoire le 18 mai 1952. La durée de leur mandat est de six ans.

3^o Un conseiller de l'Union Française, élu par les membres de l'Assemblée Territoriale, le 10 octobre 1953. La durée de son mandat est de six ans.

Les représentants du Togo qui siègent dans les organismes métropolitains perçoivent les mêmes indemnités parlementaires que leurs collègues de la Métropole. Il est de plus tenu compte de l'éloignement de leur circonscription (frais de voyage, etc.).

Enfin, l'Assemblée Territoriale peut voter des crédits permettant de leur allouer des indemnités destinées à les dédommager de leurs frais de transport et de correspondance.

Leurs affiliations politiques sont les suivantes :

— Député : M. GRUNITZKY (présenté par le parti togolais du progrès), affiliation métropolitaine : indépendant d'outre-mer.

— Sénateurs : MM. AJAVON et ZELE (présentés par le parti togolais du Progrès), affiliation métropolitaine : indépendants d'outre-mer.

— Conseiller de l'Union Française : M. MAMA Fousséni (présenté par l'Union des Chefs et des Populations du Nord), affiliation métropolitaine : indépendant d'outre-mer.

B. — Rôle des Assemblées métropolitaines.

Une liste des principaux textes intervenus en 1954 et émanant soit du législatif, soit de l'exécutif de l'Union Française, figure en annexe (textes réglementaires).

Il est à noter que les lois votées en France par l'Assemblée Nationale, après avis du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union Française, ainsi que les décrets qui s'appliquent au Togo, ont essentiellement pour objet les réformes fondamentales qui consacrent l'évolution progressive, politique et sociale du Territoire, ou se bornent à poser les grands principes directeurs de cette évolution, les arrêtés d'application étant, ensuite, soumis à l'Assemblée Territoriale.

Ce dernier organisme, loin d'être un simple reflet des Assemblées métropolitaines, en est donc au contraire l'utile et indispensable complément, et possède d'ailleurs d'ores et déjà, avant même l'intervention de la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions du Territoire, des pouvoirs sensiblement plus étendus que ceux des Conseils généraux métropolitains, pouvoirs qui seront énumérés dans le chapitre « Gouvernement du Territoire ». Cinquième partie.

TROISIÈME PARTIE

SOMMAIRE

	Pages
RELATIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES	24
1° RELATIONS INTERNATIONALES.....	24
<i>a)</i> AVEC LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DE L'O.N.U.	24
<i>b)</i> AVEC LES ORGANISMES TECHNIQUES INTERNATIONAUX.....	24
2° COOPÉRATION RÉGIONALE.....	24
A. — TECHNIQUE	24
B. — POLITIQUE	26

TROISIÈME PARTIE

RELATIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES

1^o RELATIONS INTERNATIONALES

a) Avec les institutions spécialisées de l'O.N.U.

8. — La puissance administrante a représenté les intérêts du Togo au sein des divers organismes relevant de l'Organisation des Nations Unies. Le Territoire a répondu aux demandes qui lui ont été périodiquement adressées par les institutions spécialisées : U.N.E.S.C.O., F.A.O., O.I.T., O.M.S., O.M.M. ...

En ce qui concerne l'agriculture, les renseignements fournis à ces organismes sont rassemblés au Département de la France d'outre-mer par la Direction de l'Agriculture, de l'Élevage et des Forêts à laquelle le territoire du Togo adresse régulièrement toutes les indications demandées.

Le service de l'Enseignement continue de recevoir et de diffuser les publications éditées par l'U.N.E.S.C.O. et particulièrement celles qui traitent des problèmes d'éducation de base.

Les écoles du Togo célèbrent chaque année, le 24 octobre, l'anniversaire de la fondation des Nations Unies, et le 10 décembre, celui de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

b) Avec les organismes techniques internationaux.

10. — *P.T.T.* — Tant au point de vue postal que du point de vue des télécommunications le Togo sous administration française constitue un Office indépendant faisant partie intégrante des territoires « d'outre-mer de la République française et territoires administrés comme tels », membre de l'Union Postale Universelle et de l'Union Internationale des Télécommunications, lequel adhère aux conventions et règlements internationaux.

Le Togo est représenté aux conférences et congrès internationaux de ces deux Unions par des fonctionnaires du service des Postes et Télécommunications du Ministère de la France d'outre-mer qui assurent la représentation des « territoires d'outre-mer de la République française et des territoires administrés comme tels ».

Météo. — Le Togo est membre de l'Organisation Météorologique Mondiale. Le Directeur de la Météorologie Nationale Française est représentant permanent de la France et des territoires de l'Union Française auprès de l'Organisation.

Le Commissaire de la République au Togo adresse au Représentant permanent de la France toute correspondance administrative ou technique intéressant l'O.M.M. Cependant les renseignements présentant un caractère d'urgence sont fournis directement au secrétaire général de l'Organisation, à Genève.

En application des résolutions des divers congrès de l'Organisation Météorologique Mondiale, le Service météorologique du Togo échange des documents techniques avec les territoires voisins et plusieurs pays d'Afrique. De nombreux services météorologiques du monde adressent régulièrement leur documentation au Service météorologique local.

Enfin, le Service météorologique est en relation avec l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.) pour les questions particulières de météorologie.

2^o COOPÉRATION RÉGIONALE

A. — TECHNIQUE

P.T.T. — Conformément aux dispositions réglementaires des arrangements spéciaux existant d'une part avec la Côte de l'Or et le Togo sous tutelle britannique, d'autre part avec les territoires de l'Afrique-Occidentale française, pour faire bénéficier les usagers, dans les relations considérées, des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques du régime intérieur.

Un service direct et restreint d'articles d'argent fonctionne entre le Togo sous administration française et la Côte de l'Or.

Les télégrammes à destination de la Nigéria par la voie radioélectrique Lomé-Cotonou-Lagos sont acceptés au double de la taxe télégraphique du réseau intérieur.

En 1952 a été créé un Comité de coordination des télécommunications A.-O.F.-Togo dont le rôle comporte plus particulièrement l'étude des questions des télécommunications de tous ordres. Ce Comité s'est réuni plusieurs fois à Dakar, en présence des membres de la délégation du Togo.

Une liaison radioélectrique directe entre Lomé et Abidjan fonctionne depuis 1952, accélérant de façon sensible l'acheminement des télégrammes à destination du Togo et de la Côte d'Ivoire.

Agriculture. — Le service de l'Agriculture du Togo entretient des relations suivies avec l'Inspection générale de l'Agriculture de l'A.-O.F. (échange de documentation, envoi d'un représentant à la réunion annuelle à Dakar du Comité de coordination des Recherches agronomiques et de la Production agricole) ainsi qu'avec les Centres de recherches agronomiques de Bingerville (Côte d'Ivoire), de Bambey (Sénégal) et la Division de la protection des végétaux et de lutte antiacridienne en A.-O.F. à Dakar. (Le Territoire du Togo est membre du Comité International de Prévention Antiacridienne au Soudan.)

Par ailleurs, aussi souvent qu'il est nécessaire, de nombreux contacts sont pris avec les services de l'Agriculture voisins du Dahomey et de la Côte d'Ivoire.

Membre du Comité Régional de l'Ouest Africain pour la conservation et l'utilisation des sols, le Togo participe régulièrement aux réunions de ce Comité qui groupe les Territoires de l'A.-O.F., de la Côte de l'Or et du Togo sous tutelle britannique, de la Nigéria, du Cameroun sous tutelle britannique, Sierra Léone, Guinée Portugaise, Iles du Cap Vert et Togo français. Ce Comité Régional de l'Ouest Africain pour la conservation et l'utilisation du sol a été créé aux termes de la Recommandation n° 3 de la Conférence Inter-Africaine des Sols tenue à Goma en novembre 1948.

Le service de l'Agriculture du Togo entretient également des relations avec le service de l'Agriculture de la Côte de l'Or, relations se traduisant par des visites réciproques donnant lieu à de fructueux échanges de vues.

9. — Des organismes para-administratifs exercent dans le Territoire des activités en faveur de l'Agriculture.

a) *O.R.S.T.O.M.* — L'Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer maintient au Togo un pédologue et un nutritionniste.

Le service de l'Agriculture travaille en liaison très étroite avec le pédologue auquel de nombreuses et importantes prospections sont demandées.

Avec le pharmacien nutritionniste, des études sont poursuivies sur la teneur en carotène des huiles de palme du Togo ainsi que sur la richesse en amidon et la valeur alimentaire des différentes variétés de manioc cultivées dans le sud du territoire.

b) *I.R.H.O.* — Les semences de palmiers sélectionnés dont a besoin le service de l'Agriculture du Togo, sont fournies par les Stations du palmier à huile de La Mé (Côte d'Ivoire) et de Pobé (Dahomey).

D'autre part un essai d'engrais sur cocotier est actuellement en cours au Togo, en collaboration avec cet Institut.

Il convient enfin de noter que l'I.R.H.O. poursuit, au Togo, l'étude, commencée l'année dernière, de la maladie du cocotier dite de Kaincopé et que des éléments nouveaux très intéressants continuent d'être rassemblés sur cette importante question.

c) *I.R.C.T.* (Station Anié-Mono de Kolocopé).

Liaison très étroite avec cet Institut qui s'occupe de la sélection du cotonnier et commence à fournir au service de l'Agriculture des quantités appréciables de semences déjà très améliorées.

d) *C.F.D.T.* — Cette société d'économie mixte a pour but essentiel d'étoffer l'action de propagande des services de l'Agriculture de l'A.-O.F. et du Togo en faveur de la production cotonnière.

L'aide matérielle ainsi apportée au Territoire est très sensible.

10. — *Elevage.* — Dès qu'un cas de maladie contagieuse (peste bovine, péripneumonie, etc.) est signalé au Territoire, le service de l'Elevage prévient par télégramme les services vétérinaires de la Côte de l'Or et du Dahomey.

De plus, un rapport indiquant les maladies contagieuses, les lieux où elles sévissent, les routes sanitaires ouvertes pour l'exportation et le transit du bétail est échangé mensuellement avec la Côte de l'Or.

Ce rapport mensuel exposant la situation sanitaire, la situation générale de l'élevage et la lutte contre les épidémies, est adressé au chef du service de l'Elevage de l'A.-O.F. à Dakar.

Douanes. — Le Togo ne fait actuellement partie d'aucune union douanière tant avec les pays étrangers qu'avec la Métropole ou les pays de l'Union Française limitrophes.

Cependant, comme l'indique le rapport annuel de 1951 (pages 59 et 60), certaines relations de fait ont dû s'établir entre le Togo et le Dahomey, d'une part, et le Togo sous administration française et le Togo sous tutelle britannique, d'autre part.

C'est ainsi que le territoire continue, chaque fois qu'il le peut, et par décisions unilatérales, à aligner son tarif douanier avec celui de la Fédération de l'Afrique-Occidentale Française.

Les raisons de cette politique ont été détaillées dans le rapport annuel susvisé. Elles sont toujours valables. C'est ainsi que le Togo a relevé le tarif d'importation des alcools et des boissons alcooliques en 1953, comme il est précisé plus loin. Il agit ainsi de pair avec tous les territoires français d'A.-O.F. dans leur lutte contre l'alcoolisme en Afrique Noire.

En ce qui concerne les mesures de coopération prises, en matière économique, avec le Togo sous tutelle britannique, on peut également se référer au Rapport annuel de 1951. Ce document indique, à la page 60, les motifs

de cette coopération et analyse les dispositions qui ont été prises, en vue de faire disparaître le plus possible la gêne que procure aux populations frontalières l'existence de la barrière douanière. Les facilités ainsi mises en œuvre ont continué à être appliquées au cours de l'année 1954, notamment en matières de pénétration de produits vivriers et, à une échelle très importante, de cotonnades destinées à l'habillement des populations.

Santé. — Conformément aux dispositions de la Conférence d'Accra, la coopération médicale franco-britannique entre les territoires de la Côte de l'Or et du Togo britannique, et le Togo sous administration française se développe harmonieusement.

Les notifications entre les deux territoires et les territoires voisins de l'Union Française se font mensuellement en ce qui concerne la situation des maladies transmissibles, par télégramme s'il s'agit des maladies pestilentielles.

Les contacts, entre médecins frontaliers des territoires limitrophes, sont fréquents pour l'étude des questions techniques communes aux territoires respectifs.

B.— COOPERATION POLITIQUE : CONSEIL MIXTE

10. — Le précédent rapport a relaté la consultation effectuée en 1953 au sujet de la reconstitution du conseil.

Cette consultation avait fait ressortir que l'opinion publique, au territoire du Togo sous administration française, ne voulait plus de cet organisme.

En conséquence, l'autorité administrante n'a pu formuler en 1954, aucune proposition en vue de la reconstitution de ce conseil.

10. — Les habitants autochtones n'ont pas constitué d'association politique en commun avec les habitants des Territoires voisins.

Toutefois, le Parti Politique « Comité de l'Unité Togolaise » et sa section jeunesse « Juvento » ont des buts identiques et entretiennent d'étroites relations avec la « All Ewe Conférence » et le Togo Congress, dont le siège est à Accra.

11. — Le Togo n'est associé à aucun autre Territoire voisin.



QUATRIÈME PARTIE

SOMMAIRE

	Pages
PAIX ET SÉCURITÉ INTERNATIONALES, MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC	28
1° FORCES MILITAIRES	28
<i>a)</i> CORPS DE TROUPE	28
<i>b)</i> GARDES-CERCLE	28
2° SERVICE DE GENDARMERIE	29
3° POLICE CIVILE ET SURETÉ	30
A. — ORGANISATION	30
B. — ATTRIBUTIONS	30
C. — PERSONNEL	31
D. — ORGANISATION INTÉRIEURE	31
E. — ACTIVITÉS DU SERVICE	32
F. — BUDGET DES SERVICES DE POLICE ET SURETÉ	33

QUATRIÈME PARTIE

PAIX ET SÉCURITÉ INTERNATIONALES MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

1^o FORCES MILITAIRES

a) Corps de troupe.

12. — Une unité de l'Infanterie Coloniale, la 2^e Compagnie du Bataillon Autonome du Dahomey, tient garnison à Lomé. Elle dépend hiérarchiquement du Commandement de Cotonou.

Cette Compagnie, du type semi-motorisé, est commandée par un Capitaine assisté d'un Lieutenant et de plusieurs sous-officiers. Le Commandant de Compagnie assume aussi les fonctions de Commandant d'Armes de la Place de Lomé. L'effectif théorique africain est fixé à 9 sous-officiers et 145 hommes de troupe.

Le recrutement s'effectue uniquement par voie d'engagements volontaires, parmi les ressortissants togolais. Les conditions de recrutement portent sur l'âge, l'aptitude physique, la moralité des candidats. Le degré d'instruction générale est de plus en plus pris en considération. Le nombre des candidats est toujours supérieur au nombre de places vacantes, ce qui permet d'assurer une bonne sélection.

Les militaires de cette compagnie bénéficient exactement des mêmes avantages que ceux accordés à tous les militaires de l'armée française : solde, avancement, pension, retraite, etc. Depuis mars 1953, ils peuvent, s'ils font acte de volontariat, servir en dehors du Togo.

L'unité est actuellement cantonnée dans le camp du dépôt des gardes de cercle, à Lomé. Une parcelle de terrain a été attribuée à l'autorité militaire sur le plateau de Tokoin, dans la banlieue de Lomé, en vue d'une installation ultérieure.

Les missions de la compagnie sont celles imposées par les nécessités du service. Elle peut, sur réquisition administrative, participer au maintien de l'ordre public.

L'entretien de la compagnie, unité organique des forces terrestres de la zone de défense A.-O.F.-Togo, est entièrement à la charge du budget militaire du Ministère de la France d'outre-mer.

b) Gardes-Cercle.

12. — Réorganisé par l'arrêté n° 503 du 8 septembre 1942, le Corps des gardes-cercle du Togo est commandé, encadré, administré par un officier et gendarmes du Détachement de Gendarmerie de l'A.-O.F. et du Togo.

La mission du Corps des gardes-cercle est d'assurer :

- Le maintien de l'ordre public ;
- Les escortes et la garde des convois et des prisons ;
- La surveillance et la garde du domaine public ;
- La police générale et la police d'hygiène dans les circonscriptions administratives ;
- La surveillance de la frontière ;
- Toutes missions imposées par les nécessités du service.

Organisation générale.

Le Corps des gardes-cercle comprend :

- Un centre administratif et d'instruction stationné à Lomé, constituant le Dépôt du Corps.
- Des pelotons détachés dans les circonscriptions administratives.
- Les pelotons détachés prennent le nom de la localité où ils se trouvent.

Recrutement.

Les gardes sont recrutés parmi les anciens tirailleurs de la 2^e Compagnie du B.A.D., dont les effectifs comprennent uniquement des jeunes gens d'origine togolaise.

Les principales conditions d'admission sont :

- Etre apte physiquement et avoir une taille minimum de 1 m 65 ;
- Etre âgé de 21 ans au moins et de 30 ans au plus ;
- Parler et comprendre le français.

Conditions des services.

La durée du service dans le Corps des gardes-cercle est fixée à quinze ans pour les gardes et de vingt ans pour les sous-officiers.

La limite d'âge admise est de 45 ans.

Instruction.

Tous les gardes-cercle nouvellement incorporés sont astreints à effectuer, en qualité de stagiaire, au dépôt d'instruction du Corps un stage de six mois sanctionné par un examen d'aptitude professionnelle. Des stages de réinstruction ont lieu périodiquement au dépôt de Lomé pour les gardes comptant trois ans ou plus de service dans les pelotons des circonscriptions administratives. Cette instruction est entretenue et complétée dans les pelotons détachés suivant un programme établi par l'Inspecteur du Corps des gardes-cercle.

Administration.

Les frais d'entretien du Corps des gardes-cercle incombent en totalité au budget du Territoire.

Les tarifs de solde des gardes-cercle et accessoires de solde sont fixés par arrêté du Commissaire de la République au Togo.

Les dépenses de personnel sont passées de 62 millions de francs en 1953 à 67 millions de francs en 1954.

Le montant des dépenses de matériel pour 1954 a été de 3.827.000 francs.

Contrôle.

L'officier de Gendarmerie, inspecteur du Corps des gardes-cercle, dépend du Commissaire de la République au Togo. Il a tous pouvoirs pour inspecter en tous temps, en tous lieux et dans toutes leurs parties, les formations de gardes-cercle.

Les inspections font l'objet de rapports adressés au Commissaire de la République.

2^o SERVICE DE GENDARMERIE

Organisation.

12. — Le Service de la Gendarmerie du Togo, créé par arrêté n^o 516/APA du 17 septembre 1942, fait partie du Détachement de Gendarmerie de l'A.-O.F. et du Togo.

Actuellement la section de Gendarmerie compte un effectif de :

- 1 officier ;
- 20 gradés ou gendarmes ;
- 55 auxiliaires de gendarmerie.

répartis dans les unités suivantes :

- Etat-major stationné à Lomé :
- 2 gradés ou gendarmes ;
- 1 auxiliaire de Gendarmerie.

— Peloton Mobile de Lomé :

- 3 gradés ou gendarmes ;
- 28 auxiliaires de Gendarmerie.

— Brigade de Lomé :

- 4 gradés ou gendarmes (dont 1 chargé de la surveillance de l'aérodrome et 1 détaché comme Commissaire de Police de la ville de Lomé ;
- 4 auxiliaires de Gendarmerie.

— Brigade d'Anécho :

- 2 gradés ou gendarmes ;
- 3 auxiliaires de Gendarmerie.

— Brigade de Tsévié :

- 1 gradé ou gendarme ;
- 3 auxiliaires de Gendarmerie.

— Brigade de Palimé :

- 1 gradé ou gendarme ;
- 3 auxiliaires de Gendarmerie.

— Brigade d'Atakpamé :

- 2 gradés ou gendarmes ;
- 3 auxiliaires de Gendarmerie.

— Brigade de Sokodé :

- 1 gradé ou gendarme ;
- 2 auxiliaires de Gendarmerie.

— Poste de Blitta :

- 1 gradé ou gendarme ;
- 2 auxiliaires de Gendarmerie.

— Brigade de Bassari :

- 1 gradé ou gendarme ;
- 2 auxiliaires de Gendarmerie.

— Brigade de Lama-Kara :

- 1 gradé ou gendarme ;
- 2 auxiliaires de Gendarmerie.

— Brigade de Mango :

- 1 gradé ou gendarme ;
- 2 auxiliaires de Gendarmerie.

Recrutement.

Le recrutement du personnel auxiliaire est effectué par les soins du Détachement de Gendarmerie de l'A.-O.F.-Togo.

Peuvent être candidats à l'emploi d'auxiliaire de Gendarmerie les Togolais qui remplissent les conditions suivantes :

- Etre âgés de 22 ans au moins et de 30 ans au plus ;
- Avoir une taille minimum de 1,70 m et une constitution robuste ;

- Avoir effectué un temps de service militaire ;
- Bien parler et comprendre le français, savoir au minimum un peu le lire et le copier.

Les candidats recrutés effectuent dans un centre d'instruction un stage de formation professionnelle de six mois au moins, à l'issue duquel ils sont nommés auxiliaires de Gendarmerie des Territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer. La durée normale du service est de 15 ans. Cependant, si l'aptitude physique le permet, les auxiliaires peuvent être autorisés à prolonger par périodes de deux à cinq années jusqu'à vingt-cinq ans de service.

Attributions.

Le service de la Gendarmerie est sensiblement analogue à celui qu'exécute cette Arme dans la Métropole.

La Gendarmerie est une force instituée pour veiller à la sécurité publique et pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.

Son action s'exerce sur toute l'étendue du Territoire.

Elle est particulièrement destinée à la sûreté des campagnes et des voies de communication.

La police judiciaire (recherches des crimes et délits, arrestations des coupables), la police administrative, la

police de la circulation, constituent ses attributions essentielles.

L'absence de personnel qualifié a conduit à confier au personnel de la Gendarmerie diverses fonctions accessoires telles que : huissier, agent d'hygiène, régisseur de prison, etc.

Administration.

Les dépenses annuelles du personnel et matériel, afférentes à l'entretien de la Section de Gendarmerie du Togo sont supportées par le budget de l'Etat, à l'exception des frais de déplacement et de transport qui demeurent à la charge du budget local.

Pour l'année 1954, les dépenses de la Gendarmerie à la charge du Territoire, se sont élevées à :

1 ^o Transports	Fr. 1.527.000
2 ^o Déplacements.....	700.000
Au total	<u>2.227.000</u>

Activité.

Le tableau joint donne le détail de l'activité du service de la Gendarmerie au cours de l'année 1954, par rapport aux résultats obtenus les années précédentes.

Statistique générale du service de la Gendarmerie.

Désignation des Affaires	Année 1950	Année 1951	Année 1952	Année 1953	Année 1954
<i>Procès-verbaux.</i>					
Crimes	15	29	55	50	32
Délits.....	502	784	980	931	656
Contraventions	1.702	2.299	2.996	1.810	2.152
Infractions fiscales.....	0	700	1.139	730	1.406
Renseignements civils	996	960	913	908	730
Renseignements militaires.....	0	0	0	306	885
Renseignements judiciaires	1.918	1.632	3.533	3.872	4.085
Délégations judiciaires	0	0	0	208	415
<i>Arrestations.</i>					
Sous mandats.....	181	155	178	235	303
En flagrant délit	546	638	696	598	552
<i>Police de la circulation.</i>					
Délits.....	43	101	357	166	153
Contraventions	583	945	2.078	2.171	2.438

3^o POLICE CIVILE ET SURETÉ

A. — ORGANISATION

Le service de police et Sûreté du Territoire a été organisé par l'arrêté n° 759 du 27 septembre 1941. Aucune modification n'est intervenue depuis cette dernière date.

B. — ATTRIBUTIONS

Les attributions du service comprennent la police préventive et répressive, le maintien de l'ordre public et la Sûreté du Territoire, la police spéciale des Chemins de fer, le contrôle de l'émigration et de l'immigration.

C. — PERSONNEL

L'ensemble du personnel actuellement en service, à la Sûreté et dans les polices urbaines comprend :

1 Chef de Bureau d'administration générale d'outre-mer : Chef de Service ;

1 Rédacteur d'administration générale d'outre-mer : adjoint au Chef de Service ;

4 Commissaires de police du cadre supérieur ;

2 Inspecteurs principaux du cadre supérieur ;

1 Inspecteur ;

3 Commis d'administration ;

131 Agents de police.

La répartition entre les services centraux de la Sûreté à Lomé et les sept commissariats de police existant à ce jour sur l'ensemble du Territoire, s'établit de la façon suivante :

Services centraux.

1 Chef de Bureau d'administration générale d'outre-mer : Chef de Service ;

1 Rédacteur d'administration générale d'outre-mer : Adjoint au Chef du Service ;

1 Commissaire de police ;

1 Inspecteur principal de police ;

1 Inspecteur de police ;

8 Assistants de police ;

2 Commis d'administration ;

14 Agents de police.

Commissariat spécial du Chemin de fer.

1 Assistant de police, commissaire spécial ;

1 Commis dactylographe ;

6 Agents de police.

Commissariat de police de Lomé.

1 Commissaire de police du cadre supérieur, commissaire de la ville ;

1 Inspecteur principal du cadre supérieur, adjoint au Commissaire ;

6 Assistants de police ;

1 Commis d'administration, dactylographe ;

80 Gradés et agents de police ;

Commissariat de police de Tsévié.

1 Assistant de police du cadre local, Commissaire de police ;

3 Agents de police.

Commissariat de police d'Anécho.

1 Inspecteur de police du cadre supérieur, Commissaire de police ;

8 Agents de police.

Commissariat de police d'Atakpamé.

1 Assistant de police du cadre local, Commissaire de police ;

1 Assistant de police ;

5 Agents de police ;

Le Commissaire de police d'Atakpamé est également chargé de la police du Chemin de fer, dans le cercle du Centre.

Commissariat de police de Palimé.

1 Commissaire du cadre supérieur de la police, Commissaire de police ;

8 Agents de police.

Commissariat de police de Sokodé.

1 Gendarme faisant fonction de Commissaire de police, cumulativement avec ses fonctions de chef de poste de gendarmerie ;

1 Assistant de police ;

4 Agents de police ;

1 Commis dactylographe.

Brigade mobile du Nord.

1 Assistant de police du cadre local, chef de la brigade mobile du Nord ;

2 Agents de police.

Aucune modification importante n'a été apportée dans le fonctionnement des services de police au cours de l'année écoulée.

D. — ORGANISATION INTÉRIEURE

1^o Recrutement.

Les modalités de recrutement dans le cadre supérieur et le cadre des Assistants de police sont fixées respectivement par l'arrêté n° 426/P du 28 mai 1946 et par l'arrêté n° 302/P du 7 juin 1945.

Le recrutement des agents de police reste fixé par l'arrêté n° 302/P du 7 juin 1945, modifié par l'arrêté n° 847/P du 7 novembre 1946.

2^o Habillement - Équipement.

Aucune modification.

Les arrêtés n°s 857 et 858/P du 8 novembre 1946 fixent les modalités d'attribution des indemnités d'habillement qui restent fixées comme suit :

Commissaires et inspecteurs de police : indemnité annuelle de 3.000 francs.

Assistants de police : l'indemnité de première mise d'équipement reste fixée à 750 francs. Ils perçoivent en

outre une indemnité annuelle permanente de 1.500 francs pour entretien d'équipement.

L'habillement des agents reste fixé par l'arrêté n° 183/P du 8 avril 1944 (rapport 1947, page 34).

3° Armement.

Aucune modification (cf. rapport 1947, page 34).

E. — ACTIVITÉS DU SERVICE

Le service central du chef-lieu comprend quatre sections :

1° Section des renseignements généraux et de la police administrative.

2° Section de l'émigration-immigration.

3° Section des archives et de l'identité judiciaire.

4° Section de la police judiciaire et de la police spéciale du chemin de fer.

1° Section des renseignements généraux et police administrative.

Cette section placée sous les ordres du chef de service comprend plus spécialement la recherche des renseignements d'ordre politique, économique et judiciaire.

Elle procède également aux enquêtes administratives qui lui sont prescrites par les Autorités du Territoire.

Elle assure le contrôle de l'interdiction de séjour et procède à l'établissement des carnets anthropométriques.

2° Section émigration-immigration.

Cette section est spécialement chargée :

a) Du contrôle des étrangers et de leur surveillance.

b) De la délivrance des titres de voyage : passeports, carte d'identité, carnets de voyage.

c) De l'application de la réglementation sur les conditions d'admission et de séjour au Togo des nationaux français et étrangers.

Dans le courant de l'année 1954, cette section a délivré les pièces suivantes :

Permis d'embarquement	2.682
Dispenses de caution accordées (générales ou individuelles)	56
Cautions de rapatriement accordées.....	85
Main-levées	23
Annulation décisions agrément de caution.....	12
Passeports	425
Carnets de voyage	395

Visas pour les territoires du groupe A.-O.F....	36
Visas pour les territoires du groupe A.-E.F....	6
Visas pour la Côte de l'Or	158
Visas pour l'Italie	2
Visas pour la Nigeria.....	39
Visas pour le Liban	6
Visas pour la France	25
Cartes d'identité délivrées	1.558
Prorogations de passeports et carnets de voyage	400

MOUVEMENT DES PASSAGERS DURANT L'ANNÉE ECOULÉE

Passagers embarqués.

Hommes	2.599
Femmes	1.062
Enfants	944

Passagers débarqués.

Hommes	2.818
Femmes	1.924
Enfants	1.885

CONTROLE DES ÉTRANGERS

*Etrangers présents au Territoire
à la date du 31 décembre 1953.*

Nationalités	Hommes	Femmes	Enfants
Américains	2	2	4
Anglais	3	—	—
Canadiens	6	—	—
Hollandais	3	1	—
Italiens	3	5	—
Suisses	4	—	—
Polonais	2	—	—
Yougoslaves	2	1	—
Libanais	43	28	22

3° Section des archives. Identité judiciaire.

Fichier dactyloscopique.

Contenance du fichier dactyloscopique au 31 décembre 1954	17.919
Contenance du fichier dactyloscopique au 1 ^{er} janvier 1954	16.937
Dactylogrammes établis dans le courant de l'année 1954	982

Fichier phonétique.

Contenance du fichier phonétique au 31 décembre 1954	72.467
Contenance du fichier phonétique au 1 ^{er} janvier 1954	65.283
Fiches établies dans le courant de l'année 1954 .	7.184

Ces fiches portent un numéro qui renvoie au dossier intéressant l'individu fiché.

Dossiers judiciaires collectifs.

Dossiers existant au 31 décembre 1954.....	2.724
Dossiers existant au 1 ^{er} janvier 1954	2.508
Dossiers créés dans le courant de l'année 1954 .	216

Fichier central de l'inspection générale des services de sécurité de l'A.-O.F.

Fiches existant au 31 décembre 1954	6.269
Fiches existant au 1 ^{er} janvier 1954	5.132
Fiches reçues et classées dans le courant de l'année 1954	1.137

4^o Section de la police judiciaire.

Commissariat aux délégations judiciaires.

Le Commissaire aux délégations judiciaires a procédé au cours de l'année sous revue à 143 enquêtes sur commissions rogatoires des magistrats commettants. Il a de plus effectué 19 transports judiciaires pour enquêtes.

Police du chemin de fer.

Un Assistant de police est spécialement chargé de la police du chemin de fer. Il agit en liaison avec le Commissaire de police d'Atakpamé dont la compétence s'étend, sur la ligne du Centre de Nuatja à Blitta.

Police technique.

Cette section continue à fonctionner normalement rendant d'appréciables services à la police du Territoire.

F. — BUDGET DU SERVICE DE POLICE ET SURETÉ

Les prévisions budgétaires, en ce qui concerne les dépenses générales du service, ont été les suivantes pour l'année 1954.

Police administrative et judiciaire. Sûreté.

Personnel	Fr. 10.595.000
Matériel	646.000
Total pour le service de la Sûreté Fr.	11.241.000

Police municipale.

Personnel	Fr. 26.998.000
Matériel	1.167.000
Total pour la police municipale ..Fr.	28.165.000
Total des prévisions pour l'année 1954	Fr. 39.406.000



CINQUIÈME PARTIE

SOMMAIRE

	Pages
PROGRÈS POLITIQUE	37
 CHAPITRE I. — STRUCTURE POLITIQUE GÉNÉRALE	 37
 CHAPITRE II. — GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE.....	 39
A. — STRUCTURE DU GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE	39
B. — LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE.....	39
C. — L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE	39
D. — STRUCTURE DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE	42
E. — RÉFORMES EN COURS.....	42
 CHAPITRE III. — AUTORITÉS LOCALES	 43
A. — RESPECT ET DÉVELOPPEMENT DE LA COUTUME	43
B. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE	43
C. — ORGANISMES REPRÉSENTATIFS LOCAUX	45
1 ^o Les communes mixtes	45
2 ^o Les Conseils de circonscriptions	47
D. — LES CHEFS TRADITIONNELS	47
 CHAPITRE IV. — FONCTION PUBLIQUE	 50
STRUCTURE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE.....	50

	Pages
CHAPITRE V. — DROIT DE VOTE	56
1 ^o CAPACITÉ ÉLECTORALE.....	57
2 ^o CATÉGORIES D'ÉLECTEURS	57
3 ^o ÉLIGIBILITÉ	57
4 ^o MÉTHODE D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES.....	57
5 ^o CAMPAGNE D'ÉDUCATION POUR ACCROITRE LE NOMBRE D'ÉLECTEURS ...	57
6 ^o NOMBRE ACTUEL D'ÉLECTEURS	57
CHAPITRE VI. — ORGANISATIONS POLITIQUES	59
1 ^o BUTS ET ACTIVITÉS	59
2 ^o IMPORTANCE	59
CHAPITRE VII. — ORGANISATION JUDICIAIRE	60
A. — LES JURIDICTIONS DE DROIT PÉNAL	61
1 ^o Le TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LOMÉ.....	61
a) Composition	61
b) Compétence	61
c) Procédure	62
d) Textes et dispositions de loi applicables	63
2 ^o LES JUSTICES DE PAIX	63
a) Composition	63
b) Compétence	63
3 ^o COUR d'APPEL	63
4 ^o COUR d'ASSISES	64
a) Composition	64
b) Compétence	64
c) Procédure	64
B. — LES JURIDICTIONS CIVILES OU DE DROIT PRIVÉ	65
1 ^o LES JURIDICTIONS FRANÇAISES.....	65
2 ^o LES JURIDICTIONS AUTOCHTONES.....	65
a) Le Tribunal du 1 ^{er} degré	65
b) Le Tribunal coutumier.....	66
c) Le Tribunal du 2 ^e degré.....	66
d) Le Tribunal colonial d'Appel	66
e) La Chambre d'Annulation de la Cour d'Appel	67
C. — DE QUELQUES QUESTIONS SPÉCIALES RELATIVES A L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	67
D. — ASSISTANCE JUDICIAIRE	68
E. — DES PEINES	68
a) Des condamnations pénales et de leur exécution	68
b) Des mesures édictées en faveur des condamnés	69
CHAPITRE VIII. — SYSTÈME JURIDIQUE	70
1 ^o TRIBUNAUX JUDICIAIRES	70
2 ^o TRIBUNAL ADMINISTRATIF : LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DU TOGO....	70
3 ^o TRIBUNAL DU TRAVAIL	70

CINQUIÈME PARTIE

PROGRÈS POLITIQUE

CHAPITRE I

STRUCTURE POLITIQUE GÉNÉRALE

14. — L'autorité administrante s'est attachée à concilier les nécessités du progrès politique de la population avec le degré d'évolution de cette dernière, dont certaines parties restent solidement attachées aux institutions tribales et coutumières. On verra plus loin les solutions qui ont été adaptées à ce problème, tant dans les domaines législatifs que dans le domaine judiciaire.

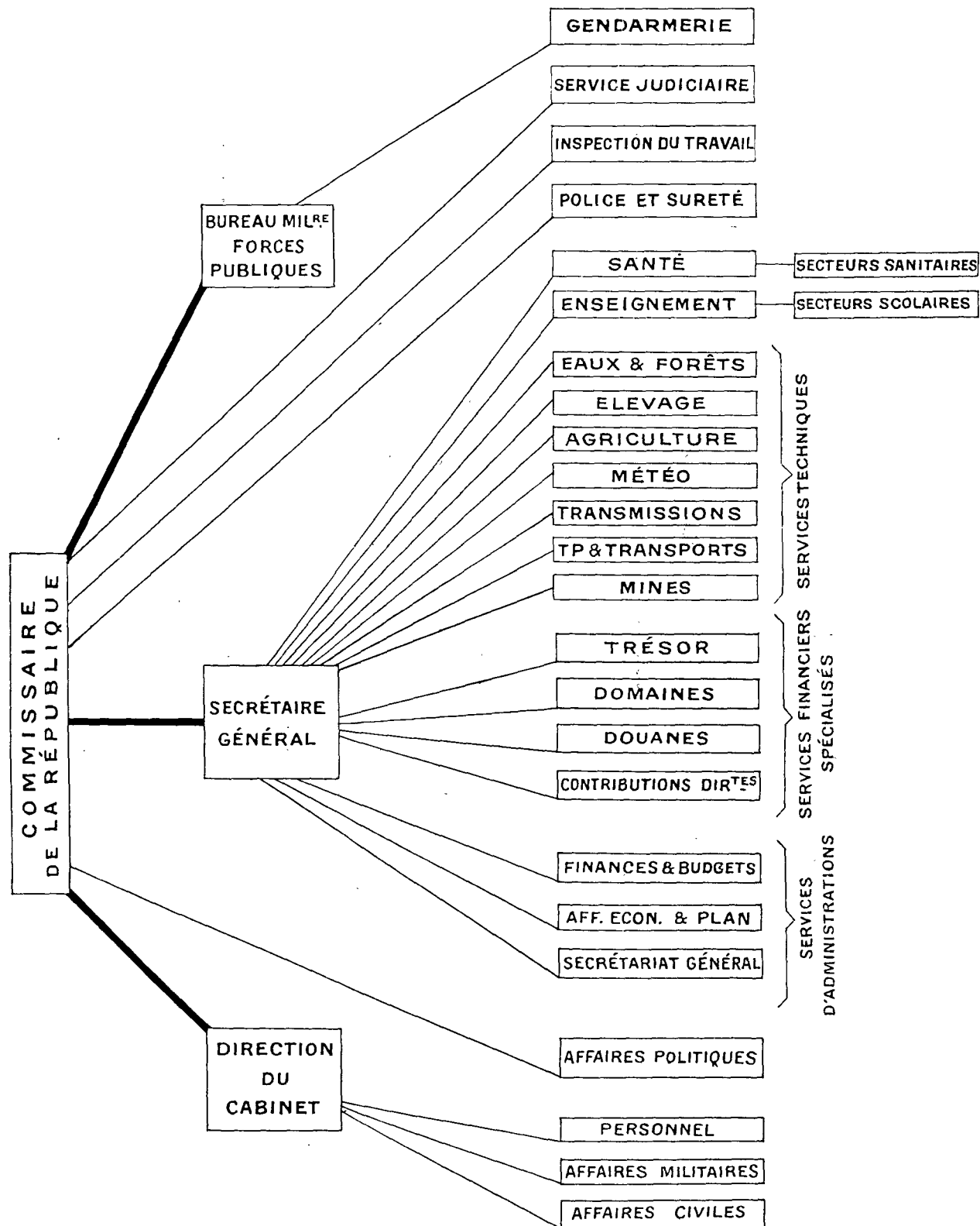
La population autochtone a ainsi la possibilité de diriger elle-même son évolution politique dans le sens qui lui paraît le plus favorable, par l'intermédiaire de

ses représentants élus, tant sur le plan du Territoire dans son ensemble que sur le plan régional.

15. — Enfin, conformément à l'article 4, paragraphe A, alinéa 1, des accords de tutelle, et en application des principes constitutionnels français, les lois et décrets concernant le Togo sont promulgués par le Président de la République dans les formes normales, et obligatoirement promulgués et publiés par le représentant du pouvoir central : le Commissaire de la République.



**SCHEMA DE LA STRUCTURE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
DU TERRITOIRE**
(Bureaux et Services)



CHAPITRE II

GOVERNEMENT DU TERRITOIRE

A. — STRUCTURE DU GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE

16. — L'arrêté du 12 septembre 1950, toujours en vigueur, fixe les conditions de fonctionnement des différents services qui sont répartis de la façon suivante :

- 1° La Direction du Cabinet et du Personnel.
- 2° Le Service des Affaires politiques.
- 3° Le Service de la Sûreté.
- 4° Les Services d'administration.
- 5° Les Services financiers spécialisés.
- 6° Les Services techniques.

7° L'Inspecteur du Travail et des Lois sociales et le Procureur de la République (exerçant leurs fonctions dans les conditions fixées par les textes en vigueur propres à leurs services). Le schéma ci-contre donne la structure de l'Administration du Territoire par bureaux ou services.

B. — LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

17 a. — Conformément à la Constitution de la République française du 27 octobre 1946 (art. 76), le Commissaire de la République est le dépositaire des pouvoirs de la République. Il est le Chef de l'Administration du Territoire et il est responsable devant le Gouvernement, ce dernier étant lui-même responsable devant le Parlement.

17 b. — Il est nommé et exerce ses fonctions en vertu des textes suivants :

— Décret du 23 mars 1921, article 2.

« ART. 2. — Le Commissaire de la République est le dépositaire des pouvoirs de la République. Tous les services civils relèvent de son autorité. Il exerce à l'égard des services militaires les pouvoirs conférés aux gouverneurs des colonies autonomes. Il correspond seul avec le Gouvernement. Il détermine les circonscriptions admi-

nistratives et prend les mesures nécessaires pour assurer leur développement et leur organisation. »

— Décret du 3 janvier 1946, article 2.

« ART. 2. — Le Commissaire de la République organise les différents services du Territoire. Il fixe les effectifs et le statut du personnel appartenant aux cadres non régis par décret ou par arrêté ministériel et nomme à tous les grades et classes dans ces cadres.

» Il répartit dans les diverses circonscriptions du Territoire les fonctionnaires et agents mis à sa disposition par l'Autorité métropolitaine et dont l'affectation n'est pas fixée par cette autorité. »

Le Commissaire de la République ne dispose d'aucun pouvoir réservé.

Le Commissaire de la République est investi du pouvoir réglementaire et agit par le moyen d'arrêtés locaux. Ceux-ci sont pris soit de sa propre initiative, soit, suivant les domaines auxquels ils s'appliquent, après consultation du Conseil privé ou de l'Assemblée Territoriale.

Lorsque ce dernier organisme se prononce, non sur consultation, mais en vertu du pouvoir délibérant qui lui appartient, le Commissaire de la République, agissant comme représentant du Territoire, assure l'exécution de ces décisions qui sont publiées au *Journal officiel* et rendues exécutoires par arrêté.

Le Chef du Territoire est assisté du Secrétaire Général, chargé de le remplacer éventuellement, et auquel il peut déléguer, partie de ses pouvoirs, ainsi que d'un conseil privé. Le rôle de cet organe consultatif, héritier de l'ancien Conseil d'administration organisé aux origines du mandat et qui a été décrit dans les précédents rapports, est défini par le décret du 3 janvier 1946 (art. 4).

Cet organisme est appelé à disparaître à la suite de la loi du 16 avril 1955, qui a apporté des réformes profondes aux institutions du Territoire.

C. — L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE

19 et 20. — L'Assemblée Territoriale qui a succédé, en application de la loi du 6 février 1952, à l'Assemblée Représentative, créée par le décret du 25 octobre 1946, a été élue le 30 mars 1952.

Jusqu'à l'intervention de la loi relative aux institu-

tions du Territoire, promulguée le 16 avril 1955, ses pouvoirs et les modalités de son fonctionnement restent fixés par le décret de 1946, la loi du 6 février 1952 ayant essentiellement modifié le régime électoral, en instituant le collège unique et en créant de nouvelles catégories d'électeurs.

19 b, c. — Elle est composée de trente membres, élus par l'ensemble de la population dans les conditions qui seront précisées au chapitre V (Droit de vote), au suffrage direct et par un collège électoral unique ;

les trente sièges sont répartis entre les diverses circonscriptions administratives, proportionnellement à l'importance de la population.

19 f. — L'Assemblée Territoriale délibère et donne des avis dans les conditions et sur les matières définies au Titre III du décret du 25 octobre 1946. Le détail de ces attributions, que l'on trouvera aux pages 40 à 41 du rapport précédent, ne sera pas reproduit ici, puisqu'aussi bien des réformes intervenues en 1955 en ont profondément modifié l'aspect.

Composition de l'actuelle Assemblée Territoriale, élue en 1952.

Circonscriptions	Délégués élus	C.U.T.	P.T.P.	U.C.P.N.	Divers
LOMÉ	Olympio Sylvanus	1	—	—	—
	Akouete Paulin (Syndicaliste)	—	—	—	1
TSÉVIÉ	Figah	—	1	—	—
	Fiawoo (Indép.) (1)	—	1	—	—
	Kpotufe	—	—	—	1
ANÉCHO	Lawson	—	1	—	—
	Sanvee	—	1	—	—
	Agbezouhlon	—	1	—	—
	Kalipe	—	1	—	—
	Ayassou	—	1	—	—
KLOUTO	Sam Klu	1	—	—	—
	Martin Aku	1	—	—	—
ATAKPAMÉ	Fantognon	—	1	—	—
	Tekoe	1	—	—	—
AKPOSSO	Freitas	1	—	—	—
TOTAL SUD		5	8	—	2
SOKODÉ	Ayeva Derman	—	—	1	—
	Mama Fousseni	—	—	1	—
BASSARI	Kondoh Tchédre	—	—	1	—
	Azemard (Indép.)	—	—	—	1
LAMA-KARA	Palanga Benoît	—	—	1	—
	Malazoue Paul	—	—	1	—
	Birregah Emmanuel	—	—	1	—
	Aissah Clément	—	—	1	—
	Akossou Batascome	—	—	1	—
	Talle Gabriel	—	—	1	—
MANGO	Nambiema Sam	—	—	1	—
	Kparou Polo	—	—	1	—
DAPANGO	Mateyendou Sambiani	—	—	1	—
	Djamongue Yebli	—	—	1	—
	Massa Atouga	—	—	1	—
TOTAL NORD		—	—	14	1
TOTAL GÉNÉRAL		5	8	14	3

(1) Elu sous l'étiquette « indépendant », a adhéré au P.T.P. en 1953.

Activité de l'Assemblée Territoriale en 1954.

19 e. — En 1954, l'Assemblée Territoriale a tenu deux sessions ordinaires, du 25 mars au 4 avril et du 21 octobre au 20 novembre (session budgétaire) et

une session extraordinaire du 21 novembre au 12 décembre 1954.

Au cours de ces différentes sessions, l'Assemblée a pu aborder l'examen de quatre-vingt-huit affaires ; cinquante-huit ont été examinées par elle dans le cadre de

son pouvoir délibérant; dix-sept ont été soumises à son avis; les autres ont fait l'objet de vœux, motions, résolutions, questions écrites ou orales présentées soit par certains de ses membres, soit par ses commissions.

Pendant la durée des intersessions, la Commission permanente prévue par le titre IV du décret du 25 octobre 1946, a siégé régulièrement et a examiné toutes les affaires de sa compétence.

A titre d'exemple, voici quelques-unes des matières qui ont été l'objet de débats de l'Assemblée et dont l'énumération donne une idée de la variété et de l'importance des affaires traitées au cours de l'année 1954 :

- Fixation du taux des expertises des produits du cru.
- Fixation pour 1954 du minimum des centimes additionnels au profit de la commune mixte de Bassari.
- Création du Cercle de Bassari.
- Modification de la réglementation des impôts sur les revenus.
- Révision de certaines taxes postales.
- Réorganisation de la Chambre de Commerce et création d'une section agricole et industrielle.
- Prêt de 50 millions de francs C.F.A. pour le Fonds commun des Sociétés de Prévoyance.
- Réglementation des villages de ségrégation de lépreux.
- Réorganisation de l'état civil des personnes de statut local.
- Autorisation de l'aval du Territoire au prêt de vingt millions de francs C.F.A. au profit de la commune mixte de Lomé.
- Aménagement des règles d'assiette de l'impôt sur les propriétés bâties.
- Création de la taxe de circonscription et suppression de la taxe vicinale.
- Compte définitif des recettes et des dépenses du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1952.
- Octroi au Bureau minier de la France d'outre-mer à Lomé, d'un permis général de recherche minière au Togo (Fer).
- Octroi au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord d'un permis général de recherche minière au Togo (phosphates).
- Modification du tarif fiscal d'entrée et de sortie du Territoire.
- Politique de conservation des sols et de reboisement.
- Etude et approbation du plan d'urbanisme de Tokoin.
- Etude sur le fonctionnement au Dahomey des coopératives privées agricoles, de constructions et artisanales.
- Plan quadriennal 1953-1957.
- Transaction intervenue entre le territoire du Togo et la Compagnie générale du Togo portant rétrocession

d'une superficie de 1.636 hectares dépendant de la plantation domaniale d'Agou.

— Organisation du service du chemin de fer et du wharf du Togo.

— Modification du tarif fiscal d'entrée.

— Modification du taux à percevoir par le Trésor lors de la délivrance et de la prorogation des passeports.

— Création d'une subdivision à Niamtougou (Cercle de Lama-Kara).

— Création d'une subdivision à Tabligbo (Cercle d'Anécho).

— Création d'une subdivision à Nuatja (Cercle du Centre).

— Modification de l'article 8 de l'arrêté du 20 novembre 1932 relatif au régime des communes mixtes du Territoire.

— Suppression du magasin d'approvisionnement des pièces de rechanges destinées à la réparation des véhicules administratifs.

— Création de rubriques nouvelles, ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local, exercice 1954.

— Permis général de recherches au Bureau minier de la F.O.M. en vue d'obtenir un carré de 3 km × 3 km pour les recherches de fer (Bangéli).

— Affectation d'un terrain domanial au Service des P.T.T. du Togo.

— Réglementation d'exploitation de tous services de transports par automobiles pour voyageurs ou marchandises au Togo.

— Institution au Togo d'un Comité des transports.

— Modification des taux de la taxe sur les transactions.

— Fixation des tarifs de la taxe de Circonscription pour 1955.

— Modification des règles d'assiette et des taux des impôts sur les revenus.

— Fixation pour 1955 du maximum des centimes additionnels dont la perception est autorisée au profit des communes mixtes du Territoire.

— Modification des règles d'assiette des patentes.

— Fixation pour 1955 de la liste des impôts et taxes dont le montant sera ristourné aux communes-mixtes du Territoire et leur attribuant la totalité des amendes judiciaires pour les infractions et délits commis sur leur territoire.

— Approbation des mesures d'aide à l'exportation.

— Modification des droits d'enregistrement et du timbre.

— Modification des tarifs du Chemin de fer et du Wharf.

— Institution d'une taxe de sortie de 5.000 francs par tonne de tapioca exportée.

— Modification de la réglementation de la taxe sur les transactions.

— Maisons de passage pour les délégués.

— Réorganisation de la Caisse locale de retraites du Togo.

— Création d'un organisme appelé « Direction de l'Economie rurale ».

— Participation des élites togolaises à l'administration du Territoire.

— Modification du décret du 5 février 1938 fixant le régime forestier au Togo.

— Protocole relatif à la contribution du territoire du Togo au F.I.D.E.S. et la convention d'avance, passée entre la Caisse centrale de la France d'outre-mer et le territoire du Togo pour l'exécution du Plan d'équipement (tranche 1954-1955).

— Modification du tarif fiscal de sortie dans le Territoire.

— Détermination du contingentement de certaines boissons alcooliques à l'importation au Togo.

— Budget annexe du chemin de fer et du wharf.

— Budget local du Togo.

— Locations et cessions de terres domaniales.

D. — STRUCTURE DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

18. — Le Territoire du Togo jouit de par le décret du 3 janvier 1946 de sa pleine autonomie administrative et financière.

En vertu de l'arrêté du 12 septembre 1950, les services et bureaux sont répartis et dirigés, leurs activités sont coordonnées, de la façon suivante :

1^o La Direction du Cabinet et du Personnel :

Le Directeur du Cabinet et du Personnel dirige le Bureau des affaires civiles et du Cabinet, le Bureau des affaires militaires et le Bureau du Personnel ; il est à noter que les postes d'attaché de Cabinet et de Chef de Bureau des Affaires civiles sont confiés à deux fonctionnaires autochtones.

2^o Le Service des Affaires politiques :

Le Chef du Service des Affaires politiques règle les questions relevant de ses attributions.

3^o Les Services d'administration :

Le Secrétaire général seconde et au besoin supplée le Commissaire de la République. Il supervise le Bureau d'administration générale et dirige le Bureau du Secrétariat général, le Service des Affaires économiques et du Plan et le Service des Finances, du Budget et du Matériel.

4^o Les services financiers spécialisés.

5^o Les services techniques.

Le Secrétaire général coordonne l'activité des services des Travaux publics et des Transports, de l'Enseigne-

ment, de la Santé publique, des Transmissions, de la Météorologie, de l'Agriculture, de l'Elevage, des Eaux et Forêts, et de la Sûreté.

L'Inspecteur du Travail et des lois sociales et le Procureur de la République remplissent leurs fonctions dans les conditions fixées par les textes organiques de leurs services.

19 a, f. — A l'exception du Commissaire de la République et du Secrétaire général, qui sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, les divers chefs de services et de circonscriptions sont affectés à leur poste par arrêté du Chef du Territoire, sous les ordres duquel ils sont placés.

19 c. — L'Assemblée Territoriale a la possibilité, avant de donner un avis ou de délibérer sur une affaire, de demander au Chef de service intéressé de présenter par écrit ou oralement devant elle toutes précisions utiles concernant le projet examiné.

Dans les communes-mixtes, l'administrateur-maire préside la commission municipale auprès de laquelle il joue le rôle de conseiller technique.

Enfin, dans chaque circonscription, le Commandant de Cercle ou Chef de Subdivision est tenu d'assister à toutes les séances du Conseil de circonscription, qui peut, au surplus, demander à entendre les chefs de service sur les matières qui sont leurs attributions.

Des indications plus détaillées sur le rôle des divers chefs de service et fonctionnaires sont données dans les chapitres afférents à chaque service.

E. — RÉFORMES EN COURS

19 g. — Le rapport relatif à l'année précédente avait signalé que le projet de loi tendant à créer un Conseil de Gouvernement et à étendre les pouvoirs de l'Assemblée Territoriale avait été déjà déposé sur le bureau de l'Assemblée de l'Union Française, saisie, conformément aux dispositions constitutionnelles pour avis.

Au cours de l'année 1954, l'Assemblée de l'Union Française apporte d'importantes modifications au projet primitif, dans le sens d'un accroissement de la participation des autochtones à la gestion de leurs affaires.

L'Assemblée Nationale a adopté en première lecture, pratiquement sans modification, et suivant la procédure d'urgence, le projet élaboré par l'Assemblée de l'Union Française.

Le Conseil de la République a examiné le projet fin décembre. Suivant les dispositions constitutionnelles en vigueur, la loi a fait l'objet d'un examen en deuxième lecture devant l'Assemblée Nationale, pour les points sur lesquels il y avait divergence de vues entre le Conseil de la République et l'Assemblée Nationale.

Le Conseil de la République a donné son accord aux propositions retenues par l'Assemblée Nationale, le 31 mars 1955, la loi devenant ainsi définitive.

La nouvelle loi constitue une étape capitale dans la voie de la participation progressive des Togolais à la gestion de leurs affaires.

CHAPITRE III

AUTORITÉS LOCALES

A. — RESPECT ET DÉVELOPPEMENT DE LA COUTUME

21 a, b, c, e, f. — La coutume ou plutôt les coutumes autochtones sont très vivaces au Togo sous administration française, dont la population est essentiellement composée de masses jalousement attachées à leurs traditions.

Caractérisées par leur extrême diversité — elles varient souvent de village à village — ces coutumes ne peuvent être de ce fait l'objet d'une uniformisation à l'image des classifications juridiques occidentales. La France s'est d'ailleurs, dès l'origine du mandat, attachée à les respecter et à les laisser suivre leur évolution naturelle, lorsqu'elles ne risquaient pas de faire obstacle aux progrès politique, économique et social ou de s'opposer aux principes fondamentaux de la civilisation et de la morale.

L'évolution de la coutume est inévitable au contact des rapports occidentaux, mais il est souhaitable qu'elle s'opère tout en sauvegardant l'originalité propre des traditions autochtones.

C'est précisément pour respecter son caractère mouvant et pour éviter d'entraver le progrès d'un droit qui doit, non pas se figer, mais se transformer sous l'influence de la civilisation, que l'Administration française n'a pas cherché à soumettre les coutumes à une systématique codification. Ces coutumes n'ont aucun caractère d'immuabilité ni de généralité. On ne peut donc fixer dans une série d'articles inspirés des cadres juridiques métropolitains des propositions qui relèvent moins d'un recueil de règles positives que de la manifestation d'une mentalité et d'une manière d'être individuelle ou collective.

L'expérience d'un code coutumier indigène avait été cependant tentée (il fut publié au *Journal officiel* du Territoire le 30 septembre 1926), mais elle n'apporta aucun élément constructif et fut abandonnée. Depuis, les efforts des fonctionnaires ou des missionnaires appelés à collaborer avec les autorités traditionnelles, se sont orientés, non plus vers une codification, mais vers une description des coutumes.

Il existe ainsi pour les différentes régions du Territoire

un certain nombre de recueils ou de monographies d'un grand intérêt, qui apporte une aide précieuse à l'administration régionale et à la Justice.

*
* *

La coutume est le fondement de la vie sociale. Elle constitue pour la quasi-totalité de la population la base juridique qui régit les rapports entre individus dans les domaines privé (biens, filiations, successions), économique et même politique.

Le caractère du droit privé coutumier a été, on le sait, sauvegardé par la puissance administrante qui n'a imposé aux habitants aucun statut de droit français. En droit privé, par exemple, les « tribunaux de chefs », les tribunaux « coutumiers » sont les seules juridictions civiles existant pour le Togolais. Le régime immobilier, auquel il peut demander la protection de ses biens, est lui-même fondé sur la coutume, et le décret du 15 août 1934 (voir le rapport pour 1947, page 122) protège ces droits individuels ou collectifs en les constatant par un titre qui n'a en aucune façon le caractère d'un titre de propriété au sens du Code civil français.

D'autre part, comme il n'existe pratiquement pas de colons européens, mais uniquement des petits producteurs autochtones, les conditions coutumières de la production n'ont pas été sensiblement altérées.

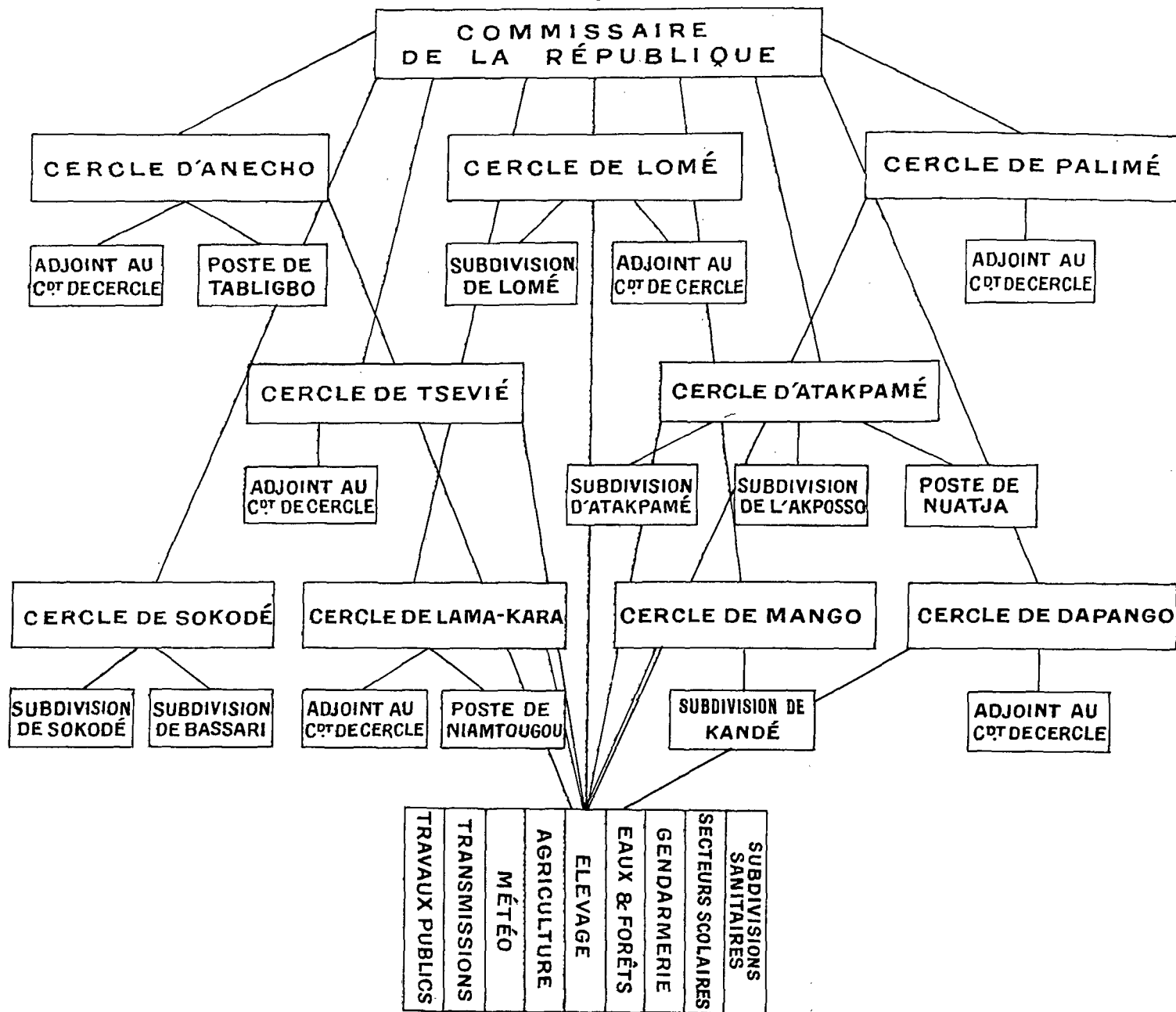
Au-delà du droit privé, la vie politique propre du village ou du clan est également sauvegardée, et la coutume en ce domaine est reconnue et officialisée par le statut des chefs autochtones.

B. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Le Territoire est organisé en Cercles et Subdivisions, aux chefs-lieux desquels se trouve un administrateur pourvu de certains pouvoirs de décision, ainsi que des services techniques dépendant des services centraux. Le schéma joint donne les grandes lignes de cette organisation.

Compte tenu des vœux répétés des chefs traditionnels et des représentants élus de la population, la subdivision

SCHEMA DE LA STRUCTURE DE L'ADMINISTRATION GENERALE
DU TERRITOIRE
(Circonscriptions)



de Bassari a été érigée en cercle pour compter du 1^{er} mai 1954 après avis unanimement favorable de l'Assemblée Territoriale.

En outre, en novembre 1954, et pour compter du 1^{er} janvier 1955, trois nouvelles subdivisions ont été créées, celles de Tabligbo dans le Cercle d'Anécho, Nuatja dans le Cercle d'Atakpamé et Niamtougou dans le Cercle de Lama-Kara. Ces trois nouvelles circonscriptions correspondent à des entités géographiques, économiques ou ethniques marquées.

Cette triple réforme répondait aux désirs maintes fois exprimés des populations locales et a été approuvée à l'unanimité par l'Assemblée. Au surplus, elle s'inscrit dans le cadre d'une tendance à la décentralisation, en vue de rapprocher l'administration de ses administrés.

Par ailleurs, deux cercles comprennent une Subdivision : Subdivision de l'Akposso-Plateau dans le Cercle d'Atakpamé, et Subdivision de Kandé dans le Cercle de Mango.

C. — ORGANISMES REPRÉSENTATIFS LOCAUX

1^o LES COMMUNES MIXTES

La septième commune mixte du 3^e degré, celle de Bassari, créée par arrêté du 16 novembre 1953, a commencé à fonctionner en mars 1954.

a) Pouvoirs.

La liste des attributions des commissions municipales, telles qu'elles sont précisées dans l'arrêté n^o 577 du 20 novembre 1932, s'établit de la façon suivante :

« ART. 38. — Les commissions municipales règlent par leurs délibérations les projets suivants :

1^o Le mode d'administration des biens communaux.

2^o Les conditions des baux à ferme ou à loyer des biens communaux dont la durée n'excède pas dix-huit ans.

3^o Les acquisitions d'immeubles, lorsque la dépense, totalisée avec celle des autres acquisitions déjà votées dans le même exercice, ne dépasse pas le dixième des revenus ordinaires de la commune.

4^o Les projets, plans et devis de grosses réparations et d'entretien, lorsque la dépense totale afférente à ces projets et autres projets de la même nature adoptés dans le même exercice ne dépasse pas le cinquième des revenus ordinaires de la commune.

5^o Le tarif des droits de place à percevoir dans les halles, foires et marchés.

6^o Les droits à percevoir pour permis de stationnement et de locations sur les rues, places et autres lieux dépendant du domaine public communal.

7^o Le tarif des concessions dans les cimetières.

8^o Les assurances des bâtiments communaux.

9^o L'affectation d'une propriété communale à un service communal, lorsque cette propriété n'est encore affectée à aucun service public, sauf les dispositions prescrites par des règlements particuliers.

10^o L'acceptation ou le refus de dons ou legs faits à la commune sans charges, conditions ou affectation immobilière, lorsque ces dons ou legs ne donnent pas lieu à réclamation. »

« ART. 40. — Les commissions municipales délibèrent sur les objets suivants :

1^o Le budget de la commune et, en général, toutes les recettes et dépenses, soit ordinaires, soit extraordinaires.

2^o Le mode d'assiette, les tarifs et les règles de per-



Mairie de Lomé.

ception de tous les revenus communaux, sauf l'octroi de mer.

3^o Les acquisitions, aliénations et échanges des propriétés communales, leurs affectations aux différents services publics, et en général tout ce qui intéresse leur conservation et leur amélioration.

4^o Les conditions des baux à ferme ou à loyer des biens communaux dont la durée excède dix-huit ans, ainsi que celles des baux des biens pris à loyer par la commune, quelle qu'en soit la durée.

5^o Les projets de construction, de grosses réparations et démolitions, et en général tous les travaux à entreprendre.

6^o L'ouverture des rues et places publiques et les projets d'alignement de voirie municipale.

7^o L'acceptation des dons et legs faits à la commune et aux établissements communaux, lorsqu'ils donnent lieu à réclamation.

8^o Les actions judiciaires et transactions.

9^o L'établissement des marchés d'approvisionnement dans leurs communes et tous les autres objets sur lesquels

les lois et règlements appellent les commissions municipales à délibérer. »

« ART. 42. — Les commissions municipales sont toujours appelées à donner leur avis sur les objets suivants :

1^o Les dispositions relatives à la distribution des secours publics.

2^o Les projets d'alignement de grande voirie dans l'intérieur des communes.

3^o L'acceptation des dons et legs faits aux établissements de charité et de bienfaisance.

4^o Les autorisations d'emprunter, d'acquérir, d'échan-



Mairie d'Anécho.

ger, d'aliéner, de plaider ou de transiger, demandées par les mêmes établissements.

5^o Les budgets et les comptes des établissements de charité et de bienfaisance.

6^o Enfin, tous les objets sur lesquels les commissions municipales sont appelées par les règlements à donner leur avis ou sur lesquels elles sont consultées par l'administrateur-maire. »

Ces attributions sont calquées sur celles reconnues aux conseils municipaux des communes de France par la loi du 5 avril 1884.

Les commissions municipales ont donc de larges pouvoirs de décision et assurent la gestion de toutes les affaires et de tous les biens communaux.

b) Elections.

Il n'existe plus au Territoire du Togo sous tutelle française de commission municipale dont les membres sont nommés par l'Administration (communes mixtes du 1^{er} degré). Les rapports annuels ont relaté le fait qu'en 1950, la commune mixte de Lomé jusque-là du 1^{er} degré, avait été érigée directement en commune mixte du 3^e degré et que les nouvelles communes mixtes créées depuis 1950 étaient également toutes du 3^e degré.

Les commissions municipales des communes mixtes du 3^e degré sont élues entièrement au suffrage universel direct de tous les adultes, hommes et femmes, résidant dans la commune depuis six mois au moins et y acquittant leurs impôts. Toutes les dispositions en vigueur pour les élections générales (législatives, Assemblée Territoriale) en matière de révision des listes électorales, de distributions des cartes électorales, d'opérations de scrutin, sont également applicables aux élections municipales. Ainsi, notamment les représentants des partis où des candidats participent à la révision des listes électorales et aux opérations de scrutin.

En résumé, les communes mixtes du 3^e degré ne se distinguent que sur un point des communes de plein exercice de la Métropole : le maire, chargé de présider les débats et d'exécuter les délibérations de la commission municipale, au lieu d'être élu par la commission, est un administrateur désigné par le Gouvernement local. Ce système permet de faire bénéficier les jeunes commissions municipales des conseils techniques de l'administrateur-maire et les communes créées des moyens en matériel et en personnel dont il dispose puisqu'il est normalement, en même temps, chef de la circonscription administrative dans le ressort de laquelle se trouve la commune.

Les élections à la commission municipale de la nouvelle commune mixte de Bassari ont eu lieu en mars 1954 ; la liste présentée par l'Union des Chefs et des populations du Nord, a été élue avec un faible pourcentage d'abstentions.

c) Fonctionnement.

Les communes mixtes ont fonctionné au cours de l'année 1954 dans des conditions qui ont donné toute satisfaction à la population. Elles ont en particulier réalisé un programme de travaux intéressant notamment l'hygiène, l'urbanisme, la voirie, la santé, les sports, etc. C'est ainsi qu'ont été construits à leur initiative et décision en 1954 des gares routières (celle de Lomé, la plus importante, est entrée en fonctionnement), des marchés, des salles de fêtes, des terrains de sports, des latrines, de nouvelles rues, etc.

La commune mixte de Lomé a achevé l'édification d'un centre culturel comportant théâtre en plein air, salles et terrains de jeux, piscine, bibliothèque, etc.

Les communes mixtes, y compris celle de Lomé, ne disposant encore que de ressources financières modestes, et les édiles municipaux étant désireux d'éviter de décourager la population par des charges fiscales trop élevées, la plus grande partie des réalisations communales se fait avec des prêts à très faible intérêt et longue échéance provenant de la Caisse centrale de la France d'outre-mer.

Ainsi, le développement d'institutions municipales se poursuit. Il s'agit là d'une expérience capitale, les communes devant constituer, dans l'esprit de l'Autorité administrante, à la fois une excellente école d'apprentissage de la gestion des affaires publiques, et d'autre part, la cellule de base dans la mise en place progressive d'institutions modernes.

2^o CONSEILS DE CIRCONSCRIPTION

Les membres des Conseils de circonscription, élus en 1951 dans les conditions qui ont été précisées dans le rapport annuel 1951, ont, en 1954, parfaitement réalisé l'importance de la tâche qui leur était confiée.

a) Attributions.

Les Conseils de Circonscription exercent leurs attributions dans les conditions fixées par l'arrêté du 16 juillet 1951.

« ART. 31. — Le Conseil de Circonscription est obligatoirement consulté sur :

1^o Le mode d'emploi des subventions accordées à la Circonscription par le budget local.

2^o Le mode d'assiette, les règles de perception et le tarif de la taxe de circonscription ainsi que sur l'emploi du produit de cette taxe, lorsqu'elle aura été instituée.

3^o Les droits de place et de marché.

4^o L'assiette, le taux et le mode de perception des taxes et contributions diverses.

5^o Le taux de la taxe vicinale.

6^o Le plan de campagne et l'exécution des travaux, ainsi que les mesures d'hygiène et d'assainissement intéressant la Circonscription.

7^o L'établissement du projet de budget de la Circonscription.

8^o Toute création nouvelle d'écoles, de dispensaires, de maternités.

9^o Les modifications des limites des cantons et villages. »

« ART. 32. — Le Conseil de Circonscription peut également être consulté par le Commissaire de la République ou le Chef de Circonscription sur toutes les questions que ceux-ci jugent utile de lui soumettre, notamment en matière d'administration générale intéressant la Circonscription. »

« ART. 33. — Lorsque le Conseil de Circonscription émet un avis défavorable sur les propositions de l'Administration, il peut être appelé à examiner une seconde fois la question en cause.

Lorsque, à la deuxième consultation, la proposition est

à nouveau rejetée, le différend est porté devant le Commissaire de la République qui statue, réserve faite des attributions de l'Assemblée Territoriale fixées par les textes en vigueur. »

b) Élections.

En 1954, il n'y a eu aucune élection, générale ou partielle, aux Conseils de Circonscription qui sont élus pour quatre ans.

c) Fonctionnement.

Au cours de l'année 1954, et notamment à l'occasion de leur session de juin-juillet, les Conseils ont examiné le projet de budget de chaque Circonscription et le programme de travaux, ainsi que le taux de la taxe vicinale. Ils ont examiné également diverses autres questions concernant l'administration de la Circonscription.

d) Réformes projetées.

21 g. — Aux termes de la loi du 16 août 1955 relative aux institutions togolaises, des modifications importantes seront apportées aux Conseils de circonscription actuels.

En particulier, les Conseils de Circonscription se verront conférer des attributions pleinement délibératives lorsque la Circonscription sera dotée de la personnalité morale. Le Conseil de Circonscription assurera la gestion du patrimoine de la collectivité ; il votera le budget de la Circonscription et des taxes ; il pourra notamment acquérir en son nom, louer et aliéner ses biens, meubles et immeubles, emprunter ou ester en justice en vue de la défense de ses intérêts et de la satisfaction de ses besoins propres.

Il convient d'ajouter que la « taxe vicinale » actuelle, dont le produit est entièrement ristourné par le budget du territoire à la Circonscription, et le programme d'emploi de cette taxe, constituaient déjà avant la lettre une ébauche de budget de circonscription. D'ailleurs, sans attendre les réformes indiquées, l'Autorité chargée de l'administration avait tenu à ce que dès le début de leur fonctionnement, les Conseils de Circonscription, bien qu'en théorie consultatifs à l'origine, prennent en fait de véritables délibérations, c'est-à-dire des décisions, en matière de taux et d'emploi de la taxe vicinale.

D. — LES CHEFS TRADITIONNELS

21. — Le statut des Chefs coutumiers est défini par un arrêté du 2 décembre 1949, pris après consultation de l'Assemblée représentative.

a) Élection ou nomination. Rôle du pouvoir exécutif de l'Autorité administrante.

La désignation des Chefs coutumiers est réglée par la coutume locale, qui définit également l'aptitude à la fonction de Chef.

La coutume en la matière, quelles que soient les régions, comporte toujours une élection.

Les fonctions de chefs sont incompatibles avec tout emploi administratif, toute profession libérale, toute condamnation ferme à une peine criminelle ou correctionnelle à caractère déshonorant.

L'Autorité administrante n'intervient absolument pas dans la désignation du Chef, qui relève entièrement de la coutume.

Mais le Chef étant, en même temps que représentant de la collectivité qu'il dirige, une sorte d'intermédiaire entre le Gouvernement local et cette collectivité, sa désignation, faite selon les règles coutumières, doit cependant être reconnue par l'Autorité administrante.

La reconnaissance de la désignation d'un Chef est faite par le Chef du Territoire pour les Chefs de canton et Chefs supérieurs, par les Commandants de Cercle pour les chefs de village.

L'Autorité administrante peut, au cas où les incompatibilités précitées ne seraient pas respectées, refuser de reconnaître la désignation.

b) Destitution.

L'Autorité administrante ne peut destituer un Chef désigné coutumièrement. Elle peut seulement, au cas où un chef de canton dont la désignation a été déjà reconnue serait condamné à une peine criminelle ou correctionnelle à caractère déshonorant, suspendre la reconnaissance. Dans ce cas, un autre Chef, titulaire ou intermédiaire, est désigné suivant la coutume.

c) Pouvoirs des Chefs.

Chefs de village. — En plus de ses attributions coutumières, le Chef de village exerce les attributions administratives suivantes :

Police générale. — Son activité s'exerce sur tous les habitants du village, y compris les individus de passage, quelle que soit leur coutume.

Il doit rendre compte sans retard au Chef de canton et, le cas échéant, en cas d'urgence, au Chef de circonscription de tout fait tendant à troubler l'ordre public. Il prendra au besoin les mesures propres à les faire cesser.

Il doit empêcher les rixes et les disputes, ainsi que tout tumulte dans les lieux d'assemblée publique.

Il dénombre les armes à feu détenues par les habitants de son village et signale au Chef de canton ou au Chef de Circonscription tout détenteur d'un fusil non déclaré.

Dans tous les cas où il est procédé à une arrestation (criminels, délinquants, prisonniers évadés, etc.), il doit immédiatement faire conduire l'individu soit au Chef de Circonscription, soit au Chef de canton qui le livre sans retard aux autorités.

Dans l'intervalle, le Chef et les habitants du village doivent veiller à la nourriture de l'individu arrêté et lui éviter tout mauvais traitement.

Aidé des habitants du village qu'il peut réquisitionner à cet effet, le Chef de village doit prêter son concours en cas d'accidents ou d'événements graves tels qu'incendies, inondations, invasions de sauterelles ou de criquets, etc.

Police rurale. — Le Chef de village veille à la protection des cultures, des plantations et des récoltes en empêchant qu'elles ne soient compromises ou détruites par les animaux ou les feux de brousse.

Il empêche la divagation des animaux sur les terrains de culture ou sur les grandes routes, notamment dans les traversées des villages.

Il doit également apporter ses soins aux cultures vivrières, à la conservation des semences, à la constitution des greniers de réserve.

Matière économique. — Le Chef de village rend compte sans délai à l'autorité immédiatement supérieure de toute infraction aux règlements et, en général, de tout fait qui serait de nature à nuire au ravitaillement et à l'approvisionnement de son village.

Voirie. — Le Chef de village doit maintenir en état de propreté l'agglomération et les environs immédiats, veiller à la conservation et au bon entretien des chemins et sentiers du village, des plantations d'arbres établies le long des voies de communication traversant son territoire et des plaques indicatrices placées sur les routes.

Hygiène. — Le Chef de village signale immédiatement à l'autorité supérieure les cas de maladies contagieuses ; il doit contribuer aux mesures à prendre pour assurer l'isolement des malades et les désinfections nécessaires.

Il surveille l'abattage des bestiaux et signale les animaux morts ou abattus à la suite d'une affection contagieuse.

Justice. — Le Chef de village est investi en matière civile et commerciale du pouvoir de concilier les parties.

Perception des impôts. — En ce qui concerne l'assiette et le recouvrement des impôts perçus sur rôles numériques, l'action du Chef du village consiste à assurer la mise à jour annuelle des sommes dues par les assujettis et à les verser aux centres de perception aux dates fixées par les Chefs de Circonscription.

Attributions administratives. — Le Chef de village peut être chargé de recevoir les déclarations d'état civil des habitants de son village : naissances, décès, mariages et divorces. Il les signale en tout cas à son chef de canton ou au Chef de la Circonscription. Il peut être également chargé de tenir à jour la liste des étrangers qui séjournent ou se fixent dans son village ; il en donne avis à son Chef de canton ou au Chef de Circonscription. Il aide à dresser les listes de recensement pour son village et rend compte périodiquement des modifications à y apporter.

Dispositions générales. — Les Chefs et les habitants doivent satisfaire à toutes les réquisitions des autorités pour assurer, dans les cas urgents, la remise des convocations et le transport des correspondances administratives et judiciaires.

Chefs de canton. — En plus de leurs attributions coutumières, les Chefs de canton et les Chefs supérieurs exercent les attributions administratives suivantes :

Attributions administratives. — Les Chefs de canton et les Chefs supérieurs transmettent aux Chefs placés

hiérarchiquement sous leur autorité les ordres émanant du Chef de Circonscription et veillent à leur exécution.

Ils peuvent être chargés de tenir un double des registres de recensement, de centraliser et de faire parvenir au Chef de Circonscription tous renseignements relatifs à l'établissement des actes d'état civil indigène, de suivre les mouvements des étrangers de passage, séjournant ou se fixant dans le canton, de dresser ou de fournir toutes les précisions utiles pour établir la répartition des charges collectives.

Ils contrôlent en permanence l'administration des Chefs qui sont hiérarchiquement placés sous leur autorité. Ils surveillent l'exécution des prescriptions de l'Autorité administrative relatives aux cultures, au conditionnement des produits, aux réserves des produits vivriers et à la police des marchés.

Attributions judiciaires. — Les Chefs de canton et Chefs supérieurs sont investis, en matière civile et commerciale, du pouvoir de concilier les parties. Toutefois, lorsqu'il s'agit de litige entre habitants d'un même village, ou d'un même canton, la conciliation doit être tentée en premier lieu par le Chef de village ou de canton intéressé.

Ils veillent à l'ordre public et doivent prendre d'urgence toutes mesures propres à l'assurer.

Ils signalent au Chef de Circonscription tous faits susceptibles de compromettre l'ordre et la sécurité.

Attributions financières. — Les Chefs de canton et Chefs supérieurs assurent la transmission des ordres du Chef de Circonscription en vue de la préparation et de la perception de l'impôt et veillent à l'exécution de ces ordres par un contrôle de l'action des Chefs placés hiérarchiquement sous leur autorité.

Ils ne peuvent agir par eux-mêmes, en ce qui concerne l'assiette et le recouvrement des impôts perçus sur rôles numériques, que dans les cas où ils sont appelés à cumuler leurs fonctions avec celles de Chef d'un village donné, et pour ce village seulement. Des remises peuvent alors leur être accordées à ce titre.

Attributions sanitaires. — Les Chefs de canton et Chefs supérieurs signalent sans délai au Chef de Circonscription les épidémies et épizooties qui sévissent dans leur territoire.

Ils veillent à l'exécution des règlements sanitaires.

Matière économique. — Les Chefs de canton et Chefs supérieurs veillent à l'application des règlements en matière économique; ils relèvent et portent immédiatement à la connaissance du Chef de Circonscription tout fait de nature à nuire au ravitaillement et à l'approvisionnement de leur territoire.

a) Indemnités de fonctions et remises sur impôt.

Les Chefs de village perçoivent des remises sur le produit des impôts perçus sur rôles numériques, calculées d'après l'importance du village.

Les Chefs de canton et les Chefs supérieurs perçoivent des indemnités de fonctions.

Les uns et les autres ne perçoivent aucun traitement comparable à ceux des fonctionnaires et agents de l'Administration.

e) Chefs de quartiers.

Ils sont subordonnés aux Chefs de village et exécutent les ordres de ceux-ci, tant dans le domaine administratif que coutumier. Leur désignation est également effectuée conformément à la coutume. L'Administration reconnaît leur existence, mais n'intervient pas pour entériner leur désignation.

f) Conclusions.

Les Chefs coutumiers qu'on appelle encore Chefs traditionnels, et qui comprennent les Chefs supérieurs, les Chefs de cantons, de villages et de quartiers, ne sont nullement des fonctionnaires.

Ils sont essentiellement les représentants des collectivités autochtones qui les désignent conformément à la coutume et à l'égard desquelles ils exercent les attributions qui leur sont dévolues par cette coutume.

Parallèlement à cet aspect de leur activité, ils jouent un rôle d'intermédiaire entre la collectivité autochtone qu'ils représentent et l'Administration locale, de deux manières : d'une part, ils sont auprès de l'Administration locale des porte-parole de la collectivité qui les a désignés, et à ce titre on peut les considérer comme les éléments de base de la participation des populations à l'administration du Territoire; d'autre part, ils participent à l'administration locale dans un certain nombre de tâches administratives dont la liste figure ci-dessus.



CHAPITRE IV

FONCTION PUBLIQUE

I. — STRUCTURE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

22. — La structure de l'Administration du Territoire telle qu'elle a été exposée dans le rapport de 1953 n'a subi aucun changement au cours de l'année 1954.

Les cadres supérieurs suivants ont été organisés au cours de l'année 1954 :

1^o CADRE SUPÉRIEUR DU SERVICE TOPOGRAPHIQUE

Ce cadre, créé par l'arrêté n° 107-54/CP du 2 février 1954, forme deux corps, le corps des géomètres et celui des agents techniques.

CORPS DES GÉOMÈTRES Indices de solde : 413 à 804 local.

Recrutement.

a) *Au concours direct* : Candidats titulaires de :
Baccalauréat ;

Brevet supérieur ;

Diplôme des Écoles Normales professionnelles (Section Topographique) ou d'un diplôme technique reconnu équivalent par la Direction de l'Enseignement et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.

b) *Sur titres* : Candidats titulaires du diplôme de sortie de l'École des Travaux publics de Bamako (Section Géomètres) ou de la première partie du diplôme de géomètre-expert.

c) *Au concours professionnel* : Les aides-géomètres et les calqueurs du cadre local des Travaux publics, ayant cinq ans de services effectifs dans ce cadre et subi avec succès les épreuves d'un concours.

L'arrêté prévoit des dispositions transitoires permettant le reclassement suivant des concordances indiciaires,

des agents du cadre supérieur des géomètres du Togo, en service à la date de promulgation du texte, dans le nouveau corps des géomètres.

2^o CORPS DES AGENTS TECHNIQUES

Indices de solde : 413 à 804.

Recrutement.

a) *Au concours direct* : Les candidats titulaires de :
Baccalauréat ;

Brevet supérieur ;

Diplôme des Écoles Normales professionnelles (Section Topographique) ou d'un diplôme technique reconnu équivalent par la Direction de l'Enseignement et ayant subi en outre avec succès, les épreuves d'un concours.

b) *Sur titres* : Les candidats pourvus du diplôme de sortie de l'École des Travaux publics de Bamako (Section Géomètres) ou titulaires de la première partie du diplôme de géomètre-expert.

c) *Au concours professionnel* : Les aides-géomètres et les calqueurs du cadre local des Travaux publics, ayant cinq ans de services effectifs et subi avec succès les épreuves d'un concours.

L'arrêté prévoit dans ses dispositions transitoires que des géomètres de l'ancien cadre supérieur des géomètres du Togo, pourront être reclassés dans le corps des agents techniques, à correspondance d'indice, sous réserve que leurs aptitudes soient reconnues et après l'avis favorable de la Commission de classement du corps des agents techniques.

II. — CADRE SUPÉRIEUR DE L'AGRICULTURE ET DU CONDITIONNEMENT

Ce cadre supérieur créé par l'arrêté n° 299-54/CP du 29 mars 1954 est destiné à remplacer le cadre local des Moniteurs, en voie d'extinction. Il comporte deux corps :

le corps des aides-conducteurs et aides-préparateurs de laboratoire et celui des conducteurs.

1^o CORPS DES AIDES-CONDUCTEURS ET AIDES-PRÉPARATEURS DE LABORATOIRE

Indices de solde : 335 à 558 local.

Recrutement.

- a) *Au concours direct* : Les candidats titulaires d'un brevet professionnel agricole ou pourvus d'un diplôme technique reconnu équivalent ou supérieur par instructions ministérielles et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.
- b) *Au concours professionnel* : Les fonctionnaires du cadre local des Moniteurs de l'Agriculture au Togo, ayant cinq ans de services effectifs et subi avec succès les épreuves d'un concours.

L'arrêté prévoit dans ses dispositions transitoires, que dans un délai de trois mois, les moniteurs de l'Agriculture titulaires du diplôme de sortie de l'École de Katibougou et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours spécial pourront être intégrés dans le corps des aides-conducteurs et préparateurs de laboratoire.

Selon ces mêmes dispositions transitoires, dans un délai de deux ans, les moniteurs du cadre local, sur leur demande et sous réserve d'avoir rempli certaines fonctions au titre de la qualification professionnelle et après examen favorable, pourront être intégrés dans ce nouveau corps des aides-conducteurs.

2^o CORPS DES CONDUCTEURS

Indices de solde : 418 à 814 local.

Recrutement.

- a) *Au concours direct* : Les candidats titulaires du diplôme des Écoles régionales d'Agriculture ou de tout autre établissement de l'Union Française délivrant un diplôme technique reconnu équivalent ou supérieur par instructions ministérielles, et ayant subi avec succès un concours.
- b) *Sur titres* : Les candidats pourvus de l'un des diplômes des établissements suivants :
École pratique coloniale du Havre ;
École supérieure d'agriculture d'Angers ;
École supérieure d'agriculture de Purpan-Toulouse ;
Institut agricole de Beauvais ;
Cycle d'enseignement pratique de modernisation rurale tropicale ou de tout autre établissement de l'Union Française délivrant un diplôme technique reconnu équivalent ou supérieur par instructions ministérielles.
- c) *Au concours professionnel* : Les fonctionnaires du corps des aides-conducteurs et aides-préparateurs de laboratoire comptant au minimum cinq ans de services effectifs dans ce corps et ayant subi avec succès un concours.

III. — CADRE SUPÉRIEUR DES DOUANES

Ce cadre supérieur créé par l'arrêté n° 300-54/CP du 29 mars 1954 comporte deux corps : le corps des agents brevetés des brigades des Douanes et celui des agents de constatation des Douanes.

1^o CORPS DES AGENTS BREVETÉS DES BRIGADES DES DOUANES

Indices de solde : 335 à 558 local.

Recrutement.

- a) *Concours direct* : Candidats titulaires de :
Brevet élémentaire de l'Enseignement du 1^{er} degré ;
Brevet d'Études du 1^{er} cycle de l'Enseignement secondaire ou d'un diplôme reconnu équivalent par la Direction de l'Enseignement et qui ont subi en outre les épreuves d'un concours.
- b) *Concours professionnel* : Parmi les agents des brigades ou des commis non intégrés de l'ancien cadre local des Douanes ou parmi les autres fonctionnaires des Douanes réunissant cinq ans de services effectifs et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.

L'arrêté n° 300-54/CP prévoit des dispositions transitoires en faveur des fonctionnaires des Douanes déjà en service, en vue de leur intégration dans le nouveau corps.

Ces dispositions concernent tout d'abord, dans un délai de deux ans, les agents du cadre local des brigades et des commis des Douanes, titulaires du Brevet élémentaire ou d'un diplôme équivalent et qui ont satisfait à un examen professionnel avec une moyenne égale à 12. Les agents de ces mêmes cadres, non titulaires d'un diplôme mais ayant exercé pendant trois ans des services valant pour la qualification professionnelle, pourront également être intégrés dans le nouveau corps, sur leur demande, en ayant également subi avec succès un examen professionnel avec une moyenne égale ou supérieure à 12.

2^o CORPS DES AGENTS DE CONSTATATION DES DOUANES

Indices de solde : 335 à 558 local.

Recrutement.

- a) *Au concours direct* : Les candidats titulaires au moins du Brevet élémentaire de l'Enseignement du 1^{er} degré, ou du Brevet d'Études du 1^{er} cycle de l'Enseignement secondaire ou d'un diplôme reconnu équivalent par la Direction de l'Enseignement et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.
- b) *Au concours professionnel* : Les commis ou agents des brigades et les gardes-frontières, ayant cinq ans de services effectifs et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.

L'arrêté créant le corps des agents de constatation prévoit dans ses dispositions transitoires que dans un

délai de deux ans, les agents de l'ancien cadre, titulaires du Brevet élémentaire ou d'un diplôme équivalent et ceux ayant exercé pendant trois ans des fonctions valant pour la qualification professionnelle peuvent être intégrés dans le nouveau corps, sous réserve d'avoir obtenu une note moyenne au moins égale à 12 à un examen professionnel.

IV. — CADRE SUPÉRIEUR DE LA MÉTÉOROLOGIE DU TOGO

Ce cadre, créé par l'arrêté n° 536-54/CP du 11 juin 1954 forme deux corps : le corps des adjoints techniques et celui des assistants.

1^o CORPS DES ADJOINTS TECHNIQUES

Indices de solde : 413 à 804 local.

Recrutement.

- a) *Au concours direct* : Candidats titulaires de l'un des diplômes suivants :
- Baccalauréat ;
- Brevet supérieur de l'Enseignement primaire ou diplômes reconnus équivalents par la Direction de l'Enseignement et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.
- b) *Au concours professionnel* : Candidats appartenant depuis cinq ans au corps des assistants du cadre supérieur du service météorologique du Togo et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.

2^o CORPS DES ASSISTANTS MÉTÉOROLOGISTES

Indices de solde : 335 à 558 local.

Recrutement.

- a) *Au concours direct* : Candidats titulaires de :
- Brevet élémentaire ;
- Brevet de fin d'études secondaires du 1^{er} cycle ou diplômes reconnus équivalents par la Direction de l'Enseignement et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.
- b) *Au concours professionnel* : Candidats aides-météorologistes appartenant depuis cinq ans au cadre local du Togo et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.

L'arrêté n° 536-54/CP créant le corps des assistants météorologistes, prévoit dans ses dispositions transitoires que les aides-météorologistes appartenant à la hiérarchie transitoire sont reclassés dans le nouveau corps, selon concordance d'indices.

V. — CADRE SUPÉRIEUR DES TRAVAUX PUBLICS

L'arrêté n° 699-54/CP du 29 juin 1954 créant le cadre supérieur du personnel des services des Travaux publics, distingue six corps, énumérés ci-après :

- Corps des adjoints techniques des Travaux publics ;
- Corps des adjoints techniques mécaniciens ;
- Corps des conducteurs des travaux ;
- Corps des dessinateurs ;
- Corps des contremaîtres ;
- Corps des surveillants.

1^o CORPS DES ADJOINTS TECHNIQUES DES TRAVAUX PUBLICS

Indices de solde : 413 à 804 local.

Recrutement.

- a) *Au concours direct* : Candidats titulaires du :
- Baccalauréat ;
- Brevet supérieur ;
- Brevet professionnel du bâtiment ou diplôme technique reconnu équivalent par la Direction de l'Enseignement et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.
- b) *Concours professionnel* : Dessinateurs du cadre local supérieur des Travaux publics (ancien), comptant cinq ans de services effectifs et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.
- c) *Sur titres* : Candidats titulaires du diplôme de sortie de l'École des Travaux publics de Bamako (Section adjoints techniques des Travaux publics).

2^o CORPS DES ADJOINTS TECHNIQUES MÉCANICIENS

Indices de solde : 413 à 804 local.

Recrutement.

- a) *Au concours direct* : Candidats titulaires du :
- Baccalauréat ;
- Brevet supérieur ;
- Brevet professionnel de mécanique générale ou diplôme technique reconnu équivalent par la Direction de l'Enseignement.
- b) *Au concours professionnel* : Candidats titulaires d'un emploi d'ouvrier d'art de l'ancien cadre supérieur des Travaux publics comptant au minimum cinq ans de services effectifs et qui auront subi avec succès les épreuves d'un concours professionnel.
- c) *Sur titres* : Candidats pourvus du diplôme de sortie de l'École des Travaux publics de Bamako (Section adjoints techniques mécaniciens).

3^o CORPS DES CONDUCTEURS DE TRAVAUX

Indices de solde : 413 à 804 local.

Recrutement.

- a) *Au concours direct* : Candidats pourvus de :
Baccalauréat ;
Brevet supérieur ;
Brevet professionnel du bâtiment ou diplôme technique reconnu équivalent par la Direction de l'Enseignement.
- b) *Au concours professionnel* : Candidats titulaires d'un emploi de surveillant de l'ancien cadre supérieur des Travaux publics, comptant au minimum cinq ans de services effectifs et qui auront subi avec succès les épreuves d'un concours professionnel.
- c) *Sur titres* : Candidats pourvus du diplôme de sortie de l'École des Travaux publics de Bamako (Section conducteurs de Travaux).

4^o CORPS DES DESSINATEURS DES TRAVAUX PUBLICS

Indices de solde : 335 à 558 local.

Recrutement.

- a) *Au concours direct* : Candidats pourvus du :
Brevet élémentaire ;
Certificat de fin d'études du 1^{er} cycle ;
Double certificat d'aptitude professionnelle.
- b) *Au concours professionnel* : Candidats titulaires d'un emploi de dessinateur ou de calqueur ou de spécialité correspondante d'un corps local des Travaux publics, comptant au minimum cinq ans de services effectifs et qui auront subi avec succès les épreuves d'un concours professionnel.
- c) *Sur titres* : Candidats pourvus du brevet d'enseignement industriel.

5^o CORPS DES CONTREMAITRES DES TRAVAUX PUBLICS

Indices de solde : 335 à 558 local.

Recrutement.

- a) *Au concours direct* : Candidats pourvus de :
Brevet élémentaire plus C.A.P. industriel ou du bâtiment ;
Double C.A.P. industriel, dont celui d'ajustage, ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.
- b) *Au concours professionnel* : Candidats pourvus d'un emploi d'ouvrier ou de chef d'équipe d'un corps local des Travaux publics comptant au minimum cinq ans de services effectifs et qui auront subi avec succès les épreuves d'un concours professionnel.
- c) *Sur titres* : Candidats titulaires du brevet d'enseignement industriel.

6^o CORPS DES SURVEILLANTS DES TRAVAUX PUBLICS

Indices de solde : 335 à 558 local.

Recrutement.

- a) *Concours direct* : Candidats pourvus de :
Brevet élémentaire ;
Certificat de fin d'études du 1^{er} cycle ;
Double C.A.P. dont l'un du bâtiment, ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.
- b) *Au concours professionnel* : Candidats pourvus d'un emploi de chef de chantier ou de spécialité correspondante d'un corps local des Travaux publics comptant au minimum cinq ans de services effectifs et qui auront subi avec succès les épreuves d'un concours professionnel.
- c) *Sur titres* : Candidats pourvus du brevet d'enseignement industriel (spécialité du bâtiment).

*
* *

L'arrêté n° 699-54/CP du 29 juin 1954 prévoit des dispositions transitoires en faveur des fonctionnaires de l'ancien cadre supérieur des Travaux publics, en vue de leur intégration, au titre de la qualification professionnelle, et sur la demande des intéressés dans les nouveaux corps supérieurs des adjoints techniques, des adjoints techniques mécaniciens et des Conducteurs des Travaux, à condition d'avoir tenu pendant un temps déterminé des emplois normalement dévolus à un chef de section ou à un adjoint au chef de section. Les agents de l'ancien cadre supérieur ayant au moins quatre années de service au 1^{er} janvier 1954, et qui ne remplissent pas les conditions requises pour être intégrés dans ces nouveaux corps, au titre de la qualification professionnelle, ont la possibilité, pendant un délai de deux ans, à compter de la date de publication de cet arrêté, d'y accéder sous réserve qu'ils aient subi avec succès les épreuves d'un examen professionnel.

VI. — CADRE SUPÉRIEUR DES AGENTS TECHNIQUES DE LA SANTÉ

Ce cadre supérieur, créé par arrêté n° 1038-54/CP du 6 décembre 1954 comporte un seul corps qui remplace le cadre local des agents sanitaires (régé par arrêté n° 291-51/P du 30 avril 1951) appelé à disparaître par voie d'extinction.

Indices de solde : 380 à 782 local.

Recrutement.

- Sur titre* : Candidats titulaires du :
Diplôme d'Etat d'infirmier ;
Brevet supérieur d'infirmier ;

Brevet supérieur de secrétaire-comptable du Service de Santé des Troupes Coloniales de l'Armée de Terre, de Mer et de l'Air ;

Certificats et brevets éventuellement institués en substitution de ceux ci-dessus :

Brevet technique n° 2 ;

Brevet élémentaire de capacité de l'Enseignement primaire ;

Brevet d'études du 1^{er} cycle du 2^e degré ;

Brevet d'enseignement primaire supérieur ;

Certificat d'études secondaires et modernes ;

Certificat d'études secondaires et classiques ;

Brevet des Ecoles Nationales professionnelles ;

Brevet d'enseignement commercial du 2^e degré ;

Brevet d'études supérieures commerciales ;

Brevet d'enseignement hôtelier ;

Brevet d'enseignement social ;

Brevet d'enseignement industriel ou tout autre diplôme reconnu équivalent par la Direction de l'Enseignement ;

Ancien brevet élémentaire d'infirmier ou de secrétaire-comptable des Troupes Coloniales des Armées de Terre, de Mer ou de l'Air ;

C.A.T. 2 d'infirmier, de secrétaire-comptable du Service de Santé des Troupes Coloniales des Armées de Terre, de Mer ou de l'Air ;

Brevet de maître infirmier du service de Santé de la Marine ;

Certificat d'aptitude technique de monteur dépanneur, ou manipulateur radio-électricien, aide-radiologiste, mécanicien dentiste, préparateur en pharmacie ou laboratoire de microbiologie et, d'une façon générale, tout titre technique se rapportant à une spécialité médicale, et délivré par un organisme d'Etat ou autorisé par l'Etat.

Au concours professionnel : Les agents des cadres locaux du service de Santé, âgés, à la date du concours, de trente-cinq ans au plus, cette limite pouvant, toutefois sans pouvoir dépasser trente-huit ans, être reculée d'une durée égale à celle des services militaires, et ayant subi avec succès les épreuves d'un concours professionnel.

L'arrêté n° 1038-54/CP du 6 décembre 1954 prévoit des dispositions transitoires qui permettent d'intégrer dans le cadre supérieur des agents techniques, au titre de la qualification professionnelle, les agents des cadres locaux du service de Santé, sous réserve d'avoir rempli certaines fonctions, et d'avoir subi avec succès un examen professionnel.

A la date du 31 décembre 1954, deux projets d'arrêtés, l'un fixant le statut particulier des cadres supérieurs des Chemins de fer et du Wharf au Togo et l'autre fixant celui des corps supérieurs du personnel des Postes et Télécommunications du Togo, sont au Département, en instance d'approbation.

*
* *

22. — Les femmes autochtones, titulaires des diplômes requis ont accès aux mêmes emplois que les hommes, dans les cadres suivants :

Administration générale, Transmissions, Météorologie, Enseignement, Santé.

Le tableau ci-dessous donne le nombre de femmes autochtones en service au 31 décembre 1954, avec indication des services employeurs :

Services	Emploi occupé	Appartenant à un cadre régulier	Journalières
Administration générale	Commis d'Administration. Dactylographes.	7 —	— 13
Postes et Télécommunications	Commis des Transmissions.	4	2
Météorologie.	Aides-Météorologistes.	2	—
Enseignement ...	Institutrices. Monitrices.	15 50	— 8
Santé Publique ..	Sages-Femmes. Infirmières visiteuses.	29 3	— —
Chemins de fer	Infirmières de l'A.M.I. Ecrivain.	56 1	5 —
	TOTAL.....	167	28

*
* *

22. — Le tableau ci-après donne au 31 décembre 1954, le nombre de fonctionnaires autochtones appartenant aux cadres supérieurs en service au Territoire.

Cadres	Nombre
Agents principaux de constatation des Douanes.....	3
Commissaires et inspecteurs de police	4
Contrôleur adjoint des Eaux et Forêts	1
Secrétaire des Greffes et Parquet	1
Sages-femmes africaines	29
Médecins et pharmaciens africains	18
Vétérinaires africains	2
Surveillants, dessinateurs, ouvriers, comptables des T.P. et des C.F.T. et chef de gare	22
Contrôleurs des Transmissions	3
Instituteurs et institutrices	144
Géomètre	1
Conducteurs et aides-conducteurs des Travaux agricoles et forestiers.....	4
Secrétaires d'administration	3
Commis des Services administratifs, financiers et comptables	21
TOTAL.....	256

Le tableau ci-dessous indique le nombre d'emplois supérieurs actuellement occupés par des agents autochtones appartenant à des cadres dont le niveau de recrutement ne permet pas généralement au personnel les composant de tenir ces emplois :

Emplois	Nombre
Attaché au Cabinet du Commissaire de la République.	1
Chef de Bureau des Affaires Civiles et du Cabinet du Commissaire de la République	1
Chargé du Centre I.F.A.N. du Togo	1
Adjoint à un Commandant de Cercle	1
Chef p.i. d'une subdivision Administrative	1
Assistants de Police occupant un poste de Commissaire	4
Chef de la Section Soldes et Indemnités (Finances)..	1
Agents spéciaux des Cercles et subdivisions	13
Chef du contrôle des recettes et de la division commerciale des C.F.T.	1
Chef de la Section Comptabilité Finances des C.F.T.	1
Chef de la section Comptabilité des T.P.	1
Chef de la Section Comptabilité du Trésor	1
Chef du Commissariat spécial de Police des C.F.T..	1
Adjoint à l'Inspecteur primaire du Nord	1
Gérants de Bureau des P.T.T.	7
Agents responsables d'une section à la Direction ou à la Recette principale des P.T.T.	2
Médecin africain chargé d'une Polyclinique	1
Médecins et Médecins africains chef d'une circonscription sanitaire ou d'un centre médical	5
TOTAL..	44

L'effectif de tout le personnel en service au Territoire ainsi que leur indice de traitement, seront indiqués aux tableaux annexes.

Présence des fonctionnaires autochtones dans les cadres supérieurs.

Branche d'activité	Cadres généraux		Cadres supérieurs		Contractuels occupant des postes correspondants	
	T	A	T	A	T	A
Administration générale serv. financiers, comptables, douanes..	53	—	30	30	5	4
Agriculture	5	—	10	4	14	9
Eaux et forêts ...	3	—	—	3	1	—
Elevage	4	2	—	—	—	—
Enseignement ..	—	—	200	157	8	5
Police	—	—	8	4	—	—
Services judiciaires.	13	—	7	1	—	—
Santé publique ...	45	45	3	3	12	6
Transmiss., P.T.T..	13	—	3	3	4	4
Travaux publics, mines, ch. de fer, météorologie....	16	—	28	7	39	20
Trésor	12	—	—	—	—	—

T = total.
A = autochtones.



CHAPITRE V

DROIT DE VOTE

GÉNÉRALITÉS

Les rapports antérieurs, comme le chapitre II du présent rapport, ont souligné l'importance des droits politiques dont bénéficient les habitants du Togo sous administration française.

L'octroi en a été basé sur la volonté de la puissance administrante de faire participer les togolais, par l'exercice du droit de vote, à la gestion des affaires publiques, en même temps que de leur accorder équitablement les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants, puisqu'elle se trouvait en présence d'un territoire qu'elle devait administrer « comme partie intégrante » de son propre territoire.

En ce qui concerne le droit de vote, le principe est que le suffrage est universel.

Néanmoins, des difficultés d'application, qui sont générales en Afrique tropicale, imposent de procéder par paliers dans la généralisation du droit électoral. Le problème, en effet, n'en est pas tant d'ordre politique que social. D'une part, le système de l'état civil n'est pas encore suffisamment développé parmi les masses, ni accepté par elles, pour offrir les garanties de sécurité indispensables à toute élection démocratique. D'autre part, en vertu de leurs traditions, certaines parties de la population ne sont pas absolument prêtes à accepter le droit de vote et les conséquences qu'il implique, et qui apparaissent à leurs yeux comme une innovation dangereuse pour leur équilibre social traditionnel. C'est ainsi, par exemple, que les femmes, ou les jeunes gens non responsables d'un foyer, n'étant pas suivant la plupart des coutumes admis à participer à la discussion des affaires communes, il est difficile de faire admettre d'emblée qu'ils puissent le faire par le moyen d'un bulletin de vote.

Dans ces conditions, et parce que c'eût été un leurre que de créer sur le papier le suffrage universel, sans être assuré de ses possibilités de réalisation dans les faits, l'autorité administrante a adopté des mesures pratiques de transition, tenant compte au maximum de l'évolution sociale du pays et des nécessités d'une action de persuasion en profondeur. Des catégories d'électeurs ont donc été fixées, reposant à la fois sur des critères d'évolution, de responsabilité et d'identification. Ces catégories n'ont

rien d'intangible, et la liste en a été augmentée à diverses reprises, de telle sorte que le but cherché, le suffrage universel, soit rapidement atteint. D'autre part, dans ces catégories, le nombre des électeurs s'accroît, tant par l'action des autorités locales, que par l'intérêt de plus en plus manifesté par les Togolais eux-mêmes.

Les statistiques marquent de façon éloquente les progrès accomplis vers un but aujourd'hui proche. Il faut au surplus noter que le système électoral en vigueur présente les mêmes et absolues garanties démocratiques que le système de la France métropolitaine, dont il est la reproduction.

Progression du corps électoral de 1946 à 1955.

Année 1946	7.963
31 mars 1951	28.580
31 mars 1952	50.870
31 mars 1953	113.279
31 mars 1954	152.099
31 mars 1955	191.000

*
* *

Il faut noter que tout ce qui précède concerne le problème du suffrage dans son ensemble, tel qu'il doit être appliqué pour les élections les plus importantes — Assemblées métropolitaines, Assemblée Territoriale — effectuées suivant les normes occidentales.

*
* *

Lorsque les conditions le permettent — c'est le cas notamment des élections de caractère local — le suffrage universel est déjà une réalité.

C'est ainsi que dans les centres urbains érigés en communes mixtes, les élections ont lieu au suffrage direct de tous les adultes, en raison du caractère particulier de ces centres, qui constituent des milieux détribalisés, dont les habitants ont généralement atteint un degré d'évolution politique élevé.

Pour ce qui est des conseils de circonscription, les élections ont lieu au suffrage universel à deux degrés. Renvoyant sur ce point au rapport de 1951, nous ne reviendrons pas sur les avantages de ce système, dont il

existe ailleurs de nombreux exemples, et qui est apparu comme le mieux adapté aux conditions coutumières locales, parce qu'il permet aux masses rurales de faire entendre leurs voix par des procédés simples, dans le cadre des institutions traditionnelles, et pour des affaires ne dépassant guère leur univers journalier.

1^o CAPACITÉ ÉLECTORALE

23 a. — Le rapport de 1952 a signalé l'importance de la loi du 6 février 1952, qui, en étendant le droit de vote à tous les chefs de ménage et aux mères de deux enfants, a constitué un pas décisif vers le suffrage universel des adultes.

La liste des catégories d'électeurs a donc été, par des textes successifs (loi du 5 octobre 1945, modifiée par la loi du 27 août 1947, loi du 23 mai 1951, loi du 6 février 1952), allongée à un tel point que dans toutes les sections de la population, une large fraction des habitants des deux sexes a maintenant le droit de vote. C'est ainsi qu'à l'occasion de la révision annuelle 1954-1955, plusieurs dizaines de milliers de nouveaux électeurs ou électrices se sont fait inscrire, en application notamment de la loi du 6 février 1952, ce qui a porté le corps électoral de 152.099 inscrits (au 31 mars 1954) à plus de 191.000 (au 31 mars 1955), soit une augmentation de 26 % en un an. Le corps électoral, qui s'élevait en 1952 à 50.870 inscrits, a donc presque quadruplé en trois ans.

2^o CATÉGORIES D'ÉLECTEURS

Ces catégories (cf rapport 1953, page 54) sont très larges et se recoupent pratiquement les unes les autres si bien qu'il reste assez peu d'adultes qui ne puissent se référer à l'une quelconque d'entre elles.

3^o ÉLIGIBILITÉ

23 c. — Tous les hommes et femmes inscrits sur les listes électorales sont éligibles, sauf les exceptions déterminées par la loi et qui sont en général les mêmes que celles en vigueur en France.

La réglementation concernant l'âge des candidats, dont le minimum exigé varie suivant l'organisme à l'élection duquel ceux-ci se présentent, est identique à celle de la Métropole.

4^o MÉTHODE D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES

23 d. — Chaque année, du 1^{er} décembre au 31 mars de l'année suivante, s'opère la révision des listes électorales.

Tout d'abord, et jusqu'au 10 janvier, des commissions administratives de révisions des listes électorales, composées d'un représentant de l'Administration et d'un délégué de chacun des partis politiques, procèdent à l'établissement des tableaux rectificatifs des listes électorales. Leurs travaux sont de deux ordres : d'une part, examen des demandes individuelles d'inscription, d'autre part, recherches et investigations dans le but d'inscrire le maximum de personnes remplissant les conditions prescrites par la loi.

Les réclamations sont ensuite examinées par les commissions de jugement, composées suivant le même principe que les précédentes, puis en appel par le juge de paix, et le cas échéant, par la Cour de cassation. Les résultats des travaux des commissions précitées sont publiés. Par ailleurs, et pendant toute l'année, tout électeur a le droit de prendre connaissance et copie des listes électorales.

5^o CAMPAGNE D'ÉDUCATION POUR ACCROITRE LE NOMBRE D'ÉLECTEURS INSCRITS

23 f. — Une proportion relativement importante des éléments susceptibles d'être inscrits sur les listes électorales manifestait encore assez fréquemment peu d'empressement pour aller se faire inscrire. Il en était ainsi notamment dans les milieux ruraux, dans le nord et chez les femmes. Cependant, les causeries répétées des administrateurs au cours de leurs fréquentes tournées ont peu à peu porté leurs fruits.

D'autre part, les nombreuses élections qui se sont succédé au Togo sous administration française, en particulier de 1950 à 1952, ont largement contribué à familiariser des couches de plus en plus nombreuses de la population avec la procédure électorale, et leur ont fait comprendre l'intérêt qu'il y a à se faire inscrire sur les listes.

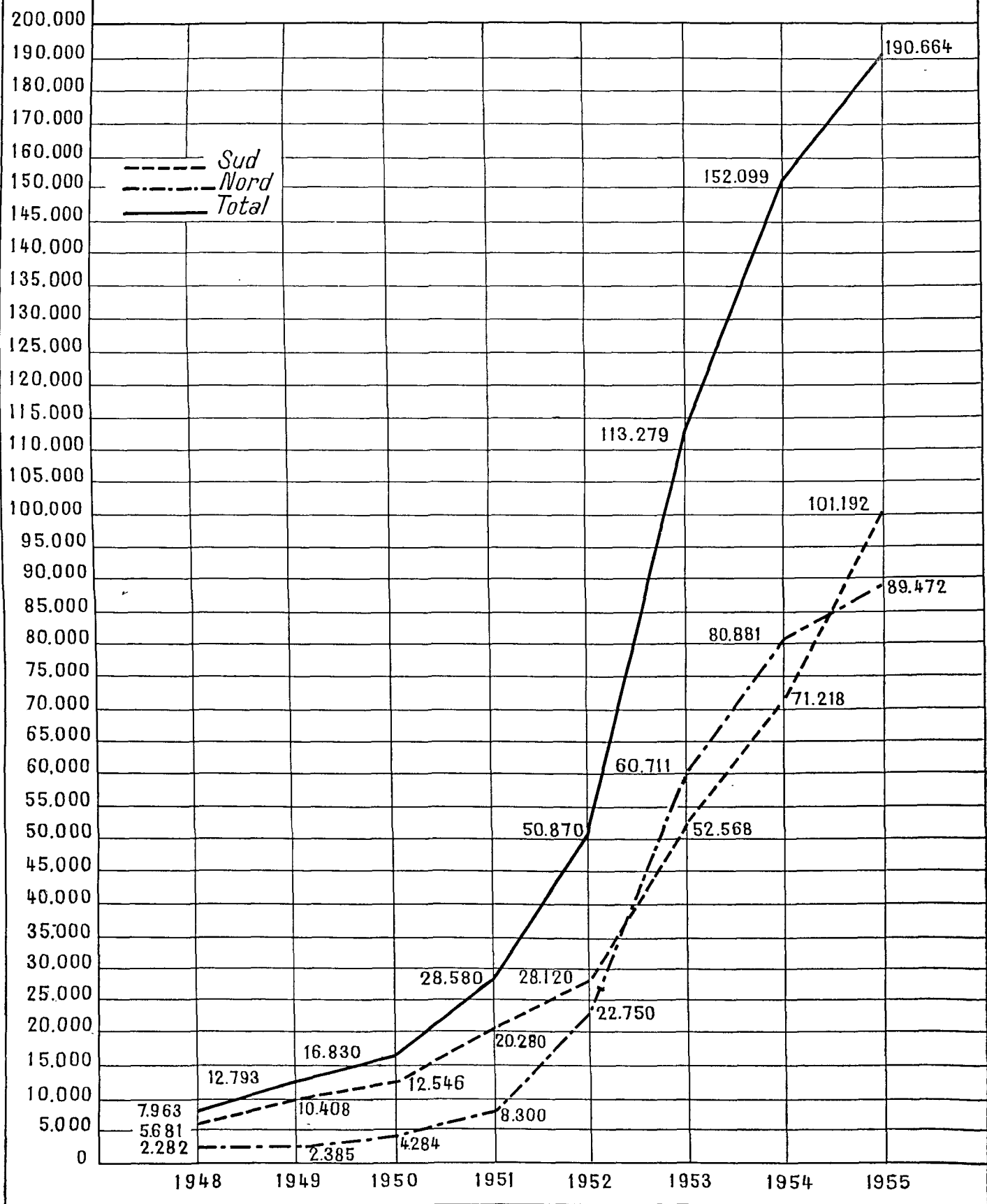
6^o NOMBRE ACTUEL D'ÉLECTEURS

Ces efforts n'ont pas été vains, et, en vertu notamment des dispositions de la loi du 6 février 1952, la révision des listes électorales 1954-1955 a vu un accroissement considérable du corps électoral qui a presque quadruplé en trois ans.

Le graphique ci-contre donne d'ailleurs à cet égard toutes précisions chiffrées utiles. Il fait en particulier apparaître l'évolution politique accrue du nord du Territoire, recommandée par la résolution du 20 décembre 1952 de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Par ailleurs, le tableau publié en annexe sous la rubrique générale « Population » fait ressortir l'accroissement notable de la proportion des femmes dans le corps électoral.

AUGMENTATION DU COLLÈGE ÉLECTORAL DE 1948 A 1955



CHAPITRE VI

ORGANISATIONS POLITIQUES

1^o BUTS ET ACTIVITÉS

24. — Quatre partis existent actuellement dans le Territoire :

a) Le *Comité de l'Unité Togolaise* demande l'unification du Togo sous administration française et du Togo sous administration britannique, ce que n'exclut pas — bien que sa doctrine soit assez confuse à cet égard — le regroupement ultérieur des deux territoires unifiés avec la Côte de l'or.

b) Le *Parti Togolais du Progrès* demande que le Togo sous tutelle française poursuive son évolution dans les conditions actuelles vers son autonomie et sa promotion politique, économique et sociale, dans le cadre de l'Union Française. Il précise qu'il accepte, en outre, si les populations du Togo britannique en expriment le désir, que le Togo sous tutelle britannique vienne s'intégrer aux côtés du Togo sous tutelle française, à la condition expresse que cette intégration s'effectue dans l'Union Française.

Cependant le Parti Togolais du Progrès, dans le but, selon les propres termes de ses dirigeants, de couper court à toute interprétation tendancieuse de sa position en matière d'unification et d'éviter toute confusion avec le

slogan du C.U.T., a tenu à bien préciser, lors des débats de la 4^e commission de l'Assemblée générale de l'O.N.U. en décembre 1954, que c'est aux populations du Togo sous tutelle britannique, minoritaires par rapport à celles du Togo sous tutelle française, qu'il appartenait de se prononcer, le cas échéant, pour ou contre leur réunification dans le cadre de l'Union Française.

c) L'*Union des Chefs et des Populations du Nord* défend un programme sensiblement identique à celui du Parti Togolais du Progrès ;

d) Le *Mouvement Populaire Togolais* créé en juin 1954 demande l'unification du Togo sous tutelle française et du Togo sous tutelle britannique, et le self-government des deux territoires unifiés dans l'Union Française.

2^o IMPORTANCE

La composition de l'Assemblée Territoriale donne une idée assez précise de l'importance respective des partis.

Le P.T.P. y est représenté par 8 délégués, le C.U.T. par 5 et l'Union des Chefs et des Populations du Nord par 14.

Quant au M.P.T., il ne compte actuellement qu'un faible nombre d'adhérents, la plupart à Lomé.

ORGANISATION JUDICIAIRE

Le système judiciaire du Togo repose sur une distinction fondamentale entre le droit privé et le droit public.

Le droit privé, c'est-à-dire l'ensemble des dispositions qui régissent les rapports entre les particuliers, est aussi variable que la diversité des races et des populations en présence au Togo. Il est oral et coutumier lorsqu'il s'applique aux justiciables autochtones qui sont demeurés sous l'empire de leurs statuts particuliers et de leurs traditions ancestrales. Il est écrit et réglementaire lorsqu'il met en cause les éléments européens ou assimilés de la population, ainsi que les Togolais qui ont volontairement adhéré au statut et à la nationalité française. Les textes applicables ne sont dans ce dernier cas que les Codes métropolitains (Code civil, Code de procédure civile, Code de Commerce, etc.) avec les lois et décrets qui les ont modifiés et complétés, sous réserve des dispositions spéciales édictées par le législateur, en vue d'une meilleure adaptation de la loi métropolitaine aux contingences locales.

Le droit public, qui régleme les relations des individus avec la puissance publique, et dont la mission est d'assurer la paix, l'ordre et la sécurité de tous, par le moyen des défenses et des répressions pénales, est uniformément applicable à tous ceux qui habitent le Territoire, sans distinction de race, de caste et de religion. Il est tout entier écrit dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle, ainsi que dans les lois et décrets qui les ont complétés.

S'agit-il de trancher une question d'état (mariage, filiation, adoption), de propriété (modes d'appropriation du sol, régime des successions), toutes questions de droit privé, la qualité et le statut du justiciable déterminent non seulement la juridiction compétente (tribunaux coutumiers des premier et deuxième degrés ou tribunal civil français) mais encore, et par voie de conséquence, la loi applicable (coutumes locales ou Code civil métropolitain). Ce dualisme fondamental dans tous les territoires français d'outre-mer s'inspire essentiellement du respect de la personnalité des autochtones et du désir de préserver un système coutumier parfaitement adapté à la mentalité africaine.

Lorsque, au contraire, la matière intéresse l'ordre public, et non plus simplement les rapports entre particuliers, le principe est que les lois de police et de sûreté

obligent uniformément et également tous ceux qui habitent le Territoire. Dans la distribution de la justice pénale et l'exercice de la répression, aucune discrimination n'est admise. Un voleur, un escroc, un meurtrier, un assassin est jugé par la même juridiction, suivant la même procédure, et par application de la même loi, quels que soient son rang et ses origines.

C'est le principe démocratique de l'égalité de tous devant la loi pénale, principe, qui, malgré sa rigueur et les limites de l'interprétation en matière criminelle, n'empêche pas le juge de s'inspirer de l'esprit de la coutume pour, dans une espèce donnée, apprécier, non pas tant la criminalité du fait imputé, ou la responsabilité de l'agent, mais la mesure de la peine à appliquer. Il existe d'ailleurs dans de nombreux textes, qui ont modifié le Code pénal, des dispositions particulières qui attestent le souci du législateur de tenir compte des tendances et des réalités africaines. On pourrait citer à ce sujet, entre autres, l'article 405, dernier alinéa (nouveau) du Code pénal, qui applique les peines de l'escroquerie à « quiconque aura, dans le cas de mariage devant être célébré selon la coutume locale, donné ou promis en mariage une fille dont, selon la coutume, il ne pouvait pas, ou plus, disposer et perçu ou tenté de percevoir tout ou partie de la dot fixée par la coutume » ; l'article 337 (nouveau) du Code pénal qui édicte que « la femme convaincue d'adultère, et, en cas de mariage célébré selon la coutume locale, celle qui, sans motif grave ou hors de cas prévus par ladite coutume, aura abandonné le domicile conjugal, subira la peine de l'emprisonnement pendant trois mois au moins et de deux ans au plus » ; l'article 339, deuxième alinéa (nouveau) du Code pénal, qui déclare inapplicable au Togolais ayant conservé leur statut particulier les peines de l'adultère commis par le mari qui a entretenu une concubine au domicile conjugal ; l'article 340, dernier alinéa (nouveau) du Code pénal, qui laisse en dehors des poursuites pour bigamie les Africains qui se sont mariés selon la coutume locale ; l'article 341, quatrième alinéa (nouveau) du Code pénal, qui punit des peines édictées pour arrestation et séquestration illégales ceux qui auront conclu une convention ayant pour objet d'aliéner soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, la liberté d'une tierce personne ; et le cinquième alinéa (nouveau) du même article qui punit d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 6.000 francs ou de

l'une des deux peines seulement, quiconque aura mis ou reçu une personne en gage, quel qu'en soit le motif.

Ces quelques exemples suffisent à démontrer que loin d'être étranger à l'évolution sociale du pays et aux institutions coutumières, le Code pénal applicable au Togo s'est adapté et continue à s'adapter aux contingences locales, le législateur poursuivant dans ce domaine, comme ailleurs, un idéal de justice démocratique.

L'existence des tribunaux coutumiers de premier et deuxième degré composés d'autochtones sous la présidence d'un administrateur, la présence d'assesseurs togolais à la Cour d'assises, le fait que presque tous les auxiliaires de la justice sont des originaires du pays indiquent que les autochtones sont de plus en plus associés à l'administration de la justice.

A. — LES JURIDICTIONS DE DROIT PÉNAL

En matière pénale, la justice est administrée au Togo par le tribunal correctionnel de Lomé, les justices de paix à compétence étendue d'Anécho, Atakpamé et Sokodé, la Cour d'assises et la Cour d'appel. Nous étudierons successivement la composition et la compétence de ces différentes juridictions, avec un aperçu général sur la procédure et les textes applicables.

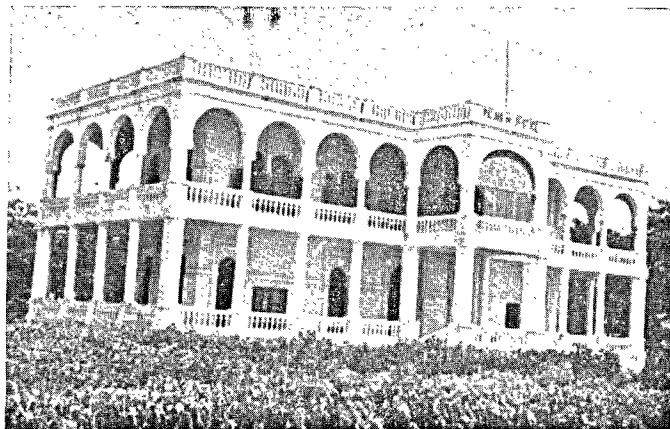
1^o LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LOMÉ

a) *Composition.* — Le Tribunal correctionnel de Lomé est composé d'un Juge unique, appelé président du Tribunal, et qui a pour mission de juger les prévenus qui lui sont déférés par un autre magistrat, le procureur de la République.

Le président du Tribunal est aidé ou suppléé par d'autres magistrats de rang inférieur, qu'il peut charger de présider l'audience dans le cas où il se trouve lui-même empêché.

Le procureur de la République est assisté d'un ou de plusieurs substituts dans le service intérieur du Parquet. L'organisation du Tribunal est complétée par un Juge d'instruction chargé d'informer préalablement sur toutes les infractions pénales de quelque gravité ou complexité. Tous ces magistrats sont des magistrats professionnels nommés par décret du Président de la République (avec le contreseing du ministre de la Justice et du ministre de la France d'outre-mer) en ce qui concerne les magistrats du siège, du Président du Conseil en ce qui concerne les magistrats du Parquet. Ils doivent préalablement justifier d'une formation juridique attestée par un diplôme délivré par une Faculté de droit (diplôme de licencié en droit, au moins); ils sont de plus appelés à subir les épreuves d'un examen professionnel, qui est obligatoirement suivi ou précédé d'un stage de deux ans au Parquet ou au Barreau. Les magistrats du siège, présidents et juges, qui sont appelés à rendre des décisions, jouissent d'une indépendance complète, et l'on peut dire qu'en ce qui les concerne la séparation des pouvoirs est totale. Leur nomination et leur promotion sont assurées par le Conseil supérieur de la Magistrature, organisme siégeant à Paris,

composé de magistrats élus par leurs collègues et de personnalités choisies par le Président de la République ou élues par l'Assemblée Nationale. Ce conseil dont fait également partie le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, en qualité de vice-président, est présidé par le Président de la République lui-même. Les décisions du Conseil supérieur de la Magistrature sont simplement soumises, comme formalité, à la signature des ministres. Aucun magistrat du siège ne peut être déplacé qu'en vertu d'une décision du Conseil supérieur de la Magistrature, et tout déplacement qui ne correspond pas à un avancement de carrière constitue une mesure disciplinaire que le Conseil ne peut prendre qu'après audition du magistrat intéressé. Dans l'exercice de ses fonctions le magistrat du siège ne peut recevoir aucun ordre, aucune instruction, ni du Parquet, ni de l'Administration, ni du Gouvernement. Il ne relève que de sa conscience, sauf le contrôle exercé sur ses décisions par la Cour d'appel



Le Palais de Justice de Lomé.

lorsque les jugements du Tribunal sont soumis à son examen par l'exercice du droit d'appel. Même dans ce cas, cette haute juridiction ne peut que confirmer ou infirmer le jugement entrepris. Elle n'a jamais le droit d'adresser au président de Tribunal des remontrances ou des injonctions.

Les prérogatives et les garanties d'indépendance données aux magistrats du Parquet (procureurs et substituts) sont sensiblement les mêmes. Toutefois, le procureur de la République étant chargé de faire respecter la loi et de faire exécuter les peines, est de ce fait en contact avec les autorités responsables du maintien de l'ordre. Tous les magistrats du Tribunal sont rémunérés sur le budget de la France métropolitaine.

b) *Compétence du Tribunal correctionnel.* — Le Tribunal correctionnel de Lomé connaît tous les faits qualifiés délits et contraventions par le Code pénal. Les délits sont des infractions punies par des amendes et par des peines d'emprisonnement de onze jours au moins et cinq ans au plus. Entrent dans cette catégorie les vols simples, les abus de confiance, les escroqueries, les coups et blessures volontaires, les homicides par imprudence, les violences et voies de fait, etc.

Les contraventions sont des infractions punies d'une

amende de 12 à 1.200 francs et d'une peine d'emprisonnement de un à quinze jours. Ce sont des faits troublant peu gravement l'ordre public, tels que les embarras de la voie publique, les maraudages, les infractions aux règlements sur la circulation routière, les passages de bestiaux ou d'animaux de charge sur le terrain d'autrui ensemencé ou chargé de récoltes, les tapages nocturnes, les rixes, les violences légères, etc.; et toutes les contraventions aux arrêtés légalement pris par l'autorité administrative dans l'exercice de ses pouvoirs de police générale et sanitaire.

Les contraventions sont prescrites après un an et les délits après trois ans, ce qui signifie que ces délais passés l'auteur d'un délit ou d'une contravention ne peut plus être recherché, à moins qu'il n'y ait eu interruption ou suspension de la prescription.

En dehors de la connaissance des délits et contraventions, le tribunal correctionnel est compétent pour statuer sur le préjudice causé par ces infractions, et pour accorder aux victimes qui en sont lésées les dommages-intérêts auxquels elles peuvent prétendre, sous forme de restitutions, ou de condamnation au paiement d'une somme d'argent à titre de réparation.

c) *Procédure.* — La procédure est celle qui est prévue par le Code d'instruction criminelle et les textes qui l'ont modifié. Les contraventions font l'objet d'une simple ordonnance du président du Tribunal rendue au bas du procès-verbal de police, ordonnance qui fixe le taux d'amende que doit payer le contrevenant. L'affaire ne vient à l'audience du Tribunal que s'il y a une partie civile constituée qui réclame des dommages-intérêts, ou lorsque le contrevenant ne reconnaît pas la contravention et déclare former opposition.

Les délits correctionnels sont constatés par des procès-verbaux de police, qui sont adressés au Parquet.

Le procureur de la République saisi de ces procès-verbaux peut ou bien classer l'affaire sans suite s'il estime que le fait ne constitue pas une infraction à la loi pénale, ou bien donner suite. Dans ce cas le procureur de la République peut opter entre deux solutions.

S'agit-il d'un délit simple où les présomptions de culpabilité abondent, le prévenu reçoit du Parquet citation à comparaître à l'audience du tribunal correctionnel. Cette citation comporte l'indication de la date de comparution et la désignation des faits reprochés. S'agit-il au contraire d'un délit correctionnel complexe d'une certaine gravité et où les charges relevées ne sont pas suffisamment précisées, tel par exemple un abus de confiance, un détournement d'argent dont le montant ne pourra être fixé qu'après une longue et minutieuse expertise, le procureur de la République préférera transmettre le dossier au juge d'instruction avec un réquisitoire introductif. Il en sera de même dans le cas de prévenus en fuite ou non suffisamment identifiés. Lorsque le prévenu comparait devant le tribunal par la voie de la citation directe, il n'est jamais détenu préventivement. Si, au contraire, il est renvoyé devant la juridiction de jugement par ordonnance du Juge d'instruction clôturant son information, il est possible qu'il se trouve alors en état de détention préventive, en vertu d'un mandat de dépôt ou d'arrêt.

Mais l'arrestation du prévenu n'est jamais obligatoire pour le Juge d'instruction, qui n'agit que dans l'intérêt de l'ordre public et de la manifestation de la vérité.

Il existe enfin une procédure dite « de flagrant délit » prévue par la loi du 10 mai 1863. L'article premier de cette loi dispose :

« Tout inculpé arrêté en état de flagrant délit pour un fait puni de peines correctionnelles, est immédiatement conduit devant le procureur de la République qui l'interroge, et, s'il y a lieu, le traduit sur-le-champ à l'audience du Tribunal. Dans ce cas, le procureur de la République peut mettre l'inculpé sous mandat de dépôt ». Le président devra avertir l'inculpé qu'il a le droit de réclamer un délai pour préparer sa défense. Si l'inculpé use de cette faculté, le Tribunal est tenu de lui accorder un délai de trois jours au moins. « L'inculpé, s'il est acquitté, est immédiatement, et nonobstant appel, mis en liberté ». Cette procédure exceptionnelle n'est possible qu'en cas de flagrant délit. « Aux termes de l'article 41 du Code d'instruction criminelle, sont réputés flagrant délit le cas où le délit se commet actuellement le cas où le prévenu est poursuivi par la clameur publique, et celui où le prévenu est trouvé saisi d'effets, armes, instruments, ou papiers faisant présumer qu'il est l'auteur ou complice, pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit. » La procédure des flagrants délits est interdite en matière politique ou de presse, en matière douanière ou lorsque l'un des prévenus est un mineur.

Conformément aux articles 153, 154, 155, 189, 190, 191, 192, 194, 195 et suivants du Code d'instruction criminelle les délits et les contraventions sont prouvés devant le Tribunal soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins. La plupart des procès-verbaux ne font foi que jusqu'à preuve contraire, et le prévenu peut toujours être admis à cette preuve contraire soit par écrit, soit par témoins.

À l'audience, après interrogatoire du prévenu et sa confrontation avec les témoins, la partie civile développe ses conclusions, le procureur de la République résume l'affaire et donne ses réquisitions. Enfin, le prévenu lui-même, ou son défenseur, qui a toujours la parole le dernier, propose ses moyens de défense.

Le jugement est prononcé tout de suite, ou, au plus tard à l'audience qui suit celle où l'instruction aura été terminée. La publicité des débats et du jugement est une règle fondamentale, dont l'inobservation entraîne la nullité absolue de toute la procédure.

Les jugements rendus en matière de contravention de simple police peuvent être attaqués lorsqu'ils prononcent un emprisonnement ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excèdent la somme de 1.200 francs outre les dépens. L'appel formé par déclaration au greffe du Tribunal est porté devant la Cour d'appel.

En matière correctionnelle l'appel également porté devant la Cour d'appel (Chambre des appels correctionnels) peut être interjeté par le prévenu, par la partie civile quant à ses intérêts civils seulement, par le procureur de la République et enfin par le Procureur général près la Cour d'appel.

d) *Textes et dispositions de loi applicables.* — Le Tribunal correctionnel n'applique que les dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle métropolitain qui ont été plus ou moins modifiées en vue d'une adaptation aux mœurs et aux conditions locales. En dehors des Codes métropolitains, sont également applicables les lois votées par le Parlement français, déclarées expressément applicables au Territoire, les décrets du Président de la République pris spécialement et les arrêtés du Gouverneur intervenus pour l'application de ces décrets. En aucun cas la coutume locale n'est appliquée devant les tribunaux répressifs. Cependant, les juges tiennent souvent compte de l'état des mœurs pour mesurer et donner l'application de la peine.

Aux termes de l'article 4 du Code pénal, « nulle contravention, nul délit, nul crime ne peuvent être punis des peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'ils fussent commis ».

La jurisprudence de la Cour de cassation s'est établie en ce sens que les dispositions pénales ne peuvent être étendues et doivent être interprétées restrictivement. D'autre part, la poursuite intentée et la condamnation prononcée pour infraction à une loi pénale sont nulles et non avenues, comme manquant de base légale, lorsque cette loi devient caduque ou lorsqu'elle est abrogée expressément en cours d'instance ou avant décision définitive.

2^o LES JUSTICES DE PAIX

a) *Composition.* — Il existait au Togo trois justices de paix à compétence restreinte : une à Anécho, une seconde à Atakpamé, la troisième à Sokodé. Elles ont été supprimées par le décret du 10 mai 1951, qui a institué à leur place des justices de paix à compétence étendue. En raison des difficultés budgétaires et de personnel, ces nouvelles juridictions n'ont pu être ouvertes immédiatement. La fin de l'année 1952 a été marquée par l'installation de magistrats de carrière dans chacun de ces centres, ainsi que par l'inauguration du nouveau Palais de justice de Sokodé. En 1953, le Palais de justice d'Anécho a été terminé et la justice de paix à compétence étendue a été officiellement installée. Par ailleurs la justice de paix à compétence étendue de Sokodé a été installée à la fin de l'année. 1954 a vu l'édification du Palais de justice d'Atakpamé, grâce à un crédit de 10 millions de francs métropolitains alloué par le Département. Son achèvement peut être prévu pour la fin du premier semestre 1955. La dernière justice de paix à compétence restreinte disparaîtra alors.

On sait qu'une justice de paix à compétence étendue comporte un seul magistrat qui exerce à la fois les fonctions du ministère public, celles du Juge d'instruction et celles du président du Tribunal.

Apparemment il pourrait sembler de ce fait que les garanties des libertés individuelles ne soient pas suffisamment sauvegardées.

Il n'en est rien, car le justiciable a toutes les garanties que lui assure la loi. Cela, parce que à la fin de chaque mois le juge de paix est tenu d'adresser un état de toutes les affaires entrées à son Parquet, un état des affaires se trouvant à l'instruction et un état des affaires jugées.

pendant le mois au procureur de la République près le Tribunal du chef-lieu. Ce magistrat, au vu de ces « notices », a le droit de se faire communiquer les dossiers et de prendre des réquisitions dans n'importe quelle affaire.

En outre il peut faire opposition aux ordonnances de renvoi ou de non-lieu du juge d'instruction et interjeter appel des jugements du juge de paix.

Oppositions et appels sont jugés définitivement par la Cour d'appel.

Par ailleurs les notices en question, après examen par le procureur de la République et observations faites par lui, sont adressées à M. le procureur général près la Cour d'appel, qui, à son tour, apprécie.

Ainsi donc, du fait de ce double contrôle, le justiciable est assuré que ne feront jamais défaut chez le juge la sérénité et l'objectivité sans lesquelles il ne saurait y avoir de décision de justice digne de ce nom.

L'installation des justices de paix, appelées à se multiplier dans la mesure des possibilités, a pour le justiciable le gros avantage de rapprocher la Justice de lui.

b) *Compétence.* — Les nouvelles juridictions sont de véritables tribunaux présidés par des magistrats de carrière indépendants et jouissant, comme les juges du siège, du privilège de l'immovibilité. Bien que leur composition se réduise à un juge titulaire et à un greffier, sauf la possibilité d'adjoindre au juge titulaire un juge suppléant, leur compétence pénale est exactement la même que celle du Tribunal de première instance de Lomé. Procédure et voies d'exécution sont également les mêmes. Identiques les textes applicables. L'administration de la Justice est cependant simplifiée du fait que les fonctions de Juge d'instruction et du procureur de la République sont cumulées par le juge de paix avec celles de président de la juridiction. Les juges de paix à compétence étendue, quoique pouvant correspondre directement avec les Chefs de la Cour d'appel, sont en contact permanent avec le procureur de la République de Lomé qui, en sa qualité de délégué dans le Territoire du chef du service judiciaire, contrôle leurs activités et qui, on vient de le voir, a en outre la faculté de faire appel de leurs jugements en matière pénale.

3^o COUR D'APPEL

Depuis le début de l'année 1952, les appels émis contre les décisions des juridictions pénales du Togo sont jugés par la Cour d'appel d'Abidjan (Côte d'Ivoire), qui a été créée par le décret du 11 avril 1951. Cette haute juridiction comprend dans son ressort en plus du Togo, les territoires français de la Côte d'Ivoire, de la Haute-Volta et du Dahomey. Mais l'importance de ce ressort fait déjà envisager des modifications ayant pour objet la décentralisation de la juridiction d'appel, et l'année 1955 verra probablement la création d'une nouvelle Chambre à la Cour d'appel d'Abidjan, Chambre détachée qui comprendrait le Togo dans son ressort propre, et dont on prévoit l'installation à Cotonou (Dahomey).

Cette réforme s'inscrit, comme beaucoup de celles

qui l'ont précédée, dans le cadre des mesures destinées à faciliter l'administration de la Justice et à rapprocher celle-ci des justiciables.

La Cour d'appel de Dakar a vu de ce fait sa compétence limitée au Sénégal, à la Mauritanie, à la Guinée Française, au Soudan et au Niger. Cependant, le procureur général de Dakar a, dans un but de coordination, conservé dans toute l'Afrique-Occidentale Française et au Togo la haute direction administrative de tous les services judiciaires.

La composition de la Cour d'appel d'Abidjan est sensiblement la même que celle de la Cour d'appel de Dakar. En ce qui concerne l'organisation, la compétence et les formes de procédure, il suffit de se reporter à l'exposé qui a été fait pour l'année 1951.

4^o COUR D'ASSISES

a) *Composition.* — La Cour d'assises du Togo, qui siège à Lomé, est composée d'un conseiller à la Cour d'appel, président, du président du Tribunal de Lomé, d'un juge ou juge suppléant, de quatre assesseurs ou jurés, titulaires et du greffier du Tribunal. Les fonctions du ministère public sont exercées par le procureur de la République de Lomé, à moins que le procureur général ne juge utile de les exercer par lui-même ou de désigner à cet effet un membre de son Parquet.

Pour la désignation des assesseurs ou jurés, il est procédé de la manière suivante : tous les ans au commencement de novembre, il est dressé une liste de notables qui ne doit pas contenir moins de trente ni plus de soixante noms de personnes habitant le Territoire et une liste supplémentaire de six personnes habitant au siège du Tribunal. Dans la première quinzaine de décembre, le Gouverneur général de l'A.-O.F., sur la proposition, du chef du service judiciaire désigne sur la première liste, les personnes qui doivent composer le collège des assesseurs pour l'année suivante ; il désigne, en outre, sur la liste supplémentaire, trois personnes. Le collège des assesseurs comprend douze membres titulaires plus trois supplémentaires. Il est toujours tenu au complet. Nul ne peut remplir les fonctions d'assesseur ou de juré s'il n'a trente ans accomplis, s'il ne jouit de ses droits politiques et civils, s'il ne sait parler le français. Aucune autre condition n'est exigée. Les Togolais aussi bien que les Européens peuvent faire partie du collège des assesseurs. Aucun texte ne s'oppose à l'admission des femmes, françaises ou originaires du pays. Pratiquement, la liste est composée d'autant d'Européens que d'autochtones, et il arrive très souvent que pour la constitution du jury du jugement l'élément autochtone prédomine nettement.

Les assises se tiennent au moins une fois par an. Elles peuvent se tenir plus souvent si le besoin l'exige. Pratiquement, il y a trois sessions d'assises par an.

b) *Compétence.* — La Cour d'assises est seule compétente pour juger les infractions qualifiées crimes, par le Code pénal. Il s'agit d'infractions d'une gravité exceptionnelle, que le législateur punit de peines particulièrement sévères : la peine de mort, celle des travaux forcés à perpétuité, celle de travaux forcés à temps (cinq à

vingt ans), celle de la réclusion. Parmi les crimes les plus fréquents, il y a lieu de citer : les faux y compris les fausses monnaies (travaux forcés à perpétuité ou à temps, réclusion suivant le cas) ; les rébellions commises avec armes par plus de vingt personnes (travaux forcés à temps), les meurtres, assassinats, parricides, infanticides et empoisonnements (peines de mort, travaux forcés à perpétuité, à temps, suivant le cas) ; les coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner (travaux forcés à temps) ; les violences et voies de fait qui ont été suivies de mutilation, amputation, privation de l'usage d'un membre (réclusion) ; les viols commis sur des filles de moins de treize ans ou de plus de treize ans (dix à vingt ans de travaux forcés) ; les arrestations, séquestrations et détentions illégales (travaux forcés à temps, travaux forcés à perpétuité, selon les cas) ; les marchés conclus et qui ont pour objet d'aliéner, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, la liberté d'une tierce personne (travaux forcés à temps ou à perpétuité suivant les cas, etc.).

c) *Procédure.* — La procédure débute obligatoirement par une information judiciaire confiée au Juge d'instruction. Si ce magistrat estime qu'il y a charges suffisantes contre le prévenu il rend, après communication du dossier au procureur de la République et réquisition de ce dernier, une ordonnance de transmission des pièces au procureur général près la Cour d'appel. Ce dernier saisit la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel qui peut, soit rendre un arrêt de non-lieu, soit prononcer le renvoi du prévenu devant la Cour d'assises. L'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises comporte nécessairement une ordonnance de prise de corps, qui est un véritable titre d'arrestation et de détention. En vertu de cette ordonnance, l'accusé qui se trouve en liberté, doit être arrêté au plus tard la veille de l'audience de la Cour d'assises.

Le président du tribunal procède à un dernier interrogatoire de l'accusé qui sera interpellé de déclarer le choix qu'il aura fait d'un Conseil pour l'aider dans sa défense, sinon le Président lui en désignera un d'office, à peine de nullité de tout ce qui suivra. Dix jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture des Assises, le président de la Cour d'assises ou, à son défaut, le président du Tribunal, procède au tirage au sort des noms des assesseurs appelés à former la liste de la session. Les accusés peuvent récuser la moitié des assesseurs. Le tirage au sort a lieu en audience publique en présence du ministère public, des accusés et de leurs défenseurs. Le déroulement de l'audience est soigneusement réglementé de manière à permettre aux accusés de présenter leur défense dans les meilleures conditions et de donner aux jurés, aux magistrats et aux avocats la possibilité de faire préciser tous les points qui auraient besoin de l'être. Les témoins peuvent être confrontés entre eux et avec l'accusé.

Les pièces à conviction sont présentées à l'accusé. En vertu de son pouvoir discrétionnaire, le président des Assises peut prendre toutes mesures utiles à la manifestation de la vérité, entendre des témoins non cités, donner lecture des pièces de la procédure. L'instruction de l'affaire terminée, la parole est donnée aux parties dans l'ordre suivant : partie civile, procureur de la Répu-

blique, avocat de la défense. L'accusé est lui-même personnellement interpellé sur le point de savoir s'il a quelque chose à ajouter à sa défense. De toute façon il doit avoir la parole le dernier. Après la clôture des débats, la Cour se retire pour délibérer avec le concours des jurés aussi bien sur la culpabilité que sur l'application de la peine. En cas de verdict négatif de culpabilité, le président des Assises, rend une ordonnance d'acquittement. L'accusé est alors immédiatement mis en liberté sur l'ordre du procureur de la République. Dans le cas contraire, la Cour rend un arrêt de condamnation et avertit l'accusé qu'il a trois jours francs pour se pourvoir devant la Cour de cassation. S'il y a partie civile constituée la Cour délibère, seule et sans le secours des jurés, sur l'attribution des dommages-intérêts qui peuvent être dus à la victime.

Les arrêts de la Cour d'assises ne peuvent pas être frappés d'appel. Cependant, il existe une voie de recours, le pourvoi en cassation. Ce pourvoi est porté devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation, qui siège à Paris, et qui constitue la plus haute juridiction de France et de l'Union Française. Mais le pourvoi en cassation n'est recevable qu'en cas de violation de la loi au sens large du mot, de violation des droits de la défense, de violation d'une des formalités substantielles de la procédure, ou lorsque la juridiction d'assises a été illégalement constituée. L'arrêt qui admet le pourvoi casse et annule la décision entreprise et renvoie le jugement de l'affaire à une autre Cour d'assises d'un autre territoire ou à la même Cour d'assises autrement composée.

La peine capitale peut être prononcée par la Cour délibérant ensemble avec le jury. Elle est prévue par le Code pénal pour les infractions les plus graves tel que l'assassinat (meurtre avec préméditation ou guet-apens), le parricide (meurtre des père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs ou de tout autre ascendant légitime), l'empoisonnement, les crimes commis avec emploi de tortures ou d'actes de barbarie, l'incendie volontaire de maison habitée ou destinée à l'habitation, le meurtre commis dans un but d'anthropophagie, etc. La peine capitale, même dans les cas où elle est prévue par la loi, ne peut être infligée que si la Cour délibérant avec le jury, déclare qu'il n'existe pas dans la cause des circonstances atténuantes. Si, au contraire, les circonstances paraissent atténuantes, il faut descendre d'un ou de deux degrés dans l'échelle des peines. La peine prononcée ne peut être alors que celle des travaux forcés à perpétuité ou bien celle des travaux forcés à temps (dix à vingt ans).

La peine de la déportation, bien que prévue pour certains crimes politiques, n'a jamais été appliquée au Togo. L'interdiction de séjour est une peine accessoire à une condamnation principale, en matière criminelle ou correctionnelle. Elle est prononcée par la juridiction de jugement, et rendue exécutoire, par arrêté du Gouverneur, qui fixe le ou les lieux dont le séjour est interdit au condamné.

La libération conditionnelle est prévue et réglementée par la loi. Les conditions dans lesquelles le condamné peut bénéficier de cette mesure administrative ont été exposées par ailleurs.

B. — LES JURIDICTIONS CIVILES OU DE DROIT PRIVÉ

Il y a lieu de distinguer entre les juridictions françaises et les juridictions autochtones.

1^o LES JURIDICTIONS FRANÇAISES

Elles comprennent :

- 1^o Le tribunal de première instance de Lomé ;
- 2^o La justice de paix à compétence étendue d'Anécho ;
- 3^o La justice de paix à compétence étendue d'Atakpamé ;
- 4^o La justice de paix à compétence étendue de Sokodé.

Ces tribunaux ont compétence pour tous les litiges entre Européens ou entre étrangers ou bien encore entre Européens ou étrangers et autochtones. Ils n'appliquent que le Code civil métropolitain, tel qu'il a été modifié par les lois spéciales qui l'ont adapté aux contingences locales. Ces modifications sont d'ailleurs peu nombreuses et l'on peut considérer que les Français du Togo sont régis à peu de chose près par les mêmes lois que dans la Métropole.

Il en est ainsi notamment en matière de mariage, divorce, filiation, contrats, successions, donations, testaments. En matière civile, le rôle du procureur de la République est beaucoup plus effacé. Il se borne à siéger aux audiences du Tribunal et à donner son avis sur les points de droit en litige, particulièrement lorsque l'ordre public peut être en cause. Mais il intervient plus activement dans la procédure lorsqu'il s'agit de mineurs, d'incapables, dont il est le protecteur légal.

La procédure devant le tribunal de première instance ou la justice de paix à compétence étendue est à peu près la même qu'en France ; elle est cependant simplifiée.

Les jugements des tribunaux civils peuvent être déférés à la Cour d'appel d'Abidjan, Chambre civile. Les conditions de l'appel et les formes de l'instruction des causes devant la Cour sont à peu près les mêmes que dans la Métropole. Les arrêts de la Chambre civile de la Cour d'appel sont susceptibles de pourvoi en cassation lorsqu'il y a violation de la loi, ou excès de pouvoirs.

2^o LES JURIDICTIONS AUTOCHTONES

Elles sont au nombre de quatre : le tribunal du premier degré (et éventuellement le tribunal coutumier), le tribunal du deuxième degré, le tribunal colonial d'appel, la Chambre d'annulation de la Cour d'appel.

a) *Le Tribunal du premier degré.*

Les tribunaux du premier degré siègent au chef-lieu de chaque Subdivision ou, à défaut de Subdivision, au chef-lieu du Cercle et, en outre, dans chaque commune-mixte ou de plein exercice. Ils sont composés d'un président et de deux assesseurs. Le Président est l'Administrateur, Chef de la Subdivision, et à défaut de Subdi-

vision l'adjoint au commandant de Cercle ou un fonctionnaire désigné par le Gouverneur. Les assesseurs sont toujours des autochtones. Ils sont au nombre de douze, choisis parmi les notables et nommés par le Gouverneur. La liste des assesseurs est établie de telle manière que les justiciables du ressort puissent, en matière civile et commerciale, être jugés par des notables pratiquant leurs coutumes. Le tribunal du premier degré peut tenir des audiences foraines.

Le tribunal du premier degré connaît, en premier et dernier ressorts, de toutes les actions dont l'intérêt peut être évalué en argent et n'excède pas 500 francs en principal. Il connaît, en premier ressort seulement et à charge d'appel devant le tribunal du second degré, des actions de même nature, dont l'intérêt n'excède pas 3.000 francs en principal, ainsi que de toutes les actions d'une valeur indéterminée et de celles relatives à l'état des personnes, à la famille, au mariage, au divorce, à la filiation.

Le Tribunal doit d'abord procéder à une tentative de conciliation des parties. En cas de non-conciliation, il est passé à l'examen de l'affaire. Les formes de la procédure sont celles qui résultent des coutumes locales. L'instance est introduite par une requête adressée, oralement ou par écrit, au président du Tribunal, ou au Tribunal lui-même siégeant en audience publique. Les parties comparaissent en personne. En cas d'empêchement, elles peuvent se faire représenter par un mandataire de leur choix. Les intéressés ont un délai d'un mois pour interjeter appel.

b) *Le tribunal coutumier.*

25-27. — Le décret du 26 juillet 1944 a habilité le Chef du Territoire à instituer par arrêté des tribunaux coutumiers. Il a été fait au Togo une application très large de ce décret, qui a été définie dans les rapports des années antérieures, mais sur laquelle il semble utile de revenir.

Ces tribunaux qui sont entièrement composés d'autochtones, ont compétence en matière civile et leurs jugements sont rendus selon la coutume locale.

Certes, les Chefs de canton, Chefs de village ou notables ont toujours participé à la justice indigène, notamment par le pouvoir de conciliation qui leur a de tout temps été reconnu, ou par le rôle d'assesseurs qu'ils étaient et sont encore appelés à jouer auprès des tribunaux civils du premier degré.

Mais, avec la création de tribunaux coutumiers, ce rôle est de beaucoup plus étendu, car il leur appartient dès lors de décider eux-mêmes et, en suivant un minimum de procédure, de résoudre équitablement des litiges qui auraient dû auparavant être portés devant les tribunaux de Cercle ou de Subdivision.

Comme ces derniers, les tribunaux coutumiers rendent de véritables jugements, qui prennent leur place dans la hiérarchie des procédures judiciaires.

Ils sont présidés par des chefs traditionnels ou des notables respectés, assistés de deux assesseurs et d'un secrétaire lettré en français. Présidents, assesseurs et secrétaires sont rémunérés.

Le ressort des tribunaux coutumiers n'est pas lié à la Circonscription administrative comme l'est celui des

tribunaux civils du premier degré (tribunaux de Subdivision), ceci permet de les adapter aux groupes ethniques et de mettre la justice encore plus près du justiciable.

Leur compétence est identique à celle des tribunaux du premier degré, y compris notamment le régime des biens et l'état des personnes.

Enfin, la procédure est analogue, mais a été simplifiée et réduite. L'appel est toujours fait devant le tribunal de Cercle.

Les plaignants bénéficient entièrement de l'option de juridiction et ce n'est qu'en cas de conflit de coutume que le tribunal du premier degré est seul compétent.

Tous les Cercles sont actuellement pourvus de tribunaux coutumiers, et les principales coutumes y sont représentées, comme on pourra s'en rendre compte par le tableau figurant en annexe.

Au cours de l'année 1954, le fonctionnement de ces juridictions a été satisfaisant. Cinq tribunaux coutumiers nouveaux ont été créés à Bè (Cercle de Lomé), à Dalavé (Cercle de Tsévié), à Dayes (Cercle de Klouto), à Kandé et Mango (Cercle de Mango), ce qui porte leur nombre de 26 en 1953 à 31 en 1954. Ainsi la région de Mango qui était seule jusqu'à présent à ne pas posséder encore de tribunaux de ce genre en a maintenant.

c) *Le tribunal du deuxième degré.*

Les tribunaux du deuxième degré siègent au chef-lieu de chaque Cercle et dans chaque commune de plein exercice. Ils sont composés d'un président et de deux assesseurs autochtones. C'est le Commandant de Cercle qui, en principe, préside le tribunal du deuxième degré ; à son défaut, la présidence est assurée par le fonctionnaire appelé à le remplacer dans ses fonctions administratives.

Le tribunal du deuxième degré a une double compétence. Il est juge de l'appel des décisions rendues en premier ressort par le tribunal du premier degré. Il est juridiction de première instance pour tous les litiges civils et commerciaux, dont l'intérêt est supérieur à 3.000 francs. Dans ce dernier cas ses décisions sont susceptibles d'appel devant le tribunal colonial d'appel. La procédure d'instruction à l'audience, les formes et les conditions de l'appel sont les mêmes que devant le tribunal du premier degré.

d) *Le tribunal colonial d'appel.*

Le tribunal colonial d'appel, qui siège à Lomé, est composé : du président du tribunal civil de Lomé président ; de deux fonctionnaires du cadre des administrateurs de la France d'outre-mer et de deux notables autochtones désignés par le Gouverneur. Les fonctions du ministère public sont remplies par le procureur de la République ou son substitut. Le greffier du tribunal civil tient la plume. Le tribunal colonial d'appel connaît de tous les appels émis contre les jugements des tribunaux du deuxième degré. La procédure est écrite. Les affaires sont jugées sur pièces. Les parties produisent tels mémoires qu'elles jugent utiles. La comparution personnelle des plaideurs peut néanmoins être ordonnée. En principe, le tribunal statue hors la présence des

parties, sur le rapport de l'un de ses membres, le ministère public entendu. L'arrêt intervenu est toujours réputé contradictoire.

e) *La Chambre d'annulation de la Cour d'appel.*

La Chambre d'annulation, qui siège à Dakar, est composée de : un président de Chambre de la Cour d'appel, président ; deux conseillers ou juges à la Cour d'appel ; deux fonctionnaires du cadre des administrateurs de la France d'outre-mer ; deux assesseurs africains. Les fonctions du ministère public sont remplies par le procureur général, celles de greffier sont exercées par le greffier de la Cour.

La Chambre d'annulation connaît, sur pourvoi en annulation, des jugements des tribunaux du premier et second degré non susceptibles d'appel, des jugements des tribunaux du premier et du deuxième degré soumis à l'appel lorsque le délai d'appel est expiré, des arrêts sur le fond du tribunal colonial d'appel.

La Chambre d'annulation n'est pas une juridiction d'appel. Elle joue le rôle de la Cour de Cassation à l'égard des tribunaux autochtones ou de droit coutumier. Le pourvoi en annulation n'est recevable que pour incompétence ou violation des dispositions relatives à l'organisation des tribunaux coutumiers et au mode de procéder devant ces juridictions.

Il doit être introduit dans le délai d'un an à partir du prononcé du jugement non susceptible d'appel, ou bien à compter du jour où le délai est expiré. Il est formé par le procureur général, d'office ou sur la demande de l'administration ; il peut également être fait par le procureur général à la requête des parties.

Dans le cas d'admission d'un pourvoi fondé sur l'incompétence, la Chambre d'annulation renvoie l'affaire devant le tribunal compétent ; si le pourvoi est reçu sur le moyen de la violation du texte organique sur les juridictions autochtones, la Chambre d'annulation indique les dispositions du décret qui ont été violées, et elle renvoie l'affaire devant le même Tribunal qui sera tenu de se conformer aux prescriptions contenues dans les dispositifs de l'arrêt de renvoi.

C. — DE QUELQUES QUESTIONS SPÉCIALES
RELATIVES A L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

25 e, f. — Devant toutes les juridictions les débats ont lieu en langue française. En cas de besoin il est fait appel à un ou plusieurs interprètes agréés par le Tribunal. En matière pénale, l'accusé peut récuser l'interprète en motivant sa récusation. L'interprète assiste l'inculpé non seulement à l'audience, mais à l'instruction. Le cadre local des interprètes du Togo a été organisé par arrêté local du 22 août 1922. Avant d'entrer en fonction, l'interprète doit prêter serment devant le tribunal. L'emploi du français offre de la précision et de la souplesse que ne possèdent pas les dialectes autochtones. Les inconvénients qui pourraient en résulter tendent de plus en plus à disparaître, en raison du développement de l'enseignement du français et du nombre croissant de Togolais qui parlent le français surtout dans les agglomérations urbaines.

25 d. — La participation des membres du personnel administratif à l'administration de la justice est, comme nous l'avons vu, très limitée : dans les tribunaux du premier et du deuxième degré, au tribunal colonial d'appel, à la Chambre d'annulation, ces éléments administratifs ne sont appelés qu'à compléter une juridiction.

25 c. — La question de la stabilité des fonctions judiciaires et de la protection de l'indépendance des juges a déjà été traitée au sujet de l'organisation judiciaire. Quant à la séparation des pouvoirs proprement dits, elle demeure, en ce qui concerne les juridictions de droit français, un principe constitutionnel. L'empiètement de l'autorité administrative sur le pouvoir judiciaire est sanctionné par les articles 130 et 131 du Code pénal. L'article 130 du Code pénal édicte notamment la peine de la dégradation civique contre les gouverneurs, maires et autres administrateurs « qui se seront ingérés de prendre des arrêtés généraux tendant à intimor des ordres ou des défenses quelconques à des cours ou tribunaux.

25 b. — On a vu que les membres de toutes les sections de la population peuvent accéder aux fonctions de jurés à la Cour d'assises ; que les tribunaux du premier et du second degré, le tribunal colonial d'appel et la Chambre d'annulation sont composés aussi bien d'Africains que d'Européens. Le barreau du Togo compte actuellement un autochtone sur trois avocats. Un jeune Togolais, admis brillamment aux épreuves de l'examen professionnel de la magistrature qui se sont déroulées à Paris, a été nommé récemment dans le cadre des magistrats d'outre-mer.

En ce qui concerne le traitement des ressortissants des états membres des Nations Unies, aucune discrimination n'est faite au point de vue de l'administration de la justice. Ils dépendent également de la juridiction des tribunaux répressifs, et trouvent auprès de ces tribunaux, les mêmes garanties que tous les autres justiciables. En matière civile, lorsque le droit international privé français admet le renvoi à l'application de la loi étrangère, ces cas étant d'ailleurs les mêmes qu'en France (mariage, divorce, successions, sauf lorsqu'il s'agit d'immeubles situés en France, etc.), ils sont jugés par le tribunal civil d'après la législation de leur pays. Exception est faite cependant lorsqu'il s'agit de dispositions qui ont un caractère d'ordre public. Dans ce cas, la loi française est exclusivement appliquée. Toutes les fois qu'il y a renvoi à l'application de la loi étrangère, une commission rogatoire est donnée au juge étranger pour renseigner le Tribunal sur les dispositions de cette loi.

L'exécution des décisions judiciaires, en matière pénale, est assurée par le procureur de la République, et aussi sous le contrôle de ce dernier par les juges de paix à compétence étendue et à compétence correctionnelle restreinte. En matière civile, devant les juridictions françaises, les voies d'exécution sont celles qui sont prévues et organisées par le Code de procédure civile français.

Devant les juridictions autochtones, les voies d'exécution ont été réglementées par l'arrêt général du 4 mars 1938. Le créancier bénéficiaire d'un jugement définitif

doit, pour en obtenir l'exécution forcée, présenter verbalement ou par écrit une requête à cette fin au président du tribunal qui a statué en premier ressort sur la demande ayant fait l'objet du jugement. Le président du tribunal s'assure que le jugement présenté est définitif et visé pour exécution. Par ordonnance rendue dans les quatre jours et transcrite sur la copie du jugement, il détermine, sur les indications du créancier, les biens du débiteur sur lesquels sera poursuivie l'exécution forcée, et désigne pour procéder à cette mesure un agent d'exécution, fonctionnaire ou agent de l'administration. Dans un délai maximum de trois jours à compter de sa désignation, l'agent d'exécution notifie au débiteur l'ordonnance de saisie et l'avise que, faute par lui de s'acquitter entre ses mains du montant de sa dette dans un délai de huit jours à dater de cette notification, les biens mentionnés dans l'ordonnance seront saisis. A défaut de paiement dans le délai imparti et quatre jours au plus tard après son expiration, l'agent d'exécution se transporte sur les lieux où se trouvent les biens à saisir et met sous la main de justice ceux qu'il juge nécessaires pour couvrir le montant de la dette et des frais. Il est ensuite procédé par l'agent d'exécution à la vente des biens saisis aux enchères publiques. Le paiement est toujours effectué au comptant. La vente est arrêtée dès que son produit suffit à couvrir la créance et les frais. Le produit total de la vente est remis par l'agent d'exécution au président du tribunal qui a délivré l'ordonnance de saisie. Celui-ci après convocation des parties, prélève le montant des frais, verse au créancier la somme qui lui revient et, s'il y a lieu, au débiteur le reliquat.

La justice est, en principe, gratuite, en ce sens que les justiciables n'ont pas à payer leurs juges pour obtenir justice. Les frais de justice ne sont donc plus que les dépenses qui ont été effectuées en matière de procédure pour aboutir à la décision finale. Le tarif des frais de justice a été révisé par la délibération n° 31-49/APA de l'Assemblée Représentative du Togo en date du 28 avril 1949. Ce tarif est relativement peu élevé. Il a été tenu compte du niveau des ressources financières du justiciable togolais. Devant les juridictions d'appel, les frais de justice ont été réduits au minimum afin de permettre l'exercice très large du droit d'appel.

D. — ASSISTANCE JUDICIAIRE

26 c. — L'assistance judiciaire est organisée au Togo en vertu du décret du 20 décembre 1911. Elle peut être accordée en tout état de cause, à toutes personnes qui, en raison de l'insuffisance de leurs ressources, se trouvent dans l'impossibilité d'exercer leur droit en justice. Elle est applicable à tous les litiges portés devant toutes juridictions répressives de droit français. Elle s'étend de plein droit, aux actes de procédure d'exécution à opérer.

En matière civile, et devant les juridictions correctionnelles lorsqu'il s'agit d'une partie civile, l'assistance judiciaire est prononcée par un bureau établi au siège du tribunal civil. Il est composé du chef du service de l'Enregistrement et du Domaine, d'un délégué du Secrétaire

général du Territoire, de trois membres désignés en chambre du conseil par le Tribunal près duquel est établi le bureau et choisis parmi les avocats défenseurs et les notables domiciliés ou résidant au siège du bureau.

Si cette commission accorde l'assistance judiciaire le président du Tribunal désigne, dans le plus bref délai possible, l'avocat et l'huissier qui doivent prêter gratuitement leur ministère à l'assisté. Ce dernier est provisoirement dispensé de la consignation et du paiement des sommes qui pourraient être dues pour droits de timbres, d'enregistrement et du greffe, ainsi que toutes consignations d'amendes. Il est aussi dispensé provisoirement du paiement des sommes dues au greffier et aux officiers ministériels pour droits, émoluments et honoraires.

En matière pénale les présidents de juridictions correctionnelles désignent un défenseur d'office aux prévenus poursuivis à la requête du ministère public, ou aux indigents détenus préventivement lorsqu'ils en font la demande.

Il n'existe aucun texte organisant l'assistance judiciaire devant les juridictions autochtones. Les frais exposés devant ces Tribunaux sont très réduits, et tout justiciable doit pouvoir y faire face.

E. — DES PEINES

27. — a) *Des condamnations pénales et de leur exécution.*

Les juridictions répressives en matière correctionnelle peuvent condamner à l'emprisonnement et à l'amende ou bien à l'amende seulement, ou à l'emprisonnement seulement. Elles peuvent prononcer les confiscations, l'interdiction de séjour, l'interdiction des droits civiques. En matière criminelle, on a vu que la Cour d'assises peut prononcer la peine de mort, celle des travaux forcés, celle de la dégradation civique (peine politique), celle de la réclusion. La peine des travaux forcés et celle de la réclusion sont, en principe, exécutées dans des conditions plus rigoureuses que la peine d'emprisonnement. Les condamnés sont, théoriquement, plus étroitement gardés et astreints à des travaux plus durs. Pratiquement, en l'absence de locaux spécialisés, et faute de personnel suffisant, les travaux forcés, la réclusion et l'emprisonnement sont exécutés dans les mêmes conditions. Tous les condamnés sont astreints au travail. Les détenus les plus dangereux travaillent seulement à l'intérieur de la prison. Il s'agit d'un travail de caractère artisanal dont le produit est livré au commerce avec, sur le prix de vente, des prélèvements destinés à la constitution d'un pécule, qui sera remis au condamné au moment de sa libération. Les travaux extérieurs s'exécutent sous la forme de corvées d'intérêt général et sanitaire ; les prisonniers peuvent également être employés à la réfection des routes et aux travaux de terrassement.

Sauf le cas de condamnation aux travaux forcés à perpétuité, les peines prononcées le sont pour une période nettement déterminée. Le châtimement corporel est rigoureusement interdit, et expose l'auteur de sévices à des poursuites judiciaires. Les condamnés les plus dangereux peuvent être à l'expiration de leur peine l'objet d'une mesure d'interdiction de séjour. Cette peine accessoire,

toujours temporaire, est prononcée par le tribunal qui en fixe la durée laquelle ne peut jamais dépasser vingt années. L'exécution de cette mesure appartient à l'autorité administrative, en l'espèce le Gouverneur qui par un arrêté, fixe les conditions de l'exécution en précisant les zones et circonscriptions interdites aux condamnés. Un Togolais ne peut jamais être astreint à résider à l'Etranger. Mais l'interdiction de tout le Territoire peut toujours être édictée contre tout condamné non originaire du Togo ou lorsqu'il s'agit d'un Français de la Métropole ou d'un Européen assimilé.

b) *Des mesures édictées en faveur des condamnés à l'emprisonnement et autres peines privatives de liberté.* — Les individus condamnés à l'emprisonnement ou à d'autres peines privatives de liberté peuvent bénéficier d'une remise gracieuse de peines, de la libération conditionnelle, et de la réhabilitation. La remise de peine est accordée par un décret de grâce du Président de la République. Chaque année, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet, des grâces collectives portant réduction de peines sont accordées, sous certaines conditions, à des détenus de bonne conduite. D'autre part, les condamnés ayant à subir une ou plusieurs peines emportent privation de la liberté peuvent, après avoir accompli trois mois d'emprisonnement, si les peines sont inférieures à six mois, ou, dans le cas contraire, la moitié de leurs peines, être mis conditionnellement en liberté, à la condition de justifier d'une bonne conduite pendant leur détention et de donner des preuves sérieuses d'un amendement sincère. Le surveillant et le directeur de la prison, le procureur de la République, la Commission de surveillance des prisons présidée par le président du Tribunal sont appelés à donner leur avis sur l'opportunité de cette mesure de faveur. La mise en liberté est accordée par arrêté du Gouverneur. Elle peut être révoquée en cas d'inconduite habituelle et publique dûment constatée ou d'infraction aux conditions spéciales exprimées dans les permis de libération. Si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration de la durée de la peine, la libération est définitive. Plusieurs arrêtés de libération conditionnelle ont été pris au Togo dans le courant de l'année 1954. Aucune mise en liberté n'a été révoquée.

Tout condamné à une peine criminelle ou correction-

nelle peut être réhabilité. La demande en réhabilitation ne peut être formée que cinq ans après la libération, s'il s'agit d'un condamné à une peine criminelle ; et trois ans après la libération, s'il s'agit d'un condamné à une peine correctionnelle. Il faut de plus remplir certaines conditions de résidence continue, dont la durée varie suivant la gravité de l'infraction commise, crime ou délit. Le condamné adresse la demande de réhabilitation au procureur de la République en faisant connaître : la date de sa condamnation et les lieux où il a résidé depuis sa libération. Il doit justifier du paiement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts. Le procureur de la République provoque les attestations du maire de la commune ou des commandants des Cercles où le condamné a résidé, sur la durée de sa résidence dans chaque commune ou cercle, sur sa conduite pendant la durée de son séjour, sur ses moyens d'existence pendant ce temps. Le dossier du condamné est transmis à la Cour d'appel avec une expédition du jugement de condamnation, un extrait du registre de la prison où la peine a été subie constatant quelle a été la conduite du condamné, et l'avis du procureur de la République. La Cour statue sur la demande de réhabilitation. En cas de rejet une nouvelle demande ne peut être formée avant l'expiration d'un délai de deux ans. Si la réhabilitation est admise, un extrait de l'arrêt qui l'a prononcée est adressé au Procureur pour être transcrit en marge de la minute du jugement de condamnation. Mention en est faite au casier judiciaire. Les extraits délivrés aux parties ne doivent pas relever la condamnation. La réhabilitation efface la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient.

Les condamnés peuvent également, à titre exceptionnel, bénéficier de l'amnistie. L'amnistie est une mesure générale et collective, dont l'effet est de faire disparaître non seulement la condamnation, mais encore l'infraction elle-même avec toutes ses conséquences, sauf réserves concernant le paiement des dommages-intérêts. L'amnistie ne peut être accordée que par une loi.

Chaque condamné peut adresser au Président de la République un recours individuel tendant à obtenir sa grâce ou une commutation ou réduction de peine. En cas de condamnation à mort, le recours en grâce est même introduit d'office par le procureur de la République.



SYSTÈME JURIDIQUE

1^o TRIBUNAUX JUDICIAIRES

28. — Ils sont caractérisés par l'application d'un principe d'assimilation en matière de législation pénale d'une part et par la coexistence de la loi française et de la loi autochtone en matière civile d'autre part.

a) En matière pénale, chaque Togolais dépend, quelle que soit son origine, de la juridiction des tribunaux répressifs qui appliquent le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et les lois pénales promulguées dans le Territoire. Les différents tribunaux sont, comme il a été indiqué au chapitre VII : le tribunal correctionnel de Lomé, les nouvelles justices de paix à compétence étendue d'Anécho, Atakpamé et Sokodé, la Cour d'assises et la Cour d'appel.

b) En matière civile et d'une manière générale, dans le domaine du droit privé, la loi française n'est applicable qu'aux ressortissants français, sauf faculté, pour les intéressés, de se soumettre volontairement à la loi française, pour une opération juridique déterminée.

La quasi-totalité des Togolais qui, on l'a vu, ont leur propre statut, sont justiciables des tribunaux civils des premier et deuxième degrés, du tribunal d'appel de Lomé et de la Chambre de Dakar.

Les tribunaux du premier degré n'appliquent que les coutumes locales des parties par l'intermédiaire d'assesseurs autochtones chargée de « dire le droit ».

Les « Tribunaux coutumiers » sont de compétence et de fonctionnement analogue à ceux du premier degré, mais composés uniquement d'autochtones. Le problème de la codification des coutumes a été traité au chapitre III.

2^o TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DU TOGO

Le Conseil du contentieux est appelé à connaître « des litiges auxquels peuvent donner lieu les actes administratifs » ; litiges relatifs à l'exécution d'un contrat de gestion publique, réclamations pécuniaires formulées par des fonctionnaires, dommages résultant d'une faute du service public, réclamations en matière de contributions directes, en matière électorale, etc.

Les décisions du Conseil du contentieux administratif sont susceptibles d'un recours en conseil d'Etat.

La structure de ce tribunal vient d'être profondément modifiée par un décret paru en décembre 1954.

Aux termes de ce texte, le Conseil du contentieux du Togo sera présidé désormais non plus par le secrétaire général du Territoire, mais par le magistrat du siège le plus élevé en grade, normalement le président du tribunal de première instance de Lomé.

De plus, si les membres continuent à être choisis parmi les fonctionnaires, ils ne pourront être désignés et mutés par le Commissaire de la République qu'après avis du président du Conseil du contentieux.

La réforme a eu ainsi pour objectif d'augmenter encore l'indépendance du tribunal administratif par rapport à l'autorité administrative, et par conséquent d'assurer le maximum de garanties aux justiciables.

3^o TRIBUNAL DU TRAVAIL

Au nombre des réalisations les plus marquantes du domaine social et judiciaire, il faut noter l'institution du Tribunal du Travail créé au Togo par arrêté du 17 décembre 1953, pris en application de la loi du 15 décembre 1952, et chargé du règlement des différends individuels du travail survenus à l'occasion du contrat du travail entre employeurs et travailleurs ainsi d'ailleurs qu'entre travailleurs.

Cette juridiction comprend cinq sections ainsi définies :

- 1^o Services publics ;
- 2^o Commerce, banque, professions libérales ;
- 3^o Industrie et travaux publics ;
- 4^o Transports ;
- 5^o Services domestiques.

Pour chaque branche ont été prévus : quatre assesseurs titulaires dont deux employeurs et deux employés, quatre assesseurs suppléants en cas d'empêchement des premiers.

Il est à noter que les travailleurs recrutés hors du Territoire sont représentés, quelle que soit la branche professionnelle à laquelle ils appartiennent, par deux assesseurs titulaires et deux assesseurs suppléants spéciaux.

Des assesseurs sont également prévus pour la représentation de l'Agriculture et des Mines, qui seront ultérieurement désignés.

SIXIÈME PARTIE

SOMMAIRE

	Pages
PROGRÈS ÉCONOMIQUE	75
PREMIÈRE SECTION : FINANCES DU TERRITOIRE	75
CHAPITRE I. — FINANCES PUBLIQUES	75
1 ^o APERÇU GÉNÉRAL	75
2 ^o COMPARAISON DES RECETTES ET DES DÉPENSES	76
3 ^o AIDE DE LA MÉTROPOLÉ.....	77
4 ^o DETTE PUBLIQUE.....	77
5 ^o UNION ADMINISTRATIVE DOUANIÈRE OU FISCALE.....	77
CHAPITRE II. — IMPOTS	78
1 ^o IMPOTS DIRECTS	78
A. — TAUX ET MÉCANISME DE L'IMPOT	78
1 ^o Impôt sur le revenu	78
2 ^o Anciennes contributions directes	79
B. — TERRITORIALITÉ	80
C. — RECOUVREMENT ET POURSUITES	80
D. — CONTENTIEUX	81
2 ^o IMPOTS INDIRECTS	81
A. — TAUX ET MÉCANISME DES IMPOTS ET TAXES INDIRECTS	81

	Pages
B. — RECOUVREMENT ET POURSUITES	81
C. — RECOURS CONTENTIEUX	81
3° LES AUTORITÉS LOCALES ET LES IMPOTS.....	81
 DEUXIÈME SECTION : MONNAIE ET SYSTÈME BANCAIRE.....	 82
1° ORGANISATION GÉNÉRALE DU SYSTÈME MONÉTAIRE.....	82
2° BANQUES ET CRÉDIT	82
3° CHANGE	83
4° TAUX DE CHANGE	84
 TROISIÈME SECTION : ÉCONOMIE DU TERRITOIRE.....	 85
CHAPITRE I. — GÉNÉRALITÉS	85
1° STRUCTURE ET SITUATION ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE.....	85
2° ACCROISSEMENT DU REVENU NATIONAL DU TERRITOIRE.....	85
3° LA CHAMBRE DE COMMERCE DU TOGO.....	85
 CHAPITRE II. — PRINCIPES ET PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT.....	 86
LE PLAN DU TOGO	
A. — PRINCIPES ET MÉTHODES	86
1° Objectifs du Plan quadriennal	86
2° Établissement du Plan.....	87
B. — EXÉCUTION DU PLAN DURANT L'ANNÉE 1953	87
 CHAPITRE III. — PLACEMENTS DE CAPITAUX.....	 89
CHAPITRE IV. — ÉGALITÉ EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE	90
CHAPITRE V. — DETTES PRIVÉES	91
 QUATRIÈME SECTION : RESSOURCES, ACTIVITÉS ET SERVICES ÉCONOMIQUES	 92
CHAPITRE I. — GÉNÉRALITÉS	92
1° LES SERVICES ÉCONOMIQUES ET LA POLITIQUE POURSUIVIE.....	92
2° MODALITÉS D'ORGANISATION DE LA PRODUCTION.....	92
a) Compte de soutien et d'équipement.....	93
b) Organismes économiques.....	94
c) Organisation coopérative.....	94

	Pages
3° LA PROTECTION DES DROITS DES AUTOCHTONES.....	94
A. — Concessions	94
B. — Acquisitions de terrains faites par le Territoire.....	95
C. — Contrôle de l'A.T.T. sur les opérations domaniales.....	95
CHAPITRE II. — COMMERCE ET NÉGOCE	97
1° PRODUCTION ET EXPORTATIONS	97
2° IMPORTATIONS ET CONSOMMATION	100
3° DISTRIBUTION DES PRODUITS IMPORTÉS ET CONTRÔLE DES PRIX	103
4° BALANCE COMMERCIALE	103
5° LE COMMERCE EXTÉRIEUR. — SES PRINCIPES.....	103
A. — Licences d'importation et d'exportation.....	103
B. — Régime douanier	103
C. — Quotité des taxes douanières applicables aux principaux produits.....	104
CHAPITRE III. — TERRE ET AGRICULTURE	106
1° RÉGIME FONCIER	106
a) Utilisation des terres.....	106
b) Régime local traditionnel.....	107
c) Régime juridique	107
2° L'AGRICULTURE	109
A. — Organisation du Service de l'Agriculture.....	110
B. — Personnel du Service de l'Agriculture.....	112
C. — Personnel du Service du Contrôle du Conditionnement des Produits.....	113
D. — Fonctionnement du Service de l'Agriculture.....	113
E. — Fonctionnement du Service de Contrôle du Conditionnement des Produits.....	113
F. — Service de la Vérification des Poids et Mesures.....	114
3° PRODUITS AGRICOLES	114
4° RESSOURCES EN EAU	119
CHAPITRE IV. — ÉLEVAGE	120
CHAPITRE V. — PÊCHERIES	124
CHAPITRE VI. — FORÊTS	125
1° ORGANISATION ET ACTIVITÉS DU SERVICE.....	125
2° EXPLOITATION DES PRODUITS FORESTIERS	127
CHAPITRE VII. — RESSOURCES MINÉRALES.....	128
CHAPITRE VIII. — INDUSTRIES	131
1° TRAITEMENT DES PRODUITS AGRICOLES	131
2° ÉNERGIE ÉLECTRIQUE	131

	Pages
CHAPITRE IX. — TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	133
A. — MOYENS DE COMMUNICATION ET DE TRANSPORT	133
1 ^o POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS.....	133
2 ^o ROUTES ET TRANSPORTS ROUTIERS	146
A. — Le réseau routier	146
B. — Transports routiers	147
3 ^o Service des chemins de fer	147
4 ^o Service des transports aériens	149
5 ^o Service météorologique	151
6 ^o Marine marchande	153
B. — LES LIAISONS ASSURÉES	154
CHAPITRE X. — TRAVAUX PUBLICS	155
1 ^o TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LE SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS.....	155
2 ^o TRAVAUX EFFECTUÉS SUR LES BUDGETS DES CERCLES, DES S.I.P.....	157
3 ^o HYDRAULIQUE.....	163

PROGRÈS ÉCONOMIQUE

Première Section

FINANCES DU TERRITOIRE

CHAPITRE I

FINANCES PUBLIQUES

1^o APERÇU GÉNÉRAL

29. — Bien que certains rapports antérieurs aient donné des explications sur le régime financier au Togo, il paraît utile de rappeler les principaux points de son fonctionnement.

Le régime financier du Territoire est fondé sur le principe de l'autonomie tel qu'il résulte de la loi de Finances du 13 avril 1900.

Les décrets des 3 janvier et 25 octobre 1946 déterminent le rôle de l'Assemblée Territoriale dans la gestion financière du Togo.

Le projet de budget du Territoire, établi en monnaie locale, est préparé et présenté par le Chef du Territoire. Il est délibéré par l'Assemblée Territoriale et rendu exécutoire par arrêté du Commissaire de la République.

Les crédits supplémentaires et les prélèvements sur la Caisse de Réserve sont proposés et votés dans les mêmes conditions que le Budget.

Le compte administratif est soumis à la clôture de chaque exercice, à l'approbation de l'Assemblée locale qui peut formuler des observations transmises à la Cour des Comptes.

PRÉSENTATION ET NOMENCLATURE DU BUDGET LOCAL

La présentation et la nomenclature du budget local sont fixées par le décret du 30 décembre 1912, modifié par le décret du 30 août 1952.

La nomenclature actuelle répartit recettes et dépenses entre :

- un budget de fonctionnement, et
- un budget d'équipement et d'investissement.

a) Budget de fonctionnement.

Recettes.

Elles comprennent :

- Le produit des impôts, contributions et taxes de toute nature.
- Les revenus du domaine immobilier, agricole, forestier, minier et industriel, ainsi que des valeurs mobilières.
- Le produit des cessions et prestations des services et des exploitations industrielles.

- Le produit de toutes les cessions, y compris celles aux services publics, effectuées par les magasins d'approvisionnement.
- Les contributions, subventions et fonds de concours pour dépenses de fonctionnement.
- Les dons et legs.
- Les produits divers et accidentels.
- Les prélèvements ordinaires et exceptionnels sur la Caisse de Réserve, destinés à faire face à des dépenses imprévues autres que celles d'investissement.
- Le produit des avances de Trésorerie, pour lesquelles une autorisation préalable a été accordée.

Dépenses.

Elles comprennent :

- La charge de l'intérêt et de l'amortissement de tous les emprunts contractés par le Territoire et des avances qui lui ont été consenties.
- Le Service de la dette viagère.
- Les contributions, ristournes et reversements résultant de dispositions légales ou réglementaires, ainsi que les conditions et participations exigibles d'origine contractuelle.
- Les dépenses de personnel et de matériel, pour le fonctionnement des Services publics.
- Les dépenses diverses ou accidentelles.
- Les subventions de toute nature, à l'exception de celles concernant l'équipement ou l'investissement.
- Éventuellement, la participation aux dépenses d'équipement et d'investissement.

b) Budget d'équipement et d'investissement.

Recettes.

Elles englobent :

- Le versement éventuel de la section ordinaire pour le financement des dépenses d'équipement et d'investissement.
- Le produit des emprunts et avances pour le financement des dépenses d'équipement et d'investissement.
- Les contributions, subventions et fonds de concours pour le financement des dépenses d'équipement et d'investissement.
- Le produit de la réalisation de biens immobiliers et de valeurs mobilières à l'exception de celles de la Caisse de Réserve.
- Les prélèvements exceptionnels sur la Caisse de Réserve pour dépenses d'équipement et d'investissement.

Dépenses.

Elles comprennent :

- La contribution du Territoire au fonds d'investissement pour le développement économique et social des Territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.).
- Les dépenses pour acquisition d'immeubles, pour

travaux neufs, pour achat de matériel n'ayant pas le caractère de dépenses de renouvellement, autres que celles comprises dans les programmes financés par le F.I.D.E.S.

- Les participations à la constitution de Sociétés d'Etat ou de Sociétés d'Economie mixte.

20. COMPARAISON DES RECETTES ET DES DÉPENSES RÉALISÉES AU COURS DES DERNIERS EXERCICES BUDGÉTAIRES

31. — Rappelons que les années 1952 et 1953 ont vu l'achèvement du premier plan quadriennal, l'achèvement de la revalorisation de la fonction publique, l'application dans le Territoire des textes pris en exécution de la loi du 30 juin 1950.

Les réalisations du premier plan quadriennal ont alourdi les charges budgétaires et particulièrement les dépenses de personnel.

Les trois derniers exercices budgétaires 1952, 1953 et 1954 (pour ce dernier, chiffres au 30 novembre 1954) ont donné en recettes les résultats suivants :

Exercices	Total brut des recettes	Total net des recettes	Observations
Milliers de francs C.F.A.			
1952	1.840.818	1.411.092	Les recettes nettes sont égales aux recettes brutes déduction faite des prélèvements sur la caisse de réserve et des avances du Trésor, des recettes des magasins, des recettes d'ordre et des participations du budget ordinaire aux dépenses d'équipement.
1953	1.738.552	1.532.554	
1954	1.538.741	1.503.577	

et en dépenses :

Exercices	Total brut des dépenses	Total net des dépenses	Observations
Milliers de francs C.F.A.			
1952	1.840.818	1.722.903	Les dépenses nettes sont égales aux dépenses brutes, déduction faite des participations aux dépenses d'équipement, des dépenses de magasins, des dépenses d'ordre et des versements à la caisse de réserve.
1953	1.928.674	1.727.614	
1954	2.031.146	1.826.462	

De ces tableaux, il ressort que l'équilibre du budget 1953 n'a pu être réalisé, malgré la réduction en cours d'exercice des dépenses initialement prévues.

De nouvelles dépenses obligatoires et des dépenses d'exercice clos (en particulier, dépenses de personnel) sont venues absorber l'économie ainsi obtenue.

Toutefois, si l'on tient compte du fait que l'exercice 1953 a réglé pour 45.166.292 francs de dettes, laissées par son prédécesseur, son déficit propre s'établit autour de 149.893.584 francs.

Ce déficit est principalement imputable à l'insuffisance de rendement des impôts, insuffisance particulièrement marquée en matière de recettes fiscales.

La conjoncture économique, caractérisée par une baisse des cours mondiaux des produits exportés, une saturation du marché intérieur, est à la base de cette situation.

Examen comparé des principales ressources.

Impôts directs.

1952	231.492.326 Francs C.F.A. définitifs
1953	230.564.607 Francs C.F.A. définitifs
1954	299.740.446 Francs C.F.A. chiffres au 30 novembre 1954.

En ce qui concerne le budget 1954, il convient de noter l'importante plus-value des impôts directs, provenant principalement de l'augmentation de l'impôt sur le revenu.

Droits d'importation et d'exportation.

Nature des taxes	1952	1953	1954 (1)
	Milliers de francs C.F.A.		
Importations	525.758	538.911	628.888
Exportations	95.285	89.348	119.887
Transactions ou chiffres d'affaires	186.349	302.539	411.305

(1) Chiffres au dernier novembre 1954.

Recettes des exploitations et services.

Services	1952	1953	1954 (1)
	Milliers de francs C.F.A.		
Postes et télécommunications.....	33.945	42.430	47.458
Exploitations industrielles	7.052	5.011	2.395
Autres services.....	2.998	3.607	2.983

(1) Chiffres au 30 novembre 1954.

Notons enfin, que les recettes perçues par le Service des Douanes, au profit du budget local, s'élèvent au 30 novembre 1954, à 955.841.043 francs C.F.A. en très nette augmentation sur l'année 1953 : 688.465.400 francs C.F.A.

Il faut chercher la cause de cette augmentation dans la plus-value des cours mondiaux à l'exportation, à une production locale en progrès constant se traduisant par une augmentation du pouvoir d'achat des producteurs et par suite, une augmentation sensible des importations.

3° AIDE DE LA MÉTROPOLE

33. — Le paiement des traitements, des indemnités et des frais de relève des administrateurs et des magistrats de droit civil, effectué sur le budget de l'Etat, a coûté à la Métropole en 1954, 60.323.000 francs C.F.A. contre 46.104.000 en 1953.

Tout comme en 1953, la Métropole a assuré les frais de la signalisation maritime, a participé aux dépenses du service météorologique et à l'équipement et l'entretien de l'Aérodrome.

4° DETTES PUBLIQUES

34. — La situation est la suivante :

	1953	1954
	Francs C.F.A.	
Amortissement des avances de la Caisse Centrale	28.316.000	48.589.000
Emprunt 4 % 1931	662.787	664.036
Emprunt 4,5 % 1932	1.103.637	1.100.505
Remboursement des cessions consenties après la guerre 1914-1918 par la Métropole au titre des prestations allemandes	969.427	969.427

5° UNION ADMINISTRATIVE DOUANIÈRE OU FISCALE

30. — Il n'existe aucune union administrative, fiscale ou douanière. Il y a simplement des assimilations de fait entre certaines taxes perçues en Afrique-Occidentale Française et le Togo. C'est ainsi qu'un récent réaménagement de certaines taxes postales a mis les taxes locales en harmonie avec celles perçues en A.-O.F.

D'autre part, pour les rémunérations du personnel des cadres supérieurs ou locaux, il faut également retenir que le Territoire s'aligne, en général, sur les textes régissant la matière en A.-O.F.

Mais dans tous les cas, ces assimilations ne sont pas obligatoires. Elles sont dictées par les conditions économiques, le recrutement et la formation du personnel. Le Territoire prend les mesures qui conviennent à son évolution et qui demeurent dans la limite de ses disponibilités.

CHAPITRE II

IMPOTS

Les grandes lignes du système fiscal du Togo n'ont pas été modifiées en 1954. Toutefois, c'est au début de cette année que fut mise en vigueur la réforme fiscale votée par l'Assemblée Territoriale le 22 octobre 1953, déjà commentée dans le rapport précédent, et dont le résultat est une notable simplification du système d'impôts directs.

En 1954, la réglementation fiscale était donc la suivante :

I. — IMPOTS DIRECTS

35. — L'impôt direct est contrôlé par deux organismes :

a) le Service des Contributions directes chargé de l'assiette, c'est-à-dire de l'évaluation des bases imposables ;

b) Le Trésor chargé du recouvrement et de la poursuite des impositions établies par le précédent Service.

A. — TAUX ET MÉCANISME DE L'IMPOT

1^o Impôt sur le Revenu.

1^o *Impôts cédulaires* frappant les deux catégories de revenus suivantes :

a) Les bénéfices des professions industrielles et commerciales imposables à raison :

— de 23 % s'il s'agit de sociétés, quel que soit le lieu de leur siège ;

— de 16 % pour les particuliers après un abattement de 50.000 francs.

b) Les bénéfices des professions non commerciales, taxables à 16 % après un abattement de 50.000 francs.

L'impôt cédulaire sur les traitements, salaires, indemnités, émoluments, pensions et rentes viagères a été supprimé pour 1954 par la délibération du 22 octobre 1953. En effet, le salarié étant un contribuable intégral, d'une part en raison de la quasi-impossibilité de dissimuler

ses revenus, d'autre part en raison de l'impossibilité où il se trouve également de récupérer l'impôt sur d'autres individus, cette cédule faisait entièrement double emploi avec l'impôt général sur le revenu. Elle avait d'ailleurs été supprimée, en 1949 déjà, en France métropolitaine, puis successivement dans la plupart des territoires d'outre-mer. Au Togo, cette suppression n'eut pas pour contre-partie l'institution d'un versement forfaitaire à la charge des employeurs comme ce fut le cas dans la Métropole.

2^o *Impôt général sur le revenu.* — La réforme votée le 22 octobre 1953 généralise l'assiette de cet impôt, qui ne comporte désormais qu'un petit nombre d'exemptions limitatives, dont les plus notables sont :

les indigents, les écoliers, les apprentis ;

les garçons âgés de moins de seize ans ;

les femmes dont le revenu est inférieur à 360.000 francs.

Pour tenir compte du fait qu'il est impossible d'exiger d'une grande partie de la population la déclaration écrite périodique de ses revenus, l'impôt général comporte désormais une taxe forfaitaire applicable à tous, et une surtaxe progressive applicable à ceux dont le revenu annuel dépasse 360.000 francs, et à qui l'obligation de la déclaration est imposée.

Pour le calcul de cette surtaxe, est appliqué le système du quotient familial, en vigueur en France métropolitaine, dont le principe est le suivant :

— Le revenu imposable est divisé en un certain nombre de parts, variant de 1 à 6,5 en fonction du nombre d'enfants ;

— A chacune de ces parts est appliqué un tarif progressif avec un abattement à la base de 180.000 francs par part ;

— Le chiffre ainsi obtenu est multiplié par le nombre de parts précédemment retenu comme quotient, pour donner le montant de l'impôt.

Les cotes d'impôt général sont établies par foyer, au nom du chef de famille, sur l'ensemble de ses revenus et des revenus des personnes considérées comme à sa charge.

Aucune discrimination n'est faite en fonction de la race, de l'origine ou de la nationalité.

L'impôt général est établi par voie de rôles nominatifs partout où le permet le développement de l'organisation administrative et sociale. Ce n'est que dans les localités de l'intérieur, et uniquement pour les contribuables dont le revenu annuel est inférieur à 48.000 francs, que subsistent des rôles numériques établis par villages, et recouverts sous la responsabilité des chefs.

3° *Encouragement du progrès économique.* — La délibération du 22 octobre 1953 introduisit pour 1954 dans la réglementation des impôts sur les revenus des dispositions autorisant l'amortissement accéléré du matériel et de l'outillage neufs, pour inciter les entreprises à moderniser leurs moyens de production. Cette mesure complétait la faculté de constituer en franchise d'impôt des provisions pour le renouvellement de ces éléments.

La même délibération autorise également la constitution de provisions destinées d'une part, au maintien ou à la reconstitution du stock normal indispensable au fonctionnement des entreprises industrielles et commerciales ; d'autre part, à la reconstitution des gisements de substances minérales : ceci afin d'encourager les entreprises minières.

En outre, une exemption temporaire totale d'impôt cédulaire, sur les bénéfices réalisés pendant les cinq premières années d'exploitation, est prévue au profit de toute industrie nouvelle dont l'installation est autorisée au Territoire.

Au cours de la session budgétaire en 1954, cette dernière exonération fut étendue aux plantations nouvelles de cacaoyers, caféiers, palmiers à huile et cocotiers. C'est également en 1954 que commença la mise en vigueur des réductions d'impôts cédulaires en faveur des contribuables qui investissent au Togo tout ou partie de leurs bénéfices imposables.

2° Anciennes contributions directes.

Du fait de la suppression de l'impôt personnel ne subsistent plus en 1954 que l'impôt foncier et les patentes et licences.

Impôt foncier. — Sur les propriétés bâties il ne frappe que les maisons et cases construites à demeure ; les huttes en sont expressément exonérées. Au surplus, il ne s'applique en pratique, que dans les centres urbains et non dans les villages.

Le rapport de 1950 signalait que les bases n'en avaient pas été révisées, en général, depuis 1938 sauf à Lomé où fut effectuée une révision partielle en 1948. Une semblable mise à jour a pu être réalisée à Palimé et à Sokodé au cours de l'année 1951. En 1953, Atakpamé a été également révisé, en même temps que la mise à jour de la révision de 1948 était entreprise à Lomé où, depuis cinq ans de vastes quartiers neufs se sont édifiés à vive allure dans la cocoteraie, sur toute la périphérie de la ville.

L'impôt sur les propriétés non bâties (terrains) n'est applicable que dans les centres urbains. Sa mise en

pratique n'a été jusqu'ici jugée indispensable que dans la commune-mixte de Lomé, où il se justifie pour trois raisons :

a) *Economique* : en facilitant la circulation des biens, seuls susceptibles de permettre l'accession de tous à la propriété.

b) *Sociale* : en accélérant dans les centres urbains la construction d'habitations, nécessitée par un accroissement constant de la population.

c) *Fiscale* : en faisant contribuer aux charges publiques de riches propriétaires qui ne sont ni salariés, ni commerçants.

Le taux de l'impôt foncier est :

1° De 20 % de la valeur locative des immeubles bâtis, après un abattement de 40 % de cette valeur.

2° De 1 % de la valeur vénale des terrains non bâtis.

Si ces taux sont effectivement appliqués, l'Administration locale n'a retenu que des valeurs locatives ou vénales inférieures soit le quart ou le tiers ; chaque année ces bases sont augmentées pour atteindre progressivement les valeurs de vente ou de location réellement pratiquées dans la ville en cause.

Patentes et licences. — Depuis 1949, aucune modification d'ensemble n'avait été apportée au tarif des patentes. Pour 1954, la nécessité d'améliorer les ressources procurées au budget par ce poste de recettes, détermina le Gouvernement à proposer l'alignement des taux sur ceux en vigueur au Dahomey. L'Assemblée Territoriale vota cette augmentation (de l'ordre de 50 % dans l'ensemble) en même temps que certains aménagements intéressants du tarif, dont le principal est l'institution d'une taxation proportionnée au chiffre d'affaires pour les importateurs et exportateurs, jusqu'ici tous assujettis au même taux.

En ce qui concerne les licences sur les ventes d'alcool, l'accroissement considérable du tarif en 1951 n'a nécessité de rajustement ni en 1952 ni en 1953. Les taux s'échelonnent entre 50.000 francs et 3.000 francs. Le but poursuivi par la délibération de l'A.T.T. de 1951, à savoir restreindre les ventes d'alcool, a été atteint, de nombreux commerçants n'ayant pas renouvelé leur demande de licence en 1953.

En 1954, cette régression n'a fait que s'amplifier : le nombre des importateurs de boissons alcooliques a baissé de 27 %. Ont continué à diminuer également le nombre d'établissements de vente d'alcool soit à consommer sur place, soit à emporter (60 unités de moins en 1954 qu'en 1953) alors que se maintenait intégralement le nombre des débits de boissons hygiéniques.

Taxes assimilées aux Contributions directes.

Elles restent en 1954 les mêmes qu'en 1953 :

1° *La taxe vicinale*, qui remplace depuis 1945 le régime des prestations en nature.

2° *La taxe sur les permis de port d'armes*, dont les taux furent augmentés pour 1954 de 50 % à 100 % suivant les catégories d'armes.

B. — TERRITORIALITÉ

L'un des caractères essentiels de la fiscalité dont on vient de brosser un tableau d'ensemble est qu'elle s'applique sans aucune discrimination — ni de principe, ni de fait — à tous les éléments de la population, quels que soient leur race, leur couleur, leur statut, leur origine ou leur nationalité. Elle s'applique de la même façon aux ressortissants étrangers et aux sociétés enregistrées dans les pays étrangers, si ces personnes physiques ou morales disposent dans le Territoire d'une résidence, ou y exercent une activité, propres à les placer sous le coup des règlements fiscaux.

Toutefois des mesures ont été prises pour éviter aux étrangers, aux habitants de l'Union française et de la Métropole les doubles impositions.

Si l'impôt cédulaire est dû au lieu de l'activité commerciale ou non, l'impôt général de la famille est dû au domicile du chef de famille, et comprend tous les revenus locaux ou étrangers perçus pendant le séjour de l'imposable au Togo.

Les mesures suivantes ont été prises :

1^o En ce qui concerne les métropolitains et les contribuables de l'Union Française résidant au Togo et se rendant en cours d'année dans la Métropole ou dans l'Union Française, l'impôt n'est dû que pour la fraction d'année passée au Togo, et inversement.

En 1952 est intervenue en outre une entente avec la Direction générale des Impôts en France, pour supprimer la double imposition à la cédule des traitements et salaires, jusqu'alors constatée au détriment des contribuables domiciliés hors du Territoire, mais dont l'activité s'exerce au Togo auprès d'un employeur qui s'y trouve lui-même établi.

2^o En ce qui concerne les étrangers résidant au Togo, l'Assemblée Représentative a adopté le 15 novembre 1950 une proposition de délibération présentée par l'Administration locale, pour l'extension au Togo des conventions fiscales franco-américaines des 25 juillet 1938 et 18 décembre 1946. Ces conventions tendent à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur les revenus et autres taxes.

Pour la première, approuvée par le Sénat américain le 6 décembre 1944 seulement, en raison de la guerre, les actes de ratifications furent échangés à Paris le 30 décembre 1944 et le décret français portant promulgation fut daté du 25 janvier 1945.

La deuxième convention résultant de négociations ultérieures fut signée à Paris le 18 octobre 1946, et soumise au Sénat américain le 10 janvier 1947 où elle rencontra certaines oppositions qui donnèrent lieu au protocole du 17 mai 1948. La convention et son protocole furent approuvés par le Sénat américain le 2 juin 1948. Du côté français, les instruments de ratification par le Président de la République ont été échangés le 17 octobre 1949.

Ces conventions ont été commentées dans le rapport de 1952.

En 1953 a été adoptée par ailleurs une disposition prévoyant qu'est applicable au Togo la convention franco-britannique du 14 décembre 1950. Cette convention qui s'est substituée à celle du 19 octobre 1945, est d'une portée très étendue. Elle assure aux nationaux de chacun des deux états contractants l'égalité de traitement sur le plan fiscal et supprime pratiquement toute possibilité de doubles impositions.

C. — RECOUVREMENTS ET POURSUITES

Le paiement des impôts de toute nature s'effectue toujours en espèces.

Dès la remise des rôles nominatifs au comptable chargé de la perception, celui-ci adresse aux contribuables des avertissements indiquant les nom, domicile du redevable, le numéro du rôle, le montant de la contribution. Le paiement des impôts doit être effectué dans les trois mois qui suivent la mise en recouvrement des rôles. Le trésorier-payeur qui prend en charge la totalité des rôles émis dans le Territoire a seul qualité pour engager des poursuites et décerner contrainte contre un contribuable retardataire. Il avise ce dernier par une sommation sans frais donnée au domicile du redevable, d'avoir à se libérer dans un délai de douze jours des termes échus de ses contributions. Si, à l'expiration de ce délai, le contribuable ne s'est pas libéré, le trésorier-payeur engage des poursuites par l'intermédiaire des porteurs de contraintes assermentés désignés par arrêté du Commissaire de la République au Togo.

Les poursuites comprennent trois degrés, à savoir :

- 1^{er} degré, le commandement ;
- 2^e degré, la saisie ;
- 3^e degré, la vente.

Le commandement ne peut être signifié qu'en vertu d'une contrainte, qui désigne nominativement le contribuable, douze jours francs après la sommation sans frais. Cette contrainte comporte l'ordre de procéder à la saisie si le retardataire ne se libère pas dans le délai de trois jours à compter de la signification de cet acte.

La saisie ne peut avoir lieu que trois jours au moins après la signification du commandement. Elle est faite pour tous les termes échus des contributions. Le privilège du Trésor s'exerce sur les loyers et revenus des biens immeubles ainsi que tous meubles et autres objets mobiliers appartenant aux redevables et en quelque lieu qu'ils se trouvent. Il convient de remarquer que la saisie et la vente concernent uniquement les biens meubles ; la saisie et la vente des immeubles sont des mesures exceptionnelles pour le recouvrement des impôts directs nécessitant une autorisation formelle du ministre des Finances. De plus, si le Trésor bénéficie d'un privilège sur les meubles, ce privilège ne peut s'exercer sur les immeubles ; il vient alors en concurrence avec les autres créanciers du contribuable. La saisie immobilière n'a jamais été pratiquée par le Trésor du Territoire.

En ce qui concerne la vente mobilière, elle ne peut s'effectuer qu'en vertu d'une autorisation spéciale du Commissaire de la République accordée sur la demande

du trésorier-payeur. Elle est faite par le commissaire-priseur ou à défaut par le porteur de contrainte, huit jours après l'autorisation donnée par le Commissaire de la République et donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

D. — CONTENTIEUX

1^o Réclamations.

Que les rôles aient été établis d'après déclaration, ou après redressements notifiés au contribuable, le redevable a toujours la possibilité de contester l'imposition établie jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit celui de la mise en recouvrement du rôle. L'effet de la réclamation est d'arrêter les poursuites du Trésor. Les contestations peuvent être de deux sortes :

a) *Contentieuses*. — Lorsque l'on conteste la base d'imposition, soit à cause de l'interprétation des textes, soit à cause d'erreurs matérielles ;

b) *Gracieuses*. — Quand le contribuable sollicite la remise ou la modération des impositions contre lui établies pour des raisons personnelles, indépendantes de sa volonté : incendie d'immeuble, accidents de travail, indigence, etc.

Après enquête, les conclusions de l'Administration sont étudiées en Conseil privé, constitué par le Chef du Territoire, entouré d'un nombre égal de hauts fonctionnaires, de notables et de commerçants.

Le Conseil privé a pouvoir de modifier le point de vue de l'Administration compétente. Cette procédure contentieuse et gracieuse est très utilisée, elle a permis en 1953 d'accorder le dégrèvement de 318 demandes sur 19 réclamations rejetées.

En 1954, 630 réclamations ont reçu une suite favorable au demandeur, et 19 seulement ont été rejetées.

2^o Contrôle des juridictions administratives.

a) *Devant le Conseil de contentieux*. — Tout contribuable peut dans les deux mois de celle-ci, attaquer la décision contentieuse du Conseil privé devant le Conseil de contentieux, juridiction administrative, qui n'est liée par aucun avis, et rend un jugement obligatoirement motivé, ayant autorité de la chose jugée.

b) *Devant le Conseil d'Etat*. — L'arrêté du Conseil de contentieux peut à son tour être frappé d'appel devant le Conseil d'Etat qui juge en dernier ressort.

II. — IMPOTS INDIRECTS

Les principaux organismes chargés de la fiscalité indirecte sont :

a) Le Service des Douanes (cf. quatrième section, chapitre II).

b) Le Service des Contributions Directes.

Les autres services n'ont le contrôle que de petites taxes correspondant toujours à un service rendu au contribuable.

A. — TAUX ET MÉCANISME DES IMPOTS ET TAXES INDIRECTS

Les taxes indirectes sont peu nombreuses ; en dehors de la taxe sur les bicyclettes et de la taxe sur les véhicules automobile n'existe que la *taxe sur les transactions*. Depuis 1953, cette taxe est devenue en quelque sorte une taxe à la production. Elle est perçue auprès des importateurs, des exportateurs, des fabricants, et des seuls prestataires de services exerçant une activité commerciale (commissionnaires, banquiers, entrepreneurs de travaux immobiliers...). En sont exonérés tous les petits commerçants et les intermédiaires locaux.

Les nécessités budgétaires contraignent pour 1954 à une augmentation des taux qui passeront :

— De 6 % à 7,5 % pour les importations ;

— De 4 % à 5 % pour les exportations ;

— De 3 % à 3,75 % pour les prestations de services.

B. — RECOUVREMENTS ET POURSUITES

Le recouvrement de la taxe sur les transactions est assuré par le Trésor, qui est chargé d'effectuer les poursuites auprès des redevables qui ne s'acquittent pas de la taxe dans les délais réglementaires. L'intervention du Tribunal civil peut être provoquée en cette matière, des amendes et condamnations judiciaires pouvant être prononcées pour sanctionner les contraventions relevées par le Service des Contributions Directes.

C. — RECOURS CONTENTIEUX

Les recours sont possibles en cas de désaccord entre l'Administration et le contribuable ; celui-ci pourra alors saisir le Tribunal civil de Lomé, interjeter appel et enfin se pourvoir en Cassation si l'appel ne lui donne pas satisfaction.

III. — LES AUTORITÉS LOCALES ET LES IMPOTS

Les chefs de village perçoivent des remises sur les produits des impôts perçus sur rôles numériques, calculées d'après l'importance du village.

Les communes mixtes, qui disposent d'un budget autonome, peuvent percevoir sur le Territoire des centimes additionnels aux impôts locaux, dans les limites autorisées par l'Assemblée Territoriale.

MONNAIE ET SYSTÈME BANCAIRE

I. — ORGANISATION GÉNÉRALE DU SYSTÈME MONÉTAIRE

38. — Un décret en date du 25 décembre 1945 a fixé la valeur de certaines monnaies des Territoires d'outre-mer libellées en francs.

La monnaie du Togo qui fait partie du groupe des francs des Territoires français d'Afrique (francs C.F.A.) avait d'abord une parité de 100 francs pour 170 francs métropolitains; puis, à compter du 17 octobre 1948, la parité a été portée à 200 francs métropolitains.

Cette création n'a pas porté atteinte au principe de l'unité monétaire de l'Union Française puisque :

— D'une part, le franc C.F.A. circulant au Togo et le franc métropolitain sont liés par un rapport fixe, et réciproquement convertibles sans limitation de montant;

— D'autre part, les transferts entre le Togo et les autres territoires de la zone franc ne sont soumis à aucune restriction.

*
* *

Une loi du 29 janvier 1919 a renouvelé à la Banque de l'Afrique-Occidentale (B.A.-O.) le privilège d'émission qu'elle exerçait depuis 1901.

Cette banque, société anonyme au capital de 52.629.500 francs métropolitains, a son siège à Paris.

Une partie de son capital est possédée par l'Etat et par les collectivités d'outre-mer; le Togo est détenteur de 1.428 actions.

Elle est autorisée à émettre dans les territoires où

elle exerce son privilège des billets au porteur et à vue. Ces billets bénéficient du cours forcé aussi longtemps que les billets de la Banque de France en bénéficieront eux-mêmes.

Le montant des billets en circulation doit toujours être représenté pour le tiers au moins par une encaisse consistant soit en or sur la base de la définition monétaire du franc, soit en monnaies métalliques ayant force libératoire en France, soit en dépôts à vue de devises convertibles en or, comptées au pair, soit en un crédit dans un compte spécial au Trésor sans intérêt.

En contrepartie du privilège d'émission qui lui a été concédé, la B.A.-O. est soumise à un contrôle de l'Etat et à certaines obligations. Elle verse notamment une redevance calculée sur la circulation fiduciaire. Cette redevance, répartie par l'Etat entre les territoires intéressés, doit être affectée soit au crédit agricole, soit à des institutions ou établissements publics destinés à favoriser le développement de l'agriculture.

Le Togo reçoit environ 5 % du montant de la redevance. Cette ristourne est affectée au Fonds commun des sociétés indigènes de Prévoyance, seul organisme de crédit agricole existant actuellement dans le Territoire.

Des parts bénéficiaires ont été créées au profit de la puissance publique; le Togo perçoit annuellement 5 % du revenu de ces parts, dont l'affectation est identique à celle du produit de la redevance.

La Banque de l'Afrique-Occidentale a une succursale à Lomé.

II. — BANQUES ET CRÉDIT

En dehors de la B.A.-O. qui effectue également les opérations courantes des banques de commerce, il existe à Lomé :

La Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (B.N.C.I.).

La B.N.C.I. est une banque nationalisée métropoli-

taine dont le siège est à Paris, 16, boulevard des Italiens. L'agence de Lomé, ouverte au début de 1946, effectue principalement les opérations suivantes :

— Ouvertures de comptes de dépôts et de comptes courants;

— Escompte, crédit documentaire, avances diverses.

Le Crédit Lyonnais, également banque nationalisée dont le siège est aussi à Paris. Ouverte en 1951, l'agence de Lomé effectue les mêmes opérations que l'agence de la B.N.C.I.

Il existe également dans le Territoire une direction locale de la Caisse centrale de la France d'outre-mer. Le siège de cet organisme est à Paris.

Cet organisme est un établissement public autonome. Il effectue des opérations conformément aux règles en usage dans les établissements commerciaux ou bancaires.

La direction locale de la Caisse centrale est plus spécialement chargée de la gestion comptable du Fonds

d'investissement pour le Développement économique et social des Territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.).

Usant de ses ressources propres, elle apporte également son aide financière sous forme de participations ou de prêts à courts, moyens et longs termes, aux territoires et organismes publics et aux entreprises privées dont l'activité contribue à la mise en valeur et à l'équipement économique des territoires.

41. — Enfin la Caisse d'épargne, gérée par le service des Postes et Télécommunications du Togo, est destinée à recevoir les dépôts des petits épargnants. Elle sert un intérêt de 3 %.

III. — CHANGE

1^o GÉNÉRALITÉS

39. — Les opérations de change avec l'étranger sont soumises à la réglementation applicable à l'ensemble des Territoires de la France d'outre-mer. L'application de cette réglementation est assurée par un Office local des Changes, établissement public dont le directeur est nommé par arrêté du Commissaire de la République sur proposition du directeur général de la Caisse centrale de la France d'outre-mer, à Paris.

L'Office local des Changes est géré par la C.C.F.O.M. qui prend à sa charge la totalité des frais de fonctionnement. Les opérations de change ne comportent aucune commission au profit de l'Office des Changes qui ne dispose donc d'aucune recette propre.

L'Office local des Changes contrôle toutes les opérations en devises étrangères selon les instructions qu'il reçoit de la C.C.F.O.M.-Paris. Ces instructions sont diffusées aux banques locales, intermédiaires agréés, et certaines sont publiées au *Journal Officiel* du Togo sous forme d'avis de l'Office des Changes.

Le change entre le Togo et la zone franc est entièrement libre. La monnaie locale est le franc C.F.A. qui s'échange librement contre toutes les monnaies de la zone franc sur la base de 1 franc C.F.A. pour 2 francs métropolitains.

2^o OPÉRATIONS DE CHANGE AVEC L'ÉTRANGER

Les opérations soumises à l'autorisation de l'Office des Changes peuvent être classées en quatre catégories :

A. — OPÉRATIONS COMMERCIALES

a) Les importations.

Les importations en provenance de l'étranger font l'objet de licences d'importation délivrées par le Service des Affaires Economiques, domiciliées chez une banque intermédiaire agréée locale et visées par l'Office des Changes dans la limite des besoins et des disponibilités de la Métropole, dans le cadre des accords avec les différents pays étrangers.

Le détail de ces allocations pour l'année 1954 faisant ressortir le solde disponible au 31 décembre 1953 et les crédits nouveaux notifiés en 1954 est donné dans un tableau annexe.

Les exportateurs bénéficient d'autre part, de la possibilité de garder en compte chez les banques domiciliaires une partie du règlement de leurs exportations à destination de l'étranger appelée « compte E.F.Ac ».

Le pourcentage pouvant être gardé par l'exportateur est de 10 % du règlement des exportations pour tous les pays, ce pourcentage étant porté à 25 % quand les exportations ont donné lieu à une cession effective de dollars des U.S.A. ou quand les exportations ont été effectuées à destination du Canada, du Mexique ou du Pérou.

Pour l'année 1954 il a été autorisé des importations imputables sur compte E.F.Ac des règlements pour un total de \$ M.C. 736.895 soit 257.913.250 francs métropolitains.

Le total des crédits en compte E.F.Ac pour la même année s'est élevé à \$ M.C. 1.531.200 soit 535 millions 920.000 francs métropolitains.

La différence entre ces deux montants représente le solde des comptes E.F.Ac encore disponible au 31 décembre 1954.

Le financement des importations se fait par l'intermédiaire de la banque locale domiciliaire de la licence et après autorisation de l'Office des Changes, donnée sur justification de la réalité de l'opération.

b) Les exportations.

Les exportations à destination de l'étranger font l'objet de licences d'exportations délivrées par le Service des Affaires Economiques et de déclaration d'exportation engagement de cession de devises domiciliées chez une banque intermédiaire agréée locale et visées par l'Office des Changes qui précise les conditions de règlement.

Le règlement de ces exportations doit être effectué par cession de devises du pays destinataire des marchandises ou par débit du compte E.F.Ac de la nationalité du pays destinataire. Ce règlement se fait obligatoirement par l'intermédiaire de la banque domiciliaire de cette licence.

B. — OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Des autorisations de cession de devises ou de créditement de compte étranger en francs peuvent être autorisées en faveur de personne résidant au Togo pour des paiements à l'étranger n'ayant pas un caractère commercial (économies des travailleurs étrangers, secours, frais de congé, frais de scolarité) selon les instructions de la C.C.F.O.M. qui se conforme aux conditions des accords de paiement conclus avec les pays étrangers.

C. — OPÉRATIONS POUR VOYAGEURS

L'Office des Changes accorde des autorisations d'achat de devises aux voyageurs se rendant à l'étranger, soit à titre touristique, soit en voyage d'affaires dans les limites des règlements en vigueur et sur présentation d'un passeport en cours de validité visé pour le pays de destination.

Par tolérance, pour des Togolais se rendant au Togo sous tutelle britannique et en Gold-Coast le carnet de voyage en cours de validité est considéré comme suffisant pour obtenir cette allocation de devises.

Les voyageurs à destination de la zone franc ne sont pas limités dans le montant qu'ils peuvent emporter en billets ou moyens de paiement libellés en monnaie française. Les monnaies et moyens de paiement étrangers sont limités aux cessions qui ont été autorisées par l'Office des Changes.

Depuis le 12 juillet 1954 la tolérance à l'exportation à destination de l'étranger des billets émis par un Institut d'Emission de la zone franc et libellés en francs (métropolitain, C.F.A., C.F.P.) a été portée à 20.000 francs par personne.

L'importation de monnaie et moyens de paiement étrangers est libre. Toutefois, certaines de ces devises étrangères sont soumises à l'obligation de dépôt chez une banque intermédiaire agréée dans un délai maximum de quinze jours.

Sont soumis au dépôt obligatoire les billets libellés en \$ canadiens, \$ U.S.A., écus portugais, francs belges, francs de Djibouti, francs suisses, liras italiennes.

D. — OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS

La réglementation régissant les investissements étrangers en zone franc est très libérale, en particulier les

étrangers investissant des capitaux en territoire français ont toute facilité moyennant l'accomplissement de certaines formalités de pouvoir rapatrier le produit de la liquidation de leurs investissements.

Il est à noter que les bénéfices des Sociétés étrangères installées dans le Territoire peuvent être transférés à leurs sièges étrangers sans aucune difficulté.

Les investissements entre le Togo et la Métropole ne sont soumis à aucune restriction du fait même de la conversion absolument libre du franc C.F.A. et du franc métropolitain.

3^e VOLUME DES OPÉRATIONS DE CHANGE TRAITÉES EN 1954

Un tableau « Entrées et sorties de devises » donne le détail des opérations en devises faites durant l'année 1954.

Il s'agit pour les « entrées de devises » de paiements effectivement reçus et pour les « sorties de devises », en dehors des comptes E.F.Ac où les opérations ont été effectivement réalisées des autorisations données par l'Office des Changes dont certaines ne seront exécutées pour leur totalité qu'au début de l'année 1955.

Par ailleurs, les importations ou les exportations en provenance ou à destination de la Gold-Coast et du Togo Britannique effectuées au titre du trafic frontalier ne font pas l'objet d'opérations en devises et ne figurent pas dans cet état, que ce trafic entre ou non dans les statistiques douanières.

* * *

Il faut souligner les résultats exceptionnels de l'année 1954, le total des recettes des opérations de change sur l'étranger s'élevant à 3.251.875.000 francs métropolitains et le total des dépenses à 1.882.055.000 francs métropolitains, la balance des paiements sur l'étranger présentant donc un solde créditeur de 1.363.820.000 francs métropolitains.

Ces résultats justifient l'effort fait durant l'année 1954 pour augmenter les exportations sur l'étranger.

IV. — TAUX DE CHANGE

40. — Le taux de change du franc par rapport aux devises étrangères n'a subi que quelques modifications pendant l'année 1954.

Les cours des devises des pays dont les rapports avec le Togo sont les plus courants sont les suivants :

Marché libre.

Dollar U.S.	F.M.	350
Franc suisse		80,04
Franc belge		7
Escudos		12,174

Marché officiel.

Livre sterling.....	F.M.	980
Deutsch mark		83,335
Florin hollandais		92,10
Couronne danoise		50,6725
Couronne suédoise		67,65
Couronne tchèque		48,61
Lire italienne		0,5602
Mark finlandais		1,521
Dinar yougoslave		1,1665
Couronne norvégienne		49

ÉCONOMIE DU TERRITOIRE

CHAPITRE I

GÉNÉRALITÉS

1^o STRUCTURE ET SITUATION ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

42. — La structure économique générale du Togo est restée en 1954 d'ordre essentiellement agricole. Cependant, les premières exportations de phosphates et de chromite ont eu lieu en 1954, exportations certes minimales mais qu'il est néanmoins permis de considérer comme la promesse d'exportations importantes.

Le plan quadriennal, succédant au premier plan de développement et d'équipement, a pris un vigoureux départ en 1954, consacrant la majeure partie des ressources prévues à l'accroissement de la production et de la productivité agricole et au développement des ressources pastorales et forestières.

Les industries de préparation et de transformation des produits du cru ont toutes augmenté leur production.

L'huilerie d'Alokoégbé a produit, pour sa première campagne, 658 tonnes d'huile de palme tandis que la savonnerie de Bê pour sa première campagne également, sortait 210 tonnes de savon.

Dans le domaine des recherches minières, des études entreprises pour déterminer avec précision tous les éléments utiles pour une exploitation industrielle des gisements de phosphates de la région d'Anécho ont été poursuivies. Leurs résultats sont parfaitement encourageants.

Ainsi les tendances qui avaient caractérisé l'économie du Togo en 1953 se sont confirmées en 1954 :

- Augmentation de la production agricole ;
- Amélioration de la qualité des produits du cru ;
- Développement des industries de transformation ;
- Mise en exploitation des richesses du sous-sol.

2^o ACCROISSEMENT DU REVENU NATIONAL DU TERRITOIRE

Pour les mêmes raisons que celles indiquées au rapport de l'année précédente, le Togo ne dispose pas d'évalua-

tion du revenu national. On peut toutefois se faire une idée du sens de son évolution par l'examen de différents indices : chiffres du commerce extérieur, des recettes fiscales, de la circulation monétaire, des salaires et des prix qui montrent tous un accroissement aussi bien du revenu national que de la richesse industrielle.

3^o LA CHAMBRE DE COMMERCE D'AGRICULTURE ET D'INDUSTRIE

44. — La réorganisation de la Chambre de Commerce en une « Chambre de Commerce d'Agriculture et d'Industrie » a vu le jour le 11 mai 1954.

La nouvelle section spéciale agricole et industrielle comprend au total cinq membres dont trois titulaires et deux suppléants. Un membre titulaire et un suppléant doivent être obligatoirement industriel ou entrepreneur. L'arrêté du 11 mai 1954 a fixé par ailleurs, à dix titulaires et six suppléants la composition de la section commerciale.

Le collège électoral de la section nouvellement créée comprend :

1^o Tous les chefs d'exploitations agricoles ou industrielles, d'élevage ou forestières dans lesquelles le capital utilisé dépasse un million de francs.

2^o Tous les propriétaires ruraux faisant valoir leurs biens de façon pérenne et justifiant d'une mise en culture ou d'une exploitation sur une superficie d'au moins 10 hectares.

3^o Tous les éleveurs propriétaires d'au moins cent têtes de bovidés.

Pour le reste, les attributions générales et le fonctionnement de la Chambre de Commerce telles qu'elles ont été définies dans le rapport de l'année 1952 n'ont pas été sensiblement modifiées par l'arrêté du 11 mai 1954.

CHAPITRE II

PRINCIPES ET PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT

LE PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU TOGO

A. — PRINCIPES ET MÉTHODES

45-46. — Elaborée lors de la Conférence africaine de Brazzaville en 1944, l'idée d'une subordination à un plan de développement de l'ensemble des possibilités des Territoires d'outre-mer se trouvait concrétisée par la loi du 30 avril 1946, dont le texte devait par la suite, prendre l'aspect d'une véritable charte économique de la Métropole et des Territoires d'outre-mer. La Métropole entendait par là affirmer sa volonté de promouvoir rapidement les Territoires en pays modernes en leur procurant les moyens d'assurer le progrès économique et social des populations et d'assurer une économie d'Union Française prospère.

Le plan décennal s'inscrivait donc comme une œuvre de solidarité dans laquelle les intérêts des Territoires et de leurs populations venaient en tout premier lieu.

C'est dans cet état d'esprit qu'ont été conçus et réalisés les programmes d'équipement des années 1948 à 1953, et c'est la même politique qui inspire le plan pour la période 1953-1957.

Il ne peut y avoir d'amélioration des conditions d'existence des individus sans accroissement des richesses, sans valorisation de l'effort de production. L'élévation du niveau de vie par l'accroissement de la production constitue d'ailleurs la première des réalisations sociales et la condition même de toutes les autres.

Le premier plan a consacré la majeure partie de ses moyens (92 %) à des dépenses d'infrastructure et sociale, le nouveau plan quadriennal au contraire se propose de consacrer plus de 50 % de ses crédits à des dépenses ne concernant que la production.

La répartition des dépenses du plan pour la période 1948-1953, soit :

Dépenses générales	0,5	%
Production	7,5	%
Infrastructure	58	%
Social.....	34	%

se trouvait justifiée par le fait qu'au lendemain des hostilités l'effort à consentir devait permettre la remise en état, la reconstitution et le développement de tout l'outillage économique du Togo alors parvenu aux limites de l'usure, de plus, la conjoncture économique impliquait un développement immédiat des moyens de communications, et il est certain que cet appareil économique rénové, s'il a déjà joué un rôle important, en jouera un encore plus important dans les années à venir.

Mais l'expérience des cinq années passées a montré qu'en ce qui concerne la Santé et l'Enseignement, les réalisations entraînaient rapidement un accroissement des charges d'entretien pesant sur les Finances locales.

C'est donc bien, en définitive, dans l'intérêt du Territoire que dans cette nouvelle phase de l'action, l'essentiel de l'effort doit être porté sur la *Production*.

De plus, la modification très importante qui a été apportée à compter du 1^{er} juillet 1953 au mode de financement des opérations nouvelles et qui porte à 75 % (au lieu de 55 %) la part des subventions de la Métropole a permis au territoire du Togo de prévoir un plan plus large puisque sa contribution propre était réduite de 45 à 25 % du montant des opérations.

Le service des Affaires Economiques et du Plan a assuré comme par le passé la direction de l'exécution du plan, la coordination entre services techniques et financiers et les circonscriptions administratives, la synthèse et la mise au point des programmes de travaux, réalisant ainsi l'unité de vue et d'action indispensable.

B. — EXÉCUTION DU PLAN DURANT L'ANNÉE 1954

Au 31 décembre 1954 les dotations totales étaient les suivantes :

	Fr. C.F.A.
Autorisations d'engagement	2.958.524.000
Crédits de paiement accordés.....	2.848.124.000

Les crédits utilisés se répartissaient comme suit :

Fr. C.F.A.

Autorisations d'engagement	2.677.543.329
Crédits de paiement accordés.....	2.641.156.364

La répartition par secteur d'activité se présente comme suit :

Dotations totales autorisées :

Production ...	396.000.000 de francs C.F.A., soit 14 %
Infrastructure.	1.589.000.000 de francs C.F.A., soit 53 %
Social	973.000.000 de francs C.F.A., soit 33 %

Les crédits de paiement effectivement utilisés au cours de l'année 1954 s'élèvent à :

597.083.506 francs C.F.A.

dont 301.981.142 sur les programmes anciens ;

et 295.102.364 sur le nouveau plan quadriennal.

Les crédits de paiement se divisent en dépenses d'équipement et dépenses de main-d'œuvre.

Pour 1954 on peut estimer à plus de 100 millions de francs C.F.A. les crédits qui ont été utilisés pour rémunérer la main-d'œuvre employée aux travaux relatifs à l'Agriculture et Eaux et Forêts, la réfection de la voie de chemin de fer et des routes, le creusement de nombreux puits, etc.

Examinons maintenant quelles ont été les dépenses effectuées dans chacun des grands secteurs d'activité.

PRODUCTION

Dans ce domaine la part la plus importante revient à l'agriculture pour qui 53 millions de francs C.F.A. ont été utilisés en crédits de paiement au titre du nouveau plan quadriennal (seconde partie du plan décennal 1948-1957) et 12 millions de francs C.F.A. sur les programmes anciens (première partie du plan décennal).

Ces crédits ont permis, d'une part l'achèvement de l'infrastructure agricole (finition et équipement des fermes-écoles et des centres-pilotes), d'autre part le lancement d'opérations dites de « vulgarisation agricole » et dont le but est d'augmenter la production par l'amélioration du rendement et non pas seulement par l'accroissement des superficies cultivées.

Il ne faut d'ailleurs pas se dissimuler que le Togo, petit pays de 55.000⁷ kilomètres carrés environ, a dû déjà pour nourrir ses habitants (densité : 18 habitants au kilomètre carré) mettre en valeur la presque totalité de ses terres cultivables. Malheureusement l'absence de méthode et le mode de culture itinérante et extensive ont transformé une grande partie des champs et de la forêt en des terres arides et sèches. L'effort doit donc constituer en une mise en valeur des quelques terres riches existant encore (région comprise entre le Mono et l'Ogou) et surtout en des travaux de conservation et de régénération de sols.

C'est à cette tâche que s'attaquent dès cette année les services agricoles, forestiers et d'élevage.

Les services agricoles s'occupent de l'amélioration du rendement par sélection des plants ou des graines, des terres et des méthodes, par l'emploi du fumier de ferme et des engrais minéraux.

Un vaste programme de mixed-farming a donc été entamé et les résultats acquis montrent l'intérêt qu'y portent déjà les populations autochtones.

Les services forestiers de leur côté s'attachent à la régénération des forêts (en 1954, 617 hectares ont été reboisés) et surtout aux travaux de conservation des sols : travaux anti-érosifs, fixation des terres, retenue des eaux de pluie, aménagement des plaines basses et des thalwegs, etc. Evidemment, ces travaux sont menés en accord et en collaboration avec les services d'Agriculture qui ont pour tâche de mettre en valeur les terres récupérées. Un vaste programme de pisciculture vient d'être mis en route à la suite des travaux faits sur les cours d'eau et qui ont permis la création de lacs ou des bassins artificiels (à propos de cet élevage de poissons, les populations témoignent dès maintenant un intérêt qui dépasse même les espoirs nés au début de l'opération).

Le service de l'Elevage de son côté a mis l'accent sur le développement rapide du troupeau, sur une protection sanitaire plus complète et une amélioration de la race existante par l'introduction sur tout le territoire d'une race venue du Fouta-Djallon, la N'Dama qui fournit des animaux plus grands, plus forts et plus résistants.

Outre la viande consommable et le lait, ces animaux sont destinés à fournir la traction nécessaire à la culture attelée et surtout du fumier de ferme dont dépend essentiellement la transformation de la culture itinérante et extensive en une culture sédentaire et intensive plus productive et dont l'action n'a pas l'inconvénient d'épuiser les sols.

Le détail des crédits de paiement employés en 1954 au titre de la production est le suivant :

	Fr. C.F.A.
Arachides	9.000.000
Coton.....	30.000.000
Palmier à huile	10.000.000
Café	5.00.0000
Riz.....	600.000
Centres-pilotes, vulgarisation, etc.....	10.400.000
Total Agriculture	65.000.000
Reboisements.....	8.900.000
Conservation des sols.....	6.100.000
Total Eaux et Forêts.....	15.000.000
Protection sanitaire	800.000
Amélioration de l'Elevage	5.900.000
Total Elevage	6.700.000

INFRASTRUCTURE

Au titre de l'équipement de base les crédits de paiement utilisés en 1954 s'élèvent à 318,8 millions de francs C.F.A., se décomposant comme suit :

1^o *Chemin de fer* : 57,5 millions de francs C.F.A.

Ces crédits ont permis de payer le reliquat des factures relatives au matériel roulant déjà mis en service (locomotives, wagons, autorails, etc.) dont il a été fait mention lors des précédents rapports, et la poursuite de la substitution du rail allemand usé et trop faible d'un rail neuf et plus fort permettant le passage des autorails à pleine charge et de trains plus lourds.

Près de dix kilomètres de voie ont été réalisés.

2^o *Wharf de Lomé* : 92 millions de francs C.F.A.

Le wharf de Lomé a été agrandi (allongement de 40 mètres) et les travaux de renforcement se poursuivent. D'autre part, trois nouvelles grues (une de 10 tonnes et deux de 5 tonnes) ont été commandées. Complètement équipé, ce wharf permettra très bientôt, avec ses neuf grues, le déchargement et le chargement simultané de trois bateaux en rade.

3^o *Routes et ponts* : 137 millions de francs C.F.A.

Dont 98 millions pour la route Blitta-Haute-Volta, grand axe interterritorial. Les dépenses ont consisté en l'achat d'engins de génie civil (bull-dozers, motorgraders, rouleau compresseur, marteau-piqueur, etc.) et en travaux d'aménagement de route et de construction de ponts. La faille de Bafilo a été agrandie et contournée par une nouvelle route ce qui permet un sens unique et la libre circulation des véhicules de gros tonnage. De nombreux ponts provisoires ont été remplacés par des ouvrages en béton (on compte au total près de cent ouvrages d'importance différente).

Et 39 millions pour les routes de desserte de la production, soit environ 140 kilomètres de routes nouvelles qui ouvrent à la production des régions jusqu'alors incultes et parfois même inhabitées (les régions mises en valeur pour la culture du coton et celles de l'arachide) et les routes de la palmeraie du sud du Territoire.

Comme il s'agit de routes nouvelles, la plus grande partie des dépenses consiste en des salaires de manœuvres et ouvriers spécialisés, les ouvrages d'art n'étant, en général, pas très importants.

4^o *Postes et télécommunications* : 32 millions de francs C.F.A.

La modernisation du réseau téléphonique et radio-téléphonique s'est poursuivie activement durant l'année 1954.

Les lignes directes Lomé-Sokodé et Lomé-Palimé ont pu être effectuées entièrement et au 31 décembre les

conversations téléphoniques avec ces deux centres et les cabines desservies par eux sont excellentes.

L'audition est parfaite et la rapidité d'obtention de communication est très satisfaisante. Les résultats acquis sont étonnants, les populations portent un intérêt considérable à ce genre de communication et on assiste dès maintenant à un véritable engouement pour le téléphone.

RÉALISATIONS SOCIALES

Le plan a consacré 187 millions de francs C.F.A. en 1954 pour les réalisations sociales dont :

85 millions pour la Santé
et 82 millions pour l'Hydraulique.

Santé. — L'hôpital de Lomé, vaste formation sanitaire de 390 lits a vu son équipement complété par une clinique payante de 40 lits; une maternité de 60 lits est en cours de réalisation, ce qui portera à près de 500 lits sa capacité.

La lutte antipaludique a été activement poursuivie par le Service d'Hygiène, grâce à la collaboration du F.I.S.E. qui fournit de son côté les matériels et produits insecticides.

Le traitement de 6.000 hectares de terres et de lagunes a été entrepris et est poursuivi sans discontinuité par des équipes de pulvérisateurs spécialisés.

Hydraulique. — Le vaste programme d'alimentation en eau des populations togolaises entrepris déjà depuis de nombreuses années a permis la réalisation de l'adduction en eau courante des villes de Lomé, Tsévié, Palimé, Bassari; le forage de plus de 1.510 mètres de forages profonds, le creusement de plus de 600 puits (soit près de 10 kilomètres creusés) et leur équipement (pompes, stations de pompage, treuils, châteaux d'eau, etc.) se sont activement poursuivis durant l'année 1954.

Durant cette année un gros effort a été fait dans le nord du Togo où les populations ne peuvent creuser leur puits elles-mêmes du fait de la texture rocheuse du sol. Les services administratifs ont donc contribué au creusement de nombreux puits en employant des marteaux pneumatiques et des explosifs. La campagne de forages profonds s'est poursuivie sans interruption dans les Cercles de Tsévié et Anécho où les nappes d'eau sont parfois à des profondeurs dépassant 300 mètres et où il ne peut être envisagé le creusement de puits ordinaires.

Une campagne de reconnaissance hydraulique a été entreprise sur le territoire, campagne qui doit s'accompagner durant 1955 d'une reconnaissance géophysique et sismique menée par une entreprise spécialisée.

En définitive, 1954 apparaît à l'image de l'année 1953, comme une période de transition entre les deux parties du plan décennal l'une faisant une large part à l'équipement, la seconde mettant l'accent sur le développement de la production.

CHAPITRE III

PLACEMENTS DES CAPITAUX

47. Comme il a déjà été noté dans le rapport de l'an dernier ce sont les réalisations du F.I.D.E.S. qui constituent encore l'essentiel des investissements au Togo.

La contribution de la Métropole est de 75 %, celle du Territoire, 25 %.

Ce sont ces 25 % qui résultent d'avances de la Caisse Centrale de la France d'outre-mer. Ces avances sont consenties au taux de 2,2 % pour une durée de trente ans.

Voici le relevé des conventions passées entre la Caisse Centrale de la France d'outre-mer et le Territoire (après délibération de l'Assemblée Territoriale) ainsi que le montant des sommes réellement avancées.

Tranche	Date des conventions	Sommes avancées
1947-1948	25 août 1947.... Fr. C.F.A.	61.599.415
1948-1949	16 juillet 1948.....	40.089.107
1949-1950	14 décembre 1948	185.723.010
1950-1951	17 mars 1950	177.678.965
1951-1952	7 mai 1951	171.271.500
1952-1953	10 juin 1952.....	238.490.660

Tranche	Date des conventions	Sommes avancées
1953-1954	24 décembre 1952, 6 mai 1953	113.954.545
1954-1955	24 novembre 1953, 17 mars 1954	41.208.170

Au 31 décembre 1954 les sommes réellement avancées par la Caisse centrale au Territoire se montaient donc à 1.030.015.372 francs C.F.A.

Au 31 décembre 1954 le Territoire avait versé à la Caisse Centrale depuis l'ouverture de la période d'amortissement la somme de 51.126.082 francs C.F.A., dont 23.063.041 au titre de 1954.

* *

Les investissements privés en 1954 sont d'environ 56.760.000 francs C.F.A. au titre de constitutions de capital et de 93.687.000 francs C.F.A. au titre d'augmentation de capital.

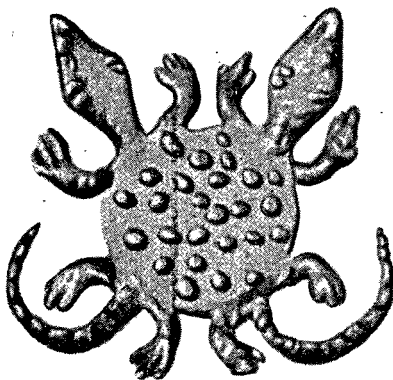
Des espoirs d'investissements beaucoup plus considérables sont permis maintenant que les recherches concernant les gisements de phosphates sont sur le point d'être terminées et que la phase d'exploitation va s'ouvrir.



CHAPITRE IV

ÉGALITÉ EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE

48. — Tous les éléments, toutes les sections de la population, qu'il s'agisse des autochtones ou des non-autochtones, qu'il s'agisse des ressortissants des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, de ceux des Etats non membres ou de ceux de la Puissance administrante jouissent au Togo exactement des mêmes droits en matière économique.

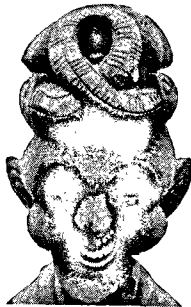


CHAPITRE V

DETTES PRIVÉES

49. — Ni l'usure qui est inconnue, ni la question des dettes privées ne soulèvent de problèmes ou de difficultés au Togo. L'endettement n'existe ni parmi les populations rurales qui auraient plutôt tendance à thésauriser, ni parmi les populations urbaines et les travailleurs salariés qui bénéficient d'un revenu régulier et suffisant et n'ont recours à l'emprunt que dans des cas

exceptionnels. La plupart du temps les emprunts sont effectués en vue de construire une maison d'habitation et seul, en fait, le Fonds commun des Sociétés de Prévoyance, organisme administratif, consent de tels prêts après s'être entouré de toutes les garanties habituellement requises en cette matière.



Quatrième section

RESSOURCES, ACTIVITÉS ET SERVICES ÉCONOMIQUES

CHAPITRE I

GÉNÉRALITÉS

1^o LES SERVICES ÉCONOMIQUES ET LA POLITIQUE POURSUIVIE

50 a. — L'activité économique du Territoire est dirigée par le Service des Affaires Economiques et du Plan qui, sous l'autorité du Secrétaire Général coordonne l'action des services ci-après :

1^o Le Service de l'Agriculture réorganisé par un arrêté du 23 septembre 1938 et dont le rôle est triple : étude, vulgarisation agricole, lutte phytosanitaire.

Au Service de l'Agriculture est rattaché depuis l'année 1950 le Service du Contrôle du Conditionnement des produits.

2^o Le Service de l'Elevage réorganisé par un arrêté du 3 avril 1943.

Il se consacre d'une part à la surveillance sanitaire des animaux et à la lutte contre les épizooties, d'autre part à l'amélioration du cheptel. La pêche maritime dépend aussi du Service de l'Elevage.

3^o Le Service des Eaux et Forêts, réorganisé par un arrêté du 22 décembre 1954 (n^o 1095-54 AD/EF). Il a pour attribution principale l'Administration générale du domaine forestier.

Un organisme appelé « Direction de l'Economie

Rurale » a de plus été créé par arrêté du 8 décembre 1954 (n^o 1045-54 SG/AG). Il a pour but de coordonner l'action des divers services intéressés par la conservation des sols.

Le Service des Affaires Economiques traite directement et en liaison avec la Chambre de Commerce toutes les questions relatives au commerce intérieur ou extérieur le régime des prix, la répartition des moyens de paiement sur l'étranger, etc.

A ce Service sont, en outre, rattachés le Fonds Commun des Sociétés de Prévoyance, la section de Statistiques et le Bureau du Plan.

Les diverses dispositions réglementaires se rapportant aux ressources économiques sont orientées dans le sens de l'éducation des producteurs autochtones et de l'augmentation de leurs revenus.

2^o MODALITÉS D'ORGANISATION DE LA PRODUCTION

50 b, c, d. — Cette politique d'éducation du paysan est à la base de l'organisation de la production ; elle est réalisée dans le cadre des fermes-écoles et centres-pilotes du Service de l'Agriculture, des mutuelles scolaires du Service de l'Enseignement et enfin,

des Sociétés de Prévoyance. Il ne suffit pas toutefois d'éduquer le producteur, il faut aussi l'aider. Cette aide qui constitue le second aspect de l'organisation de la production est réalisée soit sous forme d'aide en nature, soit sous forme de prêt, soit sous forme d'actions techniques exécutées au profit des cultivateurs. On entend par aide en nature les distributions de plants, de semences ou d'engrais et les fournitures d'outillage ou d'animaux effectuées par le Service de l'Agriculture tant au titre du plan F.I.D.E.S. que du Fonds de Soutien et d'Equipe-ment de la production locale ou par les Commandants de Cercle dans le cadre des activités des Sociétés de Prévoyance.

Les prêts en argent aux cultivateurs sont accordés soit par les Sociétés de Prévoyance, soit par le Fonds Commun desdites sociétés pour la mise en valeur de terrains incultes ou la modernisation des installations existantes.

Parmi les actions techniques exécutées directement ou indirectement au profit des cultivateurs on signalera notamment les campagnes de lutte phytosanitaire, les défrichements exécutés avec des moyens mécaniques puissants et les constructions de routes de dessertes de la production, toutes opérations financées soit par le plan F.I.D.E.S., soit par le Fonds de Soutien et d'Equi- pement de la production locale.

L'organisation de la vente des principaux produits du cru est du ressort du Service du Conditionnement des produits en ce qui concerne l'organisation du marché, et de celui du Service des Affaires Economiques en ce qui concerne l'évolution des prix. En principe les prix d'achat au producteur ne font pas l'objet d'une réglementation administrative et sont librement discutés entre acheteurs et vendeurs. Ils sont toutefois étroitement surveillés et il est courant que l'Administration intervienne en agis- sant sur les frais qui grèvent le produit entre le stade production et le stade exportation afin de maintenir le prix d'achat au producteur à un niveau sinon constant mais tout au moins rémunérateur. La production togo- laise de par sa variété, est en effet relativement faible pour chaque produit ou groupe de produits et elle ne peut avoir aucune influence sur les cours mondiaux ; il en résulte que les prix au producteur sont fixés en fonction de ces cours.

Le rapport de l'année 1952 (pages 98 et 99) fournit toutes explications sur le mécanisme de la formation et de la régularisation des prix de vente des produits ; aucun fait nouveau n'est, dans ce domaine à signaler pour l'année 1954.

Les produits sont mis en vente par les producteurs eux-mêmes sur les marchés dont un arrêté du 8 juin 1949 donne la liste. Le prix en est payé directement et immé- diatement au producteur par l'acheteur. Les ventes à crédits sont inconnues et les ventes en gros rares ; ces dernières sont généralement le fait des Sociétés de Pré- voyance qui rassemblent la production de leurs adhérents et la vendent soit au meilleur offrant soit au plus fort enchérisseur. Les adhérents reçoivent la totalité du prix payé.

Les débouchés sont recherchés par les sièges des mai- sons de commerce qui passent des contrats avec les ache-

teurs et en confient l'exécution à leurs agents locaux. Les ventes sont généralement effectuées F.O.B. Lomé.

a) Compte de soutien et d'équipement de la production locale.

Comme en 1953, les prix des produits approvisionnant le Compte de soutien sont restés à des niveaux élevés. Les prélèvements à l'exportation ont donc continué à s'appliquer et une part importante des ressources dis- ponibles a été affectée à la réalisation d'actions intéressant les zones dans lesquelles ces produits sont récoltés.

La section « Cacao » a financé, en 1954, les opérations suivantes :

1 ^o Actions phytosanitaires dans les cacaoyères	Fr. 3.245.000
2 ^o Améliorations du réseau routier d'éva- cuation du cacao	45.580.000

Il s'agit là de travaux d'une part d'entretien et d'amé- lioration du réseau des routes secondaires d'évacuation du cacao dans les Cercles de Klouto et d'Atakpamé — d'autre part, de création de routes nouvelles dans le but d'ouvrir à la production des zones dont l'isolement entravait le développement de la production.

3 ^o Achèvement de la ligne téléphonique de l'Akposso	Fr. 3.650.000
4 ^o Installation d'un bureau de conditionne- ment à Palimé	500.000
5 ^o Propagande cacao	150.000

Il s'agit là de la diffusion de notices à l'intention des cultivateurs de cacaoyers.

La section « Café » a financé en 1954 les opérations suivantes :

1 ^o Actions phytosanitaires dans les caféières. Création de pépinières. Distribution de primes à la plantation. Travaux de con- servation de l'état boisé dans les zones propices à la culture du caféier	Fr. 39.050.000
2 ^o Amélioration du réseau routier d'éva- cuation du café	41.800.000

Cette action complète l'action entreprise au titre de la section Cacao.

3 ^o Organisation de la poste rurale dans les secteurs de production du café.	1.000.000
4 ^o Installation d'une usine-pilote de condi- tionnement du café à Lomé	2.200.000
5 ^o Propagande café	500.000

Il s'agit de la propagande entreprise aux Etats-Unis en faveur de la variété Robusta.

La section « Cocotier » a financé en 1954 les opérations suivantes :

1 ^o Actions phytosanitaires dans les cocoteraies	Fr. 3.200.000
Il s'agit de la lutte contre les oryctès, de la lutte contre la maladie dite de Kaincope et d'achat d'engrais et de produits antiparasitaires.	
2 ^o Amélioration des routes de la cocoteraie	600.000

L'approvisionnement des trois sections visées ci-dessus s'est effectué de la manière suivante en 1954 :

Pour la section Cacao, versement de 5 francs par kilogramme exporté.

Pour la section Café, versement de 15 francs par kilogramme exporté.

Pour la section Cocotier, versement de 0,50 franc par kilogramme de coprah ou de coco râpé exportés.

Les autres sections du Compte de Soutien n'ont pas été approvisionnées en 1954, les produits intéressés n'ayant pas des cours qui leur permettent de supporter des prélèvements au profit du Compte de soutien.

b) Organismes économiques.

Les services ayant des activités économiques autres que la production, la distribution et la vente des produits sont :

Le Service des Travaux Publics.

Le Service des Mines.

Le Service des Postes et Télécommunications.

La Direction du Chemin de fer et du Wharf.

L'organisation et le fonctionnement de ces services sont exposés au cours des différents chapitres du présent rapport qui les concernent. On y trouvera en outre un compte rendu des actions menées et des réalisations effectuées dans le cadre de l'exécution du plan F.I.D.E.S.

A côté de ces services, il faut signaler les organismes para-administratifs chargés de la recherche scientifique et des études et expérimentations se rapportant à la production. Ce sont : l'Institut de Recherches pour le Coton et les Textiles exotiques (I.R.C.T.), l'Institut de Recherches pour les Huiles et Oléagineux (I.R.H.O.) et l'Office de Recherches Scientifiques et Techniques Outre-Mer (O.R.S.T.O.M.).

Le rapport de l'année 1952 avait mentionné comme Sociétés privées ou entreprises s'occupant des activités, ressources et services économiques, la Compagnie Générale du Togo à Agou et la plantation Gravillou à Mango ; il convient de leur ajouter la Société fermière de l'Huilerie d'Alokouégbé qui a pris en décembre 1953 la gérance de l'usine construite par l'I.R.H.O. pour le traitement Industriel des régimes de palmier à huile.

50 e. — Aucun monopole n'existe en droit ou en fait, l'agriculture, le commerce et l'industrie sont libres sous toutes leurs formes.

c) Organisation coopérative.

50 f. — Le mouvement coopératif s'étend progressivement, encouragé et aidé par l'Administration. C'est ainsi qu'un des spécialistes Togolais, qui sont formés chaque année en France en matière de coopération, s'est consacré, dans les derniers mois de l'année 1954, à redonner vie à une coopérative existante et à surveiller le démarrage d'une coopérative naissante dans le Cercle de Klouto.

Ce sont :

a) La Coopérative des Planteurs de café de Koumabala. Elle a continué à grouper les récoltes de café de ses soixante adhérents et a ainsi pu réaliser des ventes sur appel d'offres à des prix très élevés.

b) La Coopérative Agricole de Production et de Vente de Gadjagan qui a vu le jour en novembre 1954. Son but est l'exploitation en commun de terres de culture et le groupement des récoltes en vue de la vente. Elle a commencé ses travaux en décembre et pensait effectuer ses premières ventes dans le courant du premier semestre 1955.

Dans le Cercle d'Atakpamé, une autre coopérative de producteurs a été constituée en 1954, dite Coopérative des Agriculteurs du Litimé. Elle a pour objet le groupement et la vente des produits agricoles de ses membres.

3^o LA PROTECTION DES DROITS DES AUTOCHTONES

50 g, j. — On a vu qu'aussi bien dans le domaine de l'achat que celui de la vente des produits, les droits des autochtones sont sauvegardés. La production et le commerce sous toutes ses formes sont entièrement libres. En outre, des mesures administratives de protection interviennent lorsque la conjoncture économique mondiale se révélant mauvaise, le producteur autochtone se trouverait défavorisé. Un examen juridique de la concession telle qu'elle existe au Territoire fera mieux ressortir le fait que toute la production est aux mains des autochtones et le souci qu'a l'Administration de protéger les ressources du Territoire.

A. — CONCESSIONS

Dans le sens le plus général, on peut entendre par « Concession » toute attribution de terres faite par le Territoire sous certaines conditions (ordinairement obligation de construire dans les trois ans).

Ces concessions qui revêtent la forme juridique de concession peuvent être attribuées soit à titre gratuit, soit à titre onéreux.

La gratuité trouve sa justification dans le but poursuivi : social ou culturel.

C'est sous cette forme que s'opèrent les concessions de terrains domaniaux attribuées aux missions religieuses aux fins d'exercer leurs cultes et de poursuivre leur rôle d'éducateurs en construisant des écoles.

Par contre, la cession est faite à titre onéreux lorsque le bénéficiaire a obtenu un terrain pour en retirer un profit purement économique ; encore faut-il que l'activité du concessionnaire soit de nature à présenter une certaine utilité pour le développement économique et pour les populations.

C'est le cas des concessions urbaines attribuées aux enchères publiques aux maisons de commerce.

L'Administration n'a jamais octroyé de terrains ruraux propres à la culture à des non-autochtones si bien qu'au Togo, il n'y a pas de colons. Les concessions acquises à titre onéreux sont donc d'une très faible importance.

B. — ACQUISITIONS DE TERRAINS FAITES PAR LE TERRITOIRE

Il advient que les autochtones cèdent gratuitement au Territoire des terrains qui leur appartiennent, mais il s'agit de Biens de Collectivité dont ils font volontairement abandon dans un but : d'utilité publique ; c'est le mode constant pour l'installation de Services administratifs lorsque le Territoire ne dispose pas de terrains dépendant de son domaine privé.

Ainsi sont accordés volontairement au domaine du

Territoire des terrains en vue de la construction d'écoles publiques, de fermes-écoles, de dispensaires.

Ces terrains primitivement collectifs ne deviennent donc la propriété du Territoire que pour le mieux-être de tous.

L'Administration n'a recours au procédé de l'expropriation que dans des cas extrêmement rares et que lorsque cette procédure est largement justifiée par l'intérêt en cause et le profit économique ou moral que la collectivité ou le pays tout entier en retire.

En 1954, le Territoire du Togo n'a procédé à aucune expropriation pour cause d'utilité publique.

C. — CONTROLE DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE SUR LES OPÉRATIONS DOMANIALES

Il convient enfin de ne pas perdre de vue que, pour toutes « acquisitions, aliénations et échanges des propriétés mobilières et immobilières du Territoire », la décision de l'A.T.T. en vertu de l'article 34 du décret du 25 octobre 1946 est déterminante : l'autorité administrative n'a aucun pouvoir en la matière.

Quant aux cessions de terrains d'autochtones à des particuliers non-autochtones, elles ne sont autorisées que dans des cas très exceptionnels et après une étude approfondie de chaque demande.

La statistique sur l'occupation des terres du Togo résultant des immatriculations effectuées se présente au 31 décembre 1954, conformément au tableau ci-après

IMMATRICULATIONS RÉPARTITION PAR CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES DES TITRES FONCIERS AVEC LEUR SURFACE

CERCLES	AUTOCHTONES		NON AUTOCHTONES		DOMAINE PRIVÉ		ENSEMBLE	
	Nombre	Superficie en ha	Nombre	Superficie en ha	Nombre	Superficie en ha	Nombre	Superficie en ha
LOMÉ-TSÉVIÉ(1)	2.057	2.331,04	112	57,20	72	1.077,51	2.241	3.485,75
ANÉCHO	265	952,14	19	69	15	201	299	1.222,14
PALIMÉ	480	738,33	27	28	17	358	524	1.124,33
ATAKPAMÉ.....	200	447,49	75	52,78	18	366,66	293	866,93
SOKODÉ-								
LAMA-KARA(1)	90	23,07	41	358	13	1.334	144	1.715,07
MANGO-								
DAPANGO (1)...	14	3.207,03	7	0,64	5	392	26	3.599,67
TOTAUX....	3.166	7.699,10	281	565,62	140	3.749,17	3.527	12.013,89

(1) Les chiffres afférents aux nouveaux cercles de Tsévié, Lama-Kara et Dapango, restent incorporés dans ceux de Lomé, Sokodé et Mango.

Il est rappelé qu'un principe de droit administratif veut que les terrains domaniaux, dont l'administration n'envisage pas l'utilisation à des fins d'intérêts publics, soient mis en vente par adjudication. Les modalités de ces ventes sont fixées par l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927. Elles sont faites sous condition résolutoire et prennent le nom de « concessions », l'adjudicataire ne devenant définitivement propriétaire que s'il satisfait aux conditions du cahier des charges.

Le nombre et la superficie des terrains domaniaux concédés à titre provisoire et définitif s'établissait, au 31 décembre 1954, comme suit.

TERRAINS DOMANIAUX CONCÉDÉS

I. — TERRAINS URBAINS

a) Concessions provisoires.

Nationalité des détenteurs	Nombre des concessions	Superficie concédée	Observations
Français.....	43	14 ha 55 a 93 ca	Particuliers, sociétés et associations, y compris les missions religieuses.
Anglais.....	15	5 ha 26 a 75 ca	
Syriens.....	1	9 a	
Autochtones .	293	28 ha 16 a 70 ca	Particuliers et sociétés.
TOTAUX..	352	48 ha 8 a 38 ca	

N. B. — Ce tableau comprend à la fois les concessions à titre gratuit et celles à titres onéreux.

b) Concessions définitives.

Nationalité des détenteurs	Nombre des concessions	Superficie concédée	Observations
Français.....	45	20 ha 40 a 02 ca	
Anglais.....	15	2 ha 88 a 90 ca	
Libanais.....	3	35 a	
Autochtones .	160	18 ha 01 a 94 ca	
TOTAUX..	223	41 ha 65 a 86 ca	

II. — TERRAINS RURAUX

a) Concessions provisoires.

Nationalité des détenteurs	Nombre des concessions	Superficie concédée	Observations
Français.....	4	4 ha 67 a 87 ca	Société.
Belges.....	1	34 ha 50 a	—
Anglais.....	2	2 ha	—
Autochtones .	2	14 ha	Particuliers.
TOTAUX ..	9	55 ha 17 a 89 ca	

b) Concessions définitives.

Nationalité des détenteurs	Nombre des concessions	Superficie concédée	Observations
Français.....	4	324 ha 75 a	Particuliers, sociétés et associations, y compris les missions religieuses.
Autochtones .	3	12 ha	
TOTAUX..	7	336 ha 75 a	Sans changement.

CHAPITRE II

COMMERCE ET NÉGOCE

I. — PRODUCTION ET EXPORTATIONS

52-53-54. — Les ventes de produits contrôlés se sont

élevées en 1954 au total de 39.900 tonnes, marquant ainsi un progrès de 11 % par rapport à l'année précédente.

Années	1940	1942	1944	1946	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Milliers de tonnes..	31,6	25,6	33,8	19,1	31,9	18,7	29,8	26,6	27,07	36,0	39,9

Les remarques formulées à propos des chiffres de 1953 restent valables : la consommation locale augmente sans cesse et on doit se réjouir de la variété des produits qui entrent dans l'alimentation autochtone. Le maïs a surmonté la grave crise que la rouille lui a fait traverser.

Il est revenu à des prix normaux mais la forte demande intérieure ne permet pas d'envisager de substantiels achats en vue de l'exportation.

Les exportations de l'année 1954 se sont élevées à

49.530 tonnes, représentant en valeur 4.274 millions de francs C.F.A. Ces résultats traduisent une légère augmentation en tonnage (301 tonnes) et une très forte augmentation en valeur (1.539 millions de francs C.F.A.) dues à un accroissement relatif des exportations de cacao et de café.

Le tableau suivant permet de mesurer l'évolution de la situation.

Années	1940	1942	1944	1946	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Milliers de tonnes..	31,9	32,3	33,2	15,3	39,3	27,3	44,8	43,9	40,6	49,2	49,5
Millions de francs.	48	122	112	137	1.168	844	1.528	2.699	2.081	2.735	4.274

Il est bon d'examiner produit par produit l'évolution des exportations des principaux produits togolais.

On trouvera donc ci-dessous :

1^o Les tonnages exportés en 1954, 1953 et 1952.

2^o La valeur des exportations du produit considéré en 1954 et 1953, avec la part du produit considéré dans la valeur totale des exportations.

3^o Les pourcentages en valeur de la part des principaux clients de l'année 1954.

Cacao.

Exportations 1954.....	12.633 tonnes
— 1953	7.823 —
— 1952	4.461 —

Valeur 1954 : 2.329,6 millions de francs C.F.A., soit 54,5 %;

Valeur 1953 : 983,4 millions de francs C.F.A., soit 37 %.

Acheteurs : Union Française, 43,2 %; Etranger,

56,8 % ; dont U.S.A., 20,5 % ; Hollande, 18,8 % ; Italie, 6,7 % ; Allemagne, 4,2 %.

La forte augmentation des tonnages de cacao exportés en 1954 résulte, avant tout, des prix intéressants offerts aux producteurs et de l'abondance de la récolte locale.

La qualité du cacao exporté reste excellente.

Café.

Exportations 1954	4.086 tonnes
— 1953	2.843 —
— 1952	2.593 —
— 1937-1939	500 —

Valeurs 1954 : 820,2 millions de francs C.F.A., soit 19,1 %.

Valeur 1953 : 496 millions de francs C.F.A., soit 18 %.

Acheteurs : Union Française, 95,4 % ; Etranger (U.S.A.), 4,6 %.



Les tonnages exportés marquent une progression constante. Le cap des 4.000 tonnes a été dépassé en 1954 et il faut voir là le résultat des actions poursuivies dans le cadre du Compte de Soutien et d'Equiperment de la Production locale. L'extension des pépinières financée par ce Compte, de même que la distribution de primes à la plantation et les travaux effectués par les équipes phytosanitaires ont permis une bonne amélioration de la production.

Un certain tonnage de café Robusta a pu être placé aux Etats-Unis et l'effort entrepris à cet égard sera accentué à l'avenir.

Coprah.

Exportations 1954	5.911 tonnes
— 1953	7.422 —
— 1952	2.271 —

Valeur 1954 : 229,3 millions de francs C.F.A., soit 5,3 %.

Valeur 1953 : 292,9 millions de francs C.F.A., soit 11 %.

Acheteurs : Union Française, 100 %.

Un certain fléchissement des prix d'achat au producteur causé par le même fléchissement des cours mondiaux a entraîné une légère diminution des exportations.

L'industrie du coco râpé a continué ses progrès grâce à une amélioration de ses installations. Elle a porté ses exportations de 247 tonnes en 1953 à 329 tonnes en 1954.

Palmistes.

Exportations 1954	8.787 tonnes
— 1953	11.163 —
— 1952	8.156 —
— 1937-1939	10.000 —

Valeur 1954 : 225,8 millions de francs C.F.A., soit 5,2 %.

Valeur 1953 : 323,2 millions de francs C.F.A., soit 12 %.

Acheteurs : Union Française, 100 %.

Les cours d'achat au producteur qui avaient atteint 22 francs le kilogramme en janvier et février 1954 (base Tsévié) ont constamment fléchi à partir d'avril pour arriver à 15 francs en décembre 1954. Le niveau des exportations proche de 2.000 tonnes correspond néanmoins à une bonne production. Les acheteurs étrangers ne se sont pas présentés sur le marché des palmistes.

Huile de palme.

Exportations 1954	847 tonnes
— 1953	453 —
— 1952	316 —

Valeur 1954 : 35,1 millions de francs C.F.A., soit 0,8 %.

Valeur 1953 : 12,7 millions de francs C.F.A., soit 0,5 %.

Acheteurs : Union Française, 94,7 % ; Etranger, 5,3 %.

L'augmentation notable des exportations constatée en 1954 est le résultat de la mise en service de l'huilerie d'Alokoegbe en décembre 1953. Cette usine a produit 658 tonnes dans l'année. L'extension de ses installations est en cours et portera sa capacité de production à 2.000 tonnes d'huile.

La commercialisation de l'huile de palme de fabrication locale reste importante, mais, réservée au marché intérieur, n'apparaît pas dans les statistiques. Des tonnages non négligeables sont expédiés au Togo britannique et en Gold Coast.

Arachides décortiquées.

Exportations 1954	2.222 tonnes
— 1953	1.492 —
— 1952	3.714 —
— 1937-1939	2.000 —

Valeur 1954 : 94,1 millions de francs C.F.A. soit 2,2 %.

Valeur 1953 : 69,6 millions de francs C.F.A., soit 2,3 %.

Acheteurs : Union Française, 98,9 %.

Le relèvement des exportations traduit une meilleure récolte que l'année précédente mais ces résultats peuvent être sensiblement améliorés par la conjugaison d'une bonne récolte et de prix intéressants. L'intérêt de développer la consommation locale n'échappe pas, en même temps, à l'attention de l'autorité administrante.

Coton égrené.

Exportations 1954	1.079 tonnes
— 1953	1.442 —
— 1952	1.927 —
— 1937-1939	1.700 —

Valeur 1954 : 130,2 millions de francs C.F.A., soit 3 %.

Valeur 1953 : 147 millions de francs C.F.A., soit 6 %.

Acheteurs : Union Française, 100 %.

Les espoirs fondés sur la récolte 1954 ont été déçus. La dernière phase du développement des cotonniers a été contrariée par de mauvaises conditions météorologiques. A l'égrenage la récolte a fourni 1.075 tonnes alors que la moyenne habituelle est de 1.500 tonnes environ.

Les exportations de graines de coton se sont redressées, passant de 933 tonnes en 1953 à 1.357 tonnes en 1954, exportées en totalité vers la Grande-Bretagne.

Produits du manioc.

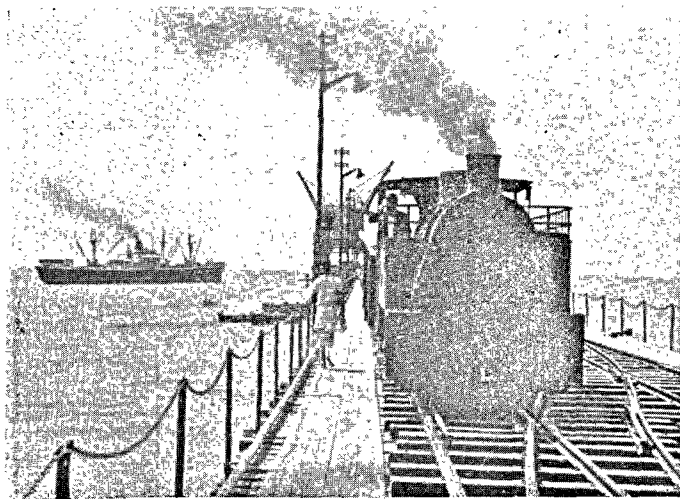
		Tapioca	Fécule	Farine (gari)
Exportations 1954		1.749	1.064	1.674
— 1953		4.343	1.296	1.744
— 1952		3.367	—	2.462
— 1937-1939		330	—	735
Valeurs 1954 (en millions)		46,3	37,4	20,7
Pourcentage		1 %	0,9 %	0,5 %
— 1953		93,5	33,3	18,5
Pourcentage		4 %	1,2 %	0,7 %

Acheteurs :

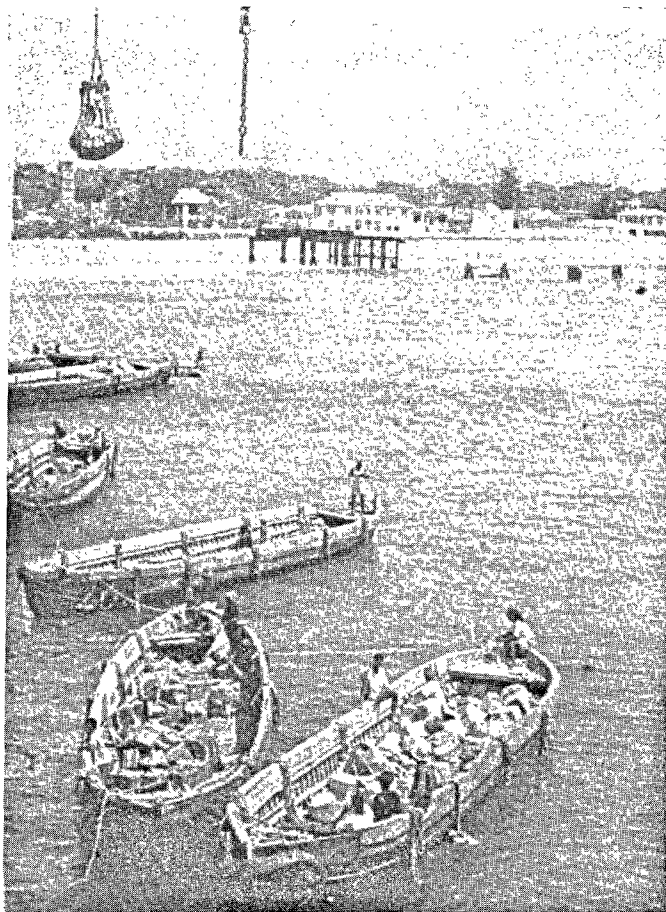
Tapioca : Métropole, 98,8 % ; Etranger, 1,2 %.
Fécule : Métropole, 99, % ; Etranger, 1 %.
Farine : Métropole, 13,7 % ; Etranger, 86,3 %.
(Gold Coast.)

Les exportations des trois principaux produits tirés du manioc ont en 1954, marqué un recul par rapport à 1953.

Pour le tapioca, la diminution provient des bas prix



Le port de Lomé.



Le port de Lomé.

résultant de l'encombrement du marché métropolitain. Le producteur s'est tourné vers la fabrication locale de la farine (gari).

Pour la fécule de manioc, la diminution des exportations réalisées par la Compagnie du Bénin, dont l'usine est installée à Ganavé en pleine zone de production du manioc, provient du fléchissement des prix de la fécule sur le marché mondial. On doit prévoir que les mesures d'aide à l'exportation, applicables à la fécule de manioc à compter du 1^{er} janvier 1955, permettront de redresser la situation en 1955.

En ce qui concerne le gari, les observations faites en 1953 à son sujet restent valables. Ses exportations sont essentiellement fonction de la situation des cultures vivrières des pays voisins. Une mauvaise récolte au Gabon ou en Gold Coast, la rouille du maïs au Dahomey peuvent faire varier dans de très grosses proportions les exportations de gari.

Graines de ricin.

Exportations 1954	375 tonnes
— 1953	332 —
— 1952	240 —
— 1937-1939	200 —

Valeur 1954 : 8,4 millions de francs C.F.A., soit 0,2 %.

Valeur 1953 : 9,8 millions de francs C.F.A., soit 0,4 %.

Acheteur : Métropole, 100 %.

La fabrication de matières plastiques à partir des graines de ricin permet d'escompter un certain développement de la commercialisation du ricin qui vient bien dans le sud du Cercle d'Atakpamé. Une société spécialisée étudie présentement la possibilité de garantir aux producteurs des prix fixés pendant une période de plusieurs années, afin de les encourager dans leur effort de production.

Produits du karité.

	Graines	Beurre
Exportations 1954	460	4
— 1953	907	2,4
— 1952	572	—
— 1937-1939	400	—

Valeur 1954 : 6,7 millions de francs C.F.A., soit 0,1 %.

Valeur 1953 : 13 millions de francs C.F.A., soit 0,5 %.

Acheteurs : Métropole, 93,7 % ; Etranger, 6,3 %.

Les exportations sont influencées par les prix pratiqués à l'achat au producteur et par l'irrégularité de la fructification des karités.

Le beurre de karité fait essentiellement l'objet d'un commerce intérieur.

Kapok égrené.

Exportations 1954	327 tonnes
— 1953	443 —
— 1952	227 —
— 1937-1939	230 —

Valeur 1954 : 44,5 millions de francs C.F.A., soit 1 %.

Valeur 1953 : 50 millions de francs C.F.A., soit 1,8 %.

Acheteurs : Métropole, 87,5 % ; Etranger, 12,5 %.

La diminution des exportations correspond à une moins bonne récolte qu'en 1953.

Maïs.

Exportations 1954	929 tonnes
— 1953	1.286 —

Valeur 1954 : 9,7 millions de francs C.F.A., soit 0,2 %.

Valeur 1953 : 12,8 millions de francs C.F.A., soit 0,5 %.

Acheteurs : Gold Coast, 100 %.

Comme pour le manioc, les oscillations des exportations de maïs traduisent, dans une bonne mesure, les variations de la situation des produits vivriers tant à l'intérieur du Territoire que dans les pays voisins.

Comme les années précédentes, la Métropole est restée en 1954 le principal client du Togo. Cependant sa part a diminué du fait de l'augmentation des exportations de cacao produit très demandé sur les marchés étrangers.

Le tableau suivant permet la comparaison entre les années 1953 et 1954.

Pays Clients	1954			1953		
	Tonnages (tonnes)	Valeurs en millions de francs	% des valeurs	Tonnages (tonnes)	Valeurs en millions de francs	% des valeurs
France	31.912	2.647	61,9	34.515	1.743	64
Gold Coast.....	6.543	135	3,1	6.295	114	4
U.S.A.	2.788	481	11,2	1.380	172	6
Pays-Bas	2.404	425	9,9	2.816	302	11
Grande-Bretagne	1.457	29	6,7	—	—	—
Italie	862	157	3,6	738	34	1,6
Allemagne de l'Ouest	539	104	2,4	688	88	3
U.R.S.S.	351	64	1,5	250	68	3

II. — IMPORTATIONS ET CONSOMMATION

Le volume total des importations réalisées au Togo en 1954 a atteint 63.589 tonnes représentant une valeur

de 2.719 millions de francs C.F.A. Ainsi, tant en tonnage qu'en valeur les chiffres de l'année 1954 marquent un progrès notable par rapport aux années antérieures, comme en témoigne le tableau suivant :

Années	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Milliers de tonnes	38,4	45,1	57,1	48,9	51,7	63,6
Millions de francs	1.454	1.624	2.331	2.330	2.079	2.719

On trouvera ci-dessous pour chacune des principales marchandises d'importation :

1^o Les tonnages importés en 1954-1953 et 1952 ;

2^o La valeur des importations de la marchandise considérée en 1954 ;

3^o Les principaux pays fournisseurs de la marchandise considérée en 1954.

Farine.

Importations 1954	1.519 tonnes
— 1953	1.436 —
— 1952	1.069 —

Valeur 1954 : 34 millions de francs C.F.A. ; Métropole : 67,7 %.

Fournisseurs : Etranger Gold Coast, 31,2 % ; U.S.A., 1,1 %.

La part des farines américaines reste appréciable mais les farines françaises marquent un progrès notable par rapport aux années précédentes, puisque leur tonnage est passé de 607 tonnes en 1953 à 991 tonnes en 1954.

Sucre.

Importations 1954	1.591 tonnes
— 1953	1.500 —
— 1952	1.076 —

Valeur 1954 : 79,2 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Union Française, 100 % (Maroc ; 87,2 ; Métropole, 12,8).

La Compagnie Sucrière Marocaine reste le gros fournisseur du Togo.

Sel.

Importations 1954	5.493 tonnes
— 1953	3.494 —
— 1952	3.150 —

Valeur 1954 : 29,9 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Union Française, 39,6 (dont A.O.F 39,5 %) ; Etranger, 60,4 (dont Espagne 37,4 % ; Portugal, 23 %).

Tabacs et cigarettes.

Importations 1954	265 tonnes
— 1953	169 —
— 1952	118 —

Valeur : 1954 : 112,3 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Union Française, 46,7 % (dont Algérie, 44 %) ; Etranger, 53,3 % (dont U.S.A., 32,3 %, Grande-Bretagne 20,9 %).

Les U.S.A. restent le fournisseur quasi-exclusif du Togo pour les tabacs en feuilles, dont le mode de préparation est traditionnellement apprécié par les consommateurs autochtones. Pour les cigarettes, la faveur des consommateurs autochtones se répartit entre les cigarettes algériennes de la marque « Cigarettes Nationales » et les cigarettes anglaises.

Vins ordinaires.

Importations 1954	2.466 tonnes
— 1953	1.376 —
— 1952	218 —

Valeur 1954 : 56,1 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Union Française, 86,4 % (dont Métropole, 75,1 %, Algérie, 10,8 %) ; Etranger, 13,6 % (Espagne).

Bières.

Importations 1954	2.217 tonnes
— 1953	1.525 —
— 1952	1.095 —

Valeur 1954 : 97,9 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Métropole, 63,1 % ; Etranger, 36,9 %.

Les fournisseurs étrangers se placent dans l'ordre suivant : Hollande, Hongrie, Allemagne, Suisse, Autriche, Suède, Belgique, Danemark, Grande-Bretagne, Norvège, Tchécoslovaquie.

Alcools.

Importations 1954	612 tonnes
— 1953	814 —
— 1952	756 —

Valeur 1954 : 96,8 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Métropole, 94,1 %.

Une notable diminution des importations de boissons distillées marque l'année 1954, portant spécialement sur le poste : Liqueurs et Gins.

Ciment.

Importations 1954	17.547 tonnes
— 1953	15.212 —
— 1952	8.644 —

Valeur 1954 : 71,5 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Métropole, 76 % ; Etranger, 24 % (Allemagne, 22 %).

Fers et aciers.

Importations 1954	2.471 tonnes
— 1953	1.930 —
— 1952	1.646 —

Valeur 1954 : 91,7 %.

Fournisseurs : Métropole, 94,8 % ; Etranger, 4,2 %.

Bois.

Importations 1954	2.016 tonnes
— 1953	1.831 —
— 1952	1.457 —

Valeur 1954 : 28,7 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Union Française, 28,9 % (dont Cameroun, 27,89) ; Etranger, 71,1 % (Gold Coast).

Le Cameroun améliore sa position grâce à la livraison de bois durs particulièrement bien présentés, produits par la Société des Bois du Cameroun.

Produits pétroliers.

Importations 1954	12.206 tonnes
— 1953	10.616 —
— 1952	14.265 —

Valeur 1954 : 153,6 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Métropole, 0,8 % ; Zone dollar, 99,2 %.

Comme en 1953, on assiste à une progression des importations de gas-oils et de fuel-oils dont le volume a plus que triplé en trois ans.

Tissus de coton.

Importations 1954	1.103 tonnes
— 1953	965 —
— 1952	795 —

Valeur 1954 : 437 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Métropole, 2,9 % ; Etranger, 95,1 % (Dont Gold Coast, 45,3 % ; Grande-Bretagne, 24,4 % ; Hollande, 10,9 %).

Les cotonnades imprimées qui forment la majorité des importations de tissus de coton sont traditionnellement fournies par la Grande-Bretagne et la Hollande. Ces importations de Gold Coast se font par le jeu des tolérances frontalières et concernent des tissus imprimés en Grande-Bretagne et en Hollande.

Articles de ménage.

Importations 1954	453 tonnes
— 1953	349 —
— 1952	273 —

Valeur 1954 : 33 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Métropole, 8,8 % ; Etranger, 91,2 % (dont Gold Coast, 66,3 % ; Angleterre, 9,2 % ; Belgique, 7,1 %).

Parfumerie.

Importations 1954	241 tonnes
— 1953	180 —
— 1952	95 —

Valeurs 1954 : 44,3 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Métropole, 70 % ; Etranger, 30 % (dont Grande-Bretagne, 18,29 %).

Véhicules automobiles.

Importations 1954 ..	370 unités dont 275 camions
— 1953 ..	148 — 95 —
— 1952 ..	320 — 256 —

Valeur 1954 : 144,6 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs :

Voitures de tourisme : France, 51 sur 95 ; U.S.A., 13 sur 95 ;

Camions : France, 126 sur 275 ; U.S.A., 98 sur 275 ; Grande-Bretagne, 34 sur 275.

Les importations de véhicules automobiles se sont vigoureusement relevées en 1954, d'une part parce que les fournisseurs métropolitains sont capables de présenter une gamme d'engins bien adaptés, d'autre part parce que, grâce aux devises E.F.A.C., les camions U.S.A. de 3,5 t très appréciés par les transporteurs togolais, ont pu être importés en nombre suffisant.

Cycles.

Importations 1954	7.920 unités
— 1953	7.970 —
— 1952	7.867 —

Valeur 1954 : 63,9 millions de francs C.F.A.

Fournisseurs : Métropole, 783 unités ; Grande-Bretagne, 3.557 unités ; Gold Coast, 3.490 unités.

Le marché des cycles reste stable. On notera que les constructeurs métropolitains grâce à un effort d'adaptation aux goûts de la clientèle togolaise marquent des progrès sur le marché togolais. La position des cycles britanniques reste cependant absolument prééminente.

RÉCAPITULATION DES IMPORTATIONS PAR PAYS FOURNISSEURS AVEC INDICATION DE LEUR PART DANS LES IMPORTATIONS

Pays fournisseurs	Tonnages				Valeurs			
	1954	%	1953	%	1954	%	1953	%
France	26.697	42	23.701	46	1.212	44,6	1.028	49
Territoire néerlandais d'Amérique	13.249	20,8	10.234	20	202	7,4	120	6
Allemagne de l'Ouest	5.029	7,9	3.532	7	88	3,2	63	3
Gold Coast	4.501	7	5.134	10	289	10,6	230	11
A.-O. F.	2.516	3,9	1.437	2,7	58	2,1	40	2
Espagne	2.417	3,8	1.905	4	17	0,6	14	1
Maroc	1.759	2,7	1.573	3,6	99	3,6	90	4
Portugal	1.261	1,9	206	0,4	13	0,5	2	0,1
Grande-Bretagne	1.128	1,8	776	1,5	292	10,7	217	10
U.S.A.	670	1	826	1,6	106	3,9	58	3
Pays-Bas	596	0,9	585	1,1	105	3,9	70	3

On notera que la part de la France, bien que marquant un certain fléchissement en pourcentage (42 % au lieu de 46 % en 1953), reste prépondérante. Tous les fournisseurs du Togo augmentent le tonnage de leurs importations, sauf la Gold Coast, dont les marchandises, en fait originaires de l'Europe, subissent la concurrence d'importations directes des pays européens.

En somme, l'année 1954 reflète une progression continue des importations du Togo, assurant un approvisionnement satisfaisant.

III. — DISTRIBUTION DES PRODUITS IMPORTÉS ET CONTROLE DES PRIX

52-53. — Le rapport annuel pour l'année 1951 (page 58), a renseigné avec précision sur les conditions de distribution des marchandises importées; ces conditions ont été les mêmes en 1954. Le contrôle des prix supprimé en 1950 en raison du rétablissement du système normal des importations, n'a pu être rétabli. Les services économiques se sont cependant réservé le droit d'exiger des commerçants des justifications de leurs prix de vente afin de recourir le cas échéant à la taxation. Le besoin ne s'en est pas fait sentir au cours de l'année considérée.

IV. — BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale du Territoire est excédentaire de 1.555 millions en 1954, soit un progrès de 899 millions par rapport à l'année 1953. Cet excédent résulte du bond en avant réalisé par les exportations de cacao dans une conjoncture économique très spéciale. Il est probable que pareille situation ne se renouvellera pas régulièrement à l'avenir.

En 1954, comme en 1953, les prix sont restés stables. Le pouvoir d'achat des populations a régulièrement augmenté.

Les contingents de devises ont été répartis selon les mêmes principes que les années précédentes. Un tableau annexe fait état du détail de leur répartition.

V. — LE COMMERCE EXTÉRIEUR SES PRINCIPES

54. — Aucun changement n'est intervenu au cours de l'année 1954 concernant le régime du commerce extérieur. Tant à l'importation qu'à l'exportation le commerce est libre aussi bien avec la Métropole qu'avec les pays étrangers. On étudiera successivement le régime du change en ce qui concerne les opérations commerciales et le régime douanier.

A. — Licences d'importation et d'exportation.

En ce qui concerne le régime de change, on pourra utilement se référer à l'étude qui lui est consacrée à la deuxième section de la présente partie du rapport. Il

sera simplement rappelé ici que les importations avec les pays étrangers sont soumises à l'obtention préalable des moyens de paiement en devises nécessaires. On verra d'après les tableaux figurant en annexe que ces moyens de paiement ont toujours été largement supérieurs à la demande. Pour les exportations sur l'étranger, l'exportateur doit être en possession d'une licence d'exportation aux termes de laquelle il s'engage à rétrocéder à l'Office des Changes du Togo les devises correspondant au montant de la licence. Tant à l'importation qu'à l'exportation aucun droit de licence n'est exigé.

Il faut signaler à cet égard qu'une partie des devises, à savoir : 10 % du montant de la licence, est laissée à la libre disposition de l'exportateur pour financer des importations de son choix en vue des attributions et contingents ordinaires.

Cette part est de 25 % quand les exportations sont payables en dollars U.S.

Les tableaux en annexes indiquent par pays fournisseurs pour l'année 1954 le montant des moyens de paiement en devises mis à la disposition du commerce pour chaque catégorie de marchandises et le montant des moyens de paiement utilisés.

B. — Régime douanier.

54. — Les principes et les conditions qui régissent le commerce extérieur du Territoire, peuvent être examinés sous deux aspects différents :

1° Principes découlant du statut spécial du Togo.

a) La puissance tutrice assure à tous les états membres de l'Organisation des Nations Unies et à leurs ressortissants une stricte égalité de traitement dans le domaine du commerce extérieur.

b) La France elle-même (Métropolitaine et d'outre-mer) ne bénéficie, au Togo, d'aucun régime de faveur dans ce même domaine. Elle est donc traitée exactement comme les autres états, alors qu'elle concède elle-même généreusement la franchise douanière à l'entrée en France à de nombreux produits du crû du Togo.

c) Les deux particularités ci-dessus ont pour corollaire l'inexistence, dans la législation et le tarif douaniers du Territoire administré, de dispositions discriminatoires. C'est ainsi que les quotités des taxes fiscales perçues à l'importation ou à l'exportation (de même, d'ailleurs, que les formalités, exemptions de droits ou taxes, restrictions, prohibitions, etc.), sont fixées en considération exclusive de la nature ou de l'espèce des marchandises importées ou exportées, et non en fonction des pays d'origine ou de destination.

d) Comme on le sait, le Togo ne fait partie d'aucune union douanière ou économique, tant avec les pays étrangers qu'avec la France ou les pays de l'Union Française limitrophes.

e) Il n'existe pas au Togo d'organisations privées ou publiques jouissant de privilèges spéciaux ou de monopoles en ce qui concerne l'achat de marchandises produites dans le Territoire.

f) Enfin, le Territoire n'accorde pas de subventions, de primes, de ristournes, etc., directes ou indirectes, dont le but serait de favoriser les opérations d'importation ou d'exportation.

2° Politique douanière suivie au Togo, par la Puissance administrante.

a) Assurer au budget local des ressources suffisantes sans perdre de vue l'incidence que les taxes fiscales douanières peuvent avoir sur le coût de la vie (exemple : les tissus de coton pour habillement sont frappés d'une taxe extrêmement réduite lorsqu'ils sont importés directement du Togo britannique par les populations

b) Eviter, dans toute la mesure du possible et, pour répondre au vœu des populations, une trop grande différence tarifaire avec l'A.-O.F. (1) (Exemple : alcools et boissons alcooliques, tabacs pouvant alimenter un courant de fraudes vers les territoires limitrophes.)

c) Supprimer, pour la même raison, toutes entraves aux échanges entre les ressortissants des Togo sous tutelle française et britannique (1) (larges tolérances frontalières accordées aux charges individuelles de produits vivriers et d'objets de fabrication locale).

d) Faciliter le développement industriel et agricole du Territoire, soit en exonérant, ou en ne frappant que de taxes fiscales réduites, l'importation de nombreuses catégories de matériels et de matériaux d'équipement, soit en admettant temporairement en franchise les matériels, machines et mécaniques importés au Togo pour l'exécution de travaux d'intérêt général, ou même des matières premières destinées à permettre et à développer au Togo certaines industries locales nouvelles, telles que la savonnerie et la parfumerie.

* *

Il n'existe pas, au Togo sous tutelle française, de droits de douane proprement dits, au sens où l'entend la réglementation douanière française, pour la raison qu'il ne peut y être appliqué de tarif protecteur ou différentiel.

Les marchandises importées dans le Territoire, ou exportées hors du Togo, sont seulement soumises au paiement de taxes fiscales inscrites au tarif douanier d'importation et d'exportation et déterminées suivant l'ensemble des principes énoncés ci-dessous.

Ce tarif prévoit d'ailleurs, tant à l'importation qu'à l'exportation, un assez grand nombre de positions bénéficiant de l'exonération pure et simple des taxes douanières.

Les taxes fiscales perçues par la Douane à l'occasion des opérations du commerce extérieur peuvent se diviser en deux catégories :

(1) Voir rapport annuel du Gouvernement français à l'Assemblée Générale des Nations Unies, année 1951, pages 59 et 60, questions 67-68. Les indications relatives aux rapports entre le Togo et le Dahomey et entre les deux Togo sous tutelle française et britannique sont toujours valables.

1° Les taxes fiscales proprement dites, dont la quotité figure au tarif d'entrée et de sortie ;

2° Les taxes qui, dans un but de simplification comptable, sont perçues par le Service des Douanes, pour le compte d'autres services.

On doit ranger sous cette rubrique :

a) la taxe dite « compensatrice de la taxe de transaction ». Cet impôt est calculé sur le montant de certaines affaires commerciales réalisées au Togo. Mais, alors que le service des Contributions directes s'occupe de cette taxe lorsqu'elle est due sur les affaires conclues à l'intérieur du Territoire, le Service des Douanes se charge de l'impôt en question lorsqu'il s'agit d'affaires qui prennent naissance à l'occasion des importations et des exportations.

b) Les taxes qui représentent la rémunération d'un service rendu. Telles sont les taxes dites de « wharf », de « phare », de « Chambre de Commerce ».

* *

Les taxes fiscales proprement dites, indiquées ci-dessus au paragraphe I sont les plus importantes au point de vue budgétaire.

Il y a lieu de faire à leur sujet les remarques suivantes :

1° A l'exception, d'une part, des tabacs manufacturés et des sucres (bruts ou raffinés) qui sont liquidés au poids net et, d'autre part, des boissons alcooliques et des carburants qui paient à la contenance, tous les autres produits ou marchandises sont taxés *ad valorem*, sauf évidemment, s'ils sont exonérés par le tarif.

2° Les taxes *ad valorem* sont calculées sur la valeur, augmentée des frais nécessaires à l'importation, que les marchandises ont au moment où elles sont déclarées à la Douane, taxes diverses d'entrée non comprises.

3° Le document pris habituellement en considération pour la vérification de la valeur taxable est la facture du fournisseur. Toutefois le Service des Douanes peut exiger la production de tous autres documents propres à recouper les indications fournies par la facture (contrat d'achat ou de vente, lettres de commande, marchés, appels d'offres, comptabilité commerciale, etc.).

Il n'est cependant fait aucun abus dans ce domaine et les factures elles-mêmes sont affranchies de toute légalisation consulaire ou autre et sont dispensées de tous timbres fiscaux pouvant majorer les charges d'importation.

Enfin, les importations de toutes marchandises sont affranchies au Togo de la formalité du « certificat d'origine » et en général de toutes justifications ou attestations consulaires touchant les distinctions faites d'ordinaire entre pays de provenance et pays d'origine.

C. — Quotité des taxes douanières applicables aux principaux produits.

On peut présenter comme suit la quotité des taxes douanières applicables aux principaux produits :

IMPORTATIONS :

C. — PRODUITS ALIMENTAIRES

Viandes et produits à base de viande.....	16 %
sur valeur forfaitaire de 10 francs le kilogramme ; soit une taxe de 1 fr 60 par kilogramme.	
Produits laitiers.....	4 %
Poissons frais ou conservés (sur une valeur forfaitaire de 50 francs le kilogramme) ..	16 %
Céréales et produits à base de céréales.....	4 %
Riz (sur une valeur forfaitaire de 25 francs le kilogramme).....	4 %
Fruits frais ou secs	4 %
Légumes frais	Exempts
Sucre	250 fr les 100 kg net
Préparations alimentaires diverses (suivant espèce).....	De 4 % à 16 %

I. — BOISSONS ET TABACS

Boissons :

a) Alcooliques.....	65.000 Fr. l'hectolitre d'alcool pur
b) Vins	20 %
c) Bières	20 %
d) Limonades	15 %

Tabacs manufacturés :

a) Cigares — cigarettes	550 Fr. le kg net
b) Tabacs à fumer	450 Fr. le kg net

MATIÈRES BRUTES NON COMESTIBLES

Bois	10 %
------------	------

3. — COMBUSTIBLES MINÉRAUX, LUBRIFIANTS ET PRODUITS CONNEXES

Pétrole lampant	240 Fr. l'h.
Essence	870 Fr. l'h.
Produits lourds (gas-oils, fuels, etc.).....	4 %
Lubrifiants	10 %

6. — ARTICLES MANUFACTURÉS

Cuir.....	20 %
Pneus et chambres à air auto	20 %
Papiers, cartons, etc. :	
Ordinaires.....	20 %
Kraft	20 %
Tissus en pièces et confectionnés.....	25 %
Fils et ficelles.....	20 %
Articles minéraux non métalliques manufacturés :	
Fibro ciments et produits céramiques ..	20 %

Briques, tuiles, carreaux de bâtiments ..	10 %
Ouvrages en verre	20 %

Articles manufacturés en métal :

Fers plats, profilés, étirés	10 %
Ponts, charpentes métalliques	Exempts

7. — MACHINES ET MATÉRIELS DE TRANSPORT

Machines (machines-outils ; machines pour l'industrie, l'agriculture, appareil de levage, de manutention, d'extraction de terrassement, de broyage, de criblage, etc.	Exempts
Moteurs :	
1 ^o Pour automobiles et motocyclettes ..	20 %
2 ^o Autres	Exempts
Machines électriques	Exempts
Automobiles	20 %
Camions :	
De plus de 7 tonnes	Exempts
De moins de 7 tonnes	20 %
Tracteurs	Exempts
Bicyclettes.....	20 %

8. — ARTICLES MANUFACTURÉS DIVERS

Appareils de chauffage domestique	10 %
Appareils d'éclairage domestique	20 %
Meubles.....	20 %
Vêtements	25 %
Chaussures	20 %
Instruments scientifiques, de mesure, de contrôle.....	Exempts

9. — ARTICLES NON DÉNOMMÉS AILLEURS

Paquets postaux (suivant le contenu)	Exempts
---	---------

EXPORTATIONS (produits du cru) :

0. — PRODUITS ALIMENTAIRES

Café vert.....	12 %
Cacao	10 %
Coco râpé	5 %

2. — MATIÈRES BRUTES NON COMESTIBLES

Graines, noix, amandes oléagineuses :

Arachides décortiquées.....	8 %
Palmistes	4 %
Coprah	4 %
Ricin	4 %
Karité	2 %

Fibres textiles :

Coton et kapok.....	2 %
---------------------	-----

4. — HUILES ET GRAISSES D'ORIGINE ANIMALE OU VÉGÉTALE

Huile de palme et de karité.....	4 %
----------------------------------	-----

CHAPITRE III

TERRE ET AGRICULTURE

I. — RÉGIME FONCIER

a) Utilisation des terres.

55. — Par suite de l'accroissement de la population, sensible surtout depuis 1936, et plus encore du fait de l'amélioration du standing moyen du Togolais depuis la même époque environ, les surfaces cultivées augmentent sans cesse.

En 1954, elles totalisent 619.255 hectares, soit 11,2 % de la superficie totale du Territoire.

Pour cette même année, la répartition des surfaces

cultivées entre les différentes productions est la suivante :

	Hectares	%
Cultures vivrières	499.480 soit	80,6
Cultures industrielles	63.725 soit	10,3
Cultures associées (igname, coton, riz)	33.850 soit	5,5
Palmeraie naturelle	22.200 soit	3,5
	<u>619.255</u>	<u>100</u>

Sur le plan régional l'on constate d'importantes variations dans le pourcentage des terres cultivées, par rapport à la surface totale, comme le montre le tableau suivant :

Circonscription	Surface territoriale (en km ²)	Surface cultivée (en ha)					% surface cultivée par rapport surface territoriale
		Vivrières	Industrielles	Associées	Palmeraies	Totales	
Lomé	880	14.500	3 950	—	1.200	19.650	22,3
Tsévié	2.600	43.525	1.275	—	10 800	55 600	21,4
Anécho	2.200	103.850	3.650	—	4 000	111.500	50,6
Klouto	3.200	27.625	14 850	—	4.000	46.475	14,5
Atakpamé	18.000	29.480	13.450	29.500	2.000	74.430	4,1
Sokodé	15.500	59.650	8 000	4 350	—	72 000	4,6
Lama-Kara	3.000	106 250	10 300	—	200	116.750	38,9
Mango	5.000	38.800	1.250	—	—	40.050	8
Dapango	4.900	75.800	7.000	—	—	82 800	16,9
	55.280	499.480	63.725	33.850	22 200	619.255	11,2

Ce tableau fait apparaître nettement que, à l'exception des Cercles de Sokodé et Atakpamé, la densité des cultures atteint déjà un degré que les méthodes traditionnelles d'exploitation du sol ne permettent pas de dépasser sans entraîner une dangereuse diminution de sa fertilité.

D'importantes étendues demeurent disponibles dans les Cercles d'Atakpamé et de Sokodé. Ce sont les régions dites de l'Est-Mono à Atakpamé et de Sokodé Ogou-Mono à Sokodé, qui sont susceptibles de mise en valeur. Par contre il n'y a rien à attendre de milliers d'hectares de rocaillies stériles qui s'étendent à l'ouest le long de la chaîne de l'Akposso, du Fasao et du Malfacassa.

Les résultats satisfaisants obtenus depuis de nombreuses

années par la colonisation cabraise, permettent d'envisager d'étendre progressivement cette action vers l'est, et le développement rationnel des cultures dans l'Est-Mono occupe une place importante dans le nouveau plan quadriennal pour le développement économique du Territoire.

Les travaux de prospection ethnologique, pédologique et forestière se poursuivent dans toute cette région, en même temps que le développement des voies d'accès (routes et radiers) afin de permettre, dans un proche avenir, d'ouvrir à la culture dans des conditions rationnelles, 20.000 hectares environ de terres en friche.

L'opération se réalisera d'autant plus aisément qu'elle

ne fera que favoriser le mouvement naturel d'émigration cabraise vers le sud, sur des terres hospitalières, fertiles non dégradées et facilement accessibles que nul ne revendique.

Du point de vue foncier, en dehors de ce qui précède, il n'existe aucun problème particulier au Togo. On constate une lente évolution du stade tribal au stade familial et, dans les zones à cultures perennes riches (caféier, cacaoyer, cocotier) une tendance de plus en plus marquée à la propriété individuelle sanctionnée par l'immatriculation.

b) Régime local traditionnel.

Sur le plan ethnique le Togo ne présente aucune unité, les races y sont nombreuses et pour chacune des coutumes différentes règlent la tenure du sol, si bien que d'un cercle à l'autre la possession des terres peut être déterminée de façon très variable.

Le rapport de 1951, pages 85 et 86, contient une étude détaillée par cercles, des diverses coutumes qui régissent la tenure des terres dans ces circonscriptions.

L'on peut poser en règle générale — sauf en ce qui concerne le Cercle de Lama-Kara — que la terre fait rarement l'objet d'une appropriation individuelle. Les coutumes reconnaissent le plus souvent la possession de la terre à celui qui la cultive, mais cette possession s'analyse en une notion comparable à celle de l'usus et du fructus telle que la conçoit le droit français. Le cultivateur, même s'il est installé sur sa terre depuis fort longtemps, n'en est cependant que le « détenteur ». Il se trouve en effet dépourvu de la troisième faculté que possède tout propriétaire de civilisation plus avancée : l'abusus qui est le droit de disposer, le véritable droit de propriété, lequel dans le territoire est constaté par la procédure spéciale de l'immatriculation.

On distingue au Togo trois types différents de régime foncier : les biens de collectivité, les biens de famille et les biens individuels.

Les biens de collectivité ou réserves de village sont destinés à satisfaire aux besoins communs de tous les habitants du village ; ils ne peuvent faire l'objet d'une appropriation individuelle, mais il suffit de l'agrément du Chef pour les cultiver.

Il s'agit en général de terrains pauvres, permettant seulement des cultures vivrières (manioc, maïs, haricots, arachides). Leur possession est temporaire ; chaque année, intervient une redistribution de terres et celles qui viennent d'être cultivées sont alors laissées en jachère pour un certain temps en raison de la pauvreté du sol.

Les biens de famille appartiennent en propre à celle-ci et le chef de famille attribue la terre aux différents membres qui la composent.

En cas d'abandon de la part de l'un d'eux, la terre restée inculte fait retour à la famille pour une attribution nouvelle.

Les biens individuels sont de beaucoup les moins nombreux. Ce sont des terrains faisant partie des biens de famille, cultivés depuis longtemps par les mêmes personnes ; le chef de famille avec l'accord des autres membres autorise une attribution individuelle ou possession.

Comme le fait ressortir le rapport de 1951, il n'y a guère que chez les Cabrais, dans le Cercle de Lama-Kara, que prédomine la propriété individuelle.

Partout ailleurs, les terres appartiennent à la collectivité ou à la famille. Peu à peu cependant, le mouvement observé les années précédentes en faveur de la propriété individuelle s'accroît et se répand.

c) Régime juridique.

Sous l'influence de la coutume d'une part, et de la conception européenne de la propriété d'autre part, conception introduite par la législation instaurée par la puissance administrante, la tenure du sol présente actuellement deux aspects juridiques : la possession coutumière (à forme variable), et la propriété telle que la conçoit le code civil français.

1^o La possession coutumière de type traditionnel est évidemment entachée d'insécurité et d'incertitude. Il lui est possible d'échapper à ces aléas, car elle peut être affirmée par une procédure simple et peu coûteuse, celle de la « constatation des droits fonciers autochtones », définie par le décret du 15 août 1934.

Ce système a été suffisamment expliqué dans les rapports antérieurs (notamment rapport 1948, p. 124 et rapport 1951, p. 86) pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y consacrer ici de longs développements. En bref, son but est de constater officiellement les droits fonciers coutumiers des autochtones, par la délivrance d'un livret assorti d'un plan de l'immeuble et dont les indications sont transcrites sur un registre spécial tenu à jour au chef-lieu de chaque circonscription.

Ce mode de constatations permet à la masse de la population de saisir progressivement l'intérêt de la possession d'un titre sanctionnant les droits fonciers exercés. S'il ne confère pas le droit de propriété au sens du Code civil, il constitue une première étape vers l'immatriculation.

2^o La propriété proprement dite est affirmée par l'immatriculation déterminée par le décret du 24 juillet 1906, étendu au territoire par le décret du 23 décembre 1922.

Ce système a également été décrit longuement dans les rapports précédents, auxquels on pourra utilement se référer.

D'une manière générale, l'institution de ce régime, qui n'est pas spécial au Togo, est inspirée des principes du « Torrens Act » inauguré en Australie au milieu du siècle dernier et dont les grandes lignes sont fort connues.

Il a pour effet d'assurer la publicité « réelle » des droits et d'établir une sorte d'état civil pour chaque immeuble.

Il a également pour effet de soustraire cet immeuble au droit coutumier et de le soumettre à la législation française, réserve faite toutefois des questions d'état civil et de succession.

L'immatriculation, en assurant un titre définitif et inattaquable, donne enfin au propriétaire foncier la possibilité d'obtenir du crédit, puisqu'il peut offrir une garantie réelle en l'occurrence une inscription hypothécaire.

L'utilité de posséder un titre foncier pour garantir la propriété selon le Code civil, gagne du terrain parmi les autochtones, dont beaucoup même quoique déjà nantis d'un titre de possession du décret de 1934, désirent, en nombre de plus en plus grand, lui substituer celui issu de la procédure d'immatriculation.

Le tableau ci-dessous montre cette progression.

ANNÉE	NOMBRE	ANNÉE	NOMBRE
1923.....	97	1939.....	29
1924.....	168	1940.....	41
1925.....	132	1941.....	42
1926.....	130	1942.....	20
1927.....	67	1943.....	30
1928.....	98	1944.....	29
1929.....	118	1945.....	27
1930.....	125	1946.....	37
1931.....	106	1947.....	48
1932.....	71	1948.....	90
1933.....	68	1949.....	173
1934.....	83	1950.....	201
1935.....	83	1951.....	226
1936.....	113	1952.....	344
1937.....	108	1953.....	242
1938.....	108	1954.....	273
NOMBRE TOTAL D'IMMATRICULATION DE 1923 à 1954 : 3.527			

L'année 1954 est marquée par une nouvelle et sensible progression qui confirme l'estime toujours soutenue que le régime de l'immatriculation rencontre dans le milieu autochtone.

On trouvera en annexe du présent rapport un graphique matérialisant les résultats susvisés.

La répartition des titres fonciers délivrés en 1954 s'établit par circonscription administrative comme suit :

STATISTIQUE DES TITRES CRÉÉS EN 1954			
Cercles	Nombre de titres	Surface	
		ha	a
1 ^o Lomé	181	27	58
2 ^o Tsévié	4	26	82
3 ^o Anécho	2	0	14
4 ^o Klouto (Palimé)	55	64	33
5 ^o Centre (Atakpamé)	22	36	49
6 ^o Sokodé	—	—	—
7 ^o Lama-Kara	3	1	07
8 ^o Mango	5	10	80
9 ^o Dapango	1	0	73
	273	167	96

1^o Cercle de Lomé.

a) Il a été délivré aux autochtones 176 titres fonciers d'une valeur totale de 51.484.000 francs dont 134 titres d'une valeur de 34.714.000 francs résultant de morcellements de terrains déjà immatriculés.

Les 42 nouveaux titres créés représentent une superficie d'ensemble de 27 ha 7 a 9 ca, soit 9 ha 2 a 31 ca en

terrains urbains d'une valeur de 10.980.000 francs et 18 ha 4 a 78 ca en terrains ruraux d'une valeur de 5.790.000 francs.

Quatre de ces nouveaux titres (deux urbains et deux ruraux) appartiennent à des collectivités familiales ; les autres se rapportent à des propriétés individuelles.

b) Deux terrains d'une surface globale de 50 a 71 ca ont fait l'objet d'immatriculation au nom du Territoire ; il s'agit de terrains sur lesquels sont édifiées des installations des douanes en face du wharf de Lomé ; deux autres terrains proviennent de morcellements.

c) La Mission Catholique s'est vu délivrer un titre foncier portant sur une surface de 97 a 20 ca résultant d'un morcellement.

2^o Cercle de Tsévié.

Quatre nouveaux titres ont été délivrés aux autochtones dont deux portant sur des terrains urbains d'une surface de 1 ha 21 a 79 ca valant 1.300.000 francs et deux sur des terrains ruraux d'une surface de 25 ha 60 a 95 ca dont les acquéreurs ont estimé la valeur à 2.300.000 francs.

Tous ces biens sont possédés à titre individuel.

3^o Cercle d'Anécho.

En 1954, deux titres seulement ont été créés au profit d'autochtones. Il s'agit de terrains urbains d'une surface de 14 a 71 ca et d'une valeur de 640.000 francs possédés à titre individuel.

4^o Cercle de Klouto.

Cinquante-cinq nouveaux titres ont été établis au nom d'autochtones dont 20 possédés individuellement d'une surface d'ensemble de 1 ha 2 a 26 ca avec une valeur déclarée de 8.932.000 francs et un à titre collectif de surface et valeur insignifiante ainsi que trente-quatre titres portant sur 63 ha 27 a 41 ca avec une valeur déclarée de 29.350.000 francs.

5^o Cercle du Centre.

Ici comme dans le Cercle de Klouto il y a une progression sensible dans la délivrance de titres fonciers aux autochtones.

C'est ainsi que cinq nouveaux titres urbains ont été établis pour une surface d'ensemble de 1 ha 19 a 25 ca et d'une valeur de 2.620.000 francs. Quant aux terrains ruraux, dix-sept titres ont été délivrés portant sur une surface de 35 ha 30 a 11 ca avec une valeur déclarée de 9.480.000 francs.

Tous les terrains sont possédés à titre individuel.

6^o Cercle de Lama-Kara.

Trois terrains ont été immatriculés au nom d'autochtones. Les titres résultant d'immatriculations couvrent une surface de 1 ha 7 a 67 ca avec une valeur de 405.000 francs. Il s'agit exclusivement de terrains ruraux possédés à titre individuel.



Une belle récolte de manioc après utilisation d'engrais dans le cercle d'Anécho.

7^o Cercle de Sokodé : néant.

8^o Cercle de Mango.

Cinq nouveaux terrains ont été immatriculés au nom d'autochtones portant sur une surface de 10 ha 80 a 38 ca d'une valeur de 360.000 francs. Il s'agit de terrains urbains possédés à titre individuel.

9^o Cercle de Dapango.

Seul un titre a été délivré à un autochtone pour un terrain urbain d'une surface de 72 a 80 ca et d'une valeur de 50.000 francs.

En conclusion de cette étude, il n'est pas inutile de souligner que les autochtones sont en matière foncière, fortement protégés tant à l'égard du Territoire dont le domaine ne peut être accru que par délibération de l'Assemblée Territoriale, qu'à l'égard de la population immigrée, qui, en application de l'article 7 des accords de tutelle (et du décret antérieur du 13 août 1926), doit obtenir au préalable l'autorisation du Chef du Territoire en Conseil privé.

Par ailleurs, le gouvernement de la République Française n'a aucun pouvoir pour l'acquisition de terres, même pour un but public qui intéresserait à la fois la Métropole et le Territoire, et il n'existe sur place aucun domaine de l'Etat Français.

Au Togo l'Assemblée Territoriale seule a le droit de statuer sur les acquisitions destinées au domaine privé.

II. — L'AGRICULTURE

Généralités.

42-58-59. — Pays essentiellement agricole, le Togo est favorisé en la matière par la diversité de ses sols et de ses climats qui lui permettent des cultures extrêmement variées, tant vivrières qu'industrielles. Aussi la nourriture de la population est-elle très largement assurée cependant que les productions exportables, particulièrement le café, le cacao, le coprah et le palmiste donnent au Territoire des revenus satisfaisants.

En ce qui concerne les cultures vivrières, la production du manioc dans le sud et de l'igname dans le centre, est si importante qu'elle permet des exportations, non contrôlables mais substantielles, de ces deux produits alimentaires sur les territoires voisins, la Gold Coast en particulier, et contribue ainsi à améliorer encore dans une mesure appréciable le pouvoir d'achat du paysan togolais.

Ces productions variées appellent une grande activité de la part du Service de l'Agriculture du Territoire, qui a pour mission de les suivre, les encourager, les diriger, et les protéger contre tous leurs ennemis naturels. Pour les produits d'exportation, le Service de l'Agriculture veille, en outre, au maintien de leur bonne qualité aux différents stades de la commercialisation.

A. — ORGANISATION DU SERVICE DE L'AGRICULTURE

Créé par arrêté local du 11 janvier 1924 puis réorganisé dans sa forme actuelle par arrêté du 23 septembre 1938, le Service de l'Agriculture du Togo est chargé d'effectuer tous travaux, recherches et études concernant l'agriculture. Il lui incombe ainsi à la fois la mission de rechercher constamment les améliorations qui peuvent être apportées sous quelque forme que ce soit à cette branche de l'économie, et le soin d'une action très active de diffusion et de propagande auprès de tous les producteurs. Il est dirigé par un Chef de service placé sous l'autorité directe du Commissaire de la République dont il est, en matière agricole, le conseiller technique et vis-à-vis de qui il est responsable.

En ce qui concerne les problèmes d'amélioration des sols, un arrêté en date du 8 décembre 1954 a créé une Direction de l'Economie rurale dont le rôle est de coordonner l'action des Services s'occupant du sol, c'est-à-dire les Services de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts.

Le Service de l'Agriculture comprend :

1^o Une Direction ayant son siège à Lomé ;

2^o Cinq circonscriptions agricoles couvrant ensemble la totalité du Territoire et qui sont les suivantes :

a) *Circonscription agricole du Sud* comprenant les Cercles d'Anécho, Lomé et Tsévié. Ne couvrant que 5.680 kilomètres carrés, soit le dixième environ seulement de la superficie totale du Territoire, mais fortement peuplée (58/59 habitants au kilomètre carré), cette circonscription est d'un grand intérêt du point de vue agricole. On y trouve les plus importantes cultures de manioc et de maïs, toute la cocoteraie Togolaise et la majeure partie de la palmeraie industriellement exploitable du Territoire. A l'est, en bordure du Mono, et dans la région de Tsévié on rencontre aussi quelques belles plantations de caféiers.

b) *Circonscription agricole de Klouto*. — Cette circonscription ne s'étend que sur le Cercle du même nom et sa superficie est de 3.200 kilomètres carrés seulement. Beaucoup moins peuplée que la Circonscription agricole du Sud (17/18 habitants au kilomètre carré) elle est cependant

elle aussi d'une grande richesse par suite de sa position en région forestière. C'est dans la circonscription agricole de Klouto que sont produits les plus grosses quantités de cacao et de café. Par contre les cultures vivrières (maïs et manioc surtout) ne s'étendent pas, dans cette région, au delà des besoins alimentaires locaux.

c) *Circonscription agricole du Centre*. — Elle correspond au Cercle d'Atakpamé. Sa superficie est de 18.000 kilomètres carrés, soit le tiers environ du Togo et la densité moyenne de population est de 6 au kilomètre carré, mais il ne s'agit là que d'un chiffre global qu'il faut compléter en indiquant qu'une importante partie du Cercle s'étend sur des zones montagneuses plus ou moins inhabitables et qu'il existe en outre, en bordure du Dahomey, une région encore peu développée qu'on désigne sous le nom d'Est-Mono.

La circonscription d'Atakpamé qui se partage entre la forêt dense à l'ouest et la savane arborée à l'est présente, du point de vue agricole, une grande variété de cultures. Elle complète la production du Togo en cacao et café, elle est à l'origine de la majeure partie du coton produit par le Territoire, elle possède encore une quantité appréciable de palmiers à huile, mais on y voit déjà apparaître le karité. Les cultures vivrières pratiquées procèdent des deux zones puisqu'en même temps que le maïs et le manioc viennent l'igname et même le mil.

d) *Circonscription agricole de Sokodé*. — Comprend les Cercles de Sokodé, de Basseri et de Lama-Kara. La superficie totale est de 18.500 kilomètres carrés et la densité moyenne de population y est voisine de 18 au kilomètre carré mais la différence est très sensible entre les trois Cercles. En grande partie montagneux Sokodé ne compte que 9 habitants au kilomètre carré alors qu'on en trouve en moyenne près de 62 à Lama-Kara.

Toute la circonscription appartient typiquement à la savane soudano-guinéenne. Les cultures vivrières, très abondantes, sont représentées par les mils et sorghos, les ignames, le fonio et le riz. L'arachide et le coton constituent les deux productions d'exportation.

e) *Circonscription agricole de Mango*. — Constituée par les deux Cercles de Mango et de Dapango cette circonscription s'étend sur 9.900 kilomètres carrés avec une population moyenne de 18 au kilomètre carré. Du point de vue agricole c'est la partie nord de cette circonscription, constituée par le Cercle de Dapango, qui présente le plus grand intérêt (23 habitants au kilomètre carré).

Franchement apparentée à la savane soudanaise cette région du Togo produit pour ses besoins vivriers une grande masse de mils et de sorghos et en moindre quantité, dans les sols de bas-fonds frais ou humides, le manioc, les ignames et le riz. L'arachide qui intervient également pour une forte part dans l'alimentation des populations autochtones, constitue le principal produit d'exportation du pays auquel, pour être complet, il convient d'ajouter encore le karité et le kapok.

3^o Une circonscription du coton pour l'ensemble du Territoire sous le contrôle direct du Chef de Service qui veille ainsi personnellement à la conservation de la

pureté des semences, à leur distribution et à leur semis en temps utile ainsi enfin qu'à la protection phytosanitaire des cultures qui sont les facteurs essentiels d'une production soutenue et de qualité.

Pour tout ce qui se rapporte au coton le Service de l'Agriculture du Territoire est maintenant aidé de façon très efficace par l'I.R.C.T. pour la sélection des semences et par la C.F.D.T. pour la vulgarisation des méthodes rationnelles de culture auprès des autochtones.

4° Un secteur palmeraie installé à Tsévié.

Ainsi qu'il l'a été indiqué dans les précédents rapports, ce Secteur a pour but de procéder, en accord avec les populations, à l'aménagement des palmeraies naturelles situées dans le périmètre d'attraction de l'huilerie d'Alokouégbé, usine construite par l'I.R.H.O. sur les crédits du F.I.D.E.S. Cet aménagement comporte d'une part le nettoyage et l'éclaircissage des zones trop denses, et d'autre part l'enrichissement progressif de la palmeraie naturelle par la plantation, aussi groupée que possible, de sujets issus de semences sélectionnées en vue d'aboutir au remplacement progressif des palmiers spontanés, faibles producteurs, par des sujets à plus haut rendement.

La mise en service de l'huilerie d'Alokouégbé, en décembre 1953 a une heureuse influence sur les propriétaires de palmeraies situées dans le périmètre d'attraction de l'usine.

5° Trois fermes ou stations et cinq centres-pilotes d'amélioration de l'agriculture.

a) Ferme de Glidji.

Située dans le Cercle d'Anécho, à proximité du poste administratif.

Installée sur 40 hectares de « terre de barre » cette ferme, entièrement construite sur les crédits du F.I.D.E.S., s'occupe des différentes cultures de la zone côtière, mais en mettant particulièrement l'accent sur le problème délicat de la conservation de la fertilité de cette intéressante terre de barre du bas Togo qui, riche chimiquement, n'en montre pas moins actuellement une tendance à l'usure par suite de la répétition des cultures imposée par l'importance de la population et de l'appauvrissement en matières organiques qui en résulte. Il se pose donc là en premier lieu un problème de structure du sol ; les différents essais en cours ont pour but de rechercher et montrer comment on peut le résoudre sans s'écarter des moyens qui sont à la disposition du paysan africain. Afin de passer le plus rapidement possible à la phase de vulgarisation, un fermier autochtone est installé, depuis 1952, sur une section de la ferme. Il cultive librement, suivant la méthode traditionnelle, les 4 hectares qui lui ont été confiés.

b) Station agricole de Tové.

Située dans le Cercle de Klouto, à 2 kilomètres du poste administratif.

Cette ancienne station allemande, d'une superficie de 200 hectares a été considérablement améliorée avec l'aide du F.I.D.E.S.

On y suit les cultures vivrières locales (maïs manioc et riz) mais les travaux portent surtout sur le caféier, le palmier à huile et le cacaoyer. C'est à Tové qu'est installée depuis 1951 la serre de germination du palmier à huile du Territoire d'où sont expédiées à Tsévié, Anécho et Atakpamé les noix germées dites « en point blanc ».

Il faut enfin noter qu'un grand nombre de plantes utiles et d'ornement sont rassemblées à Tové qui constitue ainsi le jardin botanique du Territoire.

c) Ferme de Sotouboua.

Installée dans le Cercle de Sokodé, en plein cœur de la colonisation cabraise, sur un sol très appauvri par des cultures abusives, cette ferme ainsi qu'il a été écrit dans le précédent rapport est surtout destinée à étudier les problèmes de régénération des sols et de lutte contre l'érosion, soit par reboisement soit par des travaux antiérosifs.

La présence à Sotouboua d'un important troupeau de bovins permet, à partir du fumier ainsi préparé, de mettre en relief l'action de l'humus dans la reconstitution des sols qui ne sont pas encore rendus à un stade irréversible de dégradation.

d) Centre-pilote d'amélioration de l'agriculture autochtone de Barkoissi.

Ainsi qu'il a déjà été indiqué dans les précédents rapports, ce Centre a beaucoup moins pour but de conduire des essais techniques classiques que de montrer aux cultivateurs indigènes comment, avec les moyens dont ils disposent et en ne mettant en œuvre que ce qui est à leur portée immédiate, il leur est possible de pratiquer une agriculture conservatrice du sol, beaucoup plus payante que la culture itinérante traditionnelle.

e) Centre-pilote d'amélioration de l'agriculture autochtone de Dapango-Toaga.

Créé au cours de l'année 1953, ce Centre est situé en bordure de la route Dapango-Kantindi, à 7 kilomètres de Dapango.

La superficie occupée par le Centre est de 30 ha 46 a 96 ca.

Les bâtiments ont été installés dans la partie Nord-Ouest de la surface délimitée. Ils comprennent :

Un logement-bureau pour le directeur, une cuisine-magasin, un hangar à machines, un magasin à outillage, deux fumières-étables.

A ces bâtiments, qui constituent le Centre, a été ajouté un autre magasin dans lequel sont conservés le matériel et les produits nécessaires à la lutte antiacridienne dans la zone nord du Territoire.

f) Centre-pilote d'amélioration de l'agriculture autochtone de Kandé-Adétou.

Créé également en 1953, ce Centre est situé en bordure de la route Lama-Kara-Kandé, à 4,5 km de ce dernier poste.

La superficie occupée est de 35 ha 83 a 32 ca.

Les bâtiments sont les mêmes que ceux existant à Dapango-Toaga.

g) *Centre-pilote d'amélioration de l'agriculture autochtone de Kabou.*

Créé au cours de l'année sous revue, ce Centre est situé à 0,5 km du village de Kabou, en bordure de la route de Kabou à Bassari.

La superficie occupée par le Centre est de 40 ha 80 a.

Les bâtiments comprennent : 1 logement-bureau pour le directeur, 1 cuisine-magasin, 1 hangar à machines, 1 magasin à outillage, 2 fumières-étables.



Centre-pilote de Kabou.

h) *Centre-pilote d'amélioration de l'agriculture autochtone de Tchitchao.*

Créé également en 1954, ce Centre est situé à proximité du village de Tchitchao à 10 kilomètres de Lama-Kara, en bordure de la route intercoloniale.

La superficie occupée est de 80 ha 93 a 12 ca.

En plus des bâtiments identiques à ceux de Kabou, le centre-pilote de Tchitchao comporte un parc-fumière semi-couvert.

Situé à l'extérieur du pays Cabrais proprement dit, le centre-pilote de Tchitchao aura pour principal rôle de montrer la possibilité de mise en valeur des terres de cette région, pour permettre ainsi l'extension des zones cultivées dans ce Cercle extrêmement peuplé.

Comme les centres-pilotes de Barkoissi, Dapango-Toaga et Kandé-Adétou, les deux nouveaux centres créés cette année auront, en dehors des expériences agricoles simples qui y seront effectuées, une action très importante en ce qui concerne la vulgarisation agricole, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'emploi de la fumure organique et l'utilisation de la traction animale. Cette activité se traduira donc également par l'aide aux cultivateurs pour la création de fumières individuelles et collectives, la formation de stagiaires de la culture attelée, le dressage des bovins et la mise à la disposition des paysans, de tombereaux, de tonnes à eau et de petit outillage de culture.

6° *Un centre d'apprentissage agricole et forestier annexé à la ferme de Tové.*

Ainsi qu'il l'a été mentionné dans les précédents rapports, l'apprentissage agricole est dispensé à Tové. Ce centre accueille chaque année une promotion de dix élèves dont les trois meilleurs, à la fin de la seconde année d'études, sont admis dans le cadre des moniteurs d'agriculture ou celui des gardes-forestiers, sous réserve qu'ils possèdent leur certificat d'études primaires.

L'on peut espérer, avec cette formule qui donne satisfaction aux élèves, former progressivement des techniciens avertis qui finiront par faire bénéficier l'agriculture locale de leurs connaissances.

7° *Service de Contrôle du Conditionnement des Produits.*

Ce Service a été créé au Togo dans sa forme actuelle par arrêté du 28 mars 1949, pris en application du décret du 17 octobre 1945 portant réorganisation des Services de Contrôle du Conditionnement dans les Territoires d'outre-mer, et rattaché au Service de l'Agriculture du Territoire par application du décret 50-1625 du 26 décembre 1950 fixant les attributions et l'organisation des Services de l'Agriculture dans les Territoires d'outre-mer.

De ce fait le Service du Conditionnement des Produits est maintenant plus exactement une section du Service de l'Agriculture qu'un Service proprement dit.

B. — PERSONNEL DU SERVICE DE L'AGRICULTURE

Au 31 décembre 1954, le Service comprenait :

a) *Cadre général des Services de l'Agriculture outre-mer.*

1 Ingénieur en chef de 2^e classe, chef de Service titulaire, en congé.

1 Ingénieur de 1^{re} classe, en congé.

1 Ingénieur de 2^e classe, chef de Service par intérim.

1 Ingénieur adjoint de 2^e classe, chef du secteur palmeraie.

b) *Cadre supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo.*

1 Conducteur principal, adjoint au chef de Service.

1 Conducteur principal, chef circonscription agricole Sokodé, directeur de la ferme de Sotouboua.

1 Conducteur de 2^e classe, chef circonscription agricole Mango, directeur des centres-pilotes de Barkoissi et de Dapango-Toaga.

1 Conducteur de 2^e classe, mécanicien du Service, en congé.

1 Conducteur de 2^e classe, en congé de longue maladie.

1 Conducteur de 2^e classe, en position de détachement.

1 Conducteur de 2^e classe, directeur du centre-pilote de Kandé.

1 Conducteur stagiaire, adjoint au chef de la circonscription agricole de Klouto.

1 Aide-conducteur 2^e classe, chef de chantier du Service.

c) *Cadre supérieur de l'Agriculture de l'A.-O.F.*

1 Aide-conducteur de 1^{re} classe, chef de la circonscription agricole d'Atakpamé.

1 Aide-conducteur de 1^{re} classe, adjoint au chef de la circonscription agricole de Sokodé.

d) *Personnel contractuel.*

1 Ingénieur contractuel, chef de la circonscription agricole de Klouto, directeur de la ferme-école de Tové.

1 Ingénieur contractuel, chef de la circonscription agricole d'Anécho, directeur de la ferme de Glidji.

1 Agent contractuel, chef de la subdivision agricole de Lomé.

1 Agent contractuel, adjoint au chef de la circonscription agricole de Sokodé.

1 Agent contractuel, adjoint au chef de la circonscription agricole de Mango.

e) *Cadre local des Moniteurs d'agriculture.*

42 Moniteurs affectés dans les fermes, centres-pilotes et circonscriptions.

2 Moniteurs en disponibilité.

f) *Cadre des commis d'administration.*

3 Commis, direction du Service et ferme-école de Tové.

g) *Agents journaliers permanents.*

59 (Surveillants de cultures, Surveillants mixed-farming, Pépiniéristes, Chefs d'équipes phytosanitaires).

Parmi le personnel d'encadrement cité plus haut, 2 Conducteurs, 3 Aides-Conducteurs et les 2 Ingénieurs contractuels sont des autochtones.

D'autre part, un concours pour le recrutement de 3 Aides-conducteurs est ouvert aux Moniteurs d'Agriculture.

C. — PERSONNEL DU SERVICE DE CONTROLE
DU CONDITIONNEMENT DES PRODUITS

Au 31 décembre 1954, le Service comprenait :

a) *Cadre des spécialistes de laboratoire.*

1 Chef de travaux de laboratoire de 3^e classe.

b) *Cadre des commis d'administration.*

1 Commis, secrétaire-dactylographe.

c) *Personnel contractuel.*

1 Chargé du laboratoire des analyses.

3 Contrôleurs.

2 Chefs de secteur.

d) *Personnel journalier.*

Contrôle au port :

1 Chef de secteur.

6 Contrôleurs.

Contrôle des marchés à l'intérieur :

3 Chefs de secteur.

25 Contrôleurs.

D. — FONCTIONNEMENT DU SERVICE
DE L'AGRICULTURE

Le chef du Service, responsable vis-à-vis du chef du Territoire, soumet à l'approbation de ce dernier le plan de campagne agricole de l'année et il en contrôle l'exécution au cours de ses tournées. Les travaux sont réalisés par les chefs de circonscription et les directeurs de fermes et centres-pilotes aidés de leurs subordonnés.

Ces travaux sont extrêmement variés dans leur détail mais se regroupent en deux grandes activités distinctes : maintien et protection des productions existantes d'une part, développement d'une agriculture meilleure et amélioration de la fertilité des sols d'autre part. Au premier groupe se rattachent la conduite des pépinières, les distributions de plants, boutures et semences de bonne valeur, la propagande pour l'exécution des semis en temps opportun (arachide et cotonnier surtout) et la bonne exécution des soins d'entretien en cours de végétation, la lutte contre les principaux ennemis des cultures, la constitution des greniers de réserves vivrières et de semences, le contrôle et l'amélioration de la préparation des produits, le martelage des palmiers à huile hors d'âge.

L'action en faveur du développement d'une agriculture meilleure et de l'amélioration de la fertilité des sols est à la fois plus délicate et plus complexe car on n'amène pas facilement le paysan à modifier ses méthodes traditionnelles de travail. La meilleure manière de procéder est l'action en « tache d'huile » à partir des centres-pilotes et, mieux encore, des fermes autochtones, mais il faut faire preuve là d'une grande connaissance de la psychologie africaine, ce qui donne une importance considérable à l'expérience et aussi à la valeur personnelle des agents vulgarisateurs.

E. — FONCTIONNEMENT DU SERVICE
DE CONTROLE
DU CONDITIONNEMENT DES PRODUITS

Dirigé par un chef de travaux de laboratoire spécialisé à cet effet, le Service de Contrôle du Conditionnement comprend :

1^o Un secteur de contrôle au port, ayant son siège à Lomé.

2^o Une inspection des produits à l'intérieur.

A l'embarquement le Service s'assure que les produits de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et des industries agricoles locales sont bien conditionnés selon les normes fixées par les textes en vigueur.

Il est également dans les attributions du Service de contrôler à l'importation l'application de ces mêmes textes, d'une part aux produits provenant des autres territoires de l'Union Française, et d'autre part aux produits étrangers de même nature que nos produits d'outre-mer non soumis à un contrôle du conditionnement dans leur pays d'origine.

Il doit enfin, le cas échéant, vérifier à l'importation la qualité des produits étrangers similaires à nos pro-

duits d'outre-mer et soumis à un contrôle du conditionnement dans leur pays d'origine.

Par l'action des chefs de secteur et des contrôleurs des produits, visités aussi fréquemment que possible par le chef de service, l'inspection à l'intérieur assure un triple rôle : de contrôle d'abord en s'opposant, quand il y a lieu, à la commercialisation sur les marchés de produits non conformes aux règles du Conditionnement, d'éducation ensuite en initiant les producteurs à la bonne préparation des produits (cacao en particulier), d'information enfin en les tenant au courant des cours en vigueur.

Le reconditionnement des produits de qualité médiocre est appliqué comme il l'a déjà été dit antérieurement, avec le plus large esprit de compréhension. Les déchets de ce reconditionnement sont saisis, avec délivrance d'un « refus de circulation », et détruits lorsqu'ils ne peuvent être transformés localement (ricin, cacao). Pour les produits utilisables (coprah, tapioca, karité, palmiste), qui étaient autrefois rendus à leur propriétaire, il a été trop souvent constaté qu'ils étaient ensuite, dans un esprit de fraude, mélangés à des lots de qualité marchande qui devaient de ce fait subir un nouveau triage. Ils ne sont donc laissés maintenant au producteur que dans le cas de quasi-certitude d'utilisation locale (coprah et tapioca dans le sud pour la nourriture des porcs) ; dans l'éventualité contraire ils sont détruits par enfouissement.

Il faut, à ce sujet, noter que la dénaturation de produits impropres à des fins alimentaires mais encore susceptibles d'une utilisation industrielle est à l'étude en France, à la Division de Normalisation de la Section technique d'Agriculture tropicale du Ministère de la France d'outre-mer.

Ces nouvelles dispositions n'intéresseront d'ailleurs pas beaucoup le Togo tant est faible chaque année le volume global des produits rejetés à la vente.

Dans l'intérieur du Territoire, les rôles des agents autochtones du Service de Contrôle du Conditionnement et du Service de l'Agriculture sont assez voisins et, dans le fait, il s'établit entre ces deux personnels une liaison et une collaboration d'autant plus étroites qu'ils sont, en définitive, soumis à la même autorité technique. En période de culture les agents du Conditionnement aident, quand ils le peuvent, leurs collègues de l'Agriculture dans leur travail de vulgarisation et ceux-ci, relativement libres après les récoltes, surtout dans le nord, apportent leur concours à la bonne exécution des marchés.

F. — SERVICE DE LA VÉRIFICATION DES POIDS ET MESURES

Créé par arrêté local du 18 mai 1929 modifié par les arrêtés du 8 juillet 1932 et 15 décembre 1938, le Service de vérification des Poids, Mesures et Instruments de pesage fonctionne régulièrement au Territoire depuis 1929.

Ce Service est assuré par le chef du Service de contrôle du Conditionnement qui, au cours de ses fréquentes inspections de marchés, à toutes facilités pour procéder au poinçonnage annuel des Poids, Mesures et Instruments de pesage, et contrôler aussi, inopinément, la régularité des transactions.

III. — PRODUITS AGRICOLES

58. — Il a déjà été indiqué que du fait de la diversité de ses climats et de ses sols le Togo est un pays d'extrême polyculture mais, qu'elles que soient les régions, à l'exception du pays Cabrais, les méthodes agraires de l'autochtone, qui est seul à mettre le pays en valeur, se caractérisent toujours par leur forme extensive et en outre itinérante pour les productions annuelles.

Cultures perennes.

a) *Caféier et cacaoyer en région forestière.* — Le défrichement est toujours sommaire, les arbres de quelque importance ne sont pas abattus mais simplement brûlés au pied, les plus grands sont épargnés. La mise en place des plants ou le semi direct pour le cacaoyer sont effectués au début de la grande saison des pluies et l'entretien au cours des premières années est réalisé par la pratique des cultures vivrières intercalaires (taros, maïs, bananiers).

Les cacaoyers, en général très serrés, assurent rapidement leur couvert et la plantation n'exige plus alors que quelques journées de travail par hectare et par an pour se maintenir dans un état de propreté approximative qui satisfait pleinement son propriétaire.

Le caféier, plus exigeant, est nettoyé dès les premières pluies de l'année afin que les grandes floraisons de mars-avril ne soient point gênées par une végétation adventice trop importante, mais la plantation n'est plus guère visitée ensuite qu'à l'approche de la récolte, une circulation facile entre les arbustes étant nécessaire à la cueillette des baies.

Pour le caféier comme pour le cacaoyer le planteur autochtone ne pratique la lutte contre les parasites qu'à force d'y être invité par une propagande incessante et encore l'intervention des équipes phytosanitaires est-elle indispensable dans bien des cas pour conserver le maintien d'une situation satisfaisante.

Enfin malgré les nombreuses démonstrations qui ont été faites et qui le sont encore, l'emploi des engrais minéraux sur caféiers et cacaoyers demeure toujours le fait d'une exceptionnelle minorité de planteurs.

b) *Palmier à huile.* — Dans la palmeraie naturelle, toute l'activité se résume à un entretien sommaire des meilleurs sujets producteurs. Les régimes ne sont guère cueillis que pour les besoins alimentaires. Lorsque le prix du palmiste est intéressant, les femmes et les enfants vont ramasser dans la palmeraie les noyaux qui se sont accumulés dans les mois précédents au pied des arbres.

Depuis la mise en service de l'huilerie d'Alokouégbé (décembre 1953), la cueillette des régimes, dans le périmètre d'attraction de l'usine, est plus poussée.

Notons enfin les efforts très louables accomplis depuis plusieurs années par certaines populations des régions du sud pour créer des palmeraies avec des sujets issus de semences sélectionnées, distribuées gratuitement par le Service de l'Agriculture du Territoire.

c) *Cocotier.* — Ce palmier n'est cultivé que sur le cordon littoral dans la zone entièrement sablonneuse comprise entre mer et lagune. Là encore, en dehors du

remplacement annuel des arbres morts puisque tous les terrains utilisables sont déjà plantés, les travaux culturels ne dépassent pas en général le stade des sarclages exécutés à intervalles plus ou moins rapprochés.

Quelques propriétaires font cependant séjourner périodiquement des troupeaux de bœufs dans leurs cocoteraies. Les excréments des animaux ont une influence très sensible sur la production des parcelles ainsi fertilisées.

Cultures annuelles.

Dans tout l'ensemble du Territoire les travaux se font à la main. Les outils employés sont rudimentaires (houe, daba, matchette, hachette). Tous les membres valides de la famille contribuent aux travaux; ils defrichent tous les ans un champ nouveau pour les cultures annuelles de tête d'un assolement rudimentaire. Le climat, le sol, la densité et les aptitudes de la population imposent une exploitation plus ou moins intensive de la terre. A l'exception du pays cabrais où la densité de la population oblige à une utilisation intensive, que permet la nature du sol, l'exploitation demeure partout extensive. L'augmentation des productions annuelles réalisée par cette méthode a entraîné une réduction proportionnelle de l'importance et de la durée des jachères, et par suite, de la fertilité des sols qui s'appauvrissent de plus en plus en humus. Cet épuisement est très caractéristique dans la région côtière fortement peuplée où la « terre de barre » est laissée rarement en repos.

Dans le cadre d'une agriculture aussi extensive la production moyenne à l'unité de surface serait très faible sans l'action constante du Service de l'Agriculture qui porte à la fois sur l'encouragement à la production et l'amélioration des soins culturels, la mise en réserve des semences et l'amélioration du matériel végétal, la protection phytosanitaire des cultures, la bonne conservation des produits vivriers et la mécanisation du traitement des récoltes. Enfin, une action nouvelle se développe actuellement en faveur de l'amélioration de la productivité.

Sur ces différents points les indications suivantes peuvent être données :

a) ENCOURAGEMENT A LA PRODUCTION ET AMÉLIORATION DES SOINS CULTURAUX

Rappelons qu'aucune contrainte n'est imposée au paysan togolais en faveur d'une production agricole quelconque et que l'action administrative en faveur de telle ou telle culture, susceptible d'apporter à celui qui la pratique un profit appréciable, ne s'exerce que par la voie de la propagande appuyée, s'il y a lieu, sur des parcelles de démonstration établies et conduites par le Service de l'Agriculture sur des terres dont il dispose ou, mieux encore, sur des parcelles mise à sa disposition par des cultivateurs autochtones. Ce fut le cas ces dernières années pour le palmier à huile et en 1951 pour le sorgho nain américain de trois mois, au moment où la rouille du maïs menaçait dangereusement cette dernière céréale.

Depuis 1953, pour favoriser l'extension de la culture du caféier, production agricole particulièrement rémunératrice, l'attribution d'une prime d'encouragement de 10.000 francs par hectare planté, a été instituée par l'arrêté du 24 décembre 1952. Cette prime est attribuée en deux tranches; la première partie, d'un montant de 6.000 francs est payable dans les six mois qui suivent la mise en place des jeunes plants; le reliquat étant payé dans le courant de la troisième année.

Au titre de la première tranche 1954, le recensement des très nombreuses plantations nouvelles est en voie d'achèvement, totalisant plus de 1.800 hectares, soit environ 11 millions de francs de prime versés aux planteurs.

Des concours agricoles et d'élevage ont été organisés en décembre 1954 à Bassari et Dapango. Des prix en espèces ont récompensé et encouragé les producteurs et les éleveurs.

Dans le cadre de l'amélioration des soins culturels, une grande part de l'activité du personnel du Service de l'Agriculture est consacrée à l'action constante auprès des producteurs en vue d'obtenir qu'ils donnent à leurs cultures en cours de végétation, les soins réguliers d'entretien qui sont à la base d'une production satisfaisante. Les Agents des Sociétés Indigènes de Prévoyance, et ceux de la Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles, participent également à cette action.

b) AMÉLIORATION DU MATÉRIEL VÉGÉTAL

1° Cultures vivrières.

Etant donné le volume considérable de semences et de boutures de toutes sortes mises en œuvre chaque année, les possibilités directes d'action sont restreintes. Ces cultures sont heureusement bien connues des autochtones qui savent en général choisir convenablement leurs semences et boutures. Il est néanmoins possible d'obtenir dans l'immédiat des améliorations appréciables en agissant sur la conservation. A cet effet, de nombreuses gerbes de mil et de sorgho destinées à la semence, ainsi que des greniers de maïs et de haricot, sont poudrés à l'hexapoudre par les moniteurs d'agriculture au cours de leurs tournées.

La multiplication du manioc se faisant par voie végétative, il est relativement aisé de sélectionner les différents types cultivés dans le sud du Territoire. Ce travail s'est poursuivi à Glidji, en collaboration avec le nutritionniste de l'O.R.S.T.O.M., pour l'étude de la richesse en amidon et de la valeur alimentaire de chaque variété.

2° Plantes industrielles.

Palmier à huile. — Dans le courant de l'année, 200.000 noix de palmiers sélectionnés sont mises en germination à la serre-chaude de Tové d'où, au 31 décembre, sont déjà sorties 40.570 noix germées, à destination des pépinières de Tsévié, Anécho, Klouto et Atakpamé. En mai-juin, 30.500 palmiers ont été distribués aux planteurs,

et les pépinières contiennent actuellement 55.000 plants qui seront bons à mettre en place en 1955.

L'aménagement de la palmeraie naturelle d'Agbatopé, par moyens mécaniques, entrepris en 1953, s'est poursuivi en janvier et février 1954; le matériel a été ensuite employé à la création et à l'entretien des routes de la palmeraie. Dans les parcelles aménagées par le Service de l'Agriculture ou par les propriétaires eux-mêmes des applications d'engrais potassiques (chlorure de potassium), qui stimulent fortement la production, sont effectuées. Au cours de l'année, 44.500 kilogrammes d'engrais sont ainsi répartis gratuitement.

Cocotier. — 43.160 plants, destinés à des remplacements et à la création de nouvelles parcelles, ont été distribués au cours de l'année.

D'autre part, 53.000 noix ont été semées dans les pépinières de Baguida, Kaïncopé et Lomé pour les besoins de 1955.

L'essai d'engrais sur cocotier organisé à Baguida-Plantation en liaison avec l'I.R.H.O. s'est poursuivi, et plusieurs planteurs commencent à utiliser des engrais complets qu'ils peuvent acquérir à un prix intéressant par l'intermédiaire du Service de l'Agriculture.

Cotonnier. — Comme l'année dernière, la distribution des semences de cotonnier a été effectuée rapidement en avril-mai : 925 tonnes dont 35 tonnes de semences sélectionnées provenant de la station Anié-Mono de l'I.R.C.T. et des multiplications C.F.D.T. Ainsi se poursuit le renouvellement complet des graines de coton du Togo dont la réalisation sera achevée en 1957. Rappelons que ces semences améliorées ont donné à l'égrenage un rendement variant de 35,8 à 36,7 % alors que le coton tout venant du Territoire ne fournit actuellement que 33,5 %. Le rendement à l'hectare s'est également nettement amélioré.

Arachides. — A la suite des essais de l'année dernière, au centre-pilote de Barkoissi, de la sélection 28-206 de Bambey, une tonne de semences de cette variété a été introduite cette année dans le Territoire. Multipliée au centre-pilote de Barkoissi et sur les terrains de culture du chef de Bombouaka, cette variété a donné des rendements très intéressants : à Barkoissi : 2.500 kg/ha en gousses fraîches ; à Bombouaka : 2.280 kg/ha en gousses fraîches.

Des semences d'arachide locale ont été également réparties dans la zone nord :

Cercle de Mango	53,670 tonnes
Cercle de Dapango	145,600 —

Semences et plants divers distribués par le Service de l'Agriculture en 1954 :

Graines de coton	925 tonnes
Palmiers (I.R.H.O.)	30.500 plants
Cocotiers (choix Baguida-Plantation) .	43.160 —
Caféier (stations Niaouli et Tové)	2.605.000 —
Kapokier (graines de pieds repérés) ..	3.665 —
Fruitiers et divers (Tové)	21.630 —

c) PROTECTION PHYTOSANITAIRE

En 1954, l'action du Service de l'Agriculture a porté sur les points suivants :

Cacaoyer :

Poursuite de la surveillance des plantations qui, grâce à cette action continuelle, se maintiennent dans un état satisfaisant. Dans la zone de production (Cercles de Klouto et d'Atakpamé), les plantations de cacaoyers et de caféiers étant parfaitement imbriquées, les équipes phytosanitaires qui comprennent actuellement 16 surveillants et 101 manœuvres, travaillant simultanément sur ces deux cultures.

En ce qui concerne le cacaoyer, ces équipes procèdent à la lutte contre la pourriture brune des cabosses, par enfouissement des débris de cabosses et enlèvement des cabosses noires demeurées sur les arbres.

Surveillance du « Swollen-shoot » : aucun cas n'a été constaté.

Caféier :

Scolyte du grain :

Pour la continuation de la lutte contre le scolyte, 1.042 nouveaux bacs d'ébouillantage ont été distribués aux planteurs au cours de l'année 1954.

Rouille du caféier :

La rouille vraie (*Hemileia Vastatrix*) apparue dans le Territoire en 1953, s'est étendue à toute la zone caféière sans atteindre toutefois une gravité alarmante. Pendant la saison sèche, les équipes phytosanitaires équipées de pulvérisateurs perfectionnés effectuent des traitements avec les produits anticryptogamiques suivants employés en pulvérisations à la dose de 0,3 à 1 % : viricuvire, rhodiacuvire, ferham-rhodia.

625.000 caféiers sont ainsi traités par les équipes phytosanitaires au cours des mois de janvier, février, mars et octobre, novembre, décembre. D'autre part, des traitements préventifs sont effectués dans les pépinières.

Cocotier :

Oryctes :

Comme au cours des années précédentes, la lutte s'est poursuivie en 1954, par l'achat des larves et adultes en vue de leur destruction par ébouillantage. 1.757.700 larves et 44.500 adultes ont été ainsi détruits, pour une dépense de 1.233.840 francs.

Maladie de Kaïncopé :

Dans le courant de l'année, l'équipe phytosanitaire a abattu, avec le concours des propriétaires, 5.805 cocotiers malades ou morts.

Cette maladie qui semble sévir également en d'autres points du globe demeure, malgré les recherches entreprises, « la maladie inconnue du cocotier » des phytopathologistes Français, Anglais et Américains.

Un spécialiste de l'I.R.H.O., qui a séjourné dans le

Territoire en décembre 1953 et janvier 1954, pour s'occuper de cette importante question, doit venir à nouveau dès le début de 1955.

Cotonnier :

Dans le cadre de la lutte préventive contre les parasites du cotonnier, les agents du Service de l'Agriculture et de la C.F.D.T. se sont, cette année encore, particulièrement attachés, à faire arracher et détruire par le feu, durant le mois d'avril, tous les plants de cotonnier restant de la campagne 1953-1954, mesure de protection prescrite par arrêté local du 28 mars 1946.

D'autre part, à la station I.R.C.T., les cultures de multiplication sont traitées par pulvérisations et poudrages à base de D.D.T.-H.C.H.-Parathion.

Arachide :

L'arrachage et l'incinération systématiques des plants atteints par la rosette se sont poursuivis pendant toute la période de culture.

Protection antiacridienne.

Le stockage du matériel et des produits antiacridiens dans la zone nord du Territoire est achevé. Poudreuses, fluosilicate et « Acricide 25 » sont tenus en réserve au centre-pilote de Dapango-Toaga, prêts à être mis en œuvre.

d) MÉCANISATION DU TRAITEMENT DES RÉCOLTES

Les précédents rapports ont mentionné combien le Territoire tenait à voir rapidement mis en service un nombre suffisant d'appareils pour traiter mécaniquement tous les produits de récolte susceptibles de l'être, ceci afin de libérer au maximum la main-d'œuvre et contribuer à l'amélioration du bien-être rural.

En 1953, le nombre des motodécortiqueurs à café était de 67 et celui des motoconcasseurs à palmistes de 40. Au 31 décembre 1954 on compte 89 motodécortiqueurs et 44 motoconcasseurs.

e) TRAITEMENT INDUSTRIEL DES PRODUCTIONS

Parmi les plus marquants, il convient de faire état des réalisations suivantes.

Usine d'extraction d'huile de palme d'Alokouégbé.

Réalisée sur les crédits du F.I.D.E.S., cette usine a été mise en gérance en 1953, et la fabrication a débuté le 9 décembre de cette même année. Au 31 décembre 1954 elle a traité 7.241,263 tonnes de régimes et obtenu 658 tonnes d'huile et 572,596 tonnes de palmistes.

Féculerie de manioc de Ganavé.

Cette usine, réalisation due à l'initiative privée, fonctionne depuis début 1953, et a maintenant une capacité

de traitement quotidien atteignant 80 tonnes de racines de manioc.

La quantité de fécule exportée par la société en 1954 est de 1.064 tonnes.

Usine de coco râpé de Lomé.

Depuis 1950, cette industrie privée, plus modeste que les deux précédentes, prépare un produit de grand choix destiné à la pâtisserie et à la biscuiterie.

La production de l'année atteint 341,468 t contre 237 et 243 tonnes en 1952 et 1953.

Savonnerie-parfumerie de Bé.

Installée en 1953 par la Société Chimique et Industrielle Africaine cette savonnerie utilise uniquement des productions locales (environ 400 tonnes d'huile de palme en 1954).

f) AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ

Au Togo comme dans toute l'Afrique intertropicale, le mode traditionnel d'exploitation de la terre consiste à consommer sur une période de trois ou quatre ans le potentiel de fertilité accumulé dans le sol pendant une période de jachère de plusieurs années.

Le système est économique mais ne peut fournir que des rendements médiocres. Il a certes permis à l'Afrique de vivre durant des millénaires, mais en des circonstances où chaque habitant disposait d'une surface relativement grande et ne demandait à la terre que sa stricte subsistance.

Aujourd'hui, avec une population plus importante et se nourrissant mieux, avec les prélèvements supplémentaires résultat des cultures d'exportation, l'équilibre de jadis est rompu. Les surfaces mises en culture chaque année sont devenues trop grandes par rapport à la superficie totale des terres cultivables pour qu'il soit encore possible d'accorder à celles-ci les longues périodes de repos indispensables à leur régénération naturelle et, comme les sols de toute l'Afrique intertropicale ceux du Togo s'acheminent lentement vers l'épuisement.

Le mal n'est heureusement pas encore sans remède, mais compte tenu de la population sans cesse plus nombreuse à nourrir et aussi de la lenteur avec laquelle un sol dégradé se reconstitue quand il n'est pas l'objet de soins avertis et coûteux qu'on ne saurait demander aux cultivateurs autochtones, il paraît être grand temps d'agir si l'on veut éviter le développement d'une situation qui ne tarderait pas à devenir catastrophique.

La seule voie qui s'ouvre à l'Afrique intertropicale pour échapper à la redoutable menace qui pèse sur elle est l'abandon progressif du système traditionnel de cultures itinérantes au profit de méthodes basées sur le maintien dans le sol d'une quantité d'humus suffisante pour lui conserver en permanence sa fertilité.

Pratiquement, ces méthodes se résument à faire au sol des apports réguliers de fumier de ferme et, en corollaire, à le travailler de façon à éviter que l'érosion de ruissellement n'entraîne dans les marigots puis dans les fleuves, la bonne terre végétale ainsi créée.

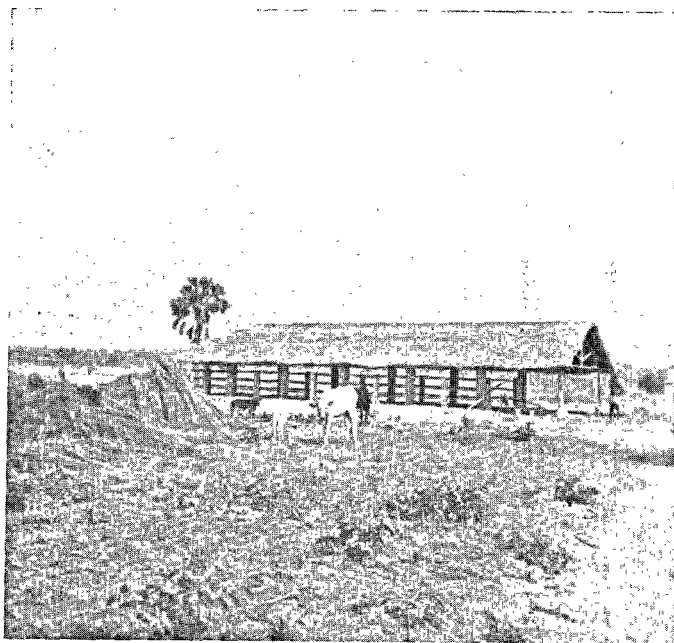
C'est à la réalisation de ce programme dont les principes ont été plus longuement exposés dans les précédents rapports, que le Service de l'Agriculture consacre depuis cinq ans une part importante de son activité.

Dans ce domaine, ont été réalisés en 1954 :

Achèvement des deux centres-pilotes de Dapango-Toaga et de Kandé-Adétou, d'où rayonnera en faveur de la culture attelée la même action qu'exerce autour de lui le centre-pilote de Barkoissi.

Construction de deux nouveaux centres-pilotes à Tchitchao et Kabou. Dès 1955, ces deux centres exerceront une action semblable à celle du Centre de Barkoissi.

Achèvement de fumières-étables ou parcs fumières :



Fumière. Etable construite par un paysan togolais dans le Cercle de Sokodé.

Sokodé 2, Bassari 5, Lama-Kara 17, Kandé 1, Mango 4, Dapango 62, soit au total 91.

Dressage de bœufs : 46 paires soit : 22 au centre-pilote de Barkoissi, 17 au centre-pilote de Toaga, 7 au centre-pilote de Kandé.

Formation de 33 stagiaires de culture attelée.

Mise en service de 65 tombereaux.

Mise en service de 54 tonnes à eau.

Du point de vue expérimental, quelques résultats des effets du fumier de ferme ont été observés, en culture autochtone :

A Siou (cercle de Lama-Kara) sur sol pauvre, 20 tonnes de fumier à l'hectare :

Avec fumier ..	500 kg de sorgho à l'hectare
Témoin	80 kg — —

A Pessaré (cercle de Lama-Kara) sur sol de valeur très moyenne, 20 tonnes de fumier à l'hectare :

Avec fumier ..	1.510 kg de sorgho à l'hectare
Témoin	395 kg — —

A Nagbéné (cercle de Mango) sol de valeur moyenne, 25 tonnes de fumier à l'hectare :

Avec fumier ..	1.560 kg de sorgho à l'hectare
Témoin	1.220 kg — —

A Sadori (cercle de Mango) sol de valeur très moyenne, 25 tonnes de fumier à l'hectare :

Avec fumier ..	990 kg de sorgho à l'hectare
Témoin	790 kg — —

BILAN DE LA PRODUCTION AGRICOLE DE L'ANNÉE 1954

Les statistiques de production des produits vivriers et d'exportation, données en annexe, appellent les commentaires suivants :

a) Produits vivriers.

Maïs. — Les surfaces emblavées et la production sont sans changement notable par rapport à l'année précédente (52.025 tonnes pour 126.500 hectares).

Manioc. — Sensible augmentation des surfaces cultivées, principalement dans la zone nord où, en raison de la menace acridienne qui continue à peser sur l'Ouest-Africain, la propagande pour l'extension des cultures souterraines a été intensifiée.

La production est en légère hausse, dépassant 361.000 tonnes, contre 354.000 en 1953.

Igname. — Extension des surfaces cultivées dans la zone nord où, comme le manioc, cette culture souterraine est encouragée. L'on note d'autre part une légère amélioration du rendement moyen, et le supplément de récolte, par rapport à l'année dernière, atteint près de 20.000 tonnes.

Haricot. — Les surfaces mises en culture, et le rendement ne marquent pas de changement notable par rapport à l'année précédente, et la production demeure stationnaire.

Mil et sorgho. — L'accroissement sensible des surfaces consacrées à cette culture, se traduit par une augmentation de production de l'ordre de 1.000 tonnes.

Riz. — Comme au cours des deux dernières années, l'on note un accroissement de la production, résultant de l'extension de la culture intercalaire dans les plaines du centre.

Les autres cultures vivrières occupent des surfaces sensiblement égales à celles de l'année précédente et n'appellent aucune observation particulière.

La production vivrière en 1954 est donc très satisfaisante. Le supplément de récolte par rapport à l'année dernière est de l'ordre de 28.000 tonnes.

b) Produits industriels.

Arachides. — Les surfaces ensemencées sont supérieures de 5.000 hectares à celles de l'année précédente, mais le rendement moyen à l'hectare étant moins bon que celui de 1953, la production est sensiblement égale.

Il convient de noter que la consommation locale, en huile et graines, s'accroît chaque année. De même les transactions interrégionales (du Nord-Togo vers le sud et vers la zone britannique) soustraient une bonne fraction de la production à la commercialisation contrôlée. En définitive, les exportations n'atteignent que le quart de la production.

Coprah. — Légèrement supérieure à celle de 1953, la production de l'année, estimée à 5.300 tonnes, est très satisfaisante.

Cacao. — Pas de différence notable de production par rapport aux deux dernières années. Le tonnage commercialisé atteint le chiffre record de 15.580 tonnes par suite d'importants apports du Togo Britannique.

Palmistes. — Après la forte production de 1953, celle de cette année marque une nette régression, tout en demeurant cependant très satisfaisante.

Ricin. — Les superficies cultivées et la production sont en faible augmentation (390 tonnes pour 1.550 hectares, contre 350 tonnes et 1.500 hectares en 1953).

Café. — Excellente récolte, nettement supérieure à celle des dernières années, par suite du retour en production des caféiers récupérés au cours des dernières années, et du début de production de plantations nouvelles.

Karité. — La production demeure normale mais, comme précédemment la commercialisation est peu active.

Coton. — La récolte de la campagne 1953-1954 est inférieure à celle de la campagne précédente. Cette diminution de production est consécutive à une sensible réduction des surfaces réservées à cette culture et surtout à des conditions climatologiques particulièrement défavorables et à un parasitisme assez important.

IV. — RESSOURCES EN EAU

Le Togo est l'un des pays du golfe du Bénin les moins favorisés par la pluviométrie; de plus, le soubassement géologique formé de roches cristallines et de schistes métamorphiques rend plus marqués encore les effets de la sécheresse.

Un peu partout les efforts se poursuivent pour obtenir un meilleur approvisionnement en eau des populations et il ne saurait, dans ces conditions, être question d'envisager le développement de systèmes généralisés d'irrigation.

Du point de vue agricole, la solution du problème de l'eau consiste à utiliser les méthodes générales suivantes qui visent à augmenter les réserves du sol, à les employer au mieux, et à diminuer enfin les pertes par évaporation.

a) Meilleures façons culturales (labours, sarclages et binages en temps opportun).

b) Semis précoces et emploi de variétés hâtives.

c) Utilisation au maximum des cultures perennes et arbustives qui protègent mieux le sol que les cultures annuelles.

d) Emploi de plantes d'ombrage et de couverture.

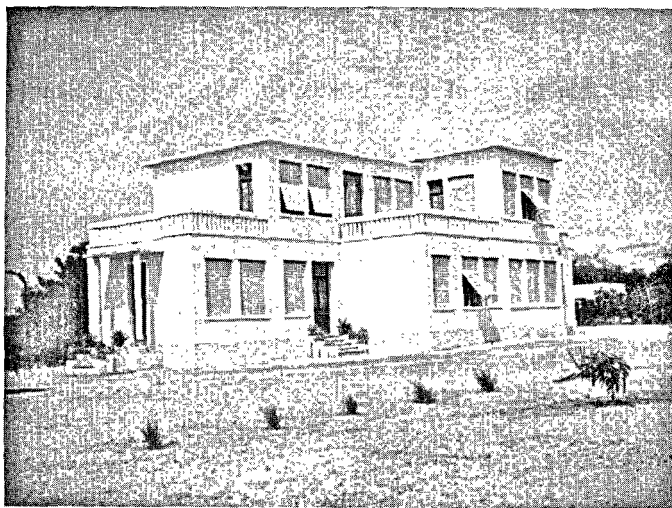
e) Protection de la forêt et de la savane arborée, reboisement, lutte contre les feux de brousse, travaux anti-érosifs tendant à créer un grand nombre de petites poches d'absorption.

CHAPITRE IV

L'ÉLEVAGE

ORGANISATION DU SERVICE ET ACTIVITÉS

50. — Créé au Togo par arrêté n° 199/AE du 3 avril 1943, le Service de l'Élevage du Territoire est chargé, conformément aux dispositions du décret n° 50-1626 du 26 décembre 1950, de la protection sanitaire des animaux, du développement et du perfectionnement



Direction du Service d'Élevage à Lomé.

nement de l'élevage ainsi que de l'amélioration de l'exploitation des produits animaux.

Ce Service est dirigé par un vétérinaire inspecteur du cadre général de l'Élevage et des Industries animales des Territoires d'outre-mer avec les fonctions de chef de service. Il est assisté de 2 vétérinaires autochtones, du cadre général des vétérinaires africains, et de 24 infirmiers du cadre local du Togo.

Administrativement, le Territoire est divisé en quatre circonscriptions d'élevage, comprenant :

1° La circonscription d'élevage du nord qui groupe les Cercles de Dapango, Mango et la Subdivision de Kandé. Elle a à sa tête, un vétérinaire africain.

2° La circonscription d'élevage de Sokodé formée par les Cercles de Sokodé, Bassari et Lama-Kara. A défaut de vétérinaire africain, elle est confiée à un infirmier vétérinaire haut gradé.

3° La circonscription d'élevage du centre qui est actuellement annexée à la circonscription du sud. Un infirmier-vétérinaire résidant à Palimé s'occupe des deux cercles de cette circonscription (Palimé-Atakpamé).

4° La circonscription d'élevage du sud couvrant les Cercles de Lomé, Tsévié et Anécho. Elle est dirigée par un vétérinaire africain, qui réside à Lomé et qui travaille sous les ordres directs du chef de service.

Activités du service.

62. — 1° *Contrôle sanitaire.* — Le contrôle sanitaire des troupeaux en vue du dépistage et de la lutte contre les maladies contagieuses et parasitaires nécessite de fréquents déplacements ou tournées. Le personnel a effectué ainsi 2.411 journées de tournées pour des motifs très divers : visites sanitaires, vaccinations préventives, prélèvements pour diagnostic, traitements collectifs trypanocides ou antigaux.

2° *Production de vaccin.* — Deux centres vaccinogènes fonctionnent à Dapango et Sokodé et produisent du vaccin antipestique. Ces centres sont spécialisés pour la production du vaccin formolé aluminé dont l'usage s'est avéré très efficace — 437,06 litres de vaccin ont été obtenue pour le Territoire dont 216,13 pour Sokodé et 220,93 pour Dapango.

3° *Immunisations diverses.* — Le service procède, chaque année, à la vaccination systématique des troupeaux contre la peste bovine et, suivant les nécessités, contre le charbon bactérien, la pasteurellose bovine et ovine, la peste des volailles et la rage. En dehors du vaccin antipestique, tous les produits biologiques nécessaires à ces différentes immunisations sont fournis par le Laboratoire fédéral du Service de l'Élevage à Dakar.

4° *Contrôle du mouvement de bétail à l'importation, à l'exportation ou en transit.* — Onze voies sanitaires sil-



Scène de vaccination.

lonnent le Territoire et assurent l'entrée ou la sortie des troupeaux. Des postes vétérinaires placés sur ces voies permettent le contrôle sanitaire des animaux importés, en transit ou exportés.

5° *Inspection de salubrité des viandes abattues.* — Les abattages sont soumis au contrôle du Service dans les grands centres urbains et dans tous les centres où existent des postes vétérinaires.

6° *Assistance vétérinaire.* — Des consultations et soins gratuits sont donnés aux animaux des éleveurs : 14.164 consultations ont été enregistrées en 1954 contre 10.459 en 1953.

Il est intéressant de noter que les éleveurs sont de plus en plus gagnés aux méthodes modernes qu'ils voient pratiquer par le Service de l'Élevage, et qu'ils n'hésitent plus à lui signaler les cas individuels de maladie survenus dans leurs troupeaux.

Répartition du cheptel.

62. — Le gros et le petit bétail représentés par le bœuf, le cheval, l'âne, le mouton, la chèvre et le porc, constituent les principales espèces élevées au Togo. Les oiseaux de basse-cour (dindons, canards, pintades, poulets, pigeons) complètent cette énumération.

Tableau des recensements pour les six dernières années.

Années	Chevaux	Anes	Bovins	Moutons	Chèvres	Porcs
1949.....	1.543	2.623	91.555	272.674	197.547	195.046
1950.....	1.483	3.129	98.069	281.214	206.750	191.393
1951.....	1.292	2.069	104.467	245.319	163.322	162.738
1952.....	1.275	2.424	103.991	260.254	200.023	175.409
1953.....	1.155	2.706	111.163	258.180	201.076	186.915
1954.....	916	2.715	112.667	276.377	220.563	208.385

La répartition de ce cheptel n'est pas uniforme. Au nord, on trouve à partir de Sokodé, les plus forts groupements bovins avec une grosse concentration dans le sec-

teur de Dapango ou zébus et taurins forment un mélange très disparate.

C'est dans ces régions que les gardiens peulhs descendus du Soudan ou du Niger viennent s'installer à côté des autochtones Mobas, Tehokossis, Cabrais et Kotokolis, qui sont les véritables propriétaires d'animaux. La rémunération de ces gardiens est la libre disposition de tout le lait produit par le troupeau qui leur est confié.

Lorsqu'on descend vers le sud, les élevages bovins sont constitués par des îlots de quelques milliers de têtes répartis sur le plateau de Dayes, les monts de l'Akposso (Cercles du Centre) et plus bas, sur le littoral. Ici, les troupeaux sont constitués par de petits bœufs dits de la « race des lagunes » que les planteurs maintiennent attachés aux cocotiers pour la fumure de leurs plantations.

Quant aux petits ruminants, moutons et chèvres, ils se rencontrent partout. Chaque famille possède quelques têtes réservées aux cérémonies de famille ou pour la vente au moment du paiement des impôts.

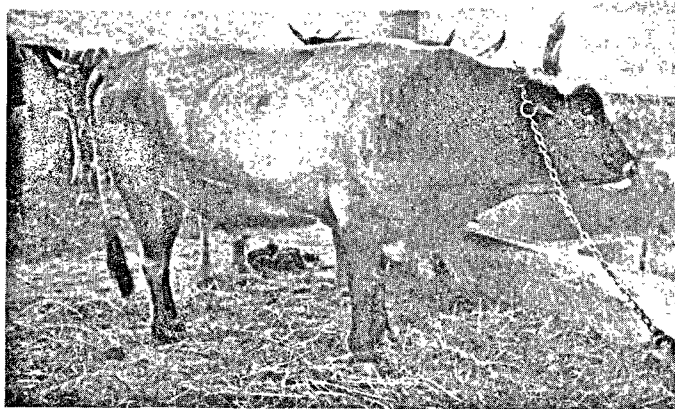
Les porcs sont cantonnés principalement sur la côte, dans le pays cabrais et konkomba ainsi que dans le secteur de Dapango. Ils sont constitués par la race ibérique à groin allongé et côtes aplaties avec des soies dures sur l'échine.

L'amélioration du cheptel togolais pose de multiples problèmes se rapportant au choix des géniteurs, au mode d'alimentation et d'abreuvement et à l'état psychologique des populations.

Un premier train de réalisations vient de commencer par l'introduction en 1954 de 22 bovins N'Dama du Fonta-Djallon.

Ces bovins sont destinés d'une part à être distribués aux éleveurs, d'autre part à former un noyau sélectionné pour la production de géniteurs. L'année 1954 n'a vu encore que le début d'un programme qui s'étend sur de nombreuses années. Les conditions de transport et d'acclimatement étant satisfaisantes, l'importation sera très fortement augmentée en 1955.

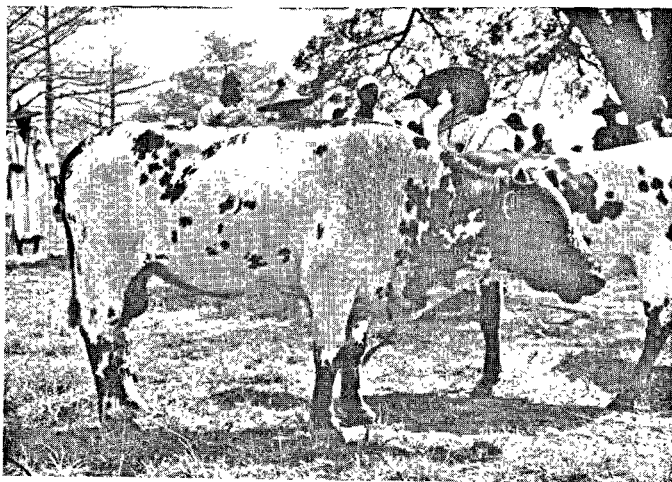
En même temps, le centre de Nassablé-Dapango s'est enrichi de deux étables nécessaires à l'hébergement de



Taureau de race N'Dama, importé.

ces bovins, amorce de sa transformation en un établissement polyvalent. De plus, l'amélioration par la castration des mauvais géniteurs s'est poursuivie par la stérilisation de 817 taureaux et taurillons mal conformés, 547 béliers et 608 boucs.

Dans le cadre de l'amélioration, il y a lieu de signaler que chaque année ont lieu des concours d'élevage qui rassemblent un nombre important d'animaux et qui permettent de juger rapidement de la qualité du troupeau.



Taureau de race locale.

Ces concours se sont déroulés en décembre 1954 à Bassari et à Dapango.

Ils ont, comme d'habitude, recueilli un vif succès auprès des éleveurs autochtones.

LUTTE CONTRE LES MALADIES DU BÉTAIL

Elle a été dirigée principalement contre les grandes épizooties dont la première est pour le Togo la peste bovine. Celle-ci ne s'est pas manifestée en 1954. Les plus grandes précautions avaient été prises puisque 80.578 bovins étaient immunisés, soit plus des trois quarts du cheptel. La production du vaccin antipestique s'est élevée à 437 litres dans les centres de Sokodé et de Dapango.

La deuxième préoccupation du Service de l'Elevage a été d'entamer une lutte systématique contre les trypanosomiasés. En 1954, 7.237 traitements ont été effectués contre 654 l'année précédente et cette action se renforcera d'année en année dans toute la mesure du possible, et selon les moyens du Service en personnel et en matériel.

Le charbon bactérien signalé en 1953 n'a pas réapparu grâce à la vaccination systématique de la région infectée.

A la suite de trois cas cliniquement typiques de rage, une lutte a été entreprise sur le territoire de la commune-mixte de Lomé et l'arrêté n° 975-54/SE du 8 novembre 1954 a ordonné d'une part la séquestration des chiens, d'autre part l'abattage de ceux de ces animaux trouvés errants.

Les pasteurelloses exercent leurs méfaits pendant la saison des pluies. Malheureusement, cette maladie qui atteint principalement les petits ruminants est toujours tardivement décelée par les propriétaires qui n'en font état qu'accidentellement : 397 vaccinations ont été effectuées.

Le parasitisme gastro-intestinal joue un rôle néfaste dans le développement des jeunes. A chaque tournée les infirmiers distribuent gratuitement les anti-parasitaires nécessaires.

Contre les gales et ectoparasitoses, des traitements collectifs sont organisés. Ils se pratiquent principalement par pulvérisations pour les bovins et par bains pour les petits ruminants. Un total de 965 traitements ont été effectués en 1954.

Les volailles ne peuvent être traitées que sur une petite échelle. La plupart échappe au contrôle du Service de l'Elevage, les animaux n'appartenant pas en propre aux cultivateurs mais vivant en qualité de commensaux auprès des habitations et en complète liberté. Dans les agglomérations et dans les quelques élevages qui existent, 883 vaccinations ont été pratiquées.

PRODUITS DE L'ÉLEVAGE

Les principaux produits de l'élevage sont : les animaux vivants, la viande, les peaux, le lait et les œufs.

Les animaux vivants font l'objet d'un courant commercial de faible importance. La plus grande partie est représentée par du bétail en transit du Niger et du Haut-Dahomey vers la Gold Coast.

Les exportations propres du Togo se montent à quelques centaines de têtes.

La production de la viande est difficile à évaluer. Seuls sont connus les chiffres des abattages contrôlés qui sont en constante progression comme l'indique le tableau ci-après :

Espèces	Années					
	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	(en tonnes de viande)					
Bovins.....	171	175	254	292	324	383
Petits ruminants..	39	85	108	111	112	121
Porcs.....	104	91	200	210	210	154

Pour 1954, le total des animaux abattus dont la viande est contrôlée par le Service de l'Elevage est de 5.316 pour les bovins, 11.116 pour les petits ruminants et 6.189 pour les porcs.

A cela il faut ajouter les abattages de brousse pour les fêtes traditionnelles qui augmentent dans la même proportion que les abattages contrôlés. On estime que la totalité du bétail abattu représente environ 12 % du troupeau.

Cet accroissement est dû principalement à l'évolution du standing de vie des populations.

L'importation de viande fraîche est assez réduite. Intermittente et d'un faible tonnage faute d'une organisation commerciale efficace, elle a atteint 13,574 t de viande pour l'année 1954, en provenance principalement du Niger. Le transport est effectué par avion.

Les peaux proviennent presque exclusivement des abattages contrôlés.

Relevé des peaux vertes.

Espèces	Années					
	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	(production en tonnes)					
Bovins	29,8	31	41,14	47,21	50,9	60,181
Moutons et chèvres.	8,6	17	18,10	20,10	16,7	16,5

Les animaux de chasse fournissent des sauvagines destinées à l'exportation.

103,402 t de sauvagines arseniquées séchées ont été exportées vers la Métropole en 1954.

Produits laitiers. — Ils sont constitués par le lait et le beurre.

On peut évaluer à 3.850.000 litres de lait environ la production annuelle du Territoire. Sur cette quantité les gardiens peulhs et leurs familles consomment environ 25 % — les 30 à 35 % sont transformés en beurre ou en fromage tandis que les 40 % sont mis en vente à l'état liquide pour les usages familiaux.

Production d'œufs. — Les œufs de poule et de pintade recueillis dans le Territoire peuvent être évalués à 4.700.000 unités environ. Ils entrent pour une grande part dans l'alimentation des populations des centres urbains.



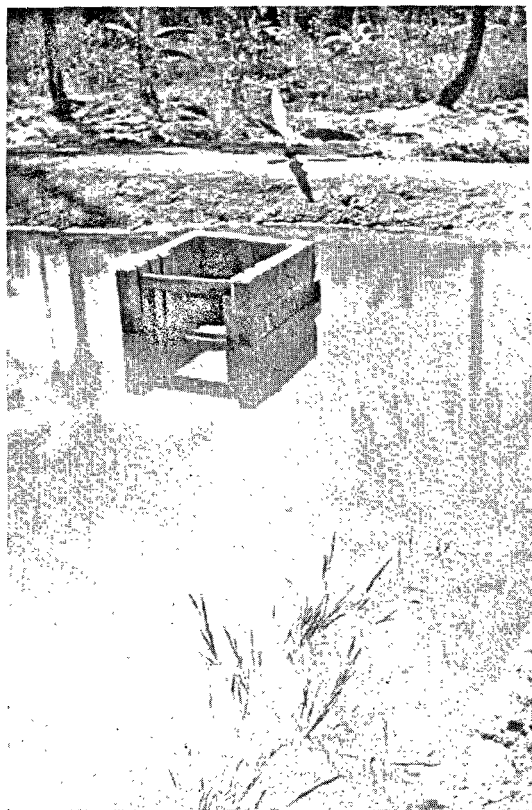
CHAPITRE V

PÊCHERIES

63. — La pêche en mer occupe une population de pêcheurs qui ne dépasse pas quelques centaines de personnes. Les engins utilisés sont avant tout des sennes, des éperviers, des filets à clupéidés et des lignes.

La pêche en lagune est pratiquée dans le Cercle d'Anécho par environ 2.000 individus qui sont mi-pêcheurs, mi-agriculteurs. Les principaux engins sont les barrages, les éperviers et les lignes. La production est estimée à un millier de tonnes.

La pêche fluviale mérite à peine d'être mentionnée.



Bassin de pisciculture à Alédjo.

Les produits sont parfois consommés frais mais le plus souvent séchés au soleil ou frits dans l'huile s'il s'agit de petites espèces, fumés s'il s'agit de gros poissons. La préparation et le commerce sont entièrement entre les mains des femmes et ce dernier se fait vers Atakpamé et Palimé d'une part, vers la Gold Coast d'autre part.

PISCICULTURE

L'année 1954 aura vu le démarrage de la pisciculture au Togo. Son intérêt social est évident, elle permet d'apporter aux populations locales un supplément de nourriture riche en matières azotées dont elles sont particulièrement privées dans leur alimentation coutumière. Les régions qui se prêtent à ce genre d'exploitation sont évidemment celles qui possèdent des cours d'eau ou des sources permanentes en terrain assez varié ; cela représente pour le Togo tout d'abord les pays Cabrais et Cotocoli ensuite les Dayes et l'Akposso. Dans ces deux zones le travail est commencé ; une station d'alevinage fonctionne avec six bassins à Alédjo dans le cercle de Sokodé, et une quinzaine d'autres bassins sont installés ou en voie d'installation. Les premiers alevins de *Tilapia macrochir* en provenance du Cameroun ont été apportés par avion dans le courant de juillet 1954 ; dès le mois de septembre ils commençaient à frayer et actuellement il est possible d'entreprendre l'empoissonnement des étangs au fur et à mesure de leur mise en eau, ce qui va accélérer leur construction. Le principe adopté en matière de pisciculture est le suivant ; les stations d'alevinage et d'essais sont évidemment construites par l'Administration qui en garde la gestion. En ce qui concerne les bassins familiaux, le Service des Eaux et Forêts procède à l'implantation, construit les digues de retenue d'eau et les canaux de dérivation quand ces travaux sont onéreux, mais permettent la construction simultanée d'un nombre important de bassins, enfin fournit gratuitement les premiers alevins ; les propriétaires construisent leurs étangs, en assurent le fonctionnement, ils ont droit bien entendu à tous les produits de leurs étangs.

CHAPITRE VI

LES FORÊTS

50-64 a. — Le Service des Eaux et Forêts du Territoire est dirigé par un Officier Ingénieur des Eaux et Forêts du grade de Conservateur.

I. — ORGANISATIONS ET ACTIVITÉS DU SERVICE

L'organisation territoriale du Service des Eaux et Forêts a été modifiée au cours de l'année 1954 afin de lui permettre de faire face aux nouvelles tâches qui lui sont demandées en matière de conservation des sols et de pisciculture. Elle se présente ainsi :

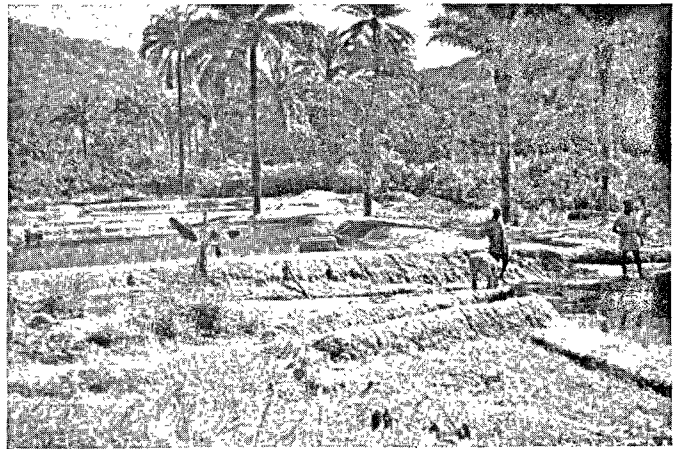
1° Une direction à Lomé placée sous l'autorité du Chef de Service qui relève directement du Chef du Territoire.

2° Quatre Inspections forestières, à savoir :

a) L'Inspection forestière du sud comprenant les cercles de Lomé, Tsévié et Anécho. Elle est dirigée par l'adjoint au Chef de Service qui est un contrôleur principal des Eaux et Forêts. Elle s'étend sur des régions relativement très peuplées et dont les sols sont généralement riches. Elle comporte néanmoins huit réserves forestières couvrant 33.000 hectares sur sols très médiocres et un nombre de plus en plus important de périmètres de reboisement ; c'est également l'Inspection qui possède le plus grand nombre de reboisements particuliers constitués avec l'aide du Service ; enfin tous les problèmes de pêche en lagune dépendent d'elle.

b) L'Inspection forestière du centre qui regroupe les anciennes circonscriptions de montagne, de reboisement et du centre. Elle est dirigée par un inspecteur basé actuellement à Palimé en attendant que son logement définitif soit terminé à Atakpamé. Cet inspecteur est aidé dans sa tâche par un contrôleur des Eaux et Forêts basé à Atakpamé. Cette Inspection qui s'étend sur les cercles de Klouto et d'Atakpamé est fort importante puisqu'elle comprend toute la zone de forêt dense du Territoire qui permet la culture du cacao et du café et qu'il importe par conséquent de protéger et d'améliorer si l'on ne veut

pas voir périliter ces cultures riches. Elle comporte aussi dans les parties de savane des périmètres de reboisement très étendus ainsi que de grosses possibilités en matière de pisciculture du Tilapia qui commencent à être mises en œuvre. Elle possède trente réserves forestières s'étendant sur 100.000 hectares environ dont un peu plus de



Bassin de pisciculture à Aledjo.

20.000 en forêt dense, représentant des zones trop en pente pour être utilisées en plantation, ou trop pauvres au point de vue sol.

c) L'Inspection forestière de Sokodé qui s'étend sur les cercles de Sokodé, Bassari et Lama-Kara est dirigée par un inspecteur. Elle est entièrement en savane et possède les plus beaux peuplements de teck du Togo ; c'est également l'Inspection qui comporte les plus grandes réserves forestières puisque celles-ci couvrent 250.000 hectares environ dont 200.000 hectares environ de montagnes dont la protection et la remise en état est indispensable au bon équilibre hydraulique du pays.

En matière de reboisement son importance est également grande. Au point de vue pisciculture, elle est celle

qui a le plus de possibilités ; le premier centre d'alevinage du Togo y est installé et de nombreux bassins commencent à se mettre en place ; enfin elle doit comporter prochainement des centres de conservation du sol et de l'eau fort importants ; c'est à Bassari qu'ont été effectués les premiers travaux de restauration de source.

d) L'Inspection forestière du Nord, de création récente est dirigée par un inspecteur. Elle permettra d'entreprendre une action efficace dans un secteur qui est trop éloigné de Sokodé pour que le Chef d'Inspection qui s'y trouve puisse faire œuvre utile. Elle couvre les cercles de Mango et de Dapango et son siège est fixé à Dapango où une maison est en construction pour le Chef d'Inspection. Ce dernier devra agir principalement en matière de protection (10.000 hectares à peine sont classés actuellement) et de restauration des sols principalement dans le cercle de Dapango qui possède une population dense et un cheptel qui commence à atteindre les limites des possibilités. Les reboisements devront prendre une ampleur beaucoup plus grande qu'à l'heure actuelle. Il existe de plus des possibilités intéressantes en matière de pisciculture dans certains cantons Lambas et Mobas.

Le Personnel comprend donc actuellement :

- 1 Officier des Eaux et Forêts, Chef de Service ;
- 3 Officiers des Eaux et Forêts, Chefs d'Inspection ;
- 1 Contrôleur principal des Eaux et Forêts, Chef d'Inspection ;
- 1 Contrôleur des Eaux et Forêts, adjoint à un Chef d'Inspection ;
- 1 Contrôleur adjoint des Eaux et Forêts en congé ;
- 4 Commis d'administration ;
- 31 adjudants-chefs, adjudants, brigadiers et gardes des Eaux et Forêts.

Enfin un arrêté en date du 22 décembre 1954 a fixé à nouveau les attributions du Service des Eaux et Forêts en application du décret du 22 janvier 1954.

64-65. — Aucune modification n'a été apportée à la législation forestière, au cours de l'année 1954 ; celle-ci est toujours basée sur le décret du 5 février 1938.

Il est toujours difficile de donner une évaluation précise de la surface des terrains boisés, ce, pour les raisons qui ont été données précédemment. Les méthodes de culture employées sont toujours en grande partie itinérantes, cela veut dire qu'en dehors des forêts classées, des défrichements ont lieu tous les ans plus ou moins compensés par les terres précédemment cultivées et qui retournent à l'état de savane de moins en moins boisée d'ailleurs. Les chiffres cités l'année passée restent donc valables. On peut estimer que 40 % du Territoire est couvert d'une végétation forestière soit 22.500 kilomètres carrés. Il en est de même pour la répartition entre les différents types de formation. Ces forêts se divisent toujours :

a) En forêts classées en vertu du décret du 5 février 1938 ; ce classement vaut soumission au régime forestier et comporte un certain nombre de restrictions au droit

d'usage dans le but de maintenir et si possible d'améliorer l'état boisé ainsi que la faune ;

b) En forêts protégées qui ne comportent pratiquement aucune restriction de droit d'usage ; les défrichements en particulier y sont permis.

Existent enfin :

c) Les périmètres de reboisement à l'intérieur desquels les droits d'usage traditionnels sont entièrement supprimés.

Signalons ici que la forêt particulière continue à se développer sous la forme de périmètres de reboisement appartenant à des collectivités ou à des particuliers ayant passé des contrats de reboisement avec l'Administration des Eaux et Forêts.

Les forêts classées et les périmètres de reboisement domaniaux couvrent, au 31 décembre 1954, 398.850 hectares en augmentation de plus de 210.000 hectares sur l'année précédente. Le taux de classement atteint donc maintenant un peu plus de 7 % de la surface du Territoire. Le progrès est très net depuis l'an passé. Les zones classées ont été essentiellement des régions montagneuses pratiquement inhabitées sur de grandes surfaces tel le massif du Fasao qui couvre plus de 160.000 hectares d'un seul tenant et qui est le château d'eau du centre Togo et en même temps une réserve de gibier intégrale ; on y trouve en particulier les derniers troupeaux d'éléphants du Territoire. La plupart des autres réserves sont de petits massifs montagneux dont l'intérêt local est prépondérant. Tous ces classements ont été faits avec l'accord total des populations intéressées qui de plus en plus comprennent l'action du service des Eaux et Forêts en cette matière. Elles commencent à réaliser que la protection de l'état boisé sur les montagnes a un effet direct sur l'approvisionnement des sources qui leur sont indispensables pour vivre ; le démarrage de la pisciculture dont il sera parlé plus loin leur montre encore plus, si possible, l'intérêt de posséder des sources permanentes. Il est certain que l'année 1955 verra sortir de nouveaux classements.

REBOISEMENTS

L'effort entrepris sur le plan d'équipement les années précédentes s'est poursuivi pendant l'année 1954.

	Surfaces reboisées de 1927 à 1952	Surfaces reboisées en 1953	Surfaces reboisées en 1954
	ha	ha	ha
Teck.....	1.806	450	490
Cassia	556	155	80
Divers.....	113	45	47

On peut remarquer que la prédominance du teck s'accroît, cela tient à ce qu'il est parfaitement adapté à de nombreuses zones du Territoire et que sa valeur com-

merciale est grande non seulement dans l'avenir, mais encore dans le présent puisqu'on a pu dire que si le Togo était l'un des pays les mieux équipés d'Afrique Noire en matière de télécommunications, il le devait au teck qui fournit dès maintenant dans les éclaircies des reboisements antérieurs tous les appuis qui sont nécessaires à des prix de revient très bas. Il est de plus en plus utilisé également pour les charpentes et la plupart des maisons qui se construisent en brousse particulièrement en sont une belle illustration. Le *cassia siamea* est toujours utilisé principalement dans les périmètres de reboisement du sud ainsi que dans ceux destinés au ravitaillement du chemin de fer. Le *cassia* est en effet surtout un bois de chauffe remarquable poussant très vite et permettant en conséquence des rendements importants à l'hectare dès le jeune âge. Il ne présente par contre qu'un intérêt restreint au point de vue bois d'œuvre.

Le *gmelina arborea* voit également son aire s'étendre, il est employé en pare-feux, usage auquel ses qualités de résistance à l'incendie et sa rapidité de croissance, le prédisposent remarquablement. Le Territoire est encore gêné en cette matière par le manque de graines ; elles doivent encore venir soit de Nigéria soit de Côte d'Ivoire, mais les premiers arbres plantés ont déjà fructifié et l'on peut espérer que dans deux ans le Togo produira lui-même toutes les semences de *gmelina* dont il a besoin.

Les plantations de *maesopsis emenii* dans la zone limitrophe de la forêt dense se sont poursuivies ; elles semblent devoir réussir. Il en est de même pour la plupart des essences de régions sèches essayées dans le Nord du Togo, nous citerons parmi celles-ci l'*azadirachta indica* en particulier, qui, dans quelques années couvrira certainement des surfaces importantes dans le nord du pays. Il est important de signaler que les reboisements collectifs ou particuliers rencontrent toujours le même succès, la surface plantée cette année a dépassé 200 hectares. Ce qui est mieux encore les reboisements effectués les années précédentes à ce titre sont le plus généralement entretenus correctement sur simple avis de l'agent forestier local, ce qui démontre que les paysans togolais commencent à comprendre l'intérêt de ces petits reboisements individuels ou collectifs dont le but est de leur fournir le bois dont ils ont besoin et de leur procurer de plus, surtout à proximité des agglomérations un supplément de revenu souvent fort appréciable.

Les premiers travaux ont été entrepris dans le cercle de Bassari ; il s'agissait d'améliorer le rendement de la source qui alimente la ville elle-même et qui avait tendance à s'amenuiser dangereusement en saison sèche par suite des dégradations commises dans son bassin de réception. Les thalwegs de ce bassin ont été barrés avec des murs de pierre sèche et le réembroussaillage de la vallée a été entrepris ; le but de ces travaux est d'amener l'eau à s'infiltrer au lieu de dévaler les pentes comme elle a tendance à le faire. Il semble que, dès la première année l'on constate une amélioration sensible dans l'approvisionnement de la ville de Bassari.

D'autre part le Service des Eaux et Forêts a procédé aux premières reconnaissances des périmètres qu'il importe d'équiper rapidement tant dans le cercle de Sokodé que de Lama Kara.

II. — EXPLOITATION DES PRODUITS FORESTIERS

66. — En 1954, outre l'exploitation en régie du Chemin de Fer du Togo en forêt d'Amakpavé qui a fonctionné normalement pour l'approvisionnement en bois de feu de cet organisme, un chantier important a été ouvert en forêt de Xantho ; son but est d'appliquer l'aménagement de cette forêt qui possède plusieurs centaines d'hectares de tecks d'origine allemande, mais qui ont été très dégradés au cours des temps. La méthode appliquée a été l'exploitation à blanc étoc et l'utilisation des rejets pour reconstituer une futaie équienne non tarée. Ces exploitations ont permis de fournir en 1954 plusieurs milliers de poteaux de ligne aux P.T.T. ainsi que plusieurs milliers de stères d'excellent bois de chauffe au C.F.T. Des exploitations de moindre importance ont été également ouvertes en divers points du Territoire et en particulier dans la forêt d'Atakpamé. Progressivement les aménagements s'établissent qui permettent de suivre tous les peuplements forestiers améliorés.

La scierie mécanique installée à Palimé continue à tourner et a tendance actuellement à accroître sa production ; il en est de même des scieries à bras ce qui démontre que l'utilisation du bois s'élève, signe évident de l'augmentation progressive du standard de vie de la population.

CHAPITRE VII

RESSOURCES MINÉRALES

67. — Il convient d'établir une différence entre la présence d'indices minéraux d'une part et l'existence de gisements, de mines ou de ressources minérales d'autre part. Les indices minéraux résultent d'observations géologiques sans investigations approfondies : dans ces conditions, il n'est pas possible de donner un ordre de grandeur de l'importance de ces indices. Par contre, les caractéristiques et l'étendue des minéralisations peuvent être définies seulement par des études systématiques, c'est-à-dire des prospections.

Au cours des travaux de lever de la carte géologique du Togo qui ont été effectués successivement par diverses missions géologiques, un certain nombre d'indices de minéralisations ont été repérés, sans qu'il ait été toujours possible d'en pousser l'étude d'une façon approfondie, sauf quelques cas particuliers :

a) Indices simplement repérés.

Indices de graphite repérés récemment au sud-ouest d'Atakpamé et le long de la route de Palimé.

Indices de sulfures (plomb et or) dans la région d'Agbandi au nord-est d'Atakpamé — indices de faible importance à préciser.

Indices de bauxite sur le sommet du mont Agou dont l'étendue semble limitée, mais que le Bureau Minier étudiera en 1955.

Indices de rutile dans la région de Sokodé — indices éluvionnaires dispersés.

Indices d'or de faible intérêt, étudiés par le géologue Chermette et quelques prospecteurs privés.

b) Indices ayant fait l'objet d'études ou en cours d'études.

Indices de chromite étudiés par le géologue Koert en 1904 (Djéti) par Arsandaux en 1924 (Djéti) par le géologue Chermette en 1939-1942 au mont Ahito.

Les indices du mont Ahito ont été recouverts par des permis de recherches.

En liaison avec la Compagnie Péchiney, des travaux de recherches ont été entrepris, à partir d'octobre 1954, en vue de préciser la qualité et les réserves certaines en

minerai pour voir si on peut envisager une exploitation. Parallèlement un lot de 500 t de chromite est actuellement acheminé sur Lomé pour être expédié en France, aux fins d'un essai électrométallurgique au cours du premier semestre 1955.

Indices de minerai de fer. — Un certain nombre d'indices de fer sont connus dans le nord Togo et particulièrement dans la région de Bassari (série du Buem). Les autochtones ont pratiqué pendant longtemps une métallurgie locale, actuellement arrêtée, étant donnée l'importation de produits finis de qualité et d'un prix de revient faible.

Le principal indice connu était celui de Bangéli. Actuellement le Bureau Minier de la F.O.M. a entrepris des recherches systématiques (puits et tranchées) sur ce gisement depuis le mois de janvier 1954. Ces études sont en cours et ont pour but de préciser les tonnages certains et les qualités.

Indices de phosphates. — Les géologues qui avaient parcouru la zone sédimentaire parlaient toujours de la présence de calcaires phosphatés. Les indices de minerai phosphaté ont été seulement mis en évidence par le géologue du Comptoir des Phosphates en 1952, au cours d'une brève mission au Togo.

Depuis cette époque (1953) les prospections systématiques par puits à main et sondeuses mécaniques sont menées par deux groupes miniers afin de préciser les zones intéressantes et déterminer les caractéristiques des zones utiles (mort-terrains de recouvrement, couche de phosphate, teneur en P_2O_5 , caractéristiques de lavage, etc.). Ces travaux qui avaient démarré en 1953 ont rencontré des difficultés au départ en raison de la rareté de la main-d'œuvre spécialisée. Mais à l'heure actuelle les travaux progressent et il est permis d'espérer que des résultats intéressants viendront couronner l'effort des sociétés de recherches.

En conclusion on peut dire que depuis fin 1953 et surtout depuis 1954, le Togo connaît une activité minière de recherches qui intéresse : les phosphates (zone côtière sédimentaire), le minerai de chrome (mont Ahito à 150 kilomètres de Lomé), le minerai de fer (Bangéli à 450 kilomètres de Lomé).

Il n'y a pas encore d'activité d'exploitation mais la recherche minière est menée très activement, ce qui provoque un aspect nouveau dans l'économie du Territoire, en attendant la mise en valeur éventuelle des richesses qui pourraient être mises en évidence par ces recherches minières.

Le Service des Mines a été créé en décembre 1953 dans le but d'orienter et de coordonner les recherches tout en les contrôlant et afin de conseiller le Gouvernement.

a) A l'heure actuelle la situation est la suivante :

— La construction du Service des Mines est terminée depuis le mois de septembre 1954. L'équipement du Service est réalisé partiellement, ce qui a été rendu possible grâce aux crédits alloués par la Métropole au titre F.I.D.E.S. 1953-1954.

— Le personnel du Service des Mines payé par le budget local comprend :

1 ingénieur principal des Mines, chef du Service.

1 commis d'administration, 1 dactylo, 1 planton, 1 chauffeur.

b) D'autre part grâce encore à l'aide métropolitaine (crédits F.I.D.E.S. 1944-1955) le Service des Mines pourra organiser en 1955 une Section de Géologie appliquée pour perfectionner la carte géologique et inventorier les indices de minéralisation. A cet effet un agent contractuel a été recruté et est arrivé dans le Territoire fin décembre 1954.

RÉGLEMENTATION MINIÈRE

68. — a) La réglementation en vigueur au Togo est inspirée de la législation minière française.

Les décrets miniers en vigueur sont :

Décret du 26 octobre 1927 complété par les décrets du 26 décembre 1931 et du 28 juillet 1938 ainsi que par des arrêtés locaux d'application.

Cette législation entraîne pour le Territoire les avantages suivants :

1° Droits fixes à verser pour l'obtention des titres miniers et qui constituent une partie de la fiscalité minière (arrêté n° 337 du 9 mai 1953).

2° Les droits *ad valorem* à la production évaluée sur le carreau de la mine fixée à 5 % de cette valeur par le décret du 26 octobre 1927.

3° Une participation du Territoire aux bénéfices qui se substitue à la taxe *ad valorem* de 5 % dans le cas où le bénéfice ainsi calculé est supérieur au produit de la taxe.

4° L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux établi suivant les règles de la fiscalité générale.

5° Les taxes douanières à l'entrée et à la sortie.

6° Les taxes de transaction (fiscalité générale).

7° Enfin les revenus indirects provoqués par la mise en circulation des salaires payés sur les mines, salaires qui provoquent l'ouverture d'un cycle économique très important.

Les avantages qui reviennent aux propriétaires des terrains sont les suivants :

1° Indemnités pour tous les dégâts provoqués à leurs propriétés du fait de l'exploitation.

2° Règlements des terrains que les sociétés exploitantes pourraient acquérir après entente avec les propriétaires.

3° Du fait que la mine est *res nullius* les particuliers n'ont aucun droit sur les substances minérales.

b) L'acquisition des droits miniers suit le processus suivant :

1° Délivrance d'une autorisation personnelle en vue d'acquérir des droits miniers, par le Commissaire de la République aux personnes présentant toutes les garanties techniques et financières pour une mise en valeur rationnelle des richesses minérales du Togo et au mieux des intérêts de la collectivité.

Tous les citoyens ou Sociétés faisant partie de l'O.N.U. peuvent participer à la mise en valeur du sous-sol du Togo.

2° Délivrance de *permis de recherches* aux titulaires d'autorisations personnelles :

Soit en zone libre (décision du Chef du Service des Mines) ;

Soit en zone réservée (par décret après avis de l'Assemblée Territoriale).

3° *Concession* aux titulaires de permis de recherches qui par leurs travaux ont mis en évidence l'existence d'un gisement.

c) Les titulaires de droits miniers de recherches doivent exécuter les travaux de prospection pour prouver l'existence d'un gisement.

Les droits fixes sont de 5.000 francs C.F.A. pour un permis de recherches (10.000 francs C.F.A. pour le premier renouvellement et 15.000 francs C.F.A. pour le deuxième renouvellement).

d) L'acquisition des droits miniers d'exploitation se fait par l'attribution de concessions quand la preuve a été faite de l'existence d'un gisement.

Droit fixe : 10.000 francs C.F.A.

Redevances superficielles : 5 francs C.F.A. par hectare et par an pendant les six premières années de validité puis 50 francs C.F.A. par hectare et par an les années suivantes.

Toute concession doit être maintenue en exploitation pendant la durée de sa validité qui est de cinquante ans avec deux prorogations possibles de vingt-cinq ans.

La concession de mine constitue un droit immobilier de durée limitée distinct de la propriété du sol, cessible et transmissible et susceptible d'hypothèque.

e) Doivent être réparés par les exploitants les dégâts provoqués :

1^o *Aux arbres* : règlement d'une valeur estimée.

2^o *Aux bâtiments* : réparation ou règlement d'une valeur estimée.

3^o *Aux terrains* : remise en état pour les rendre à leur usage initial.

Il est à noter que le consentement formel des propriétaires des terrains est exigé dans tous les cas d'occupation nécessaire aux travaux.

Il est donc certain que les populations locales tirent des bénéfices immédiats des richesses minérales. C'est ainsi que les recherches minières qui ont été entreprises récemment par :

— *Le Bureau Minier de la F.O.M.* sur le fer de Bangéli avec 2 Européens (représentant 4 personnes) et 40 Africains (représentant 100 personnes) ;

— *La Compagnie Pechiney* sur les permis de chromite de M. Gravillou, avec 3 Européens (représentant 4 personnes) et 60 Africains (représentant 100 personnes) ;

— *Le Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord* sur les phosphates, avec 19 Européens (représentant 40 personnes) et 120 Africains (représentant 200 personnes) ;

— *Le Syndicat des Phosphates* sur les phosphates avec 2 Européens (représentant 2 personnes) et avec 40 Africains (représentant 100 personnes).

entraînent une activité économique, sociale et humaine très intéressante pour les populations laborieuses du Togo qui ont non seulement la possibilité d'acquérir des ressources nouvelles par leur travail, mais surtout d'apprendre des techniques nouvelles.

En résumé, à l'heure actuelle, la population laborieuse occupée sur les chantiers de recherches s'élève à :

Européens : ingénieurs et contremaîtres français : 26, représentant une famille de 50 personnes.

Africains : spécialistes : 40 ; manœuvres plus ou moins spécialisés : 220, représentant une grande famille de 500 personnes.

L'ensemble des dépenses occasionnées par les travaux de recherches (salaires, matériel, fournitures, etc.) représente une masse annuelle supérieure à 100 millions de francs C.F.A.

Si les travaux de recherches permettent déjà actuellement d'employer le potentiel de travail et la capacité des habitants du Togo, il est permis d'espérer que ces facultés seront largement accrues dans l'éventualité d'une mise en exploitation.

69. — Les estimations qui avaient été faites jusqu'à présent au sujet de l'importance des ressources minérales n'étaient pas basées sur des travaux suffisamment étoffés pour donner une idée exacte de l'étendue de ces ressources.

Les études en cours pour les phosphates, le fer et la chromite permettront dans un délai proche de fixer les caractéristiques de ces richesses minérales et les possibilités d'une exploitation rentable.

C'est alors qu'il sera possible d'entreprendre industriellement l'exploitation de ces richesses. Cependant celle-ci restera toujours soumise :

— aux possibilités de transport, d'embarquement et de frêt (facteurs externes) ;

— aux données des marchés internationaux.

Mais les études en cours permettent d'entrevoir ces possibilités avec confiance. De toute façon la mise en valeur du sous-sol du Togo est entrée dans une période de réalisation qui ne pourra qu'améliorer les conditions économiques de vie du Territoire.

CHAPITRE VIII

INDUSTRIES

I. — TRAITEMENT DES PRODUITS AGRICOLES

70-71-72-73. — Quatre usines se consacrent au Togo à la transformation des produits du cru en vue de leur exportation.

L'usine de coco râpé de la Société Industrielle Togolaise augmente très régulièrement sa production. Ses exportations sont passées de 149 tonnes en 1951, à 231 tonnes en 1952, 247 tonnes en 1953 et 329 tonnes en 1954.

L'usine de fécule de manioc de la Compagnie du Bénin à Ganavé a vu diminuer ses exportations en 1954, en raison d'un fléchissement des cours du produit sur le marché mondial. Cette contraction des affaires n'a pas empêché la réalisation d'un certain nombre d'améliorations techniques qui auront pour résultat d'augmenter sa capacité de production et de la porter aux environs de 1.800 tonnes.

L'huilerie d'Alokouégbé, après un démarrage très satisfaisant, a vu son activité réduite en cours d'année par une période creuse anormale intervenue dans le ramassage des régimes. Elle n'a pas pu atteindre l'objectif de 750 tonnes qui lui était fixé mais la preuve a été faite que la palmeraie environnante permettait de l'approvisionner de façon satisfaisante.

La savonnerie de la Société Chimique et Industrielle Africaine a produit, en 1954, 210 tonnes de savon de Marseille à 72 %. Sa fabrication a été freinée par les cours élevés de l'huile de palme, principale matière première de cette industrie.

II. — ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

74. — La seule source d'énergie électrique du Territoire se trouve à Lomé et est constituée par une usine électrique équipée de groupes électrogènes fonctionnant à l'aide de moteurs diesel. L'équipement de cette usine, exploitée par la Société « Union Électrique d'Outre-Mer »,

dont le siège est à Paris, 52, rue de Lisbonne, 8^e arrondissement, comprend :

1^o Deux alternateurs triphasés 5.500 V A.E.C. 200 kVA entraînés par des moteurs diesel M.A.N. six cylindres de 325 CV.

2^o Deux alternateurs Schneider triphasés 127-220 V, 50 périodes de 105 kVA entraînés par deux moteurs diesel Franco-Tosi, quatre cylindres de 150 CV.

3^o Un alternateur Gramme triphasé 5.500 V, 50 périodes de 650 kVA entraîné par un moteur diesel S.G.C.M. huit cylindres de 750 CV.

La puissance installée aux bornes des génératrices est ainsi de 1.260 kVA. La puissance normale disponible, compte tenu de la révision d'un ou deux groupes est de 650 kVA, largement suffisante pour le moment puisque la puissance utilisée est de l'ordre de 500 kVA.

La réseau de distribution aérien de Lomé comprend 29,520 km de lignes.

D'autre part, l'usine alimente en électricité :

1^o La ville d'Anécho à 44 kilomètres de Lomé au moyen d'une ligne haute tension 5.500 V installée le long de la voie ferrée. Au passage, cette ligne dessert l'agglomération de Porto-Seguro située à 33 kilomètres de Lomé.

Le réseau de distribution d'Anécho comprend 4,3 km de lignes et celui de Porto-Seguro se réduit à l'éclairage de la rue de la gare à la mer, soit 0,725 km.

2^o La station de pompage d'Agoué au moyen d'une ligne aérienne haute tension de 8,17 km. La station de pompage qui alimente la ville de Lomé en eau potable est en effet équipée de moto-pompes électriques.

3^o L'aérodrome de Lomé au moyen d'une ligne aérienne haute tension 5.500 V, longue de 3,4 km, prolongée d'une ligne souterraine de 5.500 V, longue de 1,2 km jusqu'au poste d'émission radio-électrique. Les installations électriques de cet aérodrome de classe B sont très importantes et nécessitent une puissance de 100 kVA en pointe.

4^o L'hôpital de Lomé par une ligne souterraine à

haute tension 5.500 V, longue de 4,2 km, posée en 1953 par les soins de l'Union Electrique d'Outre-Mer et mise en service en 1954.

La Société Union Electrique d'Outre-Mer compte 1.758 abonnés ; elle a distribué en 1954 1.499.016 kWh.

Les tarifs en vigueur sont les suivants :

Lumière : 40 francs C.F.A. ; force B.T. : 30 francs C.F.A. ; force H.T. : 24 francs C.F.A.

D'après la convention qui lie la Société au Territoire, ces tarifs sont révisables chaque semestre par application d'une formule de révision des prix tenant compte des variations de salaire du personnel, du prix du gas-oil et de la quantité d'énergie électrique distribuée durant le semestre précédent.

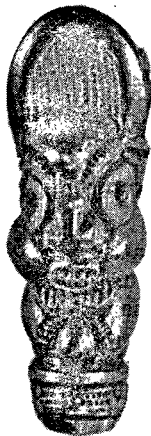
Une étude est en cours pour le renforcement et l'extension du réseau de Lomé, en particulier pour améliorer l'alimentation des quartiers périphériques de Nyekonakpoe et Lom-Nava, ainsi que pour amener le courant à Tokoin où une zone de lotissements se crée à proximité

du nouvel hôpital ; ce programme est évalué à 5 millions de francs C.F.A.

Compte tenu de cette extension du réseau qui entraînera l'augmentation du nombre de kilowatts-heure vendus, le Territoire espère obtenir un abaissement des tarifs de vente du courant et ainsi permettre à tous de bénéficier des avantages du courant électrique éclairage, force motrice... De son côté, l'Unelco poursuit actuellement l'aménagement de son réseau dans le but d'améliorer la qualité du courant distribué.

Par ailleurs, la subdivision des Travaux Publics nord à Sokodé est équipée d'une centrale électrique comprenant trois groupes électriques Caterpillar pour le fonctionnement de ses ateliers : un D-311 de 16/18 kW, un D-318 de 33/37 kW, un D-8800 de 42/46 kW. Ces installations fournissent du courant pour l'éclairage du quartier résidentiel du Cercle et du Centre culturel de 18 heures à 22 heures.

Le tarif est forfaitairement basé sur l'ensemble des dépenses et est d'environ 100 francs par mois par lampe installée pour 4 heures par jour d'éclairage.



CHAPITRE IX

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

A. — MOYENS DE COMMUNICATION ET DE TRANSPORT

1^o POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

75 a, b, c, d. — Le Service des Postes et Télécommunications du Togo est organisé par décret du 23 février 1949.

Il exerce son activité dans deux grandes branches :

a) La branche postale et les services annexes (articles d'argent, colis postaux, remboursement, caisse d'épargne, etc.).

b) La branche télécommunications laquelle se divise elle-même en « service fil » et « service radioélectrique ».

Par ailleurs, l'Office Togolais, office indépendant, participe à tous les règlements entre offices prévus aux conventions et règlements internationaux.

Le personnel du Service des Postes et Télécommunications du Togo se compose de fonctionnaires du Cadre général des Transmissions de la France d'outre-mer, de fonctionnaires du Cadre supérieur de l'A.-O.F. détachés au Togo, de fonctionnaires du Cadre local et de journaliers.

Les effectifs s'établissaient comme suit au 31 décembre 1954 :

a) Fonctionnaires du Cadre général.

Personnel Supérieur (Branches postale et technique).	4
Personnel de contrôle et de maîtrise :	
Exploitation postale	2
Service technique fil	4
Service radioélectrique	4

b) Fonctionnaires du Cadre supérieur de l'A.-O.F.

Branche exploitation postale	3
------------------------------------	---

c) Fonctionnaires du Cadre local du Togo.

Commis branche postale	85
Facteurs branche postale, Facteurs branche technique	62
Agents Service Radio	12

d) *Commis d'administration.*

Commis	4
--------------	---

e) *Contractuels.*

Facteurs Service postal	2
-------------------------------	---

f) *Agents journaliers.*

Branche postale	42
Branche technique fil	58
Branche radio	14

MATÉRIEL

Le Service des Postes et Télécommunications dispose de :

a) 15 bureaux de plein exercice.

b) 3 agences postales gérées par les agents des P.T.T.

c) 1 agence postale gérée par un secrétaire administratif.

d) 7 agences postales gérées par des employés du Chemin de Fer du Togo.

e) 32 cabines téléphoniques rurales gérées par des secrétaires administratifs.

f) 4 circuits de poste automobile rurale (Cercle d'Aného, Cercle de Lama-Kara, Cercle de Palimé, Cercles de Palimé et d'Atakpamé).

Les tableaux ci-après résument :

a) Le classement des bureaux des Postes et Télécommunications.

b) La liste et les dates d'ouverture des bureaux, agences et cabines du Service des Postes et Télécommunications.

CLASSEMENT DES BUREAUX DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

CATÉGORIES	BUREAUX
Hors classe	Lomé (Recette principale).
1 ^{re} classe	Sokodé, Anécho, Palimé, Atakpamé.
2 ^e classe	Sansanné-Mango, Lama-Kara, Tsévié, Bassari, Dapango.
3 ^e classe	Blitta, Nuatja, Anié, Anfoin, Bafilo.
Agences postales	Tabligbo, Vogan. Agbélouvhé, Agou, Akaba, Assahun, Badou, Noépé, Pagala, Porto-Seguro, Kandé.

CABINES TÉLÉPHONIQUES

Adéta, Afagnagan, Afagnan-Bletta, Agbatopé, Ahépé, Akata, Aklakou, Akoumapé, Akoviépé, Alédjo, Amégnan, Assomé, Attitogon, Bombouaka, Gapé, Gblinvié, Goudevé, Guérin-Kouka, Kabou, Kévé, Klouto, Kolaré, Kougnohou, Kouvé, Kpadapé, Mission-Tové, Niamtougou, Noépé, Sotouboa, Tchamba, Tchekpo, Tomégbé.

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES INTERNATIONALES ET INTERTERRITORIALES

Lomé-Cotonou : 160 km (frontière
50 km) 1 fil de cuivre 30/10
Lomé-Accra : 200 km (frontière
3 km 500) 1 — 25/10

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES INTÉRIEURES

(Circuit approprié.)

Lomé-Anécho : 45 km 2 fils de cuivre 25/10
Lomé-Palimé : 120 km 2 — 25/10
Lomé-Tsévié : 35 km 2 — 25/10
Lomé-Atakpamé : 170 km 2 — 30/10
Lomé-Sokodé : 350 km 2 — 30/10
et 25/10
Atakpamé-Sokodé : 190 km 2 — 25/10
Sokodé-Lama-Kara : 80 km 2 — 25/10
Sokodé-Bassari : 60 km 1 fil de cuivre 25/10
Bassari-Mango : 160 km 1 — 25/10
Mango-Dapango : 80 km 1 — 25/10

(Ces trois dernières lignes sont utilisées alternativement au téléphone et au télégraphe.)

CIRCUITS TÉLÉPHONIQUES INTERNATIONAUX ET INTERTERRITORIAUX

Lomé-Cotonou : 160 km (frontière
50 km) 2 fils de cuivre 25/10
Anécho-Grand-Popo : 25 km (frontière
5 km) 2 — 25/10

Lomé-Kéta : 40 km (frontière
3 km 500) 2 fils de cuivre 30/10
Palimé-Shia via Ho : 17 km (frontière
17 km) 2 — 30/10

CIRCUITS TÉLÉPHONIQUES INTÉRIEURS

Lomé-Anécho : 45 km 2 fils de cuivre 25/10
Anécho-Anfoin : 15 km 2 — 25/10
Anfoin-Vogan : 8 km 2 — 25/10
Vogan-Akoumapé : 12 km 2 — 25/10
Lomé-Palimé : 120 km 2 — 25/10
Lomé-Noépé : 27 km 2 — 20/10
Lomé-Keve-Assahoun : 52 km .. 2 — 20/10
Lomé-Tsévié : 35 km 2 — 25/10
Lomé-Nuatja : 96 km 2 — 25/10
et 20/10
Nuatja-Atakpamé : 74 km 2 — 20/10
Lomé-Atakpamé : 170 km 2 — 30/10
Lomé-Sokodé : 350 km 2 — 30/10
et 25/10
Atakpamé-Sokodé : 197 km 2 — 25/10
Atakpamé-Anié : 35 km 2 — 25/10
Sokodé-Blitta : 80 km 2 — 25/10
Sokodé-Lama-Kara : 80 km 2 — 25/10
Lama-Kara-Niamtougou : 35 km 2 — 20/10
Mango-Kandé : 90 km 2 — 25/10
Bafilo-Aledjo : 11 km 2 — 20/10
Palimé-Akata-Goudevé : 43 km . 2 — 25/10
Atakpamé-Kougnohou-Badou :
90 km 2 — 25/10
Badou-Tomégbé : 7 km 2 — 25/10

LIGNES TÉLÉPHONIQUES INTÉRIEURES

Anfoin-Tabligbo : 35 km 1 fil de cuivre 25/10
Anfoin-Attitogon : 12 km 1 — 25/10
Anfoin-Amégnan : 10 km 1 — 25/10
Anfoin-Afagna-Bletta : 20 km .. 1 — 25/10
Tabligbo-Ahépe : 15 km 1 — 25/10
Anfoin-Aklakou : 12 km 1 — 20/10
Tabligbo-Kouvé : 12 km 1 — 25/10
Tabligbo-Afagnagan : 22 km ... 1 — 25/10
Tsévié-Agbatopé : 6 km 1 — 20/10
Tsévié-Mission-Tové : 22 km ... 1 — 20/10
Tsévié-Gblinvié : 3 km 1 — 20/10
Tsévié-Gapé : 20 km 1 — 25/10
Sokodé-Tchamba : 40 km 1 — 25/10
Sokodé-Bassari : 60 km 1 — 25/10*
Bassari-Kabou : 22 km 1 — 25/10*
Bassari-Mango : 160 km 1 — 25/10*
Mango-Dapango : 80 km 1 — 25/10*
Dapango-Bombouaka : 20 km .. 1 — 25/10*
Lama-Kara-Bafilo : 22 km 1 — 25/10
Vogan-Akoumapé : 12 km 1 — 25/10
Tabligbo-Tchekpo : 25 km 1 — 25/10

(Les lignes assorties du signe * sont utilisées alternativement en télégraphie et en téléphonie.)

BUREAUX GARES

Les Bureaux gares dont les noms suivent sont ouverts aux communications téléphoniques en empruntant les circuits du réseau du Chemin de Fer.

Ligne d'Anécho	Ligne du centre	Ligne de Palimé
Porto-Séguro.	Agbélouvhé. Pagala. Akaba.	Assahoun. Agou.

LIGNES TÉLÉPHONIQUES ADMINISTRATIVES

Le Centre du Service de la Trypanosomiasse de Pagouda est desservi par une ligne téléphonique (1 fil cuivre 20/10) rattachée au Bureau de Lama-Kara (40 km).

Le poste de douane de Klouto est rattaché au bureau de Palimé par un circuit téléphonique de (11 km) (en 2 fils cuivre 20/10).

Le poste de douane de Kpadapé est rattaché au bureau de Palimé par une ligne téléphonique (9 km) (1 fil cuivre 30/10).

Le poste de douane de Segbé est rattaché à la gare de Sanguera (5 km) par une ligne téléphonique (1 fil cuivre 28/10).

Le poste de douane d'Aflao est rattaché au bureau des douanes de Lomé par un circuit téléphonique (3,5 km) (2 fils cuivre 25/10).

Le poste de police d'Aflao est rattaché au commissariat de police de Lomé par un circuit téléphonique (3,5 km) (2 fils cuivre 25/10).

Le nouvel hôpital de Lomé est rattaché au bureau de Lomé par un circuit téléphonique (3 km) (2 fils cuivre 25/10).

Les services de l'aérodrome de Lomé y compris la station météorologique sont rattachés au bureau de Lomé par un câble à 7 quartes armé de 6,5 km.

Fréquence du service. - Heures d'ouverture des bureaux de plein exercice.

NATURE DES SERVICES	Lomé			Anécho, Atakpamé, Palimé, Lama-Kara, Sokodé, Mango			Anfoin, Anié, Bafilo, Bassari, Blitta, Nuatja, Tsévié, Dapango		
	Jours de semaine	Samedi	Dimanches et jours fériés	Jours de semaine	Samedi	Dimanches et jours fériés	Jours de semaine	Samedi	Dimanches et jours fériés
Ouverture des guichets postaux à l'exclusion des articles d'argent...	7 h. 30-11 h. 30 14/17	7/12	—	7 h. 30-11 h. 30 14/17	7/12	—	7 h. 30-11 h. 30 14/17	7/12	—
Ouverture des guichets d'articles d'argent	7 h. 30-11 h. 30 14/16	7/11	—	7 h. 30-11 h. 30 14/16	7/11	—	7 h. 30-11 h. 30 14/16	7/11	—
Ouverture des guichets télégraphiques (1).....	7 h. 30-11 h. 30 14/17	7/12-14/17	8/11	7 h. 30-11 h. 30 14/17	7/12-14/17	8/11	7 h. 30-11 h. 30 14/17	7/12-14/17	8/11
Distribution télégraphique à domicile (2)	7/20	7/20	7/20	7/20	7/20	8/11-16/17	7/12-14/17	7/12-14/17	8/11
Transmissions radiotélégraphiques. .	0/24	0/24	0/24	Ne concerne que le bureau de Mango (3) 7/19 7/19 7/11-16 h 30/17			—	—	—

(1) Les télégrammes officiels urgents peuvent être déposés directement au B.C.T.R. de Lomé et au Gérant des Bureaux de l'Intérieur en dehors de ces heures.

(2) Les télégrammes officiels sont remis à Lomé de 0 à 24 heures.

(3) Un service spécial Météo est assuré tous les jours y compris les dimanches et les jours fériés.

N. B. — La réduction des heures d'ouverture des bureaux par rapport à l'année 1953 est consécutive à l'application du Code du Travail Outre-Mer.

Heures d'ouverture du service téléphonique.

Nature du service	Lomé			Atakpamé, Anécho, Palimé (1) Sokodé			Anfoin, Anié, Bafilo, Bassari, Blitta, Dapango, Lama-Kara, Mango, Nuatja, Tsévié (1)		
	Jours de semaine	Samedi	Di- manches et jours fériés	Jours de semaine	Samedi	Di- manches et jours fériés	Jours de semaine	Samedi	Di- manches et jours fériés
Service téléphonique	0/24	0/24	0/24	7/20	7/20	7/20	7/12/14/18	7/12/14/18	7/12/14/18

(1) En dehors des heures normales d'ouverture, il est donné suite aux communications officielles urgentes et à toutes demandes de communications motivées par des circonstances exceptionnelles (sinistre, accident, appels dans les cas urgents d'un médecin, d'une sage-femme, etc.

CIRCUITS D'ABONNÉS

Ensemble des réseaux locaux du Territoire : 320 *kilo-mètres de circuits*, compte non tenu du réseau aéro-sou-terrain de Lomé qui n'a pas encore été mis en service.

RESSOURCES

Les ressources du Service des Postes et Télécommuni-cations proviennent :

- du budget local ;
- des budgets spéciaux (fonds de soutien) ;
- du budget du plan quadriennal.

Les crédits attribués pour l'exercice 1954 apparaissent ci-dessous :

a) Budget local.

1^o Budget de fonctionnement :

Francs C.F.A.

Personnel du Service des Postes et Télé-communications	54.866.000
Personnel du Service Radioélectrique....	8.355.000
Dépenses de matériel P.T.T.....	11.925.000
Dépenses de matériel Radio.....	650.000
Dépenses diverses Union Internationale des Télécommunications et Union Postale Universelle	1.372.000

Total 77.168.000

soit une augmentation de plus de 7 millions de francs par rapport à l'année 1953.

2^o Budget d'équipement :

Titre II, Section II, Paragraphe 1 a 35.000.000

b) Budgets spéciaux.

Fonds de soutien du cacao	3.500.000
Fonds de soutien du café	1.000.000

c) Budget du Plan quadriennal.

Chapitre 1.002, art. 2, § 6	2.000.000
Chapitre 1.016, art. 2, § 1	6.000.000
Chapitre 1.016, art. 2, § 2	4.000.000

Dépenses réellement effectuées au 31 décembre 1954.

a) Budget local.

1^o Budget de fonctionnement :

Francs C.F.A.

Personnel du Service des Postes et Télé-communications	54.905.181
Personnel du Service Radio	8.388.088
Dépenses de matériel P.T.T.	11.873.636
Dépenses de matériel Radio	649.742
Dépenses diverses (Union Internationale des Télécommunications, Union Postale Universelle, etc.)	408.870
Total	<u><u>76.225.517</u></u>

2^o Budget d'équipement

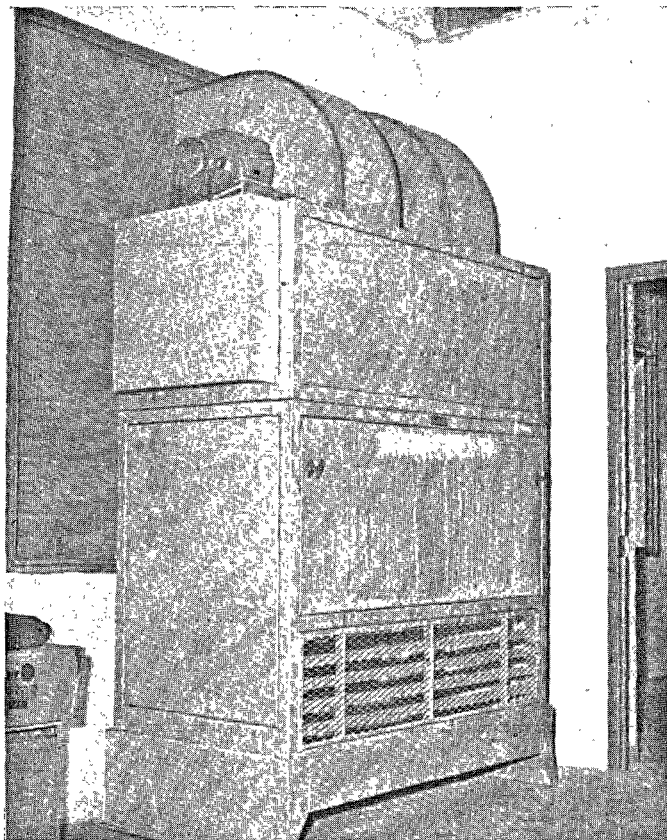
Total 34.999.337

b) F.I.D.E.S.

Chapitre 1.002, art. 2, § 6	1.319.760
Chapitre 1.016, art. 2, § 1	3.346.407
Chapitre 1.016, art. 2, § 2	3.344.751
Total	<u><u>8.010.886</u></u>

c) Fonds de Soutien.

Cacao	3.499.649
Café	999.908
Total	<u><u>4.499.557</u></u>



Travaux d'installation du téléphone automatique à Lomé.
Ci-dessus : tour de refroidissement du climatiseur du central.

Recettes budgétaires.

Francs C.F.A.

Taxes postales	19.851.111
Taxes télégraphiques	9.109.230
Taxes radiotélégraphiques	611.737
Taxes téléphoniques	20.484.857
Produits des colis postaux	2.807.284
Droits de commission des mandats émis ..	2.544.201
Fourniture de matériel et installation de lignes et de postes	845.941
Droits divers et recettes accessoires	663.258
Produits de la radiodiffusion	186.500

Total 57.104.119

Règlements télégraphiques en instance ...	2.000.000
Agence Comptable (prévisions)	1.500.000

Total 60.604.119

Les tarifs postaux et d'articles d'argent du régime intérieur et de l'Union Française, les tarifs télégraphiques et téléphoniques du régime intérieur sont fixés par délibération de l'Assemblée Territoriale et rendues exécutoires par arrêtés du Commissaire de la République après approbation ministérielle.

Les tarifs postaux du régime international, les tarifs télégraphiques et téléphoniques du régime international et de l'Union Française sont fixés par le pouvoir central.

Ces tarifs sont d'ailleurs inchangés par rapport au 31 décembre 1953.

Taxes applicables au Service téléphonique au 31 décembre 1954.

1^o Taxe unitaire des communications urbaines et interurbaines.

a) Communications urbaines :

Régime de la conversation taxée.....Fr.	15
Avec minimum de perception mensuel de....	500

b) Communications interurbaines :

Par unité indivisible de 3 minutes :

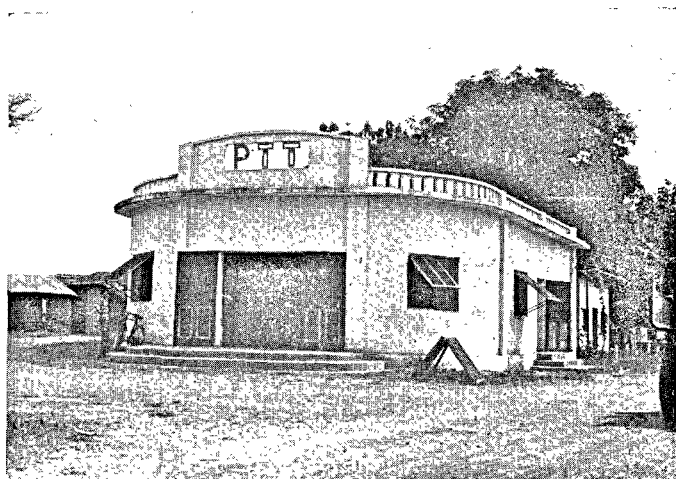
Jusqu'à 50 kilomètres.....Fr.	30
De 51 à 75 kilomètres	60
De 76 à 100 kilomètres	75
De 101 à 150 kilomètres	105
De 151 à 200 kilomètres	120
Par 100 kilomètres au-dessus de 200 kilomètres (distance à vol d'oiseau).....	45

La taxe unitaire des conversations échangées à partir d'une cabine téléphonique publique est majorée de 5 francs par unité de conversation.

2^o Redevances d'abonnement des lignes principales et supplémentaires.

a) Abonnement principal.....Fr.	4.500
b) Abonnement pour poste supplémentaire...	2.000

Il convient d'ajouter les redevances de location et d'entretien des appareils téléphoniques.



Bureau de postes de Tsévié.

I. — Lettres et paquets clos.

a) Régime intérieur et Union française				b) Régime international.			
Échelons de poids.		Tarif.		Échelons de poids.		Tarif.	
Jusqu'à 20 grammes	.....	Fr.	15	Jusqu'à 20 grammes	.....	Fr.	17
Au-dessus de 20 g jusqu'à 50 g	.....		20	De 20 grammes à 40 grammes	.....		27
— 50 g — 100 g	.....		30	— 40 — 60 —	.....		37
— 100 g — 300 g	.....		45	— 60 — 80 —	.....		47
— 300 g — 500 g	.....		60	— 80 — 100 —	.....		57
— 500 g — 1.000 g	.....		90	— 100 — 120 —	.....		67
— 1.000 g — 1.500 g	.....		120	— 120 — 140 —	.....		77
— 1.500 g — 2.000 g	.....		150	— 140 — 160 —	.....	Fr.	87
— 2.000 g — 3.000 g	.....	Fr.	200				
Poids maximum : 3 kg.				Au-dessus de 20 g en sus de la taxe de 17 fr correspondant aux 20 premiers grammes, par 20 g ou fraction de 20 gr en excédent			
CHB dont poids supérieur à 3 kg passibles tarif de 200 fr majoré de 50 fr par 1.000 g ou fraction de 1.000 g en excédent.				.....Fr.			10
Poids maximum : 15 kg.				Poids maximum : 2 kg.			

II. — Papiers de commerce et d'affaires.

a) Régime intérieur et Union française.		b) Régime international.	
1 ^o Tarif général : Tarif des lettres ;		Par 50 g ou fraction de 50 g	
2 ^o Tarif spécial.		.....Fr.	4
Factures, relevés de comptes et de factures, bordereau ou avis d'expédition, etc. : jusqu'à 20 gr		Avec minimum de perception de	.....Fr.
.....Fr.		12	17
Livrets cadastraux échangés entre l'Administration du cadastre et propriétaires : jusqu'à 500 g		.....Fr.	30

III. — Cartes postales.

a) Régime intérieur et Union française.		b) Régime international.	
Cartes postales simples		Cartes postales simples	.....Fr.
.....Fr.		10	10
Avec réponse payée		Avec réponse payée	.....Fr.
.....Fr.		20	20
Cartes illustrées :			
Tarif général		.....Fr.	10
Avec au recto uniquement, date, signature, adresse expéditeur et cinq mots au plus de correspondance		.....Fr.	8

IV. — Imprimés ordinaires et paquets non clos.

a) Régime intérieur et Union française.			b) Régime international.	
Échelons de poids.		Tarif.	<i>Imprimés.</i>	
Jusqu'à 20 grammes		Fr. 5	Par 50 g ou fraction de 50 g.....	Fr. 4
Au-dessus de 20 g jusqu'à 50 g		10	Réduction de 50 % pour les livres, brochures, papier musique, carte de géographie, journaux et écrits périodiques.	
— 50 g — 100 g		15	Impression en relief pour aveugles	Gratuit
— 100 g — 300 g		30		
— 300 g — 500 g		45		
— 500 g — 1.000 g		70		
— 1.000 g — 1.500 g		100		
— 1.500 g — 2.000 g		120		
— 2.000 g — 3.000 g		Fr. 160		
Poids maximum : 3 kg.				
<i>Dispositions spéciales.</i>			<i>Echantillons de marchandises.</i>	
1° Envois de librairie comportant un seul volume admis jusqu'au poids de 5 kg.			Par 50 g ou fraction de 50 g.....	Fr. 4
En sus de la taxe de 160 fr correspondant à 3.000 g, par 1.000 g ou fraction de 1.000 g en excédent.....				
Fr. 40			<i>Petits paquets.</i>	
2° Imprimés en relief pour les aveugles	gratuit		Par 50 g ou fraction de 50 g.....	Fr. 7
3° Imprimés urgents — Taxe additionnelle par objet	5		Avec minimum de perception de	Fr. 35
4° Imprimés électoraux.....	0,02			
5° Imprimés affranchis en numéraire jusqu'à 20 grammes.	Fr. 4			

V. — Taxes postales accessoires.

a) Régime intérieur et Union française.		b) Régime international.	
1° <i>Droit de recommandation.</i>		1° <i>Droit de recommandation.</i>	
Lettres, paquets clos, envois valeurs déclarées, cartes postales ordinaires, valeurs à recouvrer.....	Fr. 25	Droit fixe de	Fr. 25
Autres objets	20	2° Avis de réception des objets chargés et recommandés :	
2° Accusé de réception des objets chargés ou recommandés :		Au moment du dépôt	17
Au moment du dépôt	15	Postérieurement au dépôt	25
Postérieurement au dépôt	25	3° Droit d'assurance des CHL et CHB :	
3° Droits d'assurance des CHL et CHB : par 10.000 fr ou fraction de 10.000 fr.....	10	Par 300 fr. or ou fraction de 300 fr or	30
Avec minimum de perception	50	Maximum de déclaration	120.000 C.F.A.
Maximum de déclaration de valeur	100.000	4° Coupons-réponse internationaux	20
4° Coupons-réponse U. F.....	16	5° Carte d'identité postale	40
5° Réclamation relative à un objet chargé ou recommandé.	Fr. 25	6° Réclamations, renseignements	Fr. 25

VI. — Taxes télégraphiques au 31 décembre 1954.

a) Régimes intérieur Togo-A.-O.F. et relation avec la Gold-Coast et le Togo sous tutelle britannique.		b) Régime international.		
			Taxe par mot en francs-or	
1 ^o Télégrammes privés ordinaires et télégrammes officiels.				
Quelle que soit la destination par mot.....Fr.	8	Pays de destination.	Voie T.S.F.	Voie Câble
Avec minimum de perception de	80		—	—
2 ^o Télégrammes de presse par mot..... 4				
avec minimum de perception de	40	1 ^o Union française.		
3 ^o Télégrammes urgents, doubles des télégrammes ordinaires avec minimum de perception de 160		A.-E.F.-Cameroun	0,50	0,50
		France, Afrique du Nord française.....	0,75	0,75
		Autres destinations de l'Union française.....	1,00	1,00
4 ^o Télégrammes-mandats.				
Taxe télégraphique toutes destinations, par mot	8	2 ^o Étranger.		
Surtaxe fixe par télégramme-mandat	80	Allemagne	1,485	1,485
5 ^o Taxes télégraphiques accessoires :		Espagne	1,635	1,635
a) Télégrammes multiples : pour chaque copie et par fraction indivisible de 50 mots.....	40	Grande-Bretagne	1,506	1,506
b) Récipissé de dépôt		Italie	1,485	1,485
Au moment du dépôt	15	Norvège.....	1,56	1,56
Ultérieurement et dans les six mois qui suivent	25	Pays-Bas	1,48	1,48
c) Annulation d'un télégramme avant transmission.....	20	Portugal	1,5975	1,5975
d) Télégrammes avec reçu.....	20	Suède	1,56	1,56
e) Communication au guichet de l'original d'un télégramme.....Fr.	20	Suisse.....	1,425	1,425
f) Adresses enregistrées :		Guinée portugaise	2,215	2,215
Droit d'abonnement :		Angola.....	2,265	2,265
1 an : 3.600 fr.		Congo belge	2,255	2,255
6 mois : 2.000 fr.		Gambie anglaise		
1 mois : 540 fr.		Bathurst		2,30
		Autres bureaux		2,77
		Nigéria		
		Lagos.....		1,02
		Autres bureaux		1,17
		Afrique du Sud.....		2,555
		États-Unis		
		New-York City, Lake Success.....	1,38	1,38
		Autres Bureaux	1,61	1,61
		Canada	1,47	1,47
		Fernandô-Pô et Guinée espagnole	2,535	2,535
		Kenya, Uganda, Tanganyika	3,515	3,515
NOTA. — Télégrammes à destination du Nigéria acheminés par la voie T.S.F. Lomé-Cotonou-Lagos : taxe applicable égale au double de la taxe d'un télégramme du régime intérieur ayant le même nombre de mots.		Télégrammes-lettres (LT) admis par la plupart des pays. Taxe du mot égale à la moitié de la taxe du mot d'un télégramme ordinaire		
		Minimum de perception : le minimum de mots taxés pour les télégrammes-lettres est fixé à 22 mots.		

3° Fournitures et installation des lignes principales et supplémentaires.

Lignes principales :

Rayon de 1 kilomètre à vol d'oiseau autour du central	Fr. 8.000
Rayon de 1 à 4 kilomètres autour du central (par hectomètre indivisible).....	3.000
Dans les autres cas, remboursement des dépenses de toute nature majorées de 25 % à titre de frais généraux.	

Lignes supplémentaires. — Rayon de 0 à 4 kilomètres autour du central :

Par hectomètre indivisible.....	Fr. 3.000
Dans les autres cas remboursement des dépenses de toute nature majorées de 25 % à titre de frais généraux.	

4° Taxes et surtaxes diverses.

Avis d'appel. — Taxe égale au tiers de la taxe unitaire de conversation de jour applicable dans la relation considérée.

Minimum de perception de.....	Fr. 60
-------------------------------	--------

Taxe de transfert. — Par ligne principale : égale à la moitié de la redevance due pour l'installation d'une ligne nouvelle.

Taxe de cession.....	Fr. 2.250
----------------------	-----------

Rétablissement d'un abonné suspendu pour non paiement des redevances.....	300
---	-----

CAISSE D'ÉPARGNE

La succursale de la Caisse d'Épargne de l'A.-O.F. à Lomé ouverte le 1^{er} avril 1953 comptait au 31 décembre 1954, 2.570 comptes en activité pour un dépôt d'environ 37.546.256 francs dont 22 comptes européens totalisant 858.642 francs et 22 comptes de coopérative scolaire et de Société Indigène de Prévoyance totalisant 568.054 francs.

BATIMENTS

Au cours de l'année 1954 le projet de construction d'un nouvel hôtel des postes à Lomé a été remanié et les plans acceptés par les services compétents du Ministère de la France d'outre-mer.

Les travaux qui s'étaleront sur une période allant de 12 à 18 mois commenceront très probablement dans le courant du premier semestre 1955.

Par ailleurs il est envisagé la construction, sur les crédits du Plan quadriennal, d'une nouvelle station d'émission radioélectrique et d'un centre de réception. Le bâtiment du futur central automatique de Lomé a été aménagé définitivement en fonction des servitudes particulières résultant de la destination de cet immeuble. Les travaux de climatisation des pièces destinées à

recevoir les appareils du futur central automatique sont en cours d'exécution et leur achèvement est prévu pour mars 1955.

SERVICES POSTAUX

I. — Relations postales intérieures.

Dans le courant de l'année 1954, trois nouveaux circuits de poste automobile rurale s'ajoutant à celui du cercle d'Anécho ont été créés apportant ainsi une grande amélioration dans les relations postales intérieures.

1° Dans le cercle de Palimé pour desservir Agou et les environs (hebdomadaire).

2° Dans le cercle de Lama-Kara pour desservir : Pagouda, Kandé, Niamtougou (hebdomadaire).

3° Dans les cercles d'Atakpamé et Palimé pour desservir : Klabé, Kougnohou, Badou, Koutoukpa, Amou-Oblo, Goudevé, Adeta, Dayes N'Digbé, Akata, Tomegbé (hebdomadaire).

Ces réalisations ont permis de faire cesser l'isolement postal d'une population évaluée à 200.000 habitants.

La nomenclature des courriers intérieurs est indiquée ci-dessous :

a) Courriers par chemin de fer.

1° Lomé-Anécho : quotidien.

2° Lomé-Palimé : cinq fois par semaine.

3° Lomé-Blitta : bi-hebdomadaire.

b) Courriers automobiles (avec correspondance chemin de fer).

1° Blitta-Dapango : bi-hebdomadaire.

2° Blitta-Bassari : bi-hebdomadaire.

3° Atakpamé-Badou : hebdomadaire par poste automobile rurale.

4° Atakpamé-Palimé : hebdomadaire par poste automobile rurale.

5° Lama-Kara-Kandé-Niamtougou-Pagouda : hebdomadaire par poste automobile rurale.

6° Anécho, Anfoin-Tabligbo, Vogan : bi-hebdomadaire par poste automobile rurale.

II. — Relations postales extérieures.

a) *Terrestres.* — La liaison postale entre le Togo et la Gold Coast est assurée par deux courriers automobiles empruntant les parcours suivants :

Lomé-Kéta-Accra (trois fois par semaine : mardi, jeudi, samedi).

Palimé-Ho (deux fois par semaine : mardi et samedi).

Par ailleurs les bureaux de Lomé R.P. et d'Anécho forment deux fois par semaine des dépêches pour les bureaux de Grand-Popo, Ouidah, Cotonou, et Porto-Novo (Dahomey).

Ce courrier est pris en charge à Anécho par l'Office

postal du Dahomey au moyen du service de poste automobile du Dahomey Sud.

b) *Maritime*. — Le Togo est desservi régulièrement par les lignes de navigation française de la Côte d'Afrique à la moyenne de trois navires par mois.

Le fret postal est confié aux paquebots à l'exclusion des navires de charge de façon à réduire au maximum les délais de route.

c) *Aérienne*. — Le Togo est desservi d'une manière satisfaisante par trois courriers hebdomadaires à destination de la France, de l'A.-O.F. et de l'A.-E.F.

Trafic de l'année 1954.

Catégories	Nombre de sacs postaux ou d'agres	Poids brut
		kg
I. — <i>Dépêches postales</i> .		
a) <i>Voie maritime</i> :		
— Reçues.....	5.268	176.500
— Expédiées.....	1.013	24.756
b) <i>Voie aérienne</i> :		
— Reçues.....	4.920	27.225
— Expédiées.....	2.568	12.050
II. — <i>Colis postaux</i> .		
a) <i>Voie maritime</i> :		
— Reçus.....	3.776	219.865
— Expédiés.....	1.865	42.450
b) <i>Voie aérienne</i> :		
— reçus.....	276	4.384
— expédiés.....	12	82,500

ARTICLES D'ARGENT

Pour répondre à un vœu de la commission consultative permanente franco-britannique pour les affaires togolaises il a été créé depuis 1951 un service direct d'articles d'argent entre le Togo sous tutelle de la France d'une part et le Togo sous tutelle britannique et la Gold Coast d'autre part.

Le montant des titres est fixé au maximum de 40 livres West-Africa.

Cependant il est à noter que ce service ne présente guère d'utilité si l'on tient compte du nombre de mandats du genre émis au Togo pour la Gold Coast : 0 ; en provenance de la Gold Coast et payé au Togo : 1, pour toute l'année 1954.

Les formules de mandat dans le régime de l'Union Française permettent l'envoi de fonds soit par mandat ordinaire soit par mandat carte.

Dans les relations avec l'Union Française, le montant maximum des titres est fixé à 100.000 francs métropo-

litains ou à l'équivalent dans la monnaie du pays de destination.

Le service des mandats du régime international a pris peu d'extension au Togo ; l'émission de tout mandat à destination de l'étranger étant subordonnée, quelle que soit la somme, à la production d'une autorisation de l'Office des Changes.

RECouvreMENTS

Le service des recouvrements est à peu près inexistant au Togo. La totalité des valeurs à recouvrer reçues dans le courant de l'année 1954 proviennent de la Métropole.

ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT

Le service des envois contre remboursement est par contre très florissant.

De nombreuses maisons de commerce offrent en effet à la clientèle africaine la possibilité de se libérer du montant de leur commande au moment de la réception des marchandises.

En 1954 le bureau d'échange de Lomé R.P. a reçu 13.718 objets contre remboursement représentant un montant de 32.849.648 francs C.F.A.

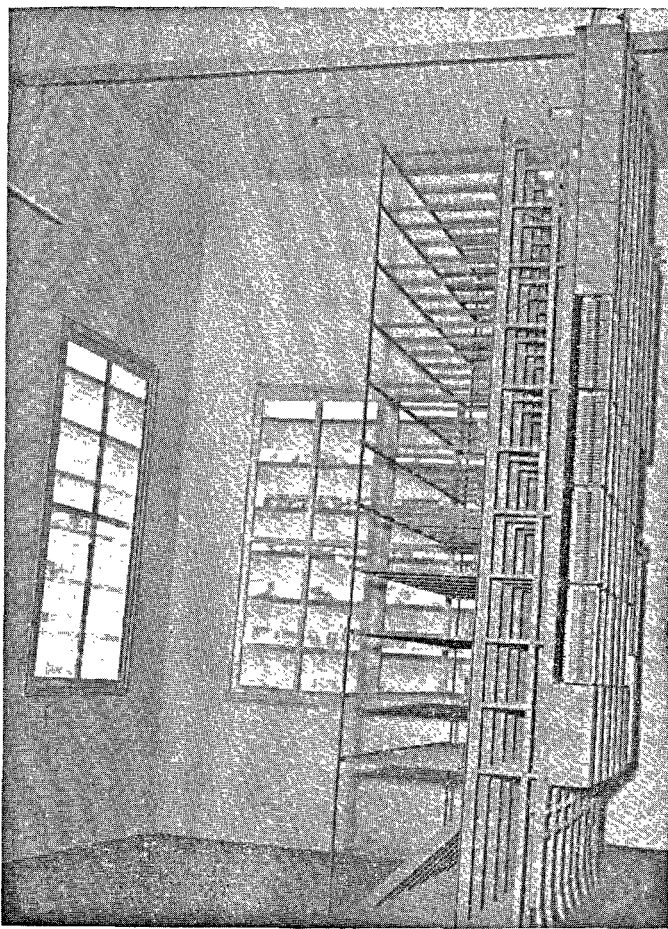
COLIS POSTAUX

Le grande faveur que réserve le public à l'utilisation du service des colis postaux ne cesse de se confirmer ainsi que le montre la statistique de trafic des années 1948 à 1954 incluses. On notera en effet que le trafic arrivée a presque doublé par rapport à l'année 1950. Ce mouvement est un indice intéressant de l'augmentation du pouvoir d'achat des autochtones qui sont les destinataires de loin les plus nombreux de cette sorte d'envoi.

Mouvement du trafic.

Années	Régime intérieur Dépôt	Régime Union Française et Etranger		Produits budgétaires des colis postaux Francs C.F.A.
		Expédiés	Reçus	
1948.....	816	480	3.024	498.636
1949.....	925	220	8.095	273.434
1950.....	830	215	15.845	242.240
1951.....	781	207	26.755	972.290
1952.....	644	251	19.640	1.630.480
1953.....	364	114	22.704	2.001.939
1954.....	656	289	28.538	2.807.289

Par ailleurs le nombre de colis postaux contre remboursement livrés au cours de l'année 1954 a été de 4.158 représentant un montant global de 29.944.328 francs C.F.A. Les chiffres correspondants de 1953 étaient de 4.489 colis et 25.470.000 francs C.F.A.



Travaux d'installation du téléphone automatique à Lomé.
Ci-dessus répartiteur d'entrée du réseau aéro-souterrain

SERVICE TÉLÉGRAPHIQUE

Le trafic télégraphique est en augmentation constante depuis plusieurs années en raison d'une part de la qualité des circuits utilisés qui couvrent toute l'étendue du Territoire, et d'autre part du développement économique du pays.

Au cours de l'année 1954, d'importants travaux d'entretien ont été effectués (lignes Lomé-Palimé et artère Lomé-Sokodé et tous les circuits connexes).

Des horaires ont été établis pour chacun des bureaux du Territoire, compte tenu de l'importance de leur trafic journalier.

Le trafic s'écoule à l'alternat.

SERVICE TÉLÉPHONIQUE ET RADIOTÉLÉPHONIQUE

Le réseau téléphonique du Togo couvre tout le Territoire. Il est constitué presque entièrement par du fil de cuivre de 25 et 30/10 de millimètres, monté sur appuis métalliques dans la moitié sud du Territoire jusqu'à

Sokodé, et sur appuis en bois de teck dans la moitié nord du Territoire.

Tous les bureaux sont reliés entre eux par téléphone. Les conversations téléphoniques sont audibles dans un rayon de 350 kilomètres. La mise en service en 1954 d'un circuit direct Lomé-Sokodé permet aux usagers de Lomé de téléphoner dans des conditions très acceptables, à Lama-Kara, Bassari et Mango.

Grâce d'une part aux crédits d'investissement fournis par la Métropole et d'autre part aux crédits votés par l'Assemblée Territoriale, des travaux importants de réfection et de constructions neuves ont été entrepris.

La construction des circuits téléphoniques ci-après a été menée à bien durant l'année 1954 :

Palimé-Akata-Adéta-Goudevé	km 43
Atakpamé-Badou	90
Badou-Tomegbé	7
Vogan-Akoumapé	12
Tabligbo-Tchekpo	25
Tabligbo-Ahépe	15
Lama-Kara-Niamtougou	35



Émetteurs de fabrication locale
de la station radioélectrique de Lomé.

De plus, 90 kilomètres de circuit sur 110 entre Lomé et Palimé ont été entièrement réfectionnés.

La construction de 34 kilomètres de circuit entre Nuatja et Atakpamé et de 34 kilomètres de circuit entre Lomé et Sokodé, a permis la mise en service de ces deux liaisons dont la dernière constitue la véritable épine dorsale du réseau de télécommunications fil du Togo.

Dans le cadre de l'installation d'un central téléphonique urbain à Lomé, dont la mise en service est prévue pour la fin de l'année 1955, un réseau aéro-souterrain d'une capacité de 1.300 lignes d'abonnés et de 28 circuits interurbains a été construit en 1954. Ces travaux qui peuvent être estimés à 35 millions de francs C.F.A. ont été financés en partie (12 millions de francs C.F.A.) par la Métropole.

Le réseau urbain d'Anécho a lui aussi été entièrement reconstruit en câbles souterrains et un standard manuel de grande capacité (100 directions) a été mis en service.

Enfin, l'année 1954 a été marquée par le début des travaux de réfection et d'aménagement de l'artère électrique Lomé-Anécho.

Le service téléphonique du Territoire est complété par deux liaisons radiotéléphoniques bilatérales entre d'une part Lomé et les navires en mer et d'autre part Lomé et Mango.

Trois stations radioélectriques susceptibles de fonctionner en phonie ont été installées à Palimé, Atakpamé et Sokodé.

SERVICE RADIOÉLECTRIQUE

75 d. — Les améliorations réalisées depuis 1950 ont été poursuivies au cours de l'année 1954, mais l'effort principal n'a pas encore été fourni. Il le sera vraisemblablement en 1955 et 1956 avec l'aide de la Métropole.

Le Togo possède actuellement deux stations importantes. L'une à Lomé qui assure l'écoulement du trafic international par l'intermédiaire de Bamako, l'autre à Sansanné-Mango laquelle a permis de réduire considérablement les délais de transmission avec le nord du Territoire.

Cette dernière station participe également d'une manière active au service météorologique et à la protection de la navigation aérienne.

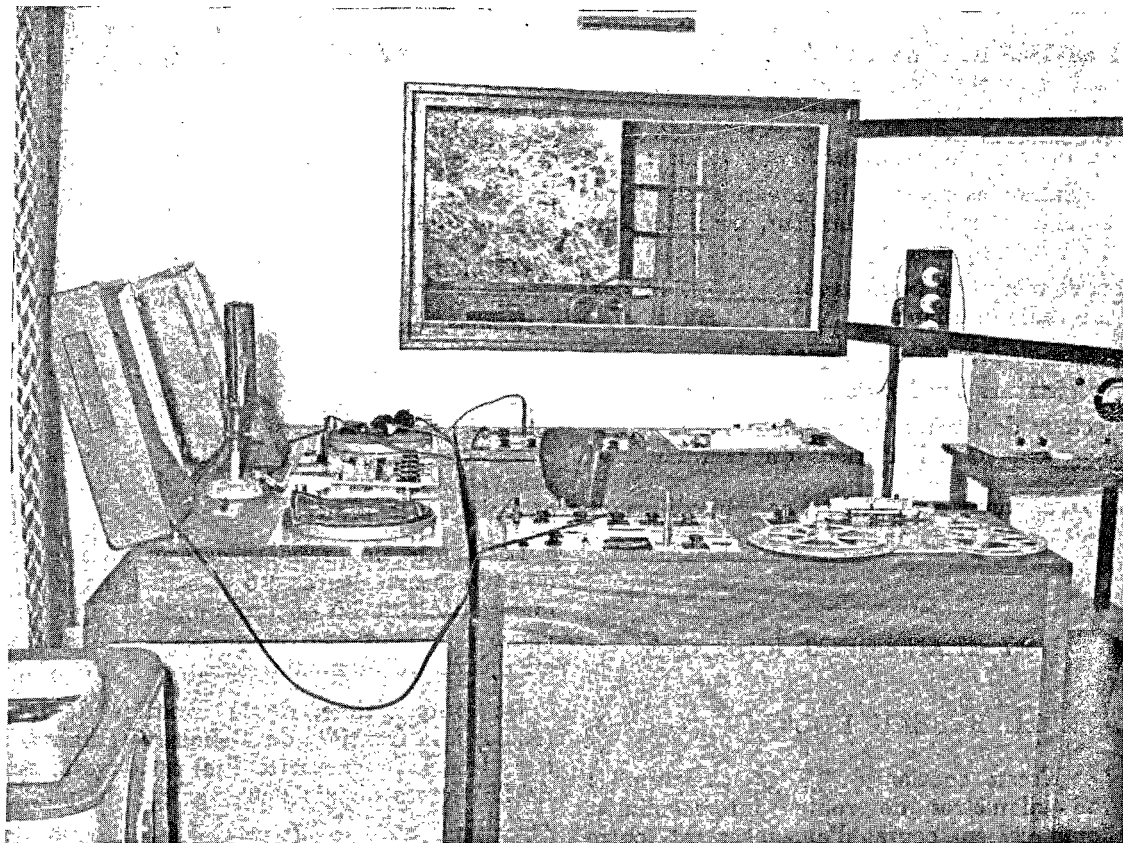
A. — Station de Lomé.

a) *Centre d'émission.* — Ce centre comprend à l'heure actuelle quatre émetteurs de 200 W à deux fréquences et un émetteur de 200 W en télégraphie et 100 W antenne en téléphonie à quatre fréquences. Le service radiotéléphonique est assuré par un émetteur de 200 W antenne avec Mango et un émetteur de 100 W antenne avec les navires en mer.

L'achat de deux émetteurs de 1 kW est prévu sur le plan quadriennal et pourra vraisemblablement être effectué en juillet 1955. Ces appareils permettront d'éta-



Atelier de la station radio-électrique d'émission de Lomé.



Bloc technique du studio de radiodiffusion.

blir des liaisons radiotéléphoniques avec Abidjan et Bamako et avec d'autres localités plus éloignées si le besoin s'en fait sentir.

b) *Centre de réception.* — Ce centre fonctionne au premier étage de la Recette principale de Lomé.

Il est équipé de cinq récepteurs récents qui assurent le service fixe avec Cotonou, Bamako, Mango, Niamey et Abidjan, l'écoulement du trafic avec les navires en mer, les écoutes de presse et le contrôle international des émissions.

B. — Station de Mango.

Cette station qui est installée dans le bâtiment des P.T.T. de Mango comprend :

- un émetteur graphie-phonie de 200 W antenne;
- un émetteur graphie-phonie de 50 W antenne;
- deux récepteurs professionnels;
- un meuble de secret;
- un meuble de liaison au réseau;
- deux groupes électrogènes de 3 kW à démarrage automatique.

L'un de ces groupes est neuf (installé en décembre 1954).

C. — Autres stations.

Trois stations radioélectriques équipées chacune d'un émetteur récepteur de 50 W graphie-phonie ont été installés à Palimé en 1953, à Atakpamé et Sokodé en 1954.

Ces stations permettent découler, en cas d'interruption des circuits fil, le trafic téléphonique et télégraphique.

D. — Cours d'élèves opérateurs.

Les cours pratiques d'opérateurs radiotélégraphistes ont continué à être dispensés gratuitement en 1954.

La formation professionnelle reçue a permis à plusieurs jeunes Togolais de trouver un emploi tant au Togo que dans les Territoires voisins.

RADIODIFFUSION

75 d. — Après une année d'essais concluants, la Radiodiffusion est passée du stade expérimental à celui d'un service organisé, fonctionnant de façon satisfaisante.

Un studio moderne, doté d'un équipement technique adéquat, a été construit en 1954. Radio-Lomé diffuse désormais des émissions quotidiennes. De nombreuses correspondances reçues indiquent que ces émissions ne sont pas seulement goûtées des auditeurs Togolais mais également suivies au Dahomey, en Gold Coast, en Haute-Volta et en Côte d'Ivoire.

Ce succès tient à la nature des programmes récréatifs et éducatifs. Cependant, les efforts se poursuivent pour améliorer l'équipement du service tant en matériel qu'en personnel, en même temps que la qualité des émissions.

Les crédits alloués par le Plan quadriennal permettent l'achat en 1955 de deux émetteurs. Un Togolais désigné pour suivre un stage de formation à Paris rejoindra le Territoire au début de 1955.

Par ailleurs, un car d'information comprenant :

- une installation complète de sonorisation avec microphone spécial interprète, mélangeur, amplificateur de 50 W et trois hauts-parleurs ;

- un appareil récepteur permettant la diffusion des programmes de radiodiffusion ;

- deux tourne-disques automatiques ;

- deux enregistreurs sur bande magnétique ;

- un projecteur de cinéma 16 mm parlant ; se déplace fréquemment à l'intérieur du Territoire.

Le nombre d'appareils récepteurs de radiodiffusion s'élève à 600.

2° ROUTES ET TRANSPORTS ROUTIERS

A. — LE RÉSEAU ROUTIER

75 e, f. — Le réseau routier du Togo comprend : 768 kilomètres de routes intercoloniales, dont 60 kilomètres en cours d'aménagement entre Dapango et la frontière de la Haute-Volta. 515 kilomètres

de ces routes sont classées en première catégorie c'est-à-dire admettent théoriquement des véhicules de 15 tonnes. Il existe cependant quelques restrictions : 8 tonnes au passage de certains ouvrages signalés et 6,5 t au passage de l'Oti à Mango (passerelle en saison sèche, bac en saison de pluies). Les autres 237 kilomètres sont classés deuxième catégorie c'est-à-dire admettent théoriquement des véhicules de 8 tonnes.

428 kilomètres de routes coloniales classées de deuxième catégorie. Les routes intercoloniales et coloniales sont utilisables en toutes saisons.

3.200 kilomètres environ de chemins vicinaux de grande communication ou d'intérêt local, dont quelques uns peuvent être classés en deuxième catégorie mais qui admettent en général les véhicules de 3,5 t de charge utile et sont impraticables ou difficilement praticables en saison des pluies.

Les routes de première catégorie ne comportent pas de rampes supérieures à 6 % sauf dans la région montagneuse d'Aledjo où quelques-unes atteignent 9 %. Leurs courbes ne sont pas inférieures à 100 mètres de rayon en dehors de la même région.

La route côtière, de la frontière de la Gold Coast (Aflao) à la frontière du Dahomey (Hilakondji) bitumée sur toute sa longueur (52 km) est ouverte aux véhicules de 25 tonnes depuis l'achèvement du pont d'Adjido à Anécho.

Toutes les autres routes sont établies en terre stabilisée



Auditorium du Studio de radiodiffusion.

et améliorées annuellement par des rechargements latéritiques ainsi que par la construction d'ouvrages d'assainissement et d'ouvrages d'art définitifs.

L'entretien se fait soit à la main (point à temps), soit aux engins mécaniques (gros entretien). A cet effet le parc matériel de terrassement des Travaux Publics s'est augmenté en 1954 de :

- 1 motorgrader Caterpillar M.G. 12 ;
- 2 tracteurs Caterpillar D 7 dont 1 équipé en bulldozer ;
- 2 traxavators Caterpillar ;
- 4 camions diesel Citroën 5,5 t.

Le coût actuel moyen de l'entretien au km est de 30.000 francs par an pour les routes de première catégorie et de 10.000 francs par an pour celles de deuxième catégorie.

Les transports des passagers et de leurs bagages sont effectuées soit par la Société Générale du Golfe de Guinée concessionnaire pour les fonctionnaires, soit indifféremment par cette Société et les transporteurs autochtones pour les particuliers.

Les transports de marchandises sont assurés indifféremment par tous les transporteurs. Les services administratifs assurent généralement leurs propres transports.

Quant à l'utilisation des ânes elle est localisée à la région frontière de la Haute-Volta et est peu importante.

B. — TRANSPORTS ROUTIERS

76 f. — Les transports routiers s'étendent sur l'ensemble du Territoire, mais le nord Togo en particulier est desservi à partir de la gare terminus du chemin de fer (Blitta) uniquement par transports automobiles.

Services publics.

Le courrier postal est transporté par un concessionnaire et acheminé sur les bureaux de poste deux fois par semaine dans chaque sens. Ce concessionnaire assure également les transports administratifs du personnel des cadres et de leurs bagages. Le titulaire de la concession est la Société Générale du Golfe de Guinée (Société Française) qui assure le service par car Renault pour les passagers et camions pour la poste et les bagages.

Les tarifs de transport sont fixés dans le titre de concession à 2 francs le kilomètre par voyageur sans bagages et 12 francs la tonne kilométrique de bagage.

Services particuliers.

Le reste des transports routiers est assuré soit par les firmes commerciales installées au Togo qui transportent les produits au moyen de leurs camions et pour leur propre compte, soit, plus généralement, par des transporteurs autochtones qui possèdent un ou plusieurs camions affectés à des transports mixtes voyageurs marchandises. En 1954 on comptait 356 transporteurs régulièrement autorisés à gérer des transports mixtes. Ces transports n'ont ni fréquence, ni horaire bien déterminés.

Les tarifs voyageurs, établis par l'ensemble des transporteurs, ont reçu l'accord de l'Administration et sont fixés comme suit à partir de Blitta pour les destinations suivantes :

Sokodé, 86 kilomètres.....	Fr. 250
Bassari, 147 kilomètres.....	400
Lama-Kara, 165 kilomètres.....	450
Kandé, 237 kilomètres.....	675
Mango, 328 kilomètres.....	820
Dapango, 403 kilomètres.....	995

Le tarif des marchandises et des produits, fixé par arrêté du Commissaire de la République, est de 13,5 francs la tonne kilométrique. Il n'y a pas de tarif préférentiel. Le Gouvernement de la Métropole n'accorde aucune subvention à ces entreprises de transport.

Les véhicules en service affectés aux transports fonctionnent tous à l'essence ; ils sont aménagés conformément à la réglementation routière locale ; pour les transports en commun leur nombre et leur répartition sont donnés dans les tableaux annexes.

Les services administratifs disposent d'autre part de véhicules lourds pour le transport d'une partie de leurs matériaux et de véhicules légers pour le déplacement du personnel.

En 1954 des gares routières ont été réalisées à Anécho et à Palimé avec abris couverts et aires de circulation.

76. — Il n'est fait aucune discrimination entre les autochtones et les non-autochtones pour l'utilisation ou l'exploitation des moyens de transport et de communication.

3° SERVICE DES CHEMINS DE FER

Le Réseau du Chemin de Fer du Togo et le Wharf de Lomé forment un seul organe administratif, distinct des Régies, placé sous l'autorité du Commissaire de la République, mais jouissant d'un budget autonome équilibré en recettes et dépenses.

La Direction et les divers Services généraux, Exploitation, Matériel et Traction, Voie et Bâtiments et le Wharf sont tous centralisés à Lomé.

Le Réseau du C.F.T. comprend trois lignes et un embranchement totalisant 440,3 km de voie :

	km
Ligne Lomé-Anécho.....	44
Ligne Lomé-Palimé.....	118
Ligne du Centre.....	277
Embranchement Agbonou-Atakpamé....	4
Total	443

A ce total il convient d'ajouter le réseau des voies urbaines, carrières, voies de triage et garage totalisant 31 kilomètres.

Soit une longueur totale de voie de 471 kilomètres

I. — Infrastructure.

a) Ligne Lomé-Anécho.

Cette ligne, la plus ancienne, dessert la zone côtière très peuplée, parallèlement à la route intercoloniale Togo-Dahomey, son tracé est horizontal et presque rectiligne, n'ayant entraîné la construction d'aucun ouvrage d'art.

La voie est toujours constituée par des rails allemands de 20 kilos d'origine, mais sur plate-forme ballastée en latérite et plan de pose renforcé sur toute sa longueur.

b) Ligne de Palimé.

Cette ligne avait été primitivement tracée pour un trafic réduit à faible tonnage et comportait des déclivités importantes atteignant 20 ‰ avec des courbes de raccordement à faibles rayons descendant jusqu'à 200 mètres, surtout entre Togo-Plantation et Palimé. Le tracé a cependant par la suite été très amélioré, les déclivités ne dépassent plus 16 ‰ et les courbes rectifiées dans leur majeure partie, ce qui permet d'assurer actuellement un trafic presque normal. Des travaux sont cependant encore en cours pour améliorer le tracé entre Gadja et Palimé.

La voie est constituée par de la voie allemande en rails de 20 kilogrammes d'origine avec plan de pose renforcé sur 80,355 km, plan de pose d'origine sur 30,470 km et en voie standard 26 kilogrammes sur 5,475 km. Des travaux de substitution et de renforcement du plan de pose sont actuellement en cours avec l'aide des crédits F.I.D.E.S.

La plate-forme est ballastée en latérite sur 58,260 km et en pierre cassée sur 14,2 km. Il reste à ballaster 43,040 km, travail actuellement en cours.

Les ouvrages d'art sont constitués par 9 ponts métalliques de 74,20 m de portée totale, 11 ponts voûtés d'une longueur totale de 24 mètres, 10 dalots d'une longueur totale de 9,30 m et 149 buses de 0,25 à 1 mètre de diamètre.

c) Ligne du centre.

Le premier tronçon de cette ligne, Lomé-Agbonou, avec l'embranchement Agbonou-Atakpamé, a été mis en service en 1913. Comme pour la ligne de Palimé, le tracé de cette voie de pénétration était assez sinueux avec des déclivités de l'ordre de 19 ‰ et des courbes à très faible rayon n'admettant qu'un trafic réduit. Des travaux d'amélioration de tracé, entrepris depuis 1926, ont permis d'assurer un trafic actuellement presque normal. Les travaux de substitution du rail standard 26 kilogrammes au rail 20 kilogrammes exécutés sur le F.I.D.E.S., actuellement en cours, permettent d'améliorer encore le tracé et par suite le trafic. Ce tronçon est constitué actuellement par 31,175 km de rails allemands de 20 kilogrammes avec plan de pose renforcé, 28,9 km de rails allemands avec plan de pose d'origine, et 107,975 km de voie standard 26 kilogrammes.

La plate-forme est ballastée en pierre cassée sur 104,080 km, en latérite sur 30,070 km et première couche

de gravillon sur 27,8 km et non encore ballastée sur 6,050 km.

L'embranchement Agbonou-Atakpamé est constitué uniquement par de la voie allemande 20 kilogrammes avec plan de pose renforcé sur plate-forme ballastée en latérite sur ses 4 kilomètres de longueur totale.

Le deuxième tronçon Agbonou-Blitta, construit de 1929 à 1933, a été mis en service au début de 1934. La voie est constituée sur toute sa longueur, soit 113 kilomètres, par du rail standard 26 kilogrammes. Le tracé a été établi pour un trafic normal avec des courbes ne descendant pas au-dessous de 300 mètres de rayon. La plate-forme est ballastée en pierre cassée sur 81,2 km et en gravier roulé sur 31,8 km.

L'ensemble de la ligne du Centre a nécessité la construction des ouvrages d'art suivants :

3 ponts métalliques rail-route ayant une longueur totale de 187,23 m ;

23 ponts métalliques de 357,27 m de longueur totale ;

27 ponts à poutrelles enrobées de 311,25 m de longueur totale ;

37 ponts voûtés de 129 mètres de longueur totale ;

104 dalots de 94,65 m de longueur totale ;

337 buses de 0,25 à 1,60 m ;

1 mur de soutènement de 103,25 m ;

25 drains divers.

II. — Matériel.

Le Réseau dispose d'un parc locomotives à vapeur et autorails ainsi constitué :

a) Voie métrique.

8 Mikado (141) H.S.P. avec tender pesant chacune 88 tonnes en ordre de marche.

4 Mikado (141) Corpet-Louvet avec tender pesant également 88 tonnes.

4 Tenwhell (230) Nasmith et Wilson avec tender pesant chacune 61 tonnes en ordre de marche.

4 locomotives tender (020) H.S.P. de manœuvre pesant 15 tonnes en ordre de marche.

4 locomotives tender (030) H.S.P. de manœuvre pesant 20 tonnes en ordre de marche.

3 autorails Diesel A.B.J. Renault de 300 CV pesant 42 tonnes en charge.

3 locotracteurs Diesel de manœuvre Moyse de 80 CV (020) pesant 20 tonnes en ordre de marche.

3 draisines d'inspection Billard de 14 CV.

4 draisines de district de 10 CV.

3 moto-lorrys de 4 CV.

b) Voie de 0,60 m.

2 locomotives tender Oreinstein et Koppel (020) de 6,3 t en ordre de marche.

2 locotracteurs Oreinstein et Koppel (020) de 5 tonnes en ordre de marche.

Le parc matériel roulant comprend 536 véhicules se décomposant comme il suit :

Désignation des véhicules	Voitures voyageurs	Wagons				Total
		20 t.	10 t.	7 t.	8,5 t.	
Voitures 1 ^{re} et 2 ^e cl..	5	—	—	—	—	5
Voitures 2 ^e classe ...	1	—	—	—	—	1
Voitures 3 ^e classe ...	14	—	—	—	—	14
Voitures 4 ^e classe ...	52	—	—	—	—	52
Services.....	13	—	—	—	—	13
Wagons postaux ...	—	—	—	6	—	6
Tombereaux.....	—	30	144	17	—	191
Couverts	—	11	141	44	—	196
Plate-formes	—	2	38	9	—	49
Citernes.....	—	—	—	—	9	9
TOTAUX	85	43	323	76	9	536
451						

c) Ateliers.

Le Service Matériel et Traction dispose, pour l'entretien et les grandes réparations, des ateliers principaux suivants : 1 atelier général (machines-outils, fonderie, chaudronnerie, atelier bois et fer) ;

1 dépôt locomotives ;

1 atelier autorails.

Ces ateliers modernes permettent l'entretien et les grandes réparations de tout le matériel traction et du matériel roulant.

Le Service de la Voie dispose d'un atelier fer avec machines-outils et d'un atelier bois avec machines-outils permettant d'assurer tous travaux de voie, l'entretien et la construction des bâtiments et ouvrages d'art. Enfin, le Service Voie dispose d'une bourreuse Matisa permettant l'entretien mécanique des parties de voies ballastées en pierre cassée ou latérite.

d) Divers.

Le Service de la Voie exploite pour les besoins du C.F.T. et du Wharf des carrières pour la fabrication du ballast et de gravier concassé avec du matériel moderne. La production annuelle moyenne atteint 10.000 mètres cubes de ballast.

D'autre part, le Réseau assurant la chauffe au bois des locomotives de routes et des grues et chaloupes du Wharf, exploite à Amakpavé une coupe de bois avec des moyens modernes (tracteurs Diesel avec remorques, camions Diesel et scies mécaniques) ainsi que des coupes annexes sur les emprises et à Agbonou. La production annuelle moyenne est actuellement de l'ordre de 50.000 stères.

4^o SERVICE DES TRANSPORTS AÉRIENS

75 h. — Le Territoire est soumis aux règlements de l'Organisation de l'Aéronautique Civile internationale (O.A.C.I.).

Le Territoire du Togo dispose d'un aérodrome de classe B, l'aérodrome de Lomé, accessible à tous types d'aéronefs, jusqu'au « Constellation inclus ».

Cet aérodrome comprend une piste d'envol bitumée de 2.000 mètres sur 50, avec, à son extrémité sud, une aire de stationnement capable de contenir à la fois, soit deux quadrimoteurs et trois bimoteurs soit trois quadrimoteurs et un bimoteur. Piste, aire de stationnement et obstacles sont balisés électriquement.

L'aérodrome de Lomé est utilisé régulièrement par deux compagnies françaises de transport aérien : la Compagnie nationale « Air France » et l'« Union Aéromaritime de transport. »

En dehors de ces services réguliers d'autres compagnies françaises, des avions d'Etat, des avions militaires, d'aéro-clubs ou privés ont utilisé cet aérodrome.

Les services réguliers exploités en 1954 sont les suivants :

a) Air France :

Paris-Lomé et retour, une fois par semaine, par « Constellation ».

Abidjan-Lomé-Cotonou, et retour, deux fois par semaine par DC3. En fin d'année, un de ces deux services est effectué par DC4.

Douala-Lomé et retour, d'abord deux fois, puis une fois par semaine, par DC3. Ce service est supprimé en fin d'année, l'appareil n'effectuant plus désormais que Douala-Cotonou et retour.

b) Union Aéromaritime de Transport :

Douala-Lomé-Abidjan et retour, une fois par semaine, par « Héron ».

Abidjan-Lomé-Cotonou et retour, une fois par semaine par « Héron ».

Des voyages à la demande, ou occasionnels ont été effectués par les organismes suivants :

Compagnies :

Air France, par DC4 ou DC3.

U.A.T. par DC3 ou « Héron ».

T.A.I. par DC4.

Air Cameroun, par DC3.

Avions d'Etat :

S.G.A.C.G., par S030 ou DC3.

Institut Géographique National par « Forteresse » B.17.

Avions d'Aéro-Clubs ou privés : Norécrin.

MOYENS DE PROTECTION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE

a) Aides à la navigation à longue distance.

Un radiophare de 3 kilowatts, mis en service à chaque mouvement connu, et sur demande, dont la portée utile reconnue atteint 500 kilomètres.

Une station radiotélégraphique de veille air-sol, en service permanent, permettant les liaisons entre les

aéronefs et le sol jusqu'à une distance moyenne de 1.000 kilomètres.

Un radiogoniomètre VHF, dont la portée est de 150 kilomètres.

Un radiogoniomètre HF, de portée largement supérieure, a été mis en service d'abord pour essais, puis définitivement.

b) *Contrôle d'approche :*

Est effectué par la station de veille air-sol et le radiogoniomètre VHF mentionnés en a)

c) *Contrôle d'Aérodrome.*

Une tour de contrôle, haute de 9 mètres, équipée au moyen d'appareils récepteurs et émetteurs VHF, est complétée par un phare lumineux à éclipses (de portée moyenne de 30 kilomètres) et par une aire à signaux, lumineuse (manche à vent, té, triangles verts et rouges).

Tous ces moyens sont mis en œuvre et entretenus par du personnel provenant de deux origines distinctes :

1° Personnel de l'Administration Française de l'Aéronautique civile (secrétariat général à l'Aviation Civile et Commerciale) :

- Commandant de l'aérodrome ;
- Chef du centre des télécommunications ;
- Opérateurs de radiogoniomètres, de tour et de la station veille air-sol ;
- Technicien chargé de l'entretien et du dépannage des appareils radio-électriques.

2° Personnel local, recruté soit par concours, soit par simple engagement, définitif ou temporaire :

- Opérateurs radio ;
- Aide-techniciens ;
- Personnel de service général (électricien, mécanicien, téléphonistes, secrétaires, manœuvres, etc.).

Les bâtiments dont dispose l'aérodrome, encore provisoires se composent du pavillon d'escal, de l'hôtel (hébergement des passagers en transit) du bâtiment de commandement et du bâtiment « Contrôle-Radio (B.-C.R.) ».

Ces bâtiments sont destinés à être remplacés, dans un délai indéterminé, par une aérogare et un bloc technique définitifs.

PRINCIPAUX TYPES DE MATÉRIELS TÉLÉCOMMUNICATIONS UTILISÉS

a) *Émetteurs.*

1° *Radiophares.*

1 émetteur RCA de 3 kW-antenne, sur pylône rayonnant (matériel de fabrication américaine).

1 émetteur 12 GLX B de 1 kW-antenne, sur antenne, servant de secours au radiophare précédent (matériel de fabrication américaine).

2° *Radiotélégraphie.*

1 émetteur EDH4 de 1 kW-antenne, à 10 fréquences pré-réglées immédiatement utilisables, employé pour le service fixe (matériel de fabrication française).

2 émetteurs Collins 30 K4, de 300 W-antenne, employés, l'un pour le service fixe, l'autre pour la veille air/sol (matériel de fabrication américaine).

1 émetteur Hallicrafter BC610-E de 450 W-antenne employé pour la veille air/sol (matériel de fabrication américaine).

3° *Radiotéléphonie.*

1 émetteur VHF Sadir de 75 W-antenne, employé pour le contrôle d'aérodrome (matériel de fabrication française).

1 émetteur VHF BC-797-A de 50 W-antenne, employé pour la radiogoniométrie, type d'onde-employé A3 (matériel de fabrication américaine).

b) *Récepteurs.*

1° *Radiotélégraphie.*

Récepteurs AME et HRO, employés pour le service fixe (matériel de fabrication américaine).

Récepteurs AME, employés pour la veille air/sol et la radiogoniométrie HF (matériel de fabrication américaine).

2° *Radiotéléphonie.*

Récepteurs Soparel employés pour la radiogoniométrie VHF (matériel de fabrication française).

Récepteurs Sadir 87 HS, employés pour le contrôle d'aérodrome (matériel de fabrication française).

c) *Alimentation en énergie.*

L'aérodrome est alimenté normalement en énergie électrique par le secteur.

En cas de panne de ce dernier, l'aérodrome dispose des moyens de secours suivants :

1 groupe diesel de 30 kVA, alimentant les émetteurs du service fixe, de la veille air/sol, des radiogoniomètres HF et VHF, ainsi que les récepteurs de la veille air/sol et des deux radiogoniomètres (matériel de fabrication française).

2 groupes à essence de 2,5 kVA chacun, alimentant l'un les émetteurs et récepteurs de la veille air/sol, le second les récepteurs du service fixe ainsi que les émetteurs et récepteurs du contrôle d'aérodrome (matériel de fabrication américaine).

NATURE DES AMÉLIORATIONS EFFECTUÉES AU COURS DE L'ANNÉE 1954 ET EN COURS DE RÉALISATION OU EN PROJET

a) *Améliorations effectuées.*

Mise en service du radiogoniomètre HF.

Remplacement des mâts d'antenne du centre des télécommunications par des pylônes « Tour Eiffel ».

Embellissement de l'Air-Hôtel, ainsi que d'une partie de la zone de l'aérodrome ouverte au public.

b) Améliorations en cours.

Installation d'un groupe électrogène de secours à démarrage automatique destiné à suppléer à une panne dans l'alimentation en courant électrique du balisage lumineux.

Remplacement de l'installation téléphonique manuelle par une installation en automatique.

Construction d'un château d'eau desservant la station météo de l'aérodrome et les logements du personnel (navigation aérienne et météorologistes) construits à l'aérodrome.

c) Améliorations en projet.

Installation d'une balise radio-électrique dans l'axe de la piste et à 1,5 km environ de son extrémité nord-est, destinée à faciliter l'approche et l'atterrissage par mauvaise visibilité.

RÉGLEMENTATION TARIFAIRE

Actuellement les services rendus par l'aérodrome à ses différents utilisateurs ne donnent lieu au versement d'aucune taxe ou redevance. Les textes réglementaires nécessaires à leur perception ne sont, en effet, pas encore rendus applicables au Territoire. Le taux des diverses taxes ou redevances qui seront alors à percevoir n'est lui-même, pas encore fixé.

5^o SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

75 i — Créé en 1932 par arrêté local, le Service Météorologique du Togo a été organisé par l'arrêté interministériel du 10 mai 1948 et son organisation sur le plan local a été précisée par arrêté du Commissaire de la République en date du 15 mars 1953.

Il se compose :

1^o D'un *Service central* à Lomé auquel incombent : les questions administratives, les questions relatives au matériel et à l'équipement des stations, le contrôle des observations, l'élaboration et la diffusion des études et des recherches statistiques et climatologiques.

2^o D'un *Réseau* d'observations et de renseignements comprenant :

a) La station météorologique principale de Lomé-Aérodrome (centre de prévisions pour l'aéronautique) comportant trois sous-sections : transmissions, observations, prévisions et avertissement.

b) Les stations d'observations actuellement au nombre de quatre : Sansanné-Mango, Sokodé, Atakpamé, ouvretes de 3 heures à 18 heures et Tabligbo, ouverte de 6 heures à 15 heures.

Ces stations effectuent une veille continue du temps avec observations complètes toutes les heures. Elles transmettent à Lomé, pour réémission dans le collectif



Exécution d'un sondage aérologique.

Togo leurs observations synoptiques tri-horaires. Ces stations font partie du réseau officiel et figurent dans les publications de l'Organisation Météorologique Mondiale.

c) Le réseau climatologique comprenant : les stations climatologiques, actuellement au nombre de neuf effectuant trois observations par jour des principaux éléments météorologiques (température, humidité, pluviométrie, etc.).

Les postes pluviométriques, actuellement au nombre de quarante et un.

Le Service météorologique dépend directement du Commissaire de la République au Togo. Il reçoit les consignes et instructions techniques soit directement de l'Organisation Météorologique Mondiale, soit du ministère de la France d'outre-mer en liaison avec le ministère des Travaux publics (Météorologie Nationale).

Le personnel du service météorologique se compose de :

1 ingénieur de la météorologie, chef du service ;

1 ingénieur des travaux météorologiques d'outre-mer, chef de la station météorologique principale de l'aérodrome de Lomé ;

2 ingénieurs des travaux météorologiques d'outre-mer prévisionnistes à l'aérodrome ;

35 aides-météorologistes du cadre local ;

8 opérateurs radiotélégraphistes journaliers ;

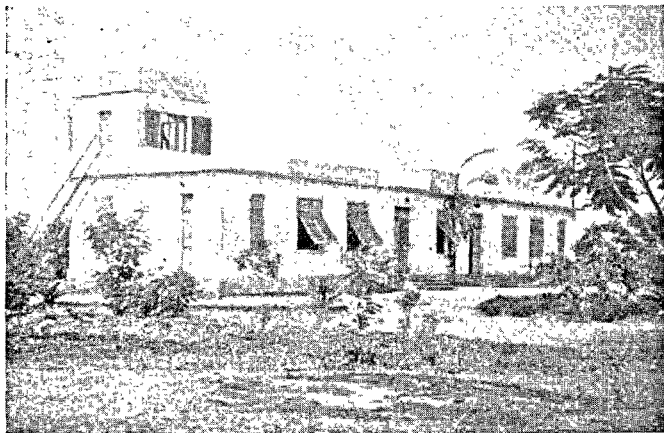
1 téléphoniste journalier ;

1 secrétaire dactylographe.

Ce personnel est affecté suivant les nécessités du service, au service central, à la station principale de Lomé-Aérodrome ou aux stations d'observations de Sansanné-Mango, Sokodé, Atakpamé, Tabligbo.

Le ministère des Travaux publics (secrétariat général à l'Aviation Civile et Commerciale) prend à sa charge une partie des dépenses de fonctionnement du service météorologique, en particulier le traitement du chef de service et les salaires des agents radiotélégraphistes journaliers.

Tous les appareils et la plus grande partie du matériel sont fournis gratuitement par le service de la Météoro-



La station de Lomé. Aérodrome.

logie Nationale Française. La station météorologique de l'aérodrome de Lomé et les logements des ingénieurs ont été construits aux frais de l'Etat français. En outre la construction d'un service central est prévue à Lomé, ainsi que celle de deux stations d'observations à Atakpamé et Mango.

Le service météorologique a continué, en 1954, les recherches et les études statistiques qui sont destinées à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire, aux services publics et aux entreprises privées intéressées par les applications de la météorologie. Le centre de prévisions de Lomé est maintenant en mesure d'élaborer des prévisions locales et régionales qui pourront rendre des services appréciables.

Le bulletin climatologique mensuel du Togo a été considérablement étoffé et diffusé. Une diffusion plus large encore pourra désormais lui être assurée grâce à l'envoi par la Météorologie Nationale Française d'un duplicateur à grand tirage.

Un important effort a été fait en 1954 pour augmenter la densité du réseau d'observations :

Création des stations d'observations synoptiques de Atakpamé et Tabligbo. Le réseau synoptique comporte maintenant, en y comprenant la station principale de Lomé-Aérodrome, cinq stations, ce qui constitue pour l'étendue du Territoire une densité suffisante.

Création de stations climatologiques à Togoville et Dapango et rattachement au réseau de la Station de l'I.R.C.T. à Anié-Mono.

Création de dix-sept postes pluviométriques dans diverses régions où la nécessité de connaissances plus précises sur la pluviométrie se faisait particulièrement sentir. C'est ainsi que la région de l'Est-Mono qui fait actuellement l'objet d'études pédologiques a été dotée de quatre postes.

Dans le domaine de la protection de la navigation aérienne, l'activité du Service s'est maintenue en 1954 à peu près au même niveau qu'en 1953. 683 dossiers de prévisions de vol au départ de Lomé ont été fournis par le centre de prévision de Lomé-Aérodrome, outre les divers renseignements transmis aux avions en vol. Le graphique figurant en annexe montre la progression de l'activité du centre de prévisions depuis 1944.

Le centre de prévisions concentre les renseignements au sol et en altitude en provenance de l'Europe et de l'Afrique. Les cartes au sol (isobares et fronts) concernant l'Europe, l'Afrique (au nord du 5° sud) et l'Atlantique nord sont tracées journalièrement aux quatre heures synoptiques principales, cependant que les mêmes cartes s'étendant seulement à l'Afrique sont tracées aux heures synoptiques intermédiaires.

L'effort entrepris pour une connaissance plus approfondie des conditions météorologiques en altitude au-dessus du Territoire s'est poursuivi en 1954 par l'étude des radiosondages de l'Afrique et le tracé quotidien des cartes en altitude (aux niveaux 700, 500 et 300 millibars). Ces cartes s'étendent de l'Amérique à l'Oural et de la Scandinavie à l'Afrique du Sud.

Les prévisions pour l'aéronautique sont rédigées et diffusées toutes les trois heures, de 3 heures à 18 heures. Des prévisions spéciales à l'usage des longs-courriers sont transmises régulièrement à Orly, Marignane, Alger et Abidjan. Des renseignements sur les conditions d'atterrissage à Lomé sont transmis toutes les heures de 0 à 24 heures à Accra. Enfin un échange d'avertissements en cas d'aggravation ou d'amélioration des conditions météorologiques a été organisé avec les aérodromes de Accra, Cotonou et Lagos.

Un pilote peut consulter au départ de Lomé les dernières cartes au sol et en altitude. Il lui est remis :

1° Une coupe verticale de l'atmosphère représentant les éléments météorologiques prévus : nuages, vents, météores, etc.

2° Des prévisions d'atterrissage pour l'aérodrome terminus et les aérodromes de dégagement.

Un pilote de long-courrier reçoit en outre :

1° Une carte au sol composite, c'est-à-dire indiquant la situation météorologique prévue telle qu'elle affectera le vol en chaque point du parcours.

2° Une carte composite en altitude (au niveau de vol de l'avion).

Une mission de l'Institut Géographique National Français est arrivée sur le Territoire le 1^{er} décembre 1954 à bord d'un avion B-17 pour une campagne de photographies aériennes sur diverses régions du Togo et du Dahomey. Des concentrations spéciales (chaque jour, toutes les heures de 8 heures à 12 heures) de toutes les stations ou postes situés dans les régions intéressées ont été organisées, et permettent de déterminer à chaque instant si les conditions de nébulosité et de visibilité requises par cette mission sont remplies. Une assez grande partie des régions en cause a déjà pu être ainsi couverte.

ÉQUIPEMENT

L'équipement du service et des stations a pu être grandement amélioré grâce au matériel moderne et de qualité fourni par la Météorologie Nationale Française. C'est ainsi que trois stations d'observations ont pu être dotées de pylônes anémométriques et d'appareils de mesure et d'enregistrement de vent. Des baromètres à mercure neufs ont été installés et étalonnés. A la station principale de Lomé-Aérodrome, les principaux appareils utilisés sont les suivants :

Quatre baromètres à mercure, dont trois ont été reçus en 1954 ;

Un baromètre enregistreur à poids ;

Un appareil enregistreur de la vitesse du vent près du sol (appareil neuf installé en 1954) ;

Un appareil enregistreur de la direction du vent près du sol (appareil neuf installé en 1954) ;

Un héliographe ;

Deux pluviomètres enregistreurs ;

Un pluviomètre ordinaire ;

Des thermomètres et hygromètres divers ;

Un théodolite pour les sondages de vents en altitude.

L'équipement en matériel de transmissions a été complété et modernisé grâce à l'envoi de la Métropole de quatre récepteurs de trafic modernes (Thomson-Houston) et d'un groupe électrogène de 5 kVA.

Les écoutes sont faites actuellement à l'aide des neuf récepteurs suivants : 4 Thomson-Houston, 3 Reynolds, 1 A.M.E., 1 R 107.

Sur ces neuf récepteurs, cinq sont en service depuis moins d'un an.

Une ligne de manipulation, en cours d'installation par le Service des Postes et Télécommunications permettra de manipuler directement depuis le B.C.R.-météo les collectifs Togo émis par la station d'émission des P. T. T. Un appareil de manipulation automatique également fourni par la Météorologie Nationale Française est en cours d'expédition.

D'autre part, une camionnette vient d'être expédiée de la Métropole au service météorologique et permettra des inspections plus fréquentes du réseau.

75 j. — Le Togo ne possède pas de port proprement dit mais une rade foraine constituée par un wharf de 465 mètres de longueur avec une profondeur en bout de wharf de 10 à 12 mètres. Le wharf est relié directement au réseau des chemins de fer. Des magasins et quais d'une surface totale de 12.175 mètres carrés, tous desservis par la voie ferrée, permettent les manipulations et stockage des marchandises au départ et à l'arrivée.

a) Equipement.

Le chargement et le déchargement des navires sont assurés par deux grues de 10 tonnes et quatre grues de 3 tonnes fonctionnant à vapeur. Le tonnage moyen importation et exportation manipulé par journée de travail a été de l'ordre de 530 tonnes durant ces trois dernières années.

Le wharf possède une station radio émetteur-récepteur sur onde courte permettant une liaison directe avec les navires, ce qui facilite les opérations de wharfage et de douanes.

Le matériel flottant destiné au transit des marchandises et passagers entre le wharf et les navires comprend actuellement :

- 1 chaloupe Diesel ;
- 4 chaloupes à vapeur type Claparede de 36 CV ;
- 4 boats de 20 tonnes ;
- 14 boats de 12 tonnes ;
- 6 boats de 5 tonnes ;
- 5 boats de 3 tonnes.

L'accouplement des boats de 20 tonnes ou 12 tonnes permet le transbordement des marchandises lourdes ou encombrantes telles que wagons du C.F.T., Autorails, locomotives, chaudières. Pour ces colis lourds ou encombrants les deux grues de 10 tonnes travaillent ensemble pour faciliter les manœuvres.

b) Magasin.

Les installations de stockage du wharf proprement dit comprennent trois magasins, quatre hangars et deux terres-pleins représentant une surface utile de 8.739 mètres carrés dont 5.379 mètres carrés construits avec des crédits F.I.D.E.S. de 1950 à 1952.

Deux magasins de la Chambre de Commerce construits en 1952 sur l'emprise du C.F.T. dans le prolongement des hangars du wharf, près de la petite vitesse, permettent de disposer d'une surface couverte de 3.436 mètres carrés pour l'exportation.

Deux grues automotrices de 5 tonnes permettent les manipulations des colis lourds dans les magasins et hangars.

c) Phare.

Le phare de Lomé, construit par les Etablissements Bernard et Turenne en 1932, a été mis en service en octobre 1933 et est rattaché au service du wharf.

Ce phare est constitué par une tour métallique de 27 mètres de hauteur. Le foyer se trouve à 30 mètres au-dessus du niveau de la mer.

La source lumineuse est assurée par une lampe électrique de 4.800 bougies alimentée par le secteur de Lomé. L'appareil à feu éclair donne un groupe de deux éclats toutes les 10 secondes (la durée de chaque éclat étant de 0,35 seconde) pour une rotation de l'appareil de 30 secondes. Ces caractéristiques permettent de différencier facilement le phare de Lomé de ceux de Cotonou (un éclat toutes les 5 secondes) et du Cap Saint-Paul (un éclat toutes les 15 secondes). Le système optique permet de disposer d'une intensité lumineuse moyenne de 1.200.000 bougies décimales donnant une portée moyenne de 18 milles.

Ce phare modernisé vient de recevoir les perfectionnements suivants :

Rotation électrique automatique.

Groupe de secours avec mise en marche automatique en cas de panne du secteur.

Optique secondaire de secours de 36 W sur batterie.

La rotation avec machine à poids à remontage à la main et la lampe de secours à pétrole ont été maintenues cependant en cas d'avarie grave de l'ensemble électrique.

d) *Balises.*

Le wharf de Lomé ainsi que le mouillage est signalé par un feu fixe rouge électrique situé à l'extrémité du wharf à 15 mètres au-dessus de la mer donnant une portée moyenne de 7 milles. Ce feu est équipé également d'une lampe de secours à pétrole. Enfin une sirène électrique située également à l'extrémité du wharf complète la signalisation du wharf en cas de brume ou d'accident.

B. — LES LIAISONS ASSURÉES

a) *Liaisons par voie maritime.*

77. — Elles sont assurées :

1^o Par deux lignes régulières de paquebots-postes desservant la côte occidentale d'Afrique :

Compagnie des Chargeurs Réunis, effectuant les trajets Bordeaux-Lomé et retour, deux navires par mois environ ;

Compagnie Fraissinet-Fabre, effectuant le trajet Marseille-Lomé et retour, deux navires par mois.

2^o Par des lignes irrégulières de cargos mixtes appartenant à la Société Navale de l'Ouest, Société Delmas-Vieljeux, etc. Ces cargos desservent la côte occidentale d'Afrique. Leur itinéraire passe généralement par Bordeaux, Le Havre, Dunkerque, Anvers, Hambourg.

b) *Liaisons par voie aérienne (voir plus haut, § 4^o).*

c) *Liaisons par voie terrestre.*

Plusieurs routes assurent la liaisons entre le Togo et les Territoires voisins.

La route côtière Lomé-Anécho assure une liaison rapide à l'ouest avec la Gold Coast (Accra), à l'est avec le Dahomey (Cotonou) et la Nigéria (Lagos).

Par ailleurs, à l'intérieur du Territoire, le Togo est relié :

Au Togo britannique par les routes Palimé, Kpandou, Mango-Yendi, et par une nouvelle route Poulinakou-Bawku.

Au Dahomey par les routes Nuatja-Parahoué, Sokodé-Bassila, Lama-Kara-Djougou, et par une nouvelle route en cours d'exécution reliant Kandé et Boukombé.

A la Haute-Volta par la nouvelle route intercoloniale Dapango Tenkodogo (par Cinkassé, Boadé) praticable en saison sèche.

Le réseau fluvial navigable est à peu près inexistant au Territoire, le bras lagunaire reliant le lac Togo au Dahomey n'est utilisé que par des pirogues pour le trafic strictement local.

Restrictions éventuelles.

77 i. — Le Territoire n'impose aux services internationaux de transport par voie aérienne, maritime ou terrestre aucune restriction spéciale pour l'exploitation des lignes.

Formalités à remplir.

a) *Voyageurs :*

77 i. — En vertu de l'arrêté n° 295 du 27 mars 1948, la circulation est entièrement libre sur toute l'étendue du Territoire : aucune restriction n'est imposée au déplacement des autochtones ou de quiconque.

En ce qui concerne les déplacements à l'extérieur du Territoire, autochtones et non-autochtones doivent se munir :

1^o D'un permis d'embarquement, s'ils utilisent la voie maritime ou aérienne.

2^o D'une carte d'identité ou d'un passeport selon le lieu de destination.

Ces dispositions sont celles du décret du 1^{er} mars 1927, promulgué au Togo par arrêté n° 218 du 15 avril 1927.

Ces formalités sont les mêmes pour toutes les sections de population.

b) *Marchandises :*

1^o Acquiescement des droits fiscaux d'entrée ou de sortie sur toutes les marchandises d'après les tarifs des douanes.

2^o Si ces marchandises proviennent d'un pays autre que ceux de la zone « franc », l'importateur doit posséder une licence d'importation délivrée par l'Office des Changes.

3^o Si ces marchandises sont dirigées sur un pays autre que ceux faisant partie de la zone « franc », l'exportateur doit produire un engagement d'après lequel il doit faire remise à l'Office des Changes des devises étrangères provenant de ses opérations.

CHAPITRE X

TRAVAUX PUBLICS

I. — TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LE SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

78. — Outre les travaux déjà mentionnés au chapitre précédent, le Service des Travaux publics a entrepris ou réalisé en 1954 :

A. — Ont été entrepris ou réalisés.

1^o DANS LE SECTEUR NORD :

Construction d'ouvrages d'art sur la route intercoloniale Blitta-Dapango-Haute-Volta ;

1 pont de 7,9 m d'ouverture ;
1 pont de 6 m d'ouverture ;
2 ponceaux de 3,3 m d'ouverture ;
Elargissement d'un ponceau de 3 m d'ouverture ;
136 petits ouvrages (buses et dalots).

Elargissement de la faille d'Aledjo et ouverture à deux voies de la route entre les deux barrières.

Cet important travail d'aménagement routier a duré un an, il a été exécuté en terrain rocheux à l'explosif. Après création d'une déviation contournant la faille et soutenue par un mur de 8 mètres de haut, les profils en long et en travers du tracé existant ont été améliorés, puis la déviation a été consolidée créant une double voie



Route Sokodé-Bassari. Pont de 25 mètres, en deux travées sur la Kouzon.



Route Blitta-Haute-Volta. Faille d'Aledjo.

au passage le plus étroit. Le sens unique qui était établi entre Sokodé et Aledjo (soit sur 40 km) en 1951, et qui avait été limitée en 1952 à la montée d'Aledjo, est maintenant supprimé.

— Ouvrages de protection contre les inondations à Barkouassi (gabionnage et clayonnage).

— Nombreuses améliorations de la plate-forme de la route intercoloniale avec exécution de murettes et correction de nombreux virages.

— Tracé et aménagement provisoire du nouveau tronçon Dapango-Haute-Volta.

— Réfection d'un pont de 25 mètres en 2 travées sur la route Sokodé-Bassari.

2° DANS LE SECTEUR SUD :

— Montage de la travée métallique de 60 mètres du pont d'Adjido à Anécho.

Cet ouvrage qui marque l'achèvement des travaux de réfection et de bitumage de la route côtière Lomé-Anécho doit permettre la circulation de véhicules lourds. Avec l'ouverture du pont sur le Mono au Dahomey un fort courant commercial doit s'établir avec le Dahomey, la Gold Coast et la Nigeria. On note déjà la mise en

circulation sur cet axe de camions citernes de 20.000 litres assurant le transport de carburants en vrac ;

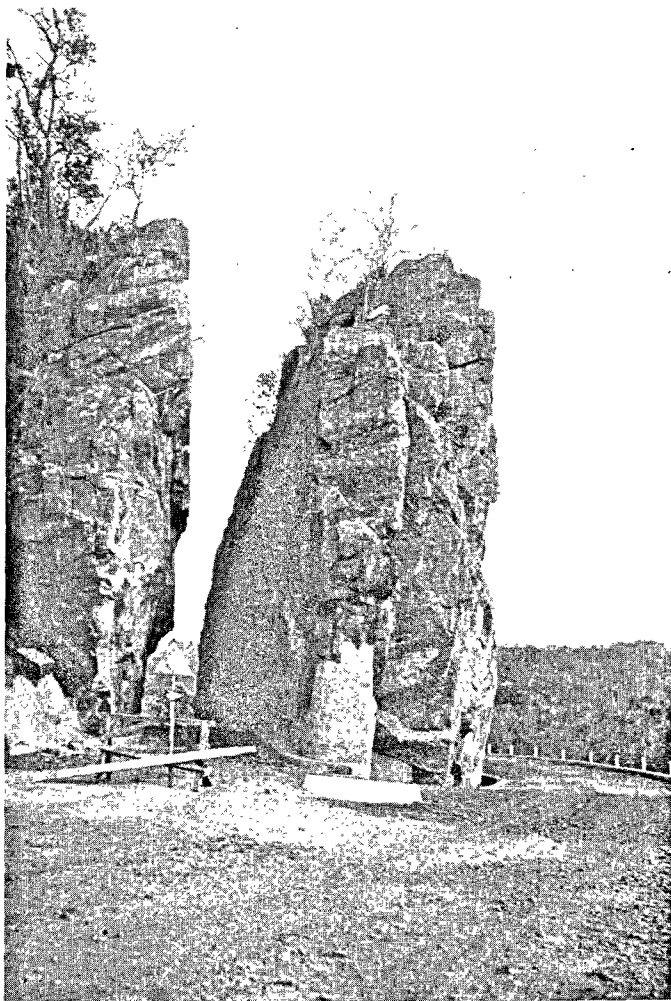
— Tracé et aménagement de la route Chra-Mont Ahito sur 28 kilomètres (40.000 mètres cubes de terrassements effectués au moyen d'engins mécaniques, 1 pont de 12 mètres d'ouverture, 2 ponts de 4,5 m d'ouverture, 1 pont de 4 mètres d'ouverture, 3 passages en triples buses de 1 mètre de diamètre, 31 passages de buses).

— Exécution de nombreux passages de buses et reprofilage sur les routes intercoloniales.

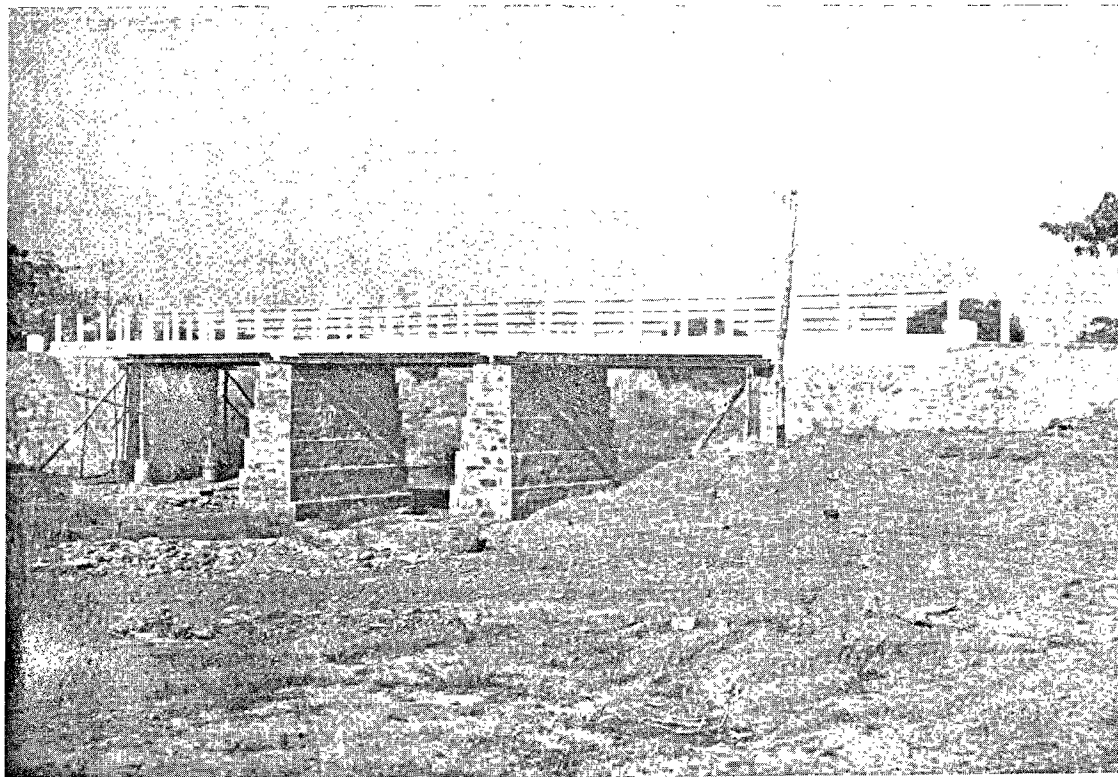
3° A LOMÉ :

— Achèvement de la deuxième tranche de l'hôpital de Tokoin, construction d'un logement pour médecin, bitumage de la route d'accès de l'hôpital sur une longueur de 2 kilomètres.

— Construction de la clinique de l'hôpital de Tokoin dont l'achèvement est prévu pour février 1955. Ce bâtiment a un étage, d'une superficie de 1.056 mètres carrés conçu suivant les principes d'architecture moderne vient harmonieusement compléter l'ensemble hospitalier de Tokoin. Il comprend vingt-neuf chambres, dont quatre climatisées. Sa réalisation a coûté 40.000.000 de francs.



Elargissement et deuxième voie, côté Lama-Kara.



Route de Lama-Kara Niamtougou. Pont de 25 mètres en trois travées sur la Kpélou.

— Achèvement de la route d'accès bitumée de l'aérodrome de Lomé, aménagement du parc automobile, modernisation de l'hôtel de l'Air, construction d'un bâtiment pour abriter le groupe électrogène de secours du balisage de la piste, exécution d'une couche d'usure sur la piste sur 10.000 mètres carrés, construction d'un réservoir d'eau de 50 mètres cubes sur tour de 7 mètres et pose de 500 mètres linéaires de canalisations de distribution d'eau.

— Construction d'un poste de douane à Aflao.

— Construction de deux hangars pour le service des P.T.T.

— Construction d'une station d'émission radio.

— Construction de trois logements pour fonctionnaires.

— Construction d'un centre d'accueil pour fonctionnaires.

— Achèvement de la première tranche du centre culturel.

— Achèvement d'un bâtiment pour le Service des Mines.

— Achèvement d'un bâtiment pour la subdivision administrative de Lomé.

— Construction d'un hôtel des délégués dont l'achèvement est prévu pour début 1955.

B. — Sont prévus ou en cours.

— Construction et renforcement d'ouvrages d'art sur les routes intercoloniales et coloniales.

— Construction d'un pont sur le Mono à Dotaikopé.

— Alimentation en eau de la ville d'Atakpamé.

— Electrification des villes d'Atakpamé et de Palimé.

— Construction d'un hôtel des postes à Lomé.

— Transformation de l'ex-hôpital de Lomé en bloc administratif.

— Construction d'un bâtiment pour le Service des Mines à Lomé.

— Renforcement et extension du réseau électrique de Lomé.

— Divers bâtiments dans le nord et en particulier dans le Cercle d'Atakpamé.

— Amélioration des routes d'évacuation des produits.

II. — TRAVAUX EFFECTUÉS SUR LES BUDGETS DES CERCLES, DES S.I.P.

a) Cercle de Lomé.

Ont été achevés en 1954 :

— Transformation de w.-c. publics avenue du camp ;

— Caniveaux : construction de 140 mètres rue Thompson ;

— Caniveaux : construction de 280 mètres rue Guille-mard avec puisard ;

— Stade : achèvement du mur de clôture avec entou-rage en fer, construction de 100 mètres de gradins ;

— Clôture sur le Marina : construction de 560 mètres ;

— Grand marché : construction de huit piliers en béton aux hangars ;

— Fourrière : construction d'un chenil ;

— Gare routière : construction des stands, adduction d'eau d'une citerne et d'un poste à essence ;

— Lycée Bonnacarrère : construction de la clôture en ciment et des portes en bois ;

— Construction de rues nouvelles de Nyekonakpoé, au stade, de la rue de Paris jusqu'à la lagune, des rues Blagogée, Okiki-Aguiar, Doté-Mensan jusqu'à la rue des Conseillers ;

— Percement de 1.000 mètres de rues nouvelles dans le quartier Amoutivé ;

— Transport des ordures pour comblement de la lagune au sud de la rue lagunaire ;

— Aménagement de l'avenue de Gaulle en deux voies carrossables, construction d'un jardin axial avec 1.040 mètres de trottoir.

Ont été entrepris :

— Egouts : construction de 300 mètres en buses de 0,6 m et 0,4 m dans les rues du Colonel-Maroux et Jeanne-d'Arc.

— Cimetière : construction d'un mur de clôture de 400 mètres ;

— Prison : construction de sept hangars pour camions.

b) Cercle d'Anécho.

Ont été achevés en 1954 :

— Gare routière ;

— Construction d'un nouveau pont métallique sur la lagune d'Anécho ;

— Bâtiments écoles en dur à trois classes à Agouégan, à Zowla et à Sévagan ;

— Dispensaire d'Akoumapé ;

— Construction d'un pont à Alouénou, à Vokoutimé ;

— Construction de ponceaux à Tanou, Essé-Ana, Agomé-Glozou, Akoumapé ;

— Installation du téléphone à Akoumapé, Ahépé, Tchékpo ;

— 20 puits forés et aménagés ;

— Travaux d'adduction d'eau terminés à Afagnagan, Ahépé et Gboto ;

— Installation de râpes à manioc à Méli et d'un atelier de préparation du tapioca à Anfoin.

Ont été entrepris :

— Bâtiment, poste à essence de la gare routière ;

— Bâtiment du commissariat de police ;

— Ecole de Gboto ;

— Dispensaire de Kouvé ;

— Bureaux administratifs à Tabligbo ;

— Hôpital de Tabligbo ;

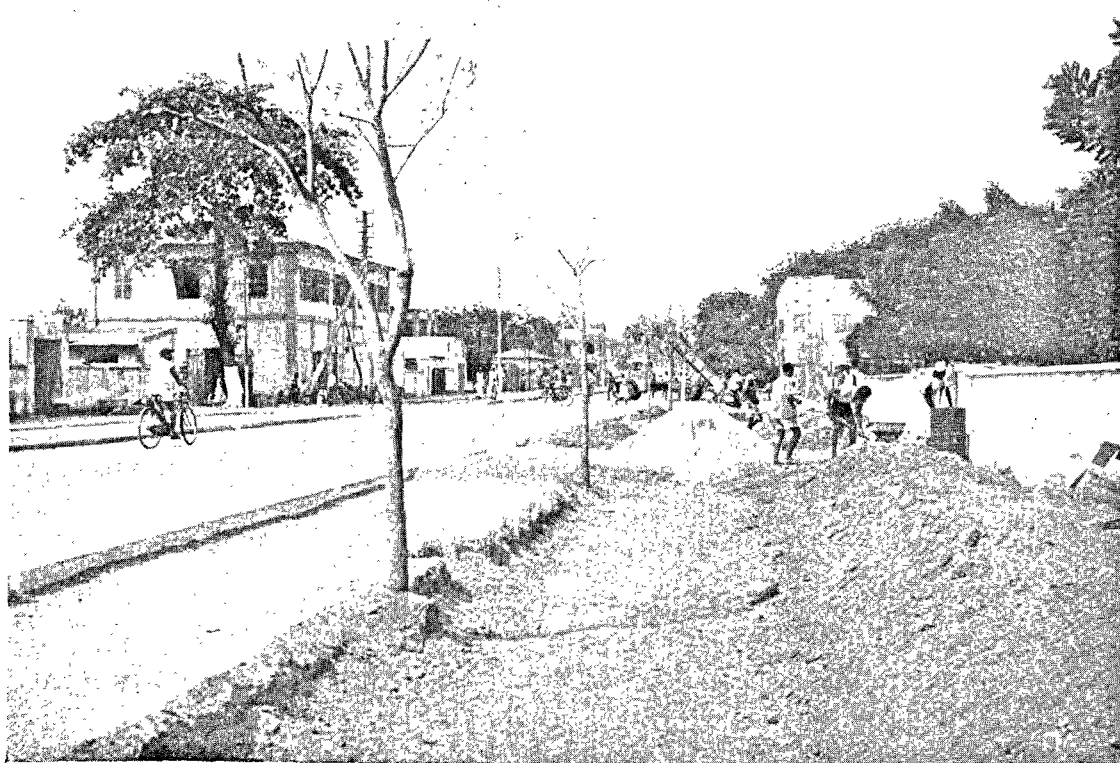
— Une pompe est attendue pour Attitogon.

c) Cercle de Tsévié.

Ont été achevés en 1954 :

— Construction de nouveaux bureaux du cercle ;

— Construction des bureaux du Commissariat de Police de Tsévié ;



Construction de trottoirs, avenue des Alliés, à Lomé.



Travaux de comblement de la lagune de Lomé.

- Puits à Adangbé ;
- Puits à Gati ;
- Puits à Fongbé ;
- Puits à Gblainvié ;
- Construction de logements de maîtres à Gamé et à Kéwé ;
- Construction de logements pour particuliers ;
- Construction d'un stade moderne à Tsévié avec Tribune (600 places assises et couvertes) ;
- Piste d'athlétisme de 400 mètres ;
- Salle de boxe, vestiaires, douches, salle de réunion culturelle ;
- Deux terrains : terrains de volley-ball et basket-ball ;
- Construction d'un stade à Kéwé avec tennis, volley-ball, basket-ball ;
- Aménagement d'un stade à Noépé ;
- Place publique de Davié avec square et fontaine ;
- Installation d'un nouveau quartier à Davié, planté de 1.200 arbres ;
- Place du marché de Tsévié avec squares et fontaines et bassin ;
- Développement de l'installation électrique de Tsévié ;
- Installation électrique à Davié ;
- Pavillon d'isolement pour contagieux ;
- Aménagement des salles d'hospitalisation de Tsévié ;
- Aménagement d'un dispensaire à Badja et Gati ;



Forage d'un puits dans le cercle de Tsévié.

- Aménagement de postes de secours à Wli, G blainvié ;
- Ecole de Dalavé ;
- Ecole d'Adokpé ;
- Ecole de Kéwé ;
- Construction du marché de Tsévié 3.600 mètres carrés couvert avec restaurant, cuisines, boucheries ;
- Construction du marché couvert de Tsiviépé ;
- Construction de la route de Wli-Siovounou (12 kilomètres) ;

- Un grand pont de 23 mètres ;
- Deux ponts de 8 mètres ;
- Dix ponceaux ;
- Grand pont de Tsikalé 8 mètres ;
- Grand pont d'Ando 8 mètres ;

Ont été entrepris :

- Puits à Assomé ;
- Puits à Gamé ;
- Puits à Yobomé ;
- Ecole de Batoumé ;
- Ecole ménagère de Kéwé ;
- Marché couvert de Zogbépimé ;
- Marché couvert d'Agnron.

d) Cercle de Klouto-Palimé.

Ont été achevés en 1954 :

- Construction de la deuxième tranche du marché couvert ;
- Construction de la gare routière (18 boxes) ;
- Construction de deux petits bâtiments à usage de restaurant pour les voyageurs ;
- Construction de 100 mètres de trottoir en béton rue du Maréchal-Joffre (côté droit, sens Misahohé) ;
- Construction d'un lavoir place du Petit Marché ; aménagement d'un petit square au même endroit ;
- Construction de la clôture de l'hôpital en bordure de la rue de Misahohé ;
- Au Cercle, construction d'un atelier forge et mécanique, avec garage à deux places et une fosse, réaménagement des magasins à bois et à essence ;
- Aménagement des nouveaux locaux du commissariat de police, agrandissement du logement d'un auxiliaire de gendarmerie ;
- Réfection annuelle des routes du plateau de Dayes ;
- Aménagement d'un tribunal coutumier à Dayes-Ndigbé et de logements pour deux gardes de cercle ;
- Achèvement de la ligne téléphonique de Palimé-Adéta (30 kilomètres) ;
- Construction des embranchements Adéta-Akata-Dzokpé (6 kilomètres) et Adéta-Goudévé (5 kilomètres) ;
- Aménagement d'un bureau postal avec central téléphonique à Adéta, de cabines téléphoniques à Goudévé et à Akata-Dzokpé ;
- Au Klouto, construction d'un hangar-étable de 180 mètres carrés pour abriter le troupeau de la S.I.P. ;
- A Misahohé, réfection des enduits intérieurs et extérieurs de la résidence.

Ont été entrepris :

- Au stade municipal, continuation de la clôture en maçonnerie, début de la construction de gradins à usage de tribune basse ;
- Achèvement du boulevard circulaire : percement

du dernier tronçon (400 mètres) ; confection d'un pont en béton de 7 mètres d'ouvertures sur la rivière Ehé ; mise en forme et confection du revêtement en latérite ; redressement, élargissement et rechargement d'un tronçon de 200 mètres du même boulevard ; enfin rectification et canalisation du lit du ruisseau Bessiandevi qui cotoie ce boulevard ;

— Plantation de nîmes le long du boulevard circulaire et de la rue non dénommée séparant le stade municipal de l'école officielle de garçons ;

— Creusement de caniveaux, rechargement et nivellement des principales artères de la ville en vue de leur prochain bitumage ;

— Aménagement de caniveaux en divers points de la ville ;

— Installation de latrines publiques ;

— Travaux préliminaires à la construction d'une ligne téléphonique d'Adéta à Ndigbé ;

— Confection d'un passage de buses près de Kakpa ;

— Réparations au pont de Dzogbégan ;

— Début de la reconstruction en dur de l'école régionale ;

— Réparations au pont frontière de Nyivé.

e) Cercle d'Atakpamé.

Ont été achevés en 1954 :

- Pavillon des contagieux ;
- Pavillon des professeurs ;
- 5,1 km de caniveaux ;
- 731 mètres carrés environ de marché couvert à Djama ;
- 210 mètres carrés environ de marché couvert à Gnagna ;
- Aménagement du commissariat de police et construction d'une maison d'habitation pour le commissaire de police (quatre pièces) avec dépendance ;
- Aménagement de la fontaine Midoudou en jardin ;
- Création de deux jardins au quartier Gnagna ;
- Création de jardins avec bancs à l'hôpital ; construction d'une boucherie moderne ;
- 70 kilomètres de nouvelles routes ;
- Pose de soixante passages de buses (en majorité doubles) ;
- 25 mètres linéaires de ponts définitifs (chaussée en ciment) ;
- 200 mètres linéaires de ponts semi-définitifs (plate-lage bois) ;
- 25 éléments de marchés de dimensions moyennes : longueur de 20 mètres, largeur 4 mètres.

Ont été entrepris :

- Tribunal ;
- Mairie ;
- Aménagement des avenues ;

f) Cercle de Sokodé.

Ont été achevés en 1954 :

- 92 petits ouvrages d'assainissement (buses en dalots avec fossés) ;
- Elargissement d'un ponceau de 3 mètres d'ouverture ;
- Rectification de la plate-forme, exécution de murettes ;
- Un pont sur le Titigbé route de l'Est-Mono ;
- Un pont sur l'Ogou route de l'Est-Mono ;
- Un dispensaire à Dako ;
- Réparation dispensaire Paratao ;
- Aménagement d'un pavillon d'hospitalisation ;
- Un pavillon de gynécologie ;
- Deux classes à Balanka ;
- Deux classes à Kri-Kri ;
- Une classe à Koumondé ;
- Une classe à Kémini ;
- Aménagement des dortoirs au collège ;
- Construction d'un lavoir par la section technique du collège ;
- Centre culturel de Sokodé, avec mise en route de la salle de cinéma, de la salle de jeu et de la bibliothèque ;
- Un terrain de sports à l'école régionale ;
- Deux frontons de tennis en ville ;
- Une salle de gymnastique et une salle de réunion pour les associations de jeunes ;
- Tracé de nouvelles rues ;
- Construction d'une tribune en dur de 200 places au stade de Sokodé.

Ont été entrepris :

- Exécution de dix-sept ouvrages sur l'intercoloniale ;
- Correction d'un virage dangereux ;
- Rectification de profil sur 7 kilomètres ;
- Construction d'un centre vaccino-gène moderne ;
- Construction d'un pont sur le Pondjo à la sortie de Sokodé sur la route de Tchavadé.

g) Cercle de Bassari.

Ont été achevés en 1954 :

- Un dispensaire avec logement d'infirmier à Bangé ;
- Un radier de 25 mètres sur la route Kabou Lama-Kara ;
- Un pont de 25 mètres sur la route Bassari-Sokodé ;
- Construction de quatre ponts de 4 mètres ;
- Construction d'un marché à Guérin-Kouka ;
- Construction d'un marché comportant trois hangars à Bassari ;
- Construction d'une salle commune ;
- Aménagement et clôture du stade de Bassari ;

— Construction d'un caniveau circulaire sur la place du marché à Bassari.

Ont été entrepris :

- Centre pilote de Kabou, comportant un bâtiment d'habitation ;
- 1 magasin, 1 hangar, 2 fumières étables ;
- 5 fumières étables de 15 mètres ;
- 2 puits Friry.

h) Cercle de Lama-Kara.

Ont été achevés en 1954 :

- Route Sahoudé-Houdé : 4 kilomètres environ en terrain plat ;
- Un pont de 7 mètres d'ouverture ;
- Un pont de 8 mètres d'ouverture ;
- Route Tchitchao-Niamtougou : 1 pont de 24 mètres d'ouverture en travées sur la rivière Pahélou ;
- Une chaussée submersible comportant 20 rangées de buses de 1 mètre ;
- Un radier comportant six passages de buses de 1 mètre ;
- Trois passages de buses de 1 mètre ;
- Un passage de buses de 0,8 m ;
- Un passage de buses de 0,6 m ;
- Route Lama-Kara à Landa-Pozenda : une chaussée submersible de six rangées de buses de 1 mètre ;
- Piste de Lama-Kara à Djambé : une passerelle métallique de 10 mètres d'ouverture ;
- Achèvement d'un pavillon d'hospitalisation de 60 lits à Lama-Kara.

— Construction d'une école à trois classes en dur à Kouméa ;

— Construction d'un dispensaire à trois pièces (définitif à Siou) ;

— Transformation de deux campements en dispensaires à Sara-Kawa et Alloum (semi-définitif) ;

— Construction d'un hangar S.H.M.P. (semi-définitif) à Tcharé ;

— Construction de deux bâtiments à usage de bureaux et de magasin à Niamtougou, en vue de la création d'une subdivision ;

— Construction à Lama-Kara d'un logement de trois pièces en matériaux définitifs ;

— Construction à Niamtougou d'un logement d'instituteur et de quatre logements de gardes, en matériaux provisoires ;

— Neuf puits ont été forés à la demande des populations par les soins de la SIP, quatre ont été équipés de pompes « Japy » ;

— Cinq étables-fumières ;

— Construction de trois bassins de pisciculture à Pya, Défalé, Tchitchao ;

— Construction d'un centre-pilote d'Agriculture à Tchitchao comprenant : logement, magasin, hangar à

matériel, deux étables-fumières et un parc-fumière collectif ;

— Construction de quatorze étables-fumières ;

— Construction d'un parc-fumière collectif non couvert à Lama-Kara (matériaux définitifs).

Ont été entrepris :

— Ouverture de la route Sahoudé-Soumdina (route de montagne) ;

— Ouverture de la route Landa-Féoda 14 kilomètres environ en terrain plat ;

— Route Siou-Pouda : une chaussée submersible de 50 rangées de buses de 1 mètre ;

— Mise en chantier au même endroit d'une seconde école à trois classes (achèvement prévu en avril 1955) qui complètera le groupe scolaire ;

— Construction de halles sur les marchés de Lama-Kara et Niamtougou (achèvement en 1955) ;

— Mise en chantier de six étables-fumières dont l'achèvement est prévu début 1955 ;

— Mise en chantier d'un parc-fumière collectif semi-couvert à Lama-Kara (achèvement prévu fin février 1955).

i) Subdivision de Kandé.

Ont été achevés en 1954 :

— Un dispensaire dans le canton d'Ataloté ;

— Une école à deux classes à Kandé ;

— Un campement à Péssidé ;

— Un campement à Ataloté ;

— Un campement à Kandé ;

— Une cuisine pour le logement des infirmiers ;

— Un pavillon d'hospitalisation au dispensaire de Kandé ;

— Un atelier de menuiserie ;

— Réparation pont sur la Koumongou (route Naboulgou-Nadoba).

Ont été entrepris :

— Un atelier de forge ;

— Un logement de garde-forestier ;

— Un logement pour l'agent vétérinaire ;

— Construction de ponts et passage de buses sur la route Kandé-Ataloté ;

— Aménagement route Kandé-Boukombé ;

— Début des travaux du radier sur la Kéran ;

— Aménagement route Ossacré, Gonté, Naboulgou.

j) Cercle de Mango.

Ont été achevés en 1954 :

— Un pavillon d'hospitalisation à quatre salles ;

— Un pavillon d'isolement à deux salles ;

— Un nouveau groupe scolaire de deux bâtiments à quatre classes ;

— Le poste de douane ;

— Deux logements pour les auxiliaires de gendarmerie ;

— Remblais sur les routes de Gando et de Nali ;

— Deux passages de buses.

Ont été entrepris :

— Travaux préliminaires de reconnaissance de la nouvelle route Galangashie-Nagbéni ;

— Un stade ;

— Un centre culturel.

k) Cercle de Dapango.

Ont été achevés en 1954 :

— Trois hangars pour étable et garage ;

— Onze fumières-étables ;

— Barrage de Nassablé ;

— Dix ponceaux à buses ;

— Résidence adjoint au commandant de cercle ;

— Deux bâtiments à trois classes ;

— Ecole à Nakitindi-Laré ;

— Campement Timbou et Bombouaka ;

— Pont de Ganlori ;

— Cinq ponceaux de Dapango ;

— Quatre hangars marché Dapango ;

— Un hangar marché Bombouaka ;

— Tennis Dapango ;

— Un bureau ;

— Un garage.

Ont été entrepris :

— Poste d'élevage de Borgou ;

— Neuf fumières-étables ;

— Logement d'un officier forestier ;

— Vingt ponceaux ;

— Deux puits ;

— Bureaux de cercle ;

— Ecole de Bidjenga ;

— Ecole Borgou ;

— Ecole Korbongou ;

— Trois logements maîtres ;

— Pavillon obstétrico-chirurgical ;

— Dispensaires de Timbou-Bidjenga et Mandouri ;

— Logement des Sœurs de Bombouaka ;

— Campement Nano ;

— Pont de Kariata ;

— Pont de Borgouben ;

— Cinq ponceaux sur route Kariata ;

— 37 kilomètres de route ;

— Deux puits à Bogou et Pana ;

— Stade Dapango avec tribune ;

— Stade Bombouaka avec tribune ;

— Un logement d'Africain.

III. — HYDRAULIQUE

78. — Faisant suite aux travaux entrepris en 1953, de nouvelles réalisations sont venues marquer en 1954 les travaux destinés à l'alimentation en eau du Bas-Togo.

1^o Adduction d'eau de Lomé.

La station de pompage d'Agouévé a reçu de nouveaux aménagements : le forage exécuté en 1953 a été équipé d'un groupe électro-pompe de 100 mètres cubes/heure ; le réservoir de 500 mètres cubes sur tour de 20 mètres commencé en 1953 a été achevé en 1954 et doit être mis en eau début 1955.

2^o Adduction d'eau de Tsévié.

Un nouveau forage devant donner un débit de 50 mètres cubes/heure a été exécuté à la station de pompage de Davédi ; il sera équipé en 1955 d'un groupe moto-pompe Alta déjà arrivé au Territoire. Par ailleurs, le réseau de distribution de Davié-Dalavé a été étendu et doit permettre d'alimenter une importante pépinière du Service de l'Agriculture.

3^o Adduction d'eau de Tabligbo.

La station de pompage de Tabligbo équipée pour donner un débit de 15 mètres cubes/heure a été mise en service ; le réseau de distribution comprend un réservoir de 50 mètres cubes sur tour de 7 mètres et 3 kilomètres de conduites avec 6 bornes-fontaines et des branchements.

4^o Stations de Athiemé-Sedjerako, Ahepé, Ghoto et Afangnagan.

Les forages exécutés en 1953 dans ces villages ont été équipés en 1954 pour donner des débits de 16 mètres cubes/heure avec des groupes moto-pompe Peerless. La distribution de l'eau se fait par 2 bornes-fontaines publiques à partir de réservoirs de 16 mètres cubes.

5^o Constructions de puits.

Les puits de Tchékpo, Kouvé, Attitogon ont été aménagés en 1954.

Dans les cercles de Tsévié et d'Anécho 550 mètres linéaires de puits ont été forés à la Bénoto et ont été équipés de cuvelages système Friry.

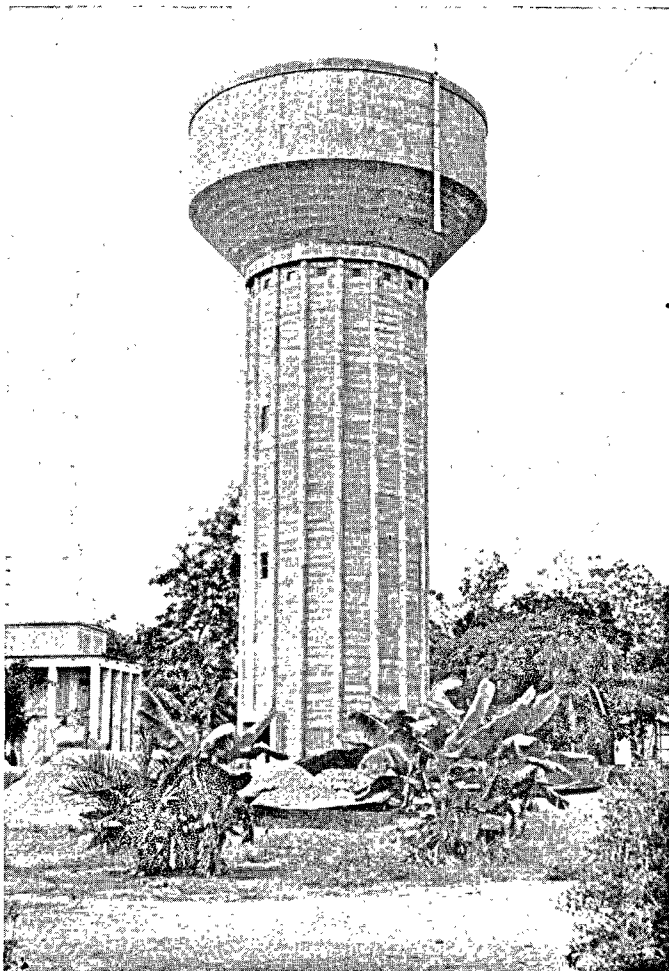
6^o Adduction d'eau d'Atakpamé.

Faisant suite aux études effectuées par la Société « Eau et Assainissement » en 1950, l'appel d'offres pour l'exécution des travaux d'alimentation en eau de la ville d'Atakpamé a été lancé en octobre 1954 ; les travaux

seront entrepris début 1955. Le montant est évalué à 60 millions ; ils comprennent un barrage pour prise d'eau, une station de traitement, une conduite d'adduction de 14 kilomètres, un réservoir d'eau de 600 mètres cubes et un réseau de distribution.

7^o Nord-Togo.

Une reconnaissance hydrogéologique a été effectuée dans le Nord-Togo par la Société « Sondage, Injection,



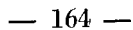
Réservoir de 500 mètres cubes à Agouévé.

Forages » en avril-mai 1954, et au cours de laquelle 207 mètres linéaires de sondages ont été effectués.

Malgré les difficultés dues à la complexité géologique du Nord-Togo, de nombreuses réalisations de puits et forages doivent être entreprises à la suite de cette étude.

Un premier puits en cours de forage à Bombouaka à travers les grès donne un débit de 800 litres/heure ; son approfondissement se poursuit, jusqu'à ce jour, la population de ce village devait aller chercher de l'eau à 8 kilomètres en saison sèche. La formation géologique trouvée à Boubouaka intéressant une grande région, on peut espérer que de tels puits pourront être construits et alimenter une population nombreuse.

placé sous la tutelle de la France



SEPTIÈME PARTIE

	Pages
PROGRÈS SOCIAL	167

SOMMAIRE

CHAPITRE I. — CONDITIONS SOCIALES (Généralités).....	167
CHAPITRE II. — DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES.....	168
1 ^o DROIT DE PÉTITION.....	168
2 ^o LIBERTÉ DE RÉUNION.....	169
3 ^o LIBERTÉ DE LA PRESSE.....	169
4 ^o LIBERTÉ D'ASSOCIATION ET LIBERTÉ SYNDICALE	169
5 ^o LIBERTÉ D'ACTION ET DE CIRCULATION.....	170
6 ^o LIBERTÉ DE PENSÉE, DE CONSCIENCE ET DE CULTE.....	170
7 ^o LIBERTÉ DU TRAVAIL.....	171
8 ^o INTERDICTION DE CERTAINES PRATIQUES CONTRAIRES A L'ORDRE PUBLIC.....	171
9 ^o RÉGIME DE L'ADOPTION	172
10 ^o IMMIGRATION.....	172
CHAPITRE III. — CONDITION DE LA FEMME.....	173
1 ^o LA FEMME ET LA COUTUME.....	173
2 ^o DROITS CIVILS DE LA FEMME.....	174
3 ^o DROITS POLITIQUES DE LA FEMME.....	174

	Pages
	—
CHAPITRE IV. — MAIN-D'ŒUVRE.....	175
1 ^o DESCRIPTION GÉNÉRALE	175
2 ^o CONVENTIONS INTERNATIONALES ET RECOMMANDATIONS DE L'O.I.T.....	176
3 ^o ORGANISATION DU SERVICE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.....	176
4 ^o CONDITIONS D'EMPLOI : LE CODE DU TRAVAIL.....	176
5 ^o CONDITIONS D'EMPLOI : AUTRES QUESTIONS	178
6 ^o LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION DU SYNDICALISME.....	179
7 ^o RÈGLEMENT DES CONFLITS.....	179
 CHAPITRE V. — SÉCURITÉ SOCIALE ET SERVICES SOCIAUX.....	 180
 CHAPITRE VI. — NIVEAUX DE VIE.....	 182
 CHAPITRE VII. — SANTÉ PUBLIQUE.....	 184
1 ^o SITUATION GÉNÉRALE. ORGANISATION.....	184
2 ^o SERVICES MÉDICAUX	186
3 ^o HYGIÈNE PUBLIQUE.....	194
4 ^o PATHOLOGIE	196
5 ^o MESURES PRÉVENTIVES	197
6 ^o FORMATION PROFESSIONNELLE.....	198
7 ^o ALIMENTATION	200
 CHAPITRE VIII. — STUPÉFIANTS.....	 203
 CHAPITRE IX. — MÉDICAMENTS.....	 205
 CHAPITRE X. — ALCOOLS ET BOISSONS FERMENTÉES.....	 206
 CHAPITRE XI. — LOGEMENT, URBANISME ET AMÉNAGEMENT DES CAMPAGNES.....	 208
A. — Urbanisme.....	208
B. — Logement	209
 CHAPITRE XII. — PROSTITUTION.....	 212
 CHAPITRE XIII. — ORGANISATION PÉNITENTIAIRE.....	 213
1 ^o ORGANISATION	213
2 ^o CONDITIONS DE DÉTENTION.....	213
3 ^o LA CRIMINALITÉ JUVÉNILE.....	214
4 ^o MINEURS DÉLINQUANTS	215

PROGRÈS SOCIAL

CHAPITRE I

CONDITIONS SOCIALES

79. — Une étude complète sur les conditions sociales existant au Territoire figure au rapport de 1952 et dans la première partie du présent rapport.

Le lecteur pourra utilement s'y référer.

80. — Le Secrétariat social dont il a été parlé dans cette étude continue son action avec plein succès.

CHAPITRE II

DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES

PRINCIPES GÉNÉRAUX

81. — En qualité de citoyens de l'Union Française et conformément à l'article 81 de la constitution, les Togolais jouissent des droits et libertés garantis par le préambule de cette Constitution qui rappelle la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789. C'est dire qu'ils bénéficient des mêmes garanties que les nationaux français d'une quelconque partie du territoire de la France métropolitaine.

L'exercice des droits et libertés est protégé par les lois de la République Française qui sont également applicables en France et au Territoire. C'est ainsi que le même Code pénal que dans la Métropole sanctionne de peines très graves les atteintes qui pourraient être portées à cet exercice par des actes arbitraires ou attentatoires, soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques.

Par ailleurs, comme dans la Métropole, toute personne qui estime un acte administratif contraire aux lois peut toujours déférer ledit acte à la sanction du Conseil d'Etat, siégeant à Paris, pour en obtenir l'annulation et se voir éventuellement allouer des dommages et intérêts correspondant au préjudice subi.

*
* *

En résumé, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales est légalement garantie à toutes les sections de la population, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, en conformité avec l'article 76 c de la Charte des Nations Unies.

Les droits de l'homme sont intégralement respectés et aucun obstacle, de quelque ordre qu'il soit, ne saurait en empêcher ou même en limiter l'exercice.

*
* *

83. — Aucune décision judiciaire ou administrative concernant les droits de l'homme n'a été prise au Territoire au cours de l'année 1954. Par ailleurs, des causeries et conférences ont été organisées dans les divers établissements d'enseignement, ayant pour objet de commenter le texte de la Déclaration universelle des Droits

de l'Homme. Les chefs de circonscription ont de leur côté, à de multiples occasions, commenté cette Déclaration et en ont montré aux populations autochtones l'importance et la portée.

En outre des indications déjà fournies au début du présent rapport (et notamment aux deuxième et cinquième parties), il sera plus particulièrement fait état dans le présent chapitre des droits et libertés suivants :

- Droit de pétition ;
- Liberté de réunion ;
- Liberté de la presse ;
- Liberté d'association et liberté syndicale ;
- Liberté d'action et de circulation ;
- Liberté de pensée, de conscience et de culte ;
- Liberté du travail et interdiction de certaines pratiques contraires à l'ordre public, etc.

1^o DROIT DE PÉTITION

84. — Le droit de pétition est garanti par la loi française. Il en est d'ailleurs fait un usage fort large.

Les habitants du Territoire peuvent adresser par écrit des pétitions aux présidents de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union Française. Ces pétitions sont examinées par les commissions spécialisées de ces assemblées : commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République, commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles à l'Assemblée de l'Union Française. Elles sont, suivant le cas, soit renvoyées à un membre du Gouvernement, soit renvoyées à une autre commission ou soumises à l'Assemblée elle-même, soit classées.

Les habitants du Territoire peuvent user, sans aucune restriction, du droit qu'ils ont d'adresser des pétitions à l'Organisation des Nations Unies. Le nombre des pétitions qui ont été adressées à cette organisation, au cours de l'année 1954, prouve à lui seul combien la population togolaise est consciente de ce droit et a, sans limitation quelle qu'elle soit, la faculté d'en user.

2° LIBERTÉ DE RÉUNION

85. — La liberté de réunion est reconnue par la loi du 30 juin 1881, rendue applicable au Togo par le décret du 11 avril 1946. Elle a la même extension que dans la Métropole.

Toutes les réunions, privées ou publiques, sont libres. Toutefois, les manifestations sur la voie publique sont soumises, comme en France, à l'obligation d'une déclaration préalable. Si l'autorité investie des pouvoirs de police estime que la manifestation projetée est de nature à troubler l'ordre public, elle peut l'interdire par un arrêté, qui est notifié aux intéressés. Cette réglementation, relative aux interdictions, ne s'applique pas aux rassemblements fortuits dans les rues, ni aux sorties sur la voie publique conformes aux usages, telles que les cérémonies culturelles.

3° LIBERTÉ DE LA PRESSE

86. — La liberté de la presse est consacrée par la loi métropolitaine du 29 juillet 1881, applicable au Togo comme en France.

Les journaux en langue étrangère ou de provenance étrangère sont soumis à un régime spécial comme dans la Métropole.

La loi du 29 juillet 1881 prévoit et organise également la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tous autres moyens de publication : il s'agit notamment de la provocation aux crimes et délits, des injures et diffamations, ainsi que de la publication des actes d'accusations et de tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique. D'autres textes punissent les publications licencieuses, qui constituent des outrages aux bonnes mœurs. En matière de presse, une procédure spéciale, comportant des garanties supplémentaires, est prévue pour le jugement des infractions commises.

Il n'existe actuellement au Togo aucun syndicat de journalistes.

Aucun régime de censure n'a été mis en vigueur au cours de l'année 1954.

En dehors de ces cas exceptionnels, les Togolais peuvent se procurer librement toutes publications paraissant dans le Territoire ou à l'étranger.

Journaux et périodiques :

Il est possible à tous de se procurer librement toutes publications et périodiques édités localement ou à l'étranger.

86 a, b. — Les journaux actuellement publiés au Territoire sont les suivants :

1° *Le Progrès*, journal mensuel, politique, économique et social de défense des intérêts généraux du pays.

2° *La Chronique syndicale du Togo*, organe d'information et d'action des syndiqués du Togo.

3° *Les Echos du Togo*, organe d'information, journal politique, économique et social, grand hebdomadaire togolais.

4° *Syndicalisme et Profession*, organe mensuel d'action syndicale et professionnelle.

5° *Mia Holo*, bulletin mensuel.

6° *La Croix du Dahomey*, bulletin catholique de doctrine et d'information.

7° *Saint-Michel*, bulletin paroissial de la paroisse de Saint-Michel-Cotonou.

8° *Negreta*, organe politique, économique, social et d'information.

9° *Le Togo Français*, organe d'information.

10° *Le Petit Togolais d'Afrique Noire*, organe politique et d'information.

11° *L'Eveil*, organe politique, économique, social et d'information.

12° *Le Libérateur du Togoland*, organe politique, économique, social et d'information.

13° *Le Togoland*, organe politique, économique, social et d'information.

14° *Le Phare*, organe d'informations, politique, économique et social.

15° *Le Bloc Togolais*, organe politique, économique et social.

16° *La Flèche*, organe politique, économique et social.

17° *La Muse Togolaise*, organe d'informations, politiques, économiques et sociales.

18° *La Voix du Centre*, organe politique, social et économique.

La plupart de ces journaux ne paraissent pas régulièrement, sauf *Le Togo Français*.

86 c. — **Radiophonie.** — Un émetteur radiophonique fonctionne à Lomé. Ses programmes sont très suivis. L'achat des postes récepteurs n'est soumis à aucune condition.

86 d. — **Cinéma.** — Deux salles de cinémas existent à Lomé et donnent des séances quotidiennement, qui comprennent généralement deux grands films et un programme d'actualités.

Le Territoire possède un projecteur de cinéma parlant permettant de projeter dans les différentes circonscriptions des documentaires divers d'ordre technique et éducatif.

4° LIBERTÉ D'ASSOCIATION ET LIBERTÉ SYNDICALE

La liberté d'association est aussi complète au Togo que dans la Métropole. La loi du 13 mars 1946 a étendu au Territoire la loi du 1^{er} juillet 1901. Parmi les associations se rangent les partis politiques dont le détail a été donné dans le chapitre VI de la cinquième partie du présent rapport.

Il existe également de nombreux syndicats professionnels englobant les divers métiers : cheminots, boys et cuisiniers, P.T.T., commerce, enseignement, etc., et plus de deux cents associations déclarées, qui sont en général des sociétés d'entraide mutuelle, de musique, de sport, de théâtre et surtout de tam-tam et danses indigènes.

(Voir à ce sujet le chapitre IV de la présente partie.)

5^o LIBERTÉ D'ACTION ET DE CIRCULATION

La liberté d'action existe également. Tout habitant du Territoire peut se déplacer et se fixer dans le lieu qui lui convient. Seule restriction : l'exigence du passeport pour se rendre à l'étranger, sous réserve des facilités particulières accordées aux ressortissants des deux Territoires sous tutelle pour se rendre d'une zone à l'autre. La circulation est également libre, si l'on excepte les règlements imposés par la sécurité publique ; c'est ainsi que l'Administration a toujours, comme en France, le droit et le devoir d'interdire l'accès du Territoire à des délégations politiques venant d'un territoire étranger en vue de participer à des manifestations susceptibles de porter atteinte à l'ordre public.

6^o LIBERTÉ DE PENSÉE, DE CONSCIENCE ET DE CULTE

87. — La constitution française de 1946, applicable au Togo, garantit à tous la liberté de pensée, de conscience et de culte. Nul ne peut être contraint d'adopter telle ou telle religion. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions religieuses. Toutes les religions sont admises. Il importe de remarquer, toutefois, que le législateur a pris certaines dispositions contre les pratiques de sorcellerie dans la mesure où elles sont de nature à porter atteinte à la personne ou à la fortune des individus et à troubler gravement l'ordre public. Ces textes s'inspirent du principe du respect de la personne humaine. Au Togo, les habitants peuvent donc librement manifester leurs croyances par des actes extérieurs.

Les subventions aux établissements confessionnels d'enseignement ou d'assistance sociale sont possibles de la part des collectivités publiques.

A. — Mission catholique.

87. — La Mission catholique du Togo est divisée en deux juridictions ecclésiastiques indépendantes l'une de l'autre : le Vicariat apostolique de Lomé au sud et la Préfecture apostolique de Sokodé au nord.

Le Vicariat apostolique de Lomé compte, en 1954, 134.445 chrétiens baptisés et 10.937 catéchumènes, tandis que la Préfecture apostolique de Sokodé en compte en tout 17.000 environ.

Outre ses activités sur le plan purement religieux, le Vicariat apostolique de Lomé instruit 16.724 enfants dans 305 classes primaires reconnues officiellement et subventionnées et 4.392 dans les écoles de base.

La Mission possède en outre un collège secondaire pour garçons et un autre pour jeunes filles et une école normale pour la formation des moniteurs.

Des religieuses catholiques dirigent deux dispensaires, l'un à Tomégbo, l'autre à Noépé.

En septembre 1954, une nouvelle Congrégation de religieuses françaises est venue s'installer au Territoire, et prête son concours à l'œuvre scolaire de la Mission catholique : ce sont les sœurs de la Providence de Peltre-Lez-Metz qui ont ouvert une nouvelle école de jeunes filles à Lomé-Nyékouakpoe.

Le Clergé autochtone se développe régulièrement. Soixante-dix Togolais étudient actuellement dans des petits et grands séminaires à Ouidah (Dahomey) ou en Europe. Le 14 janvier 1954, le R.P. William Kpakote, neuvième prêtre togolais, était ordonné à Lomé, tandis que deux autres fils du Togo conquéraient leurs grades universitaires à Rome. Le R.P. Robert Dosseh, reçu Docteur en théologie en soutenant une thèse basée sur les œuvres de Bossuet, le R.P. Chrétien Bakpessi, premier prêtre cabrais qui a obtenu une licence en théologie.

Au cours de l'année sous revue, a été construit et inauguré le Centre culturel catholique de Lomé connu sous le nom de foyer Pie-XII, réalisé grâce à une subvention du Pape, et achevé le collège féminin et le cours ménager des sœurs de Notre-Dame des Apôtres, dont la réalisation a été financée par une subvention de la Métropole, sur le plan F.I.D.E.S.

Le pèlerinage africain qui a permis à 123 catholiques du Togo et des environs de visiter l'Italie et la France sous la haute direction de l'évêque de Lomé, est un autre événement qui a marqué l'année 1954.

Personnel	Vicariat apostolique de Lomé	Préfecture apostolique de Sokodé	Totaux
Prêtres d'origine européenne	40	19	59
Frères d'origine européenne	11	1	12
Religieuses d'origine européenne	44	14	58
Professeurs d'origine européenne	13	—	13
Prêtres autochtones	6	1	7
Religieuses autochtones	11	—	11
Catéchistes autochtones	254	75	329
Chrétiens	134.445	11.456	145.901
Catéchumènes	10.637	6.697	17.334

B. — Mission évangélique.

L'œuvre scolaire de la Mission évangélique se poursuit et se développe : onze nouvelles classes ont été ouvertes.

Grâce aux subventions du F.I.D.E.S., la construction d'un cours normal avec internat est entreprise à Lomé, tandis que se poursuivent normalement les travaux de construction du centre d'apprentissage de Pya, dans le Cercle de Lama-Kara.

Le directeur de la société des Missions évangéliques de Paris, a visité les églises du sud et inspecté l'œuvre d'évangélisation en pays cabrais.

L'église de Yo, dans le Cercle de Klouto, a célébré son jubilé cinquantenaire.

Pour les églises de l'Akposso, l'événement le plus marquant est la consécration d'un nouveau pasteur.

Personnel	Total
Missionnaires d'origine européenne	14
Pasteurs d'origine autochtone.....	17
Catéchistes	271
Catéchumènes	576
Membres de l'église	34.250

70^e LIBERTÉ DU TRAVAIL

(Voir le chapitre IV suivant.)

30^e INTERDICTION DE CERTAINES PRATIQUES CONTRAIRE A L'ORDRE PUBLIC

82. — L'esclavage et toutes pratiques similaires sont interdits et inconnus au Togo.

Les pratiques de mise en gage de débiteur ou de tierce personne ont disparu définitivement. Aucune affaire de ce genre n'a été, en 1954, portée à la connaissance de la justice.

Les servitudes personnelles ont été, avec les droits féodaux, abolies par la Révolution française. Il n'existe plus actuellement que des servitudes ou services fonciers. Ce genre de servitude est défini par l'article 637 du Code Civil comme une « charge imposée sur un héritage pour l'usage et l'utilité d'un héritage appartenant à un autre propriétaire ». Elle n'établit aucune prééminence d'un héritage sur l'autre. Elle dérive ou de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou des conventions entre les propriétaires. Telles sont, en particulier, les servitudes d'aqueduc, de puisage, de vue, de passage, d'irrigation, d'écoulement des eaux, etc.

D'autre part, l'article 1780 du Code civil stipule qu'« on ne peut engager ses services qu'à temps, ou pour une entreprise déterminée » et que « le louage de service, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes ».

* *

Sur le plan coutumier, le chef autochtone a droit, dans certaines régions, à un concours bénévole pour certains travaux.

Il s'agit là d'avantages consentis librement par la population. Il ne saurait recevoir une sanction judiciaire et les chefs ont été dépossédés des moyens de coercition dont ils disposaient autrefois. Mais l'individu qui s'y soustrairait délibérément et de façon constante s'exclurait pratiquement de la collectivité. En fait, ces avantages ne représentent pas une charge réelle pour la masse de la population ; ils maintiennent la cohésion d'une structure traditionnelle qu'il serait dangereux de laisser s'effriter trop tôt, sans qu'une autre structure sociale, assise

sur une évolution profonde de la masse, puisse la remplacer.

Il faut préciser d'ailleurs que ces travaux bénévoles exécutés en commun sont fournis par la totalité des membres de la collectivité, sans distinction de fortune, et qu'ils ne bénéficient pas uniquement aux chefs. Il est de règle, en effet, dans un grand nombre de collectivités, que les personnes qui ont besoin d'une aide matérielle, pour construire une case par exemple, reçoivent cette aide de leurs voisins sans contrepartie monétaire. C'est là une tradition de solidarité qui ne constitue pas une obligation. Mais l'individu qui s'isolerait du reste de la collectivité cesserait de bénéficier, en cas de besoin, de l'entraide traditionnelle. Cette perspective suffit, en général, à maintenir la bonne entente et l'harmonie des efforts dans les collectivités tribales.

De ces travaux d'entraide, il faut distinguer le concours donné collectivement sans contrepartie monétaire à des travaux d'intérêt commun : construction d'une case de réunion, d'une école, d'une piste desservant un village. De tels travaux sont décidés en général par la collectivité dans son ensemble ou par le conseil des chefs de famille. En ce cas encore, il n'y a obligation pour personne d'apporter sa contribution à ces travaux sans paiement, mais l'individu qui s'y soustrairait se verrait exclu, moralement, de la collectivité.

Dans le cadre de leur pouvoir de tutelle à l'égard des collectivités coutumières, les administrateurs veillent de très près à ce que les prestations coutumières, quelles qu'elles soient, n'excèdent pas l'équité ou ce qui est prévu par la coutume, ni qu'elles puissent devenir incompatibles avec les principes de la civilisation et de la morale.

* *

Aucun cas d'engagement perpétuel et forcé n'a été signalé à la justice en 1954. Les faits de ce genre tomberaient d'ailleurs sous l'application de la loi pénale qui réprime en général tous les attentats à la liberté.

Au surplus ces faits sont spécialement prévus et punis par l'article 341 du Code pénal, 3^e et 4^e alinéas, ainsi conçu :

« Seront également punis de la même peine (il s'agit de la peine criminelle des travaux forcés à temps édictée pour les arrestations illégales et séquestrations de personnes) ceux qui auront conclu une convention ayant pour objet d'aliéner, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, la liberté d'une tierce personne. La confiscation de l'argent, des objets ou valeurs reçus en exécution de ladite convention sera toujours prononcée. Le maximum de la peine sera toujours prononcé si la personne faisant l'objet de la convention est âgée de moins de quinze ans.

« Quiconque aura mis ou reçu une personne en gage, quel qu'en soit le motif, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 2.400 à 24.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. La peine d'emprisonnement sera portée à cinq ans, si la personne mise ou reçue en gage est âgée de moins de quinze ans. Les coupables pourront, en outre, dans tous les cas, être privés des droits mentionnés à l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. »

S'il est exact que dans certaines familles togolaises l'enfant est parfois, conformément à la coutume, confié par ses parents à des tiers, qui sont chargés de son éducation — les parents surchargés de progéniture craignant de ne pas avoir assez d'autorité sur cet enfant — cette pratique ne donne lieu à aucune rémunération au profit des parents et ceux-ci peuvent reprendre leur enfant à n'importe quel moment. Une telle coutume peut cependant compromettre parfois l'éducation du mineur et l'exposer à de mauvais traitements. Dans ce dernier cas, le coupable tombe sous le coup des dispositions de l'article 312 (6^e alinéa), du Code pénal, lequel punit d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 4.000 à 240.000 francs « quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis ou qui l'aura volontairement privé d'aliments ou de soins au point de compromettre sa santé ». Aucun fait de l'espèce ci-dessus indiquée n'a été porté à la connaissance de la justice pendant l'année 1954.

9^o RÉGIME DE L'ADOPTION

89. — En droit civil français, les conditions et les formes de l'adoption, ainsi que les droits et obligations respectives de l'adoptant et de l'adopté sont réglementés par les articles 343, 344 et suivants du Code civil. L'adoption n'est permise qu'aux personnes de l'un ou l'autre sexe, âgées de plus de quarante ans. Les adoptants ne devront avoir, au jour de l'adoption, ni enfants, ni descendants légitimes ; ils devront avoir quinze ans de plus que les personnes qu'ils se proposent d'adopter. Le consentement des père et mère de l'adopté est nécessaire si ce dernier est mineur. L'adoption confère le nom de l'adoptant à l'adopté, en l'ajoutant au nom propre de ce dernier. L'adopté reste dans sa famille naturelle et y conserve tous ses droits. Néanmoins l'adoptant est seul investi des droits de la puissance paternelle à l'égard de l'adopté. L'adoption est réalisée devant le juge de paix du domicile de l'adoptant qui enregistre les consentements des parties. L'acte de l'adoption doit être homologué par le tribunal civil du domicile de l'adoptant. Le tribunal, saisi par requête, vérifie si toutes les conditions de la loi sont remplies, s'il y a de justes motifs de l'adoption et si celle-ci présente des avantages pour l'adopté. Après avoir entendu le procureur de la République, et sans autre forme de procédure, le tribunal prononce, sans énoncer de motifs, qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à l'adoption. L'adoption peut être révoquée, s'il est justifié de motifs graves, par une décision du Tribunal rendue à la demande de l'adoptant ou de l'adopté. Les lois sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés sont applicables aux mineurs adoptés,

et l'adoptant peut être déchu de tout ou partie des attributs de la puissance paternelle dans les conditions prévues par lesdites lois.

Chez les autochtones, l'adoption est très rare, parce que très souvent le motif déterminant de l'adoption, l'absence de descendants naturels ou légitimes, fait défaut. Cependant, l'adoption n'est pas inconnue. Elle se réalise au cours d'une cérémonie familiale où les parents des deux côtés se mettent d'accord pour l'adoption. L'accord ainsi obtenu est soumis à la ratification de l'autorité administrative, le commandant de cercle qui vérifie si toutes les conditions prescrites par la coutume ont été remplies. L'enfant adopté (ou ses parents naturels) peut, en cas de mauvais traitements, porter plainte au Procureur de la République, qui est le protecteur officiel de tous les mineurs. La déchéance de la puissance paternelle est inconnue en droit coutumier. Mais l'adoptant qui a infligé de mauvais traitements à l'adopté peut être poursuivi par application des textes qui répriment les violences et mauvais traitements infligés aux enfants, et condamné à une peine d'emprisonnement.

Le tribunal correctionnel pourra en même temps décider que le mineur sera remis jusqu'à sa majorité à un des membres de sa famille d'origine. Aucune procédure de ce genre n'a été instruite devant le tribunal correctionnel pendant l'année 1954.

10^o IMMIGRATION

90. — Le mouvement d'immigration est normal. Il n'a, d'aucune manière, attiré l'attention des autorités. Aucune restriction n'existe sur l'immigration ou émigration au Togo des ressortissants d'Etats membres des Nations Unies. Ceux-ci sont seulement soumis à la réglementation en vigueur, égale pour tous.

Les conditions d'admission et de séjour au Territoire des nationaux français et étrangers restent réglementées par le décret du 10 septembre 1935, promulgué au Togo par arrêté n° 453 du 8 octobre 1935.

Nombre des immigrants entrés pour la première fois au Territoire du Togo, dans le courant de l'année 1954 :

Nationalités	Hommes	Femmes	Enfants
Français	130	93	43
Hollandais	—	1	—
Italiens	—	6	1
Yugoslaves	1	1	—
Anglais	2	—	—
Libanais	2	—	—

CHAPITRE III

CONDITION DE LA FEMME

La femme togolaise qui a acquis le statut civil français a la même capacité civile que la femme française, c'est-à-dire la pleine capacité. Ses droits ont été décrits dans le rapport annuel 1949, page 116.

91. 1^o LA FEMME ET LA COUTUME

L'Administration française a tenu à respecter les institutions traditionnelles dans la mesure tout au moins où sont respectées la personnalité et la dignité humaines. Des aménagements ont été ainsi apportés de façon à assurer une évolution des mœurs conforme à nos fins civilisatrices.

Bien que la condition de la femme varie, comme la coutume, d'une tribu à l'autre, les grandes lignes demeurent les suivantes :

96. a) *Polygamie.*

Elle est admise par la quasi-totalité des coutumes. Il pourrait en résulter une subordination presque totale à l'homme si des dispositions réglementaires n'étaient venues apporter à la femme certaines garanties.

C'est en particulier l'objet du décret du 14 septembre 1951 qui précise que tout citoyen ayant conservé son statut personnel peut, au moment du mariage, faire inscrire par l'officier d'état civil, sur l'acte de mariage, sa déclaration expresse de ne pas prendre une autre épouse aussi longtemps que le mariage qu'il contracte n'aura pas été régulièrement dissous. Tout manquement à cet engagement expose le coupable aux peines prévues pour la bigamie (article 339, alinéa 2, du Code pénal applicable outre-mer).

b) *Liberté matrimoniale et garanties judiciaires.*

Certaines coutumes permettaient de donner en mariage des filles ; en outre, le consentement de la femme n'était généralement pas nécessaire ; enfin, au décès du mari, les femmes du défunt étaient, dans la majorité des cas,

considérées comme parties de l'héritage et réparties suivant les usages locaux. Un décret du 15 juin 1939 a mis fin à cet état de choses. Il interdit le mariage avant quatorze ans et exige le consentement des futurs époux pour la validité de leur union. D'après le même texte, la veuve ne peut plus être revendiquée comme faisant partie d'une succession coutumière et peut se remarier à sa guise. Tout mariage contracté en violation de ces dispositions est nul de plein droit et tombe sous le coup de la loi pénale.

Toutes les questions relatives à l'état des personnes, au mariage et au divorce sont de la compétence des tribunaux des premier et deuxième degrés présidés par les chefs de circonscriptions qui s'attachent à faire respecter ces dispositions.

Il est certain que peu à peu l'application de ces règles finira par entraîner une régression de la polygamie et une amélioration marquée de la condition de la femme.

c) *La dot.*

Cette institution a tendance à se déformer et à provoquer de nombreux abus. Le décret du 14 septembre 1951, dont le texte a été reproduit en annexe du rapport 1951, est intervenu pour les combattre.

92. d) *Régime des biens.*

La femme ne peut, en règle générale, ester, être poursuivie ou défendre en justice sans autorisation de son mari. Elle ne peut contracter sans le consentement du chef de famille, mais pour celle qui exerce une profession (elle est souvent revendeuse) les gains acquis et les biens achetés avec ses économies lui appartiennent. Elle peut contracter librement dans les cas intéressant sa profession. Les règles successorales sont très variables. Dans le nord du Togo, notamment en pays Cotocoli, les filles héritent dans la même proportion que les fils. Dans le sud, il n'en est pas de même. Cependant, il arrive, sous l'influence occidentale, que les filles, notamment en pays Mina, reçoivent parfois une part de l'héritage.

93-94-95. — En ce qui concerne la femme devant l'emploi, les rapports précédents ont insisté sur la force des coutumes et la prudence avec laquelle il convenait d'appliquer une réglementation d'inspiration moderne. Il est certain que les coutumes font une large part à la femme dans les travaux pénibles et que, tout particulièrement, le portage de charges assez lourdes lui est réservé exclusivement. L'homme ne porte pas. Aussi, lorsqu'une entreprise européenne recherche des manœuvres pour le transport des fardeaux, ce sont tout naturellement des femmes qui se présentent.

L'Inspection du Travail, dans le souci de remédier à cet état de fait a voulu à maintes reprises s'y opposer, mais ce sont les femmes elles-mêmes qui ont protesté qu'on leur retirait un travail en rapport avec leurs capacités. L'Inspection du Travail s'est vu contrainte d'interdire seulement l'emploi de jeunes filles ou de femmes trop âgées.

Aussi bien, d'ailleurs, l'élite de la population togolaise commence à réagir contre cette utilisation des femmes tandis que la grande masse n'y voit rien à redire.

Lorsque la commission consultative du travail s'est réunie en août 1953 pour étudier l'arrêté d'application de l'article 115 du code du travail, il est apparu à chacun que les limites du poids des fardeaux proposées entraîneraient pour les femmes la perte d'un emploi auquel elles tiennent.

Depuis lors, l'Inspection du Travail a soumis le problème au Service de Santé et son avis technique sur la question dictera les décisions à prendre en la matière, et qui interviendront au début de l'année 1955.

Quoi qu'il en soit, les principes nouveaux posés par le code du travail pour la protection de la femme au travail, ainsi que l'égalité absolue des droits civils et politiques et l'effort entrepris pour la scolarisation des filles commencent à rencontrer l'adhésion des milieux les plus évolués, ce qui constitue une aide non négligeable pour les buts poursuivis par l'administration française.

3^o DROITS POLITIQUES DE LA FEMME

Les femmes ont les mêmes droits politiques que les hommes : elles sont électrices et éligibles. Une femme a d'ailleurs été élue, en 1950, membre du Conseil municipal de Lomé et deux autres à Palimé et Atakpamé en 1951.

Au 31 mars 1954, 30.730 femmes étaient inscrites sur les listes électorales du Territoire.

97. — Le « Parti Togolais du Progrès » et le « Comité de l'Unité Togolaise » ont organisé, dans le cadre de leurs statuts, des sections féminines. Celles-ci ne constituent d'ailleurs pas à proprement parler des associations, mais simplement des filiales de ces deux partis, dont elles ont les buts et les mêmes activités.



CHAPITRE IV

MAIN-D'ŒUVRE

1^o DESCRIPTION GÉNÉRALE

98. — Il n'y a rien à ajouter aux rapports précédents, si ce n'est l'apparition sur le marché de la main-d'œuvre d'activités minières (phosphate d'Anécho, chrome du mont Ahito, fer de Bangéli).

Il ne s'agit pour l'instant que de prospections; aussi il n'a pas encore été fait appel à la main-d'œuvre spécialisée. Le nombre des manœuvres employés, actuellement de 220, est appelé à s'accroître; alors se poseront vraisemblablement des problèmes jusqu'ici inconnus, particulièrement celui de la ration de vivres et du campement de travailleurs.

L'Inspecteur du Travail a visité les chantiers miniers de Bassari et du mont Ahito pour y étudier la situation de la main-d'œuvre.

98 a. Formation des travailleurs.

Les établissements distribuant un enseignement professionnel se développent :

La première promotion de la section commerciale du lycée de Lomé a passé son examen de sortie en juin 1954. Sur 12 candidats, 7 ont été admis au certificat d'aptitude professionnelle; 11 d'entre eux ont trouvé un emploi dans le commerce et les services administratifs.

Le collège technique de Sokodé a décerné trois certificats d'aptitude professionnelle avec les mentions respectives suivantes : menuiserie, ajustage, maçonnerie.

En 1954, les effectifs de ces deux cours étaient en progression sur 1953.

1^o Section technique du Collège de Sokodé :

Métiers du bois.....	30 élèves.
Mécanique	34 —
Bâtiment	25 —
—	—
Total	<u>89 élèves.</u>
(Contre 83 en 1953.)	

2^o Section commerciale de Lomé :

1 ^{re} année	34 élèves.
2 ^e année	13 —
3 ^e année	15 —
4 ^e année	14 —

Total 76 élèves dont 10 filles
(contre 70 en 1953.)

On constate la même progression dans les effectifs de l'école professionnelle de la Mission catholique :

Métiers du bois.....	28
Mécanique	12
Sculpture	9
Imprimerie	34

Total 83
(Contre 71 en 1953.)

L'arrêté n° 276-54/ITLS du 19 mars 1954 concernant l'apprentissage marque également le début de nouveaux progrès.

L'apprentissage est pratiqué dans le secteur public, dans les grandes entreprises privées et dans les ateliers des artisans africains.

Dans le premier secteur, c'est-à-dire dans les services techniques de l'Administration, des contrats types conformes au code du travail ont été adoptés par le service des Chemins de fer et des Travaux Publics.

Dans le secteur privé, l'école professionnelle de la Mission catholique qui faisait déjà à ses apprentis des conditions très favorables, a étudié avec les délégués du personnel et les représentants syndicaux un contrat type et un statut de l'apprentissage qui entrera en vigueur dès le début de l'année 1955. Des cours professionnels théoriques seront donnés aux apprentis.

En ce qui concerne les apprentis des artisans africains, le rapport de 1952 faisait état de l'institution d'une carte d'apprenti qui exonérait son détenteur de l'impôt personnel. L'Inspection du Travail ne délivre cette carte

qu'après avoir visé le contrat d'apprentissage. Plus de 350 contrats ont été ainsi visés en 1954.

Un statut de l'apprentissage artisanal sera étudié très prochainement en consultation avec les parties intéressées. Un restaurant communautaire pour apprentis est prévu, ainsi que des cours professionnels théoriques.

2^o CONVENTIONS INTERNATIONALES ET RECOMMANDATIONS DE L'ORGANISATION DE L'O.I.T.

Des décrets étendant au Territoire six conventions internationales du travail ont été promulgués en 1954 :

1^o Convention internationale du travail n^o 3 concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement ;

2^o Convention internationale n^o 14 concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels ;

3^o Convention internationale du travail concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels ;

4^o Convention internationale du travail n^o 26 concernant l'institution des méthodes de fixation des salaires minima ;

5^o Convention internationale n^o 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical ;

6^o Convention internationale du travail n^o 5 fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels.

3^o ORGANISATION DU SERVICE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

101. — Le rapport de l'année précédente a reproduit in extenso les passages du code du travail fixant les bases légales de l'organisation et du fonctionnement du service de l'Inspection du Travail.

Un poste d'adjoint à l'Inspecteur du Travail est prévu pour 1955.

102. Méthodes autres que la législation pour traiter les problèmes du travail.

Commission consultative du travail. — Conformément aux dispositions de l'arrêté n^o 326-53/IT du 16 mai 1953, la commission consultative du travail a été renouvelée en 1954.

Les mêmes branches professionnelles qu'en 1953 y sont représentées.

La nouvelle commission a tenu trois séances, les 24 avril, 10 juin et 8 juillet.

Les matières étudiées étaient :

- Salaires minima, relèvement des taux horaires ;
- Durée du séjour ouvrant droit à congé ;

— Conditions et durée du préavis, de résiliation des contrats à durée indéterminée ;

— Suspension du contrat de travail ;

— Projet d'arrêté sur le travail des femmes et des enfants ;

— Arrêté tenant lieu de convention collective en ce qui concerne les gens de maison ;

— Salaires minima des gens de maison ;

— Rémunération des gardiens non armés ni responsables ;

105. Infractions à la réglementation du travail.

Les quelques litiges qui ont été soumis au Tribunal du Travail ont presque exclusivement porté sur deux questions : contestation de la faute grave invoquée pour un licenciement sans préavis ni indemnités, caractère abusif du licenciement.

Il faut y ajouter un seul cas relatif au renvoi d'un délégué du personnel sans autorisation de l'Inspection du Travail.

Le Tribunal du Travail est appelé à jouer un rôle très important de régulateur des rapports entre employeurs et employés.

4^o CONDITIONS D'EMPLOI LE CODE DU TRAVAIL

Comme l'année précédente, l'année 1954 a été principalement consacrée à la mise en œuvre du code du travail.

Un certain nombre d'arrêtés sont venus s'ajouter à ceux déjà pris en 1953.

1^o *Arrêté n^o 192-54/ITLS du 3 mars 1954 instituant un bulletin de paye et un registre d'employeur.*

Cette obligation est maintenant entrée dans les mœurs et les contrôles effectués par l'Inspection du Travail ont permis de constater que les entreprises s'y étaient soumises très rapidement.

2^o *Arrêté n^o 193-54/ITLS du 3 mars 1954 créant un registre d'employeur.*

Ce registre comprend trois parties :

1^o Une liste des travailleurs de l'entreprise avec numéro d'ordre correspondant à l'entrée dans l'entreprise.

2^o Une fiche pour chaque travailleur dont l'ensemble constitue la deuxième partie et qui contient tous les renseignements essentiels sur le travailleur et les mutations survenues dans ses conditions d'emploi.

3^o Une partie réservée à l'Inspecteur du Travail pour ses observations et mises en demeure.

3^o *Arrêté n^o 256-54/ITLS du 19 mars 1954 fixant la durée du travail dans le Service du Chemin de Fer.*

C'était un arrêté indispensable en raison des servitudes particulières d'un service aussi important.

Il accorde une dérogation générale de 45 heures par semaine et prévoit des modalités particulières pour la récupération des repos hebdomadaires non pris par suite des obligations propres à certains emplois.

Mais, débordant la question de la durée du travail et des problèmes qu'elle soulève, l'arrêté crée un « Comité de Travail » où la direction et les travailleurs sont représentés pour discuter paritairement des difficultés soulevées par l'application de l'arrêté.

4^o *Arrêté n° 275-54/ITLS du 19 mars 1954 fixant les formes et modalités du contrat de travail et de l'engagement à l'essai.*

Cet arrêté pris après approbation de l'Assemblée Territoriale garantit aux travailleurs expatriés des conditions d'emploi contrôlées par le Service de l'Inspection du Travail et doit permettre la complète élimination des contrats abusifs signés par des travailleurs ignorant tout du milieu où ils vont exécuter leur contrat.

5^o *Arrêté n° 276-54/ITLS du 19 mars 1954 déterminant les conditions de forme et de fond, les effets et conséquences et les mesures de contrôle de l'exécution du contrat d'apprentissage.*

C'est, en matière d'apprentissage, l'adoption au Togo de la conception moderne de l'apprentissage, charge sociale imposée à l'employeur dans l'intérêt de la formation professionnelle d'ouvriers nécessaires au développement du pays.

Une circulaire (n° 75-54/ITLS du 15 juillet 1954) a précisé pour le secteur public les conditions d'application de cet arrêté particulièrement important.

6^o *Arrêté n° 277-54 ITLS du 19 mars 1954 fixant les modalités du règlement intérieur d'entreprise.*

Cet arrêté permet à l'employeur de définir certaines règles qui doivent être observées dans une entreprise. Les règlements proposés aux délégués du personnel au Togo, s'inspirent étroitement des règlements métropolitains et reproduisent des obligations normales dans une entreprise où doit régner une discipline de travail indispensable.

7^o *Arrêté n° 278-54/ITLS du 19 mars 1954 déterminant les modalités d'application du repos hebdomadaire.*

Le problème au Togo ne s'est jusqu'ici vraiment posé que pour les professions domestiques et les gardiens. Cependant l'arrêté 278 ne s'en tient pas au stade actuel de développement industriel ou commercial du Togo, mais prévoit la réglementation du repos hebdomadaire dans le cas d'une industrialisation plus poussée.

8^o *Arrêtés n°s 279 et 280-54/ITLS du 19 mars 1954.*

Ils concernent les conventions collectives.

En fait, syndicats patronaux et de travailleurs sont étroitement liés aux autres organisations syndicales africaines et la conclusion de nouvelles conventions collectives

sera étroitement dépendante de ce qui, en A.-O.F. se fera dans le même domaine.

9^o *Arrêté n° 281-54/ITLS du 19 mars 1954 instituant un comité technique consultatif auprès de l'Inspection du Travail et des Lois sociales.*

Ce comité technique est compétent pour donner son avis sur les questions d'hygiène, de sécurité et sur le problème des services médicaux d'entreprises.

Il n'a pas été réuni en 1954, mais le début de l'année 1955 verra l'étude des arrêtés d'application du code du travail qui sont de son ressort.

10^o *Arrêté n° 321-54/ITLS du 2 avril 1954 pris pour l'application de l'article 164 du code du travail des territoires d'outre-mer relatif aux délégués du personnel.*

L'institution des délégués du personnel n'était pas chose nouvelle au Togo, mais la réglementation prise en application du code du travail, leur apporte exactement les mêmes garanties que dans la Métropole : élections au scrutin secret, privilège des syndicats dans la présentation des candidats, mise à la disposition des délégués des moyens d'action nécessaires (local, heures de liberté), obligation faite à l'employeur de recevoir les délégués, protection contre les licenciements abusifs.

La mise en œuvre de la nouvelle réglementation a été assez délicate. La difficulté pour les délégués était de ne pas dépasser les limites de leurs attributions, et pour les employeurs de concilier l'autorité nécessaire avec les prérogatives des délégués.

11^o *Arrêtés n°s 747-54/ITLS du 26 juillet 1954 et 780-54/ITLS du 2 août 1954 fixant le premier les conditions d'emploi du personnel domestique, le second les nouveaux salaires minima les concernant.*

La réglementation des professions domestiques présentait quelques difficultés, particulièrement en ce qui concerne la classification des gens de maison, et le repos hebdomadaire.

Elles ont été résolues par la compréhension des parties en présence, dans le double but d'accorder une protection efficace à la profession et d'éviter une réglementation trop rigide qui aurait accéléré la raréfaction du personnel domestique dans des familles à gains modestes à une période où la pénurie d'emplois de substitution ne la rend pas du tout souhaitable.

12^o *Arrêtés n°s 852 et 853-54/ITLS du 7 septembre 1954 concernant les agents non fonctionnaires du secteur public.*

Pour des raisons budgétaires un décalage s'était produit entre les salaires pratiqués dans le secteur privé et ceux du secteur public en ce qui concerne les agents non fonctionnaires.

Deux arrêtés 852 et 853-54/ITLS du 7 septembre 1954 ont mis fin à cette inégalité, en même temps que l'ensemble de la convention collective du 9 novembre 1946 était adaptée aux particularités des services administratifs.

Désormais les agents non fonctionnaires des services

administratifs ont exactement les mêmes salaires hiérarchisés que les travailleurs occupant un emploi identique ou comparable dans le secteur privé.

Les nouveaux taux ont été mis en vigueur après reclassement de tout le personnel, à compter du 1^{er} octobre 1954.

5^o CONDITIONS D'EMPLOI - AUTRES QUESTIONS

En dehors de l'exposé général qui précède, il est nécessaire de revenir plus particulièrement sur les points suivants :

100 d. Rémunération.

Le salaire de base (salaire du manœuvre spécialisé) est fixé par arrêté local du Chef du Territoire, sur proposition de l'Inspecteur du Travail.

Le taux proposé est établi après avis de la Commission consultative du travail.

Dans le secteur public. — Les salaires minima des agents journaliers sont fixés par arrêté. Ils sont calculés sur le secteur privé, tant pour leur montant que pour leur classification en diverses catégories.

Les salaires des auxiliaires sont également fixés par arrêté du Chef du Territoire, sur avis de la Commission paritaire et de l'Assemblée Territoriale.

Dans le secteur privé. — Les salaires minima des employés et des ouvriers africains sont fixés par avenants à la convention collective et à l'accord du 9 novembre 1946. Les taux sont établis par accord entre les représentants syndicaux des travailleurs et des employeurs en liaison avec l'inspecteur du travail. Les avenants sont visés par l'inspecteur et enregistrés au greffe du tribunal.

Protection des salaires. — La protection des salaires est assurée par le contrôle de l'inspecteur du travail ou de son suppléant légal, le chef de circonscription administrative, ainsi que par l'action vigilante des syndicats et des délégués du personnel.

L'arrêté du 19 mai 1928, dans son article 6, oblige tout employeur à tenir le contrôle de son personnel. Les salaires sont payés sur les lieux de travail tous les quinze jours pour les ouvriers et manœuvres et à la fin de chaque mois pour les employés. Il n'y a pas de règlement de salaires autrement qu'en espèces. Les déductions ne peuvent être faites que pour les journées d'absence non motivées ou pour convenance personnelle. Les avances sur salaires sont rares par suite de la crainte de voir disparaître le bénéficiaire de l'autre côté de la frontière, en Togo britannique. Elles ne sont faites qu'à titre exceptionnel à des employés sûrs, à la demande expresse du bénéficiaire.

100 e. Rations alimentaires.

La fourniture de rations alimentaires prévue par le décret du 29 décembre 1922 ne s'est pas avérée nécessaire au Togo.

La quasi-totalité des entreprises se trouvent, en effet, dans des centres dont les marchés de vivres sont abondamment et régulièrement approvisionnés.

100 f.

Logement.

L'article 92 du Code du travail impose à l'employeur qui utilise les services d'un travailleur recruté hors du lieu d'emploi l'obligation de loger ce travailleur :

« Dans le cas où le travailleur permanent, qui n'est pas originaire du lieu d'emploi et n'y a pas sa résidence habituelle, ne peut, par ses propres moyens, se procurer un logement suffisant pour lui et sa famille, l'employeur est tenu de le lui assurer dans les conditions prévues au présent titre. »

Cette obligation, déjà contenue dans l'article 5 du décret du 29 décembre 1922, est désormais applicable pour tout travailleur ne résidant pas habituellement au lieu d'emploi.

Cependant l'Administration de la ville de Lomé, qui est le centre le plus important de l'activité commerciale et industrielle a envisagé d'une façon plus large le problème du logement du travailleur africain.

Il y a, en effet, menace de crise de logement à Lomé, et les locations de chambres, souvent insuffisantes, grèvent lourdement le budget des travailleurs venus spontanément chercher du travail à Lomé.

Devant cet état de choses, l'Administration de Lomé envisage des constructions à bon marché et des lotissements de terrain afin de donner la possibilité à chacun de construire et faire ainsi baisser le prix des locations.

100 g. — Le principe à travail égal, salaire égal a été formellement confirmé par l'article 91 du Code du Travail :

« A conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement, le salaire est égal pour tous les travailleurs, quels que soient leur origine, leur sexe, leur âge et leur statut. »

Il faut noter qu'au salaire proprement dit s'ajoutent, pour les travailleurs recrutés hors du Territoire, des avantages compensateurs tels que : logement et indemnité de risque climatique.

100 h.

Contrôle médical.

Le comité technique consultatif créé par arrêté n° 281-54/IT du 19 mars 1954 n'a pas encore été réuni.

Toutefois l'Inspection du Travail a communiqué pour étude au service de santé des projets d'arrêtés :

— Portant classification des entreprises en ce qui concerne la fixation des moyens minima imposés aux employeurs en matière de personnel médical et sanitaire ;

— Déterminant les modalités d'exécution des dispositions légales concernant les services médicaux ou sanitaires d'entreprises prévues au chapitre II du titre VI du Code du Travail ;

— Déterminant les modalités selon lesquelles les établissements groupant moins de mille travailleurs peuvent utiliser des services de centres médicaux ou de dispensaires officiels, pour assurer un service médical et sanitaire à leurs travailleurs ;

— Déterminant les modalités de constitution et de fonctionnement des services médicaux et sanitaires communs à plusieurs établissements ;

— Déterminant les conditions dans lesquelles sont installées et approvisionnées en médicaments et objets de pansements les infirmeries, salles de pansements et boîtes de secours dans les entreprises ;

— Fixant le modèle du registre de visite journalière prévu par l'article 141 du Code du Travail.

100 i. Accidents du travail.

Rien n'est changé aux dispositions exposées dans les rapports des années précédentes.

100 j, k, l. Travail des femmes, des adolescents et des enfants.

La question du travail des femmes a été traitée dans le chapitre consacré à la condition de la femme.

En ce qui concerne les enfants, les articles 118 et 119 du Code du travail apportent de nouvelles sauvegardes :

« Art. 118. — Les enfants ne peuvent être employés dans aucune entreprise, même comme apprentis, avant l'âge de quatorze ans, sauf dérogation édictée par arrêté du Chef de Territoire, pris après avis de la Commission consultative du travail, compte tenu des circonstances locales et des tâches qui peuvent leur être demandées.

» Un arrêté du Chef de Territoire fixe la nature des travaux et des catégories d'entreprises interdits aux jeunes gens et l'âge limite auquel s'applique l'interdiction. »

« Art. 119. — L'Inspecteur du Travail et des lois sociales peut requérir l'examen des femmes et des enfants par un médecin agréé, en vue de vérifier si le travail dont ils sont chargés n'excède pas leurs forces. Cette réquisition est de droit à la demande des intéressés.

» La femme ou l'enfant ne peut être maintenu dans un emploi ainsi reconnu au-dessus de ses forces et doit être affecté à un emploi convenable. Si cela n'est pas possible, le contrat doit être résolu avec paiement de l'indemnité de préavis. »

100 m, n. — La liberté des travailleurs de se déplacer à l'intérieur ou à l'extérieur est entière. Elle ne supporte de restrictions que pour des raisons sanitaires.

100 o. — Il n'existe pas de livrets de travail obligatoire. Aucun laissez-passer n'est exigé pour le travailleur en déplacement.

100 p. — Formation des travailleurs (voir plus haut, 98 d).

100 q. — Il n'y a pas, au Togo, de travail industriel à domicile.

100 r. Sécurité dans les entreprises industrielles.

La sécurité et le bien-être dans les industries sont régis par les règles générales d'emplois qui obligent l'employeur à assurer l'hygiène des conditions de travail et la sécurité du travailleur. Le contrôle en est effectué par l'Inspection du travail.

Le Code du Travail prévoit, on l'a vu, l'institution d'un Comité d'hygiène et de sécurité spécialement destiné à élaborer les réglementations concernant l'hygiène et la sécurité du travailleur.

Au Togo, pays essentiellement agricole, ce comité n'aura qu'une activité restreinte.

6^e LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION DU SYNDICALISME

103. — Il n'y a aucun changement essentiel à signaler concernant cette question par rapport aux considérations exprimées les années précédentes. (Cf. annexes au présent rapport et rapport 1952, p. 1867, où l'on trouvera notamment la liste des syndicats.)

7^e RÈGLEMENT DES CONFLITS NOMBRE DE CONFLITS

104-105. — Il y a eu, en 1954, trois arrêts collectifs du travail :

— Un au service des Chemins de Fer du Togo qui a atteint près de la moitié des effectifs pendant quatre jours. Ce conflit provoqué par la mutation d'un délégué de syndicat a été réglé par l'Inspecteur du Travail.

— Deux dans des entreprises privées, à la suite de licenciement de travailleurs.

Le premier a été réglé par l'Inspecteur du Travail après quarante-huit heures d'arrêt du travail, le second par le secrétaire général de l'Union des Syndicats dans le même délai.

CHAPITRE V

SÉCURITÉ SOCIALE ET SERVICES SOCIAUX

106. — Le principe de la sécurité sociale, c'est-à-dire de la couverture de certains risques courus par la population salariée ou non, et que la collectivité prend à sa charge, ne peut entraîner au Togo des réalisations du type métropolitain que dans la mesure où l'état social et économique du Territoire le permettra. Ce qui existe aujourd'hui tient compte des besoins les plus urgents et des possibilités du pays.

Les accidents du travail sont réparés de la façon qui a été indiquée au chapitre IV (§ 40 i) du rapport 1952.

Les allocations familiales sont désormais acquises à tous les fonctionnaires. De leur propre initiative, un certain nombre d'employeurs les accorde déjà à leurs employés.

De même, quelques sociétés assurent une retraite à leurs vieux employés. Cette retraite est de règle pour les fonctionnaires.

La solidarité traditionnelle des Africains, très grande encore sur toute l'étendue du Territoire, où il n'y a pas de centres industrialisés et prolétariés, ne laisse personne dans le dénuement.

Il en va ainsi également du chômage et de l'assistance aux chômeurs, qui ne posent pas encore de véritable problème. Il est certain que la population flottante des centres urbains contient souvent des éléments oisifs, attirés par l'attrait de la vie de la ville. Mais ce ne sont pas des chômeurs au sens que ce mot revêt dans les pays industrialisés. Vivant pour la plupart de petits métiers intermittents ou de petits commerces, ils sont souvent à la charge partielle de parents mieux nantis et n'hésitent pas à abandonner spontanément un emploi pour retrouver une liberté caractérisée par l'absence de travail suivi.

Le vrai problème pour la puissance administrante n'est pas de distribuer des allocations de chômage, qui ne correspondraient pas au but recherché, mais de mettre en valeur les ressources du pays pour apporter un débouché aux disponibilités de main-d'œuvre.

Elle y emploie tous ses efforts, et l'appui financier de la France n'a pas été ménagé pour l'équipement et la mise en valeur du pays.

L'Administration du Territoire s'est attachée d'autre part à apporter une réponse satisfaisante aux problèmes posés par la maladie ou la maternité. Elle y est parvenue en instituant la gratuité complète des services médicaux, ce qui est un élément capital de sécurité sociale.

Le souci constant des services médicaux au Togo a été d'adapter son action aux besoins réels des populations, d'inventer au fur et à mesure les formules qui convenaient à la protection de la santé des autochtones et de réaliser un service véritablement « médico-social ».

Par son organisation fixe d'hôpitaux et de dispensaires constamment améliorés le Service de Santé dispense les soins individuels : consultations, hospitalisation, médicaments et interventions chirurgicales sont à la portée de tous les autochtones et gratuitement.

Par son organisation mobile, il s'est orienté résolument dans le sens de la médecine de masse destinée à défendre la collectivité contre les endémies meurtrières qui menaçaient son existence : variole, trypanosomiase, paludisme, maladie sociales, etc.

Il ne délaisse pas pour autant l'organisation d'œuvres d'assistance aux faibles et aux déshérités de la vie : à l'enfant, à la femme, aux aliénés, aux incurables et aux miséreux.

L'action intelligente des sages-femmes africaines a réussi à apprivoiser les femmes et à les amener dans les maternités.

Les nombreuses consultations pré et post-natales sont suivies par les mères autochtones, y compris les femmes fonctionnaires, auxquelles sont accordés des congés de maternité.

108. — Dans cet effort pour la sauvegarde de l'enfance le Service de Santé est puissamment aidé par « l'Œuvre du Berceau ».

Il s'agit d'une œuvre de bienfaisance à laquelle l'Administration accorde une importante subvention et qui doit être rattachée à l'action de la Croix-Rouge en voie de réorganisation dans le Territoire.

Cette œuvre a été associée aux consultations de

nourrissons, tant à Lomé que dans les chefs-lieux des subdivisions sanitaires.

Les dons en nature distribués à l'occasion des consultations périodiques, au titre de l'Œuvre du Berceau, ont eu une part attractive non négligeable qui aide sensiblement la fréquence et la régularité des présentations périodiques aux consultations.

Ont été distribués en 1954 :

Lait	1.200 boîtes.
Sucre	1.500 kilogrammes.
Sel	3.650 —
Savon	5.400 —

Enfin a été créée à Lomé, en 1947, au titre de l'Œuvre du Berceau, une « Goutte de Lait » destinée à fournir aux nourrissons qui ne peuvent être allaités par leur mère les biberons nécessaires à leur alimentation. Ces biberons, composés de lait frais local, sont dosés, préparés et stérilisés avant distribution.

Le lait est périodiquement analysé du point de vue bactériologique et chimique.

Un hôpital psychopatique existe à Zébé pour le traitement des déficients mentaux.

Le sort des lépreux est suivi attentivement : deux villages de lépreux fonctionnent à Akata et Kolowaré.

Conçu sur le type du village agricole, les lépreux y mènent une existence normale, et le rendement de leurs cultures vivrières est remarquable.

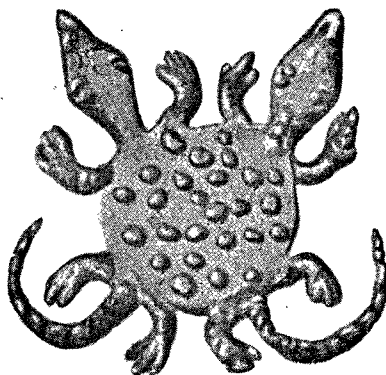
Les lépreux reçoivent une indemnité mensuelle du Gouvernement, indemnité variable suivant le degré de leur impotence.

CONCLUSION

L'organisation sociale doit tenir compte des réalités locales et du degré d'évolution et de la psychologie des populations. Le Togo est un pays agricole aux ressources vivrières abondantes et où les liens de famille du village, de la tribu, sont encore solides : il n'existe ni déracinés, ni enfance abandonnée. Des essais de formation de personnel social sous la forme d'« infirmières visiteuses » ont été tentés antérieurement : ils ont échoué.

Des garderies d'enfants, des crèches n'ont eu aucun succès parce que la femme autochtone ne se sépare pas volontiers de ses enfants. Ces réalisations arrivaient trop tôt et ne répondaient pas aux besoins du moment.

La condition essentielle de la réussite sera donc d'adapter l'organisation du service aux besoins et de répondre à l'attente des populations. Ce souci constant guide la puissance administrante dans le développement de ses services sanitaires associant harmonieusement le « médical » et le « social ».



CHAPITRE VI

NIVEAUX DE VIE

Les considérations développées dans le rapport de 1953 restent valables pour l'année 1954.

La prépondérance du secteur public, qui, directement ou indirectement (entreprises privées de travaux publics travaillent pour le Territoire) emploie la plus grande partie des travailleurs, fait de toute augmentation des salaires une question budgétaire.

Dans ces conditions l'élévation du niveau de vie des salariés est étroitement liée au développement des ressources de la masse paysanne qui permettra un meilleur rendement de l'impôt direct et au développement des activités économiques, source d'accroissement des recettes douanières.

L'année 1954 a apporté aux travailleurs une amélioration sensible de leur sort ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants :

SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI

Le taux horaire a été relevé de 12 à 20 % par arrêté n° 396-54/ITLS du 28 avril 1954.

	Ancien taux.	Nouveau taux.
1 ^{re} zone ... Fr. C.F.A.	17,50	18,75
2 ^e zone	12,50	13,75
3 ^e zone	10,00	10,50

Salaires hiérarchisés. (Secteur privé.)

Employés. — Les salaires ont été portés (par mois) à :

	Pour 40 h.	Pour 42 h.	Pour 44 h.
1 ^{re} catégorie. Fr. C.F.A.	5.014	5.290	5.566
2 ^e catégorie	6.032	6.364	6.696
3 ^e catégorie	7.535	7.950	8.364
4 ^e catégorie	9.022	9.518	10.014
5 ^e catégorie	10.741	11.332	11.923
6 ^e catégorie	14.865	15.683	16.500
Hors catégorie.....	22.068	23.282	24.495

Anciens salaires pour 42 heures.

1 ^{re} catégorie	Fr. C.F.A.	4.925
2 ^e catégorie		5.925
3 ^e catégorie		7.400
4 ^e catégorie		8.860
5 ^e catégorie		10.550
6 ^e catégorie		14.600
Hors catégorie.....		21.675

Ouvriers. — Les taux horaires ont été augmentés de 12 à 20 % par avenant du 24 mai 1954.

	Ancien taux.	Nouveau taux.
1 ^{re} catégorie Fr. C.F.A.	26,60	28,45
2 ^e catégorie	32,00	34,20
3 ^e catégorie	40,00	42,75
4 ^e catégorie	47,70	51,15
Hors catégorie.....	78,60	84,25

Salaires des agents permanents du secteur public non fonctionnaires. — Ils ont été alignés sur ceux du secteur privé (arrêté 852 et 853-54/ITLS du 7 septembre 1954) soit :

	Ancien taux mensuel.	Nouveau taux mensuel.
1 ^{re} catégorie Fr. C.F.A.	4.550	5.014
2 ^e catégorie	5.200	6.032
3 ^e catégorie	6.500	7.535
4 ^e catégorie	7.800	9.022
5 ^e catégorie	—	10.741
6 ^e catégorie	—	14.865
Hors catégorie.....	13.000	22.028

Salaires des gens de maison. — Un arrêté a fixé les conditions d'emploi et les salaires minima en fonction de l'importance des services demandés.

	1 ^{re} zone.	2 ^e zone.	3 ^e zone.
<i>Cuisiniers :</i>			
1 ^{re} catégor. Fr. C.F.A.	4.500	3.150	2.500
2 ^e catégorie	5.000	3.500	2.800
3 ^e catégorie	5.500	4.000	3.200

1^{re} zone. 2^e zone. 3^e zone.

Boys :

1 ^{re} catégorie	3.250	2.350	2.000
2 ^e catégorie	3.750	2.750	2.500
3 ^e catégorie	4.250	3.150	3.150

(Arrêté n° 747 et 780-54/ITLS du 26 juillet 1954.)

Les anciens salaires minima étaient les suivants sans aucune distinction de catégorie :

1^{re} zone. 2^e zone. 3^e zone.

Cuisiniers . Fr. C.F.A.	4.000	3.200	3.000
Boys	3.000	2.250	2.200

109 a. — Il est difficile pour les centres urbains de faire dans l'alimentation la part entre ce qui est importé et ce qui se trouve sur place.

La catégorie des employés ou ouvriers supérieurs et des fonctionnaires recourt très largement aux produits d'importation : pain, boisson, conserves et se nourrit, généralement à l'européenne.

Le budget de l'employé de première catégorie (la plus basse) fait théoriquement la part des produits locaux et des produits importés. Pour un an, la Commission paritaire a calculé ainsi les besoins annuels du poste alimentation :

Produits importés :

Pain	kg	12
Sucre	—	9
Huile d'arachide	litres	4

Produits locaux :

Viande de bœuf	kg	35
Viande de porc	—	10
Poissons frais	—	45
Œufs	pièces	120
Légumes frais	kg	36
Riz	—	18
Manioc sec	—	120
Farine de maïs	—	90
Ignome frais	—	48
Fruits frais	—	48

Huile de palme	litres	14
Lait	—	51
Café grillé	kg	6

Condiments divers, forfait : 500 francs.

Il est bien évident que cette répartition reste théorique et qu'en fait la façon de se nourrir est très variable suivant les individus. En particulier, ceux qui sont plus récemment fixés dans les centres urbains conservent les habitudes alimentaires propres à leur milieu coutumier et qui fait une large part, dans le sud au manioc, dans le centre aux ignames et dans le nord au mil.

Ce qui, en tout cas, ressort avec évidence, c'est que le Togo, pays agricole, exportant des produits vivriers, nourrit très facilement sa population, même la moins fortunée.

109 b. — *Vêtements et chaussures.* — Dans les centres urbains, les hommes sont vêtus à l'européenne et non sans élégance. Les femmes restent fidèles au costume traditionnel très seyant avec leurs pagnes aux coloris et dessins variés.

Dans les villages de l'intérieur, c'est le costume traditionnel qui reste en usage pour les uns et les autres.

La chaussure est très largement adoptée dans les centres urbains ou, à défaut, la sandale de fabrication locale, très pratique et moins chaude.

MESURES PRISES POUR LE RELÈVEMENT DU NIVEAU DE VIE

110. — Dès novembre 1954, l'Inspection du Travail a lancé une enquête dans l'ensemble du Territoire sur le coût de la vie et les besoins considérés comme normaux du travailleur sans spécialité.

Cette enquête est destinée à préparer la réunion de la Commission consultative du Travail, chargée de l'étude du budget minimum, et qui se tiendra en février 1955.

Il est à prévoir que deux réalisations en sortiront : relèvement des salaires minima interprofessionnels garantis, établissement d'un contrôle plus serré des prix et baisse des articles de première nécessité.

CHAPITRE VII

SANTÉ PUBLIQUE

I. — SITUATION GÉNÉRALE — ORGANISATION

GÉNÉRALITÉS

III. — L'année 1954 a été marquée par :

- 1^o L'ouverture du nouvel hôpital de Lomé.
- 2^o L'intensification de la lutte contre la lèpre.

Le développement de l'infrastructure, l'amélioration des installations techniques et de l'équipement se traduit par une plus grande fréquentation des hôpitaux et des maternités, par une activité chirurgicale accrue.

Sur le plan de l'hygiène, il faut signaler le développement de la campagne antipalustre commencée en 1953.

L'effort considérable pour le ravitaillement des populations en eau potable : par l'extension des systèmes de distribution d'eau des centres urbains aux villages avoisinants, par le forage de nouveaux puits dans les villages de l'intérieur.

Enfin, sur le plan épidémiologique l'année 1954 a été des plus favorables.

ORGANISATION

II. — L'organisation des Services Sanitaires du Togo est calquée sur celle des territoires de la France d'outre-mer et comprend sous le contrôle technique d'une Direction de la Santé publique :

a) Le Service de l'assistance médicale, organisation fixe de médecine curative, qui dispose de formations sanitaires diverses.

b) Le Service d'hygiène mobile et de prophylaxie organisation mobile de médecine préventive.

Des rapports étroits lient le Service de Santé aux organisations gouvernementales.

Le directeur est placé sous l'autorité directe du commissaire de la République et les médecins de subdivisions sanitaires sont pour toutes les questions administratives, placés sous la direction du représentant local de l'autorité.

La collaboration des pouvoirs publics et administratifs avec les pouvoirs médicaux est en effet nécessaire pour combattre les diverses endémies tropicales : les rassemblements de population par exemple pour les vaccinations, les prospections ne sont possibles qu'avec l'appui des pouvoirs administratifs, les travaux intéressant l'urbanisme et l'hygiène sont également de leur ressort. Seule l'administration peut coordonner les efforts des divers services : Travaux publics, Agriculture, Enseignement qui tous contribuent avec le Service de Santé à promouvoir l'hygiène à un niveau plus élevé.

Les moyens dont dispose le Service de la Santé publique au Togo sont classés en *organismes centraux* qui sont :

- La Direction du Service de Santé ;
- l'hôpital général de Lomé ;
- la pharmacie d'approvisionnement ;
- le Service central d'Hygiène et Médecine préventive.

Et en divisions locales qui sont les subdivisions sanitaires qui comportent :

- les hôpitaux auxiliaires (ou centres médicaux) ;
- les maternités ;
- les dispensaires ;
- les formations sanitaires à destination spéciale (hôpital psychopatique de Zébé, léproseries, hypnoseries) ;
- les équipes mobiles de S.H.M.P.

A. — Organismes centraux.

1^o Direction.

L'ensemble du service est dirigé par un médecin du Service de Santé de la France d'outre-mer, placé en position hors cadres.

Le directeur de la Santé publique est placé sous l'autorité directe du commissaire de la République envers qui il est responsable de la bonne marche et de l'exécution du Service.

Il a dans ses attributions l'ensemble de tous les services sanitaires : il dirige le service d'Assistance Médicale et le S.H.M.P., prépare le budget, contrôle le fonctionnement des diverses formations, surveille l'état sanitaire du pays et coordonne les mesures contre les épidémies.

Il est assisté d'un officier d'administration du Service de Santé de la France d'outre-mer, hors cadres, qui remplit auprès de lui le rôle d'adjoint administratif.

2° Service pharmaceutique et chimique.

Aux côtés du directeur de la Santé Publique est placé un pharmacien hors cadres du Service de Santé de la France d'outre-mer qui exerce sous son autorité les fonctions de chef des services pharmaceutiques et chimiques du territoire.

Ce service comprend :

a) La pharmacie d'approvisionnement du Togo, qui ravitaille les formations sanitaires en médicaments dont elle s'approvisionne elle-même en passant des commandes annuelles dans la Métropole ou en les fabriquant sur place à partir de produits bruts ;

b) L'inspection des pharmacies et des dépôts de médicaments, qui contrôle les pharmacies hospitalières du Territoire, les pharmacies privées et l'important réseau de dépôts de médicaments.

A ce titre, le pharmacien assure également le contrôle des stupéfiants suivant les textes en vigueur et conformément aux conventions internationales signées par la France ;

c) Le laboratoire de chimie du Territoire, qui a un double rôle :

1° Laboratoire de biochimie de l'hôpital de Lomé ;

2° Laboratoire industriel, toxicologique et de recherches.

3° L'hôpital général de Lomé.

Formation chargée d'assurer les soins médicaux et chirurgicaux aux malades de toutes catégories, disposant des moyens modernes d'investigation et de traitement et de plusieurs services de spécialités tenus de façon permanente par des spécialistes qualifiés.

4° Service Central d'Hygiène et de Médecine préventive qui comprend :

a) Le Service d'hygiène. — Le chef du Service de Santé est le conseiller technique du commissaire de la République pour tout ce qui concerne les questions d'hygiène publique. Il est vice-président du Conseil supérieur d'Hygiène.

La direction effective des Services d'Hygiène à Lomé et dans les cercles, est confiée aux administrateurs commandant les cercles, assistés par les médecins pour l'exécution technique du service. Une commission sanitaire d'hygiène est prévue pour chacune des circonscriptions du Territoire.

b) Service de la police sanitaire maritime aérienne et terrestre.

L'exécution de ce service est assurée par le médecin de la subdivision sanitaire de Lomé qui est agent prin-

cipal de la Santé, assisté par l'officier de port maître du wharf qui est sous-agent de la Santé.

Ce service a pour mission de reconnaître ou arraisonner les bateaux en rade, de contrôler les certificats de vaccination des passagers des navires et aéronefs et d'assurer la démostication des aéronefs à l'arrivée et au départ.

c) Le Service d'Hygiène Mobile et de Prophylaxie (S.H.M.P.), organisme mobile de lutte contre les grandes endémo-épidémies, disposant en propre de son personnel de son matériel et de ses moyens de transport.

B. — Divisions locales.

En ce qui concerne la répartition et l'exécution des services, le Territoire est partagé en un certain nombre de subdivisions sanitaires, correspondant comme limites territoriales aux circonscriptions administratives.

A la tête de chacune de ces subdivisions sanitaires se trouve un médecin diplômé qui porte le titre de médecin-chef de la subdivision.

Au 1^{er} janvier 1954 il existait huit subdivisions sanitaires, ce sont les subdivisions sanitaires :

Tsévié, Anécho, Palimé, Atakpamé, Sokodé, Bassari, Lama-Kara, Mango-Dapango.

Au chef-lieu de chaque subdivision sanitaire se trouve une formation hospitalière ; dans certains gros centres sont installées des formations secondaires : postes médicaux, dirigés par des médecins africains, ou dispensaires ruraux confiés à des infirmiers.

Le médecin-chef de la subdivision sanitaire est assisté d'un personnel de sages-femmes et de médecins africains, d'agents d'hygiène, d'infirmiers, dont la composition et l'effectif varient suivant l'importance de la subdivision.

Ses fonctions sont variées : il dirige l'hôpital du chef-lieu et par des déplacements à date fixe ou inopinée il surveille le fonctionnement des dispensaires ruraux de son ressort. Il assure les services de protection maternelle et infantile et de médecine scolaire. Il est médecin-chef de la section d'hygiène mobile et de prophylaxie.

113. — Tous ces services sont essentiellement gouvernementaux.

Les missions n'ont pas d'organisation sanitaire en propre (à part cinq dispensaires ruraux). Leur personnel, réduit en nombre, employé dans les formations du Gouvernement, est rétribué par le Gouvernement et ravitaillé par la pharmacie d'approvisionnement du Territoire.

Le Togo étant un pays à vocation agricole, il ne s'est pas développé de service médical spécialisé.

Il n'y a pas non plus d'organismes para-étatiques ou philanthropiques.

114. — La collaboration des représentants des services médicaux de la Gold Coast et du Togo se développe harmonieusement suivant l'esprit qui a animé la conférence médicale franco-britannique de 1949.

Les liaisons techniques entre médecins de part et d'autre de la frontière pour le règlement des questions sanitaires qui intéressent les deux pays sont fréquentes.

de même que les relations avec les autres pays limitrophes de l'Afrique française (Dahomey, Haute-Volta).

Le gouvernement du Territoire, représenté par le Gouvernement français, collabore avec l'Organisation Mondiale de la Santé et ses représentants. En particulier une campagne de lutte antipaludique par insecticides à effet remanent avec le concours dd l'O.M.S. et du F.I.S.E. est actuellement en cours au Territoire.

Les prescriptions du règlement sanitaire international sont appliquées au Togo de même que les conventions internationales sur les stupéfiants.

115. — Jusqu'alors l'intérêt que prenaient les populations locales à la qualité de leur service de santé était assez limité. La tendance actuelle, suivant en cela les recommandations de l'O.M.S., est de les faire participer davantage à son action et le développement des assemblées locales — communes-mixtes, conseils de circonscription — est un puissant moyen de développer cet intérêt agissant dont les premières manifestations sont encourageantes. Ainsi quelques collectivités locales s'offrent à construire à leur frais des dispensaires, des

caravansérails à proximité des centres médicaux pour y recevoir les familles des malades hospitalisés.

116. — Budget. — Pourcentage des dépenses relatives à la Santé Publique.

<i>Dépenses périodiques.</i>		Millions de francs C.F.A.
<i>Dépenses de fonctionnement</i> (budget local ordinaire) :		
Personnel et matériel	}	275,2
Magasins		
Travaux d'entretien		
<i>Dépenses d'équipement</i> :		
Budget extraordinaire		
Budget FIDES Santé 54 (plan quadriennal)		43
		<hr/> 318,2 <hr/>

II. — SERVICES MÉDICAUX

117. — Les services médicaux comprennent :

- A. — Des formations fixes;
- B. — Une organisation mobile.

A. — FORMATIONS FIXES

1° ÉTABLISSEMENTS DE MÉDECINE GÉNÉRALE

Le Territoire du Togo dispose des formations ci-après :

		Nombre de lits	
		Payants	Assistés
<i>Hôpitaux :</i>			
Généraux	1	48	344
Auxiliaires	9	—	682
Maternités	13	—	358
Centres médicaux non intégrés à une autre formation	3	—	62
Dispensaires de brouse avec lits pour hospitalisation	4	—	54
Hypnoseries	3	—	68
Dispensaires ruraux	108	—	—
Villages de ségrégation.....	2	—	710
Hôpital psychopathique.....	1	—	8
TOTAL.....		48	2.286
		2.334	

a) Hôpitaux généraux.

Le nouvel hôpital de Lomé a ouvert le 1^{er} août. D'une capacité de 392 lits, il comprend des services généraux de médecine et de chirurgie, et des services de spécialités

courantes (ophtalmologie, chirurgie dentaire, radiologie, bactériologie) tenus par des médecins dûment confirmés.

Les services d'exploitation (cuisine et buanderie) entièrement mécanisés constituent une innovation en Afrique et donnent entière satisfaction.

b) Hôpitaux secondaires.

Il en existe huit (au chef-lieu de chaque subdivision sanitaire).

Chaque hôpital comprend :

- une polyclinique pour la consultation des malades et les soins externes;
- des pavillons pour malades (hommes et femmes);
- un pavillon pour malades contagieux;
- une maternité;
- une salle d'opération;
- et des annexes (pharmacie, laboratoire, douches et cuisines, etc.).

La contenance varie de 50 à 100 lits par formation. Tous ces hôpitaux disposent du matériel indispensable à leur bon fonctionnement et d'une pharmacie très largement approvisionnée.

Tous ont une salle d'opérations bien installée avec arsenal chirurgical, appareil de stérilisation, etc., qui permet d'y traiter les cas chirurgicaux d'urgence. Tous les cas pathologiques nécessitant des soins compliqués sont évacués sur l'hôpital principal de Lomé.

c) Dispensaire.

Autour de ces centres médicaux et pour toucher les populations, sont disséminés des dispensaires tenus par des infirmiers, visités régulièrement par le médecin qui

examine les cas les plus sérieux et donne les indications des traitements à appliquer.

La plupart de ces dispensaires sont des constructions définitives de trois ou cinq pièces, contiennent un matériel sommaire, les médicaments usuels et des objets de pansements, fournis au fur et à mesure des besoins par la formation centrale du chef-lieu.

Certains de ces dispensaires ont pris une telle importance qu'ils ont nécessité la construction, à leur côté, de pavillons d'hospitalisation et de maternités (20 à 40 lits) réalisant ainsi de petites formations médicales complètes qui sont confiées à des médecins et sages-femmes africains. Il en existe trois de ce type : Vogan, Niamtougou et Dapango.



Derniers travaux d'achèvement de la clinique payante de l'hôpital de Lomé.

2° SERVICES SPÉCIAUX

a) *Léproseries*. — Il en existe deux dans le Territoire : Akata (subdivision sanitaire de Palimé) et Kolowaré (subdivision sanitaire de Sokodé).

b) *Hypnoseries*. — Il en reste trois qui sont annexées aux centres médicaux des chefs-lieux des secteurs (capacité 68 lits).

c) *Centre psychopathique de Zébé*. — Dispose de 8 lits pour la mise en observation des malades atteints de troubles mentaux.

Voici comment sont répartis sur le terrain les différentes formations du Service de Santé :

FORMATIONS CENTRALES

HOPITAL DE LOMÉ

Capacité : 48 lits, première catégorie ; 344 lits deuxième catégorie (assistés et petits payants).

Services. — Médecine générale, chirurgie générale, ophtalmologie, radiologie, contagieux, maternité, cabinet dentaire, pharmacie, laboratoire de microbiologie.

Personnel :

- 4 médecins ;
- 1 dentiste ;
- 1 officier d'administration ;
- 2 sous-officiers infirmiers ;
- 4 infirmières diplômées d'État ;
- 1 sage-femme diplômée d'État ;
- 1 technicien ;

- 1 chef d'entretien ;
- 4 médecins africains ;
- 1 pharmacien africain ;
- 8 sages-femme africaines ;
- 8 agents sanitaires ;
- 54 infirmiers du cadre local.

RENDEMENT 1954

	Catégorie payants	Catégorie assistés
Hospitalisés restant au 1 ^{er} janvier 1954...	15	290
Entrants dans l'année	519	5.577
Hospitalisés totaux	534	5.867
Opérations majeures	—	492
Accouchements	—	1.222
Total des journées d'hospitalisation.....	5.921	164.846

FORMATIONS LOCALES

Subdivision sanitaire de Lomé.

A Lomé : une polyclinique de consultations et soins externes avec consultation spécialisée d'ophtalmologie et de protection maternelle et infantile.

Un dispensaire urbain.

A l'intérieur : trois dispensaires ruraux.

Personnel :

- 2 médecins ;
- 2 médecins africains ;
- 2 sages-femmes africaines ;
- 1 agent sanitaire ;
- 22 infirmiers et infirmières du cadre local.

RENDEMENT EN 1954

<i>Consultations générales :</i>		
Consultants.....		134.732
Consultations		340.890
<i>Consultations spéciales :</i>		
Ophtalmologie.....	{ Consultants ...	4 807
	{ Consultations ..	9.711
Consultations prénatales.....	{ Consultantes ..	2 727
	{ Consultations ..	6 171
Enfants de 0 à 1 an	{ Consultants ...	21.257
	{ Consultations ..	32 365
Enfants de 1 à 4 ans	{ Consultants ..	19 617
	{ Consultations ..	32 620
Ecoles primaires.....	{ Consultants ...	1 250
	{ Consultations ..	2.640

Subdivision sanitaire d'Anécho.

Dans la ville d'Anécho : Une polyclinique ;

Une formation hospitalière de 44 lits, comportant une maternité, une installation radiologique.

Un hôpital psychopathique avec 8 lits.

A Vogan : Une formation hospitalière de 20 lits avec dispensaire et maternité.

Personnel :

- 1 médecin ;
- 2 médecins africains ;
- 3 sages-femmes africaines
- 3 agents sanitaires ;
- 27 infirmiers et infirmières du cadre ;
- 3 matrones.

RENDEMENT 1954

<i>Hospitalisés :</i>		
Restant au 1 ^{er} janvier 1954.....		54
Entrants dans l'année	1.381	
Hospitalisés totaux.....	1.435	
Accouchements	882	
Total des journées d'hospitalisation.....		20.425
<i>Consultations générales :</i>		
Consultants ...	116.978	
Consultations ..	427.915	
<i>Consultations spéciales :</i>		
Prénatales.....	Consultantes ..	1.033
	Consultations ..	4.452
Postnatales	Consultantes ..	1.181
	Consultations ..	6.587
Enfants de 0 à 1 an	Consultants ...	11.893
	Consultations ..	33.508
Enfants de 1 à 4 ans	Consultants ...	20.675
	Consultations ..	65.209

Subdivision sanitaire de Tsévié.

Dans la ville de Tsévié : Une formation hospitalière de 70 lits comportant une maternité, une salle d'opérations et un dispensaire.

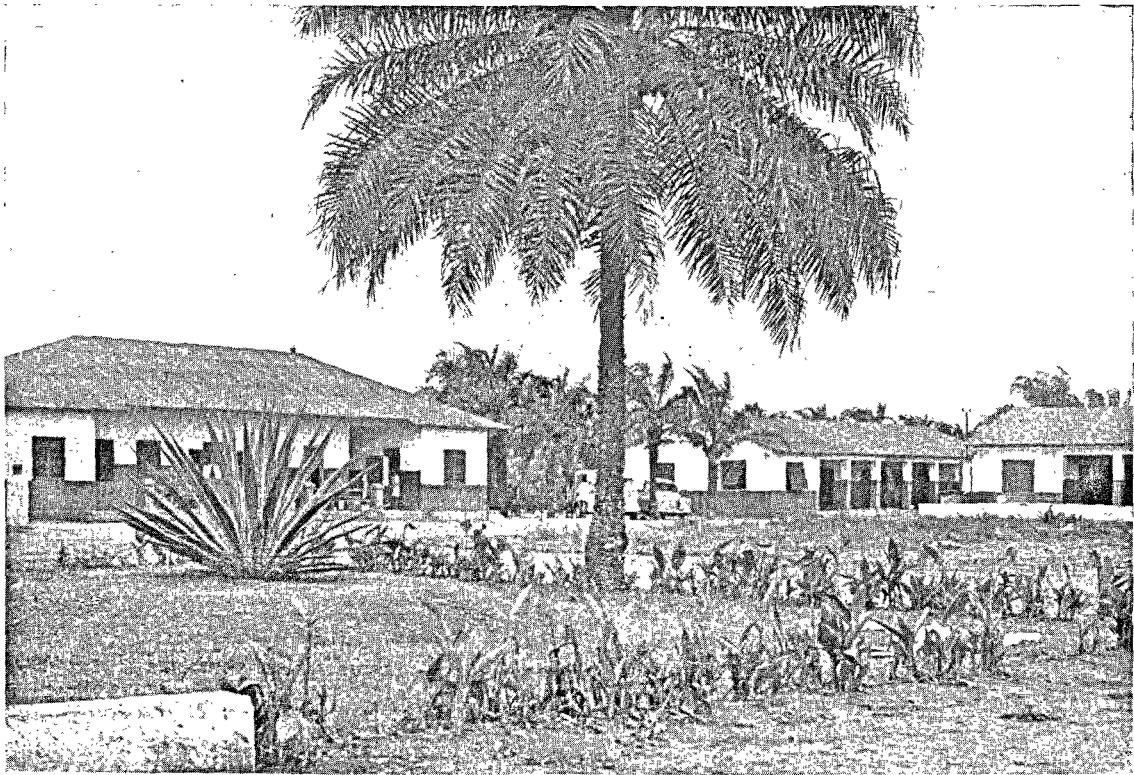
A l'intérieur : Treize dispensaires ruraux.

Personnel :

- 1 médecin ;
- 1 sage-femme africaine ;
- 2 agents sanitaires ;
- 23 infirmiers et infirmières du cadre ;
- 7 matrones.

RENDEMENT 1954

<i>Hospitalisés :</i>		
Restant au 1 ^{er} janvier		32
Entrants dans l'année		793
Hospitalisés totaux.....		825
Accouchements		890
Total des journées d'hospitalisation.....		11.253
<i>Consultations générales :</i>		
Consultants.....		154.716
Consultations		660.078
<i>Consultations spéciales :</i>		
Prénatales.....	Consultantes ..	1.029
	Consultations ..	3.047
Postnatales	Consultantes ..	1.089
	Consultations ..	3.388
Enfants de 0 à 1 an	Consultants ...	20.032
	Consultations ..	75.839
Enfants de 1 à 4 ans	Consultants ...	28.417
	Consultations ..	151.130



Jardins de la formation sanitaire de Tsévié.



Maternité d'Atakpamé.

Subdivision sanitaire de Palimé.

Dans la ville de Palimé : Une formation hospitalière de 54 lits avec salle d'opérations, maternité et dispensaire.

A Akata : Une léproserie d'une capacité de 210 lits.

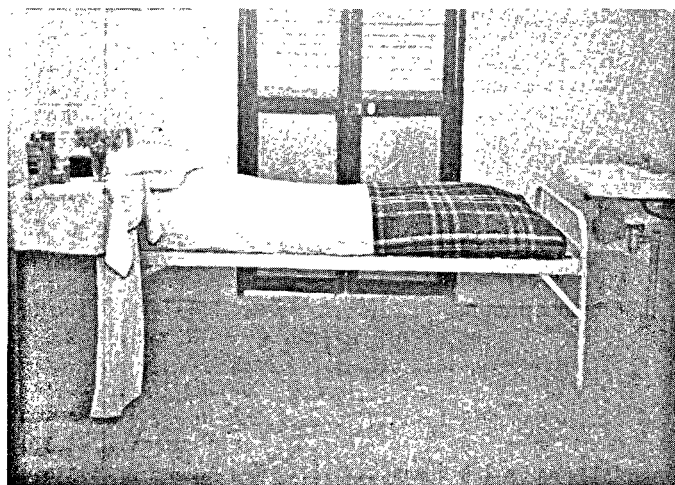
A l'intérieur : Douze dispensaires ruraux.

Personnel :

- 1 médecin ;
- 1 médecin africain ;

- 2 sages-femmes africaines ;
- 2 agents sanitaires ;
- 24 infirmiers et infirmières du cadre ;
- 5 infirmiers journalier ;
- 6 matrones.

RENDEMENT 1954



Une chambre d'hospitalisation sanitaire d'Atakpamé.

<i>Hospitalisés :</i>		
Restant au 1 ^{er} janvier		42
Entrants dans l'année		1.001
Hospitalisés totaux		1.043
Accouchements		1.372
Total des journées d'hospitalisation		12.517
<i>Consultations générales :</i>		
Consultants		90.950
Consultations		348.954
<i>Consultations spéciales :</i>		
Prénatales	Consultantes ..	2.991
	Consultations ..	6.991
Postnatales	Consultantes ..	685
	Consultations ..	7.698
Enfants de 0 à 1 an	Consultants ...	17.252
	Consultations ..	62.899
Enfants de 1 à 4 ans	Consultants ...	22.516
	Consultations ..	77.885

Subdivision sanitaire d'Atakpamé.

Dans la ville d'Atakpamé : Une formation de 127 lits avec salle d'opérations, maternité de 36 lits et pavillons d'isolement de 30 lits, dispensaire et installation radiologique, un caravansérail.

A l'intérieur : Onze dispensaires ruraux.

Personnel :

- 1 médecin ;
- 2 médecins africains ;
- 2 sages-femmes africaines ;
- 31 infirmiers et infirmières du cadre ;
- 4 infirmiers journaliers ;
- 4 matrones.

RENDEMENT 1954

Hospitalisés :		
Restant au 1 ^{er} janvier	50	
Entrants dans l'année	1.215	
Hospitalisés totaux.....	1.265	
Accouchements	798	
Total des journées d'hospitalisation	16 491	
Consultations générales :		
Consultants.....	120 760	
Consultations	470.507	
Consultations spéciales :		
Prénatales	Consultantes ..	560
	Consultations ..	2.528
Postnatales	Consultantes ..	754
	Consultations ..	1.406
Enfants de 0 à 1 an	Consultants ..	10.644
	Consultations ..	30.728
Enfants de 1 à 4 ans	Consultants ..	20.422
	Consultations ..	66.144
Écoliers	Consultants ..	12.937
	Consultations ..	43 447

Subdivision sanitaire de Sokodé.

Dans la ville de Sokodé : Une formation de 180 lits avec un dispensaire et comportant notamment un bloc opératoire, un petit bloc accouchements, une maternité de 35 lits, un pavillon de deux chambres individuelles pour malades payants. Distribution d'eau courante, une installation radiologique, une hypnosserie, un caravansérail.

Une léproserie d'une capacité de 500 places à Kolo-waré.

Une hypnosserie à Bafilo.

A l'intérieur : Treize dispensaires avec 40 lits d'hospitalisation.

Personnel :

- 1 médecin ;
- 3 sages-femmes africaines ;
- 3 agents sanitaires ;
- 26 infirmiers et infirmières du cadre ;
- 9 infirmiers journaliers ;
- 3 matrones.

RENDEMENT 1954

Hospitalisés :		
Restant au 1 ^{er} janvier	95	
Entrants dans l'année	2.449	
Hospitalisés totaux.....	2.544	
Accouchements	986	
Total des journées d'hospitalisation	33.077	
Consultations générales :		
Consultants.....	135.764	
Consultations	458.211	
Consultations spéciales :		
Prénatales	Consultantes ..	578
	Consultations ..	5.022
Postnatales	Consultantes ..	520
	Consultations ..	6.812
Enfants de 0 à 1 an	Consultants ..	14.648
	Consultations ..	74.632
Enfants de 1 à 4 ans	Consultants ..	29.971
	Consultations ..	121.231
Écoliers	Consultants ..	4.205
	Consultations ..	16.525

Subdivision sanitaire de Bassari.

A Bassari : Une formation de 67 lits comportant notamment un petit pavillon opératoire, une maternité de 12 lits et un dispensaire, un caravansérail.

A l'intérieur : neuf dispensaires.

Personnel :

- 1 médecin ;
- 1 sage-femme africaine ;
- 1 agent sanitaire ;
- 13 infirmiers et infirmières du cadre ;
- 4 infirmiers journaliers ;
- 5 matrones.

RENDEMENT 1954

Hospitalisés :		
Restant au 1 ^{er} janvier	27	
Entrants dans l'année	749	
Hospitalisés totaux.....	776	
Accouchements	320	
Total des journées d'hospitalisation	9.009	
Consultations générales :		
Consultants.....	96.625	
Consultations	748.305	
Consultations spéciales :		
Prénatales	Consultantes ..	382
	Consultations ..	2.093
Postnatales	Consultantes ..	349
	Consultations ..	6.400
Enfants de 0 à 1 an	Consultants ..	5.677
	Consultations ..	44.370
Enfants de 1 à 4 ans	Consultants ..	15.018
	Consultations ..	117.258

Subdivision sanitaire de Lama-Kara.

A Lama-Kara, chef-lieu du cercle : un hôpital en cours de construction en remplacement d'une formation en matériaux provisoires. Sont déjà construits une polyclinique, un pavillon de malades (45 lits), une maternité sera mise en chantier en 1954.

Personnel :

- 1 médecin africain ;
- 1 sage-femme africaine ;
- 4 infirmiers et infirmières du cadre ;
- 4 infirmiers journaliers ;
- 5 matrones.

A Pagouda : Une formation hospitalière (45 lits) avec dispensaire, maternité, salle d'opérations, hyposerie.

Personnel :

- 1 médecin ;
- 1 sage-femme africaine ;
- 6 infirmiers et infirmières du cadre ;
- 4 infirmiers journaliers ;
- 5 matrones.

A Niamtougou : Une petite formation de 22 lits avec dispensaire et maternité.

Personnel :

- 1 médecin africain ;
- 1 sage-femme africaine ;
- 2 infirmiers et infirmières du cadre ;
- 3 infirmiers journaliers.

A l'intérieur : Quatorze dispensaires ruraux tenus par 18 infirmiers des cadres locaux et journaliers.

RENDEMENT 1954

<i>Hospitalisés :</i>	
Restant au 1 ^{er} janvier	24
Entrants dans l'année	1.140
Hospitalisés totaux.....	1.584
Accouchements	953
Total des journées d'hospitalisation	29.936
<i>Consultations générales :</i>	
Consultants.....	108.382
Consultations	449.721
<i>Consultations spéciales :</i>	
Prénatales	Consultantes... 984
	Consultations .. 2.323
Postnatales	Consultantes .. 862
	Consultations .. 10.683
Enfants de 0 à 1 an	Consultants ... 3.163
	Consultations .. 9.990
Enfants de 1 à 4 ans	Consultants ... 1.719
	Consultations .. 6.551

Subdivision sanitaire Mango-Dapango.

A Mango : Une formation hospitalière de 50 lits comportant polyclinique, maternité, salle d'opération, hyposerie.

Personnel :

- 1 médecin ;
- 2 sages-femmes africaines ;
- 3 agents sanitaires ;
- 10 infirmiers et infirmières du cadre ;
- 4 infirmiers et infirmières journaliers ;
- 7 matrones.

A Dapango : Une formation hospitalière en cours de construction. Sont déjà construits : un dispensaire, deux pavillons de malades (20 lits), un bloc « opérations-accouchements ».

Personnel :

- 1 médecin africain ;
- 1 sage-femme africaine ;
- 4 infirmiers et infirmières du cadre ;
- 3 infirmiers et infirmières journaliers.

A l'intérieur : Dix-neuf dispensaires avec 12 lits tenus par 25 infirmiers des cadres ou journaliers.

RENDEMENT 1954

<i>Hospitalisés :</i>		
Restant au 1 ^{er} janvier		63
Entrants dans l'année		1.631
Hospitalisés totaux.....		1.684
Accouchements		808
Total des journées d'hospitalisation		39.880
<i>Consultations générales :</i>		
Consultants.....		128.245
Consultations		447.137
<i>Consultations spéciales :</i>		
Prénatales	Consultantes ..	1.329
	Consultations ..	3.914
Postnatales	Consultantes ..	1.679
	Consultations ..	8.414
Enfants de 0 à 1 an	Consultants ...	1.809
	Consultations ..	8.744
Enfants de 1 à 4 ans	Consultants ...	21.092
	Consultations ..	65.083
Écoliers	Consultants ...	461
	Consultations ..	3.100

B. — ORGANISATION MOBILE

(S.H.M.P.)

Au cours de l'année 1954, les trois sous-secteurs de prophylaxie ont été dotés d'une organisation autonome et érigés en secteur.

Dans chacun, sous la direction du médecin-chef de la subdivision sanitaire, une équipe mobile fonctionne en permanence.

Leurs activités sont nombreuses :

1^o Vaccination préventive contre la variole et la fièvre jaune. Programme quadriennal de vaccination par tranche du quart de la population.

2^o Lutte contre la maladie du sommeil.

Sondage dans les zones d'endémie sporadique et **prospection** des zones voisines des frontières, des routes d'émigration. Le dépistage d'un nouveau trypanosomé N.T. s'accompagne d'évacuation du malade sur un centre de traitement (hypnosserie).

3^o Dépistage des nouveaux cas de lèpre.

Etablissement d'une fiche avec inscription de leur nom et transmission au centre de traitement le plus proche.

4^o Accessoirement les autres endémies sont dépistées et les premiers soins donnés sur place avant de les diriger sur le centre de traitement le plus près (contribution A.M.I.).

5^o Etude cette année de la répartition du « goître dit endémique » dans la population du secteur.

6^o Enfin mission d'éducation et dans le sous-secteur 2, visite par une équipe d'agents d'hygiène des cases et de leurs alentours pour la suppression des immondices et petits gîtes larvaires domestiques, des points de rassemblement existant depuis longtemps sont utilisés et la présence de la population est exigée. Elle se soumet généralement de bonne grâce à cet examen annuel, dont elle a compris l'action bienfaisante. Le rythme des prospections est très variable selon que l'on fait un examen systématique de tous les sang Rose prélevés, ou simplement l'examen des suspects cliniques.

L'idéal serait d'effectuer une rotation annuelle ce qui est impossible dans les régions de plus forte endémicité où le danger d'une flambée demeure latent.

Il a été entrepris un essai de traitement itinérant des lépreux par des infirmiers spécialisés. Le médicament utilisé a été la DDS en suspension une injection tous les quinze jours.

L'infirmier se rend dans les villages à jour fixe.

L'intérêt de cette méthode semble être une moindre fréquence d'injection, et moins d'abstention de la part du malade, tandis que l'efficacité du médicament est conservée.

RENDEMENT DU SERVICE

Secteurs	Kilomètres parcourus	Populations recensées	Populations visitées	Indice de présence
Secteur 1 (Lama-Kara).....	6.105	127.085	97.358	76,6 %
Secteur 2 (Mango).....	4.904	73.822	73.822	100 %
Secteur 3 (Sokodé-Bassari).....	5.727	63.906	47.038	73,5 %
TOTAL	16.736	264.813	218.218	82,4 %

Secteurs	Maladies dépistées			Vaccinations pratiquées (Mixte antivaricello-amarilles)
	Trypanosomiase	Pian	Lèpre	
Secteur 1 (Lama-Kara).....	48	168	480	51.613
Secteur 2 (Mango).....	67	9	845	71.511
Secteur 3 (Sokodé-Bassari).....	39	540	1.480	47.038
TOTAL	154	717	2.805	170.162

II.8. — TRAVAUX DE RECHERCHES EN COURS

Conformément aux désirs exprimés lors de la conférence interafricaine sur l'alimentation et la nutrition, qui a eu lieu à Tschang (Cameroun) en 1949, un programme d'étude de l'alimentation et de la nutrition des populations autochtones a été mis sur pied au Togo.

Ce programme d'enquête, élaboré en 1952 par le Service de Santé, prévoyait des sondages dans diverses

circonscriptions sanitaires. L'Institut de Recherches du Togo, qui possède depuis septembre 1952 une section de nutrition, est chargée de mener à bien cette étude d'une façon systématique.

Des enquêtes sont actuellement en cours qui permettront de déterminer la ration de la population Ouatchi et de proposer des mesures susceptibles d'améliorer l'alimentation tant au point de vue qualitatif que quantitatif.

119. — PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET MÉDECINE SCOLAIRE

L'hygiène maternelle et infantile a toujours été au premier plan des soucis du Service de Santé du Togo. L'effort est poursuivi avec persévérance et donne des résultats encourageants : dans le sud du Territoire en particulier, les mères semblent en avoir compris l'intérêt et viennent en nombre et spontanément aux consultations qui leur sont destinées.

Les bases de ce service sont constituées par la mise en œuvre de consultations pré- et post-natales régulièrement poursuivies, par une plus grande fréquentation des maternités et par la protection de l'enfant à l'école.

1^o Protection de la mère et de l'enfant du premier âge.

a) Consultations pré- et post-natales.

Elles sont organisées dans l'ensemble du Territoire sous la forme de consultations urbaines données à la maternité du chef-lieu de la subdivision et sous la forme de consultations foraines données par une équipe itinérante formée du médecin, de la sage-femme et du personnel infirmier nécessaire qui périodiquement, visite et revisite, suivant un rythme régulier, établi et connu à l'avance, les femmes enceintes et les nourrissons, dans des centres choisis.

L'expérience a montré qu'un intervalle d'un mois entre deux examens constitue le maximum qu'on puisse exiger de la population rurale.

Ces consultations sont divisées en trois catégories :

Consultations dirigées par un médecin : 1.

Consultations dirigées par une sage-femme contrôlées par un médecin : 12.

Consultations dirigées par une sage-femme contrôlées occasionnellement par un médecin : 45.

A Lomé, le service de consultations est dirigé par une technicienne docteur en médecine, assistée d'une sage-femme africaine et de personnel subalterne africain. Son action est appuyée par une seconde sage-femme africaine dont le rôle est de prospecter les quartiers indigènes de la ville, de prendre le contact avec les femmes enceintes, de suivre leur grossesse et éventuellement de les diriger sur les services spécialisés.

b) Maternités.

Le territoire du Togo dispose de treize maternités (358 lits), desservies par vingt-sept sages-femmes africaines placées sous l'autorité technique des médecins chefs de service. (Ces chiffres ne concernent évidemment que les maternités non intégrées à une formation hospitalière.)

Les consultations prénatales ont familiarisé les femmes avec les services d'assistance, l'action dirigée des matrones dans les villages incite également les parturiantes à se présenter aux maternités en nombre croissant.

Le nombre des accouchements ainsi pratiqués dans les maternités et maternités annexes est en constante progression, ainsi que le montrent les chiffres suivants :

Année 1953	7.912
— 1954	8.073

La vaccination antituberculeuse par le B.C.G. a été mise en œuvre dans le Territoire depuis le mois d'avril 1950 : 2.448 vaccinations ont été pratiquées en 1954.

2^o Protection de l'enfant à l'école.

Ce problème peut être considéré de deux points de vue différents selon qu'il s'agit des soins à donner aux écoliers ou de l'action préventive qui est du ressort de l'inspection médicale des écoles.

a) Dans tous les hôpitaux et dispensaires du Territoire, une consultation est réservée à heure fixe aux écoliers, qui y reçoivent les soins dont ils sont justiciables. Certains établissements importants (collèges) ou éloignés de tout dispensaire sont dotés de nécessaires pour les soins d'urgence.

b) L'inspection médicale des écoles est du ressort du médecin chef de la subdivision sanitaire dans les centres de l'intérieur. A Lomé, ce service a été confié à deux médecins qui se sont partagé l'examen systématique d'environ 10.000 écoliers, tant de l'enseignement officiel que privé.

L'activité de ce service se manifeste par des visites de dépistage et la mise en œuvre de mesures de prophylaxie.

Visite médicale des élèves.

Une première visite médicale, complète, sert à l'établissement du fichier médical scolaire.

Chaque livret médical comporte des renseignements d'état civil, les mensurations et le poids, la date et la nature des vaccinations et les renseignements tirés de l'examen médical.

Les renseignements d'état civil, ainsi que les mensurations et le poids sont portés par les soins du maître ou de la maîtresse avant l'examen médical.

Les vaccinations et le résultat de l'examen médical sont consignés par le médecin visiteur.

Les visites périodiques sont trimestrielles ; elles sont organisées en liaison avec le service de l'enseignement, à date fixe, et consistent en visites de « dépistage » faites avec la participation du maître ou la maîtresse qui peuvent ainsi renseigner utilement le médecin sur le comportement des élèves.

Les sujets justiciables de soins ou d'examens complémentaires sont traités ou vus sur place à l'issue de la visite ou, si besoin est, convoqués au chef-lieu de la subdivision sanitaire.

Les livrets médicaux, établis lors du premier examen médical, sont périodiquement tenus à jour. Y sont consignés tous renseignements concernant la santé de l'élève, y compris le diagnostic et la date des hospitalisations dont il aurait fait éventuellement l'objet. Ils suivent l'élève en cas de changement d'école.

Les locaux scolaires et leurs abords sont systématiquement visités du point de vue de l'hygiène. Suivant le cas, l'exécution des mesures reconnues nécessaires est assurée par les soins des services d'hygiène, de la voirie ou par les soins du service de l'enseignement (ou des missions).

120. — GRATUITÉ DES SERVICES MÉDICAUX

Toutes les prestations du Service de la Santé publique sont gratuites (consultations, soins, médicaments, interventions chirurgicales, alimentation, etc.).

Seule la clinique de l'hôpital général de Lomé est payante. Y sont admis, sans aucune discrimination raciale, tous ceux qui acceptent d'acquitter le prix de journée.

Les tarifs de journée sont les suivants :

1 ^{re} catégorie.....	1.000 francs.
2 ^e —	750 —
3 ^e —	500 —
4 ^e —	250 —

La différence de tarifs est basée sur le degré de confort des chambres d'hospitalisation et quelques variations dans la composition du repas.

121. — CONDITIONS D'EXERCICE DES PROFESSIONS MÉDICALES

Les conditions exigées pour l'exercice de la profession de médecin, de dentiste, de sage-femme au Togo sont très libérales. De nombreuses dérogations sont prévues à l'obligation d'être titulaire du diplôme d'Etat de docteur en médecine, dérogations fixées notamment par le décret n° 52-964 du 28 juillet 1952.

Pour exercer la profession de pharmacien, une seule condition est nécessaire et suffisante : être titulaire du diplôme d'Etat de pharmacien.

Il existe un nombre important de praticiens non diplômés d'Etat (cadre général des médecins africains). Ils servent tous actuellement dans les services gouvernementaux. Ils ont la faculté, une fois dégagés de leurs obligations vis-à-vis de l'Administration, de s'installer à titre privé. Ils possèdent la confiance des populations locales et le préjugé très favorable de l'Administration puisque deux d'entre eux dirigent des subdivisions sanitaires réservées en principe aux médecins diplômés.

122. — FORMATION DU PERSONNEL DIPLOMÉ

La multiplication, le développement et la différenciation des services sanitaires entraîne le recrutement d'un personnel de plus nombreux et de plus en plus instruit. Le relèvement considérable du niveau des études doit permettre le recrutement et la formation de toutes les catégories de personnel nécessaires au Service de Santé.

a) Toutes facilités sont données aux étudiants togolais pour poursuivre leurs études en France (à l'aide de bourses). Ces dernières sont offertes sans discrimination aucune, à tous les élèves qui présentent les diplômes exigés, l'enseignement secondaire qui prépare à ces diplômes, étant également offert gratuitement à tous.

b) Le décret du 18 août 1949, complété par le décret du 31 août 1950 permet aux médecins et aux pharmaciens africains, ainsi qu'aux sages-femmes africaines, après avoir satisfait à un concours spécial, de poursuivre dans la Métropole les études qui leur permettent l'accession au diplôme d'Etat de docteur en médecine, de pharmacien ou de sage-femme. En 1953, un pharmacien africain et une sage-femme africaine ont bénéficié de ces avantages.

c) Outre les études en France, d'autres possibilités sont offertes aux étudiants togolais d'entreprendre, après avoir passé leur baccalauréat d'enseignement secondaire, leurs études de médecine à la nouvelle Ecole de Médecine de plein exercice de Dakar, ouverte en 1950, et qui prépare au doctorat d'Etat.

SITUATION DES BOURSIERS DU TERRITOIRE EN COURS D'ÉTUDES EN FRANCE

	Étudiant en médecine	Chirurgien dentiste	Pharmacien	Sage-femme	Assistante sociale
1 ^{re} année	1	1	2	1	—
2 ^e année	2	—	—	—	1
3 ^e année	2	1	2	1	—
4 ^e année	2	1	3	—	—
5 ^e année	1	1	—	—	—
6 ^e année	7	—	—	—	—
TOTAL.....	15	4	7	2	1

III. — HYGIÈNE PUBLIQUE

123. — ÉVACUATION DE MATIÈRES USÉES

1^o Enlèvement et transport des gadoues.

La ville de Lomé est dotée d'un service de voirie.

Les ordures sont collectées par les habitants dans un certain nombre de dépôts répartis dans le périmètre

urbain et enlevées chaque jour par des camions-bennes chargés de les transporter aux terrains d'épandage. Depuis des années, les gadoues sont utilisées à régulariser les bords de la lèvre sud de la lagune qui constituaient une zone insalubre : cette technique, outre qu'elle a permis de récupérer du terrain, à l'avantage de faciliter grandement la lutte antilarvaire.

En milieu rural, les déchets du village sont en général collectés dans une fosse, à l'écart du village et, soit incinérés, soit recouverts de terre pour éviter la pullulation des mouches.

2° Service des vidanges.

La ville de Lomé et les centres urbains de l'intérieur disposent d'un système de latrines publiques, soit à fosse fixe, soit à tinettes. Les tinettes sont enlevées quotidiennement de nuit et des pompes à vidange vident périodiquement les fosses. Les vidanges sont jetées à la mer sur un appontement spécial en dehors de la ville.

En milieu rural, les villageois se montrent assez réticents pour l'adoption de la fosse profonde dont l'usage est préconisé pour son efficacité et sa facilité de réalisation. A cet égard, les installations des dispensaires et des écoles ont une valeur d'exemple, mais il est à remarquer que la population adopte plus facilement les méthodes occidentales de médecine curative que les conceptions modernes de l'hygiène.

124. EAU POTABLE

Le Togo est un des pays du golfe du Bénin les plus défavorisés par la pluviométrie, et la plupart de ses rivières sont à sec une bonne partie de l'année. Aussi le Gouvernement local a-t-il entrepris un programme de travaux pour le ravitaillement en eau de boisson des centres urbains. Lomé possède de longue date un système complet d'adduction d'eau. Plus récemment, Palimé et Tsévié en ont été dotées. Ce dernier centre a étendu son réseau aux villages de Dalavé, Sokodé et Bassari ont été dotés de barrages de tenue d'eau. Enfin, les études d'adduction d'eau de la ville d'Atakpamé sont terminées et le projet sera bientôt réalisé.

En dehors de ces grandes réalisations qui concernent les populations des centres urbains, d'importants travaux de forage de puits au profit des populations rurales ont continué en 1954. Entrepris avec des moyens mécaniques puissants, ils ont été couronnés de succès à Tabligbo, centre important où les travaux de distribution d'eau sont terminés.

Ces eaux, comme celles de Lomé, sont puisées dans la nappe profonde et sont d'une pureté et d'une constance remarquables.

Le contrôle systématique en est fait par le laboratoire de bactériologie.

En 1954, le laboratoire de chimie a effectué dix-huit analyses de détermination de potabilité d'eaux de puits nouvellement forés. (Au point de vue bactériologique, douze examens; au point de vue chimique, six examens.)

125. CONTROLE DE LA VIANDE

Le contrôle de la viande de boucherie est fait par le service vétérinaire. De plus, un agent du Service d'hygiène assiste chaque matin à l'abattage et à la prépara-

tion de la viande. Il veille à l'application des règles de propreté et d'hygiène, en particulier à la propreté de l'abattoir, et s'assure que toute la viande est présentée à la visite sanitaire. Il surveille la cuisson par ébullition de celle reconnue suspecte, et fait enfouir celle qui est reconnue impropre à la consommation, après asperision de pétrole ou de crésyl.

126.

EAUX STAGNANTES

La ville de Lomé est construite entre la mer et une lagune fermée, alimentée par les eaux de ruissellement.

Sur ces eaux stagnantes le Service d'hygiène exerce une activité constante en assurant la régularisation des bords par comblement au moyen d'ordures ménagères et la suppression du danger des gîtes permanents par drainages des diverticules, de plus une équipe de pulvérisateurs, sous la conduite d'un agent d'hygiène, traite une fois par semaine cette collection d'eau, soit par épandage de D.D.T. technique à 5 % dans le mazout, soit par émulsion de D.D.T. 25 % diluée au quart. Les résultats sont très efficaces : pendant la saison des pluies quelques gîtes à larves seulement ont été dépistés et détruits immédiatement et il est permis d'avancer que, du point de vue antilarvaire, la lagune est parfaitement contrôlée.

Ce même travail de lutte antilarvaire se poursuit à l'intérieur de la ville, divisée en cinq secteurs, qui sont visités maison par maison une fois par semaine par les agents d'hygiène du Service municipal. A Lomé, 11.000 maisons et concessions ont été ainsi visitées en 1954, 281 gîtes larvaires détruits et des procès-verbaux divers dressés.

Dans chaque centre urbain de l'intérieur, la surveillance est aussi active et le Service d'hygiène mobile et de prophylaxie en est chargé jusque dans les villages les plus reculés.

Animaux nuisibles.

Parmi les petits animaux, seuls les rats méritent une mention (*mus rattus* et *mus Alexandrinus*) : la dératisation est une des activités ordinaires du Service municipal d'hygiène de Lomé qui emploie soit le gaz « Sic du midi », soit le « romorin » dans les entrepôts de maisons de commerce ou les maisons particulières.

Quelques accidents par fauves et sauriens sont signalés chaque année.

Le nombre des accidents mortels par morsures de serpents est très peu élevé et varie entre cinq et dix par an. Ces accidents sont dus, soit à des soins trop tardifs, soit à des morsures par *Echis Carinate* dans la région de Sokodé. En ce qui concerne ces dernières, les accidents mortels sont en voie de disparition grâce à l'emploi systématique du sérum antivenimeux anti-Echis de Bombay; tandis qu'en 1950-1951 on avait enregistré seize décès sur dix-sept cas à Sokodé, depuis juillet 1951, sur seize personnes mordues, quinze ont pu être sauvées; encore l'unique décès est-il dû à l'arrivée trop tardive de la victime.

IV. — PATHOLOGIE

127. — La liste ci-dessous donne la fréquence des principales maladies rencontrées au cours de l'année.

1^o Maladies pestilentiellles.

Variole 226

2^o Maladies endémo-épidémiques.

Trypanosomiase 55

Amibiase..... 1.369

Parasitoses intestinales 14.372

Paludisme..... 188.310

Bilharzioses 1.290

Pian..... 70.547

Ulcères phagédémiques 26.869

Pneumococcies..... 1.535

Méningite cérébro-spinale 81

Coqueluche 1.028

Rougeole..... 2.992

Varicelle 2.692

Trachome 792

Tétanos 256

3^o Maladies sociales.

Syphilis 22.068

Blennorragie..... 12.087

Chancre mou 550

Lèpre..... 1.385

Tuberculose 441

4^o Maladies sporadiques.

Appareil respiratoire 46.636

Appareil digestif 60.486

5^o Maladies chirurgicales 142.436

6^o Maladies cutanées 94.463

128. MORTALITÉ (voir annexes statistiques).

La statistique ci-après du Service de pédiatrie de l'hôpital de Lomé donne un appréciation valable de l'importance des maladies de l'enfance.

Maladies	Morbidité		Mortalité		Mor- bidité	Mor- talité
	0-1 an	1-4 ans	0-1 ans	1-4 ans		
Paludisme	145	176	15	10	27,9	25,7
Maladies appareil digestif.	191	100	21	9	25,4	30,8
Maladies appareil respira- toire	71	63	5	8	11,7	13,3
Maladies éruptives et con- tagieuses du jeune âge..	10	14	2	—	—	—
Tétanos	20	8	13	2	—	—
Varicelles	—	—	—	—	—	—
Syphilis	5	2	—	—	—	—
Organes des sens	2	—	—	—	—	—
Affections des os	7	14	—	—	—	—
Affections des parties molles.	14	46	—	—	—	—
Dermatoses.....	—	4	—	—	—	—
Divers	94	164	12	—	26,8	18
TOTAUX.....	559	591	68	29	—	—

Ainsi donc, les trois grandes causes de morbidité et mortalité infantiles sont :

a) *Affections des voies digestifs.* — Chez les enfants au sein, gastro-entérites graves et neurotoxicoses. L'alimentation du nourrisson se fait à la demande et non suivant un horaire fixé; le lait peut être donné en quantité et entraîner des troubles digestifs; il peut être de mauvaise qualité lorsque l'allaitement se prolonge. Dans ce cas, le nourrisson dépérit, devient hypothrepsique, souvent même athrepsique.

Chez les enfants qui ont dépassé l'âge du sevrage, l'alimentation est souvent mal équilibrée et défectueuse.

b) *Paludisme.* — Il s'observe en toutes saisons avec une forte recrudescence pendant et après la grande saison des pluies. C'est la période des inoculations massives et celle où l'on observe le plus grand nombre d'accès pernicieux. Le *plasmodium procox* est toujours en cause, et ces accès se présentent sous forme d'une ou plusieurs crises tonico-cliniques avec entrée plus ou moins brusque dans le coma. Les accès algides sont moins fréquents, mais représentent un pourcentage de mortalité élevé.

L'anémie palustre se rencontre surtout chez les enfants de trois à huit ans.

c) *Affections pulmonaires.* — Surtout nombreuses pendant la saison fraîche (juin à septembre). Le petit togolais vit et dort nu et n'est pas protégé contre les éléments extérieurs.

La pratique des ablutions prolongées chez les nouveau-nés, difficile à supprimer, même à l'hôpital, et malgré les conseils reçus, est aussi à l'origine de nombreuses congestions pulmonaires et broncho-pneumonies.

V. — MESURES PRÉVENTIVES

1^o Vaccination antivariolo-amaryle.

130. — Les vaccinations antivariolo-amaryles constituent une des principales activités du S.H.M.P. Elles intéressent par roulement annuel, le quart de la population du Territoire, de façon à maintenir sous immuno-prévention la totalité de la population. Le dernier cas de fièvre jaune signalé dans le Territoire remonte à 1942 et les cas de variole signalés se rencontrent en général parmi les individus qui ont échappé à la vaccination.

Tableau des vaccinations antivariolo-amaryles
des deux dernières années.

Années	Nombre de vaccinations
1953.....	223.945
1954.....	303.680

2^o Paludisme.

La lutte antipaludique au Togo a été menée en 1954 sur deux fronts distincts :

- a) La zone rurale d'Anécho.
- b) La zone urbaine et suburbaine de Lomé.

Dans l'une et l'autre zone, le troisième cycle de la campagne de House Spraying vient de se terminer en fin décembre. Le premier cycle a été exécuté du 1^{er} avril à fin septembre 1953, le second du 15 octobre au mars 1954 et le troisième, après un retard dû au délai de livraison d'insecticides, a commencé le 1^{er} juillet pour la zone urbaine et 15 août pour la zone rurale.

1^o Zone rurale d'Anécho. — La zone rurale d'Anécho comprend dans le cadre de la campagne de House Spraying, une zone de traitement et une zone témoin heureusement choisies pour leur similitude dans les domaines climatique, hydrogéologique et social. La lutte antipalustre ayant été menée dans cette zone uniquement par la méthode de pulvérisation de D.D.T.75 sur les parois intérieures des maisons, un important travail de sondage malariométrique a été entrepris pour essayer d'en tirer des conclusions, sur la valeur de cette méthode.

Plus de 6.000 examens spléniques et hématologiques chez les enfants de 0 à 5 ans ont été réalisés. Les résultats sont d'ores et déjà très encourageants.

Dernier cycle : population protégée : 62.000 habitants ; surface pulvérisée : 2.375.640 mètres carrés ; habitations traitées : 24.523.

2^o Zone urbaine de Lomé. — La lutte antipalustre a été poursuivie par plusieurs méthodes :

a) Lutte antilarvaire par les moyens classiques : mazoutage au D.D.T. de la lagune, comblement des mares par les ordures ménagères, recherche et destruction des gîtes naturels et domestiques.

b) « House Spraying » d'une zone comprise entre la lagune et le boulevard Circulaire de Lomé, c'est-à-dire du territoire de protection de la ville.

Pour le troisième cycle de juillet à décembre :

Surface pulvérisée : 705.340 mètres carrés, pour 9.720 maisons et locaux abritant 22.948 personnes.

Les sondages malariométriques ont été continués dans la zone urbaine. Ils montrent le passage des index splénique et plasmodique chez les enfants de 0 à 5 ans, entre octobre 1952 et octobre 1954 respectivement de 33 % à 10 % et de 35 à 12 %.

Un des aspects les plus indiscutables de l'amélioration de la situation en zone urbaine est la disparition totale en 1954 pour la première fois de cas de paludisme constatés à l'hôpital central chez les enfants européens n'ayant pas quitté l'agglomération de Lomé.

Pendant l'année les quantités d'insecticides utilisées ont été de :

D.D.T. 75 % 14.500 kilogrammes ;
D.D.T. technique 1.800 —
Emulsion 25 % 4.400 litres.

Le quatrième cycle de la campagne va commencer en janvier et son extension intéressera 55.000 habitants supplémentaires.

3^o Tuberculose.

La vaccination par B.C.G. est poursuivie depuis 1950 dans toutes les maternités du Territoire, où 2.448 enfants ont été ainsi protégés en 1954.

La radioscopie systématique des enfants des écoles est pratiquée dans les centres disposant d'appareils de radiologie.

4^o Lèpre.

Comme il est indiqué ailleurs, deux villages de ségrégation de lépreux existent au Territoire. 106 malades nouveaux ont été admis dans ces villages en 1954.

Au village d'Akata a été inaugurée une « pouponnière » qui permettra d'isoler les nouveau-nés de leurs parents lépreux.

Enfin, la prophylaxie de la lèpre, qui devient l'objectif n^o 1 du S.H.M.P., va prendre une nouvelle extension, grâce à l'apparition de présentations pratiques de la disulone, permettant de réduire la périodicité des injections.

5^o Pian.

Quelques foyers de pian sont connus dans le Territoire, activement combattus avec des fortunes diverses. Le pian reste une des principales causes de morbidité.

6^o Autres maladies endémiques.

Goitre, onchocercose, filarioses diverses, bilharziose existent au Territoire et sont actuellement au-delà de toute prophylaxie. Le S.H.M.P. s'attache surtout aux enquêtes épidémiologiques, à défaut d'une arme offensive valable.

VI. — FORMATION PROFESSIONNELLE

A. — DANS LE TERRITOIRE

131. — Le Territoire du Togo assure la formation technique du personnel auxiliaire autochtone.

Ce personnel comprend :

Infirmiers et infirmières ;

Agents d'hygiène ;

Agents techniques, de la Santé publique.

1^o Infirmiers et infirmières.

Une école d'infirmiers et d'infirmières existe depuis le 29 mai 1945.

Elle est rattachée à l'hôpital de Lomé et fonctionne sous la direction du médecin-chef de cette formation, assisté du médecin résident.

Sont admis les candidats titulaires du certificat d'études primaires élémentaires, âgés de dix-sept ans au moins et de vingt-quatre au plus, et qui ont satisfait à un concours d'admission.

Ce concours est ouvert chaque année dans chaque chef-lieu de ce cercle ; il comporte deux épreuves écrites d'instruction générale du niveau du certificat d'études primaires, une composition française et de deux problèmes d'arithmétique.

Les épreuves sont corrigées par une commission présidée par le directeur de la Santé publique.

Le nombre de places est fixé chaque année par décision du commissaire de la République.

Le régime de l'école est l'externat.

La durée de l'instruction est d'un an.

Le programme d'instruction comporte un stage pratique, qui s'effectue par roulement dans les différents services hospitaliers, ainsi qu'à la pharmacie, au laboratoire de bactériologie et au Service d'hygiène. L'enseignement théorique est assuré l'après-midi.

Les cours sont professés par les médecins, pharmaciens, médecins africains en service à Lomé.

Les élèves subissent un examen de sortie qui comporte des épreuves écrites, orales et pratiques.

Les élèves qui ont satisfait à cet examen sont nommés infirmiers stagiaires et affectés, à ce titre, dans les différentes formations hospitalières du Territoire, où ils sont soumis à un stage d'un an avant qu'il soit statué, d'après leurs aptitudes et leur manière de servir, sur leur titularisation.

Titularisés, ils font partie du cadre local des infirmiers et infirmières du Togo.

La hiérarchie du cadre comprend douze grades, répartis en six classes d'infirmiers ordinaires, trois classes d'infirmiers principaux et trois classes d'infirmiers en chef.

L'avancement a lieu au choix, après une ancienneté minimum de deux ans dans le grade et à l'ancienneté.

2^o Agents d'hygiène.

Créé par arrêté du 16 juin 1947, ce cadre, composé d'agents d'hygiène assermentés, est chargé d'assurer sous l'autorité des médecins du Service d'hygiène, l'exécution des mesures d'hygiène et de prophylaxie prévues par les règlements.

Le recrutement des élèves agents d'hygiène est assuré dans les mêmes conditions que celui des infirmiers et infirmières. Ils subissent le même concours d'entrée.

Le nombre d'élèves à admettre est fixé chaque année par le commissaire de la République.

Le choix des élèves agents d'hygiène se fait à l'issue du concours d'entrée par option ou d'office, suivant le classement et le nombre de places.

L'instruction dure un an ; elle est assurée au Service d'hygiène de Lomé, où les élèves suivent un enseignement théorique et pratique.

A la fin de cette année d'instruction, les élèves agents d'hygiène subissent un examen de sortie comportant des épreuves écrites, orales et pratiques.

Les mêmes conditions que pour l'examen de sortie des élèves infirmiers et infirmières, valant pour l'admissibilité et l'admission, sont exigées.

La Commission d'examen est semblable.

Les conditions d'entrée dans le cadre des agents d'hygiène par titularisation, leur hiérarchie, leur avancement et leur solde sont exactement superposables à celles des infirmiers et infirmières.

3^o Agents techniques de la Santé publique.

Il s'agit d'un nouveau cadre supérieur créé par l'arrêté n^o 1034-54/CP du 6 décembre 1954 comportant des agents dûment sélectionnés dans les cadres des agents sanitaires et infirmiers, et destiné à remplacer l'actuel cadre des agents sanitaires qui doit disparaître par voie d'extinction.

Ces agents sont recrutés, soit sur titre, soit par voie de concours ou examen professionnel parmi les agents sanitaires et infirmiers titulaires de certains diplômes ou brevets d'enseignement primaire supérieur ou d'enseignement technique.

Les agents recrutés par voie de concours ou examen professionnel doivent avoir au moins cinq années d'ancienneté dans le service.

La hiérarchie de ce nouveau cadre comporte cinq grades et les indices de solde s'échelonnent de 380 à 782.

La sélection sévère explique la qualité des agents de ce cadre qui sont les auxiliaires précieux des médecins qui leur confient l'exécution des soins différenciés, les fonctions d'encadrement et de responsabilité ainsi que la tenue des dispensaires les plus importants.

131. — Possibilités de formation médicale.

Diplômes	Université ou institution	Durée des études	Diplômes requis	Diplômes délivrés
Médecin diplômé	Dakar (A.-O. F., Ecole préparatoire de médecine. Toutes Facultés de France.	7 ans	Diplôme études secondaires.	Diplôme d'Etat de doctorat en médecine.
Dentiste	Toutes Facultés de France.	5 ans.	d°	Diplôme d'Etat de chirurgien dentiste.
Sage-femme diplômée	Ecole de Sages-Femmes rattachée à toutes Facultés de France.	3 ans.	d°	Diplôme d'Etat de sage-femme.
Sage-femme autorisée.....	Dakar, Ecole de médecine.	3 ans.	Brevet élémentaire.	Diplôme de sage-femme africaine.
Pharmacien diplômé	Toutes Facultés de France.	5 ans.	Diplôme Etudes secondaires.	Diplôme d'Etat de pharmacien.
Infirmière diplômée.....	Dakar, École des infirmières, diplôme d'Etat.	3 ans.	Brevet élémentaire.	Diplôme d'Etat d'infirmière.

Education en matière de santé

132 a. — Il ne faut point perdre de vue que le service de santé est, en Afrique, au contact de sociétés humaines qu'il a pour mission de faire évoluer vers l'hygiène collective.

Si dans certaines régions s'est créé un milieu réceptif aux idées d'hygiène et aux applications prophylactiques, dans d'autres, les coutumes et les préjugés ataviques commencent à peine à être entamés.

L'évolution sur le plan de l'hygiène est parallèle au degré de développement économique, intellectuel et moral et dépend, bien plus que d'une réglementation — si parfaite soit-elle sur le papier — de la diffusion de l'instruction de la sécurité et la multiplication des routes du bien-être et de l'amélioration des conditions générales d'existence. Dans cette évolution l'instituteur, l'administrateur, l'ingénieur, le commerçant, ont une part de responsabilité.

La propagande en faveur de l'hygiène et du mieux-être s'exerce par les moyens de diffusion moderne : des séances de cinéma jusque dans les villages les plus reculés comportent des films éducatifs. A Lomé, une station d'émission radiophonique diffuse chaque semaine des causeries instructives. Des affiches sont placardées dans les hôpitaux et les dispensaires, des tracts traduits en langues vernaculaires, et traitant des soins élémentaires aux enfants, sont distribués aux femmes qui fréquentent les consultations spéciales de protection maternelle et infantile.

Enfin une large place est faite par le service de l'enseignement au programme officiel d'hygiène dans les écoles du Territoire.

Par toutes les réalisations qui concourent à l'amélioration de l'alimentation et de l'habitat, par la politique de l'eau, en particulier, dont il est question dans le corps du rapport, l'Administration se montre attentive à promouvoir de meilleures conditions d'existence dont bénéficient toutes les populations.

132 b. — L'action propre au Service de Santé est plus spécifique en ce qui concerne la protection de la mère et de l'enfant dont l'organisation locale a été décrite ailleurs. La réduction de la mortalité infantile constitue la directive majeure et constante des médecins de subdivisions sanitaires. C'est une œuvre de longue patience, dont les résultats ne peuvent être spectaculaires, ni surtout comptabilisés chaque année. Tout le problème est d'ordre féminin : c'est sur la femme africaine qu'il faut agir ; il faut forcer la barrière des coutumes, des superstitions, des susceptibilités qui la défendent. Cependant, de nombreuses positions sont acquises : la fréquentation toujours croissante des maternités, la présence spontanée toujours accrue des mères aux consultations spéciales, toutes ces données sont réconfortantes, même s'il peut subsister un doute sur la mise en application immédiate des conseils qui sont prodigués.

132 c, d, e. — C'est encore une œuvre d'éducation que font, en matière d'hygiène les équipes itinérantes du S.H.M.P. qui traitent sur place de l'hygiène du village et, plus particulièrement, de la lutte contre les gîtes larvaires domestiques, de l'évacuation des ordures ménagères et de l'aménagement des points d'eau.

Mais si la masse accepte rapidement les méthodes thérapeutiques qui lui apportent un secours immédiat, elle demeure plus réticente à l'égard des conceptions modernes de l'hygiène, dont elle n'aperçoit pas les avantages qui ne seront bénéfiques qu'à terme. Cependant elle est réceptive : elle a compris l'intérêt des méthodes françaises qui ont fait disparaître cette menace que constituait pour la race la maladie du sommeil, et elle apporte une aide compréhensive à la campagne de lutte antipaludique lancée dans le sud du Territoire. Peu à peu elle se détourne de ses guérisseurs traditionnels et

des féticheurs pour fréquenter les formations sanitaires : ces derniers, outre leur action thérapeutique, jouent un rôle éducatif qui procède par cheminements lents, mais efficaces.

En résumé, les progrès en matière d'hygiène ne peuvent être immédiats en pays africain, et la doctrine française, qui a toujours consisté à les adapter progressivement au développement de l'esprit public, à en faire admettre l'esprit avant l'application des textes réguliers, a permis d'enregistrer des succès notables.

VII. — ALIMENTATION

133-134. — La population togolaise est constituée d'une vingtaine de groupes ethniques ayant chacun ses habitudes nutritionnelles. Il n'est donc pas possible ici d'entrer dans le détail. Il ne sera donné qu'un aperçu des principales ressources qui composent, en fait, l'essentiel de la ration, c'est-à-dire des aliments de base.

Les ressources alimentaires du pays sont conditionnées par les facteurs climatiques et, en particulier, par la durée et l'abondance des précipitations atmosphériques. Les cultures varient donc en fonction de la latitude.

Il en résulte que l'on peut, du sud au nord, diviser le Togo en trois régions :

1^o La région du Nord. — C'est la zone des cultures voltaïques. Elle englobe les cercles de Dapango, Mango, Lama-Kara et le nord du cercle de Sokodé.

La ration y est constituée essentiellement par :

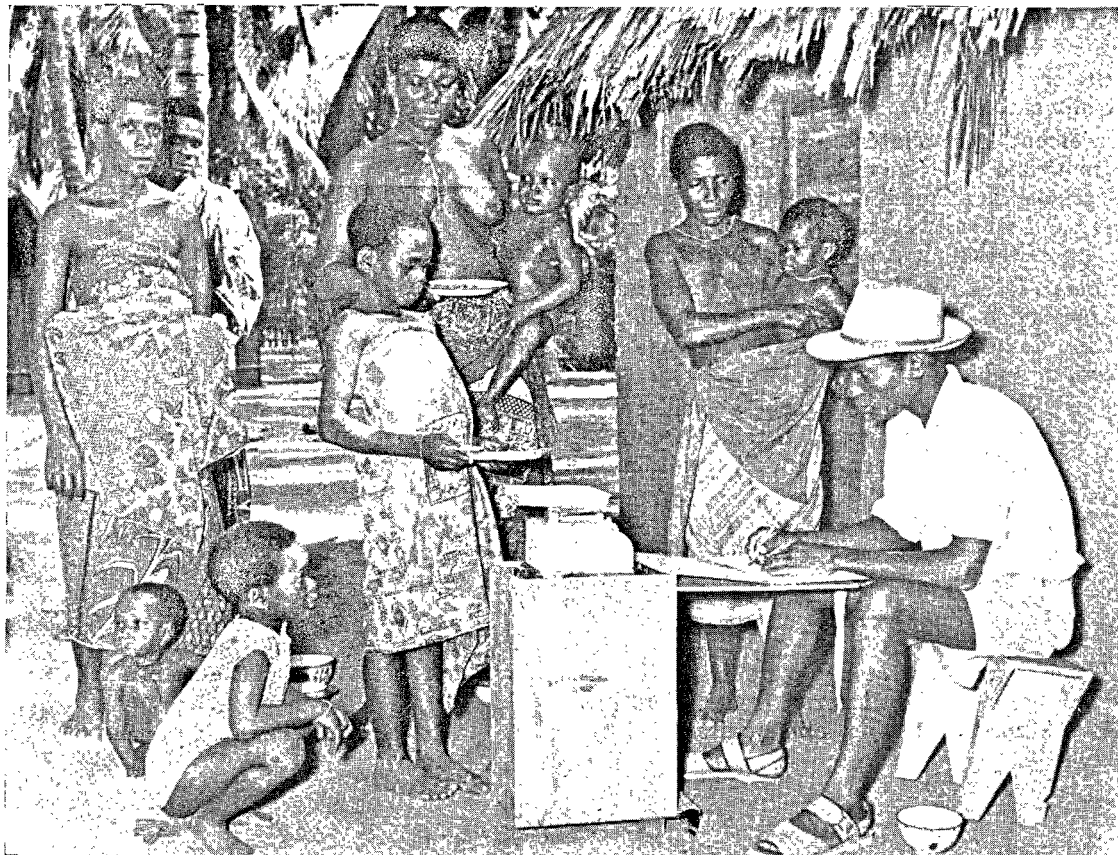
Céréales : mil, sorgho.

Viandes : élevage, un peu de chasse.

Matières grasses : karité, arachide.



Mensuration des familles étudiées.



Pesée des aliments avant le repas.

L'igname est cultivé également au sud de Mango et dans le cercle de Lama-Kara.

2° *La région du Sud.* — Elle comprend les cercles de Lomé, Anécho, Tsévié, Palimé.

Cette zone de culture béninéenne comprend deux saisons des pluies qui sont mises à profit pour obtenir deux récoltes de céréales.

L'alimentation est à base de :

Céréales : maïs.

Féculeux : manioc.

Viandes : poisson essentiellement.

Matières grasses : huile de palme, huile de coco.

3° *La région du Centre :*

Cercle d'Atakpamé et sud du cercle de Sokodé.

Cette zone participe à la fois de l'influence du sud et du nord, c'est-à-dire que l'on y trouvera aussi bien le maïs que le mil.

En outre une céréale propre à cette région fait son apparition : le riz.

L'igname y est le féculent par excellence.

Viande : principalement viande de chasse.

Matières grasses : arachide, beurre de karité, mais aussi huile de palme.

De nombreuses variétés de haricots sont cultivées sur tout le Territoire.

L'eau est la boisson courante, mais dans le sud on boit du vin de palme et dans le nord, de la bière de mil.

Dans les centres urbains, il se consomme de grandes quantités de pain, dont la fabrication entraîne l'importation de quantités considérables de farine de blé. Sont aussi importés : sel, sucre, lait et boissons (vin, bière, alcools divers).

Des enquêtes faites sur place, il ressort que du point de vue quantitatif, la situation est favorable : les chiffres calorifiques des rations varient de 6.000 calories à 2.000 calories dans les régions les moins favorisées, une ration supérieure à 3.000 calories étant la moyenne la plus fréquente.

Néanmoins, du point de vue qualitatif, il apparaît que la ration, même quand elle est acceptable au large point de vue énergétique, est fortement déséquilibrée au point de vue du rapport entre les diverses catégories d'aliments : les glucides y occupent, en effet, une part considérable par rapport aux protides, surtout ceux d'origine animale.

En somme, le Togolais mange assez, mais il mange mal, dans ce sens que son menu est monotone, souvent déséquilibré et incomplet en qualité.

Pour accroître l'apport en protides, une expérience a été tentée en vue d'acheminer au Togo la viande en provenance du Niger. Chaque semaine un avion débarque à

Lomé des quartiers de viande fraîche qui, débitée sur le marché à des tarifs inférieurs à ceux de la production locale, favorise la consommation et améliore l'équilibre de la ration alimentaire.

Le Gouvernement local s'intéresse au développement de la pêche maritime et en lagune, à l'amélioration des procédés de séchage du poisson, dont le produit, grâce au développement des moyens de transport, s'écoule facilement sur les marchés les plus reculés du Territoire.

Des efforts sont faits avec le concours des techniciens des Eaux et Forêts pour la création d'« étangs de village » et l'introduction de la pisciculture dans les régions favorisées par l'hydrographie.

Le Service de l'élevage, enfin, s'attache à éveiller l'intérêt des populations pour l'élevage du bétail et à le développer dans les régions où l'élevage était déjà traditionnel.

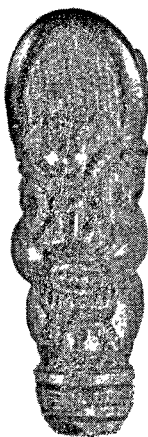
L'action de l'Administration s'applique donc à résoudre le problème de l'insuffisance en protides d'origine animale. Quant aux protides végétaux, c'est sur l'arachide, culture industrielle et fort appréciée de la clientèle africaine, que se portent les efforts.

135. — Le Togo étant exportateur de produits alimentaires, les organisations internationales n'ont pas eu à préconiser de mesures d'ordre alimentaire.

Aucun supplément d'alimentation n'est distribué aux femmes enceintes, mères allaitantes, ni aux écoliers, si on excepte les libéralités de l'« Œuvre du Berceau », déjà signalées plus haut.



Mesure du pli cutané.



CHAPITRE VIII

STUPÉFIANTS

136-137-138. — I. — Les textes qui régissent les substances vénéneuses au Togo, sont les suivants :

1^o Décret du 23 juin 1922, prohibant la sortie, la réexportation, le transit et le transbordement de l'opium et des produits opiacés (*J.O.T.*, 1922, page 176).

2^o Décret du 18 août 1922, rendant applicable au Togo la loi du 12 juillet 1916 et prohibant l'importation, la circulation et la détention des produits opiacés au Togo (*J.O.T.*, 1922, page 202).

3^o Décret du 4 mai 1928, réglementant le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses au Togo (*J.O.T.*, 1928, page 742).

4^o Décret du 25 mai 1932, modifiant le décret du 4 mai 1928 (*J.O.T.*, 1932, page 362).

5^o Arrêté ministériel du 7 juillet 1931, relatif à l'emploi des substances vénéneuses (*J.O.T.*, 1932, page 428).

6^o Décret du 9 novembre 1937, modifiant différents articles du décret du 14 septembre 1916 sur les substances vénéneuses au Togo (*J.O.T.*, 1938, page 170).

7^o Décret du 31 décembre 1947, modifiant la réglementation du commerce de l'emploi des substances vénéneuses au Togo (*J.O.T.*, 1948, page 147).

8^o Décret n° 47-2079 du 22 octobre 1947, portant inscription au tableau C de l'essence de chenopodium et de la streptomycine (*J.O.T.*, 1^{er} février 1949, page 130)

9^o Arrêté n° 882-49/APA du 31 octobre 1949, interdisant sur le territoire du Togo, l'importation, la fabrication et la délivrance de :

Déméthylacétyldihydrothébaïne et ses sels ;

B-Hydroxy-a-b-Diphenylethylamine et ses sels ;

Diméthylamine-diphenyl-heptanone et ses sels.

10^o Arrêté n° 470-S/AG-51 du 6 juillet 1951, promulguant au Togo l'arrêté du 30 mai 1951 du ministère de la

Santé publique modifiant les tableaux des substances vénéneuses.

11^o Des dispositions ont été prises pour assurer la promulgation au Togo d'un décret en date du 31 mai 1952 (*J.O.R.F.* du 5 juin 1952, page 5666), étendant en A.-O.F. aux préparations agricoles certaines dispositions concernant les substances vénéneuses.

12^o Conformément à la circulaire n° 107 du ministère de la Santé publique en date du 11 juin 1952, des dispositions ont été prises pour faire appliquer les règles de distributions des produits du tableau A des substances vénéneuses à l'hydrazide de l'acide isonicétique (rimifon, isoniazide, etc.).

II. — Il n'existe pas de toxicomanie propre au Territoire et aucun cas de toxicomanie importée n'a été constaté en 1954.

Les drogues stupéfiantes consommées l'ont été uniquement dans un but thérapeutique. La consommation des pharmacies privées est très faible (quelques ampoules de morphine, spasmalgine, pantopon, etc.) et la consommation de la pharmacie d'approvisionnement du Territoire (hôpital de Lomé et A.M.I.) a été de :

Extrait d'opium	kg	Néant
Poudre d'opium.....	kg	0,750
Morphine	g	64
Héroïne	g	Néant
Cocaine		Néant
Comprimés d'extrait d'opium ..	kg	0,170
Comprimés poudre d'opium	kg	1,760
Ampoules de cocaïne		24
Extrait fluide de coca	kg	5
Dolosal ampoules		360
Pantopon ampoules		30
Sédol ampoules.....		252
Spasmalgine ampoules		2.220
Spasmalgine suppositoires		186
Spasédol ampoules		290

III. — La convention internationale sur les stupéfiants, signée à Genève le 13 juillet 1931, n'a pas été publiée au Togo, mais le décret du 25 mai 1932 vise dans ses considérants une convention internationale : la Convention de Genève du 19 février 1925.

Quoi qu'il en soit le Service de santé (Inspection des pharmacies) fournit régulièrement au Comité central permanent de l'opium :

1° Les formulaires statistiques A/1 relatifs aux importations et exportations de stupéfiants au cours du trimestre écoulé.

2° Les formulaires statistiques B (G) relatifs aux évaluations annuelles de matières premières pour l'année à venir.

3° Les formulaires statistiques A/2 relatifs à la statistique annuelle des importations et exportations de méthylmorphine et d'éthymorphine.

4° Les formulaires statistiques C (1) relatifs à la statis-

tique annuelle de la consommation des quantités achetées dans le pays pour les besoins de l'État et des quantités employées pour la confection des préparations pour l'exportation desquelles les autorisations ne sont pas requises.

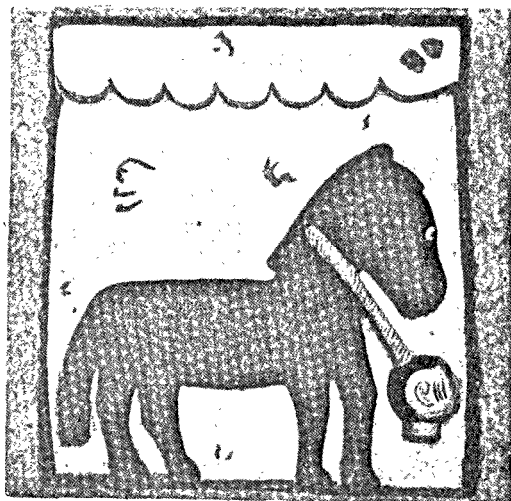
5° Les formulaires statistiques C/2 relatifs à la statistique annuelle de la production et de la fabrication, ainsi que des quantités reçues dans les fabriques et des quantités utilisées par les fabricants.

6° Les formulaires B/2 relatifs aux évaluations annuelles des stupéfiants.

7° Les formulaires statistiques D relatifs à la statistique annuelle des stocks.

8° Les formulaires statistiques E relatifs à la statistique annuelle des confiscations.

Conformément aux recommandations des Conventions internationales, le pharmacien-chef du Territoire assume les responsabilités de ces contrôles.



CHAPITRE IX

MÉDICAMENTS

139. — L'arrêté n° 643 du 13 novembre 1928 promulguant le décret du 4 mai 1928 sur l'exercice de la pharmacie au Togo continue à régir, à quelques modifications près, tout ce qui concerne la fabrication, la vente, l'exportation, l'étiquetage et la distribution des produits pharmaceutiques.

L'application au Togo de la nouvelle législation pharmaceutique française est actuellement soumise au vote du Parlement.

Par arrêté n° 201-52-SG/AG du 25 février 1952 le *Codex Medicamentarius Gallicus* 1949 constituant la septième édition de la Pharmacopée française a été rendu obligatoire au Togo.

La loi du 1^{er} août 1953, relative à l'Ordre des Pharmaciens, a été promulguée le 17 août 1953.

CHAPITRE X

ALCOOLS ET BOISSONS FERMENTÉES

140. — Les mesures applicables dans le Territoire en ce qui concerne l'importation, la production et la circulation des alcools et autres boissons fermentées sont contenues dans l'arrêté fondamental n° 619 du 22 octobre 1929, pris en application de la Convention de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919 sur le régime des spiritueux en Afrique.

Ce texte traite successivement :

1° Des alcools de bouche (définition des alcools prohibés à l'importation, la circulation, la vente et la détention dans le Territoire).

2° De la capacité des récipients dans lesquels peuvent être admises les boissons alcooliques à l'importation, la circulation, la vente et la détention au Togo.

3° Des autorisations et contrôles des importations.

4° Des débits de boissons.

5° De la fabrication, de la circulation, de la détention et de la vente du vin de palme.

6° Des alcools industriels.

7° Des infractions et pénalités.

Les mesures prises par cet arrêté sont toujours appliquées strictement. Elles ont essentiellement pour but :

1° De freiner, dans toute la mesure du possible, le développement de l'alcoolisme dans le Territoire.

2° D'éviter que la consommation des alcools bon marché, importés ou fabriqués sur place, n'ajoute encore aux ravages de l'alcool, ceux habituellement provoqués par les substances nocives qu'une fabrication sommaire ne permet pas d'éliminer au moment de la distillation des liquides bruts.

3° De permettre à tout moment le contrôle de l'importation, de la circulation, de la vente et de la consommation des boissons alcooliques.

En dehors des dispositions de l'arrêté analysé ci-dessus, il convient de signaler les mesures complémentaires qui

ont été prises dans le même ordre d'idées et qui visent la prohibition, à l'importation :

1° Des alambics et autres appareils ou portions d'appareils propres à la distillation des alcools et au « repassage » des eaux-de-vie et esprits ;

2° Des extraits, produits et essences pouvant servir à la fabrication des boissons alcooliques, importés par des personnes autres que les pharmaciens, et tels que les essences d'anis, de badiane, de fenouil, d'hysope, d'ane-thol.

Ces mesures, prises depuis plusieurs années, sont toujours en vigueur. Elles ont été suivies, récemment, par des dispositions visant à prohiber l'importation des alcools industriels qui ne sont pas dénaturés suivant le procédé admis par la Fédération nationale française des dénaturateurs d'alcool.

(Arrêté n° 874-52/SG/AG du 3 décembre 1952.)

De plus, le gouvernement, après avis de l'Assemblée de l'Union française, a adopté, le 14 septembre 1954, un décret permettant de freiner l'importation de certaines boissons alcooliques, applicable au Togo.

Aux termes de ce décret du 14 septembre 1954 :

1° L'importation, la détention, la circulation, la mise en vente, la vente, l'offre à titre gratuit et la consommation de certaines boissons alcooliques sont prohibées. Il en est ainsi notamment :

— pour toutes les boissons apéritives à base d'alcool ;

— pour les boissons dites apéritives à base de vin et les boissons dites digestives lorsqu'elles comportent une teneur totale en essence supérieure à un demi-gramme par litre ou tombent sous le coup de dispositions législatives ou réglementaires interdisant l'emploi de certaines essences ou produits ou le prohibant au-delà d'une certaine teneur ;

— pour les eaux-de-vie de traite, de fantaisie et autres de basse qualité ;

— pour les vins ayant fait l'objet d'une addition d'alcool qui ne sont pas constitués conformément aux règles prévues par ce décret et indiquées ci-dessous au paragraphe 3.

2° Sur proposition du service de santé et après avis de l'assemblée territoriale, des contingents peuvent être établis pour l'importation des boissons alcooliques ci-après :

- vins de liqueur et mistelles ;
- vermouths et apéritifs à base de vin ;
- rhums, tafias, eaux-de-vie ;
- liqueurs et gins.

3° Les vins, ayant fait l'objet d'une addition d'alcool afin de permettre leur conservation dans les pays chauds, ne sont admis dans le Territoire que si l'addition d'alcool a été effectuée conformément aux règles ci-après :

- elle doit porter sur des vins loyaux et marchands titrant naturellement moins de 12° ;
- elle ne doit pas provoquer un enrichissement dudit vin supérieur à 1,5° ;
- elle ne doit pas avoir pour effet de porter le titre du vin en alcool à plus de 12° ;
- elle doit avoir été faite avec des esprits ou des eaux-de-vie provenant de la distillation exclusive du vin et d'un titre marchand supérieur à 45°.

141. — En ce qui concerne les alcools, il est à souligner que ceux-ci sont frappés de taxes fiscales de plus en plus lourdes à l'importation, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous. Une nouvelle majoration très importante de ces taxes a, en effet, été adoptée par l'Assemblée Territoriale du Togo, dans sa séance du 6 mai 1953. Cette

majoration a fait l'objet de l'arrêté n° 568-53/SD du 6 août 1953 qui porte le droit antérieur des alcools, déjà majoré en 1952, au taux nouveau de 65.000 francs par hectolitre d'alcool pur. Un arrêté postérieur n° 711-53/SG du 2 octobre 1953 a, en outre, fixé un minimum de perception, de caractère prohibitif, de 300 francs par litre de liquide sur les alcools éthyliques et sur les méthylènes.

En ce qui concerne enfin les boissons fermentées — bières, vins et vins mousseux — la délibération de l'Assemblée n° 34/ATT du 22 octobre 1953 a porté de 16 à 20 % les droits sur les vins provenant de la fermentation du jus de raisin frais ; de 20 à 25 % les droits d'importation sur les vins mousseux et de 15 à 20 % les droits d'entrée sur les bières.

**Tableau des droits en vigueur, en 1954,
sur les alcools et boissons alcooliques.**

Nature des boissons	Unité de perception	Quotité de la taxe d'importation
1° Spiritueux.....	Hectolitre d'alcool pur	65.000 francs
2° Vins : provenant de la fermentation du jus de raisins frais	Valeur d°	20 % 25 %
mousseux.....	d°	20 %
3° Bières.....	d°	20 %
4° Cidres, poirés, hydromels.	d°	20 %

CHAPITRE XI

LOGEMENT, URBANISME ET AMÉNAGEMENT DES CAMPAGNES

142.

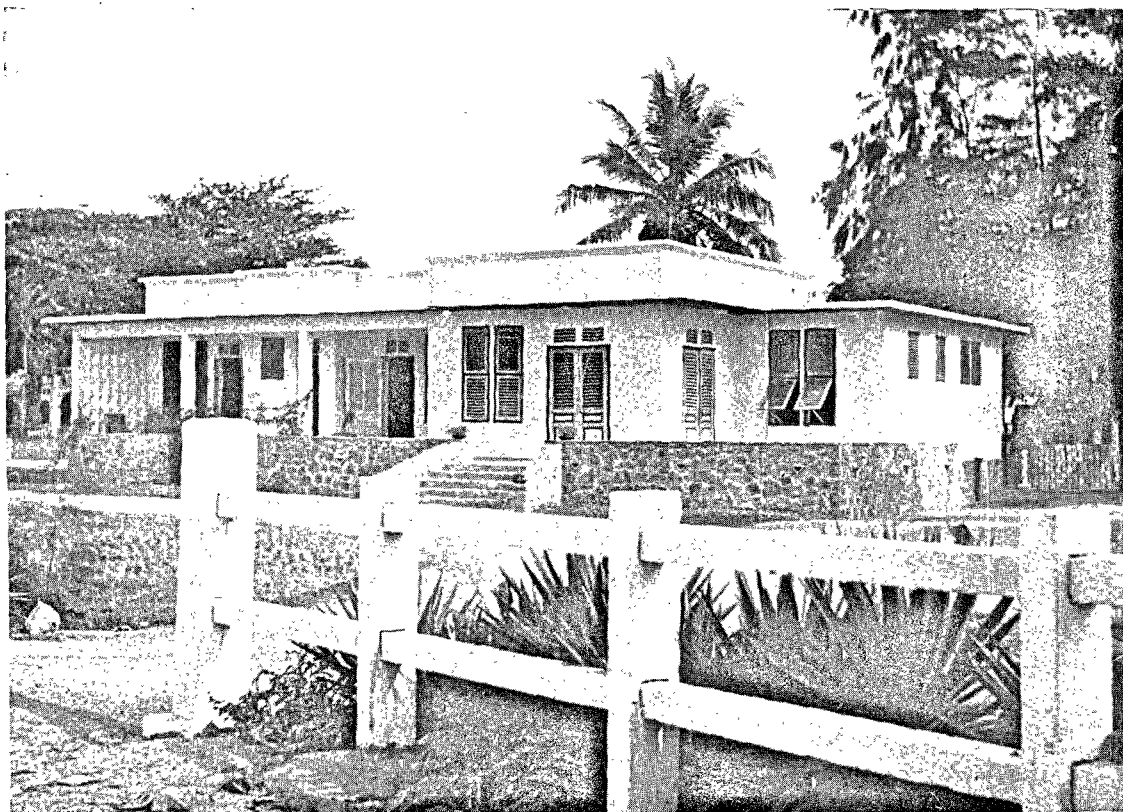
A. — URBANISME

L'institution de communes-mixtes dotées d'un budget communal favorise notablement le développement de l'urbanisme à Lomé comme dans l'intérieur du Territoire. En effet, cette année encore, les communes-mixtes ont effectué des améliorations notables : adductions d'eau, travaux de voirie et améliorations des conditions d'hygiène, etc.

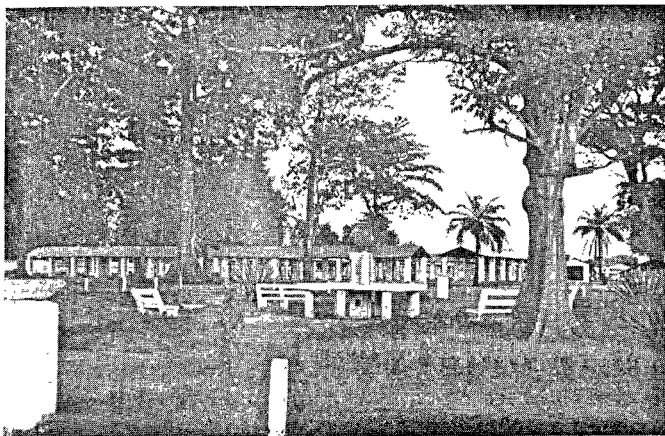
Lomé. — La commune-mixte de Lomé se développe suivant le plan d'urbanisme fixé par l'arrêté n°38/APA du 10 janvier 1948 (cf. rapport annuel 1948, page 377).

Les réalisations suivantes ont été opérées en 1954, destinées à agrandir, embellir et assainir la ville.

a) *Voies publiques.* — De nombreuses rues ont été percées dans les quartiers périphériques d'Amoutivé, Nyékonakpoe et Kodjoviakopé en plein développement.



Type de logement de fonctionnaire à Lomé.



Jardin public accolé à un marché.

La rue du Commerce et la rue de Roux ont été goudronnées. Des trottoirs nouvellement construits bordent l'avenue des Alliés. L'avenue De Gaulle a été rouverte à la circulation, transformée en deux chaussées de cinq mètres, séparées par des parterres de fleurs. Les travaux d'aménagement de la promenade de la « Marina » ont été poursuivis : 600 mètres de barrières et de jardins le long de la plage ont été ainsi construits. Enfin, les travaux de la gare routière ont été complétés par la construction de quinze stands destinés aux artisans de dix-huit cuisines populaires, d'un chalet de nécessité de conception moderne et d'un poste de distribution d'essence.

b) *Assainissement.* — Les opérations de lutte antipalustre entreprises par le Service de l'hygiène dans tous les quartiers de la ville et plus particulièrement dans le secteur lagunaire se sont poursuivies.

La commune de Lomé grâce à un emprunt consenti par la Caisse Centrale de la France d'outre-mer a entrepris en 1954 le comblement de la lagune dans le secteur d'Ahanoukopé. Outre l'avantage qu'ils présentent sur le plan sanitaire, ces travaux permettront la récupération de 12 hectares de terrain inondés et insalubres et leur lotissement au profit des « économiquement faibles ».

Par ailleurs l'extension du réseau d'évacuation des eaux usées se poursuit par la construction de caniveaux et égouts dans la rue du Colonel-Maroi et la rue Jeanne-d'Arc.

c) *Marchés et abattoirs.* — Un nouveau marché d'une longueur totale de 150 mètres a été construit à Amoutivé.

d) *Ordures.* — Un nouveau système de ramassage des ordures a également été mis en place en 1954, grâce à l'achat de tracteurs et de remorques métalliques qui ont remplacé les camions et dépôts d'ordures utilisés jusqu'alors.

e) *Vidanges.* — Trois camions citernes fonctionnent en permanence.

f) *Prospection sanitaire et lutte anti-palustre.* — Parallèlement aux opérations de lutte antipalustre entreprises avec les moyens mis à la disposition de l'Administration

par l'Organisation mondiale de la Santé (Fonds international de Secours à l'Enfance) et dont les résultats sont indéniables, le Service d'hygiène municipale a entrepris le comblement de nombreux marécages et mares permanentes dans les zones proches de la lagune. Cette fructueuse collaboration a permis d'enregistrer une amélioration notable des conditions de vie dans ces secteurs autrefois malsains.

*
*
*

Des travaux d'urbanisme ont été achevés ou sont en cours dans toutes les circonscriptions. On citera notamment :

Tsévié. — L'installation d'un nouveau quartier dans le village de Davié, la construction d'une place publique avec square et fontaine et l'installation de l'électricité dans ce même village. L'électrification de Tsévié s'est développée ; des puits ont été forés ou entrepris dans sept villages où l'approvisionnement en eau était difficile. Un stade moderne avec tribune couverte de 600 places, piste d'athlétisme de 400 mètres, salle de boxe, vestiaires, douches, salles de réunion culturelle, a été achevé en 1954.

B. — LOGEMENT

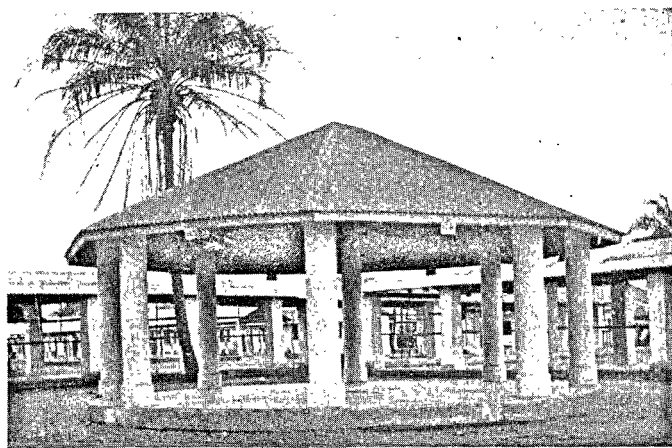
a) Lutte contre les taudis.

Lomé.

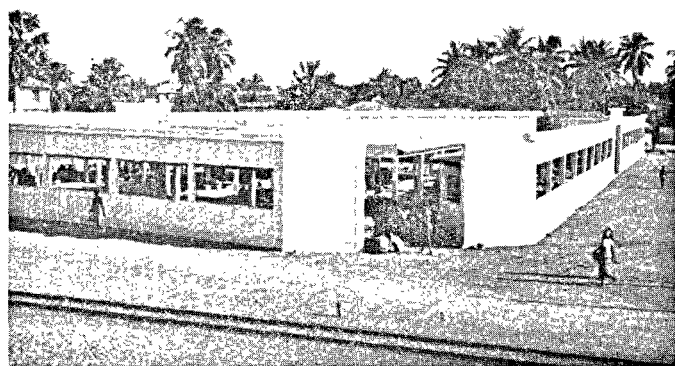
Les travaux du quartier Zongo, signalés en 1953, se sont activement poursuivis. En fin d'année, tout le quartier est ouvert à la circulation par suite du percement de nouvelles rues. La quasi totalité des paillottes ont été remplacées par des constructions en dur répondant à des conditions normales d'hygiène et de confort.

b) Travaux de lotissement.

La totalité du quartier, soit plus de 8 hectares est lotie. Plus de 300 lots ont été ainsi réaménagés et redistribués. Parallèlement, les lotissements administratifs et parti-



Kiosque au milieu d'un marché.



Marché d'Aného.

culiers se sont poursuivis à une cadence accélérée dans les quartiers périphériques (Amoutivé et Tokoin plus particulièrement). Plus de 80 lots ont été distribués à Amoutivé. 8 hectares, déjà lotis, sont en cours de distribution à Tokoin.

c) Travaux divers.

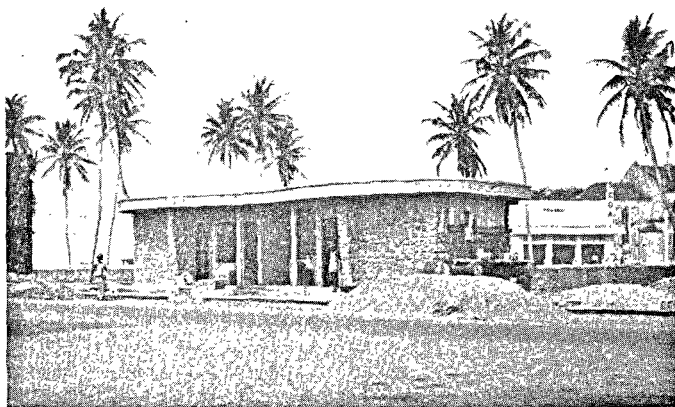
Le Cercle culturel, vaste bâtiment de conception moderne, de 52 mètres de long sur 10 de large, avec bibliothèque, salle de jeux, cinéma, a été terminé en 1954 et sera ouvert en janvier 1955 à la jeunesse togolaise.

Le gymnase de la route d'Aného, réservé plus particulièrement aux boxeurs a été entrepris et achevé en 1954 ; il comprend une salle de jeu, une salle d'entraînement, un ring de plein air et toutes les installations sanitaires nécessaires.

De nouvelles tribunes, comportant plus de 600 places assises ont été construites au stade municipal.

Au stade municipal également ont débuté les travaux de construction du cercle sportif, foyer de réunion des sportifs de la ville qui doit comporter à la fois, salle de réunion, bar, vestiaires, installations sanitaires et logements pour les équipes sportives de passage.

Les projets d'extension du Cercle culturel prévoient



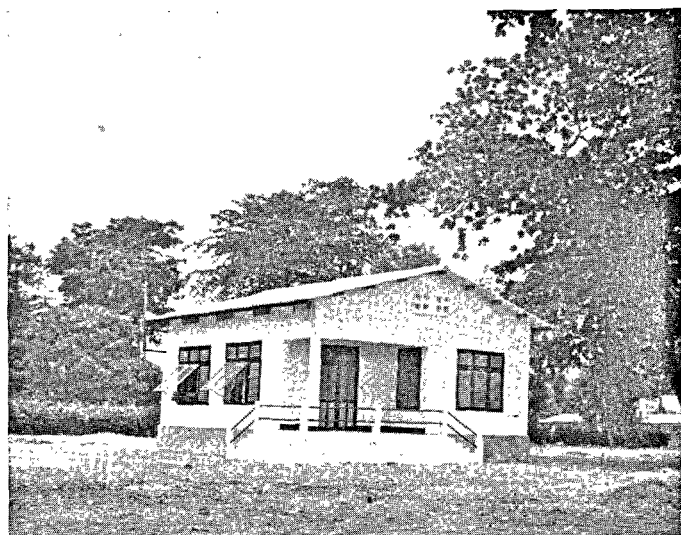
Chalet de nécessité à Lomé.

pour 1955 la construction d'un théâtre de plein air et de huit courts de tennis.

d) Aménagement des campagnes.

Sokodé. — Les cases nouvelles sont construites la plupart du temps en briques crues, et de forme rectangulaire, à l'imitation des demeures européennes. On utilise le teck pour la charpente, la couverture de tôle galvanisée se répand de plus en plus, sans toutefois que disparaissent entièrement les toits de chaume.

Bassari. — Si la maison de type européen demeure l'exception dans les campagnes, la situation est absolument inversée au chef-lieu de la circonscription, où l'habitation de genre local cède nettement le pas devant la maison rectangulaire, plus vaste et aux ouvertures plus larges. Ici, le banco est remplacé par la brique crue et le toit conique par le toit à quatre pentes. Bien que la couverture en paille domine souvent pour des raisons pécu-



Type d'habitat rural.

niaires, la maison couverte en tôle est de plus en plus fréquente en milieu évolué.

Par ailleurs il faut signaler qu'un certain nombre de fonctionnaires et de particuliers originaires de Bassari se construisent des habitations personnelles soit avec leurs propres deniers, soit en utilisant les facilités de crédit, données par la Société Indigène de Prévoyance. Cette société prend même parfois à sa charge la conduite des travaux, en demandant seulement au futur propriétaire de verser comptant le dixième de la valeur de la construction.

Lama-Kara. — L'accroissement des soldes de fonctionnaires a incité cette catégorie de la population à construire des maisons à usage d'habitation, généralement de type européen, en matériaux semi-définitifs. La plupart de ces constructions nouvelles sont situées dans le périmètre urbain de Lama-Kara, dont le bornage et le lotissement ont été activement poursuivis en 1954.

Mango. — Le cercle n'est composé que de population rurale. Il ne peut être question que d'habitat rural.

Celui-ci est essentiellement constitué par la soukala, qui groupe une famille entière. C'est un ensemble de cases rondes reliées par un mur d'enceinte et ouvrant sur une cour intérieure. Le nombre des cases varie de trois à dix et plus.

Chaque case est constituée d'un mur de terre pétrie à la main et séchée au soleil, recouverte d'un toit conique en chaume. Il n'y a qu'une seule ouverture sur la cour intérieure.

On voit quelquefois, mais de plus en plus, des cases rectangulaires bâties avec des briques de terre crue.

Les projets d'aménagement des campagnes portent surtout sur le creusement de puits et l'installation des pompes afin de simplifier la traditionnelle « corvée d'eau » de la femme africaine. A ce titre, des pompes Lemaire ont été achetées en 1953 et posées à la fin de la saison sèche sur des puits de Mango.

La subdivision de Sokodé compte 5.451 soukala pour 36.517 habitants.

La subdivision de Kandé est divisée *grosso modo* en deux parties : la région Lamba et la région Tamberma. La technique de la construction n'est pas la même dans chacune de ces régions. Alors que le Lamba construit une soukala comportant un certain nombre de pièces de forme ronde, disposées en arc de cercle autour de la pièce centrale, le tout de plain-pied, les Tambermas, construisent des bâtiments à étage ayant l'aspect de châteaux forts. Au rez-de-chaussée, on trouve l'étable pour les bovins et les ovins, le poulailler, une grande pièce qui peut servir de débarras. Un escalier mène à l'étage supérieur où se trouvent les pièces d'habitation, cuisine, chambre à coucher et terrasse.

Dans le centre urbain de Kandé, en dehors des bâtiments administratifs, quelques particuliers, surtout des commerçants commencent à édifier des constructions de type européen.



CHAPITRE XII

PROSTITUTION

143. — Un arrêté en date du 20 mai 1947 a promulgué dans le Territoire la loi du 13 avril 1946, tendant à la fermeture des maisons de tolérance et au renforcement de la lutte contre le proxénétisme.

Il n'existe donc pas de prostitution officiellement reconnue, ni de prostituées professionnelles, ce qui n'exclut pas une certaine liberté des mœurs, contre laquelle peut difficilement lutter une prophylaxie légale. Seule,

l'éducation sous toutes ses formes est susceptible d'élever le niveau de la moralité.

Sur le plan sanitaire, la prévention des maladies vénériennes est obtenue plus sûrement par la mise en confiance que par des mesures de coercition légale : c'est en ouvrant largement aux femmes contaminées les portes du dispensaire et par la mise en œuvre de traitements efficaces que, dans une certaine mesure, on observe une régression au Togo des maladies vénériennes.

CHAPITRE XIII

ORGANISATION PÉNITENTIAIRE

1^o ORGANISATION

145. — Au Togo, le régime pénitentiaire dépend directement du Gouvernement du Territoire. Il est réglementé par des arrêtés locaux. Un arrêté du 1^{er} septembre 1933 a organisé le régime des prisons, tandis qu'un autre, du 15 septembre 1933, a fixé le siège et l'affectation de certaines d'entre elles.

Au chef-lieu de chaque cercle et subdivision, à l'exception de la subdivision de l'Akposso-Plateau, dans le cercle d'Atakpamé, récemment créée, il existe une prison dirigée par le chef de circonscription intéressé. Sous les ordres du commandant de cercle ou du chef de subdivision, un surveillant-chef ou régisseur assure l'administration de la prison. Ces fonctions sont, en principe, confiées au commissaire de police et au gendarme-chef de poste, et parfois, à un assistant de police ou à un commis d'Administration. D'autre part, la garde et la surveillance des prisons sont assurées par les gardes-cercles. On compte au total dix prisons au Togo, situées à Lomé, Anécho, Tsévié, Klouto, Atakpamé, Sokodé, Bassari, Lama-Kara, Mango et Dapango.

La commission de surveillance des prisons, présidée par le président du tribunal de première instance de Lomé, est chargée de contrôler l'application rigoureuse des règlements, particulièrement en ce qui concerne le régime alimentaire, l'état des locaux, l'hygiène, le travail des détenus, l'état sanitaire et les soins médicaux donnés aux prisonniers.

D'autre part, le procureur de la République procède à des visites périodiques dans les prisons du Territoire pour s'assurer de la régularité des détentions et du régime appliqué aux détenus.

Il n'existe pas de prisons spéciales pour les femmes délinquantes. Mais il est prévu pour elles un quartier séparé dans chaque prison.

Les détenus condamnés sont nettement séparés des prévenus.

La visite et les soins médicaux sont assurés par un médecin et des infirmiers dans chaque prison. Un local y est aménagé en infirmerie. Le médecin procède, tous les mois, à une visite détaillée de la prison de son ressort.

2^o CONDITIONS DE DÉTENTION

146. — Les conditions d'utilisation de la main-d'œuvre pénale découlent de l'arrêté du 1^{er} septembre 1933, qui a organisé le régime des prisons. En dehors des condamnations aux travaux forcés à temps ou à perpétuité, aucune sentence d'emprisonnement ne comporte l'obligation d'aucun travail déterminé pour le condamné. Tous les condamnés sont astreints au travail, sauf ceux qui en sont exemptés par une ordonnance du médecin de la prison.

A l'intérieur des prisons, les condamnés sont employés à des corvées et travaux divers tels que : corvées de balayage, de propreté et d'hygiène, corvée d'eau et de bois, fabrication de balais, paniers, cordes, etc. Il s'agit d'un travail de caractère artisanal, dont la vente des produits sert à la constitution d'un pécule, remis au condamné à sa libération.

A l'extérieur, les condamnés sont employés sur des chantiers administratifs d'intérêt général ou sanitaire, notamment au nettoyage des concessions administratives et des lieux publics. Seuls, les hommes peuvent être employés à l'extérieur des prisons.

Pécule. — L'arrêté n° 325-49/APA du 19 avril 1949, modifié par celui du 15 mai 1950, a institué un pécule au profit des prisonniers pour les travaux auxquels ils sont employés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la prison. Tous les services administratifs utilisant la main-d'œuvre pénale payent ce pécule.

La moitié des sommes recueillies par les détenus constitue le pécule disponible dont le prisonnier peut se servir pour ses besoins personnels (achat de vivres, de livres, affranchissement de lettres ou secours à la famille).

L'autre moitié est le pécule de réserve qui ne lui est remis qu'au moment de sa libération.

Dispositions réglementaires.

Le régime pénitentiaire au Togo est fixé par les textes principaux suivants :

a) Arrêté n° 488 du 1^{er} septembre 1933, portant organisation du régime pénitentiaire.

b) Arrêté n° 512 du 15 septembre 1933, fixant le siège des prisons et déterminant l'affectation de certaines d'entre elles, complété par l'arrêté n° 339 du 7 juillet 1944 fixant le siège d'une prison à Dapengo.

c) Arrêté n° 316 du 13 juin 1939, fixant les heures de travail, de repos et de repas des détenus, modifié par arrêté n° 105 du 25 février 1945, en ce qui concerne la prison de Lomé.

d) Arrêté n° 126 du 9 février 1949, réglementant la détention des condamnés mineurs âgés de moins de seize ans.

e) Arrêté n° 1 du 4 janvier 1940, créant un comité de surveillance, de discipline et de fonctionnement pour le centre de rééducation de Tové.

La législation pénitentiaire, telle que l'énumère la liste ci-dessus, n'a subi aucune modification au cours de l'année 1954.

Cette législation a défini avec précision les conditions de vie des prisonniers, ainsi que les mesures d'hygiène que doivent observer les prisons, leur régime alimentaire, la discipline et les peines disciplinaires qui peuvent être appliquées par les directeurs de prisons.

a) *Mesures d'hygiène.* — Chaque détenu doit se laver ou se doucher une fois par jour; ses cheveux et sa barbe doivent être coupés chaque quinzaine; ses vêtements lavés une fois par semaine.

Les locaux disciplinaires sont nettoyés et désinfectés tous les jours.

b) *Régime alimentaire.* — Le régime alimentaire appliqué dans les prisons tient compte des produits vivriers des régions où sont situées les prisons et des habitudes d'alimentation des détenus. Ces derniers, quels qu'ils soient, reçoivent régulièrement de la viande et du poisson frais.

Deux sortes de ration journalière sont prévues : la ration normale pour tous les détenus en général, et la ration forte pour ceux qui exécutent un travail pénible (une demi-ration supplémentaire).

Il est alloué aux détenus malades un régime alimentaire spécial suivant ordonnance du médecin de la prison.

c) *Peines disciplinaires applicables.* — Ces peines sont : suppression des pauses dans le travail; corvée supplémentaire le dimanche et jour de fête; la cellule pour une durée maximum de trente jours; mise aux fers en cas de fureur ou violences graves.

Les femmes délinquantes sont employées à l'intérieur de la prison et ne prennent part à aucun des travaux exécutés à l'extérieur par les détenus de sexe masculin. Elles sont spécialement chargées de la cuisine et des différents menus travaux d'entretien.

Il n'existe pas d'aliénés criminels dans le Territoire.

A Zébé, dans le cercle d'Anécho, se trouve un hôpital psychopatique destiné à assurer le traitement des malades mentaux du Territoire. C'est dans cette formation que sont traités, après mise en observation et confirmation du diagnostic, les détenus atteints d'aliénation mentale. Le cas en est d'ailleurs extrêmement rare.

Les détenus condamnés sont, dès leur incarcération, affectés d'un numéro matricule. Ils conservent ce numéro matricule même en cas de translation dans une autre prison.

L'état sanitaire de chacune des prisons du Territoire est satisfaisant.

Chaque matin, les détenus malades sont rassemblés à l'infirmerie de la prison et y sont soumis à un examen médical. Dans des cas sérieux ou graves, ils sont hospitalisés, soit dans la formation sanitaire du siège de la prison, soit évacués sur Lomé.

Il n'existe au Territoire aucun organisme en vue de la réadaptation post-pénitentiaire.

Les détenus dont les peines d'emprisonnement ne dépassent pas dix années, subissent généralement celles-ci dans la prison de la juridiction qui les a condamnés. Mais pour des raisons d'ordre public, de sûreté intérieure ou de surveillance, le Chef du Territoire peut ordonner leur transfert dans une autre prison. Aucune législation ne prescrit le transfert des prisonniers dans une prison située en dehors du Territoire.

Les prisons de Sokodé et de Mango sont particulièrement désignées pour accueillir les détenus condamnés aux travaux forcés, à la réclusion et à plus de dix ans d'emprisonnement.

148. — Au cours de l'année, aucune législation pénitentiaire n'est intervenue et aucune réforme nouvelle n'a été introduite dans le régime des prisons au Togo.

3° LA CRIMINALITÉ JUVÉNILE

149. — Le régime applicable à la délinquance juvénile est défini au Togo par le décret du 30 mars 1928. Ce texte, qui reproduit dans les grandes lignes la législation française de 1912, classe les mineurs délinquants en deux sortes de catégories :

1° *Les mineurs âgés de moins de treize ans.* — Ils ne sont pas justiciables des tribunaux correctionnels. En cas de délit, ils sont seulement déférés à la Chambre du Conseil du tribunal civil qui ordonne de simples mesures de surveillance ou de redressement moral, à l'exclusion de toute peine proprement dite.

2° *Les mineurs âgés de treize à dix-huit ans.* — Ils sont jugés par le tribunal correctionnel, lorsqu'ils ont commis un délit : cependant, la procédure expéditive des flagrants délits ne leur est pas applicable, et l'affaire doit être préalablement soumise à l'examen du juge d'instruction devant lequel ils comparaissent, obligatoirement assistés d'un avocat presque toujours commis d'office par ordonnance du président du tribunal. Le Conseil une fois désigné est d'ailleurs tenu de défendre le mineur à l'audience sans autre commission. Le juge d'instruction saisi de l'affaire procède à toutes enquêtes et investigations sur la moralité du mineur, sur sa famille, son milieu, son éducation, son genre de vie, réunissant ainsi tous les renseignements susceptibles d'éclairer le tribunal quant aux mesures à ordonner éventuellement en vue du redressement moral du jeune délinquant.

Si le juge d'instruction estime que les charges réunies contre le prévenu sont insuffisantes, il rend une ordonnance de non-lieu. S'il est d'un avis contraire, il renvoie devant le tribunal correctionnel le jeune délinquant, les débats ont alors lieu à huis-clos. Est-il reconnu innocent, il est acquitté. Est-il coupable, le tribunal est appelé à trancher la délicate question de discernement. S'il est reconnu avoir agi avec discernement, une peine d'emprisonnement peut lui être infligée ; cette peine est généralement moins élevée que celle qui aurait été infligée à un majeur dans les mêmes conditions. S'il est reconnu avoir agi sans discernement, le tribunal peut, selon les circonstances, soit remettre l'enfant à ses parents, soit ordonner son placement dans un centre de redressement ou réformation, soit le confier à une tierce personne qui prend l'engagement de s'occuper de lui et dont la moralité est indiscutable.

Avec la création à Tové depuis quelques années, du centre de réformation pour mineurs délinquants, centre dont l'agrandissement avec transfert à Sotouboua (Nord-Togo) est actuellement envisagé, le décret du 3 juin 1952, promulgué par arrêté local du 16 juin 1952, qui complète le décret du 30 novembre 1928, vient améliorer heureusement la législation du Togo sur la criminalité juvénile. Aux termes de ce décret, l'article 24 du décret de 1928 comporte une disposition nouvelle prévoyant que le contrôle de la liberté surveillée ne sera plus à la charge exclusive des magistrats, mais pourra également être confié à des personnes spécialement désignées par le chef du service judiciaire, en qualité de « délégué à la liberté surveillée ».

Les décisions qui ordonnent la liberté surveillée sont portées à la connaissance du chef du service judiciaire. Les magistrats ou les personnes spécialement désignées à cet effet par le chef du service judiciaire visitent les mineurs en liberté surveillée, aussi souvent qu'il est nécessaire et fournissent des rapports sur leur conduite au président de la juridiction qui l'a prononcée et au chef du service judiciaire. En cas de mauvaise conduite ou de péril moral d'un mineur en liberté surveillée, le président, toutes les fois qu'il le juge nécessaire, peut soit d'office, soit à la requête du ministère public, ordonner de citer le mineur et les personnes chargées de sa garde à une prochaine audience pour qu'il soit statué à nouveau.

Dans les cas assez rares où le mineur, coupable et reconnu comme ayant agi avec discernement, a été condamné à une peine d'emprisonnement, aucune disposition spéciale n'est prévue à son égard en ce qui concerne l'exécution de la peine. Les jeunes condamnés sont cependant enfermés dans un quartier spécial, afin de leur éviter la promiscuité avec les adultes.

Les mineurs condamnés peuvent bénéficier de la libéra-

tion conditionnelle dans les mêmes conditions que les autres prisonniers. Il n'existe à ce sujet aucune disposition spéciale. La réadaptation post-pénitentiaire des jeunes délinquants n'est pas organisée au Togo.

La criminalité juvénile n'a pas augmenté en cours d'année et marque même une légère régression par rapport aux années précédentes. Cette amélioration paraît due au développement des établissements scolaires et des œuvres sociales.

144. — Les délits les plus fréquents commis dans le Territoire sont dans l'ordre de leur répétition : les vols, les coups et blessures volontaires, les abatages sans autorisation de palmiers à huile et autres essences protégées, les transports en commun sans constitution de garantie d'assurance, les blessures involontaires, les homicides par imprudence, les escroqueries et abus de confiance.

Les crimes qui ont été le plus souvent déferés à la Cour d'assises sont les viols et attentats aux mœurs, les coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort, sans intention de la donner, les meurtres et assassinats.

Les crimes de violence et de sang sont plus souvent commis dans le nord. Les attentats aux mœurs et les atteintes à la propriété sont plus fréquents dans le sud et sur la côte.

4^o MINEURS DÉLINQUANTS

149. — Créé par arrêté du 9 février 1949, le centre de redressement de Tové (cercele de Klouto) est réservé aux mineurs délinquants. Ce centre, dirigé par un instituteur, est placé sous l'autorité du commandant du cercle de Klouto.

Le procureur de la République intervient dans son organisation et son fonctionnement de concert avec le directeur de l'enseignement.

Le matin, les mineurs effectuent des travaux dans un atelier de menuiserie, où, sous la direction d'un contre-maître, ils se consacrent à la fabrication de mobilier scolaire à l'usage des écoles du cercle de Klouto. Le produit des cessions sert, notamment, à alimenter les livrets de pécule des mineurs délinquants. A sa libération, chacun d'entre eux reçoit, gratuitement, une dotation des principaux outils de menuiserie et une certaine somme qui lui donne la possibilité de s'installer à son compte.

L'après-midi est réservé à des cours d'enseignement primaire conformes au programme des écoles officielles.

En 1954 l'effectif du centre a été de quatorze pupilles.

HUITIÈME PARTIE

	Pages
PROGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT	219

SOMMAIRE

CHAPITRE I. — ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT.....	219
1° RÉGLEMENTATION DE L'ENSEIGNEMENT.....	219
2° POLITIQUE, BUTS ET PRINCIPES DE L'ENSEIGNEMENT	220
3° BUTS DE L'ENSEIGNEMENT.....	220
4° ADAPTATION AU MILIEU ET AUX BESOINS.....	220
5° LA LANGUE DE L'ENSEIGNEMENT.....	222
6° ORGANISATION ADMINISTRATIVE.....	222
CHAPITRE II. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	223
1° STRUCTURE	223
2° POLITIQUE ET PROGRAMMES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.....	223
3° LA LANGUE DE L'ENSEIGNEMENT.....	224
4° AGES. FRÉQUENTATION. ASSIDUITÉ.....	224
5° PROGRÈS NUMÉRIQUES ET QUALITATIFS DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE EN 1954.....	224
6° CONCLUSION	225
CHAPITRE III. — ENSEIGNEMENT DU DEUXIÈME DEGRÉ.....	228
1° STRUCTURE ET ORIENTATION	228
2° POLITIQUE SUIVIE. PROGRAMMES.	230
3° AGE MOYEN. FRÉQUENTATION.....	231
4° RÉSULTATS	231
CONCLUSION	232

	Pages
CHAPITRE IV. — ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	233
CHAPITRE V. — ÉTABLISSEMENTS DIVERS.....	234
1 ^o ENSEIGNEMENT PRÉ-SCOLAIRE.....	234
2 ^o ENFANCE DÉLINQUANTE	234
CHAPITRE VI. — LE CORPS ENSEIGNANT	235
1 ^o GÉNÉRALITÉS	235
2 ^o FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL ENSEIGNANT.....	235
3 ^o BARÈME DE TRAITEMENT	235
CHAPITRE VII. — INSTRUCTION DES ADULTES.....	237
1 ^o COURS D'ADULTES	237
2 ^o ÉDUCATION DE BASE.....	237
ANNEXE. — L'ÉDUCATION DE BASE AU TOGO EN 1954	238
CHAPITRE VIII. — SPORTS ET MOUVEMENTS DE JEUNESSE	240
1 ^o SPORTS	240
2 ^o MOUVEMENTS DE JEUNESSE.....	242
CHAPITRE IX. — CULTURE ET RECHERCHES.....	243
A. — OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER	243
1 ^o But de l'I.R.T.O.	243
2 ^o Section de géophysique	243
3 ^o Recherches hydrologiques.....	243
4 ^o Centre de pédologie.....	244
5 ^o Centre de nutrition	244
6 ^o Centre d'ethnologie.....	245
B. — RECHERCHES GÉOLOGIQUES	245
C. — RECHERCHES MÉTÉOROLOGIQUES	245
D. — MÉDECINE TROPICALE	246
E. — I.F.A.N.	246
F. — RECHERCHES GÉOGRAPHIQUES ET HYDRAULIQUES.....	247
G. — PRODUCTION DE LA NATURE	247

PROGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT

CHAPITRE I

ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT

I. — RÉGLEMENTATION DE L'ENSEIGNEMENT

150. — Pas de changements notables dans la réglementation en vigueur telle qu'elle ressortit de textes déjà anciens et éprouvés et qui sont rappelés dans les rapports de 1952 et de 1953. (Les programmes restent fixés par l'arrêté du 30 novembre 1950 et la réglementation de l'Enseignement privé par l'arrêté de 1953). L'étude d'une refonte des différents textes est actuellement en cours. Son objet n'est pas du reste d'en modifier appréciablement l'économie mais de les regrouper et de supprimer quelques contradictions de détail.

Les représentants autochtones de l'Assemblée Territoriale, des Associations de parents d'élèves et du personnel enseignant siègent au Comité consultatif de l'Enseignement et ont ainsi l'occasion de donner leur avis ou de proposer leurs suggestions chaque fois qu'un texte nouveau est étudié. Ils participent ainsi directement et activement à l'élaboration de la politique suivie en matière d'éducation.

En 1954 les seules dispositions nouvelles sur le plan réglementaire qui méritent d'être enregistrées sont les suivantes :

1^o Promulgation au Togo de l'arrêté interministériel portant organisation du B.E.P.C. dans les territoires d'outre-mer. (Arrêté n° 272-54/IA du 19 mars 1954.)

Ce texte a pour effet de placer sous le contrôle direct de l'administration métropolitaine la délivrance du brevet d'études du premier cycle (B.E.P.C.). Comme on sait, ce diplôme sanctionne les études effectuées par les élèves du second degré au cours des quatre premières années de

leur scolarité secondaire. Dorénavant, les sujets sont choisis par les soins d'une université métropolitaine de rattachement (en l'espèce l'Université de Paris) et les résultats de l'examen — prononcés à titre provisoire par les autorités universitaires locales — ne deviennent définitifs qu'après vérification par cette même université. Des mesures analogues existaient, pour le baccalauréat. Elles sont maintenant étendues au B.E.P.C. Ainsi se trouve consacrée par la pratique même, l'assurance que les diplômes délivrés outre-mer sont du même niveau et de même valeur que ceux délivrés dans la Métropole, et partant que les études qui y conduisent sont de la même qualité.

2^o Les arrêtés 308, 309 et 310 du 30 mars 1954 ont institué au Togo les certificats d'aptitude aux professions commerciales respectivement de sténo-dactylographe, comptable et employé de bureau. Ces diplômes constituent le couronnement des études accomplies dans les sections commerciales du lycée de Lomé, études qui durent quatre ans. La première promotion est sortie en 1954.

3^o L'arrêté 721-54 du 21 juillet a majoré appréciablement le taux des bourses locales, le portant sensiblement au même chiffre que dans les territoires voisins de l'A.O.F.

Rappelons enfin pour mémoire, que l'arrêté 198 du 5 mars 1954 a promulgué au Togo les arrêtés ministériels réglementant les bourses métropolitaines et en fixant le taux.

II. — POLITIQUE, BUTS ET PRINCIPES DE L'ENSEIGNEMENT

154, 155, 157.

Les principes.

Egalité des droits à l'instruction, neutralité, gratuité. — Les principes qui commandent l'action de l'administration dans le domaine de l'enseignement sont ceux-là même que définit la constitution de la République française : large et véritable égalité entre tous ses ressortissants quels qu'ils soient.

« La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque est un devoir de l'Etat ». Cette déclaration qui figure dans le préambule de la constitution reste la charte et le principe directeur de l'Administration, qui s'efforce de lui donner un contenu positif.

Il y a en effet une double égalité à faire passer dans la réalité. Il y a l'égalité entre tous les enfants qui doivent avoir, comme c'est le cas au Togo la possibilité de s'asseoir sur les mêmes bancs, pour y recevoir les mêmes leçons, y préparer les mêmes diplômes, s'y assurer les mêmes chances d'une promotion sociale à proportion de leurs mérites, quelles que soient la couleur de leur peau, leur origine, leur religion ou la situation de fortune de leurs parents.

Mais cette égalité serait insuffisante par rapport aux

enfants des autres territoires ou de la métropole, si l'enseignement à eux dispensé par la puissance administrante était d'une qualité moins sérieuse, d'un niveau moins élevé que l'enseignement distribué ailleurs. Tel n'est pas le cas. Les écoles primaires, les établissements du second degré ont les mêmes programmes, conduisent aux mêmes diplômes, après un cycle d'études de même durée, tous les enfants, africains ou métropolitains, qu'ils se trouvent en Afrique ou dans la Métropole.

Cet enseignement, égal pour tous, est ouvert à tous.

Il est ouvert aux enfants pauvres comme aux enfants des familles aisées puisque, gratuit à tous les degrés, il est de plus assorti d'un régime de bourses d'entretien pour les étudiants du secondaire et du supérieur tel que dans les établissements secondaires plus de 60 % d'enfants proviennent des couches modestes de la population. Pour le seul service des bourses le budget du Territoire a supporté en 1954 une dépense de l'ordre de 25 millions de francs C.F.A.

Il est ouvert à tous aussi parce qu'il est neutre et qu'aucun enfant quelles que soient les croyances ou les affinités religieuses ou philosophiques de sa famille, ne peut se sentir gêné par les leçons qu'il reçoit et qui respectent scrupuleusement la liberté de conscience de chacun.

III. — BUTS DE L'ENSEIGNEMENT

Les buts de l'enseignement restent les mêmes que ceux exposés dans les précédents rapports :

1^o Diffusion massive d'une instruction élémentaire au plus grand nombre possible d'enfants ;

2^o Formation de cadres autochtones qualifiés et dégagement d'une authentique élite africaine ;

3^o Elargissement de la formation professionnelle en vue d'améliorer les conditions de vie de la population ;

4^o Plus immédiatement, effort systématique afin de réduire le retard de la scolarisation de certaines régions et pour accentuer également la scolarisation des filles.

IV. — ADAPTATION AU MILIEU ET AUX BESOINS

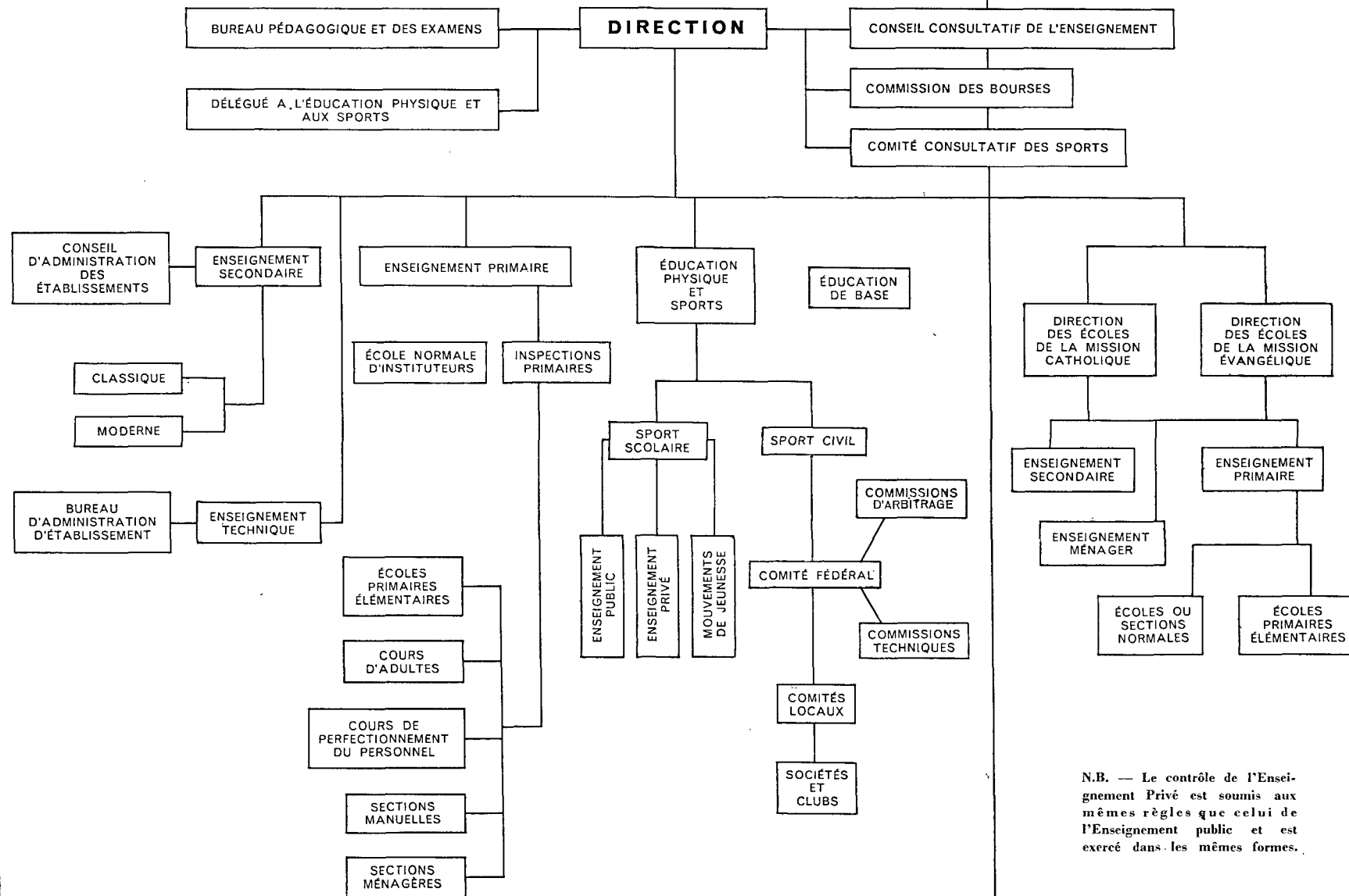
La détermination de ces buts a pour conséquence première un effort cohérent et mesuré d'adaptation de l'enseignement au milieu où l'enfant vit et sera appelé à vivre après l'école, ainsi qu'aux besoins de la société africaine de demain.

C'est une action quelquefois délicate. Il s'agit, en effet, restant fidèle aux principes d'égalité énoncés plus haut, de trouver les formes et le contenu d'une éducation et d'une culture qui, tout en respectant les valeurs tradi-

tionnelles, permettent à l'Africain de participer aux activités, aux mouvements et aux échanges matériels, techniques et intellectuels du monde moderne. L'adaptation ne doit pas conduire à une dégradation du contenu de l'enseignement, mais seulement à une meilleure utilisation des ressources et des possibilités matérielles et intellectuelles de la nature et de l'homme africains. Les programmes ont été élaborés dans cet esprit par des spécialistes qualifiés sous le double rapport de la compétence dans leurs disciplines et de la connaissance de l'Afrique.

ENSEIGNEMENT PUBLIC

ENSEIGNEMENT PRIVÉ



V. — LA LANGUE DE L'ENSEIGNEMENT

C'est ainsi qu'une diminution considérable de la valeur de l'enseignement aurait résulté de l'adoption des langues vernaculaires qui ne sont pas au Togo des véhicules suffisamment adaptés à l'expression d'une culture tant soit peu complète. Et c'est pourquoi, indépendamment des autres raisons, techniques et pédagogiques exposées en détail dans le rapport de 1952 (1), le

français reste la langue courante de l'enseignement.

Diffusion massive, qualité, adaptation, tels sont les grands soucis de l'œuvre éducatrice de la France au Togo.

On jugera aux résultats enregistrés au cours de l'année 1953 dans quelle mesure les réalisations répondent aux intentions.

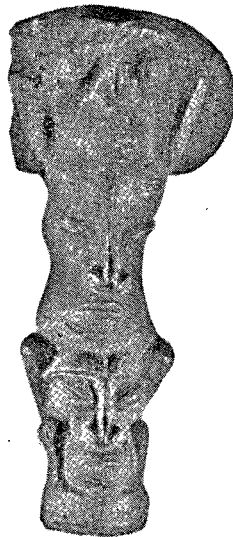
VI. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE

151, 152, 153, 156, 158, 159. — Aucun changement notable n'est intervenu en 1954 touchant l'organisation ou la structure de l'enseignement au point de vue administratif. Il convient donc de se reporter à la description détaillée et précise

qui en a été faite dans les rapports de 1952 et 1953.

Comme chaque année, la journée des Nations Unies et l'anniversaire de la Déclaration universelle des Droits ont fait l'objet de causeries pédagogiques dans toutes les classes du Territoire au cours desquelles les enfants ont été informés de la place dans le monde et du rôle de l'O.N.U.

(1) Page 225.



CHAPITRE II

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

I. — STRUCTURE

161. — L'Ecole primaire élémentaire constitue le fondement de tout l'édifice scolaire. Elle accueille l'enfant dès l'âge de six ans et d'étape en étape, le conduit au niveau de l'entrée dans l'enseignement secondaire pour les plus doués qui ont la possibilité de continuer leurs études à un niveau supérieur, ou à l'entrée dans la vie professionnelle pour ceux qui, dès leur sortie de l'école, prennent à leur tour place dans la vie économique du pays. Les études primaires durent six années entre l'âge de 6-8 ans et l'âge de 12-14 ans.

A ces six années d'études de l'école primaire, correspondent trois cours (préparatoire, élémentaire et moyen) de deux années chacun. Les écoles sont ordinairement divisées en trois ou six classes, réunissant, suivant le cas, un cours entier ou une année de chacun des trois cours. Seules les écoles récemment ouvertes et qui n'ont pas encore atteint leur plein développement ne comportent pas le cycle complet des études. Elles sont évidemment peu nombreuses.

Un directeur pour chaque école est responsable du recrutement, de la répartition des élèves entre les différentes classes, du respect de l'horaire et des programmes, de la conservation des locaux, de la répartition des fournitures, etc. C'est généralement celui des maîtres qui est le plus ancien, le plus élevé en grade et plus l'expérience.

Les écoles sont contrôlées par des inspecteurs de l'enseignement primaire. Au nombre de deux en 1953, leur

nombre a été porté à trois en 1954, le troisième inspecteur assurant cumulativement avec l'inspection du cercle d'Atakpamé la direction de l'école normale d'instituteurs adjoints. Ces fonctionnaires jouent un rôle prééminent dans l'organisation, la direction et le contrôle de l'enseignement primaire du territoire et c'est pourquoi leur nombre a été augmenté et l'importance de la circonscription impartie à chacun diminuée proportionnellement.



Une école de filles exécutant un ballet.

II. — POLITIQUE ET PROGRAMMES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

162, 163. — Les indications données dans les rapports antérieurs de 1952 et 1953 demeurent valables, aucun changement important n'étant intervenu.

L'école primaire reste préoccupée de préparer les enfants, lorsqu'ils la quitteront, à une double option :

a) Les plus doués d'entre eux, ceux qui auront été admis à l'examen d'entrée dans l'enseignement secon-

daire seront appelés à poursuivre leurs études. Il convient donc qu'ils aient reçu une solide formation de base, lecture, écriture, orthographe, rédaction, calcul, formation sur laquelle pourra se poser et se développer l'enseignement des collèges et du lycée.

b) La majorité des enfants quitteront l'école à l'âge de treize ou quatorze ans, après six années d'études. Ils

viendront prendre leur place dans la vie économique et sociale de leur pays. Ils entreront en apprentissage, ils apprendront un métier. L'école vise à leur donner les moyens de mieux assimiler les techniques professionnelles ou agricoles auxquelles ils vont s'adonner. Elle ne se substitue pas à l'apprentissage. Elle met seulement l'adolescent en mesure de le recevoir plus efficacement.

Dans le détail les programmes de l'école primaire sont ceux de la métropole adaptés aux exigences du milieu

africain. Il va de soi que le maître fait toujours référence — c'est un principe de pédagogie élémentaire — aux connaissances que l'enfant possède de par son expérience personnelle pour l'élever à d'autres connaissances. Ce faisant, c'est le climat, c'est le sol, c'est la flore et la faune, c'est le village qui sont les premiers sujets des leçons de choses. En géographie, on fait une place plus large au Togo d'abord, à l'Afrique ensuite que dans l'enseignement métropolitain. On donne aussi les grandes lignes de l'histoire africaine dès l'école primaire.

III. — LA LANGUE DE L'ENSEIGNEMENT

L'enseignement est donné en langue française. Toute limitation de l'instruction à l'apprentissage d'une langue vernaculaire aurait pour effet de confiner l'enfant dans une véritable prison linguistique. Et d'ailleurs, les Africains

le savent si bien qu'ils n'ont jamais demandé des écoles en langue vernaculaire. Un cours facultatif d'ewé, donné au lycée, a dû être supprimé faute d'auditeurs.

IV. — AGES — FRÉQUENTATION — ASSIDUITÉ

164. — Les âges théoriques de fréquentation de l'école primaire sont les suivants :

Cours préparatoire 1^{re} année : de six à huit ans ;
Cours préparatoire 2^e année : de sept à neuf ans ;
Cours élémentaire 1^{re} année : de huit à dix ans ;
Cours élémentaire 2^e année : de neuf à onze ans ;
Cours moyen 1^{re} année : de dix à douze ans ;
Cours moyen 2^e année : de onze à treize ans.

La scolarité s'échelonne ainsi entre six et douze ans pour les enfants qui entrent jeunes à l'école et huit à quatorze pour les plus âgés. Il convient cependant d'ajouter qu'une assez forte proportion (un tiers environ) d'enfants redouble au moins une fois une année au cours de sa scolarité, ce qui fait que pratiquement peu d'enfants quittent l'école avant treize ou quatorze ans.

Un effort important a été fait ces dernières années en vue de rajeunir les effectifs des écoles primaires de façon que l'âge réel des enfants se rapproche le plus, en fait, de l'âge théorique.

Rien à dire touchant la fréquentation scolaire qui, dans l'ensemble est excellente. Les écoles vaquent pendant la période des pluies qui est aussi celle des travaux agricoles et un jour par semaine choisi de préférence pour coïncider avec le jour du marché. Il s'ensuit que les écoliers peuvent consacrer une partie de leur temps aux besognes que leur confient les familles paysannes sans que la régularité de leurs études en soit sérieusement affectée. Le pourcentage des absences constatées d'après les registres d'appel, oscille entre 0 et 5 % sans jamais excéder ce dernier chiffre. Les causes les plus fréquentes d'absence sont, outre les cérémonies familiales ou coutumières (funérailles notamment qui durent souvent plusieurs jours) les maladies. Lorsqu'il s'agit d'une indisposition bénigne l'enfant est traité dans le dispensaire voisin de l'école ou à défaut par l'instituteur, en tout cas sans quitter la classe. Si la maladie est plus grave il est hospitalisé dans une formation sanitaire.

De fait, on peut conclure sur ce point qu'il n'y a pas à proprement parler de gaspillage scolaire.

V. — PROGRÈS NUMÉRIQUES ET QUALITATIFS DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE EN 1954

L'enseignement exprime ses résultats par des nombres qui traduisent des progrès numériques facilement précipables. Mais les nombres ne rendent pas toujours compte de tous les efforts accomplis, les progrès accomplis dans l'ordre de la qualité étant difficilement chiffrables. On essaiera cependant d'examiner les uns et les autres.

1^o Progrès numériques.

Le nombre des élèves des écoles primaires est passé de 52.697 en 1953 à 57.409 en 1954. Soit une augmentation de près de 9 %. On observera que pour une augmentation

numérique égale, l'augmentation relative exprimée en pourcentage, diminue d'année en année, le chiffre de base sur lequel elle est calculée devenant d'année en année plus élevé. Le pourcentage d'augmentation entre 1953 et 1954 est cependant le même que de 1952 à 1953. Mais si on se réfère à un chiffre de base commun, l'effectif de l'année 1946 par exemple qui marque le départ d'un grand effort ininterrompu depuis de scolarisation, le pourcentage d'augmentation est cette fois de 220.

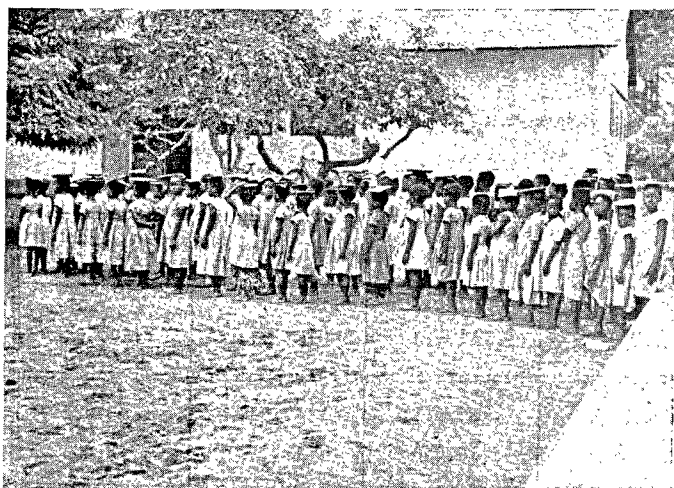
Si on ajoute à ces chiffres les effectifs de l'enseignement secondaire et technique d'ailleurs modestes relativement

aux chiffres de l'enseignement primaire, on atteint un taux de scolarisation de 37,43 % contre 34,4 % en 1953 et moins de 12 % en 1946.

Ces résultats ne doivent pas dissimuler une double disparité dans la répartition des effectifs scolaires. Il y a encore beaucoup plus d'élèves dans le sud que dans le nord du Territoire et parmi eux, beaucoup plus de garçons que de filles.

a) *Progrès relatifs du nord et du sud.* — Le nombre des écoliers a augmenté de 2.593 unités dans le nord soit de 17,85 % par rapport à l'effectif de l'année précédente, contre 2.119 dans le sud soit 5,55 % seulement de plus.

On peut estimer que d'ici quatre ou cinq ans le retard actuel du nord, si le rythme des progrès de ces deux ou trois dernières années est maintenu, sera à peu près entièrement comblé. C'est ce que montre la considération des effectifs des cours correspondant chacun à une année scolaire. Alors qu'on compte au cours moyen deuxième



Une classe d'une école de filles à Lomé.

année, c'est-à-dire parmi les élèves recrutés il y a six ans ou plus 673 enfants pour le nord contre 3.618 pour le sud, c'est-à-dire six fois plus dans le sud que dans le nord, par contre au cours préparatoire première année, qui rassemble les enfants dans la première année de leur scolarité, la différence n'est plus que de moins de un tiers : 12.096 pour le sud contre 8.231 pour le nord.

b) *Progrès relatifs de la scolarisation féminine et masculine.* — Pour une augmentation totale de 4.712 élèves

en 1954, les filles entrent en ligne de compte pour un peu plus de 28 % : 1.321 élèves). Cette proportion est supérieure à celle qu'elles représentent actuellement dans les écoles et qui n'est que de 22 %. Leur nombre a augmenté de 11,6 % alors que celui des garçons augmentait de 8,20 %. Mais ce rythme est beaucoup trop lent pour qui sait quel rôle joue la femme dans l'évolution des sociétés humaines.

Les efforts les plus consciencieux et les plus persévérants ont été faits pour pallier ce retard : ouverture d'écoles réservées aux seules filles et tenues par des monitrices ou des institutrices ; action auprès des chefs, des notables, et des familles.

2° Progrès qualitatifs.

Deux ordres de faits peuvent rendre compte de la valeur d'un enseignement : les effectifs moyens de chaque classe et les résultats obtenus aux examens.

a) *Effectifs moyens des classes.* — Les effectifs moyens des classes primaires ont peu varié. Ils sont passés de 54 en 1953 à 54,9 en 1954 contre 58 en 1950. Ils semblent stabilisés autour du chiffre de 54-55. Si une légère progression a été constatée, elle s'explique par le fait que, de plus en plus, les grandes classes (cours moyen) conservent leurs élèves alors qu'il y a quelques années les petites classes étaient surchargées cependant que de très nombreux enfants interrompaient leur scolarité avant le terme normal.

b) *Résultats aux examens.* — Un examen et un concours sanctionnent les études primaires. L'examen est le certificat d'études primaires élémentaires (C.E.P.E.). Le concours donne accès à l'enseignement du second degré ou technique (entrée en sixième).

Le nombre de places mises au concours d'entrée en sixième demeure sensiblement identique, l'enseignement secondaire ayant atteint un niveau normal de développement. En 1954 toutes les places (240) ont pu être pourvues par des élèves d'un niveau suffisant.

Les résultats au certificat d'études, auquel sont admis tous les élèves qui ont obtenu la moyenne des points requis, sont nettement en progrès : 251 élèves de plus que l'année précédente ont obtenu ce diplôme. Et surtout, par rapport au nombre des candidats présentés le pourcentage des candidats admis s'améliore d'année en année : 35 % en 1952, 36 % en 1953, 38 % en 1954, pour un examen dont la difficulté, rappelons-le, est du même ordre que l'examen métropolitain correspondant.

VI. — CONCLUSION

En progrès numérique certain, en progrès qualitatif réel, l'enseignement primaire remplit désormais sa fonction qui est d'agir sur la masse même de la population afin de la rendre plus apte à mieux vivre. Il n'a pas la prétention de se substituer aux autres actions qui doivent

contribuer à la promotion sociale des populations africaines : apprentissage, artisanat, agriculture, mais il prépare le terrain sur lequel cette action pourra s'exercer avec profit et efficacité.

Effectifs moyens des classes de l'Enseignement primaire.

		1950	1951	1952	1953	1954
Public	Nombre de classes	345	399	464	490	523
	Effectif moyen	62	55	54	55	55
Catholique	Nombre de classes	288	318	352	378	415
	Effectif moyen	55	55	54	54	55
Évangélique	Nombre de classes	65	73	90	97	107
	Effectif moyen	50	44	47	47	49
TOTAUX.	Nombre de classes	698	790	906	965	1.045
	Effectif moyen	58	54	53	54	54,9

Évolution récente de la scolarisation. (Garçons et Filles.)

			1950	1951	1952	1953	1954
Population scolarisable (15 % de la population totale)			149.000	152.000	154 000	157.000	157.684
Effectifs scolaires	G		33.682	35.597	39.615	42.585	46.021
	F		7.986	8.673	10.200	11.700	13.003
	Total		41.668	44.270	49.815	54.285	59.024
Pourcentages de scolarisation	G		45	46,8	51,2	54	58,3
	F		10.7	11,4	13,2	14,8	16,4
	Total		27,8	29	32,2	34,4	37,4
Accroissement des effectifs d'une année à l'autre	en nombre	G	3.062	1.915	4.018	2.970	3.436
		F	441	687	1.527	1.500	1.303
		Total	3.503	2.602	5.545	4.470	4.739
	en %	G	10	56	11,2	7,49	8,06
		F	5,8	8,6	17,6	14,7	11,1
		Total	9,17	6,24 (1)	12,52	8,9	8,7

(1) La normalisation des effectifs dans les classes surchargées a quelque peu ralenti le recrutement de nouveaux élèves.

Progrès de la scolarisation du Territoire en 1954 (1^{er} degré — 2^e degré et technique.)

Situation d'ensemble de la Scolarisation (1).

(Enseignement public et Enseignement privé.)

Cercles	Population totale	Population scolarisable	Effectifs		
			Garçons	Filles	Total
Lomé	73.838	11.075	6.576	3.500	10.256
Tsévié	92.729	13.909	4.766	1.032	5.798
Anécho	184.312	27.646	6.580	1.753	8.333
Palimé	57.834	8.675	6.386	2.319	8.705
Atakpamé	121.763	18.264	6.933	1.637	8.570
Sokodé	88.027	13.204	3.411	856	4.267
Bassari	60.110	9.016	1.262	366	1.628
Lama-Kara.	186.410	27.961	5.463	827	6.290
Mango	64.753	9.712	1.780	320	2.100
Dapango	121.454	18.218	2.684	393	3.077
TOTAUX	1.051.230	157.684	46.021	13.003	59.024

(1) a) La population scolarisable a été considérée comme égale à 15 % de la population totale (pourcentage officiel de l'U.N.E.S.C.O.)

b) Le pourcentage de scolarisation a été calculé sur la population scolarisable en 1953.

c) La population masculine et la population féminine ont été considérées comme étant égales.

Comparaison de l'évolution de la scolarisation entre le Nord (Cercles de Sokodé, Lama-Kara, Mango, Dapango) et le Sud du Territoire (Cercles de Lomé, Tsévié, Anécho, Palimé, Atakpamé.)

(1949 base zéro.)

			1950	1951	1952	1953	1954
Etat des effectifs.	En nombre	Nord	9.040	10.131	13.310	14.781	17.362
		Sud	32.628	34.139	36.505	39.504	41.662
	En pourcentage	Nord	27,70	22,88	26,80	27,23	29,41
		Sud	78,30	77,12	73,2	72,77	70,59
Accroissement d'une année à l'autre.	En nombre	Nord	49	1.091	3.179	1.471	2.581
		Sud	3.454	1.511	2.366	2.999	2.158
	En pourcentage	Nord	0,54	12,06	31,37	11,05	17,36
		Sud	11,83	4,63	6,93	8,21	5,46

CHAPITRE III

ENSEIGNEMENT DU DEUXIÈME DEGRÉ

Sous cette rubrique est rangé tout enseignement de culture et de sélection qui est donné aux élèves après

l'école primaire et qui conduit les plus doués d'entre eux au seuil de l'enseignement supérieur.

I. — STRUCTURE ET ORIENTATION

165. — Le jeune garçon ou la jeune fille qui, sortant de l'école primaire, a satisfait aux épreuves de l'examen d'entrée en sixième a le choix entre trois orientations possibles de ses études.

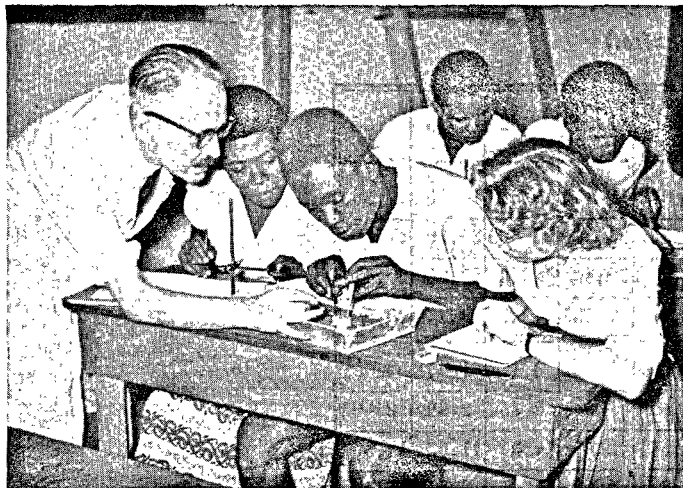
Il peut opter entre :

- a) L'enseignement général classique ou moderne.
- b) L'apprentissage du métier d'instituteur (formation des maîtres).
- c) L'enseignement technique (métiers du bois, du fer, du bâtiment ou du commerce).

Ce choix est ordinairement dirigé par les autorités universitaires, les enfants n'étant pas toujours en mesure de discerner eux-mêmes les professions pour lesquelles leurs aptitudes les qualifient le mieux, les familles étant souvent très peu informées des débouchés et les vocations authentiques étant l'exception.



Une classe de première au lycée de Lomé.



Une classe de sciences au lycée de Lomé.

Il n'y a pas d'ailleurs imperméabilité totale entre les différentes branches de l'enseignement du second degré et si, au cours des premières années de la scolarité secondaire les professeurs constatent qu'un élève a été mal orienté, il est possible de procéder aux rectifications nécessaires.

a) L'enseignement classique et moderne.

L'enseignement secondaire classique et moderne tel qu'il est donné au lycée de Lomé, au collège de Sokodé (établissements publics) ou dans les établissements de la Mission catholique (collège Saint-Joseph, Notre-Dame-des-Apôtres) ou de la Mission évangélique (cours complémentaire de Lomé) est un enseignement de formation générale et de culture.

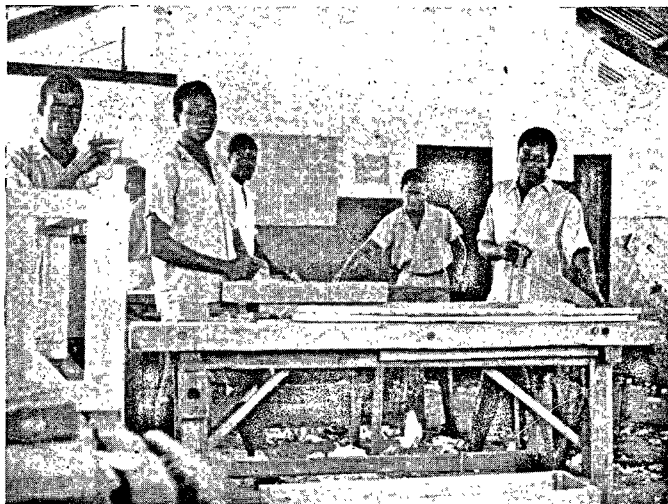
La durée des études complètes est de sept années réparties sur deux cycles :

Le premier cycle s'étend sur quatre ans et est sanctionné par le brevet d'études du premier cycle (B.E.P.C.).

Le deuxième cycle s'étend sur trois ans et est sanctionné par le baccalauréat (première et deuxième partie) de l'enseignement secondaire.

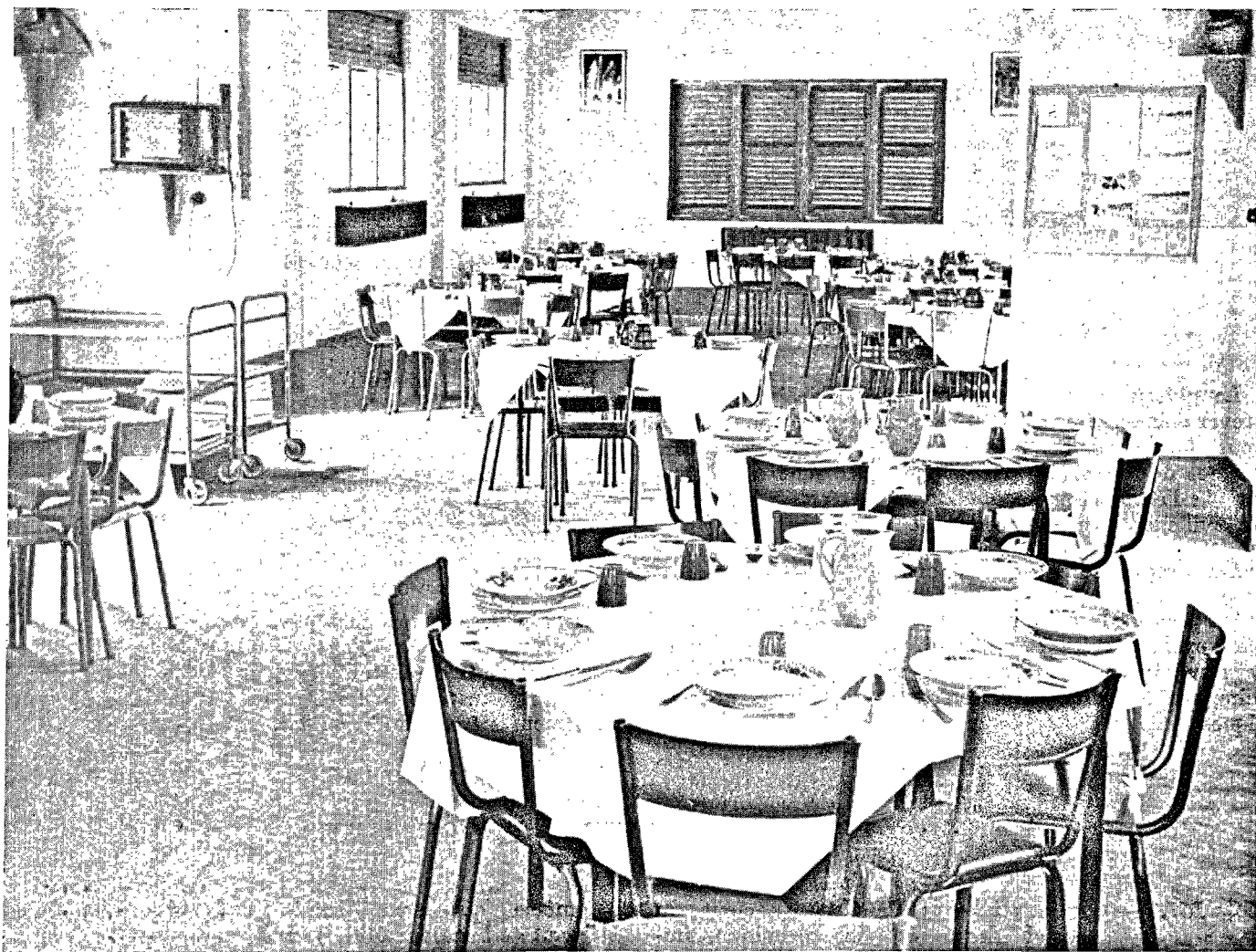
C'est un enseignement de haute qualité, rigoureusement identique à celui qui est dispensé dans les collèges et lycées métropolitains.

Les diplômes qui le couronnent sont contrôlés par les autorités universitaires du rectorat de Paris pour le B.E.P.C., du rectorat de Bordeaux, pour le baccalauréat. Pour les deux examens les services des examens de ces rectorats choisissent les sujets des épreuves. Pour le B.E.P.C. la correction est faite sur place et le diplôme délivré après homologation de la Faculté de Paris qui vérifie les barèmes et contrôle la parfaite rigueur des opérations. Pour le baccalauréat les épreuves écrites sont corrigées en France par les correcteurs habituels de la Faculté de Bordeaux, dans les mêmes conditions que

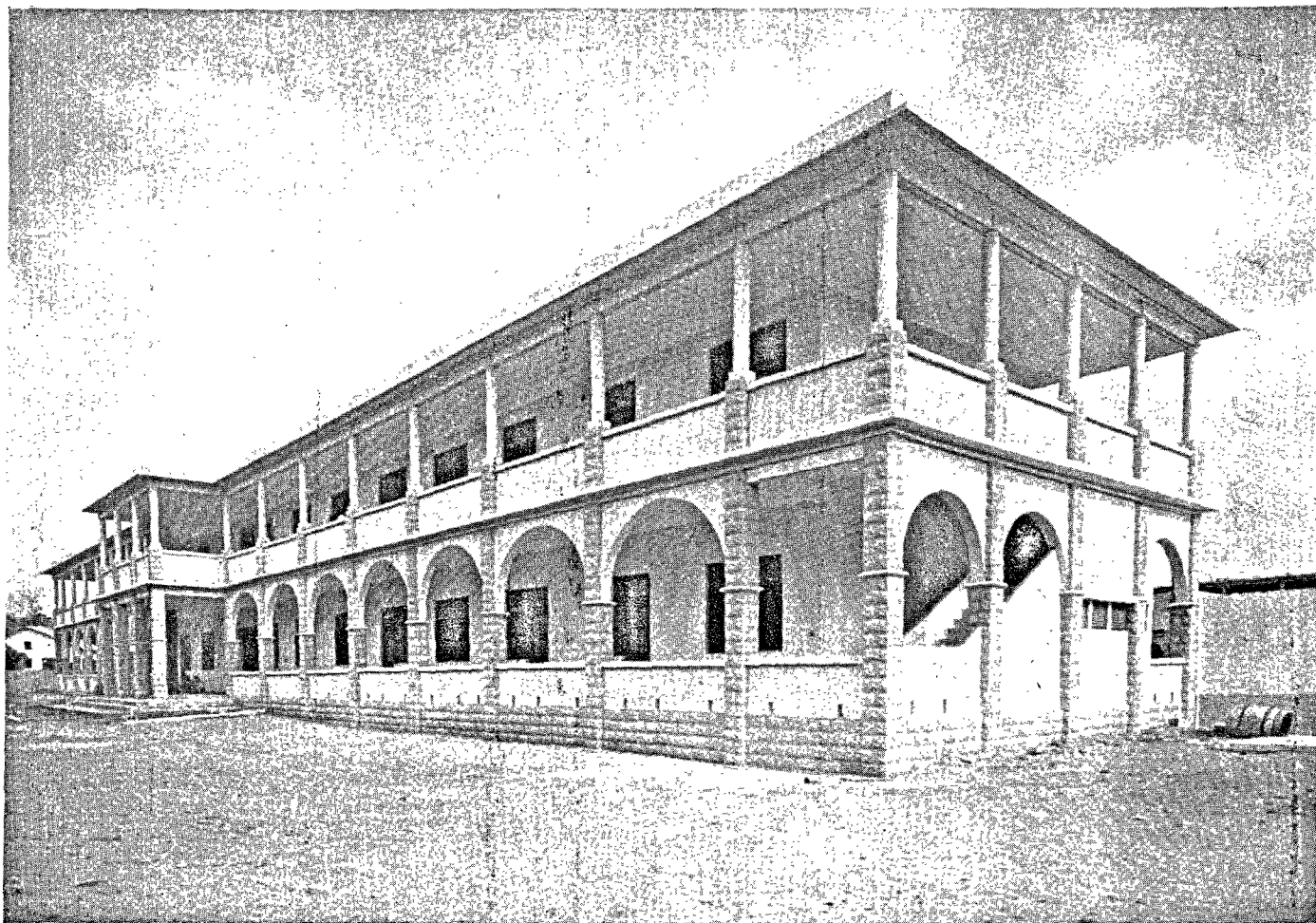


Un atelier du collège technique de Sokodé.

celles des candidats métropolitains, et un professeur de cette faculté vient assurer en personne la présidence de chacune des sessions de l'oral.



Salle à manger des internes du lycée de Lomé.



Collège des jeunes filles Notre-Dame-des-Apôtres, Lomé. (Bâtiment principal.)

b) Formation des maîtres.

Le niveau moyen des instituteurs africains étant le brevet élémentaire, trois établissements, un public et un pour chaque mission, préparent à cet examen les futurs maîtres de l'enseignement primaire ; ce sont respectivement : l'école normale d'Atakpamé, l'école normale de Togoville et le cours normal de Lomé.

Les études durent quatre ans.

En plus de la culture générale correspondant au premier cycle des études secondaires modernes, les jeunes gens reçoivent une formation professionnelle élémentaire, qui les initie aux différentes techniques pédagogiques.

c) Enseignement technique.

L'industrialisation du Togo ne justifierait pas l'existence d'un enseignement technique très largement développé. A Sokodé, des sections d'apprentissage aux métiers de maçon, ajusteur et menuisier-charpentier, préparent en quatre ans les jeunes gens aux certificats d'aptitude professionnelle de chacune de ces trois spécialités, cependant qu'à Lomé des sections correspondantes préparent aux mêmes certificats dans les branches du commerce, savoir : comptabilité, sténo-dactylographie et emplois de bureau.

Les quelques jeunes gens plus doués qui sont capables de continuer en vue de l'obtention d'un brevet industriel ou en vue de la carrière d'ingénieur reçoivent une bourse qui leur permet de poursuivre leurs études dans l'établissement métropolitain *ad hoc*.

II. — POLITIQUE SUIVIE — PROGRAMMES

166, 167. — Cette structure de l'enseignement du second degré et du technique implique évidemment que les programmes sont, sauf quelques adaptations nécessitées par le milieu, ceux-

là même qui sont suivis dans la Métropole.

Quant au but poursuivi, il consiste, d'une part, à fournir les cadres moyens de l'administration et du commerce et d'autre part à dégager les véritables élites.



Un atelier de l'école professionnelle de la Mission catholique.

III. — AGE MOYEN — FRÉQUENTATION

168. — Les âges d'admission dans l'enseignement du second degré sont ceux de la fin de la scolarité primaire de douze à quinze ans, avec une année supplémentaire pour les filles, pour tenir compte du retard de la scolarisation féminine. Les âges moyens s'expriment donc ainsi :

Premier cycle moderne et classique : de 11-13 ans à 15-17 ans ;

Deuxième cycle moderne et classique : de 15-17 ans à 18-20 ans ;

Formation des maîtres : de 14-15 ans à 18-19 ans ;
Technique : de 12-14 ans à 16-18 ans ;.

La fréquentation est extrêmement régulière et n'a jamais donné lieu à aucune observation. Les élèves vivent soit dans leur famille si elle réside dans la localité où se trouve l'établissement, soit à l'internat. Sauf ceux dont les familles sont aisées, ou bénéficient des allocations familiales, ils perçoivent une bourse dite d'internat qui leur assure une nourriture substantielle, le vêtement, le logement, le prêt des ouvrages scolaires et l'octroi des fournitures.

IV. — RÉSULTATS

a) **Effectifs.** — On compte en 1954 : 27 élèves de plus que l'année précédente.

b) **Résultats aux examens.** — Les résultats enregistrés aux examens sont inégaux et dans l'ensemble, ont

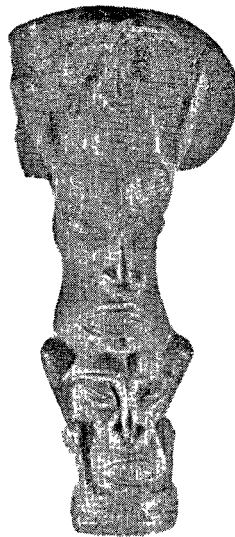
marqué en 1954 un léger recul par rapport à 1953. Celui-ci est imputable aux seuls aléas des examens.

Les résultats du brevet élémentaire sont normaux : 22 contre 25 % de succès.

CONCLUSION

L'enseignement secondaire, technique et de formation des maîtres remplissent leur rôle, et les établissements du Togo ont acquis une réputation si favorable jusque dans les territoires voisins que ceux-ci leur envoient souvent des enfants. C'est ainsi que, compte non tenu

des quarante-neuf élèves d'origine européenne, les établissements secondaires togolais comptent plus de cent jeunes africains venus d'autres territoires, dont une douzaine ne sont pas originaires de territoires français.



CHAPITRE IV

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

169, 170. — L'importance du Territoire est trop modeste pour justifier l'organisation d'un enseignement supérieur de qualité, C'est pourquoi un système de bourses accordées avec soin et dans une très large proportion, permet aux autochtones des deux âges de poursuivre en France d'authentiques études supérieures.

Le nombre des boursiers de l'enseignement supérieur est de 67 en 1954, plus deux boursiers dans l'enseignement technique, soit au total 69 contre 63 en 1953. La répartition selon les spécialités est équilibrée s'agissant des différentes facultés ; 7 en lettres, 7 en droit dont 2 spécialisés dans les études supérieures de commerce, 14 en sciences physiques, naturelles ou en mathématiques. Il y a une assez forte proportion de boursiers qui ont choisi

les carrières médicales (29 sur 67, près de la moitié). Par contre, le nombre des étudiants qui s'orientent vers les carrières techniques est encore restreint, aucun ne prépare les travaux publics, 2 seulement ambitionnent de devenir ingénieurs. La Commission des bourses s'attache à diriger les jeunes gens dans le choix d'une carrière qui corresponde aux besoins prévisibles du pays.

En France, on trouve des étudiants togolais dans la plupart des grandes villes universitaires, avec toutefois, une prédominance marquée pour Paris dont le prestige et l'attrait sont considérables dans l'ordre intellectuel, et pour Montpellier et Toulouse qui sont les grandes facultés dont le climat convient le mieux aux jeunes boursiers.

CHAPITRE V

ÉTABLISSEMENTS DIVERS

I. — ENSEIGNEMENT PRÉ-SCOLAIRE

Dans un pays dont la situation économique ne permet pas une généralisation intégrale de l'obligation scolaire à 100 %, il serait paradoxal de consacrer une partie des moyens dont dispose le Service de l'Enseignement à s'occuper des enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge scolaire. Les classes enfantines ou maternelles sont un luxe qui, quelque intéressant qu'il soit, ne saurait se justifier là où le nécessaire enseignement primaire ne peut pas encore être dispensé à tous. Elles gardent donc un caractère privé, les frais de fonctionnement en étant assumés par les familles, ou certaines institutions privées. Elles sont un peu considérées comme des laboratoires pédagogiques où sont appliquées les techniques nouvelles.

Elles ne sont pas très nombreuses et ne touchent qu'un nombre relativement faible d'enfants, environ 600.

II. — ENFANCE DÉLINQUANTE

Le centre de rééducation de Tové continue son œuvre. En 1954 elle a compté de dix-neuf à vingt-cinq pupilles, l'effectif étant quelque peu fluctuant. Parmi ceux-ci, quatre jeunes gens sont originaires du Dahomey.

Les élèves du centre de rééducation de Palimé reçoivent une instruction primaire élémentaire et en même temps, apprennent la pratique d'un métier. Deux jeunes gens sortis en 1954 ont obtenu un emploi de menuisier dans la vie civile et se sont conduits jusqu'ici d'une manière irréprochable.

LE CORPS ENSEIGNANT

I. — GÉNÉRALITÉS

a) Enseignement du second degré.

L'enseignement du second degré dont la description a fait l'objet du chapitre III est donné par un personnel dont la qualification sous le rapport de la culture générale et de la compétence technique est rigoureusement identique à la qualification des personnels correspondants de la Métropole. Souvent d'ailleurs, ce personnel enseignant est détaché de son cadre métropolitain pour servir au Togo. Composé d'Européens dans sa grosse majorité puisque le diplôme minimum requis est la licence d'enseignement et que c'est seulement en 1955 que les premiers togolais accèderont à ce grade universitaire, ce personnel exerce ses fonctions dans des conditions analogues à celles qui lui seraient faites dans la Métropole (régime des cours, horaires, congés, etc.),

b) Enseignement primaire.

On se reportera à la description détaillée donnée de sa situation dans le rapport de 1953. On se bornera à rappeler ici que, schématiquement, il y a trois degrés dans ce personnel :

1^o Les moniteurs, titulaires du C.E.P.E. mais qui, dans la pratique sont recrutés parmi des jeunes gens ayant plusieurs années, (trois ou quatre) d'enseignement du second degré sans que toutefois ils aient obtenu le brevet élémentaire ou le B.E.P.C. Ils ne sont titularisés qu'après avoir subi avec succès les épreuves d'un examen qui est à la fois professionnel et de capacité : le monitorat.

2^o Les instituteurs-adjoints, qui sont titulaires du brevet élémentaire ou du B.E.P.C. (examens de capacité) et qui, pour être titularisés, doivent subir avec succès un examen professionnel : le certificat d'aptitude élémentaire.

3^o Les instituteurs enfin, qui accèdent à ce cadre avec la possession du baccalauréat et du certificat d'aptitude pédagogique. Depuis 1953, chaque année un ou deux bacheliers africains sollicitent et obtiennent un emploi d'instituteur.

II. — FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL ENSEIGNANT

a) Enseignement secondaire.

Les professeurs licenciés sont formés dans les universités métropolitaines. En plus de la licence d'enseignement, qui leur est délivrée à la suite de l'obtention de quatre certificats d'études supérieures groupés selon certaines règles très strictes, ils doivent satisfaire soit à un examen professionnel et de capacité (le C.A.P.E.S.) soit à des inspections générales qui leur permettent de faire la preuve de leur aptitude à enseigner les connaissances dont la licence garantit qu'ils sont possesseurs.

b) Enseignement primaire.

Les instituteurs ou moniteurs sont formés dans les écoles normales (publiques ou privées) et par des stages pédagogiques.

De plus les inspecteurs primaires au cours des visites fréquentes qu'ils font dans les écoles donnent des conseils, procurent des modèles, bref veillent à l'amélioration constante de la qualification de leur personnel. C'est une de leurs principales fonctions.

III. — BARÈME DE TRAITEMENT

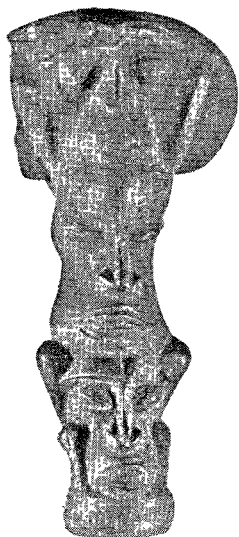
173. — On trouvera en annexe le tableau des barèmes de solde. Deux remarques s'imposent ici :

1^o Entre les différents cadres de l'enseignement primaire il existe une perméabilité telle que le fonctionnaire qui est entré à l'échelon le plus bas, s'il travaille consciencieusement et subit avec succès les différents examens intermédiaires, pourra accéder aux échelons les plus élevés. Il est ainsi encouragé à se perfectionner tout au long de sa carrière et à accomplir sa tâche avec zèle.

2° Aucune discrimination n'existe du fait de l'origine, concernant les soldes et la situation dans un cadre. La hiérarchie et la place assignées à un fonctionnaire — car ce qui est dit ici est vrai pour tous les fonctionnaires qu'ils appartiennent ou non à l'Enseignement — ne sont fonction que des seuls diplômes détenus et de la seule qualification dont ce fonctionnaire peut se prévaloir.

Aucune distinction n'est faite entre fonctionnaires européens et fonctionnaires autochtones.

L'avancement est fait par des commissions paritaires où siègent, à égalité, les représentants de l'Administration et les représentants élus par leurs collègues du personnel de chaque cadre.



CHAPITRE VII

INSTRUCTION DES ADULTES

I. — COURS D'ADULTES

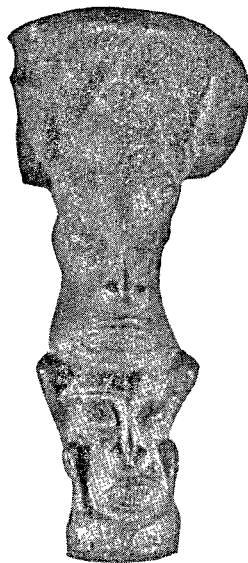
175. — L'action continue avec des fortunes inégales suivant les localités. Dans certains endroits les progrès constatés sont encourageants. Dans d'autres, ils ne semblent guère en rapport avec les moyens mis en œuvre. L'administration considère qu'elle se doit, dans le domaine d'adapter exactement son action au vœu des populations, étant bien entendu que l'effort éducatif est d'autant plus profitable qu'il s'adresse à des individus plus près de l'âge scolaire.

II. — ÉDUCATION DE BASE

En pays Lamba, à Bombouaka (Cercle de Dapango) une campagne qui a groupé plus d'une centaine de jeunes, dont trente filles, a donné des résultats encourageants.

Elle était organisée sur la base des mêmes principes et selon les mêmes modalités que ceux décrits dans le rapport de 1953 pour l'expérience de Sotoboua.

On trouvera plus loin une description détaillée de l'action menée en faveur de l'éducation de base.



ANNEXE

L'ÉDUCATION DE BASE AU TOGO EN 1954

Jusqu'en début d'avril 1954, les équipes d'éducation de base ont continué à œuvrer dans le village de Sotouboua. A ce moment et selon le plan prévu, il y a eu déplacement sur Bombouaka.

Toutefois, avant le départ de Sotouboua et au cours d'entretiens tant avec le chef de canton qu'avec les instructeurs, des propositions ont été faites et acceptées en vue de poursuivre le travail dans ce centre. Des instructeurs et apprentis se sont déclarés prêts à rester sur place et, devenant ainsi de nouveaux artisans, ils fonctionnent au départ avec les participants du moment.

La question de l'outillage n'a pas manqué d'être posée et a été résolue de la façon suivante : un outillage complet laissé à chaque atelier était constitué partie par les instruments en cours d'usage et en bon état et partie par ce qui a pu être acheté avec le produit des ventes d'objets fabriqués par le centre.

Ayant à leur disposition les outils nécessaires et un approvisionnement de départ en matériaux, les instructeurs ayant spontanément demandé à rester sur place pouvaient entretenir l'activité de leurs sections respectives.

La population de Sotouboua, si elle n'a pas manqué de marquer son dépit de voir partir la grosse fraction de l'éducation de base n'a pas laissé de dire sa satisfaction de voir rester des représentants de chaque activité. Et le chef de canton a formulé sa ferme intention de maintenir en place et faire produire les équipes déjà constituées.

Laissant ainsi, outre ses réalisations matérielles, une trace vivante au chef-lieu du secteur d'émigration cabraise où elle a fonctionné environ treize mois, l'éducation de base prend alors le chemin de Bombouaka où elle arrive le 13 avril 1954.

Bombouaka, faisant partie du Cercle de Dapango, est le chef-lieu d'un canton peuplé d'environ 3.500 habitants de race moba et se situe sur la route intercoloniale Togo-Haute-Volta à 55 kilomètres nord de Mango et 18 kilomètres sud de Dapango. Sa position géographique présente l'avantage d'un ravitaillement moins précaire mais la raison principale de son choix réside dans le fait qu'on y trouve un chef de canton jeune, évolué, très dynamique et n'ayant pas hésité depuis sa nomina-

tion à engager dans la voie du progrès la population sur laquelle s'exerce son autorité.

On exposera ici l'organisation et les réalisations de cette nouvelle expérience.

Elle est, dans ses grandes lignes, la même qu'à Sotouboua :

- Un directeur européen ;
- Une monitrice d'enseignement ménager européenne ;
- Deux instructeurs menuisiers ;
- Un instructeur forgeron ;
- Deux instructeurs maçons ;
- Deux instructeurs agriculteurs dirigés par un moniteur d'agriculture spécialement détaché à cet effet.

L'installation des ateliers se fait provisoirement dans des locaux gracieusement prêtés par le chef et les tenues de palabres nécessaires se font tout de suite.

Rapidement (en une dizaine de jours), quelques quatre-vingts jeunes gens viennent s'inscrire. Tenant compte de leurs desiderata, la répartition est la suivante :

Menuiserie	34
Forge	27
Maçonnerie.....	14
Agriculture.....	7

A cette époque et faute de monitrice, l'on ne peut accepter de femmes mais, début août, elles seront 28 et 47 au 20 décembre à profiter de l'enseignement ménager alors dispensé par la monitrice européenne.

Tout comme précédemment, une remarque s'impose : dans une population essentiellement composée de cultivateurs, les volontaires pour le travail de la terre se montrent peu nombreux. Avec l'accord du chef de canton et des notables, on établira le système suivant : chaque atelier sera, deux matinées par semaine, occupé aux travaux des champs, soit :

Menuiserie : lundi et jeudi matin.
Forge : mardi et vendredi matin.
Maçonnerie : mercredi et samedi matin.

En outre et pendant la saison des cultures, des permissions seront distribuées sur demandes aux jeunes gens pour aider leurs familles dans les labours, semailles, sarclages, récoltes.

La fréquentation, très bonne au début, fléchit dans les mois qui suivent. Il faudra considérer comme perdu un bon tiers de l'effectif inscrit, composé de garçons qui, pour des causes relevant d'habitudes acquises depuis fort longtemps, partent dès juin (à l'approche des travaux de culture) en Gold Coast et ne reviendront au pays qu'après que l'on aura rempli les greniers. Maladies, décès dans la famille, funérailles, voyages agissent dans le même sens et réduisent l'effectif journalier.

Les femmes sont plus assidues et jusqu'en novembre, seules quelques absences se manifestent.

LES RÉALISATIONS

Il n'y aura pas à Bombouaka de longue période de mise en route, car dès l'arrivée de l'éducation de base, c'est le travail qui commande. Aussi va-t-on procéder à une formation accélérée et dès que l'un ou l'autre des apprentis aura convenablement en mains un outil, il produira. Le perfectionnement sera fait au fur et à mesure des productions. Le but est de se rendre utile et de montrer qu'on peut le devenir rapidement.

Un campement en dur est en construction. La moitié des participants de l'éducation de base va y apporter sa contribution :

— Taille, pose de pierres, mortier de ciment, assemblage de briques cuites, sol en ciment, badigeons, peintures font l'occupation des maçons.

— Cadres, portes, fenêtres avec nattes sur châssis en bois, plafonnage en isorel, charpente en rônier concernent les menuisiers.

— Gonds, charnières, découpage de tôles, fabrication de chéneaux, adduction d'eau courante sont de la compétence des forgerons.

A côté de cela, chaque atelier avec l'autre moitié de son effectif fabrique pour la population ce qui lui est demandé :

— A la menuiserie : portes, fenêtres, tables, chaises, fauteuils, armoires.

— A la forge : chaises, tables pliantes, râtaux, hoes, haches se disputent la priorité. Les chariots pour apprendre à marcher aux jeunes enfants ont aussi leur succès. Et les apprentis fabriquent en dehors des heures de service les gonds, charnières, lances, casse-têtes qu'à la tombée de la nuit ils n'oublient pas d'emporter.

— Les maçons font les sols et bas de murs étanches des étables-fumières, élèvent des piliers et murettes en briques crues reposant sur fondation et soubassements en pierres et qui sont l'amorce d'un vaste hangar de 20 mètres sur 6 destiné à grouper tous les ateliers.

— Tout le monde aux demi-journées agricoles se partage entre l'entretien d'étables-fumières, la fumure

des terrains, le dressage et la conduite des bœufs, le jardinage, la culture d'une variété sélectionnée d'arachide, le fauchage et l'ensilage de l'herbe, etc.

— L'enseignement ménager commence en août : couture, tricot, cuisine, soins aux enfants remplissent les journées. Femmes et jeunes filles font de leur mieux mais ne donnent pas toujours satisfaction. La saison étant fraîche, c'est aux vêtements d'enfants que l'on consacre le plus clair du temps : vestes, chandails tricotés, culottes, robes, chaussons sont confectionnés. L'élégance de la maison n'est pas oubliée et motive la réalisation de nappes, serviettes, napperons brodés. Les séances de cuisine à base de produits locaux sont suivies avec un vif intérêt et le chef de canton se plaindra amèrement de n'avoir pu goûter aux poulets aux choux que les femmes ont consciencieusement appréciés.

La population ne chôme pas et son concours est important : ramassage de pierres, nettoyage de terrains, fabrication de briques crues, creusement de puits, fournitures de briques cuites... Et c'est ainsi qu'à la fin du mois de mai l'on aura aménagé en grand jardin, irrigué un thalweg auparavant improductif et qui servira de pépinière et fournira des plants que les gens repiqueront dans un petit coin à proximité de leur case, qu'au début d'août l'on aura terminé le coquet campement de Bombouaka, qu'au début septembre l'éducation de base s'installera dans ses nouveaux ateliers entièrement réalisés par elle et pour lesquels la population aura voulu payer une toiture en tôle.

A mesure que le temps passe, d'autres tâches surgissent : les chefs voisins, les secrétaires, les chefs de familles demandent toujours plus de pièces d'ameublement ; la boutique récemment créée exige du mobilier, des portes, des fenêtres ; l'éleveur de porcs réclame une porcherie qui est réalisée sur le type étable-fumière. Un stade avec terrains de football, basket, volley, piste est aménagé. L'on aide au forage du puits profond tant attendu. L'agrandissement du logement en dur de l'infirmier est confié à l'éducation de base. Bientôt, ce sera la construction de la maternité avec briques fabriquées par toute la population du canton.

CONCLUSION

Si le canton de Bombouaka profite sans conteste de l'éducation de base, il le doit en partie à la participation de ses gens et il faut reconnaître que son jeune chef s'est appliqué à obtenir le maximum. Il y a eu et il y a encore des difficultés : la population ne comprend pas toujours l'utilité des choses nouvelles et les habitudes de travail dans un horaire et un ordre définis ne s'acquièrent pas vite. Encore doit-on rendre cette justice aux hommes d'être assez maniables ! Mais les femmes n'ont pas encore admis les principes d'hygiène élémentaire appliqués aux enfants, n'ont pas abandonné leurs habitudes de désordre et de manque de soin. La hiérarchie, chez elles, est chose intouchable et il faut bien considérer qu'elle est nuisible à l'évolution.

Néanmoins, et malgré ces difficultés, les résultats obtenus demeurent positifs et encourageants.

CHAPITRE VIII

SPORTS ET MOUVEMENTS DE JEUNESSE

I. — SPORTS

En 1954 le développement amorcé en 1953 s'est poursuivi.

1^o Football.

Le football reste le sport-roi et si les fervents de ce sport lui conservent leur faveur c'est que parallèlement au développement quantitatif la qualité du jeu s'améliore.

Grâce à un stage dirigé en 1954 à Lomé par l'entraîneur national Mercier, grâce à la venue à Lomé d'équipes de valeur, il y a une amélioration certaine tant sur le plan technique que sur le plan tactique.

Cette amélioration a entraîné la création au sud, d'une première division groupant huit clubs, une deuxième division comprenant huit clubs également, chaque division disputant son championnat doté d'une coupe offerte par le Commissaire de la République.

Les huit clubs du nord disputent leur championnat qui est également doté d'une coupe du Commissaire de la République.

En plus de ces trois championnats se disputent de nombreuses coupes et challenges et en 1954 ont été créés

à Lomé : le challenge du 14 juillet, une coupe corporative entre des clubs rattachés aux maisons de commerce et la coupe de la victoire le 11 novembre.

Les spectateurs viennent de plus en plus nombreux ; il y a dans la capitale jusqu'à 12.000 spectateurs pour les grandes finales ou les matches entre territoires.

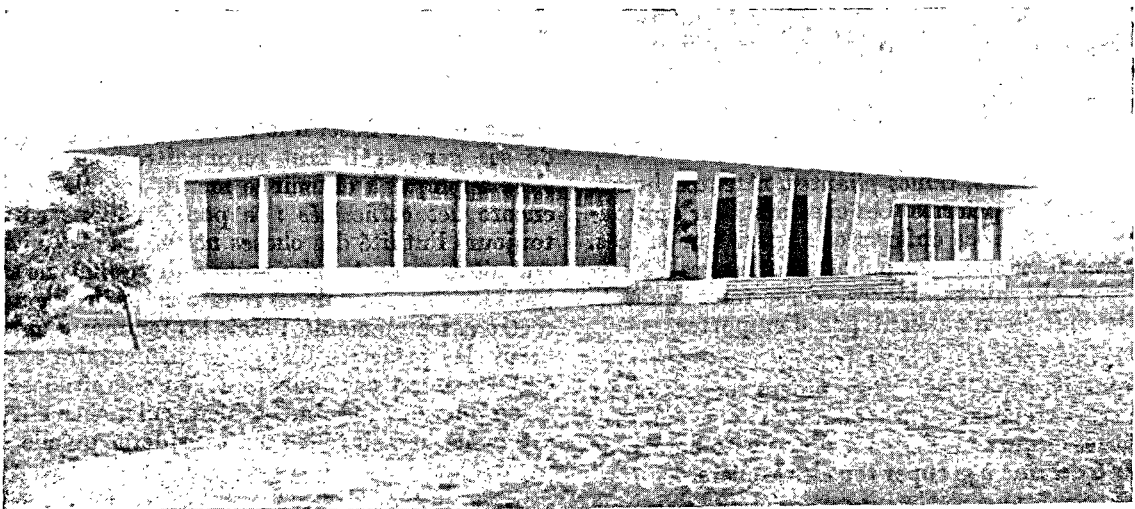
Quinze rencontres ont lieu chaque dimanche nécessitant de nombreux déplacements : 15.000 kilomètres ont été parcourus en 1954 à l'intérieur seulement du territoire, compte non tenu des déplacements sur le Dahomey, la Gold Coast et par avion, sur la Côte d'Ivoire.

En 1954 s'est jouée la première rencontre interterritoriale scolaire entre le Togo et le Dahomey et le championnat scolaire a vu le lycée de Lomé remporter le trophée.

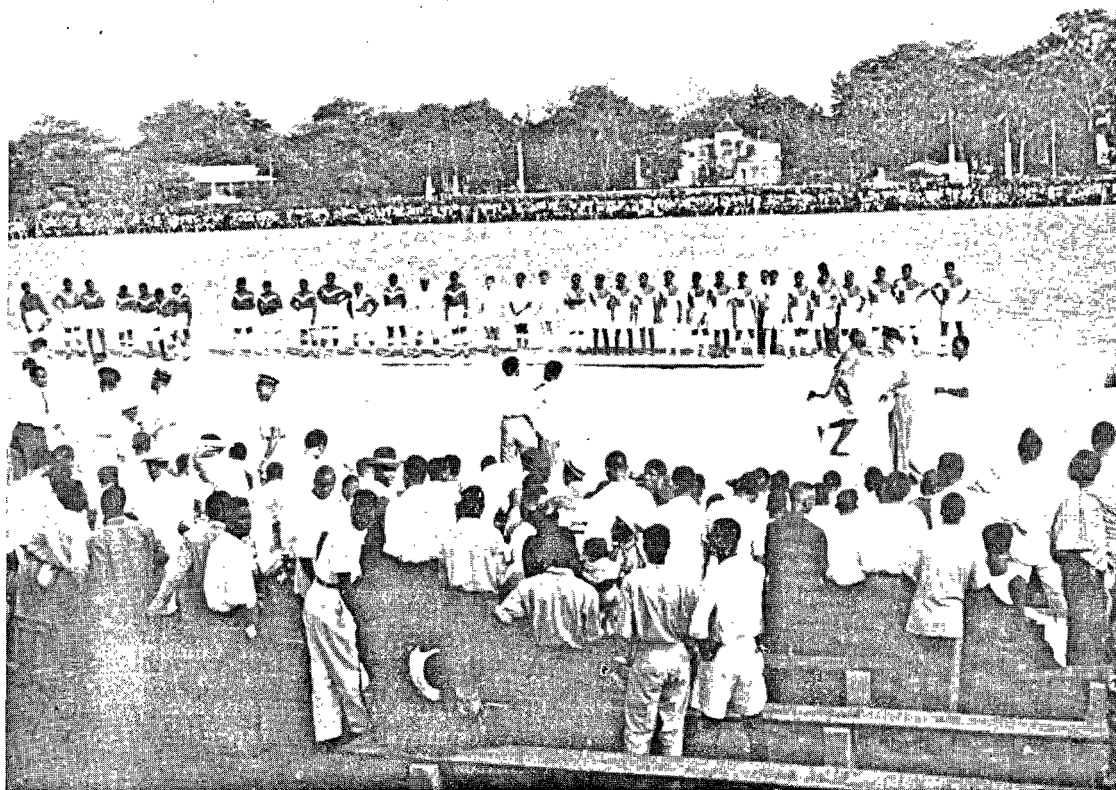
2^o Tennis.

En 1954 se sont disputés les trois épreuves traditionnelles : deux coupes et le championnat du Togo.

En outre, le Togo a participé pour la deuxième fois à la coupe de l'A.-O. F. et après avoir éliminé le Dahomey par 5 victoires à 0, a perdu contre la Côte d'Ivoire à Adibjan par 3 victoires à 2. Grâce à l'entraînement suivi auquel



Le Centre Culturel de Lomé.



Un match de football (Togo-Gold Coast) au stade de Lomé.

ont été soumis les jeunes sous la conduite des meilleurs joueurs européens et africains de grands progrès sont à enregistrer.

3° Boxe.

On compte quatre clubs en 1954, première année où le Togo a pu désigner ses champions dans toutes les catégories. Un gymnase a été construit et les clubs l'utilisent tour à tour. Comme en 1953, les boxeurs de Lomé ont battu ceux de Nigeria et de Gold Coast et ont remporté au Dahomey une retentissante victoire (octobre 1954).

4° Cyclisme.

Les courses cyclistes ont la faveur du public. Jadis disputées sur bicyclettes ordinaires elles le sont maintenant sur matériel de course. Des milliers de personnes sont massées sur le parcours des six grandes courses de l'année qui se disputent sur circuit fermé. En décembre 1954 a eu lieu la première grande course sur route : Lomé-Anécho et retour à la moyenne de 33,750 km/h et le même jour se disputait une course féminine.

5° Basket.

Premiers championnats scolaires en 1954 remportés par le lycée de Lomé battant en finale le collège de Sokodé. Une coupe a été disputée à Sokodé entre huit équipes.

6° Volley-ball.

Des clubs sont en création à Lomé, à Palimé, à Atakpamé et à Sokodé. Tous les scolaires pratiquent ce sport et le lycée a remporté le championnat 1954.

7° Divers.

Des progrès rapides sont faits en Ping-Pong par les Africains au contact des Européens. Certains Africains ont leur table à domicile où ils s'entraînent.

Athlétisme.

Victoire de Sokodé aux premiers championnats scolaires, devant Atakpamé et Lomé. Certaines performances d'athlètes du nord sont prometteuses.

*
* *

Équipement sportif.

Parallèlement à la création de nouveaux clubs se créent de nouveaux terrains : un stade en voie d'achèvement à Tsévié fin 1954.

Des stades ont été aménagés à Dapango, Bombouaka, Kandé, Tabligbo, Kévé, etc.

Le centre d'entraînement des boxeurs a été inauguré à Lomé en juillet 1954 et la première pierre de la maison des sportifs a été posée à Lomé par le Commissaire de la République en décembre 1954.

Le centre d'entraînement des boxeurs a été équipé (punching-ball, sac, massues, gants, etc.), des frontons pour le tennis ont été construits (Lomé, Tsévié, Sokodé).

Chaque club de football qui avait reçu en 1953 un jeu complet d'équipements (maillots, culottes, bas) et deux ballons a reçu cette année quinze paires de chaussures d'excellente qualité et deux ballons.

2.200.000 francs de subventions ont été utilisés pour l'achat de ces équipements, la construction de nouveaux terrains et leur aménagement.

1.230.000 francs ont servi à l'achat de matériel d'éducation physique, à l'organisation des concours, au paiement des transports.

II. — MOUVEMENTS DE JEUNESSE

1^o Foyers culturels.

Le foyer culturel de la ville de Lomé dont la construction a été commencée en 1953 a été terminé fin 1954.

Ce bâtiment comprend une salle de fêtes, une bibliothèque, une salle de jeux et un bar, il peut abriter des conférences, des réunions, des auditions musicales et des projections de films.

Un foyer culturel catholique doit également être inauguré au début de 1955.

2^o Scoutisme.

Les trois mouvements : Éclaireurs de France, Scouts de France, Éclaireurs Unionistes continuent à faire preuve d'une grande activité et recrutent de nombreux adeptes.

Leur action commencée dans le sud s'étend de plus en plus vers le centre et le nord du Territoire.

3^o Éducation physique et sport scolaire.

L'effort entrepris en 1952 se poursuit. L'éducation physique est pratiquée de plus en plus ainsi que les différents sports.

En 1954 les établissements du second degré ont disputé leurs premiers championnats : athlétisme et sports d'équipe (football, volley-ball, basket-ball).

Fin 1954 a commencé la préparation des établissements du premier degré à ces mêmes championnats qui auront lieu en 1955 et sont préparés dans l'enthousiasme.

CONCLUSION

Les progrès sont rapides et sûrs en ce qui concerne le retard de la scolarisation des cercles du nord par rapport à ceux du sud. L'enseignement primaire, fondement de tout l'édifice scolaire, s'enracine d'année en année plus largement et plus profondément dans la masse populaire. Au lieu d'être le privilège d'une minorité il est en train de devenir la chose de tous. Un équilibre heureux est maintenant trouvé pour ses programmes et ses méthodes entre son adaptation aux conditions et aux besoins du milieu africain et l'acquisition nécessaire des notions fondamentales et universelles de toute instruction véritable. Les enseignements secondaires et techniques ont désormais atteint un développement conforme aux possibilités du territoire et recrutent démocratiquement leurs éléments parmi les enfants les plus dignes d'y accéder. Une centaine de jeunes gens sont en train de se préparer dans les universités métropolitaines à assumer les responsabilités d'une élite authentique. L'éducation de base œuvre dans son milieu modestement, mais utilement, pour transformer la vie matérielle des paysans auprès desquels s'exerce son action. Les mouvements de jeunesse, les activités sportives développent dans le public et chez les jeunes le sens de la solidarité de l'effort et de la loyauté, qualités morales qui conditionnent toute vie sociale un peu développée.

CHAPITRE IX

CULTURE ET RECHERCHES

A. — OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

L'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer est chargé d'organiser la recherche scientifique dans les territoires d'outre-mer. Des études préliminaires ont abouti à la création d'un certain nombre de centres comportant plusieurs sections suivant les exigences du Territoire.

En 1950-1951 l'O.R.S.T.O.M. a créé au Togo « l'Institut de Recherches du Togo ou I.R.T.O. » comportant deux bâtiments avec chacun un laboratoire. Différentes sections assurent le travail scientifique de ce centre :

- Section de géophysique ;
- Section d'hydrologie ;
- Section d'ethnologie ;
- Section de nutrition ;
- Section de pédologie.

I. — BUT DE L'I.R.T.O.

1^o Susciter, faciliter et coordonner les recherches scientifiques intéressant le territoire du Togo et destinées à accroître son développement économique et social.

2^o Poursuivre ces recherches dans ses laboratoires, réunir des collections et une documentation scientifique, procéder à la publication des travaux de recherches.

3^o Assurer la liaison avec les organismes de recherches scientifiques dans la Métropole, en territoires africains ou en territoire étranger.

Ce triple but est poursuivi simultanément par les différentes sections de l'I.R.T.O. avec des moyens plus ou moins importants.

II. — SECTION DE GÉOPHYSIQUE

Le centre de géophysique de Lomé dépend techniquement de la station de géophysique de l'O.R.S.T.O.M., actuellement à M'Bour au Sénégal. Elle comprend une station sismologique et une station océanographique.

1^o *Section sismologique.* — Deux appareils Mainka permettent l'enregistrement des secousses est-ouest et nord-sud. L'entretien des appareils et le renouvellement des sismogrammes sont assurés par un assistant africain. Le dépouillement et l'étude des sismogrammes d'éta-lonnage et des sismogrammes d'enregistrement sont assurés par le centre de M'Bour ; les résultats sont ensuite envoyés et centralisés par le Bureau Sismologique International de Strasbourg.

En 1954, le tremblement de terre d'Orléansville n'a pu être enregistré qu'en partie, les appareils ayant été démontés pour réglage au début du séisme. Les agitations régionales et microsismiques sont régulièrement relevées.

2^o *Station océanographique.* — Cette station est située à l'extrémité du wharf de Lomé ; elle va être prochainement réinstallée 40 mètres plus loin en mer sur le prolongement du wharf dont la construction vient d'être terminée.

Différentes mesures y sont effectuées :

- Enregistrement de la marée au marégraphe Brillé ;
- Etude des caractéristiques de la houle : amplitude, période, direction ;
- Relevés de la température de la mer en surface et en profondeur ;
- Mesures de l'intensité et de la direction du vent, etc.

Ces mesures sont utilisées par différents services entre autres : le service météorologique et le centre de M'Bour au Sénégal. Les services géographiques et les services des Travaux publics d'A.-O.F. semblent vouloir intensifier l'action de cette station dont les relevés pourront éventuellement servir à l'établissement d'un port.

III. — RECHERCHES HYDROLOGIQUES

Ces recherches ont pour but de fournir des bases hydrologiques sûres en vue de la réalisation des équipements de toute nature en cours ou à l'étude dans les territoires outre-mer. Des études de détail sont également effectuées en vue de répondre aux questions particulières posées sur le plan local.

Des études poursuivies au Togo s'intègrent dans un cadre général englobant les principaux fleuves côtiers du Togo-Dahomey. Ainsi, sur le Mono trois échelles sont déjà établies ; elles permettent de connaître le régime des crues, le déficit d'écoulement, etc.

Sur le Sio, deux échelles ont été installées récemment à Kpédji sur le cours inférieur et une autre sur le cours supérieur de ce fleuve.

L'O.R.S.T.O.M. publie un annuaire hydrologique de la France d'outre-mer où tous les résultats sont rassemblés.

IV. — CENTRE DE PÉDOLOGIE

La section de Pédologie de l'I.R.T.O. est, comme tous les services pédologiques d'outre-mer, sous la direction technique d'un chef unique qui coordonne les recherches et conseille les différents pédologues.

Le service pédologique de l'O.R.S.T.O.M. collabore aux travaux de la Commission technique en Afrique au sud du Sahara (C.C.T.A.) et à ses organismes associés le Conseil Scientifique Africain (C.S.A.), le Bureau Interafricain des Sols (B.I.S.), etc. Dans ce cadre de relations internationales, le Togo a délégué son pédologue en août 1954 à la Conférence Interafricaine des Sols et au Congrès international des Sols.

En 1954, le travail du centre de Pédologie de l'I.R.T.O. a porté sur :

- Des prospections ;
- Des analyses de laboratoires ;
- L'établissement d'une bibliothèque et d'une collection d'échantillons.

1° Prospections.

a) *Est-Mono*. — L'étude des sols de cette vaste zone comprise entre le Mono et la frontière du Dahomey, a été poursuivie en 1954.

Entre l'Ogou et le Mono une carte d'utilisation des sols a été établie sur environ 250 kilomètres carrés. Cette carte permet de délimiter les zones de bonnes et de mauvaises qualités pour la culture, l'élevage et les forêts, de déterminer leur degré de fertilité et les améliorations possibles. En se basant sur de telles cartes il semble possible d'installer judicieusement des populations rurales en sur-nombre dans le pays cabrais.

Une étude à plus grande échelle, portant sur la région sud-ouest de l'Est-Mono, a permis de délimiter quelques terres du type « terres noires à coton ». Mais ces sols sont relativement épuisés par les cultures assez intenses de nombreux villages.

Par contre, le sud-est jusqu'à la frontière du Dahomey a des sols plus riches (terres noires, terre de barre profonde) et l'étude générale de 1954 sera précisée par une prospection détaillée au début de 1955.

Ainsi toute la région de l'Est-Mono comprise dans le cercle d'Atakpamé a déjà fait l'objet d'une étude pédologique à grande échelle permettant de poursuivre un travail de détail au 1/50.000 sur les zones présentant un intérêt pour le développement économique du pays.

b) *Centres-pilotes de l'Agriculture*. — En vue de l'établissement de fermes-pilotes dans différentes circonscriptions agricoles du Nord-Togo, des prospections pédologiques ont permis de reconnaître les types de sols :

A *Tchitchao* des sols profonds mais épuisés permettront à l'agriculture de montrer l'effet des matières organiques sur la régénération des terres de culture.

A *Kabou et Dapango-Toaga* les limites des valeurs culturales des terres ont été tracées, permettant l'établissement du plan de campagne 1955.

c) *Sols à café du cercle de Palimé*. — L'intérêt porté sur le café ces dernières années, a suscité une reconnaissance des sols à café et des possibilités d'extension des caféières.

Aux pieds des monts Togo, dans la vallée du Sio et sur les petits monts à l'est de cette vallée, des terres sablo-argileuses et humifères, encore en friche, devraient permettre l'établissement de nouvelles caféières.

2° Analyses.

Un long travail d'analyses au laboratoire complète les études faites sur le terrain.

De nombreux échantillons de l'Est-Mono, du canton de Davié, de Togo-Plantation, des centres-pilotes de l'agriculture, etc., ont été étudiés.

Les différentes déterminations portent essentiellement sur des mesures de texture, de matière organique, azote, carbone, acidité et sur la composition des terres en éléments minéraux.

3° Bibliothèque — Collection.

Des ouvrages traitant des sols et de leurs facteurs de formation sont régulièrement reçus. Des périodiques et des rapports de tous les pédologues de l'Union Française complètent cette documentation.

Un certain nombre d'échantillons de sols sont présentés en bocaux et classés par horizon, représentant les principaux types de sols au Togo.

Les roches-mères qui ont formé ces sols sont elles-mêmes déterminées et constituent une collection minéralogique.

En collaboration étroite avec l'organisme d'Economie rurale le centre de pédologie va poursuivre son action, en l'orientant plus spécialement vers un travail de conservation et d'amélioration des sols.

V. — CENTRE DE NUTRITION

Les études sur l'alimentation des populations ouatchis commencées en 1953 se sont achevées par une troisième enquête qui a eu lieu à Attitogon en janvier-février 1954.

L'ensemble des résultats porte sur 1.856 rations journalières. A partir des standards proposés par le Comité sur les besoins en calories de « l'Organisation des Nations-

Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture », on a calculé les besoins théoriques de la collectivité en procédant pour chaque groupe d'individus à des ajustements en fonction du poids, de l'âge, du sexe des consommateurs et de la température annuelle moyenne. Ce qui a permis de comparer la consommation réelle et les besoins énergétiques théoriques du groupe.

On a également calculé au moyen des standards du « National Research Council », la consommation protidique théorique du groupe au cours des trois enquêtes.

Ces résultats sont présentés dans un rapport détaillé qui indique la consommation en calories, glucides, lipides *per capita*, la consommation moyenne par famille, les consommations calorifiques et protidiques théoriques par famille, le poids de chaque aliment consommé par l'individu moyen du groupe, les variations de poids et de pli cutané des rationnaires, ainsi que la part prise par les aliments de base (maïs, manioc, poisson) dans la ration à trois époques différentes de l'année. Enfin il est proposé des solutions susceptibles d'améliorer l'alimentation en qualité et en quantité.

Le premier programme d'étude de l'alimentation des populations du Togo prévoyait également des enquêtes sur un autre groupe ethnique important : les Cabrais.

Dès le mois de mars il a été envisagé de lancer deux autres séries d'enquêtes : l'une à Akaba sur les populations cabraises immigrées dans le Centre-Togo ; l'autre dans la montagne cabraise à Sahoudé.

Ces enquêtes sont effectuées d'une manière analogue à celles du pays ouatchi. C'est-à-dire que l'équipe d'enquête se fixe dans un village pendant quinze à vingt jours, note et pèse les aliments consommés par une trentaine de familles. Ce travail est répété sur les mêmes individus, à trois époques différentes de l'année, pour tenir compte des variations saisonnières de l'alimentation.

Première enquête en pays d'immigration cabraise à Akaba du 24 avril au 7 mai 1954 ;

Première enquête en pays cabrais à Sahoudé du 20 juillet au 31 juillet 1954 ;

Deuxième enquête en pays d'immigration cabraise à Akaba du 1^{er} septembre au 23 septembre 1954 ;

Deuxième enquête en pays cabrais à Sahoudé du 20 novembre au 1^{er} décembre 1954.

Les deux dernières enquêtes sur ces groupes de populations seront effectuées en janvier et mars 1955.

Entre chaque enquête il est procédé en laboratoire au dépouillement des résultats, à la détermination et au classement des échantillons botaniques et zoologiques et à l'analyse des aliments consommés.

De plus, a été entreprise, en collaboration avec les services de l'agriculture, une étude des huit variétés de manioc les plus couramment cultivées dans le Sud-Togo.

On a déterminé, en fonction de la croissance, la variation de la teneur en fécule de chacune de ces variétés, sur des échantillons prélevés tous les mois et provenant d'essais culturels de la ferme-école de Glidji. Ces analyses ont été poursuivies jusqu'en août 1954, date de l'arrachage de la plantation.

VI. — CENTRE D'ETHNOLOGIE

Bien qu'ayant quitté le Togo en 1953 le sociologue a poursuivi ses recherches amorcées en 1952 et 1953.

Conjointement aux enquêtes de nutrition effectuées en pays ouatchi une documentation importante a été rassemblée sur les groupements mina et ouatchi. Culte, structure sociale, organisation économique, habitudes alimentaires, etc.

Citons les derniers travaux sociologiques sur le Sud-Togo parus en 1954 :

— CONDOMINAS (G.). — Au Togo : Le jour de l'an Mina. *La revue française de l'élite européenne*, n° 52, janvier 1954, p. 15-18, 10 photos.

— CONDOMINAS (G.). — Les danses du Vodou de la foudre dans le Sud-Togo. *Science et Nature*, n° 3, mai 1954.

En préparation : CONDOMINAS (G.). — Enquête démographique en pays Nguatchen. — Structure économique des communautés Nguatche. *Les Cahiers d'outre-mer*, revue de géographie (Bordeaux).

B. — RECHERCHES GÉOLOGIQUES

177. — Un géologue poursuit ses travaux sur les confins Togo-Haute-Volta.

Un géologue étudie la zone sédimentaire à cheval sur le Togo-Dahomey.

Les géologues des sociétés privées étudient les zones minéralisées en phosphate, fer et chrome.

Enfin la Section de Géologie appliquée dressera un inventaire des indices de minéralisation du Territoire et établira un fichier minier.

C. — RECHERCHES MÉTÉOROLOGIQUES

177. — Le Service Météorologique publie un bulletin mensuel largement diffusé. Il est adressé à la plupart des services météorologiques du monde ainsi qu'à un grand nombre d'institutions, sociétés ou particuliers qui en ont fait la demande.

Ce bulletin comprend un résumé général du temps au cours du mois ; d'une part l'évolution de la situation et l'étude des différents facteurs qui ont pu influencer le temps sur nos régions, d'autre part une étude statistique avec cartes, relevés et moyennes des différents éléments météorologiques, pluviométrie, température, humidité, pression, vent au sol et en altitude, insolation, évaporation, etc. — température de la mer, amplitude et période de la houle au wharf de Lomé — renseignements statistiques particuliers sur l'aérodrome de Lomé (plafond, visibilité, nébulosité, vent...).

Les établissements où les études météorologiques peuvent être entreprises sont le Service central à Lomé et la station de Lomé aérodrome.



Section de pédologie. Prélèvement d'un échantillon dans la cocoteraie.

Les études actuelles portent principalement sur l'étude des masses d'air intéressant notre région, le mécanisme de formation et l'évolution des perturbations en liaison avec la situation générale, les courants en altitude, enfin sur les statistiques de divers éléments et les facteurs du climat du Togo.

D. — MÉDECINE TROPICALE

Les recherches entreprises par le Laboratoire de Chimie sur l'envenimation ophidienne se poursuivent. L'Institut Pasteur de Paris qui s'y intéresse met au point un sérum spécifique.

Etude parue : « Contribution à l'étude du préjugé en médecine : « le casque colonial », par le médecin-colonel Lotte (*Médecine Tropicale*, n° 1, vol. XV, janvier-février 1955).

E. — I.F.A.N.

178, 179. — Créé en 1945, le centre local de l'Institut français d'Afrique noire du Togo a, en général, les mêmes buts que la maison-mère de Dakar :

- Dresser l'inventaire scientifique de l'Afrique Noire ;
- Etudier le milieu et ses habitants.

Le Centrifan-Togo est avant tout un centre de documentation.

A ce titre, il comprend une bibliothèque publique.

La direction scientifique relève de l'autorité de l'assistant de l'I.F.A.N. d'Abidjan et du directeur du centre de Dakar.

Ressources.

Le centre vit, d'une part, des crédits de l'Administration locale et des dons en nature (périodiques, ouvrages, matériel) du Gouvernement général de l'A.-O.F.

Pour les cinq dernières années, il a été accordé :

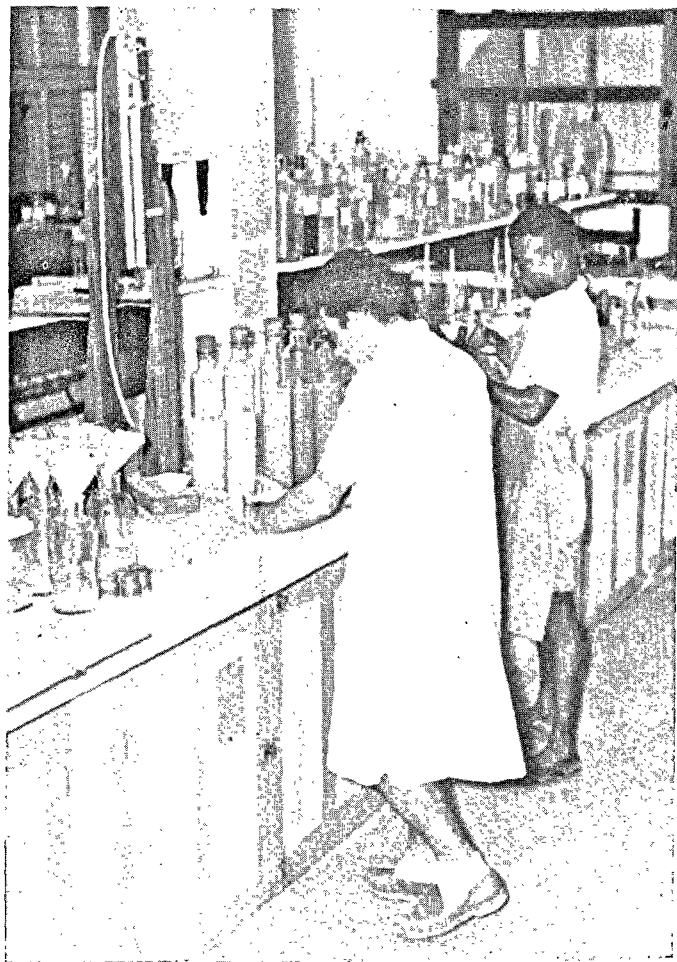
Années	Chiffres en milliers de francs C.F.A.		
	Personnel	Matériel	Total
1950	355	550	905
1951	467	500	967
1952	544	500	1.044
1953	684	345	1.029
1954	664	—	664

Ses activités peuvent se résumer en service de réunion et de conservation des documents, leur dépouillement et analyse, et leur communication ou diffusion.

183, 184. — Le fonds actuel de la bibliothèque, estimé à 60.000 ouvrages en français, anglais, espagnol, portugais, italien, allemand, arabe et en langue vernaculaire, s'enrichit continuellement.

Les prêts à domicile continuent à s'accroître. Les consultations et lecture sur place suivent le rythme moyen de 40 par jour.

Une photothèque contenant 1.250 photos constitue



Section de pédologie. Analyse mécanique des terres

une documentation sur les populations de certaines régions du Territoire, sur l'artisanat local et sur les activités de certains grands services (Agriculture, Travaux Publics, Santé).

Quelques études sur le Togo parues au cours de l'année 1954.

— Histoire de la population Konkomba, par R. Cornevin (*Encyclopédie mensuelle d'outre-mer*, fascicule 42 de février 1954).

— La tribu Konkomba du Nord Togo, par J. C. Froelich (*Mémoire de l'I.F.A.N.*, n° 37).

— Une curieuse fondation : le Yéhoué, par D. P. de Pédrals (*Encyclopédie mensuelle d'outre-mer*, fascicule 47 de mars 1954).

— Eléments Guang au Togo et au Dahomey, par R. Cornevin (*Encyclopédie mensuelle d'outre-mer*, fascicule 47 de juillet 1954).

— Le Togo : la nature et les hommes, par René Weill (*France d'outre-mer*, n° 294 de mai 1954).

— SOKODÉ : Capitale du Nord-Togo (*Chroniques d'outre-mer*, n° 9 d'octobre 1954.)

Archives.

La documentation rétrospective des archives françaises datant de 1920 se poursuit lentement.

Les dossiers mis en place sont estimés à près de 700.

Au cours de l'année 1953 ont eu lieu une exposition de travaux d'artisanat d'initiative privée et plusieurs vernissages de peintures d'Autochtones ou d'Européens de passage.

178. — Pour compléter sa collection sur les techniques, l'I.F.A.N. a acquis pour son musée différents matériaux.

186. — Le ciné-bibliobus, déjà mentionné dans les rapports antérieurs, a continué son activité en 1953 avec un égal succès.

F. — RECHERCHES GÉOGRAPHIQUES ET HYDRAULIQUES

177 a. — Le Service Géographique de l'A.-O.F., exploitant la couverture aérienne du Territoire, exécutée en 1949-1950, a édifié les premières cartes du Togo. Ces cartes provisoires établies au 1/200.000 et au 1/50.000 couvrent toute la moitié nord du Territoire et une partie de la moitié sud (cercle d'Atakpamé). Par ailleurs, une

mission aérienne stationnait à Lomé en décembre 1954 pour achever la couverture aérienne de l'extrémité sud du Togo.

G. — PROTECTION DE LA NATURE

243. — La protection de la flore au Togo est assurée par la mise en réserve des forêts ; il n'existe aucune réserve intégrale au sens strict du terme ; toutefois dans les régions mises hors d'atteinte des feux, la protection est pratiquement absolue et l'on commence à voir dans certaines réserves la végétation revenir progressivement au stade primitif, par la réapparition d'essences qui, sensibles au feu, avaient pratiquement disparu.



Section de pédologie :
Numérotage des échantillons de terre.

En matière de faune, l'année 1954 a vu la création de la grande réserve du Fasao qui couvre 160.000 hectares auxquels on peut ajouter les 30.000 hectares du Malfakasa. Cette réserve assez isolée et dès maintenant gardée, va pouvoir jouer son rôle de protectrice de la grande faune qui, dans la plupart des autres régions du Territoire a tendance à disparaître par suite de l'action humaine.

La chasse est toujours réglementée par le décret du 18 novembre 1947, mais son application est rendue difficile par la pénurie de personnel qui est sollicité par de nombreuses autres tâches. Les méthodes de chasse utilisées par certaines tribus qui pratiquent la battue collective après l'incendie, entraînent des destructions massives donc un gaspillage énorme. La pratique généralisée des feux précoces est à ce point de vue une amélioration ; car elle limite dans le temps ces hécatombes ; elle permet en plus une meilleure régénération des pâturages donc une meilleure alimentation du gibier qui est essentiellement herbivore.

NEUVIÈME PARTIE

PUBLICATIONS

187. — Pour des raisons de commodité pratique et pour ne pas rompre le caractère narratif du rapport, les principaux textes concernant le Territoire et adoptés par le Gouvernement de la Métropole ou le Gouvernement du Territoire au cours de l'année 1954, ont été rejetés en annexe à la fin du rapport.

DIXIÈME PARTIE

RÉSOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

RÉSOLUTION DU 14 DÉCEMBRE 1954

RECOMMANDATIONS FORMULÉES DANS LA RÉSOLUTION 750 B-VIII : cf. V^e partie : Progrès politique
chapitre 5, droit de vote.

CONCLUSION

Au cours de l'année 1954, l'Assemblée de l'Union Française, puis l'Assemblée Nationale et enfin le Conseil de la République, en décembre, ont examiné le projet de loi sur les institutions du Togo, dont il a été parlé dans les précédents rapports. Le Conseil de la République ayant apporté des modifications au texte adopté par les deux premières Assemblées, une deuxième lecture était devenue nécessaire, procédure qui s'est terminée au début de l'année 1955 par le vote définitif et la promulgation du texte initial.

Mais c'est bien en 1954 que ce projet a pris corps ; aussi c'est au nombre des réformes réalisées au cours de l'année sous revue qu'il convient de ranger l'importante loi créant au Togo un Conseil de Gouvernement et étendant les pouvoirs de l'Assemblée Territoriale. Cette loi confère la personnalité morale aux Conseils de Circonscription qui auront leur budget et leur patrimoine propres.

La masse prend conscience de ses droits électoraux et demande à les exercer : 191.000 personnes se sont fait inscrire sur les listes électorales, contre 151.000 en 1953 et 7.963 en 1946.

Les surfaces cultivées ont augmenté, en même temps que s'est améliorée la productivité, tout ceci entraînant l'augmentation de la production tant vivrière qu'industrielle. Il n'y a pas eu de disette, la population se nourrit plus abondamment et de mieux en mieux. Le niveau de vie s'élève graduellement. La balance commerciale, déficitaire en 1952, mais excédentaire en 1953, l'est davantage encore en 1954.

La protection de la santé publique est efficacement assurée grâce à l'action en profondeur des services médicaux qui ont conquis la confiance des populations rurales, jadis réticentes. La lutte contre l'analphabétisme marque des progrès constants : les écoles se multiplient, apportant l'instruction dans tous les coins et assurant au Territoire un des taux de scolarisation les plus élevés de l'Afrique noire.

Ainsi, dans le calme et la tranquillité publiques que n'est venu troubler aucun désordre, se poursuit avec succès, dans tous les domaines, l'œuvre de l'autorité administrante.

ANNEXES STATISTIQUES

GRAPHIQUES ET CARTES



ANNEXES STATISTIQUES

SOMMAIRE

CHAPITRE I. — TERRITOIRE ET POPULATION.....	257
CHAPITRE II. — FONCTION PUBLIQUE	260
CHAPITRE III. — JUSTICE.....	262
CHAPITRE IV. — FINANCES PUBLIQUES.....	266
CHAPITRE V. — IMPOTS	280
CHAPITRE VI. — MONNAIE ET SYSTÈME BANCAIRE.....	284
CHAPITRE VII. — COMMERCE ET NÉGOCE	288
CHAPITRE VIII. — AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHERIES ET FORÊTS.	294
CHAPITRE IX. — RESSOURCES MINÉRALES.....	305
CHAPITRE X. — INDUSTRIES	306
CHAPITRE XI. — TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	307
CHAPITRE XII. — COUT DE LA VIE.....	348
CHAPITRE XIII. — TRAVAIL ET MAIN-D'ŒUVRE	351
CHAPITRE XIV. — SANTÉ PUBLIQUE	355
CHAPITRE XV. — ENSEIGNEMENT.....	361

CHAPITRE PREMIER

TERRITOIRE ET POPULATION

Tableau 1.

POPULATION GLOBALE ESTIMÉE PAR RÉGION ET SUBDIVISION
d'après l'évaluation la plus récente au 31 décembre 1954.

Région ou Cercle	Subdivision ou district	Date de la dernière estimation	Hommes			Femmes			Total
			Tranche d'âge			Tranche d'âge			
			Moins de 20 ans	De 20 à 59 ans	60 ans et plus	Moins de 20 ans	De 20 à 59 ans	60 ans et plus	
Lomé	—	31-12-54	24.494	14.442	2.162	22.820	13.153	2.420	79.491
Anécho	—	31-12-54	36.463	46.473	5.735	41.827	45.889	4.867	181.254
Tsévié.....	—	31-12-54	16.645	32.352	1.865	14.527	26.548	1.587	93.534
Palimé	—	31-12-54	14.431	14.224	1.673	13.527	15.243	963	60.061
Atakpamé	—	31-12-54	27.381	34.583	1.996	28.284	33.332	1.336	126.912
Sokodé	—	31-12-54	19.717	26.467	1.475	18.849	22.386	756	89.650
Bassari	—	31-12-54	12.970	15.223	2.161	13.428	14.817	1.705	60.304
Lama-Kara.....	—	31-12-54	43.086	46.579	4.277	43.520	45.551	3.929	186.942
Mango	Mango	31-12-54	8.465	9.945	286	8.249	9.258	330	36.533
	Kandé	31-12-54	6.489	8.391	478	6.680	6.709	783	29.530
Dapango	—	31-12-54	37.694	23.836	1.572	34.740	26.380	1.151	125.373
TOTAL.....			247.835	272.515	23.680	246.451	259.266	19.827	1.069.584

Tableau 2.

POPULATION NON AUTOCHTONE
par sexe et grand groupe d'âge au dernier recensement (31 décembre 1954).

Groupe d'âge	Total (2)	Sexe		Groupe de nationalité	
		Masculin	Féminin	Citoyens de l'U.F.	Etranger
Moins de 20 ans	293	146	147	68	16
De 20 à 59 ans	940	582	358	991	162
60 ans et plus.....	9	8	1	3	2
TOTAL (1).....	1.242	736	506	1.062	180

(1) Y compris les recensés d'âge non déclaré.

(2) Y compris les recensés de nationalité, ou de sexe non déclaré.

Tableau 3.

**ÉVALUATION DE LA POPULATION NON AUTOCHTONE
au 31 décembre 1954.**

Sexe	Population non autochtone au 31 décembre 1954				Total Population non autochtone au 31 décembre 1953
	Moins de 20 ans	20 à 59 ans	60 ans et plus	Total	
Masculin	146	582	8	736	1.059
Féminin	147	358	1	506	71
TOTAL	293	940	9	1.242	1.130 (1)

(1) Les chiffres donnés dans le précédent rapport étaient arrêtés au 7 mai 1952.

Tableau 4.

CORPS ÉLECTORAL PAR CIRCONSCRIPTION

Circonscriptions	Au 31 mars 1955			Au 31 mars 1954		
	H	F	Totaux	H	F	Totaux
Lomé	6.716	1.625	8.341	6.492	1.519	8.011
Tsévié	9.229	2.461	11.690	8.749	2.255	11.004
Anécho	28.290	12.274	40.564	22.463	8.851	31.314
Palimé	8.183	315	8.498	5.643	33	5.676
Atakpamé	14.083	6.296	20.379	10.696	4.317	15.013
TOTAL DU SUD	66.501	22.971	89.472	54.043	16.975	71.018
Sokodé	12.325	4.015	16.340	9.806	3.036	12.842
Bassari	9.164	2.036	11.200	6.900	1.300	8.200
Lama-Kara	26.708	9.288	35.996	21.179	6.563	27.742
Mango	11.105	2.008	13.113	9.556	1.491	11.047
Dapango	22.097	2.446	24.543	18.547	1.503	20.050
TOTAL DU NORD	81.399	19.793	101.192	65.988	13.893	79.881
TOTAL GÉNÉRAL	147.900	42.764	190.664	120.031	30.868	150.899

Tableau 5.

BUREAUX DE L'ÉTAT CIVIL AUTOCHTONE
en fonctionnement le 31 décembre 1954.

Région	Nombre de bureaux
Lomé	7
Anécho	109
Tsévié.....	34
Palimé	34
Atakpamé.....	43
Sokodé	17
Bassari	15
Lama-Kara.....	22
Mango	6
Kandé.....	5
Dapango	22
ENSEMBLE	314

Tableau 6.

DÉCLARATIONS A L'ÉTAT CIVIL AUTOCHTONES

RÉGION	NAISSANCES			DÉCÈS			MARIAGES
	Sexes		Total	Sexes		Total	
	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes		
Lomé	1.449	1.333	2.782	279	207	486	41
Anécho.....	2.621	3.626	6.247	1.122	761	1.883	2
Tsévié	624	557	1.181	319	265	584	56
Palimé	926	852	1.778	204	138	342	64
Atakpamé	1.611	1.680	3.291	460	506	966	107
Sokodé	1.091	922	2.013	447	115	562	245
Bassari	497	351	848	175	142	317	123
Lama-Kara.....	765	742	1.507	201	192	393	104
Mango	650	614	1.264	239	222	461	182
Kandé	402	383	785	270	170	440	13
Dapango	3.122	3.041	6.163	1.426	1.310	2.736	1.017
TOTAL 1954.....	13.758	14.101	27.859	5.142	4.028	9.170	1.954
TOTAL 1953.....	10.482	9.967	20.449	4.179	3.510	7.689	1.573

FONCTION PUBLIQUE

Tableau 1.

PERSONNEL EUROPÉEN ET AUTOCHTONE DE L'ADMINISTRATION DEPUIS 1949

(Effectifs budgétaires globaux prévus au début de chaque exercice.)

Exercice	Européens	Autochtones
1949 (total)	188	2.318
1950 (total)	176	2.125
1951 (total)	188	2.100
1952 (total)	195	2.472
1953 { Cadres généraux	86	47
{ Cadres supérieurs locaux ..	73	135
{ Cadres locaux	—	2.299
{ Contractuels	39	46
TOTAL	198	2.527
1954 { Cadres généraux	90	49
{ Cadres supérieurs locaux ..	63	185
{ Cadres locaux	—	2.263
{ Contractuels	34	36
TOTAL	187	2.533

Tableau 2.

STRUCTURE ADMINISTRATIVE

(Effectif du Personnel administratif au 31 décembre 1954.)

SERVICES	CADRES	Indices de solde M = <i>indice mètre</i> L = <i>indice local</i>	Traitements mensuels correspondants aux indices indiqués	EFFECTIFS			
				Européens		Autochtones	
				Hom- mes	Fem- mes	Hom- mes	Fem- mes
Représentation parlementaire.	Cadre local	300 L	16.500	—	—	1	—
	Contractuels		37.000	—	—	—	—
	Journaliers		17.408 à 5.278	—	1	13	1
Gouvernement Service d'Administration générale.	Cadre général	470 M à 215 M	81.900 à 35.000	12	—	—	—
	Cadre supérieur	538 L à 335 L	33.200 à 19.500	—	—	5	—
	Cadre local	530 L à 299 L	30.000 à 15.753	—	—	81	3
	Contractuels	530 L à 300 L	49.800	—	—	3	—
	Auxiliaires	—	—	—	—	—	—
	Journaliers	—	13.750 à 4.030	—	1	20	1
Services judiciaires.	Cadre général	300 M	49.900	1	—	—	—
	Cadre supérieur	681 L à 357 L	40.815 à 20.900	5	—	1	—
	Cadre local	530 L à 299 L	30.000 à 15.100	—	—	14	1
	Journaliers	—	17.094 à 5.252	—	—	22	2

SERVICES	CADRES	Indices de solde M = <i>indice métro</i> L = <i>indice local</i>	Traitements mensuels correspondants aux indices indiqués	EFFECTIFS			
				Européens		Autochtones	
				Hom- mes	Fem- mes	Hom- mes	Fem- mes
Services de Sécurité.	Cadre général	395 M à 215 M	63.337 à 31.624	2	—	—	—
	Cadre supérieur	916 L à 417 L	43.866 à 35.785	4	—	5	—
	Cadre local	530 L à 115 L	29.916 à 5.799	—	—	608	—
	Journaliers		14.865 à 5.014	—	—	4	—
Services financiers.	Cadre général	600 M à 225 M	109.601 à 35.784	—	—	—	—
	Cadre supérieur	558 L à 335 L	34.809 à 19.437	19	—	—	—
	Cadre local	530 L à 115 L	29.641 à 6.866	5	—	11	2
	Contractuels	503 L à 210 L	28.225 à 10.601	—	—	255	1
	Auxiliaires		55.000	—	2	2	—
	Journaliers		15.843 à 3.750	—	—	89	8
Services scientifiques.	Cadre supérieur	491 L	30.012	—	—	1	—
	Cadre local	360 L à 225 L	18.819 à 11.273	—	—	2	—
Services économiques.	Cadre général	600 M à 300 M	109.732 à 49.866	13	—	2	—
	Cadre supérieur	804 L à 536 L	52.412 à 33.184	5	—	7	—
	Cadre local	530 L à 140 L	29.916 à 7.540	—	—	118	—
	Contractuels	265 M à 245 M	42.822 à 39.570	4	—	8	—
	Journaliers		25.332 à 3.575	—	—	99	—
Services de Travaux et d'Infrastructure.	Cadre général	475 M à 256 M	82.985 à 41.652	9	—	—	—
	Cadre supérieur	558 L à 491 L	33.200 à 30.012	5	—	8	—
	Cadre local	530 L à 300 L	30.000 à 15.760	—	—	204	6
	Contractuels	255 M à 200 M	41.464 à 31.144	14	—	4	—
	Journaliers		10.857 à 3.250	—	—	458	1
Enseignement.	Cadre général	500 M à 185 M	93.832 à 30.024	6	1	—	—
	Cadre supérieur	1.173 L à 335 L	99.823 à 19.764	29	10	129	15
	Cadre local	530 L à 210 L	30.837 à 10.602	—	—	311	50
	Contractuels	385 M à 225 M	69.712 à 37.700	3	2	5	—
	Journaliers		10 500 à 5 014	—	—	54	8
Santé.	Cadre général	630 M à 140 M	131.516 à 20.920	13	—	18	29
	Cadre supérieur			—	—	—	—
	Cadre local	530 L à 200 L	30.016 à 10.153	—	—	409	51
	Contractuels	585 M à 225 M	106.539 à 35.784	3	7	6	5
	Journaliers		12.641 à 3.750	—	—	258	5
Inspection du Travail.	Cadre général	470 M	87.094	1	—	—	—
	Cadre local	225 L	11.273	—	—	1	—
	Journaliers		10.741 à 4.780	—	—	3	—
Service des Postes et Télécommunications.	Cadre général	500 M à 211 M	93.832 à 33.132	13	—	—	—
	Cadre supérieur	670 L à 491 L	50.077 à 34.322	—	—	3	—
	Cadre local	530 L à 200 L	30.016 à 10.153	—	—	160	4
	Contractuels	140 L	7.540	—	—	2	—
	Journaliers		11.466 à 5.014	—	—	75	2
Exploitations et Etablissements industriels	Cadre local	530 L à 300 L		—	—	14	—
	Contractuels	315 M	17.894 à 5.014	1	—	—	—
	Journaliers			—	—	39	—

CHAPITRE III

JUSTICE

A. — ORGANISATION JUDICIAIRE

Tableau 1.

Nombre de juridictions par catégories.

Juridictions	31 décembre 1953	31 décembre 1954
<i>Juridictions de droit français :</i>		
Cours d'Appel	1	1
Sections de cours d'assises	2	2
Tribunaux de 1 ^{re} instance et Tribunaux correctionnels	1	1
Justices de paix à compétence étendue .	2	2
Justice de paix à attributions correction- nelles limitées	1	1
<i>Juridictions de droit local :</i>		
Chambre d'annulation	1	1
Tribunaux d'appel	1	1
Tribunaux du 2 ^e degré	9	10
Tribunaux du 1 ^{er} degré.....	12	12
Tribunaux coutumiers	23	31

Tableau 2

Personnel Judiciaire — Effectif au 31 décembre.

Catégories	31 décembre 1953	31 décembre 1954
1 ^o Magistrats.		
Droit français { Total	10	11
dont magistrats du par- quet.....	2	2
Personnel faisant fonction de magistrat.	12	—
Droit local :		
Personnel habilité à rendre la justice. .	25	31
2 ^o Personnel non magistrat.		
Auxiliaires de la justice (greffiers, huis- siers, etc.)	3	6
Officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur de la république (gendarmes, commissaires de police, inspecteurs de police, etc.)	230	237

B. — JURIDICTIONS CIVILES ET COMMERCIALES

(deux ordres de Juridictions : de droit français ; de droit local.)

Tableau 3.

Juridictions de droit français. — Activités des Tribunaux en 1954.

	Cour d'Appel	Tribunaux civils de 1 ^{re} instance	Justice de paix à compétence étendue
1 ^o Affaires civiles.			
Total des affaires à juger dans l'année (dont affaires anciennes)	—	149	2
Affaires terminées dans l'année	—	111	2
Restant à juger au 31 décembre	—	38	—
Jugement d'avant faire droit	—	18	—
Ordonnances de référés.....	—	102	—
2 ^o Affaires commerciales.			
Affaires contentieuses :			
A juger dans l'année	—	64	2
dont anciennes	—	12	—
Restant à juger au 31 décembre	—	54	2
Terminées dans l'année	—	8	—
Jugements s/requête ou s/rapport et sur opposition	—	40	2
Procédures ouvertes { liquidations	—	—	—
judiciaires	—	—	—
faillites	—	—	—
3 ^o Affaires conciliées devant le Juge de Paix	—	7	9

Tableau 4.

Juridiction de droit local. — Activité des Tribunaux en 1954

	Conci- liation	Tribunaux cou- tumiers	Tribunaux du 1 ^{er} degré	Tribunaux du 2 ^e degré		Tribunaux d'Appel
				Total	dont sur Appel	
Affaires dont la juridiction a été saisi	314	989	955	157	—	26
Affaires terminées dans l'année	98	1.360	231	38	—	18
dont radiations, désistement	—	12	70	13	—	—
Jugements avant faire droit	—	65	1	19	—	2
Jugements n'ayant pas de caractère contentieux	—	69	664	17	—	—

C. — JURIDICTIONS PÉNALES

(Un seul ordre de juridiction commun aux Européens et aux Autochtones.)

Tableau 5.

Activité des Tribunaux.

	Simple police		Affaires correctionnelles		Appel de Police correctionnelle		Affaires criminelles	
	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954
A. — Nombre d'affaires.								
Parquet et Instruction :								
Affaires en instance au 1 ^{er} jan- vier	6 (1)	15	67 (1)	67	3 (1)	16	8	5
Affaires entrées dans l'année au Parquet	4.242	4.991	1.584	2.612	74 (1)	73	15	32
Affaires entrées dans l'année à l'Instruction	—	—	349	492	—	—	15	14
Affaires classées sans suite ...	7	30	276	587	—	—	12	18
Chambre des mises en accusation :								
Affaires dont la Chambre a été saisie	—	—	—	—	—	—	7	5
Juridictions :								
Affaires à juger	286	270	1.533	2.333	75 (1)	73	15	17
Dont anciennes	88	44	»	»	2 (1)	4	—	1
Jugements rendus	273	241	1.533	2.167	44 (1)	42	15	17
B. — Nombre d'inculpés :								
Total	292	276	1.837 (1)	2.983	74 (1)	67	75	29
Dont condamnés	280	116	1.589 (1)	2.465	»	»	58	26

(1) Chiffres de 1953 rectifiés.

Tableau 6.

Répartition des condamnés pour les principales catégories de crimes, délits et infractions.

Principales catégories Crimes Délits, Contraventions	Affaires jugées	Nombre de prévenus accusés	Dont condamnés						Peines prononcées					
			Sexe masculin		Sexe féminin		Ensemble		Peine de mort	emprisonnement			Amen- de	Autres peines
			Total	dont moins de 18 ans	Total	dont moins de 18 ans	Total	dont Moins de 18 ans		Plus de 5 ans	De 1 à 5 ans	moins de 1 an		
1^o Crimes.														
Contre les personnes	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dont :														
Assassinats, meurtres.....	3	4	2	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—
Attentats pudeur, viols, coups mortels, blessures	4	7	4	—	1	—	5	—	—	—	4	1	—	—
Contre la chose publique.....	1	1	1	—	—	—	1	—	»	»	»	»	»	»
Contre la propriété.....	1	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
2^o Délits.														
Vol	402	480	456	15	3	—	459	15	—	12	159	276	76	11
Coups, blessures volontaires ...	147	234	112	1	8	—	220	2	—	—	8	129	93	—
Coups, blessures involontaires ..	84	95	90	—	—	—	90	—	—	—	2	58	46	—
Adultère.....	6	8	2	—	6	—	8	—	—	—	—	7	1	—
Abus de confiance	53	62	51	—	1	—	52	—	—	—	17	31	4	—
Délits de boisson	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détention et transport d'alcool de traite S.A.A.	86	106	69	—	36	—	105	—	—	—	—	98	12	5
Autres délits.....	532	649	575	1	25	—	600	1	—	—	57	299	245	—
3^o Contraventions	214	236	214	3	6	1	220	4	—	—	—	33	187	—

Tableau 7.

D. — SOCIÉTÉS A FORME COMMERCIALE

(Inscriptions au registre du commerce.)

Nature de l'inscription	Unité	1953				1954			
		S.A.R.L.	Sociétés Anonymes	Autres Sociétés	Total	S.A.R.L.	Sociétés Anonymes	Autres Sociétés	Total
Constitutions de Sociétés :									
Nombre	unité	4	3	1	8	3	4	1	8
Capital nominal souscrit.....	1.000 fr. C.F.A.	770.000 (1)	163 110 (1)	—	933.110	12.500	78.000	(£) 1.000	90.500 + (£) 1 000
Augmentation de capital :									
Nombre	unité	—	3 (1)	—	3	1	2	—	3
Augmentation en nominal	1.000 fr.	—	277.500 (1)	—	277.500	7.000	75.000	—	82.000
dont appelé.....	C.F.A.	—	»	—	»	7.000	37.500	—	44.500
Diminutions de capital :									
Nombre	unité	—	1	—	—	—	—	—	—
Diminution en nominal	1.000 fr. C.F.A.	—	1 742	—	—	—	—	—	—
Dissolutions (faillites, liquidations judiciaires) :									
Nombre	unité	1	—	—	1	—	—	—	—
Total capital nominal dissous ..	1.000 fr. C.F.A.	1.000	—	—	1.000	—	—	—	—
(1) Chiffres de 1953 rectifiés.									

Tableau 8.

Dépenses (crédits engagés). Services judiciaires.

Budgets	1953	1954
	milliers de francs C.F.A.	
<i>Budget de l'Etat :</i>		
Fonctionnement	10.135	13.542
Équipement et investissement.	473	2.500
<i>Budget local :</i>		
Fonctionnement	22.677	19.861 (1)
Équipement et investissement.	7.679	2.585
F.I.D.E.S.	—	—
TOTAL GÉNÉRAL	51.571	34.903
(1) Prévisions de dépenses (budget primitif). N.B. - Non compris établissements pénitentiaires.		

Tableau 9.

Établissements pénitentiaires (prisons civiles.) (1)

(Effectif au 31 décembre.)

	1953	1954
Nombre de prévenus.	893	869
Nombre de condamnés	1.156	1.220
Moins de 18 ans	325	31
De 18 à 24 ans		286
De 25 à 34 ans	420	461
De 35 à 44 ans	316	305
45 ans et plus.	95	137
Dont sexe masculin.	»	1.183
Dont sexe féminin	»	37
Répartition des condamnés par durée d'emprisonnement :		
Moins de 1 an.	632	—
De 1 an à 5 ans	477	—
Plus de 5 ans	47	—
Détenus libérés dans l'année	871	1.027
dont prévenus	147	213
(1) Donc non compris « Centres de mineurs ».		

CHAPITRE VI

FINANCES PUBLIQUES

Tableau 3.

BUDGET LOCAL

R E C E T T E S

DÉTAIL DE CERTAINS POSTES BUDGÉTAIRES

Numéro du titre de Budget	Numéro de la Section		1950	1951	1952	1953	1954		
			Recettes effectuées	Recettes effectuées	Recettes effectuées	Recettes effectuées	Prévisions	Recettes effectuées (1)	
		RECETTES :	(En milliers de francs C.F.A.)						
I	1	Recettes fiscales, dont :							
		Impôts directs, dont :							
		Impôt forfaitaire sur le revenu	58.269	52.690	69.771	77.265	92.250	4.222	
		Impôts proportionnels et progressifs sur le revenu, dont :							
		Bénéfices industriels et commerciaux sociétés	73.986	77.819	132.811	94.609	100.000	46.892	
		Bénéfices industriels et commerciaux particuliers				1.174	6.000		
		Bénéfices non commerciaux				553	900		
		Salaires privés				13.418	—		107
		Salaires publics					68.650		14.364
		Impôt général sur les revenus	2.688	8.228	7.294	9.400	9.000	4.437	
		Impôts fonciers	209	798	4.924	5.697	22.885	6.033	
		Patentes et licences, soit : Patentes	6.371	7.402	10.647	14.767	5.000	1.736	
		Licences	1.276	1.929	6.045	4.208			
		2	Impôts indirects, dont :						
			Droits à l'importation	424.718	560.051	525.758	538.911	646.000	628.888
Taxes de consommation intérieure	96		—	—	—	—	—		
Taxes sur les transactions, soit :									
Taxe sur les transactions	—		—	—	302.539	370.000	411.305		
Taxes sur les chiffres d'affaires	124.513		177.452	186.349	—	—			
Droits à l'exportation	74.102		127.181	95.285	89.348	98.000		119.887	
II	6		Recettes des exploitations et services - Produits divers, dont :						
		Postes et Télécommunications	22.947	28.466	33.945	42.430	53.120	47.458	
		Exploitations industrielles	4.650	7.509	7.052	5.011	1.400	2.395	
		Autres Services	3.561	3.363	2.998	3.607	2.960	2.983	
IV	12	Contributions, subventions, fonds de concours, dont :							
		Contributions, subventions et participations des collectivités et établissements publics, dont : Budget Annexe C.F.T.	2.500	5.344	6.512	8.073	15.150	13.500	
V	15	Prélèvement sur la Caisse de réserve et avances du Trésor, dont :							
		Prélèvement sur la Caisse de réserve	115.418	15.000	141.052	7.693	—	—	
		Avances du Trésor	—	—	97.283	—	—	—	
VI		Recettes des magasins d'approvisionnement, soit :							
		Vente des existants au 31 décembre	89.089	64.512	57.541	50.337	—	—	
		Ventes de l'exercice	130.804	64.908	50.623	47.534	—	—	

(1) Chiffres au dernier Novembre 1954.

Tableau 4.

BUDGET LOCAL

D É P E N S E S

DÉTAIL DE CERTAINS POSTES BUDGÉTAIRES

Numéro du titre de Budget	Numéro de la Section		1950	1951	1952	1953	1954 (1)	
			Dépenses effectuées	Dépenses effectuées	Dépenses effectuées	Dépenses effectuées	Prévisions	Dépenses effectuées
II		DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT :						
		Fonctionnement des Services, soit :						
		Personnel	523.893	531.206	821.064	894.514	926.761	750.328
		Matériel.....	196.251	204.636	281.056	206.242	224.389	115.139
		dont :						
	IV	Services judiciaires	8.529	8.712	9.869	13.540	19.951	12.151
	V	Services de sécurité	51.818	70.200	106.965	114.401	122.815	100.159
	VII	Services scientifiques généraux	1.298	905	1.365	3.053	2.307	2.002
	VIII	Services économiques.....	53.141	50.860	72.467	72.597	69.713	56.722
		dont : Agriculture	33.143	29.577	35.669	39.057	30.599	24.700
		Elevage	9.806	8.006	11.506	13.346	12.204	8.626
		Eaux-et-Forêts	8.474	9.285	15.459	15.382	13.451	11.233
		Mines et Géologie.....	172	211	479	215	1.740	1.702
	IX	Services de travaux et d'infrastructure	58.105	64.829	103.467	81.965	112.320	90.054
	X	Services sociaux,						
		dont : Enseignement	116.248	122.782	192.483	170.433	181.483	153.199
		Education de base	—	—	—	1.300	2.676	1.705
		Santé	195.660	190.732	218.743	228.433	248.025	163.235
		Inspection du Travail	1.170	1.614	1.510	2.128	2.796	1.893
		Dépenses des exercices clos	—	—	—	19.568	—	212
IV	XI	Service des Postes et Télécommunications.....	48.397	41.383	63.208	79.076	75.796	59.411
		Contributions, ristournes, reversements, subventions, fonds de concours, prêts allocations, dont :						
	XV	Contributions imposées par des dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles	5.285	7.011	16.469	29.270	29.178	26.270
		dont :						
		Contributions aux dépenses de l'Etat, des collectivités et d'établissements publics, dont :						
		Entretien en France de personnel de relève des militaires H.C. du service de Santé.....	—	—	—	1.793	1.815	—

		Contributions aux dépenses d'informations et de documentation des services du Ministère.	83	83	435	175	190	190
		Contributions aux dépenses du S.A.C. du Ministère	—	—	—	1.638	1.638	2.019
		Contributions aux dépenses de la C.R.F.O.M.	850	742	13.200	18.690	20.154	19.408
		Contributions aux dépenses de l'Office de la Recherche scientifique	500	1.250	—	2.982	3.037	3.036
		Contributions aux dépenses de l'Institut de Recherche des huiles et oléagineux.	—	—	—	1.727	—	—
		Contribution à l'Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux	—	—	—	122	122	122
		Contributions aux dépenses du Service des Affaires sociales du Département	—	—	580	580	406	—
		Contribution à l'Union postale universelle	100	100	250	13	110	40
		Contribution à l'Organisme international de Prévention acridienne	—	—	942	874	1.086	1.086
		Contribution à l'Union internationale des Télécommunications	150	150	250	627	500	369
	XVI	Reversements et ristournes.	8.863	15.516	27.969	31.740	37.337	26.062
		soit : Chambre de Commerce de Lomé.	3.492	5.688	5.659	6.084	6.000	5.776
		Communes-Mixtes	—	6.711	20.508	22.316	28.047	17.696
		Institut de Recherches des huiles et oléagineux. ...	3.190	1.762	—	1.720	1.589	1.589
		Institut de recherches pour le coton	2.181	1.355	1.802	1.620	1.703	1.000
	XVII	Subventions, fonds de concours, bourses allocations	49.819	57.244	71.437	46.941	49.732	40.695
		dont : Enseignement libre.	26.268	33.067	42.300	45.023	46.232	37.679
		Bourses d'études :						
		dans le Territoire	5.010	4.126	6.022	11.231	14.240	10.315
		hors du Territoire	9.960	10.042	15.120	14.829	10.833	5.394
VI		Dépenses d'approvisionnement des magasins, soit :						
		Rachat des existants au 31 décembre	84.006	89.089	64.512	57.541	58.000	—
		Achats de l'exercice	146.137	41.508	53.403	47.411	47.000	39.417
		DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT :						
II		Travaux d'équipement, acquisition d'immeuble et de matériel de gros équipement, dont :						
	II	Travaux d'infrastructure	7.196	1.789	—	—	—	—
	III	Constructions	87.384	16.471	83.227	90.305	64.000	33.114
	IV	Acquisition de gros matériel d'équipement	4.400	6.979	—	—	—	—
III		Contributions, subventions et fonds de concours pour équipement et investissement, dont :						
		Produit de la taxe vicinale à la disposition des Conseils de circonscription	—	—	—	—	27.684	15.407
		Subvention à des particuliers	5.000	—	—	—	500	500
		Subvention à la commune-mixte de Lomé.	23.480	—	—	—	—	—

(1) Chiffres au dernier novembre 1954.

TITRE	LIBELLÉ DU TITRE	1951		1952	
		Recettes effectuées		Recettes effectuées	
		Montant	%	Montant	%
					(En milliers)
	RECETTES ORDINAIRES :				
I	Recettes fiscales	1.084.576	83,94	1.105.094	72,64
II	Revenus du Domaine	4.013	0,31	6.126	0,40
III	Exploitations et Services, et Produits divers.....	53.707	4,15	57.087	3,75
IV	Contributions, subventions, fonds de concours.....	5.344	0,41	6.512	0,43
V	Prélèvement sur Caisse de réserve et avance Trésor.....	15.000	1,17	238.335	15,67
VI	Magasins d'approvisionnement.....	129.420	10,02	108.164	7,11
VII	Recettes d'ordre.....	—	—	—	—
	TOTAL des Recettes ordinaires.....	1.292.060	100	1.521.317	100
	RECETTES EXTRAORDINAIRES :				
I	Participation du budget ordinaire aux dépenses d'équipement et d'investissement	—	—	—	—
II	Emprunt ou avances de la C.C.F.O.M.	177.679	87,56	236.274	73,95
III	Contributions, subventions, fonds de concours	1.796	0,88	—	—
IV	Produit de la réalisation des biens immobiliers et de valeurs immobilières.	—	—	—	—
V	Prélèvement sur Caisse de réserve.....	23.450	11,56	83.227	26,05
	TOTAL des Recettes extraordinaires.....	202.925	100	319.501	100
	TOTAL GÉNÉRAL BRUT DES RECETTES	1.494.985		1.840.818	
	TOTAL GÉNÉRAL NET DES RECETTES (1)	1.327.115		1.411.092	

(1) Total général net des Recettes = Total général brut des Recettes — (titre V + titre VI + titre VII) de la recette ordinaire — (Titre I

(2) Chiffres au dernier Novembre 1954.

1953			1954 (2)		
Prévisions	Recettes effectuées		Prévisions	Recettes effectuées	
Montant	Montant	%	Montant	Montant	%
<i>(en francs C.F.A.)</i>					
1.388.283	1.218.497	86,35	1.482.077	1.303.451	93,48
9.030	7.421	0,52	9.110	4.960	0,36
86.360	61.388	4,36	70.125	66.090	4,74
12.530	8.073	0,57	15.150	13.500	0,97
—	7.693	0,55	—	—	—
108.000	108.000	7,65	112.500	6.330	0,45
—	—	—	—	—	—
1.604.203	1.411.072	100	1.688.962	1.394.331	100
93.239	90.305	27,57	92.184	28.834	19,96
200.000	237.175	72,43	250.000	115.576	80,04
—	—	—	—	—	—
1.500	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
294.739	327.480	100	342.184	144.410	100
1.898.942	1.738.552		2031.146	1.538.741	
1.697.703	1.532.554		1.826.412	1.503.577	

Titre V) de la section extraordinaire.

LIBELLÉ DU TITRE		1950		1951	
		Dépenses effectuées		Dépenses effectuées	
		Montant	%	Montant	%
(En milliers)					
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT :					
I	Dette publique	13.381	1,10	20.358	1,67
II	Fonctionnement des Services	849.352	69,56	816.631	67,00
III	Travaux d'entretien	76.453	6,26	124.022	10,17
IV	Contributions, subventions, fonds de concours, prêts et allocations.....	51.696	4,23	127.331	10,45
V	Participation aux dépenses d'équipement et d'investissement.....	—	—	—	—
VI	Approvisionnement des magasins.....	230.143	18,85	130.597	10,71
VII	Dépense d'ordre	—	—	—	—
TOTAL « Dépenses de fonctionnement ».....		1.221.026	100	1.218.938	100
DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT :					
I	Contribution du F.I.D.E.S.	185.723	59,30	177.679	87,56
II	Travaux d'équipement, acquisition d'immeubles et de matériel de gros équipement.....	98.980	31,60	25.239	12,44
III	Participation à la constitution du capital de S.E. ou de S.E.M. (1) et dotations.....	—	—	—	—
IV	Contributions, subventions et fonds de concours pour équipement et investissement.....	28.480	9,10	—	—
V	Versement à la Caisse de réserve.....	—	—	—	—
TOTAL « Dépenses d'équipement et d'investissement ».....		313.183	100	202.918	100
TOTAL GÉNÉRAL BRUT DES DÉPENSES		1.534.207		1.421.857	
TOTAL GÉNÉRAL NET DES DÉPENSES (2).....		1.304.064		1.291.260	

(1) S.E. = Société d'Etat. — S.E.M. = Société d'Economie Mixte.

(3) Chiffres au dernier Novembre 1954.

1952		1953		1954		
Dépenses effectuées		Dépenses effectuées		Prévisions	Dépenses effectuées (3)	
Montant	%	Montant	%	Montant	Montant	%
<i>de francs C.F.A.)</i>						
37.140	2,44	38.518	2,40	58.122	27.996	2,40
1.103.875	72,56	1.121.952	70,07	1.165.074	874.319	75,14
178.830	11,75	103.716	6,48	110.204	81.446	6,99
83.557	5,49	135.948	8,49	150.878	110.850	9,53
—	—	90.305	5,64	92.184	28.834	2,48
117.915	7,76	110.755	6,92	112.500	40.201	3,46
—	—	—	—	—	—	—
1.521.317	100	1.601.144	100	1.688.962	1.163.646	100
236.274	73,95	237.175	72,42	250.000	115.576	70,22
83.227	26,05	90.305	27,58	64.000	33.114	20,12
—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	28.184	15.907	9,66
—	—	—	—	—	—	—
319.501	100	327.480	100	342.184	164.597	100
1.840.818		1.928.674		2.031.146	1.328.243	
1.722.903		1.727.614		1.826.462	1.259.208	

(2) Total général net des Dépenses = Total général brut des Dépenses — (Titre V + Titre VI + Titre VII) des « Dépenses de fonctionnement » (Titre V) des « Dépenses d'équipement et d'investissement ».

(4) 1953 = Compte tenu des réimputations et atténuations.

Tableau 6.
F.I.D.E.S. — SECTION LOCALE
Situation du F.I.D.E.S. au 31 décembre 1954 (depuis l'origine 1947) par nature des dépenses.

Intitulés des dépenses	Opérations autorisées par le Comité Directeur du F.I.D.E.S.					Paiements effectués			
	Autorisation d'engagement ^t	Crédits de paiement				Contribution de l'État	Contribution locale		Total
		Contribution de l'État	Contribution locale		Total		sur avances C.C.F.O.M.	sur ressources propres	
			sur avances C.C.F.O.M.	sur ressources propres					
Millions de francs du Territoire									
Dépenses production									
Agriculture	287,9			—	275,4	—	—	—	155,2
Hydraulique	—			—	—	—	—	—	—
Forêts.....	60,3			—	54,3	—	—	—	—
Élevage	32,5			—	29,5	—	—	—	18,9
Pêche.....	—			—	—	—	—	—	—
Mines	—			—	—	—	—	—	—
Industrie	—			—	—	—	—	—	—
Electricité	—			—	—	—	—	—	—
TOTAL « PRODUCTION ».....	380,6	234,0	125,2	—	359,2	113,1	84,9	—	198,1
Dépenses d'infrastructure :									
Chemin de fer	549,6			—	545,6	—	—	—	515,8
Routes et Ponts	735,2			—	705,2	—	—	—	639,1
Ports	204			—	204	—	—	—	142,9
Voies navigables	—			—	—	—	—	—	—
Aéronautique	—			—	—	—	—	—	—
Transmissions	100,4			—	92,4	—	—	—	86,1
TOTAL « INFRASTRUCTURE ».....	1.589,2	896,4	650,8	—	1.547,2	769,2	614,7	—	1.384
Dépenses sociales									
Santé	470,9			—	468,9	—	—	—	445,9
Enseignement	122,5			—	122,5	—	—	—	122,5
Formation professionnelle	—			—	—	—	—	—	—
Habitat	4,7			—	4,7	—	—	—	4,7
Travaux urbains et ruraux	375			—	330	—	—	—	256,6
TOTAL « DÉPENSES SOCIALES » .	973,1	536	390,2	—	926,1	466	364	—	829,9
Dépenses générales	15,6	8,5	7,02	—	15,6	8,57	7,01	—	15,5
TOTAL GÉNÉRAL	2,958,5	1.674,9	1.173,2	—	2.848,1	1.356,8	1.070,6	—	2.427,6

Tableau 8.

EMPRUNTS, AVANCES ET AUTRES DETTES CONTRACTUELLES DU BUDGET LOCAL

INDICATIF DE LA DETTE		CARACTÉRISTIQUES	1950	1951	1952	1953	1954		
			Capital restant à amortir au 31 décembre	Capital restant à amortir au 31 décembre	Capital restant à amortir au 31 décembre	Capital restant à amortir au 31 décembre	Annuités	Rembour- sements anticipés et rachats	Capital restant à amortir au 31 décembre
Prêts accordés par les particuliers			<i>(En milliers de francs métropolitains.)</i>						
	Emprunt 1931	Période d'amortissement : 50 ans Taux de l'intérêt à l'origine : 4 % Taux de l'intérêt actuel : 4 % Prix d'émission : 978,5 Valeur nominale empruntée : 28.557 <i>(Milliers de francs métropolitains.)</i>	21.431	20.778	20.085	19.398	450	332	18.616
	Emprunt 1932	Période d'amortissement : 50 ans Taux de l'intérêt à l'origine : 4,5 % Taux de l'intérêt actuel : 4,5 % Prix d'émission : 917,5 Valeur nominale empruntée : 44.013 <i>(Milliers de francs métropolitains.)</i>	35.435	34.616	33.798	32.996	610	288	32.098
Prêts d'organismes gouvernementaux métropolitains			Montant des sommes à rembourser	Montant des sommes à rembourser	Montant des sommes à rembourser	Montant des sommes à rembourser	Annuités	Rembour- sements anticipés	Montant des sommes à rembourser
			<i>(En milliers de francs métropolitains.)</i>						
	Prestations allemandes.	A la suite de la guerre 1914-1918	49.457	47.518	45.579	43.640	1.939	—	41.701
	Avances C.C.F.O.M...	Voir Annexe I.	574.824	930.180	1.273.919	1.902.544	70.288	—	2.311.085
	Avances du Trésor ...	Avances.	—	—	—	—	—	—	335.000

Tableau 5.

AIDE MÉTROPOLITAINE

Participation des budgets métropolitains. — Dépenses constatées dans le Territoire
(en milliers de francs métropolitains).

NATURE DES DÉPENSES	1953	1954
a) Répartition en :		
Dépenses de fonctionnement	100.968	131.539
Dépenses d'équipement	41.787	12.722
b) Répartition en :		
Dépenses Civiles	142.755	144.261
F.I.D.E.S.		
Dépenses d'équipement	579.761	686.380

Tableau 10.

CAISSE DE RÉSERVE

ANNÉE	OPÉRATIONS EFFECTUÉES			AVOIR en fin d'année
	Crédit	Débit	Solde	
	(millions de francs C.F.A.)			
1951.....	310	145	+ 165	165
1952.....	242	233	+ 8,5	173
1953.....	255	246	+ 8,3	182
1954.....	8	8	—	182

Tableau 7.

Avances consenties par la C.C.F.O.M.

DATES DES CONVENTIONS	Montant de l'avance mobilisée	Taux de l'intérêt	Durée de l'amortissement	Montant de l'annuité
	(Milliers de francs métropolitains.)			(Milliers de francs métropolitains.)
Convention du 14 décembre 1948	80.178	2 %	20 ans	4.883
Convention du 17 mars 1950 (1).....	371.446	2 %	20 —	22.625
Convention du 7 mai 1951	355.358	2 %	20 —	21.645
Convention du 10 juin 1952 (1)	343.738	2,2 %	20 —	21.337
Convention du 6 mai 1953	685.257	2,2 %	20 —	41.932
Convention du 17 mars 1954	449.834	2,2 %	20 —	14.844

(1) Première semestrialité à compter du 30 juin 1954.

Tableau 9.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1954

du Compte de Soutien et d'Équipement de la Production locale. — Gestion 1954.

Sections	Solde Créditeur au 1 ^{er} janvier 1954	Recettes 1954	TOTAL	Dépenses 1954	Solde Créditeur au 31 décembre 1954	Observations
	Francs C.F.A.					
I. — Cacao	16.971.111	59.577.157	76.548.268	21.229.323	55.318.945	Ces chiffres re- présentent les droits constatés et les émissions.
II. — Café	43.059.990	59.196.039	102.256.029	46.249.821	56.006.208	
IV et V. — Palmistes et pal- mier à huile	1.305.886	—	1.305.886	1.010.022	295.864	
VI. — Tapioca	65.849	—	65.849	—	65.849	
IX. — Cocotiers	4.040.933	2.839.456	6.880.389	3.563.094	3.317.295	
TOTAL GÉNÉRAL	65.443.769	121.612.652	187.056.421	72.052.260	115.004.161	

Tableau 11.

Budget annexe du Chemin de fer et du Wharf du Togo.

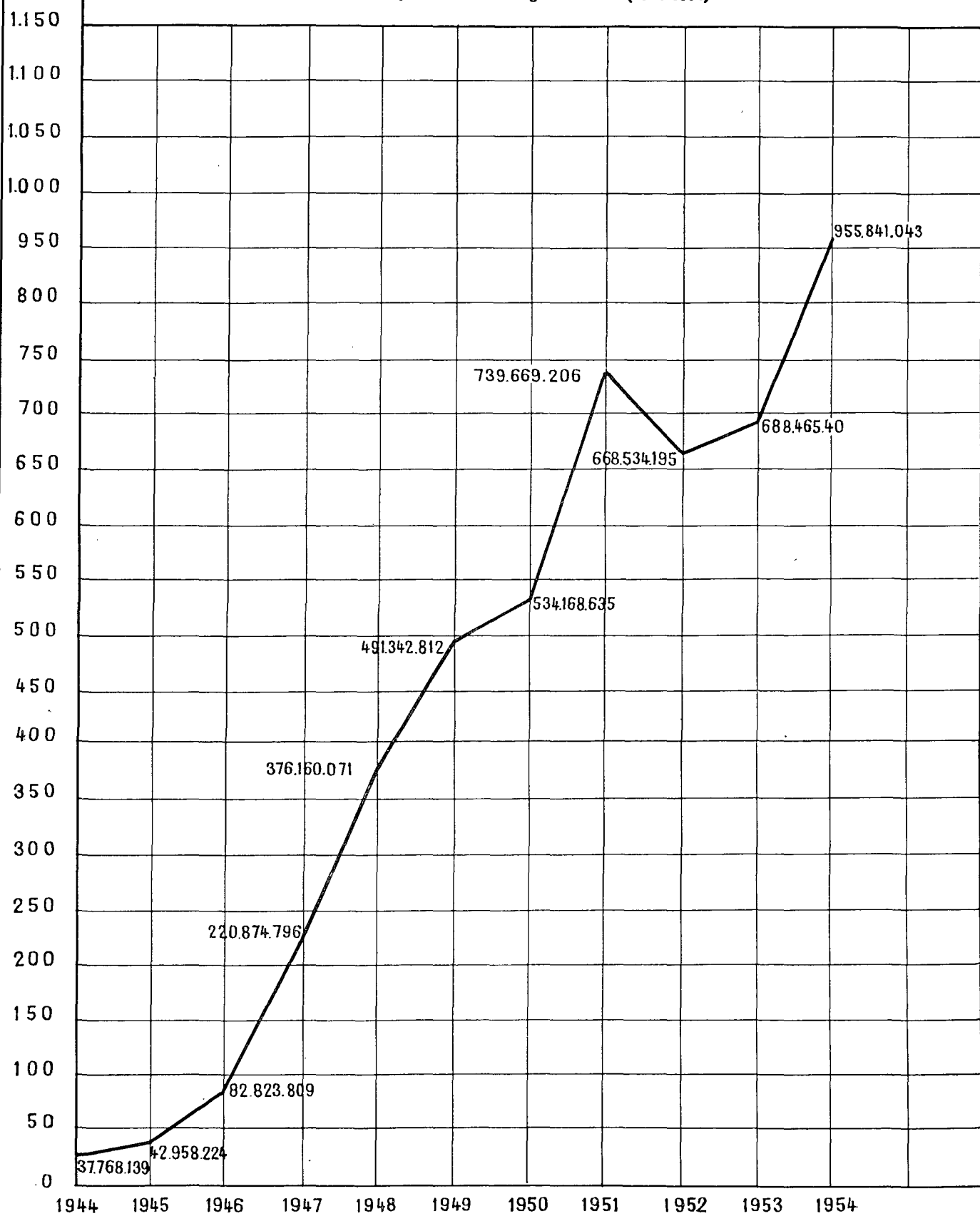
Nature des Recettes et Dépenses	1949	1950	1951	1952	1953	Recettes probables 1954
I. — Recettes.	Fr. C.F.A.					
TOTAL	218.528.976	275.051.929	309.400.715	354.143.612	370.550.095	378.824.094
Ordinaires : TOTAL	201.058.399	232.689.929	303.444.215	339.543.612	364.530.095	377.990.241
dont Chemin de Fer	156.105.857	173.063.390	230.706.842	257.795.136	267.154.376	268.182.271
Exploitations Annexes Wharf de Lomé	44.951.584	59.547.539	72.737.373	64.748.476	97.375.719	109.807.970
a) Chemin de Fer : TOTAL	149.637.972	164.806.338	199.867.714	227.464.195	238.904.563	235.949.293
Recettes du Trafic :						
Voyageurs et Bagages : { Commerce	86.251.268	86.708.066	109.657.073	133.090.051	146.635.636	147.629.166
{ Administratif	2.667.885	3.497.636	6.482.942	4.153.640	4.713.501	3.857.844
Marchandises : { Commerce	55.339.477	69.935.619	77.493.756	51.073.872	67.281.127	79.166.222
{ Administratif	4.321.756	5.913.853	5.999.135	8.636.071	16.114.851	6.726.042
Recettes du Trafic. Exercices Clos	5.857.576	2.730.864	234.808	500.359	4.159.448	8.468.019
Recettes Hors Trafic : TOTAL	6.268.859	8.896.052	30.839.128	30.330.941	28.249.813	29.000.534
Cessions et fabrications	3.102.800	1.961.398	19.491.819	81.055.233	16.922.614	28.316.941
Recettes diverses	3.028.453	4.964.123	7.600.185	9.209.845	7.935.028	494.404
Recettes Hors Trafic. Exercices Clos	137.636	1.330.531	5.787.194	65.863	3.392.171	189.189
b) Exploitations Annexes Wharf de Lomé :						
Recettes du Trafic : TOTAL	44.951.564	59.546.534	72.729.541	81.643.717	97.375.719	113.809.915
Taxes d'embarquement { Commerce	—	—	—	—	83.137.551	96.501.529
et de débarquement : { Administratif	—	—	—	—	68.850	72.360
Location d'outillage	4.131.124	5.432.757	8.810.280	9.056.478	10.191.531	11.708.805
Droits de Phare et Magasinage	455.425	4.146.164	631.146	5.543.862	3.913.362	3.878.351
Recettes du Trafic. Exercices Clos	90.755	63.705	95.526	—	25.000	59.870
Recettes Hors Trafic : TOTAL	4.601	1.005	8.032	104.759	139.525	216.143
Cessions et Fabrications	4.102	—	840	—	3.835	45.813
Diverses	499	1.005	7.192	104.759	135.690	170.33
Recettes Hors Trafic. Exercice Clos	—	—	—	—	—	2.631
Extraordinaires :						
Prélèvement sur Fonds de Réserves. Réajustement des Prix	3.269.981	24.874.000	—	—	—	—
Prélèvement sur Fonds Renouvellement	14.000.000	17.568.000	5.856.500	14.600.000	6.000.000	2.000.000

Tableau 11.

Budget annexe du Chemin de fer et du Warf du Togo (suite).

Nature des Recettes et Dépenses		1949	1950	1951	1952	1953	Provisoire 1954 et chiffres connus au 31-12-54
II. — Dépenses.		Fr. C.F.A.					
	TOTAL	218.328.376	258.459.265	305.956.766	359.771.141	372.405.375	—
Ordinaires :	TOTAL	204.328.376	240.891.265	300.000.266	345.171.141	366.860.060	—
Chemin de Fer :	TOTAL	168.849.671	195.230.540	237.257.836	279.215.556	296.661.056	—
Personnel		88.119.446	111.206.642	116.089.450	148.687.004	155.112.019	194.819.426
Main-d'œuvre		39.455.474	40.724.872	31.714.002	59.102.394	57.362.669	33.083.351
Matériel		32.588.840	33.193.757	46.779.361	47.085.886	64.169.760	42.542.708
Participation aux dépenses d'Administration générale du Territoire		769.661	853.537	1.663.683	1.421.756	1.978.378	1.500.000
Intérêts à la C.C.F.O.M.		—	—	—	5.000.000	5.000.000	11.500.000
Participation Administration générale O.F.E.R.-F.O.M.		503.070	528.388	527.412	597.659	678.622	961.229
Travaux neufs. Grosses réparations		2.923.629	1.196.125	1.526.640	—	—	—
Cessions et fabrications et divers		4.489.531	7.527.219	15.921.288	17.322.867	12.359.608	18.570.846
Annuité Fonds de Renouvellement		—	—	3.000.000	—	—	—
Exploitations Annexes Wharf de Lomé: TOTAL		35.478.705	45.660.725	62.742.430	65.955.575	70.199.004	67.086.427
Personnel		17.025.990	25.497.392	23.048.929	26.131.790	27.638.561	39.946.029
Main-d'œuvre		10.963.000	11.239.743	24.218.691	24.504.310	28.093.282	17.480.052
Matériel		7.195.955	8.095.396	14.961.632	13.111.072	12.348.045	9.460.346
Participation aux dépenses d'Administration générale du Territoire		75.000	288.700	—	210.809	636.304	200.000
Travaux neufs		118.418	292.982	—	—	—	—
Cessions et fabrications et divers		100.342	246.512	513.178	1.997.594	1.482.762	—
Annuité Fonds et roulement		—	—	—	—	—	—
Extraordinaires	TOTAL	14.000.000	17.566.000	5.956.500	14.600.000	5.545.315	2.000.000
Chemin de Fer :							
Travaux neufs		4.928.334	16.568.000	4.421.036	14.600.000	—	2.000.000
Matériel et outillage		6.869.743	—	—	—	—	—
Intérêts sur avance C.C.-F.O.M.		3.201.924	1.000.000	1.535.464	—	—	—
Versements aux Fonds Spéciaux Annexes (Fonds de Renouvellement) ,.....		—	16.592.664	3.443.749	—	—	—

**Recettes perçues par le Service des Douanes
au profit du budget local (1944-1954)**



CHAPITRE V

I M P O T S

TABLEAU DES TAUX DE L'IMPOT FORFAITAIRE EN 1954

Catégories	Taux
CATÉGORIE A :	
Contribuables disposant d'un revenu inférieur à 48.000 francs :	
Cercles de Lomé, Tsévié, Anécho et Cercle d'Atakpamé à l'exception de Litimé.....	250
Cercle de Klouto et canton de Litimé	350
Cercles de Sokodé, Bassari, Lama-Kara, Mango et Dapango à l'exception des cantons Konkombas..	125
Canton Konkombas	75
CATÉGORIE B :	
Contribuables disposant d'un revenu égal ou supérieur à 48.000 francs et inférieur à 84.000 francs.....	2.000
CATÉGORIE C :	
Contribuables disposant d'un revenu égal ou supérieur à 84.000 francs et inférieur à 120.000 francs.....	4.000
CATÉGORIE D :	
Contribuables disposant d'un revenu égal ou supérieur à 120.000 francs et inférieur à 180.000 francs.....	7.000
CATÉGORIE E :	
Contribuables disposant d'un revenu égal ou supérieur à 180.000 francs et inférieur à 240.000 francs.....	10.000
CATÉGORIE F :	
Contribuables disposant d'un revenu égal ou supérieur à 240.000 francs et inférieur à 300.000 francs.....	12.500
CATÉGORIE G :	
Contribuables disposant d'un revenu égal ou supérieur à 300.000 francs.....	15.000

IMPOTS FORFAITAIRES 1954

Nombre d'imposables.
(Répartition par catégories et par circonscriptions.)

Circonscriptions	Total	Catégories						
		A	B	C	D	E	F	G
Subdivision de Lomé (non compris commune mixte de Lomé).....	9.023	8.783	108	44	27	20	11	30
Cercle de Tsévié	16.621	16.179	266	61	50	25	19	21
Cercle d'Anécho	38.835	38.385	132	98	62	58	36	64
Cercle de Klouto	13.081	12.110	548	174	104	51	31	63
Cercle d'Atakpamé	31.928	30.621	746	212	123	115	52	59
Cercle de Sokodé	24.265	23.596	317	135	89	66	23	39
Cercle de Bassari	15.633	15.431	104	35	32	14	4	13
Cercle de Lama-Kara	48.700	48.335	182	62	47	36	18	20
Cercle de Mango	17.828	17.624	93	39	32	17	8	15
Cercle de Dapango	30.200	29.988	97	41	38	21	2	13
TOTAL DU TERRITOIRE, SAUF LOMÉ	246.114	241.052	2.593 (1)	901 (1)	604 (1)	423 (1)	204 (1)	337 (1)
Commune mixte de Lomé	5.645	1.723(1)	1.423 (1)	714 (1)	592 (1)	430 (1)	288 (1)	475 (1)
	251.759	242.775	4.016	1.615	1.196	853	492	812
NOMBRE TOTAL DES COTES DES ROLES NOMINATIFS.	10.707	1.723	4.016	1.615	1.196	853	492	812

(1) Imposés nominativement.

TABLEAU DES TAUX DE LA SURTAXE PROGRESSIVE EN 1954

La surtaxe est calculée en tenant pour nulle la fraction de chaque part de revenu qui n'excède pas 220.000 francs, et en appliquant le taux de :

10 %	à la fraction comprise entre	220.000 et	350.000 francs
15 —	—	350.000 —	600.000 —
20 —	—	600.000 —	900.000 —
30 —	—	900.000 —	1.500.000 —
40 —	—	1.500.000 —	3.000.000 —
50 —	—	3.000.000 —	6.000.000 —
60 —	—	supérieure à 6 millions de francs.	

Les taux prévus ci-dessus pour les deux dernières tranches sont portés respectivement à 55 % et 70 % en ce qui concerne les contribuables célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas d'enfants à leur charge.

TABLEAU DU NOMBRE DE PARTS

à prendre en considération pour la division du revenu imposable, pour le calcul de la surtaxe progressive.

Célibataire divorcé ou veuf sans enfant à charge	1
Marié sans enfants à charge	2
Célibataire ou divorcé ayant un enfant à charge	2
Marié ou veuf ayant un enfant à charge	3
Célibataire ou divorcé ayant deux enfants à charge	3
Marié ou veuf ayant deux enfants à charge	3,5
Célibataire ou divorcé ayant trois enfants à charge	3,5
Marié ou veuf ayant trois enfants à charge	4,5
Célibataire ou divorcé ayant quatre enfants à charge	4,5

et ainsi de suite en augmentant d'une part par enfant à la charge du contribuable.

Toutefois, le nombre de parts à prendre en considération pour le calcul de l'impôt ne pourra en aucun cas dépasser 6,5.

ÉMISSIONS EN 1954

A la surtaxe progressive.

Nombre d'imposés	276
Montant des émissions	23.748.077

IMPOT GÉNÉRAL SUR LE REVENU

Rendement en 1954.

Catégories			Nombre d'imposables	Taux	Emissions
Dénomi- nation	Limites				
I. — TAXE FORFAITAIRE.					
A	Inférieur à	48.000	242.775	variables	38.882.140
B	48.000 à	83.999	4.016	de 75 f à 250 f	8.032.000
C	84.000 à	119.999	1.615	2.000	6.460.000
D	120.000 à	179.999	1.196	4.000	8.372.000
E	180.000 à	239.999	853	7.000	8.530.000
F	240.000 à	299.999	492	10.000	6.150.000
G	Égal ou supérieur à	300.000	1.088	12.500	16.320.000
II. — SURTAXE PROGRESSIVE.					
Minimum de revenu		360.000	276	progressif	23.748.077
TOTAL DES ÉMISSIONS			252.035		116.494.217
Dégrèvements accordés					2.233.494
RENDEMENT NET					114.260.723

TABLEAU DES TAUX DE LA TAXE VICINALE EN 1954

Catégories	Taux
a) HORS CATÉGORIE :	
a) Contribuables disposant d'un revenu annuel supérieur à 48.000 francs, taux unique	1.500
b) Contribuables disposant d'un revenu annuel compris entre 144.000 et 300.000 francs (taux unique)	1.000
b) CATÉGORIE SUPÉRIEURE :	
Contribuables disposant d'un revenu annuel supérieur à 72.000 francs, inférieur ou égal à 144.000 francs (taux unique)	700
c) CATÉGORIE ORDINAIRE :	
Contribuables disposant d'un revenu annuel inférieur ou égal à 72.000 francs :	
Cercle de Lomé	400
Cercle de Tsévié	400
Cercle d'Anécho	400
Cercle d'Atakpamé	400
Cercle de Klouto	400
Cercle de Sokodé	315
Cercle de Bassari, sauf cantons Konkombas	300
Cercle de Bassari, cantons Konkombas	250
Cercle de Lama-Kara	350
Cercle de Mango, à l'exception des cantons Takpambas	350
Cercle de Mango, cantons Takpambas	250
Cercle de Dapango	350
Total des émissions en 1954	96.132.308
Total des dégrèvements accordés	167.150
Rendement net en 1954	95.965.158

TABLEAU DES PATENTES 1954

Catégories	Droits fixes Taux	Total des patentés
TABLEAU A		
1 ^o Patente de :		
1 ^{re} Classe Banque, Compagnie de navigation	45.000	34
2 ^o Patente de 2 ^e classe, Succursale d'importateur, exportateur de plus de 8.000.000 de francs de chiffre d'affaires	27.000	53
3 ^o Patente de 3 ^e classe, Hôtelier, Avocat, Succursale d'importateur entre 3.000.000 et 8.000.000 de francs de chiffre d'affaires	18.000	152
4 ^o Patente de 4 ^e classe, Médecins, Géomètres, Transitaires, Commerçants entre 2.000.000 et 5.000.000 de francs de chiffre d'affaires	9.000	129
5 ^o Patente de 5 ^e classe, Agent en douane, Commerçants entre 1.000.000 et 2.500.000 francs de chiffre d'affaires	6.600	210
6 ^o Patente de 6 ^e classe, Ecrivain public, cabaretier, Commerçants entre 300.000 et 1.000.000 de francs de chiffre d'affaires :		
Lomé	2.700	487
Territoire	2.340	
7 ^o Patente de 7 ^e classe, Artisans avec employés, Commerçants de moins de 300.000 francs de chiffre d'affaires :		
Lomé	2.000	
Territoire	1 700	1.239
TABLEAU B		
a) Acheteurs de produits, transporteurs, usines, etc., de 900 à 45.000 francs		1.472
b) Importateur-Exportateur de 20.000 à 250.000 francs :		
Importateur-Exportateur à 250.000 francs	—	2
Importateur-Exportateur à 150.000 francs	—	4
Importateur-Exportateur à 100.000 francs	—	4
Importateur-Exportateur à 60.000 francs	—	8
Importateur-Exportateur à 40.000 francs	—	9
Importateur-Exportateur à 20.000 francs	—	45
NOMBRE TOTAL DES PATENTÉS		3.848
Droit proportionnel établi uniformément au taux de 10 %.		
Impositions		31.548.080

TABLEAU DES LICENCES 1954

Catégories	Taux	Total
	(fr C.F.A.)	
1° Boissons alcooliques à emporter :		
Importateur.....	50.000	16
2° Boissons alcooliques à consommer sur place :		
Hôtels, cafés	20.000	14
3° Boissons alcooliques à emporter :		
Comptoirs secondaires	5.000	543
4° Boissons hygiéniques à consommer sur place.	2.000	86
5° Boissons hygiéniques à emporter :		
Boutiques	1.000	28
6° Ventes exclusives de boissons fermentées de fabrication locale.....	500	47
NOMBRE TOTAL		734
IMPOSITIONS		4.491.050

MONNAIE ET SYSTÈME BANCAIRE

Tableau 1.

DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES EN FIN D'ANNÉE

ANNÉES	CIRCULATION FIDUCIAIRE		COMPTES BANCAIRES privés créditeur. (à vue)
	Comptables publics	Particuliers et entreprises	
	(Millions de Frs C.F.A.)		
1949	764		137
1950	940		189
1951	1.287		200
1952	1.720		234
1953	2.884		235
1954	124	4.557	324

Tableau 2.

BONS DU TRÉSOR

	1953	1954
	(francs du territoire)	
Bons du Trésor émis dans le public (particuliers et entreprises privées)		10.000
Bons du Trésor placés auprès des organismes de crédit (1)	500.000	750.000
TOTAL ÉMISSION (2)	500.000	760.000
Bons du Trésor remboursés	500.000	500.000
Bons du Trésor en circulation ..	500.000	760.000
(1) Année 1953. — B.N.C.I. Année 1954. — B.N.C.I. et B.A.O.		
(2) Tous les bons sont à un an d'échéance.		

Tableau 3.

CAISSE DE CRÉDIT AGRICOLE

	1953	1954
	(Valeur en milliers de francs du territoire)	
I. — OPÉRATIONS EFFECTUÉES.		
Prêts consentis dans l'année :		
Court terme :		
Nombre de prêts	6	6
Montant	2.250	1.338
Moyen terme :		
Nombre de prêts	10	71
Montant	3.220	19.970
Remboursement effectués dans l'année :		
Capital :		
Court terme	660	510
Moyen terme	2.349	2.625
Intérêts et commissions	187	351
Frais généraux	480	1.412
II. — BILAN DE FIN D'EXERCICE.		
Actif :		
Immobilisations	1.314	754
Réalissables	19.086	30.960
Créances contentieuses		457
Disponibilités	12.156	17.628
TOTAL	32.556	49.799
Passif :		
Capital	21.735	25.638
Provisions		1.500
Emprunt		20.000
Créditeurs divers	10.821	2.661
TOTAL	32.556	49.799

Tableau 4.
CAISSE D'ÉPARGNE

	1953			1954		
	Européens	Autochtones	Sociétés	Européens	Autochtones	Sociétés
	<i>(Valeurs en milliers de francs du Territoire)</i>					
Nombre de versements	58	3.490	15	71	4.884	21
Montant des versements	2.804	30.644	172	1.488	28.514	819
Nombre de retraits	11	623	3	23	1.698	8
Montant des retraits	666	6.777	50	2.806	17.814	395
Avoirs en fin d'année (1)	2.176	24.438	126	858	36.119	568
Nombre de livrets en fin d'année	27	1.699	12	22	2.526	22
Montant des transferts (2) :						
Palements				588.619		
Recettes	0,108			392,332		
Taux d'intérêt servi aux déposants	3 %			3 %		

(1) Compte tenu des intérêts capitalisés.

(2) Les opérations de transferts d'avoirs sont par ailleurs comprises dans les versements et retraits indiqués plus haut.

Tableau 5.
TRANSFERTS MONÉTAIRES ENTRE LE TERRITOIRE ET L'EXTÉRIEUR
1^o Transferts postaux (Opérations du Service extérieur).

	1953		1954	
	Débit pour le Territoire	Crédit pour le Territoire	Débit pour le Territoire	Crédit pour le Territoire
	<i>(Milliers de francs du Territoire)</i>			
Mandats du « Service Extérieur » :				
Service Union Française	138.076	39.023	277.779	106.013
Service International	—	—	—	0.545
Envois contre remboursement du « Service Extérieur » (1) :				
Service Union Française	56.991	—	62.893	—
Service International	—	—	—	—
Valeurs à recouvrer du « Service Extérieur » :				
Service Union Française	8.434	—	12.740	—
Service International	—	—	—	—
Chèques Postaux du « Service Extérieur » (2)	—	—	—	—
Caisse d'Épargne-transferts	—	0.108	588.619	392.332

(1) Y compris les colis postaux contre remboursement.

(2) Il n'existe pas ce centre de chèques Postaux au Togo.

Tableau 6.
2^o Transferts bancaires entre le Territoire et les autres territoires de la zone franc.

	1953		1954	
	Transferts privés (1)	Transferts publics (2)	Transferts privés (1)	Transferts publics (2)
	<i>(Millions de francs du Territoire)</i>			
<i>Transferts en provenance des autres territoires de la zone franc :</i>				
Métropole	375	—	1.187	—
Afrique du Nord	2	—	1	—
A.-O.F.	189	525	—	190
Cameroun - A.-E.F.	78	—	574	—
TOTAL	644	525	1.762	190
<i>Transferts à destination des autres territoires de la zone franc :</i>				
Métropole	1.008	—	1.539	—
Afrique du Nord	—	—	13	—
A.-O.F.	72	200	—	410
A.-E.F. Cameroun	28	—	260	—
TOTAL	1.108	200	1.812	410

Tableau 7.

ALLOCATIONS DE DEVISES (ANNÉE 1954)

Nature	Dollars	Sterling	Autres devises		Total
			O.E.C.E.	Autres pays	
	en \$	en £	en francs métropolitains		en \$ m. c.
MONTANT DES NOTIFICATIONS					
1° Approvisionnement :					
Aide Marshall.	—	—	—	—	—
Accords commerciaux	—	—	297.957.100	93.534.550	1.118.547
O.E.C.E. (conting. globaux)	—	—	66.000.000	—	188.571
Autres (dollars et sterling).....	626.500	520.600	—	—	2.084.180
TOTAL « APPROVISIONNEMENT »	626.500	520.600	363.957.100	93.534.550	3.391.298
2° Equipement :					
Aide Marshall.	—	—	—	—	—
Accords commerciaux	—	—	52.728.000	—	150.651
O.E.C.E. (conting. globaux)	—	—	—	—	—
Autres (dollars et sterling).....	107.000	53.440	—	—	256.632
TOTAL « ÉQUIPEMENT »	107.000	53.440	52.728.000	—	407.283
TOTAL DES NOTIFICATIONS	733.500	574.040	416.685.100	93.534.550	3.798.581
LICENCES VISÉES					
1° Approvisionnement :					
Aide Marshall.	—	—	—	—	—
Accords commerciaux	—	—	269.248.013	41.677.432	888.358
O.E.C.E. (conting. globaux)	—	—	53.556.255	—	153.017
Autres (dollars et sterling).....	367.664	517.955	—	—	1.817.938
TOTAL « APPROVISIONNEMENT »	367.664	517.955	322.804.268	41.677.432	2.859.313
2° Equipement :					
Aide Marshall.	—	—	—	—	—
Accords commerciaux	—	—	46.916.916	—	134.048
O.E.C.E. (conting. globaux)	—	—	—	—	—
Autres (dollars et sterling).....	105.983	40.098	—	—	218.258
TOTAL « ÉQUIPEMENT »	105.983	40.098	46.916.916	—	352.306
TOTAL LICENCES	473.647	558.053	369.721.184	41.677.432	3.211.619

Tableau 8.

ENTRÉES ET SORTIES DE DEVISES (ANNÉE 1954)

OPÉRATIONS	ENTRÉES (RECETTES)					SORTIES (DÉPENSES)				
	Dollar U.S.A. et Canada	Livre sterling	Autres devises		Total en \$ US monnaie de compte	Dollar U.S.A. et Canada	Livre Sterling	Autres devises		Total en \$ US monnaie de compte
				(en devises) ou en mil. de Francs métropol.				(en devises) ou en mil. de Francs métropol.		
Devises traitées au marché officiel et au marché libre (autres que l'U.E.P.)	1.943.187				1.943.187	652.633				652.633
	33.799		Couronnes		33.799			Couronnes		
Règlements par comptes étran- gers (autres que U.E.P.)			Tchèques.	10.973	1.523			Tchèques.	183.580	25.481
			Espagne.	Néant.	—			Espagne.	13.200	37.714
			Finlande.	34.225	97.785			Finlande.	6.114	17.469
			Hongrie.	Néant.	—			Hongrie.	6.130	17.514
			Japon.	16.853	48.151			Japon.	24.109	68.884
			Pologne.	Néant.	—			Pologne.	851	2.433
			Tchécoslov.	43.789	125.111			Tchécoslov.	Néant.	Néant.
			Uruguay.	92	263			Uruguay.	655	1.870
			U.R.S.S.	210.621	601.775			U.R.S.S.	398	1.138
			Liban.	Néant.	—			Liban.	16.097	45.993
Règlements par compte EFAC ..	696.036				696.036	234.594				234.594
		185.376			519.053		107.409			300.745
			Fr. Suisses.	23.744	5.430			Fr. Suisses.	14.254	3.260
			Fr. Belges.	1.163.030	23.261			Fr. Belges.	781.102	15.622
			Florins.	609.116	160.294			Florins.	414.472	109.072
			D. Marks.	344.468	82.016			D. Marks.	229.712	54.693
			Lir. It.	16.679.717	26.698			Lir. It.	7.800.614	12.486
			Escudos.	136.500	4.748			Escudos.	133.107	4.630
			Cour. Suéd.	26.148	5.055			Cour. Suéd.	3.396	656
			Cour. Tchéc.	56.200	7.805			Cour. Tchéc.	Néant.	—
			Cour. Dan.	7.006	804			Cour. Dan.	7.856	1.137
Règlements sur compte compen- sation O.E.C.E.		361.953			1.013.469		867.387			2.428.684
			Allemagne.	144.820	413.772			Allemagne.	129.548	370.137
			Autriche.	36.198	103.423			Autriche.	8.575	24.500
			Danemark.	Néant.	—			Danemark.	28.437	81.248
			Italie.	366.194	1.046.268			Italie.	53.239	152.112
			Norvège.	63	180			Norvège.	5.436	15.530
			Pays-Bas.	710.904	2.031.154			Pays-Bas.	184.087	525.962
			Portugal.	Néant.	—			Portugal.	14.321	40.917
			Suède.	5.062	14.464			Suède.	55.777	159.363
			Suisse.	37.461	107.032			Suisse.	19.748	56.422
			UEBL.	72.481	207.089			UEBL.	54.948	156.995
Aide Marshall						45.121				45.121
TOTAUX	2.673.022	547.329	—	—	9.319.645	932.348	974.796	—	—	5.663.015
Paiements courants	—	—	—	—	9.319.645	—	—	—	—	5.572.261
Opérations en capital (licences sans règl. fin. avec étranger) ..					33.100					90.754
Soldes globaux	—	—	—	—	9.352.745	—	—	—	—	5.663.015
Importations sans paiement....						24.426	7.131 (\$ M.C.)	U.E.P. Autres que U.E.P. (\$ M.C.)	1.540 (\$ M.C.) 63 (\$ M.C.)	33.100

CHAPITRE VII

COMMERCE ET NÉGOCE

Tableau 1.

ENSEMBLE DU COMMERCE

MOUVEMENTS	Quantités		Valeurs	
	1953	1954	1953	1954
	1 000 tonnes		Millions de francs locaux	
COMMERCE SPÉCIAL :				
Importation.....	51,8	63,6	2.079,3	2.718,6
Exportation.....	49,2	49,5	2.734,8	4.274
COMMERCE SPÉCIAL :				
<i>Importations par pays fournisseurs :</i>				
France	23,7	26,7	1.028,3	1.211,6
U.F. (autres pays).....	3,9	6,4	200,4	265
Total zone franc	27,6	33,1	1.218,7	1.476,6
Zone £.....	6,2	5,9	460,3	595,5
Zone \$ (a).....	11,1	13,9	178,1	308,4
Zones « autres devises » (a).....	6,9	10,6	217,1	338,1
TOTAL GÉNÉRAL.....	51,8	63,1	2.079,3	2.718,6
<i>Exportations par pays clients :</i>				
France	34,5	31,9	1.743,3	2.647,4
U.F. (autres pays).....	1,6	2,1	127,6	157,5
Total zone franc	36,1	34	1.870,9	2.804,9
Zone £	6,3	8,2	114	172
Zone \$.....	1,4	2,8	172	481,4
Zones « autres devises »	5,4	4,5	577,9	815,7
TOTAL GÉNÉRAL	49	49,5	2.734,8	4.274
dont Commerce avec pays O.E.C.E. (étranger) :				
Importations :				
Zone £	5,9	5,6	446,5	580,8
Zones « autres devises »	4,9	7,9	188,8	301,9
TOTAL.....	10,8	13,5	634,5	881,8
Exportations :				
Zone £	6,3	8,2	114	172
Zones « autres devises »	4,8	4	469,3	728,7
TOTAL.....	11,1	12,2	583,3	900,7

(a) La répartition par zone monétaire ne se réfère pas aux pays de provenance mais aux monnaies de règlement en particulier pour les Pétroles (Antilles néerlandaises, par exemple en \$).

Tableau 2.

COMMERCE SPÉCIAL. RÉPARTITION PAR GROUPE D'UTILISATION ET ZONE MONÉTAIRE.

IMPORTATIONS

		Énergie	Matières premières	Moyens d'équipement	Total	dont alimentation	Total
<i>Zone franc.</i>							
France.							
1953	Quantité.....	0,5	14,1	0,6	8,5	3,1	23,7
	Valeur	4,6	183,1	0,5	840,1	133,3	1.028,3
1954	Quantité.....	—	16,3	0,4	10,3	5,7	26,7
	Valeur	—	156,6	202,8	852,2	278,4	1.211,6
Union Française « Autres pays ».							
1953	Quantité.....	—	0,1	—	3,8	3	3,9
	Valeur	1,6	2,9	8,5	187,4	107,2	200,4
1954	Quantité.....	—	0,6	0,4	5,1	5,1	6,4
	Valeur	—	0,9	10	254,1	137,5	265
<i>Total zone franc.</i>							
1953	Quantité.....	0,5	14,2	0,6	12,3	6,1	27,6
	Valeur	0,2	186	9	1.027,5	240,5	1.228,7
1954	Quantité.....	—	16,9	0,8	15,4	10,8	33,1
	Valeur	—	157,5	212,8	1.096,3	415,9	1476,6
<i>Zone £.</i>							
1953	Quantité.....	—	0,2	0,1	5,9	2	6,2
	Valeur	—	35,3	33,7	391	61,4	460,3
1954	Quantité.....	—	1,7	0,1	4,1	1,6	5,9
	Valeur	—	23	37,3	535,2	63,6	595,5
<i>Zone \$.</i>							
1953	Quantité.....	9,8	0,6	—	0,7	—	11,1
	Valeur	120,2	10,3	5,6	42	10,1	178,1
1954	Quantité.....	11,8	0,3	0,2	1,6	—	13,9
	Valeur	140,9	12,3	56	99,2	0,7	308,4
<i>Zone autres devises.</i>							
1953	Quantité.....	—	5	—	1,9	0,9	6,9
	Valeur	—	65,2	5,1	141,9	48,2	212,2
1954	Quantité.....	0,6	4	0,1	5,9	4,7	10,6
	Valeur	3,2	17	39,2	278,7	78,2	338,1
TOTAL GÉNÉRAL :							
1953	Quantité.....	10,3	20	0,7	20,8	9	51,8
	Valeur	126,4	296,8	53,4	1.602,7	360,2	2.079,3
1954	Quantité.....	12,4	22,9	1,2	27	17,1	63,6
	Valeur	144,1	209,8	345,3	2.019,4	558,4	2.718,6
Quantité = 1.000 tonnes. Valeurs = Millions de francs locaux.							

Tableau 3.

PAYS FOURNISSEURS

Zones et pays		Quantité		Valeur	
		1953	1954	1953	1954
		Tonnes		1.000 francs locaux	
<i>Zone Franc :</i>	Ensemble...	27.614	33.138	1.228.652	1.476.596
dont :	France.....	23.701	26.697	1.028.252	1.211.571
	Afrique du Nord	1.983	2.207,6	136.137	151.409
	Autres	1.930	4.233,4	64.263	113.616
<i>Zone £ :</i>	Ensemble	6 176	5.916	460.298	595.459
dont :	O.E.C.E. Angleterre	776	1.128	216.577	291.780
	Gold Coast	5.134	4.501	229.968	289.005
	TOTAL O.E.C.E.	5.910	5.629	446.545	580.785
<i>Zone \$:</i>	Ensemble	11.060	13.919	178.077	308.446
dont :	États-Unis d'Amérique.....	826	670	58.146	106.143
	Canada	—	—	—	105
	Territoires Néerlandais Amérique (1).....	10.234	13.249	119.931	202.198
<i>Zones autres devises :</i>	Ensemble	6.915	10.616,1	212.237	338.068
dont :	O.E.C.E. Allemagne Ouest.....	3.532	5.029	63.373	88.345
	Autriche	75	75	3.832	3.796
	Danemark	41	90	2.726	6.359
	Suède	148	290	13.885	25.848
	Italie	44	95	9.928	17.286
	Belgique.....	214	385	16.733	26.579
	Hollande.....	585	596	69.703	105.262
	Divers	232	1.388	7.855	27.609
	Non O.E.C.E. Espagne	1.905	2.417	13.564	16.561
	Japon	92	76	7.997	7.466
	Divers	47	175	2.641	12.956
	TOTAL GÉNÉRAL	51.765	63.589	20.792.645	2.718.599

(1) Produits pétroliers réglés en \$ U.S.

Tableau 4.

PAYS CLIENTS

Zones et pays	Quantité		Valeur	
	1953	1954	1953	1954
	Tonnes		1.000 francs locaux	
<i>Zone franc.</i>				
Ensemble	36.142	33.972	187.094	2.804.993
dont : France.....	34.515	31.912	1.743.279	2.647.415
Afrique du Nord	726	1.127	89.436	115.751
Autres	901	933	38.229	41.827
<i>Zone £ :</i>				
Ensemble.....	6.295	8.192	113.999	172.038
dont :				
O.E.C.E. { Angleterre	—	1.457	—	28.720
Gold Coast.....	6.295	6.543	113.966	135.253
Autres Nigeria, etc.)	0,3	192	33	8.056
TOTAL O.E.C.E.	6.295,3	8.192	113.999	172.038
<i>Zone \$:</i>				
Ensemble	1.380	2.788	171.998	481.321
dont : Etats-Unis d'Amérique	1.380	2.788	171.998	481.321
<i>Zone autres devises :</i>				
Ensemble	5.412	4.578	577.836	815.709
dont :				
O.E.C.E. { Allemagne Ouest	688	539	88.202	103.652
Autriche	25	25	3.557	4.153
Suède	—	3	—	556
Italie	738	862	33.887	156.865
Belgique.....	467	164	34.022	22.527
Hollande.....	2.816	2.404	301.584	424.531
Divers	66	95	8.010	16.430
Non O.E.C.E. { Japon	60	—	5.316	—
Divers	552	486	103.258	86.995
TOTAL GÉNÉRAL	49.229	49.529	2.734.777	4.274.061

Tableau 5.

MARCHANDISES IMPORTÉES

Marchandises	Numéro du code	Quantité (Tonnes)		Valeur 1.000 francs locaux	
		1953	1954	1953	1954
Importations totales	—	5.176,5	63.589	2.079.265	2.718.599
Animaux vivants et produits du règne animal....	01	261,5	603,1	18.042	49.582,6
dont laits condensés	01-43-1-2	108,2	183,6	8.918,5	12.619,6
Produits du règne végétal	02	1.973,2	3.822,9	129.670	122.922,1
dont thé	02-42	0,7	2,3	289	985,5
riz	02-55	357,6	1.061,6	16.182	30.773,2
farine de froment	02-61	1.436,1	1.519	24.607	33.998,4
Corps gras, graisses et huiles produits de leurs dissocia- tion, graisses alimentaires élaborées, cire d'origine animale ou végétale dont huiles alimentaires	03-2	11,7	9,7	1.473	874,5
Produits des industries alimentaires, boissons alcoo- liques et vinaigres, tabacs	04	5.237	7.325,4	310.021,5	468.510,9
dont Sucres	04-21	1.500	1.591	78.042	79.221
Bières	04-72	1.525	2.217,3	72.206	97.956
Vins et Apéritifs de vin	04-73	—	2.636	—	81.910
Eaux-de-vie, liqueurs	04-75-04-7	814	612	—	96.844
Tabacs	04-9	169	265	63.789	112.275
Produits minéraux	05	31.440,2	35.953,4	257.903	261.899
dont Sel	05-11-1	3.494	5.493,3	18.209	29.866
Ciments et liants	05-22-2	15.212	17.546,7	69.971,5	71.481
Combustibles minéraux solides	—	399	597	6.021	3.309
Produits pétroliers	05-41	10.616	12.206	141.763	153.294
Produits industries parachimiques	07	526,7	525,6	129.533,5	124.472,3
dont produits pharmaceutiques	07-1	118,5	115	68.965	61.517 3
engrais	07-2	4,9	—	104	—
savons	07-62	137,4	60,2	7.135	3.801
Dévirés de la cellulose, matières plastiques et ouvrages dont chambres à air et enveloppes	08	140	194	36.261	47.786
Cuir et peaux : ouvrages en cuir, etc.	08-34-2/3	121,1	170	32.779	43.032
Bois et ouvrages en bois, liège, sparterie, vannerie....	09	13,7	16,2	4.350,5	5.514,5
dont bois et ouvrages en bois	10	1.905,1	2.140	22.981	34.228
Papiers applications	10-1	1.882	2.140	20.897,5	34.228
Matières textiles, fils, tissus.....	11	176,3	297	31.661	41.142,9
dont fils de coton	12	1043	1.103,8	327.610	436.405,5
Tissus et couvertures de coton	12-27	47,2	32,5	16.019,5	14.275,5
Tissus de laine	12-47-12/93	951	1.072	292.978	422.030
Tissus rayonne et fibranne	5/6	1,5	3,4	1.330	1.802,9
Articles confection en tissus, vêtement bonneterie	12-48/49	28	35,6	6.614,5	12.666,9
dont broderies vêtements, accessoires de vêtement, bonneterie	13	634,2	977	76.660,5	111.190
sacs de jute	13.1/2/3 et 5	14,5	128	10.670	56.422
Chaussures, chapeaux, parapluies, articles de mode	13.47-13	558,1	848,7	36.632	54.747,5
dont chaussures	21/31	11,3	38,8	7.410	20.363,6
Pierres gemmes, bijout. fant., etc.....	14.11 à 17	11,3	38,8	7.410	20.363,6
Métaux communs	16	1,6	1	2.228,5	2.094
Ouvrages en métaux	17	1.930,4	1.471,3	73.983	91.664,7
dont articles quincaillerie de ménage, coutellerie....	18	1.391,2	2.760	91.103	184.028
Machines et appareils	18-2	387	461	22.029	36.334
dont machines agricoles	19	245	377	76.515,5	103.209
Constructions électriques (machines et appareils)	19-4	24	56	5.258	10.555
Matériel de transport	20-245	242	166	55.854	48.151
Voitures et camions	21	599,6	1.062	145.348	247.490
Instruments et horlogerie	21-21-22	290,4	708,6	58.536,5	144.562
Instruments de musique	22	2,6	4	5.301,5	593,6
Armes et munitions	23	7,9	12,1	4.380,5	7.273,5
	24	14,7	24,8	7.178,5	11.952,5

Tableau 6.

PRODUITS EXPORTÉS

Marchandises	Numéro du Code	Quantité (tonnes)		Valeur 1.000 francs locaux	
		1953	1954	1953	1954
Exportations totales	—	49.229	49.529	2.734.777	4.274.062
Animaux vivants et produits règne animal	01	1.992	2.060	62.005	53.983
dont Animaux vivants	01-1	1.309	1.591	22.216	23.971
Poissons secs, séchés, fumés	01-33	683	469	39.789	30.012
Produits du règne végétal	02	34.734	29.744	1.378.374	1.546.194
dont Café vert	02-41-1	2.843	4.086	495.953	820.208
Piment	02-45	43	180	4.495	20.623
Riz	02-55	90	124	909	1.320
Maïs	02-56	1.286	929	12.876	9.729
Manioc	02-24-10	67	100	538	1.140
Farine de manioc	02-65-20	1.744	1.674	18.523	20.718
Fécule de manioc	02-67-22	1.296	1.064	33.349	37.385
Tapioca	02-68	4.343	1.749	93.532	46.297
Coprah	02-71-12	7.422	5.911	292.930	229.292
Arachides décortiquées	02-71-11	1.492	2.222	63.639	94.094
Palmistes	02-73-13	11.163	8.787	323.151	225.817
Graines de ricin	02-71-15	332	375	9.823	8.414
Graines de coton	02-71-24	934	1.357	6.627	9.973
Amandes de karité	02-71-29	907	460	13.293	6.727
Kapok	02-92	443	327	50.000	44.500
Corps gras	03	457	852	12.669	35.099
dont Huile d'arachide	03-21-3	22	1	90	49
Huile de palme	03-21-7	453	847	12.555	34.992
Beurre de karité	03-21-94	2	4	24	44
Produits industries alimentaires	04	8.408	13.293	1.002.779	2.353.694
dont Cacao	04-31	7.823	12.633	983.465	2.329.614
Cuir et Peaux	09	110	103	28.672	25.014
dont Cuir, peaux brutes et tannées	09-1-2	110	102	28.636	24.916
Matières textiles	12	1.885	1.406	197.088	174.759
dont Coton égrené	12.15.12/13	1.442	1.079	147.421	130.191
Autres fibres	12.18.3	443	327	49.667	44.568

CHAPITRE VIII

AGRICULTURE - ÉLEVAGE - PÊCHERIES ET FORÊTS

I. AGRICULTURE

Tableau 1.

Utilisation des terres au 31 décembre 1954.

Nature des terres	Superficie
	(milliers d'hectares)
Superficie des forêts	600 (1)
Superficie non cultivable	1.468 (2)
Superficie cultivable inemployée (y compris les jachères).....	2.840
Superficie cultivée	620
TOTAL.....	5.528

(1) Forêts susceptibles d'être classées.
(2) Y compris les savanes arborées.

Tableau 2.

Personnel des Services Agricoles

	1953	1954
Ingénieurs du cadre production ...	4	4
Cadres des laboratoires	1	1
Cadres du génie rural	—	—
Conducteurs de travaux agricoles des cadres (et Aides-Conducteurs) ...	9	11
Contractuels et auxiliaires (conducteurs, mécaniciens).....	5	5
Contremaîtres des cadres		
Personnel subalterne :		
— Moniteurs d'Agriculture....	46	44
— Commis d'Administration .	3	3

Tableau 3.

Concessions urbaines.

Concessions	Urbaines	
	1953	1954
<i>Provisoires.</i>		
Nombre :		
Personnes physiques :		
(autochtones)	4	1
(non autochtones)	—	—
Personnes morales	1	—
Superficie (ares) :		
Personnes physiques :		
(autochtones).....	24,64 a	6,25 a
(non autochtones)	10,70 a	—
Personnes morales	—	—
<i>Définitives.</i>		
Nombre :		
Personnes physiques :		
(autochtones)	—	—
(non autochtones)	—	—
Personnes morales	—	—
Superficie (ares) :		
Personnes physiques :		
(autochtones)	—	—
(non autochtones).....	—	—
Personnes morales	47,52 a	—

Tableau 4.
Superficie et Production des principales cultures.

Produits	Superficie enssemencée ou plantée		Production			
			Totale estimation (1)		dt : production commercialisée	
	1953	1954	1953	1954	1953	1954
	1.000 hectares		1.000 tonnes		Tonnes	
CÉRÉALES						
Riz	11,7	12,4	8,1	9,2	—	—
Mil et Sorgho	196,6	201,5	115,3	116,3	—	—
Maïs	124,6	126,5	52,3	52	—	—
Farine.....	—	9,1	—	2,9	—	—
LÉGUMINEUSES						
Légumes secs	29	29,5	7,4	7,4	—	—
Voandzera subterranea (Voandza).....	22,4	22,4	8,9	8,7	—	—
TUBERCULES ET RACINES						
Manioc	61,2	62	355	361	3.885	1.690 tapioca
Patates	1,5	1,5	5	5,4	—	—
Ignames	61,5	62,8	371	390	—	—
Taros	1,2	1,3	—	1,3	—	—
CULTURES INDUSTRIELLES						
Coton en graines	36,1	35,1	4,3	3,5	3.722	3.300
Arachides décortiquées	24,4	29,9	8,9	8,4	1.354	2.338
Ricin.....	1,5	1,5	0,35	0,39	338	296
Sésame	0,3	0,3	0,04	0,04	—	—
CULTURES ARBUSTIVES						
Café	5,2	13 (3)	2,9	4,1	2.703	4.141
Cacao	10,3	11,5	5,4	5,4	7.922 (1)	15.581 (1)
Cocotier (Coprah)	5,75	6,4	5,2	5,3	6.424 (2)	4.962
Palmier à huile {	22,2	22,2	2,5	2,7	319	772
			11,5	9,2	11.105	7.893
Kapokier	—	—	0,8	0,9	795	841
Karité.....	—	—	31	30	443	807

(1) Y compris les apports du Togo britannique (9 à 10.000 tonnes en 1954).
(2) Y compris les apports du Dahomey et de la Gold Coast (1.200 tonnes en 1953).
(3) Dont 10.275 hectares en production.

Tableau 5.
Effectifs des Sociétés de Prévoyance.

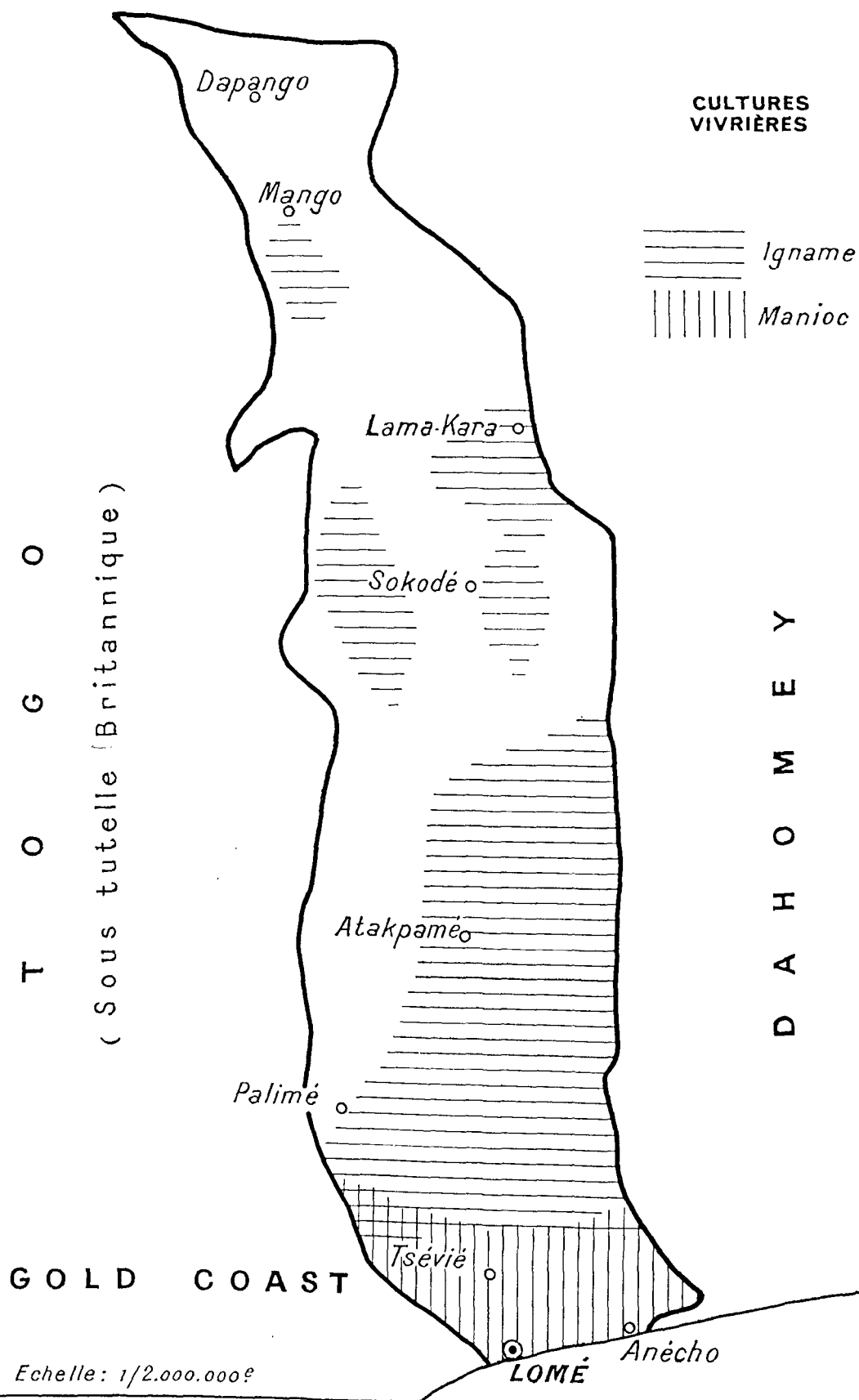
Années	Nombre d'adhérents	Cotisations (milliers de francs C.F.A.)
1954.....	196.200	16.158
1953.....	231.752	10.690

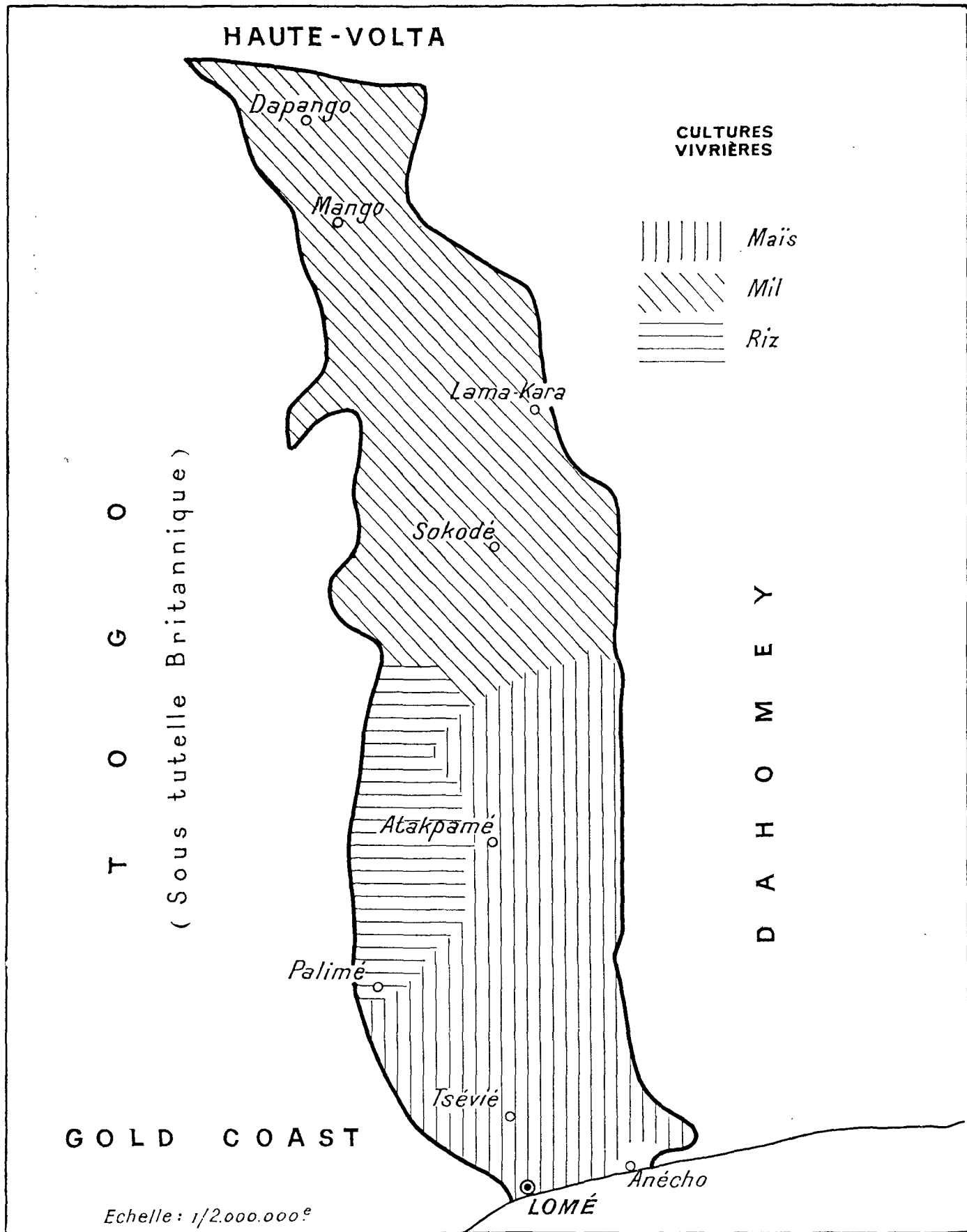
Tableau 6.
Cultures vivrières.

Productions ou cultures	Superficie (1) (Ha.)	Production (Tonnes)	Valeur (milliers de fr. CFA)	Cours de la région du
Igname.....	62.850	390.350	7.026.300	Centre
Manioc	62.050	361.170	2.528.190	Sud
Mil et Sorgho	201.500	116.250	2.325.000	Nord
Maïs	126.500	52.025	1.040.500	Sud
Voandzou.....	22.200	8.710	191.620	Nord
Riz décortiqué.....	12.450	9.185	551.100	Centre
Haricot.....	29.550	7.420	185.000	Nord
Patate	1.530	5.390	32.340	Nord
Fonio	9.100	2.910	58.200	Nord
Taro.....	1.300	1.290	23.220	Centre
Sésame	300	40	1.200	Nord
TOTAUX	529.330	954.740	13.963.170	

(1) Y compris cultures sucrières en association avec cultures industrielles.


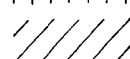
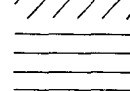
HAUTE-VOLTA





HAUTE-VOLTA

CULTURES INDUSTRIELLES

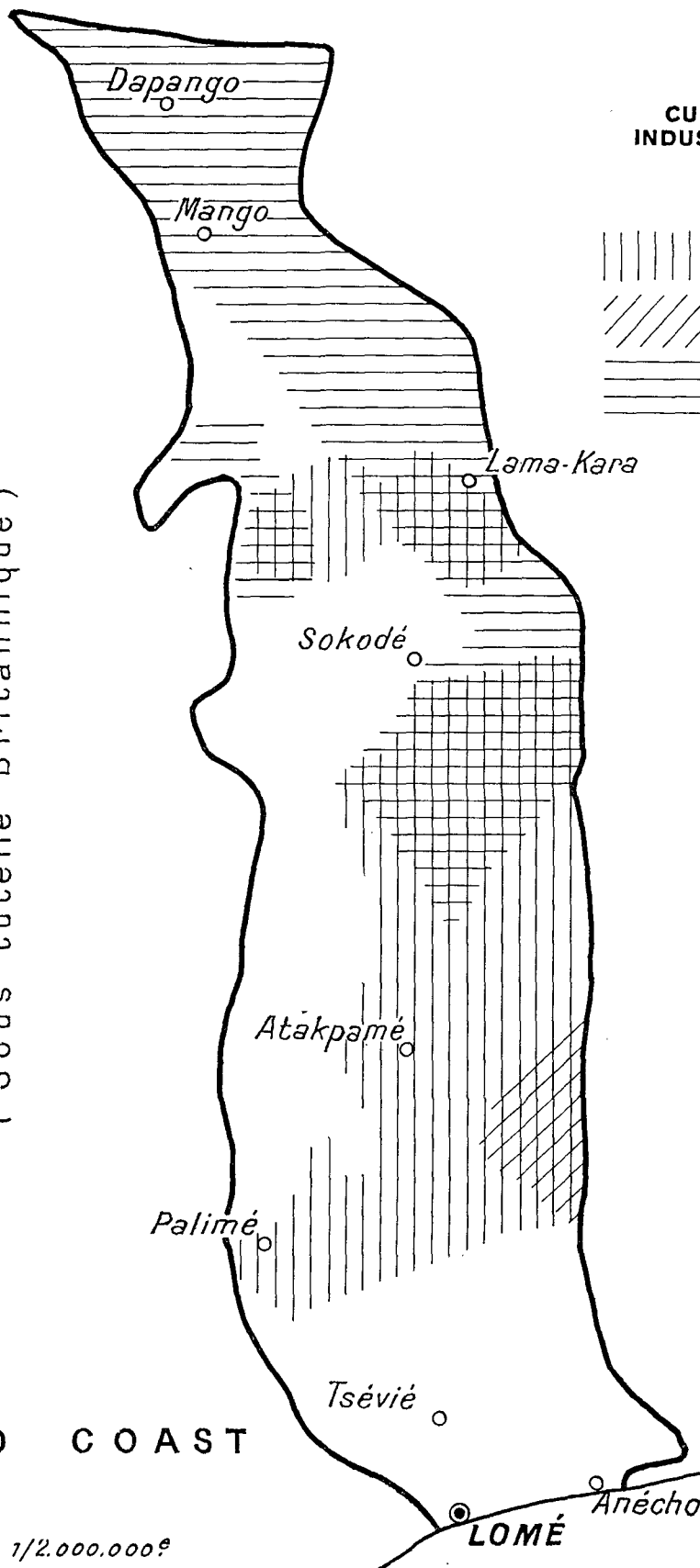
	<i>Coton</i>
	<i>Ricin</i>
	<i>Arachide</i>

T
O
G
O
G
O
(Sous tutelle Britannique)

D
A
H
O
M
E
Y

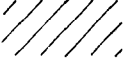
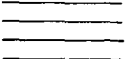

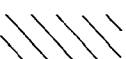
GOLD COAST

Echelle : 1/2.000.000^e



HAUTE-VOLTA

CULTURES ARBUSTIVES

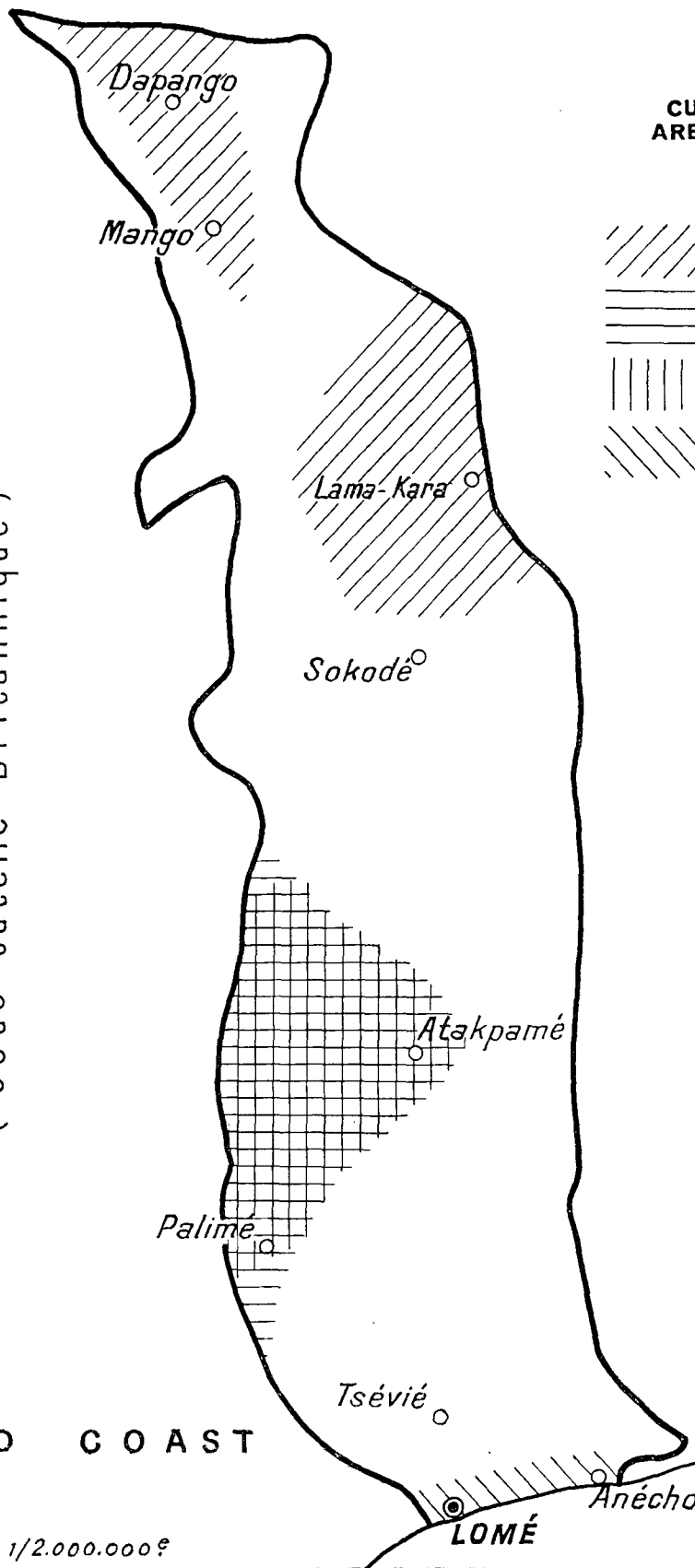
	<i>Kapokier</i>
	<i>Cafeier</i>
	<i>Cacaoyer</i>
	<i>Cocotier</i>

T
C
O
G
O
(Sous tutelle Britannique)

D
A
H
O
M
E
Y

GOLD COAST

Echelle : 1/2.000.000^e

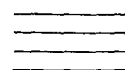


HAUTE-VOLTA

PRODUITS DE CUEILLETTE



Karité



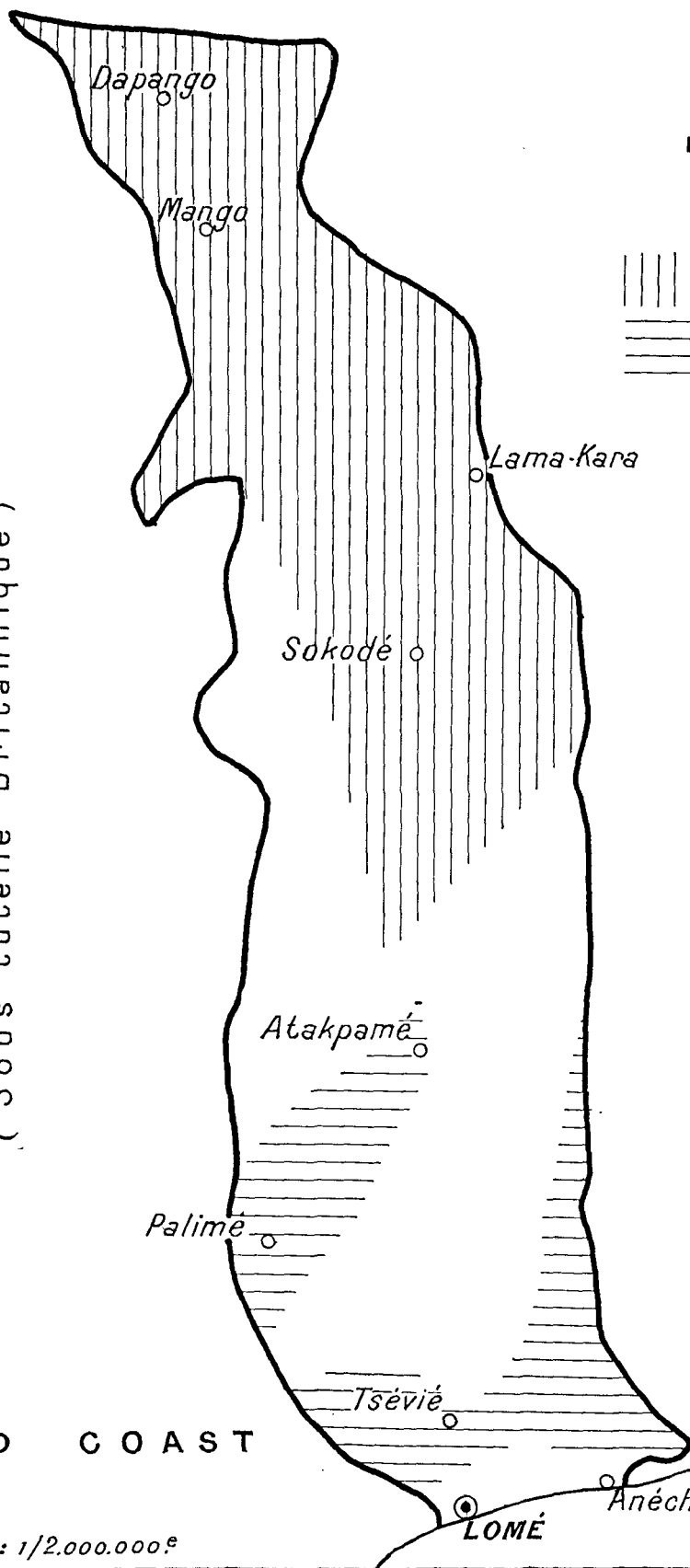
Palmier à huile.

T
O
G
O
(Sous tutelle Britannique)

D
A
H
O
M
E
Y

GOLD COAST

Echelle : 1/2.000.000.^e



Graphique des Immatriculations au Livre Foncier de 1939 à 1954

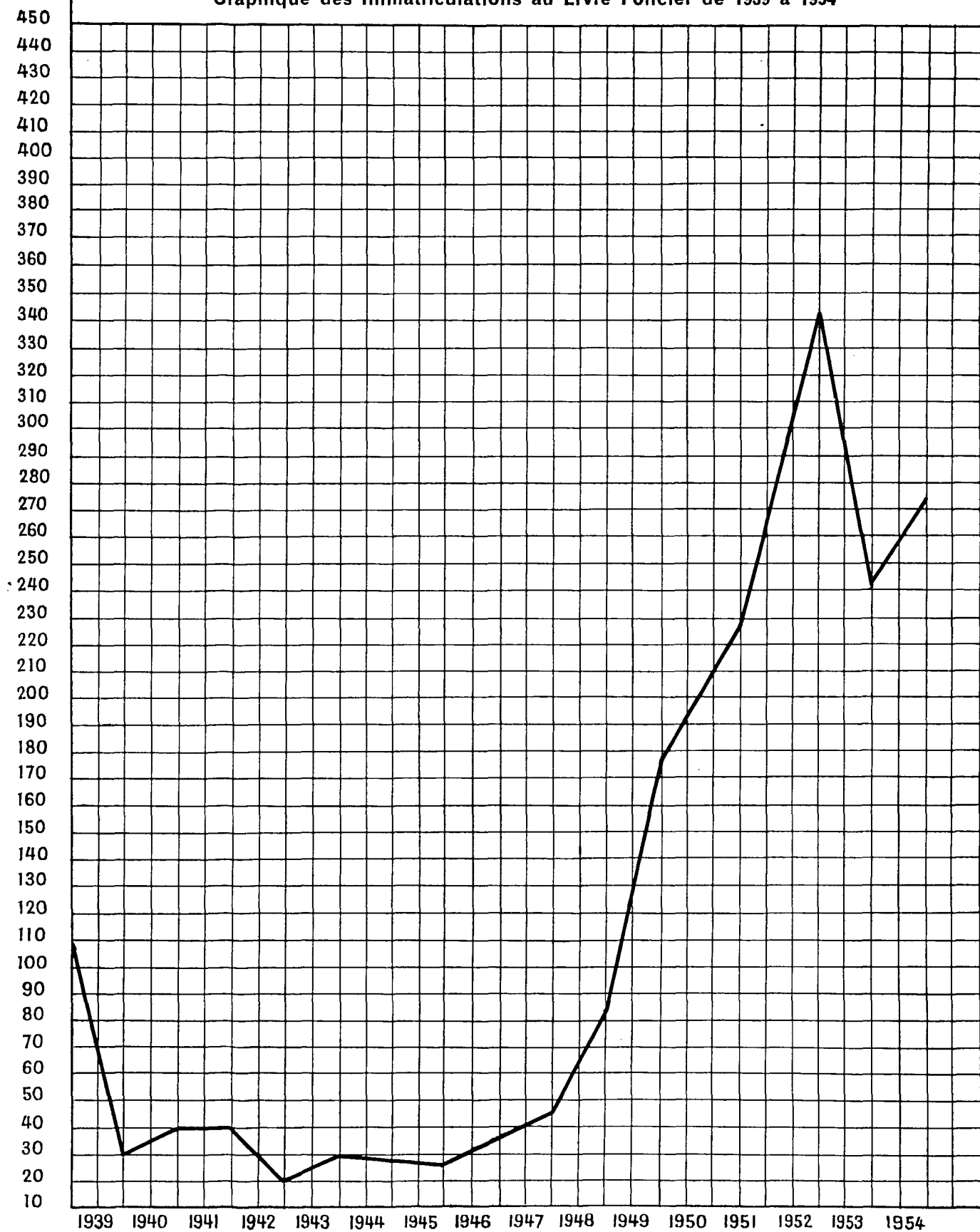


Tableau 7.

Productions à caractère industriel.

Productions ou cultures	Superficie (Hectares)	Production totale (Tonnes)	Commercialisation	
			En tonnes commercialisées en 1954	En milliers de fr CFA payés aux producteurs
Amandes de Karité.....	—	30.000	807,330	7.071
Arachides décortiquées	29.900	8.405	2.338,018	65.341
Coton en graines	35.100	3.530	3.300,051	79.440
Cacao.....	11.550	5.450	15.581,326	2.381.475
Coprah	6.450	5.300	4.962,605	146.067
Tapioca	—	1.700	1.689,428	33.392
Café	13.025 (1)	4.110	4.141,675	714.964
Palmistes	22.200	9.200	7.893,313	146.373
Huile de palme		2.700	771,987	16.124
Kapok en graines	—	900	840,811	18.919
Ricin.....	1.550	390	296,927	3.998
TOTAUX	119.775	71.685	422.623.471	3.623.948

(1) Dans les années antérieures, des chiffres nettement plus faibles avaient été indiqués. Ils résultaient d'une erreur prenant son origine en 1946. les surfaces plantées pendant la durée de guerre n'ayant, par manque de personnel, pas été appréciées à leur juste valeur.

La superficie totale indiquée ci-dessus comprend 10.275 hectares en production et environ 2.750 hectares de jeunes plantations non encore en rapport. Ces chiffres résultent d'une réestimation basée à la fois sur des sondages et sur les tonnages commercialisés au cours de la campagne 1953-1954.

II. ÉLEVAGE

Tableau 1.

Personnel du Service de l'Élevage.

Désignation	31 décembre 1953	31 décembre 1954
Vétérinaires inspecteurs du cadre général	1	1
Contrôleurs de l'élevage	—	—
Cadre des vétérinaires autochtones.	2	2
Infirmiers-vétérinaires	24	24
Commis d'administration	1	1
Contractuels	—	—
Personnel subalterne	13	14

Tableau 2.

Effectif du bétail.

	31 décembre 1953	31 décembre 1954
	<i>Milliers de têtes.</i>	
Bovins	111,2	112,7
Porcins	186,9	208,4
Ovins.....	258,2	276,4
Caprins.....	201,1	220,6
Equins	3,9	3,6

Tableau 3.

Abattages.

	1953	1954
	<i>(milliers de têtes)</i>	
Bovins	4,6	5,3
Porcins	8,1	6,2
Ovins.....	8	6,7
Caprins.....	3	4,4

Tableau 4.

Épizooties et vaccinations en 1954.

Secteurs	Peste bovine		Trypanosomiasés		Pasteurellose	
	Mort décl.	Vac. prat.	Mort décl.	Vac. prat.	Mort décl.	Vac. prat.
Dapango	—	27.646	38	6.722	12	109
Mango	—	8.522	3	17	—	—
Kandé	—	6.887	—	70	—	—
Lama-Kara	—	10.985	10	52	—	—
Sokodé.....	18	6.956	14	71	—	—
Bassari.....	—	16.092	50	21	—	—
Palimé-Atakpamé.....	—	—	5	183	431	287
Lomé-Anécho	15	3.490	20	101	—	—
TOTAL 1954.....	33	80.578	140	7.237	443	396
— 1953.....	242	79.235	197	654	65	2.365

Tableau 5.

Mouvements du bétail (exportations).

Destinations	Bovins		Porcins		Caprins et Ovins	
	1953	1954	1953	1954	1953	1954
A.-O.F. (Dahomey-Niger-Haute-Volta).....	2.935	7.727	—	—	2.058	17.113
Gold Coast et Togo Britannique	7.426	3.842	270	465	17.265	23.387

III. PÊCHERIES

Tableau 1.

Production de poissons frais.

	1953	1954
	Tonnes	Tonnes
Poisson de rivière.....	2.050	2.000
Poisson de mer		

Tableau 2.

Établissements et ateliers de transformation.

	1953	1954
	Tonnes	Tonnes
Production de poisson séché.	1.046,282	893,362

IV. FORÊTS

Tableau 1.

Utilisation et Aménagements du Domaine forestier.

Catégories	31 décembre 1953	31 décembre 1954
	1.000 ha	
Superficie totale.....	2.140	2.140
dont :		
Concédée.....	—	—
Exploitée	15	16
Enrichie en forêt dense	0,6	0,6
En réserves forestières et de chasse	188	399

Tableau 2.

Production forestière : Abattages.

	Unité	1953	1954
Bois de chauffage	Stères	55.000	41.000
Bois d'œuvre et d'industrie, bois de pâte et bois de mines, grumes de sciage, de placage, et grumes pour traverses	m³	9.270	11.750

Tableau 3.

Industrie de transformation.

	1953	1954
	Mètres cubes	Mètres cubes
Sciage (capacité annuelle de production).....	2.000	2.000

	Dépenses effectuées en 1953			Crédits alloués en 1954		
	Personnel	Matériel	Total	Personnel	Matériel	Total
	<i>(Milliers de francs C.F.A.)</i>					
Budgets local.....	8.357	5.097	13.454	10.378	3.073	13.451

Tableau 4.

Effectif du personnel.

	31 décembre 1953	31 décembre 1954
Cadre général (Officiers ingénieurs des Eaux et Forêts de la F.O.M.)	3 (1)	4 (2)
Cadre supérieur (Ingénieurs des travaux des Eaux et et Forêts, contrôleurs des Eaux et Forêts).....	2 (1)	3 (1)
Cadre local : gardes	31	31
— commis d'administration ..	—	4
(1) Dont un en congé. (2) Dont deux en congé.		

CHAPITRE IX

RESSOURCES MINÉRALES

PERMIS DÉLIVRÉS EN 1953 ET 1954

	Catégories	1953		1954		Existant au 31 décembre 1954	
		Nombre	Surface	Nombre	Surface	Nombre	Surface
I	Autorisations personnelles	4	km ²	4	km ²	12	km ²
II	Permis de recherches :						
	1° En zone réservée :						
	Chromite	—	—	—	—	4	100
	Fer	—	—	1	9	1	9
	Phosphates	12	108	63	567	75	675
	2° En zone libre :						
	Phosphates	2	18	—	—	2	18
III	Permis généraux de recherches de grande surface	—	—	—	—	—	—
IV	Permis d'exploitation	—	—	—	—	—	—
V	Permis spéciaux d'exploitation	—	—	—	—	—	—
VI	Concessions	—	—	—	—	—	—

CHAPITRE X

INDUSTRIES

PRODUCTION INDUSTRIELLE EN 1954

Secteur	Nature de la production	Unité	Quantité
Huilerie	Huile de palme	T	650
	Savon	T	235
Féculerie de Manioc .	Fécule	T	2. 160
Industrie textile ...	Égrenage coton fibres .	T	1. 300
	Fibres de kapok.....	T	150

INDUSTRIE DU BATIMENT

Autorisations de construire.

Villes	1953	1954
Ville de Lomé	257	258

PRODUCTION ÉLECTRIQUE EN 1953 ET 1954

Catégories	Unités	1953	1954
<i>Production thermique.</i>		(1)	(1)
Nombre d'usines	—	1	1
Longueur des lignes : aériennes	km	B.T. 33.445	B.T. 33.445
souterraines	km	H.T. 50.271	H.T. 50.961
	km	H.T. 6.970	H.T. 11.549
Puissance installée	1.000 kVA	1,26	1,26
Puissance disponible.....	—	0,65	0,65
Nombre d'abonnés.....	Unités	1,641	1.758
Production vendue	1.000 kWh	1.377	1.499
Tarifs :	fr. C.F.A.		
lumière	1e kWh	43	40
force B.T.	—	...	30
force H.T.	—	...	24

(1) De plus la subdivision des T.P. Nord à Sokodé possède une centrale électrique d'une puissance d'une centaine de kW.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

A. POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Tableau 1.

Postes, Télécommunications, Infrastructure.

	1953	1954
<i>Nombre de bureaux ouverts :</i>		
Bureaux de plein exercice	15	15
Agences postales	11	11
<i>Réseau télégraphique :</i>		
Nombre de bureaux télégraphiques :		
a) du Service des postes et télécommunications	—	20
b) du Service des chemins de fer.....	—	6
Longueur des lignes télégraphiques	1.520 km	1.650 km
<i>Réseau téléphonique :</i>		
Nombre de bureaux centraux en service :		
a) bureaux centraux automatiques.....	—	—
b) bureaux centraux manuels	17	18
Nombre de postes téléphoniques en service :		
a) postes principaux.....	350	379
b) postes supplémentaires	—	380
Longueur des circuits téléphoniques.....	2.302 km	2.994 km
Cabines téléphoniques publiques	20	32
<i>Réseau radioélectrique :</i>		
Stations principales	2	2
Stations primaires.....	—	—
Stations secondaires	1	3
Stations mobiles	1	1
TOTAL	4	6

Tableau 2.

Personnel en service.

	1953	1954
Cadre général des postes et télécommunications (y compris le personnel métropolitain classé)	13	13
Cadre métropolitain des P.T.T. (exclusivement les fonctionnaires et agents non classés dans le cadre général)	1	1
Cadre commun supérieur	2	3
Autres cadres locaux	163	163
Contractuels	2	2
Auxiliaires.....	114	114

Tableau 3.

Trafic postal.

Catégories	1953				1954			
	Intérieur	Union Française	Inter-national	Total	Intérieur	Union Française	Inter-national	Total
<i>(en milliers d'unités)</i>								
Nombre d'objets de correspondance ordinaire (y compris échantillons, imprimés) :								
Arrivée	400	917	250	1.567	500	1.388	250	2.138
dont par voie de surface	400	800	150	1.350	500	846	150	1.496
Départ.	400	650	85	1.045	500	600	96	1.196
dont par voie de surface	400	140	65	605	500	155	70	725
Nombre d'objets correspondance recommandée (y compris paquets lettres et colis) :								
Arrivée	72	149	4	225	75	150	5	230
dont par voie de surface	72	31	2	105	75	42	3	110
Départ.	72	216	15	303	75	220	19	324
dont par voie de surface	72	17	12	103	75	25	14	114
Nombre de valeurs déclarées (lettres, boîtes, paquets) :	<i>en unités</i>							
Arrivée	15	1.243	—	1.258	22	1.498	—	1.520
Départ.	15	130	—	145	22	180	—	202
Valeurs à recouvrer (nombre) :								
Départ.	—	—	—	—	—	—	—	—
Envois contre remboursement :								
Nombre	—	16.540	—	16.540	260	16.824	—	17.084
Valeur globale.....	—	37.400	—	37.400	780	38.893	—	39.673
Nombre de dépêches :								
Arrivée	5.875	5.125	690	11.690	6.341	5.604	691	12.636
dont par voie de surface	5.875	3.000	553	9.428	6.341	3.200	6.553	10.094
Départ.	5.875	4.300	450	10.625	6.341	4.407	450	11.198
dont par voie de surface	5.875	1.600	450	7.925	6.341	1.839	450	8.630
Poids du courrier avion :								
Départ.	—	5.000	792	5.792	—	11.000	1.050	12.050
Arrivée	—	26.000	2.150	28.150	—	26.000	1.225	27.225
Nombre de colis postaux ordinaires :								
Arrivée	364	16.900	506	17.770	656	23	1	24.656
dont par voie de surface	364	16.500	500	17.364	656	22	1	23.656
Départ.	364	105	9	478	656	278	11	95
dont par voie de surface	364	100	7	656	656	270	8	934
Nombre de colis postaux avec remboursement:								
Arrivée	—	4.689	—	4.689	—	5.658	—	5.658
dont par voie de surface	—	4.600	—	4.600	—	5.500	—	5.500
Départ.	—	—	—	—	—	—	—	—
dont par voie de surface	—	—	—	—	—	—	—	—
Nombre de colis postaux avec valeur déclarée :								
Arrivée	—	—	—	—	—	934	—	934
dont par voie de surface	—	—	—	—	—	900	—	900
Départ.	—	—	—	—	—	12	—	12
dont par voie de surface	—	—	—	—	—	10	—	10

Tableau 4.
Trafic Télégraphique et Téléphonique.

	1953				1954			
	Intérieur (1)	Union française (2)	Interna- tional (3)	Total	Intérieur (1)	Union française (2)	Interna- tional (3)	Total
	<i>(en milliers d'unités)</i>							
TÉLÉGRAPHES.								
Nombre total de télégrammes toutes catégories :								
Arrivée	69	13	1,5	83,5	56	12,6	1,4	70
Départ.	55	10,7	1,2	66,9	61	10,2	1,3	72,5
Transit	71	14,5	1	86,5	66	15	1	82
Nombre de mots :								
Arrivée	1.077	195	22,5	1.294,5	930	189	22	1.141
Départ.	946	161	18	1.125	962	153	19,5	1.134,5
Transit	1.065	225	15	1.305	990	225	15	1.230
	1953				1954			
	Trafic urbain	Inter- urbain (4)	Interna- tional	Total	Trafic urbain	Inter- urbain (4)	Interna- tional	Total
	<i>(en milliers d'unités)</i>							
TÉLÉPHONES.								
Nombre de conversation téléphoniques :								
Arrivée	198	130	—	328	213	133	—	346
Départ.	200	133	—	333	215	135	—	350
Transit	—	16	—	16	—	18	—	18

(1) Y compris les relations TOGO-A.-O.F. et TOGO-GOLD COAST.

(2) Non compris les télégrammes échangés avec l'A.-O.F.

(3) Non compris les télégrammes avec la Gold Coast.

(4) Régimes intérieurs, Union Française et International.

- (1) Y compris les relations TOGO-A.-O.F. et TOGO-GOLD COAST.
(2) Non compris les télégrammes échangés avec l'A.-O.F.
(3) Non compris les télégrammes avec la Gold Coast.
(4) Régimes intérieurs, Union Française et International.

Tableau 6.
Résultats financiers.

	1953	1954
	(milliers de francs C.F.A.)	
1 ^o RECETTES.		
Recettes budgétaires totales.....	41.364	60.604
dont : vente des figurines	15.672	19.851
— Produit de la télégraphie	8.750	9.109
— Produit des téléphones	9.723	20.495
— Colis postaux	2.003	2.807
— Taxes articles d'argent	2.199	2.544
Recettes de trésorerie	1.229.006	1.323.699
2 ^o DÉPENSES.		
Dépenses budgétaires ordinaires	69.300	76.225
dont : personnel.....	55.153	63.293
— Matériel	9.919	7.708
— Transport de courrier	4.288	5.223
Dépenses d'équipement (1).....	38.000	47.508
Dépenses sur fonds de soutien (cacao, café)	—	4.500
Dépenses de trésorerie	1.287.023	1.380.194

(1) Y compris dépenses sur FIDES.

- (1) Y compris dépenses sur FIDES.

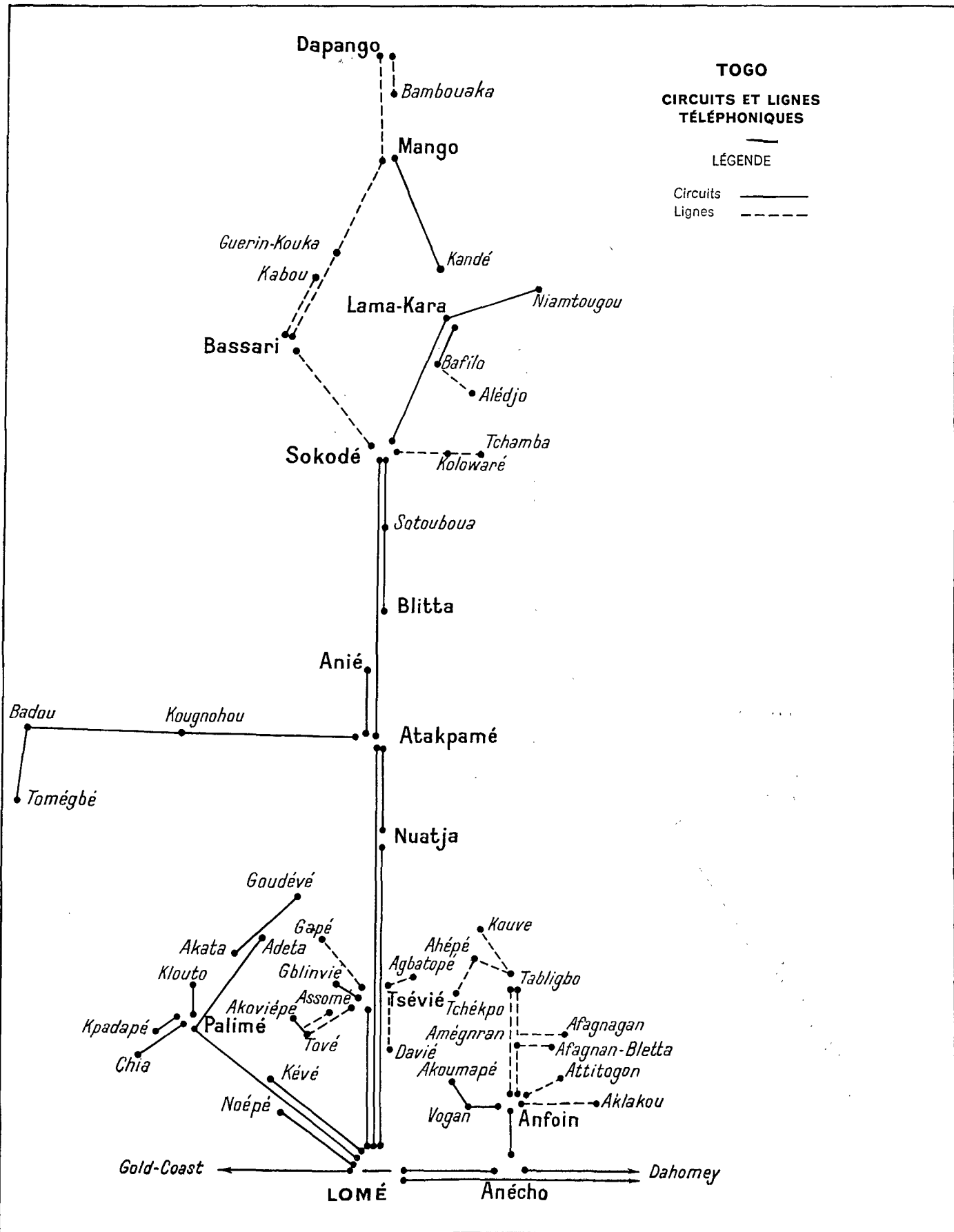
Tableau 5.

Postes et Télécommunications — Services Financiers (1).

Valeurs : en milliers de francs locaux.

	1953				1954			
	Service intérieur et A.-O.F.	Service Union Française	Service interna- tional	Total	Service intérieur seul	Service Union Française	Service interna- tional	Total
1^o ARTICLES D'ARGENT.								
Emissions :								
Nombre de titres	24.579	35.992	—	60.571	18.128	45.620	—	63.748
Droits commissions	883	1.295	—	2.178	776	1.768	—	2.544
Montant	196.354	138.076	—	334.430	233.410	277.779	—	511.189
Païement :								
Nombre de titres	28.358	5.011	—	33.369	18.420	16.242	1	34.663
Montant	225.364	39.023	—	264.387	233.744	106.013	0,545	339.757,5
2^o RECouvreMENTS.								
a) Valeurs à recouvrer :								
Arrivées dans les bureaux :								
Nombre	—	192	—	192	—	185	—	185
Montant	—	20,370	—	20,370	—	20,175	—	20,175
Valeurs recouvrées :								
Nombre	—	94	—	94	—	96	—	96
Montant	—	8,434	—	8,434	—	12,740	—	12,740
Valeurs non recouvrées :								
Nombre	—	98	—	98	—	89	—	89
Montant	—	11,936	—	11,936	—	7,435	—	7,435
b) Envois contre remboursement (non compris compris les colis postaux) :								
Arrivées dans les bureaux :								
Nombre	—	16.540	—	16,540	260	16,824	—	17.084
Montant	—	37.400	—	37.400	780	38.400	—	39.180
Livrés :								
Nombre	—	12.100	—	12.100	235	13.718	—	13.953
Montant	—	31.000	—	31.000	705	32.849	—	33.554
Non livrés :								
Nombre	—	4.440	—	4.440	25	3.106	—	3.131
Montant	—	6.400	—	6.400	75	5.551	—	3.626

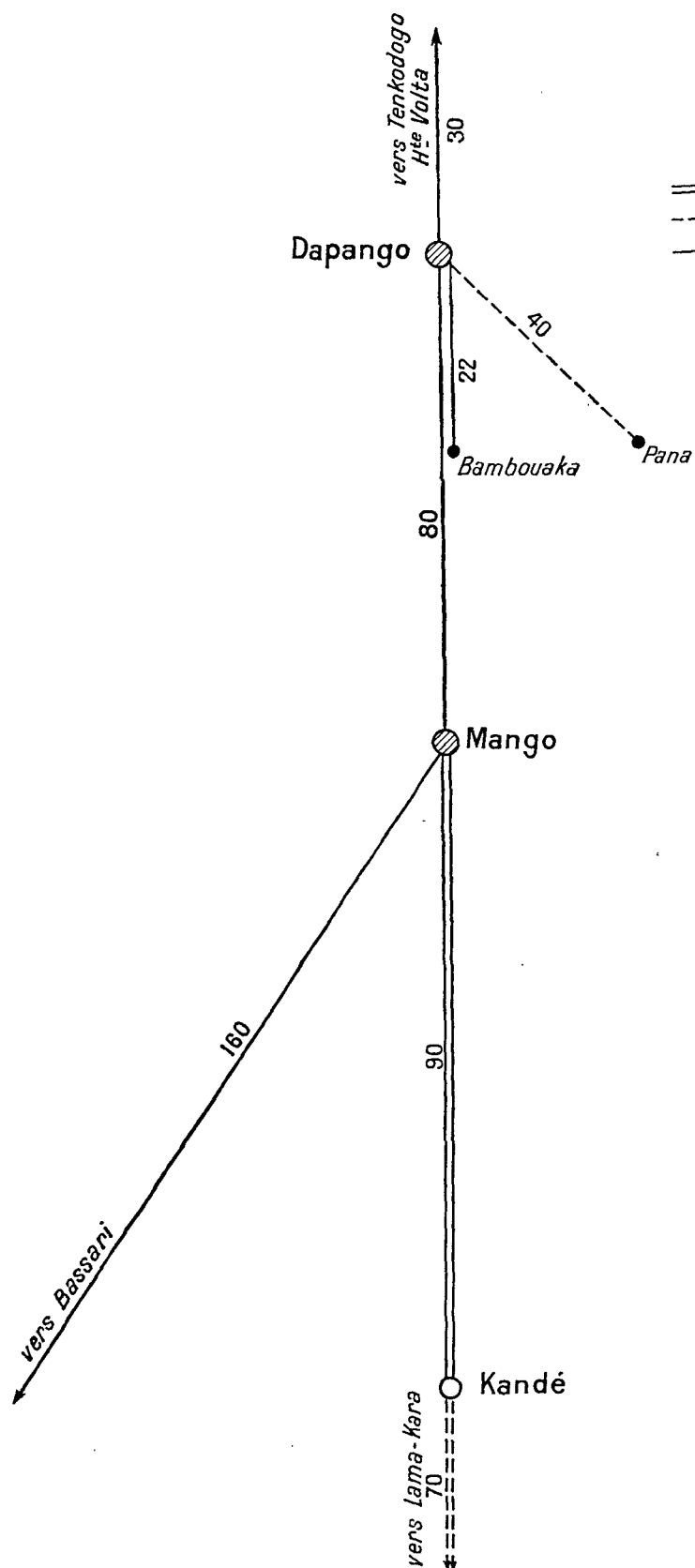
(1) Les statistiques se rapportant aux chèques postaux et aux caisses d'épargne figurent dans la partie « Monnaie et Crédit »



**LIAISONS TÉLÉPHONIQUES
EN SERVICE ET EN PROJET
DES CENTRES
DE DAPANGO ET KANDÉ**

LEGENDE

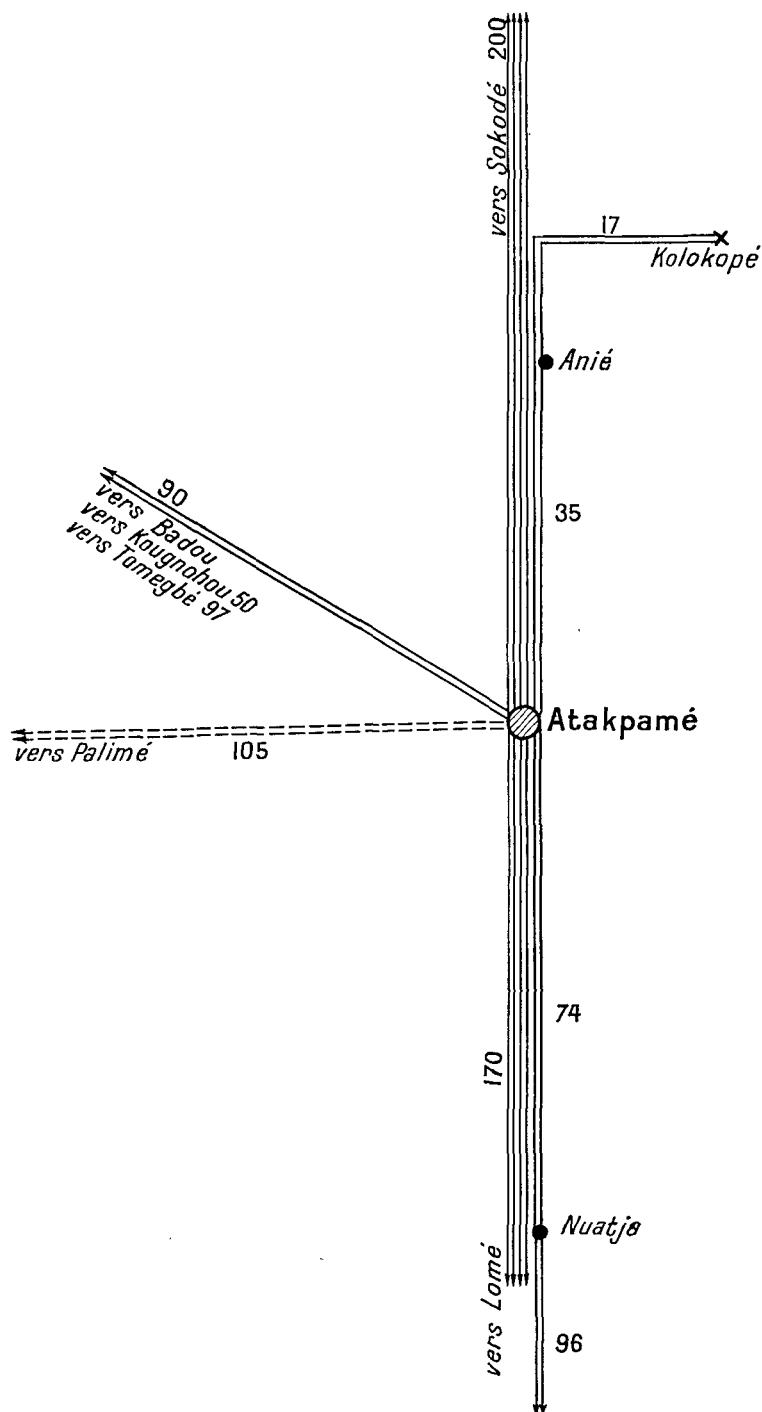
- ==== Circuit téléphonique
- - - - Ligne téléphonique en projet
- Ligne téléphonique
- ⊙ Bureau principal
- Bureau auxiliaire
- Cabine publique



**LIAISONS TÉLÉPHONIQUES
EXISTANTES ET EN PROJET
DES CENTRES
D'ATAKPAMÉ, NUATJA ET ANIÉ**

LÉGENDE

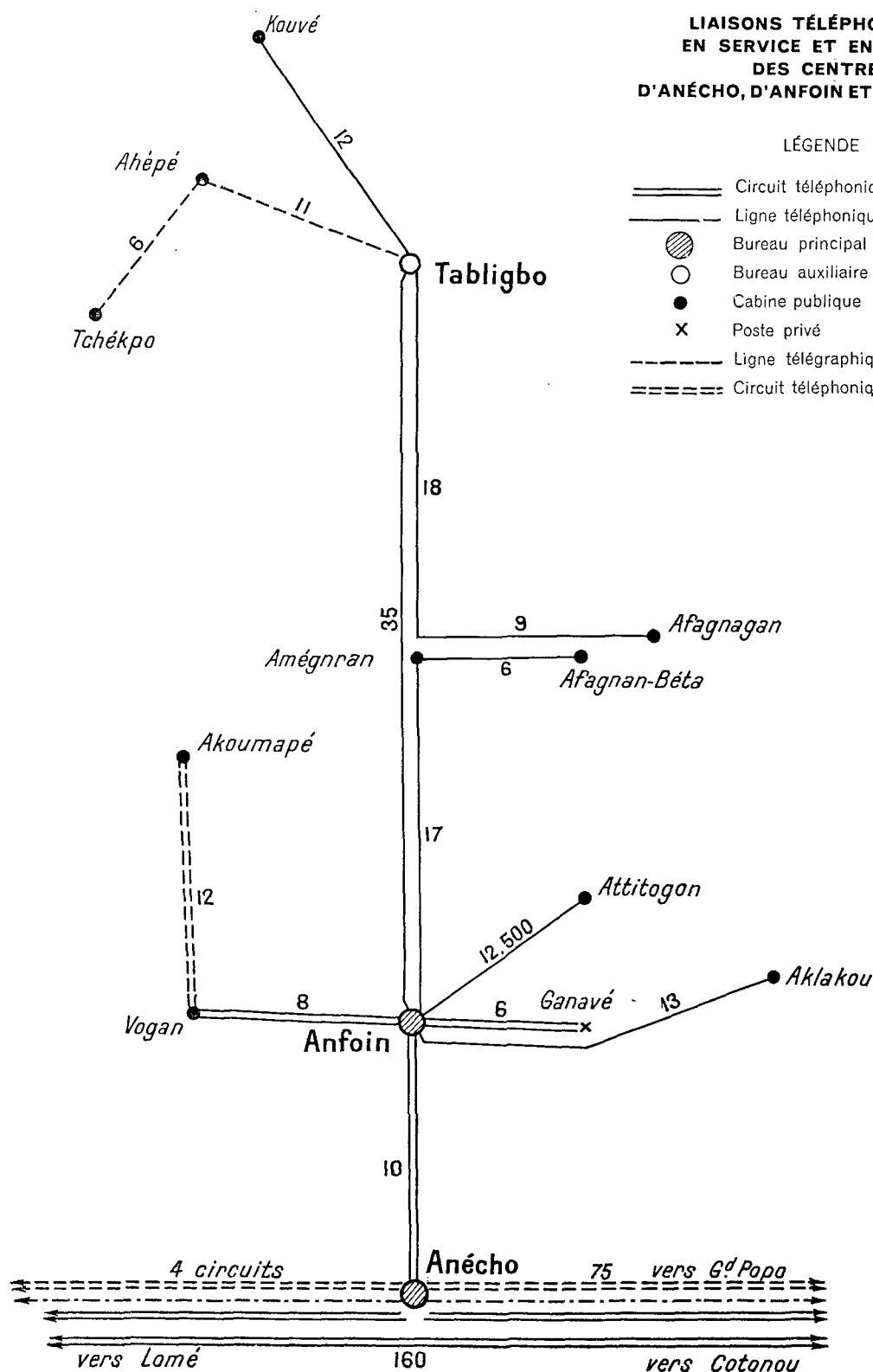
- ==== Circuit téléphonique
- Circuit en projet
- Bureau principal
- Cabine publique
- x Poste privé



**LIAISONS TÉLÉPHONIQUES
EN SERVICE ET EN PROJET
DES CENTRES
D'ANÉCHO, D'ANFOIN ET DE TABLIGBO**

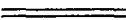




LÉGENDE

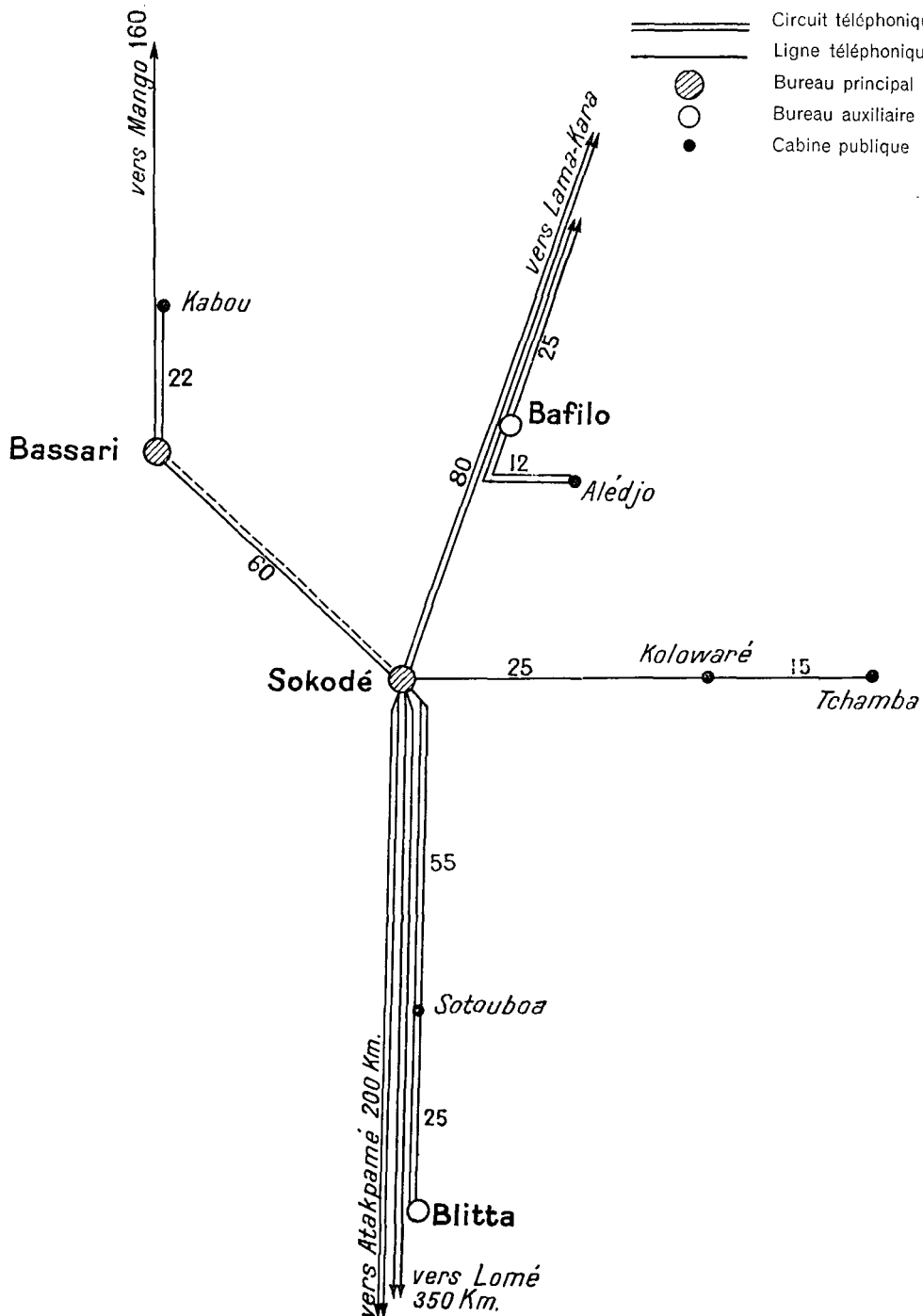
- ==== Circuit téléphonique
- Ligne téléphonique
- Bureau principal
- Bureau auxiliaire
- Cabine publique
- x Poste privé
- Ligne télégraphique
- ===== Circuit téléphonique en projet



**LIAISONS TÉLÉPHONIQUES
EN SERVICE ET EN PROJET
DES CENTRES
DE SOKODÉ, BASSARI
ET BAFILO**







LÉGENDE

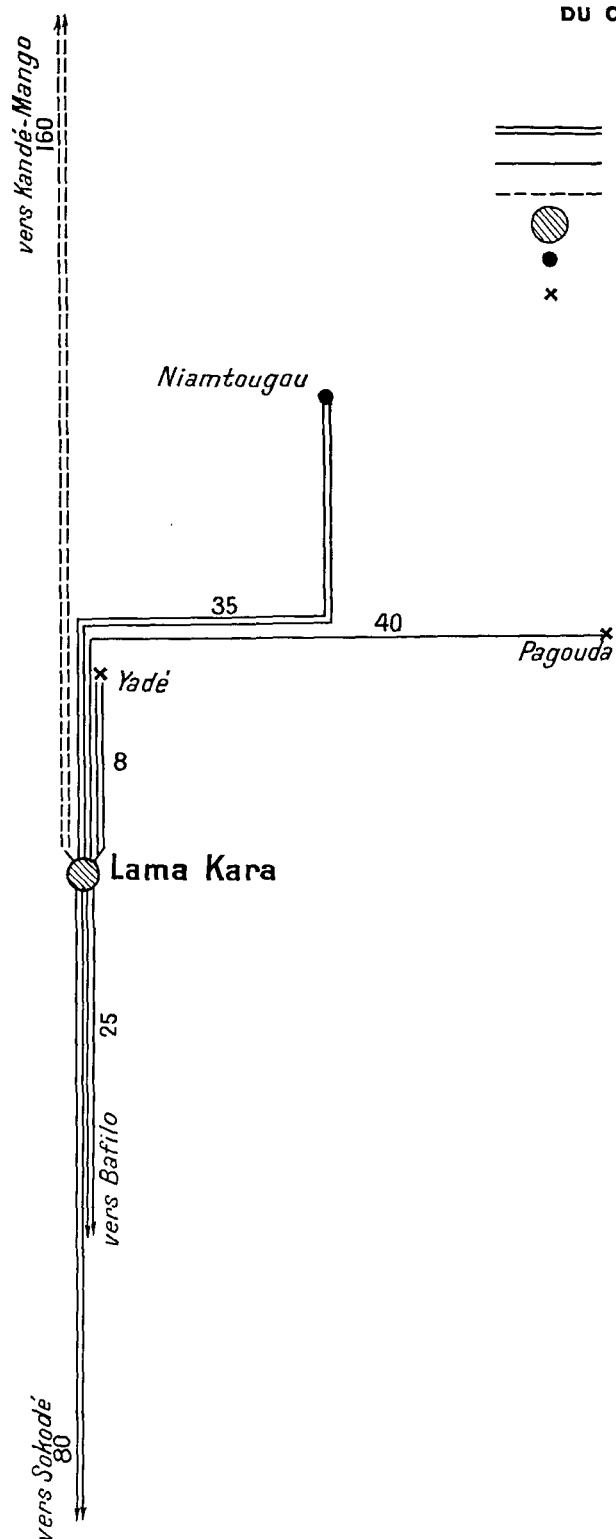
-  Circuit téléphonique
-  Ligne téléphonique
-  Bureau principal
-  Bureau auxiliaire
-  Cabine publique



**LIAISONS TÉLÉPHONIQUES
EN SERVICE ET EN PROJET
DU CENTRE DE LAMA-KARA**

LÉGENDE

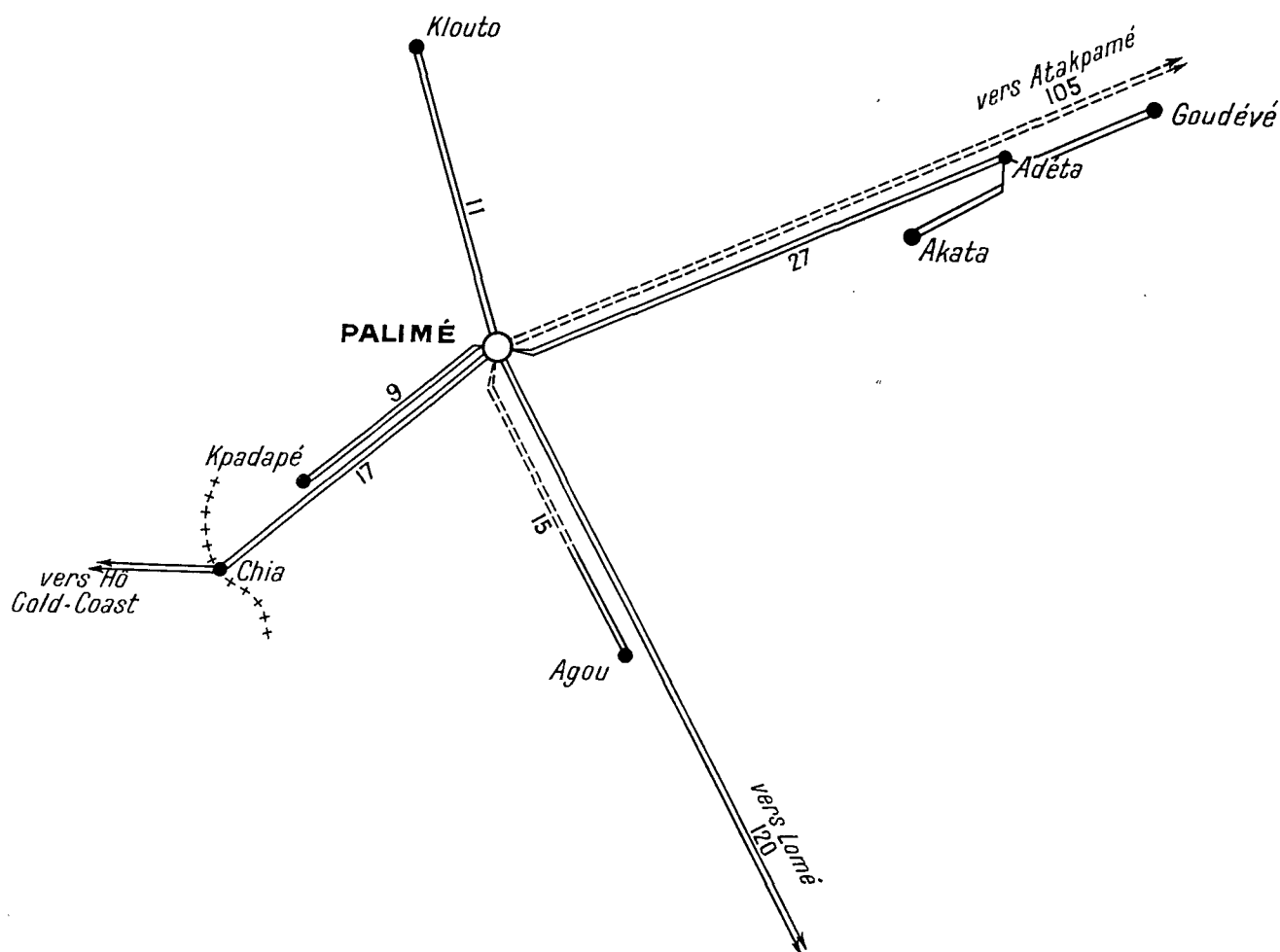
-  Circuit téléphonique
-  Ligne téléphonique
-  Ligne téléphonique en projet
-  Bureau principal
-  Cabine publique
-  Poste privé



**LIAISONS TÉLÉPHONIQUES
EN SERVICE ET EN PROJET
DU CENTRE DE PALIMÉ**

LÉGENDE

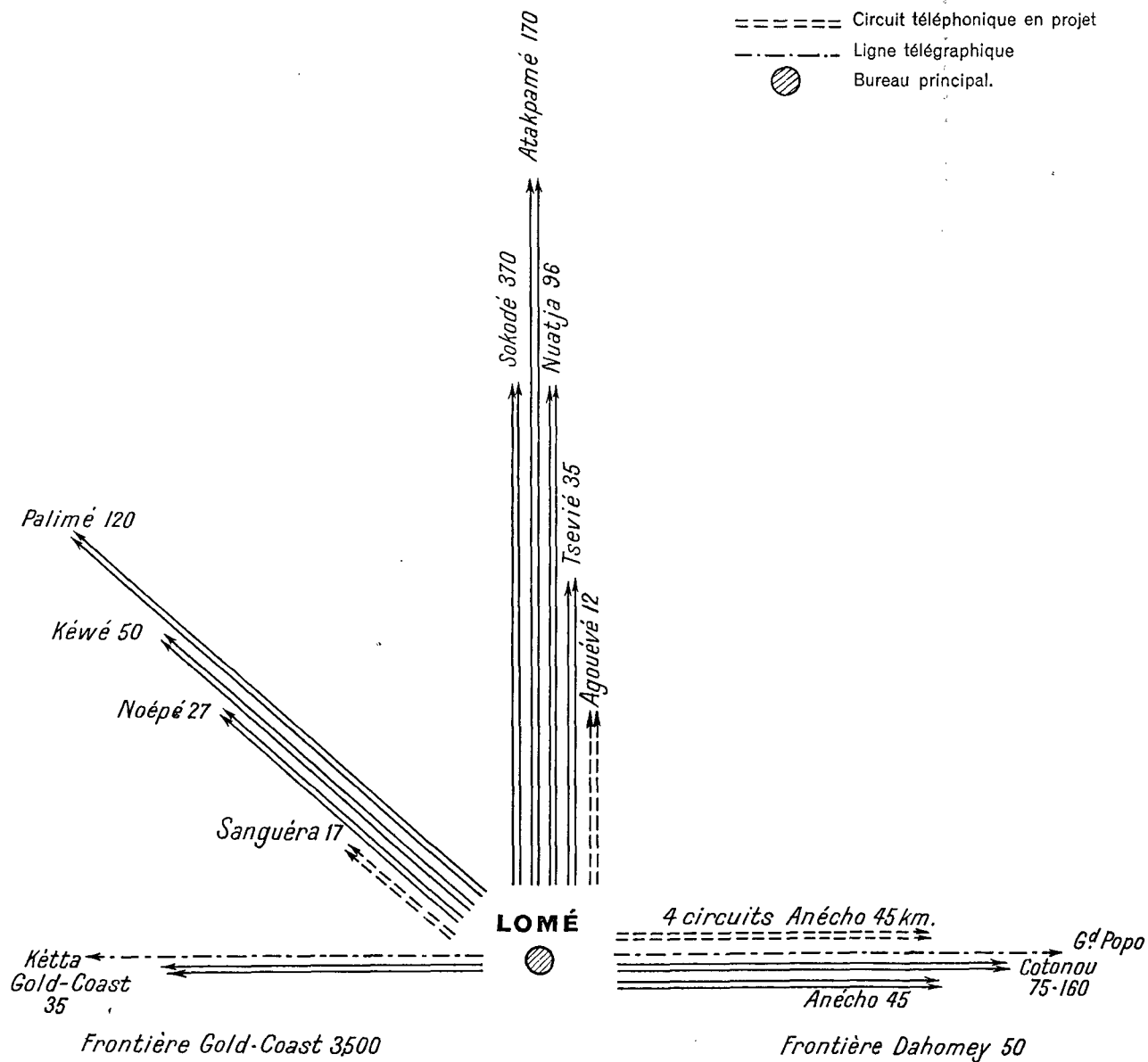
- ==== Circuit téléphonique
- Circuit téléphonique en projet
- Bureau principal
- Cabine publique
- +++++ Limite du territoire



**LIAISONS TÉLÉPHONIQUES-
TÉLÉGRAPHIQUES
EXISTANTES ET EN PROJET
DU CENTRE DE LOMÉ**








LÉGENDE

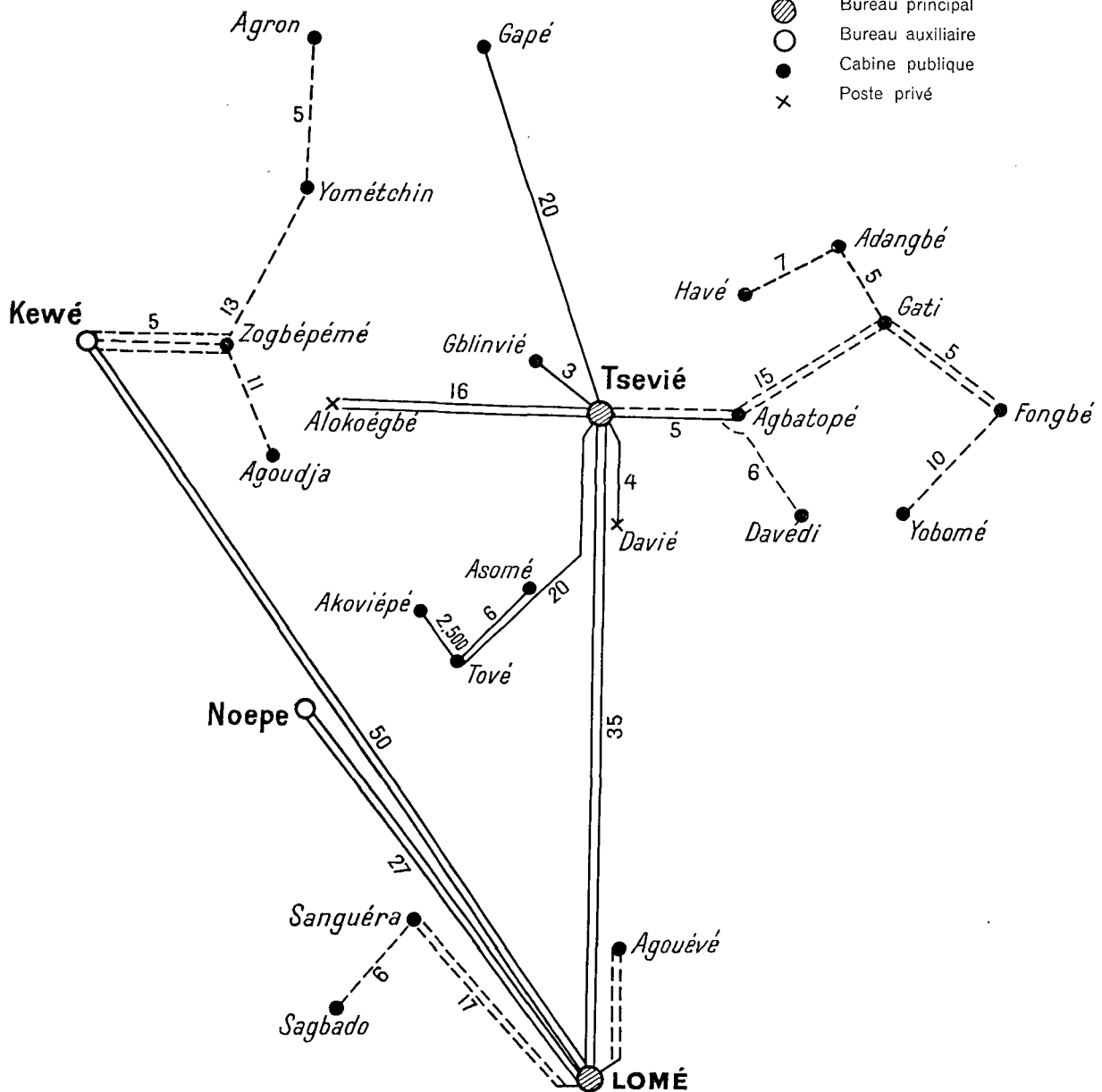
- ==== Circuit téléphonique
- ==== Circuit téléphonique en projet
- - - - Ligne télégraphique
- ⊙ Bureau principal.



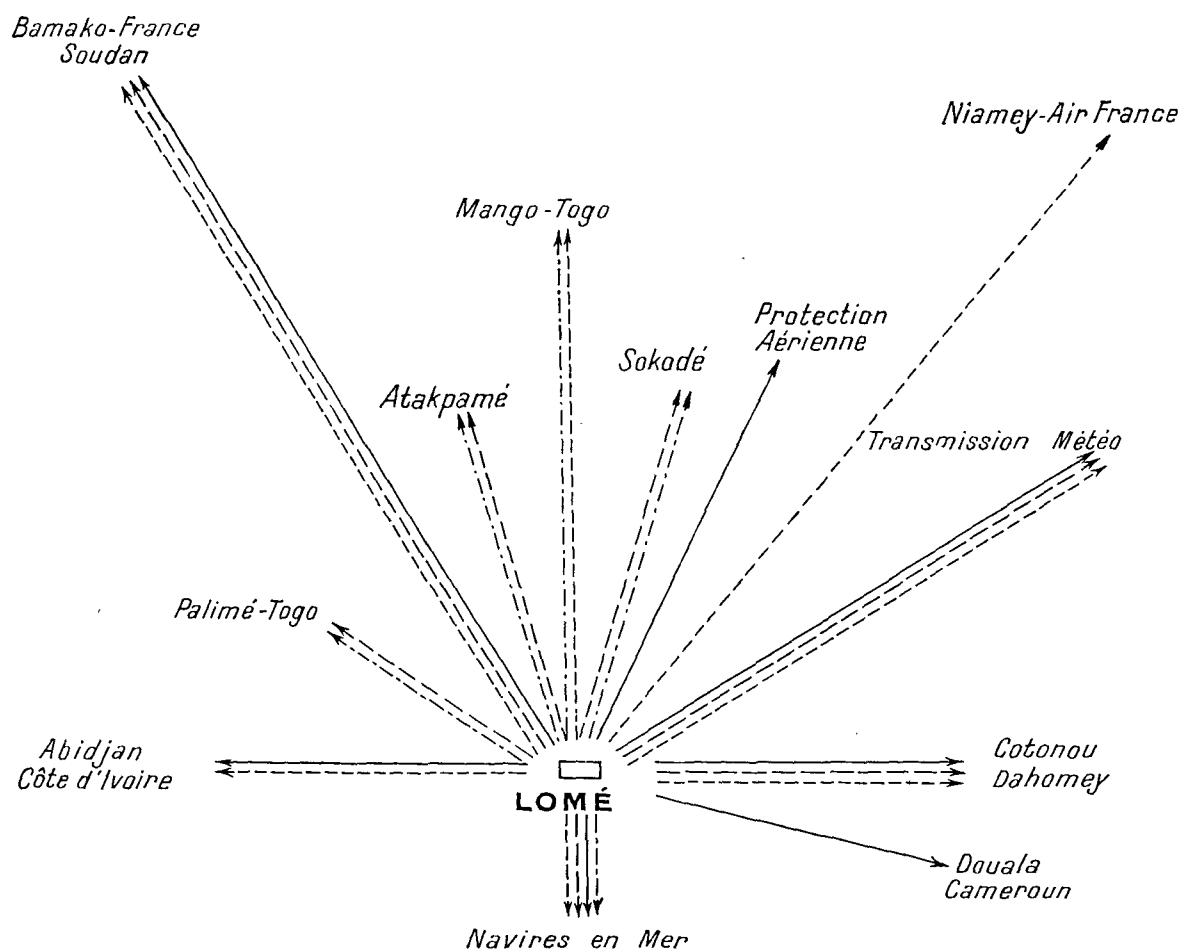
**LIAISONS TÉLÉPHONIQUES
EN SERVICE ET EN PROJET
DES CENTRES DE NOEPE ET DE KÉWÉ**

LÉGENDE

-  Circuit téléphonique
-  Ligne téléphonique
-  Ligne téléphonique en construct. et en projet
-  Bureau principal
-  Bureau auxiliaire
-  Cabine publique
-  Poste privé



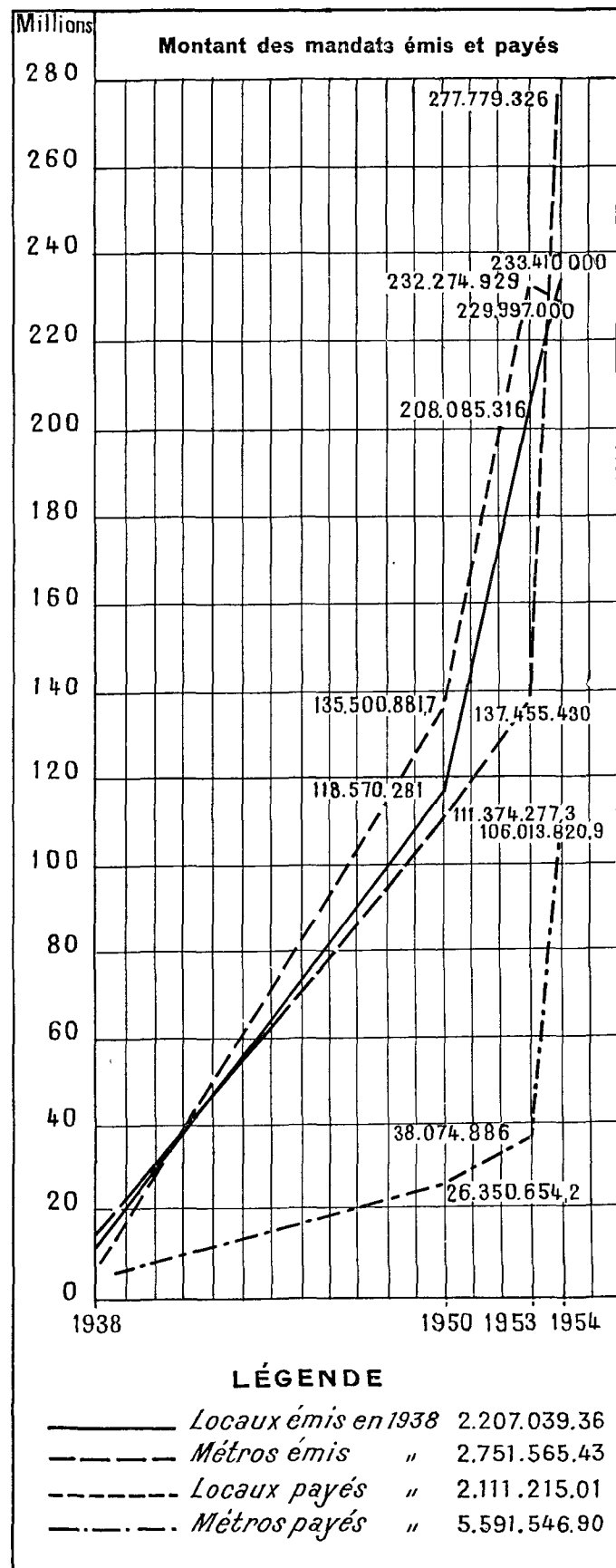
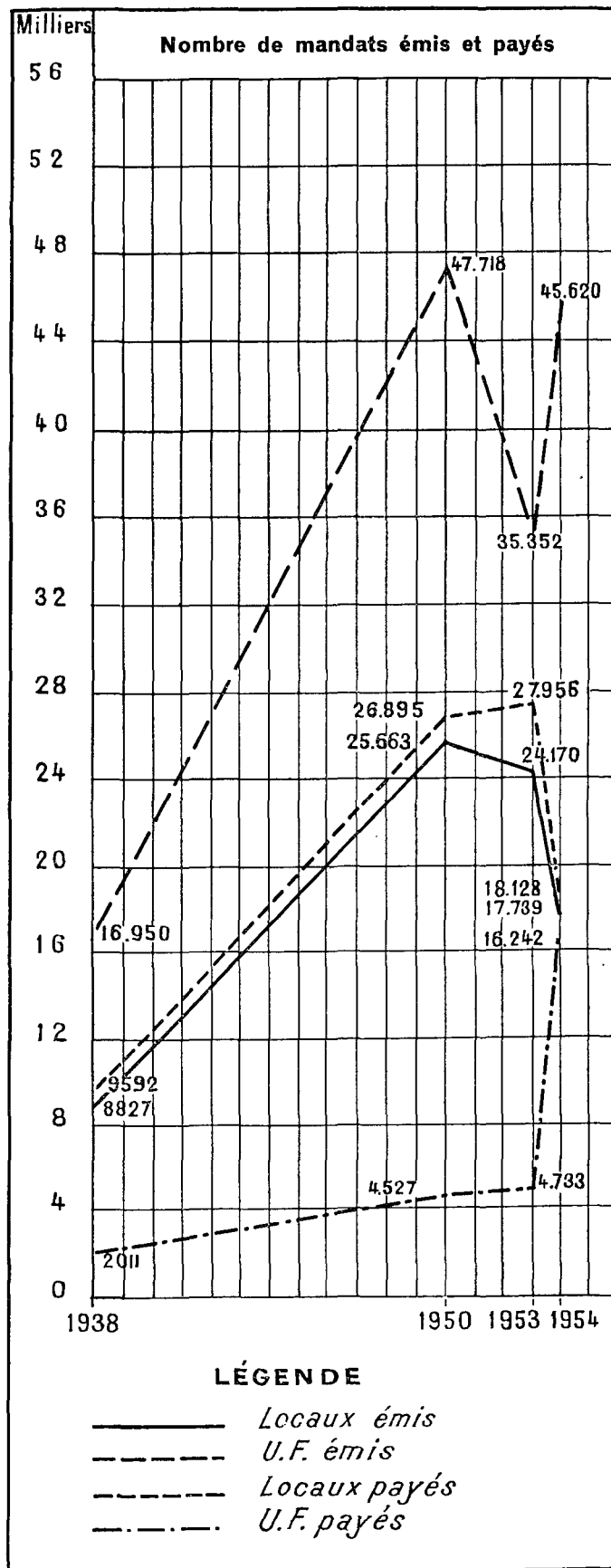
LIAISONS RADIOÉLECTRIQUES

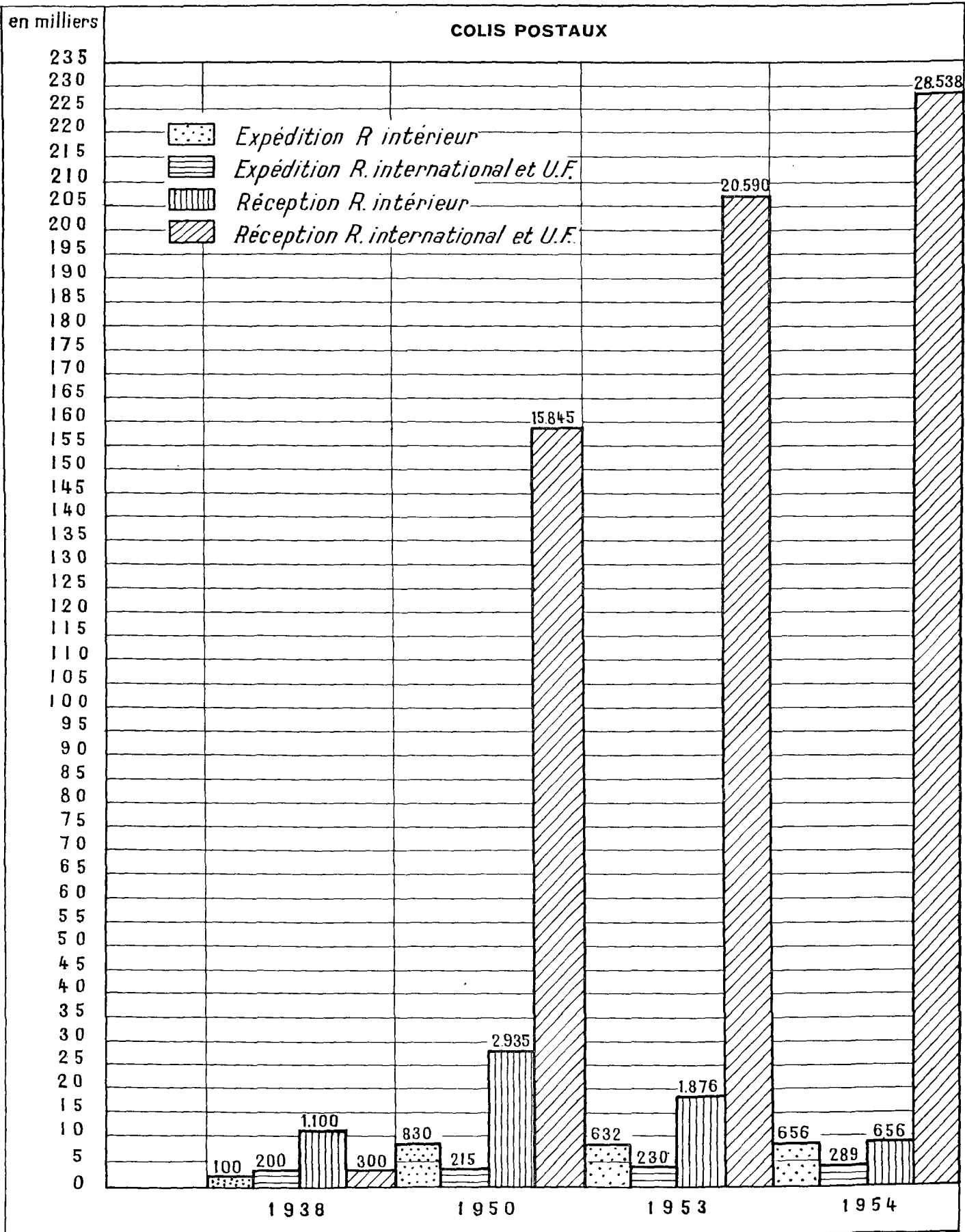


Légende

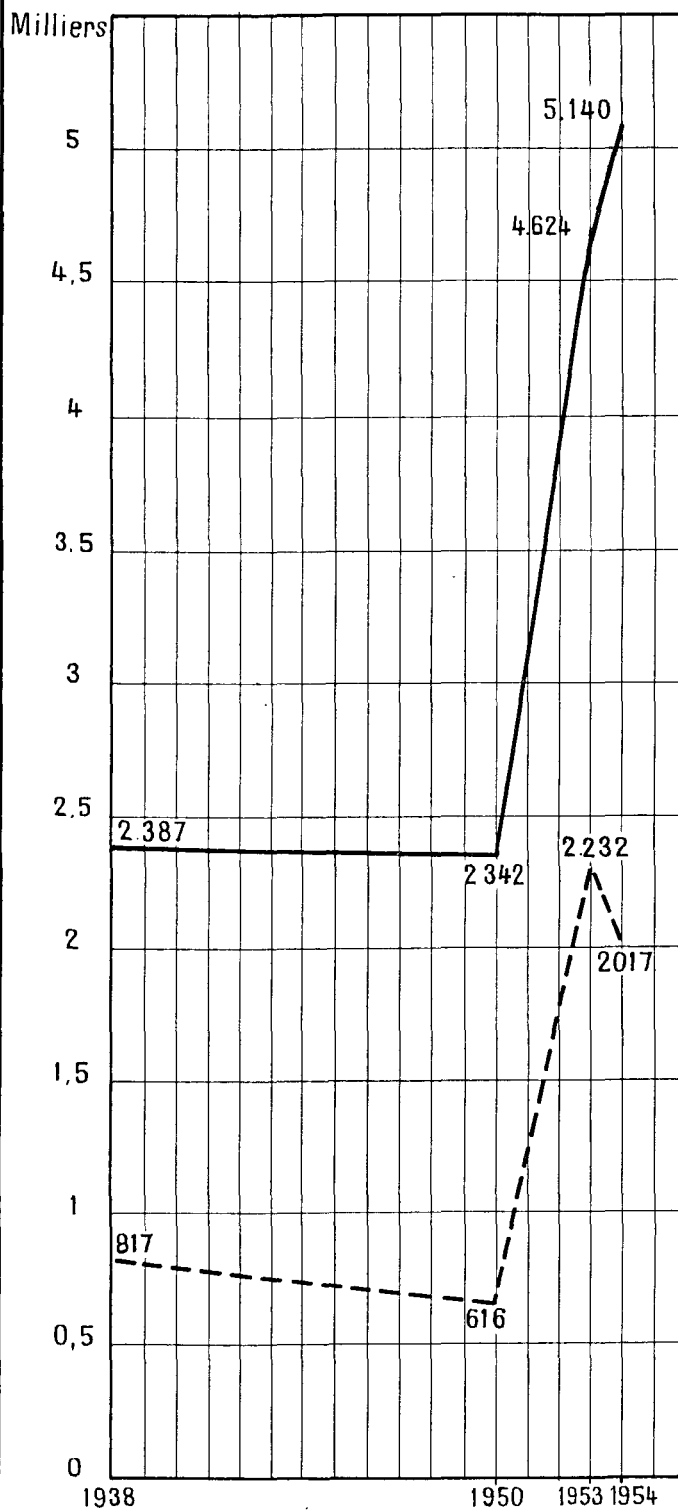
—————	Liaisons Radio en 1938
- - - - -	" " " 1950
- . - . -	" " " 1954
- . - . -	Liaisons Radiotéléphoniques 1954

ARTICLES D'ARGENT



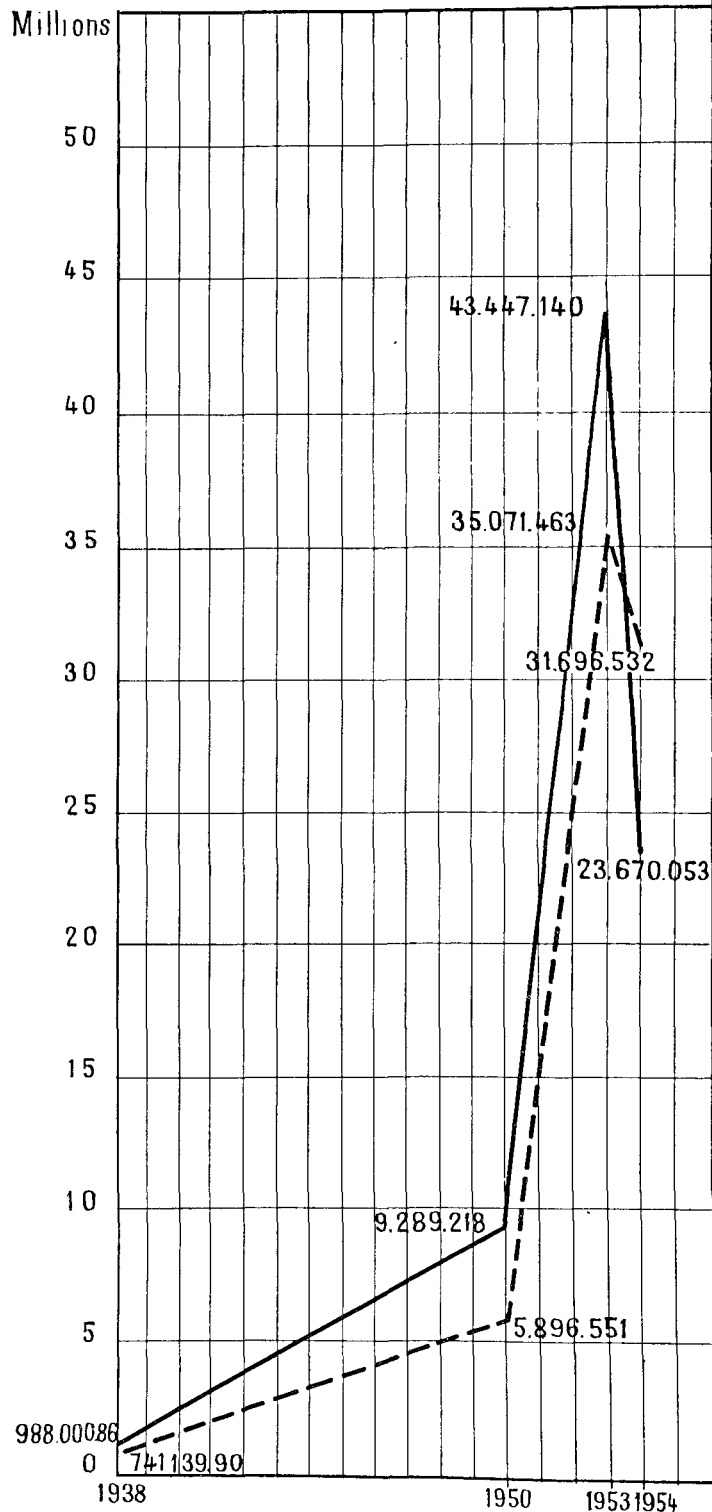


CAISSE D'ÉPARGNE



LÉGENDE

- Nombre de versements
- - - - - Nombre de remboursements



LÉGENDE

- Montant des remboursements
- - - - - Montant de versements

**POIDS DES CORRESPONDANCES TRANSPORTÉES
NON COMPRIS LES COLIS POSTAUX
(TOUT RÉGIME DÉPART)**

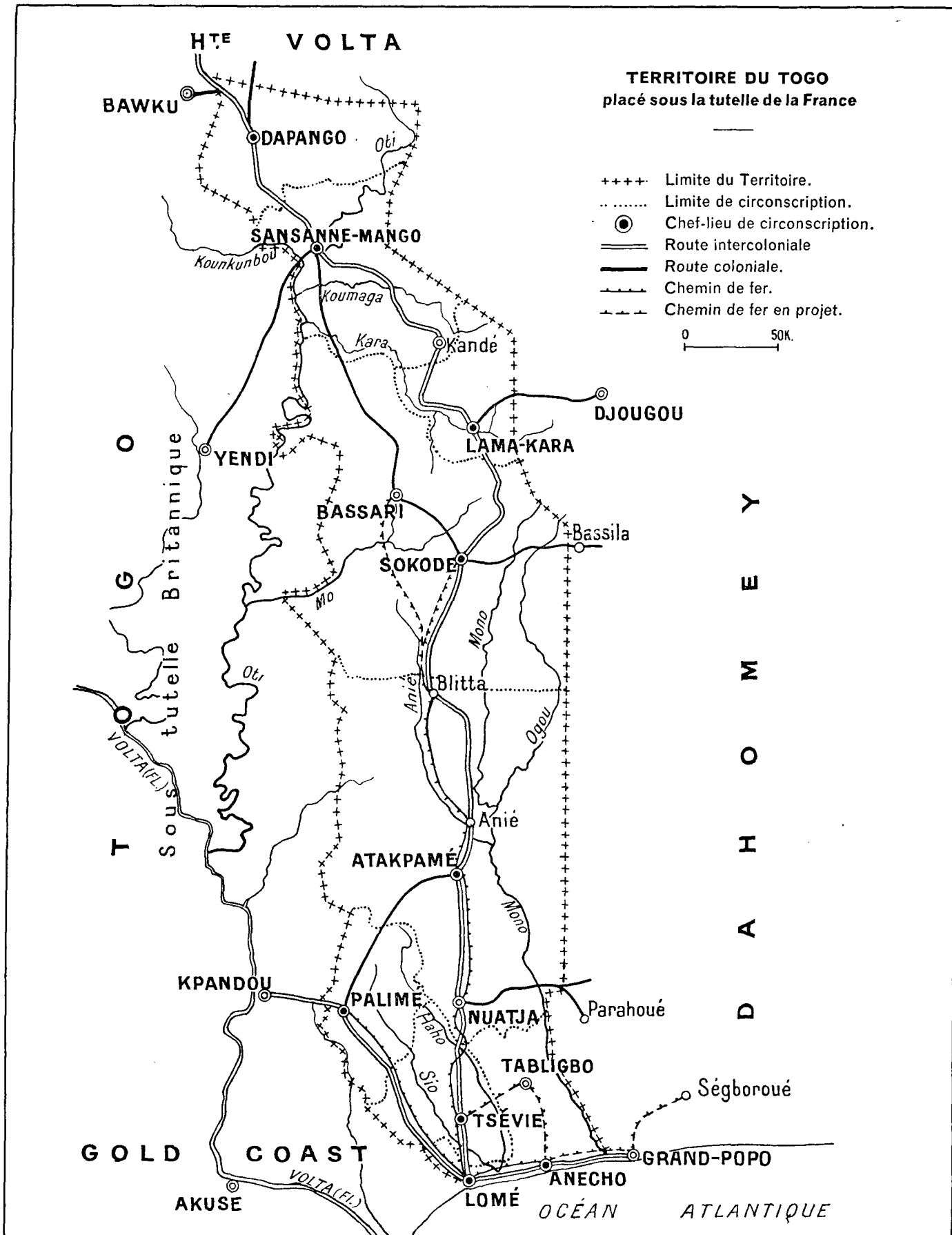
Kilos

26.000
25.000
24.000
23.000
22.000
21.000
20.000
19.000
18.000
17.000
16.000
15.000
14.000
13.000
12.000
11.000
10.000
9.000
8.000
7.000
6.000
5.000
4.000
3.000
2.000
1.000
0

— Voie aérienne
- - - Voie de surface

1950

1953 1954



B. ROUTES ET TRANSPORTS ROUTIERS

Tableau 1.

Situation du réseau routier au 31 décembre 1954.

Routes	1952	1953	1954
		(en kilomètres)	
ROUTES UTILISABLES TOUTE L'ANNÉE.			
Chaussée bitumée 1 ^{re} catégorie 25 t.....	30	52	52
Chaussée stabilisée 1 ^{re} catégorie 25 t.....	—	165	177
— — 10 t.....	423	258	246
Chaussée stabilisée 2 ^e catégorie 6,5 t.....	708	723	729
Chaussée stabilisée 3 ^e catégorie	—	—	—
ROUTES UTILISABLES EN SAISON SÈCHE SEULEMENT.			
Chaussée stabilisée 2 ^e catégorie	—	70	82
Chaussée stabilisée 3 ^e catégorie	3.000 environ	3.000 environ	3.200 environ

Tableau 2.

Parc automobile en fin d'année.

Catégorie de véhicules	1938	1950	1951	1952	1953	1954
Motocyclettes, cyclecars ..	16	2	5	15	27	49
Voitures particulières	88	68	139	215	272	346
Autobus, autocars	—	2	6	6	8	9
Voitures commerciales ..	—	72	124	188	203	204
Camions, camionnettes ..	330	237	517	681	829	1065
Véhicules spéciaux	—	4	10	24	25	25
Tracteurs	—	—	4	28	29	29
Remorques	—	—	6	18	19	19
N.B. — Un recensement général des véhicules a été opéré en 1952.						

Tableau 3.

Nombre et capacité des autobus et camions aménagés en transport en commun.

		Nombre de véhicules	Nombre de places aménagées	Nombre de places non aménagées
Autobus	{ Renault	—	26	4
	{ Berliet	—	39	5
	{ Wolks wagon	1	13	—
<i>Camions, camionnettes et voitures aménagés en transport en commun.</i>				
Citroën	{ T 55	18	29	7
	{ T 45	14	25	5
	{ T 23	6	13	7
	{ Camionnettes	5	16	—
	{ Voitures	1	4	—
Renault	{ Camions	14	12	8
	{ Camionnettes	4	10	—
Peugeot	{ Voitures	2	4	—
	{ Camionnettes	2	8	—
Berliet	Camions	2	20	9
Ford	{ Camions	27	16	9
	{ Camionnettes	11	10	—
Bedford	{ Camions	3	16	9
	{ Camionnettes	1	6	—
Dodge	{ Camions	13	21	6
	{ Camionnettes	4	10	—
	{ Voitures	1	5	—
G.M.C.	Camions	14	18	9
	Camionnettes	5	8	—
Chevrolet	Camionnettes	2	10	2
Austin	Camions	24	16	9
Studebaker	Camions	1	16	9
de Soto.....	Camions	1	21	6
Fargo.....	Camions	1	16	9
Fordson.....	Camionnettes	1	10	2

ROUTES

a) Les camions aménagés en transport en commun circulent sur toutes les routes intercoloniales et coloniales soit 1.183 km.

La longueur des lignes d'autobus réguliers est de 484 km.

b) Nombre de voyageurs transportés :

Par autobus : 6.000 par an.

Par camions : environ 800.000 par an.

C. RÉSEAU DES CHEMINS DE FER

Tableau 1.

Personnel en service.

Catégories	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954
<i>Cadres :</i>							
Personnel Supérieur	5	5	5	6	9	7	7
— de Maîtrise	22	26	23	23	26	29	29
— d'Exécution	134	347	344	337	391	368	357
TOTAL.....	161	378	372	366	426	404	393
<i>Agents non fonctionnaires :</i>							
Européens.....	—	—	—	—	—	—	—
Africains	940	1.227	1.113	1.020	992	853	959
TOTAL.....	940	1.227	1.113	1.020	992	853	959
<i>dont :</i>							
Services Généraux et Direc- tion	58	101	105	97	83	81	91
Exploitation	201	305	304	294	328	331	336
Voie et Bâtiments	601	914	785	710	673	539	610
Matériel et Traction.....	241	285	291	283	334	306	315

Tableau 2.

Infrastructure et matériel.

Catégories	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Voies ferrées en exploitation (km).	465,300	465,900	469,300	469,300	474	474	474
<i>Matériel roulant. Voie métrique.</i>							
Locomotives à vapeur	10	10	16	16	16	16	16
Locomotives de manœuvres	8	8	8	8	8	8	8
Autorails et automotrices	—	—	—	—	3	3	3
Locotracteurs	—	—	—	—	—	3	3
Wagons voyageurs	46	60	60	72	72	72	72
<i>Voitures à marchandises :</i>							
Plate-formes	47	47	47	47	49	49	49
Tombereaux	161	161	161	161	161	161	161
Wagons couverts.....	150	159	173	196	196	196	196
Postaux	4	6	6	6	6	6	6
<i>Wagons spéciaux :</i>							
Citernes	—	—	9	9	9	9	9
Bennes	30	30	30	30	30	30	30
Service.....	8	9	9	13	13	13	13

Tableau 3.

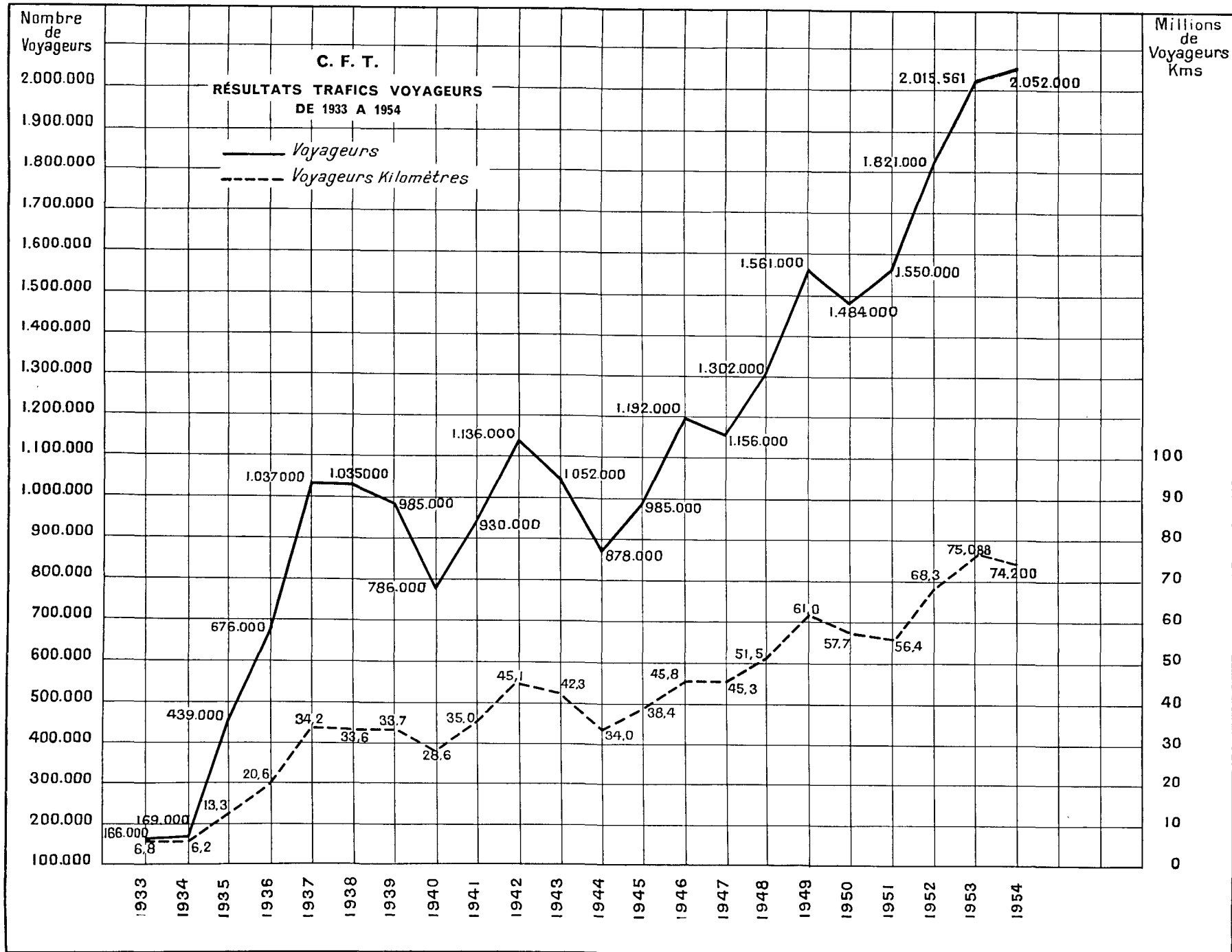
Résultats généraux du trafic.

Catégories	Unités	1938	1950	1951	1952	1953	1954
NOMBRE DE VOYAGEURS							
Ligne d'Anécho	1.000	536,1	716,3	850,0	1.055,1	1.037,9	918,0
Ligne de Palimé	—	246,7	318,5	287,9	342,2	448,3	524,0
Ligne du Centre	—	251,6	452,1	411,8	423,9	529,3	610,0
TOTAL	—	1.034,4	1.486,9	1.549,7	1.821,2	2.015,5	2.052,0
dont 1 ^{re} classe	—	0,0	0,0	0,2	1,5	2,0	0,5
2 ^e classe	—	0,5	0,1	1,2	2,0	5,0	1,7
3 ^e classe	—	1.033,8	132,7	317,7	610,6	1.000,0	1.019,9
4 ^e classe	—	—	1.354,1	1.230,5	1.206,6	1.008,3	1.014,2
VOYAGEURS/KILOMÈTRES							
Ligne d'Anécho	millions	13,9	16,8	19,5	28,5	26,8	19,0
Ligne de Palimé	(voy./km)	9,1	15,0	13,7	15,6	19,4	23,0
Ligne du Centre	—	10,5	25,9	23,2	24,2	28,8	32,2
TOTAL	—	33,5	57,7	56,4	68,3	75,0	74,2
dont 1 ^{re} classe	—	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
2 ^e classe	—	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1
3 ^e classe	—	33,5	5,2	16,7	18,3	35,9	39,6
4 ^e classe	—	—	52,5	39,5	49,7	38,7	33,6
TONNAGE MARCHANDISES							
<i>G.V. et bagages.</i>							
Ligne d'Anécho	1.000 t	1,8	3,4	3,4	8,2	5,9	3,0
Ligne de Palimé	—	0,7	2,3	2,4	3,2	3,6	4,0
Ligne du Centre	—	0,7	1,9	2,5	3,3	3,9	4,5
TOTAL	—	3,2	7,6	8,3	14,7	13,4	11,5
<i>P.V.</i>							
Ligne d'Anécho	—	29,0	29,0	16,2	26,6	33,2	20,0
Ligne de Palimé	—	17,7	46,5	48,4	59,2	56,1	36,5
Ligne du Centre	—	28,2	52,8	31,8	27,0	27,6	35,0
TOTAL	—	74,9	128,3	96,4	112,8	116,9	91,5
<i>P.V. F.I.D.E.S.</i>	—	—	3,1	—	19,3	22,0	4,5
TOTAL	—	74,9	131,4	96,4	192,1	139,0	96,0
TRANSPORTS EN SERVICE							
Ligne d'Anécho	—	—	16,2	1,0	24,1	26,7	3,7
Ligne de Palimé	—	—	22,7	3,6	10,3	6,8	11,1
Ligne du Centre	—	—	32,5	48,1	57,4	71,7	43,5
TOTAL	—	—	71,4	52,7	91,8	105,2	58,3
TONNAGE KILOMÉTRIQUE							
G.V. et bagages	millions	0,2	0,5	0,5	0,9	0,9	1,0
P.V.	(t/km)	6,9	11,9	10,1	9,0	10,1	9,3
Transports en service	—	—	5,4	4,3	5,1	6,7	3,0
TOTAL	—	7,1	17,8	14,9	15,0	17,7	13,3

Tableau 4.

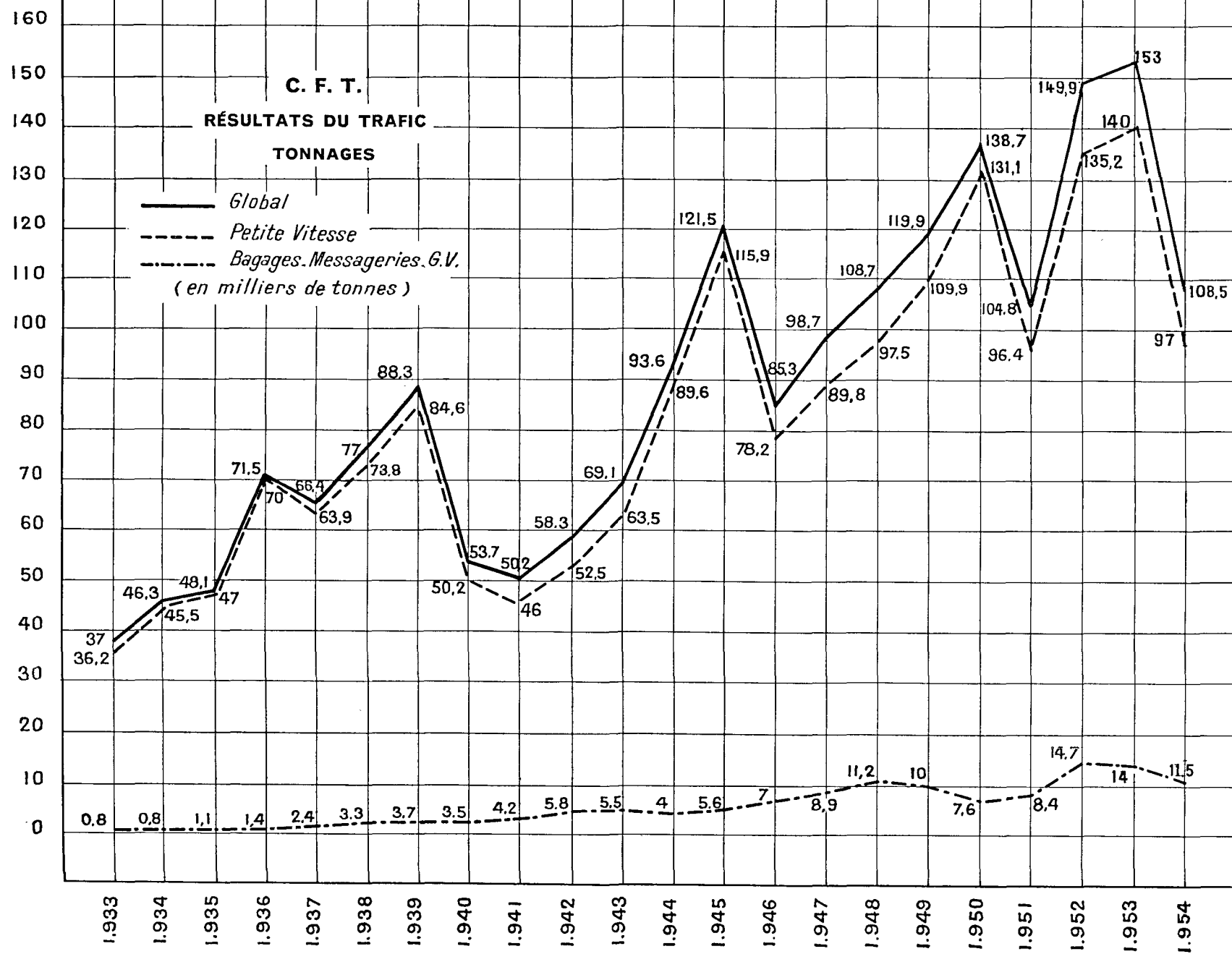
Trafic par principales marchandises.

Catégories	1949	1950	1951	1952	1953				1954 (Prévisions basées sur les résultats du 1 ^{er} janvier au 30 novembre 1954).			
					Ligne Anècho	Ligne Palimé	Ligne Blitta	Total	Ligne Anècho	Ligne Palimé	Ligne Blitta	Total
TRAFFIC A LA DESCENTE												
Tonnages (en tonnes).												
Arachides.....	3.472	1.521	3.531	3.065	—	102	784	886	—	73	1.952	2.025
Cacao.....	24.919	26.111	28.567	18.984	—	19.798	3.714	23.512	—	11.006	6.235	17.241
Coprah.....	1.628	1.510	2.378	3.114	3.834	—	—	3.834	2.800	—	—	2.880
Huile de palme.....	527	680	401	204	43	198	133	374	—	—	750	750
Palmistes.....	4.591	10.660	4.040	5.735	3.294	1.126	1.306	5.726	1.590	720	2.167	4.475
Tapioca.....	937	700	14	3.561	3.619	—	—	3.619	1.175	—	1	1.176
Café.....	1.483	346	1.474	642	56	614	49	719	90	807	145	1.042
Coton brut.....	3.030	3.054	2.855	3.504	28	29	2.672	2.729	13	23	2.274	2.310
Coton en balles.....	700	625	393	1.587	—	—	150	150	—	—	681	681
Tonnages kilométriques (en tonnes kilo- métriques).												
Arachides.....	819.436	502.030	978.087	814.000	45	9.741	235.636	245.422	—	6.718	459.661	466.379
Cacao.....	2.919.035	3.041.663	3.428.020	2.428.358	—	363.683	692.617	3.056.300	—	296.638	1.047.715	2.344.353
Coprah.....	71.490	57.272	59.450	106.977	130.356	—	—	130.356	93.375	—	—	93.375
Huile de palme.....	46.311	62.349	20.050	25.781	2.424	19.659	24.841	46.944	—	—	37.521	37.521
Palmistes.....	265.618	570.565	242.400	251.398	147.971	70.873	126.716	345.560	71.606	50.984	90.197	212.787
Tapioca.....	42.885	31.931	550	160.259	163.835	—	—	165.835	52.918	—	168	53.086
Café.....	186.700	34.550	191.620	84.838	2.554	75.160	17.756	93.470	4.007	97.216	23.239	124.462
Coton brut.....	302.318	518.111	228.400	403.138	1.261	6.999	209.960	218.320	567	5.257	288.824	294.648
Coton en balles.....	143.133	100.336	43.230	252.609	—	—	16.500	16.500	—	—	93.834	93.834
TRAFFIC A LA MONTÉE												
Tonnages (en tonnes).												
Carburants.....	2.933	2.668	2.654	1.905	210	51	2.176	2.437	1.482	826	3.685	5.993
Matériaux de construction.....	3.505	525	1.041	1.913	25	38	344	407	300	46	73	419
Boisson.....	169	35	316	220	49	36	75	160	20	35	70	125
Sel.....	2.569	1.619	4.248	849	290	102	627	1.019	467	324	1.370	2.161
Ciment et chaux.....	2.162	2.640	3.178	2.296	1.471	419	1.349	3.239	812	760	3.520	5.092
Tonnages kilométriques (en tonnes kilo- métriques).												
Carburants.....	542.055	517.285	398.100	177.310	9.450	6.120	347.960	363.530	66.188	75.091	685.615	826.894
Matériaux de construction.....	25.350	5.250	47.400	33.000	7.350	5.400	11.250	24.000	5.770	3.477	9.003	18.250
Boisson.....	19.560	5.250	39.000	20.880	2.205	4.320	11.250	17.775	900	4.200	14.000	19.400
Sel.....	388.705	315.363	764.640	109.528	14.280	10.300	158.890	183.470	20.945	29.587	285.986	336.516
Ciment et chaux.....	251.149	409.264	317.800	299.425	64.908	44.915	214.077	323.900	35.468	78.930	716.158	830.556



C. F. T.
RÉSULTATS DU TRAFIC
TONNAGES

— *Global*
 - - - *Petite Vitesse*
 - · - · - *Bagages Messageries G.V.*
 (en milliers de tonnes)



C. F. T.
RÉSULTATS DU TRAFIC
TONNES KILOMÉTRIQUES

— Global
 - - - P.V.
 Bagages-Messageries G.V.
 (en millions de Tonnes Kilométriques)

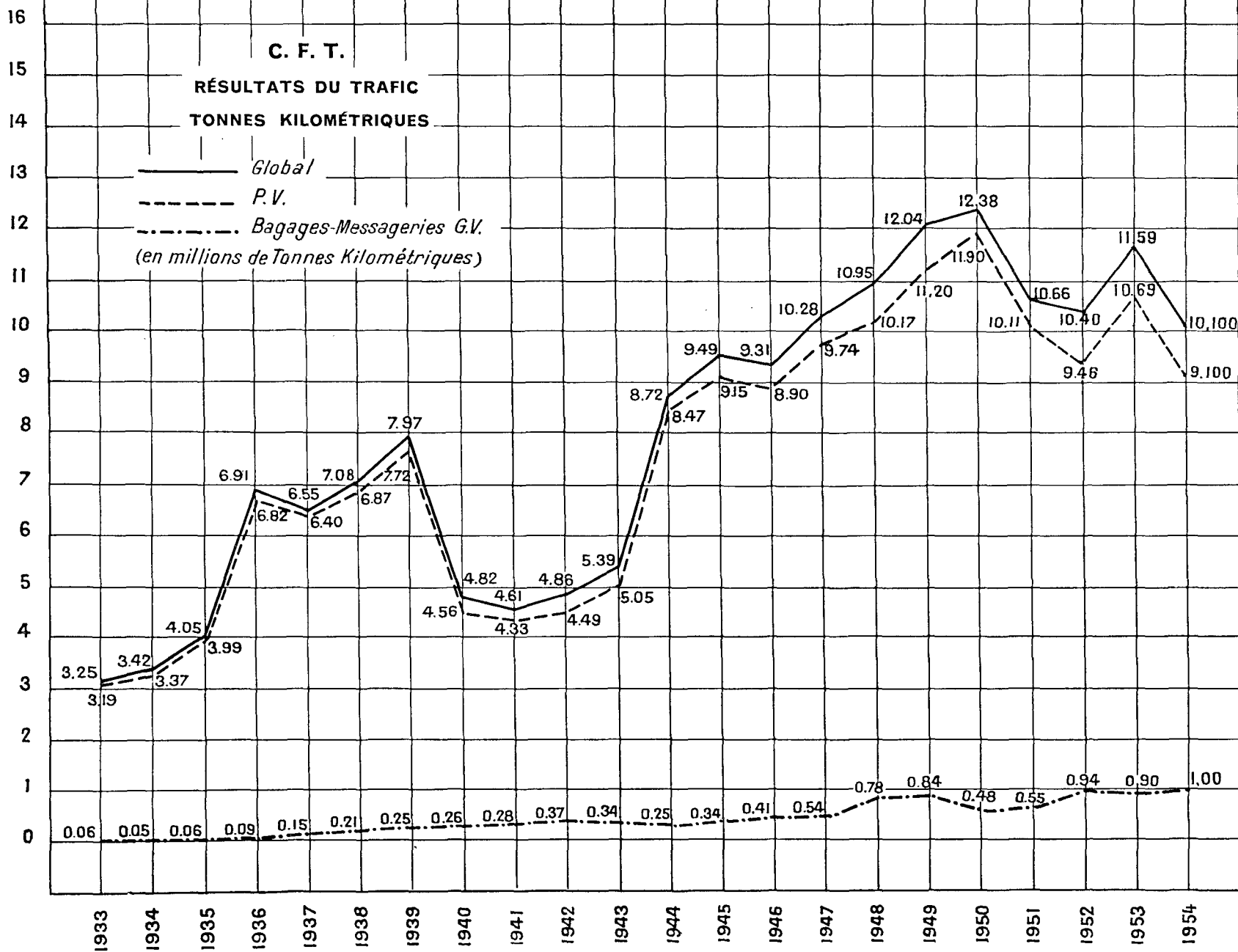


Tableau 5.

Chemins de fer — Recettes d'exploitation.

Recettes	1938	1950	1951	1952	1953	1954 1 ^{er} janvier au 30 novembre 1954	Prévisions 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1954
<i>Francs du Territoire.</i>							
RECETTES VOYAGEURS							
1 ^{re} classe	1.640	26.433	32.680	30.782	42.852	166.349	290.000
2 ^e classe	3.450	41.985	58.005	80.630	88.410	445.724	486.000
3 ^e classe	2.976.404	29.053.040	46.035.625	51.804.000	60.365.105	72.036.623	78.586.000
4 ^e classe	—	49.579.005	55.143.613	71.395.231	75.014.474	50.541.450	55.136.000
Total	2.981.494	78.700.463	101.269.921	123.310.643	135.510.571	123.290.146	134.498.000
RECETTES MARCHANDISES							
Petite vitesse	3.079.739	63.923.680	76.802.148	74.264.966	66.460.826	57.454.144	62.677.000
Grande vitesse	102.580	3.869.213	4.200.327	6.926.234	6.610.501	5.432.365	5.926.000
Total	3.182.319	67.792.893	81.002.475	81.191.200	73.071.327	62.886.509	68.603.000
RECETTES DES TRANSPORTS EN SERVICE (1)							
Recettes hors trafic.....	50.800	648.629	789.178	527.465	432.825	436.747	477.000
TOTAL GÉNÉRAL des recettes d'exploitation.....	6.940.440	159.355.924	201.014.874	231.061.581	238.487.499	186.613.402	103.578.000

(1) Les transports en service sont effectués en cessions.

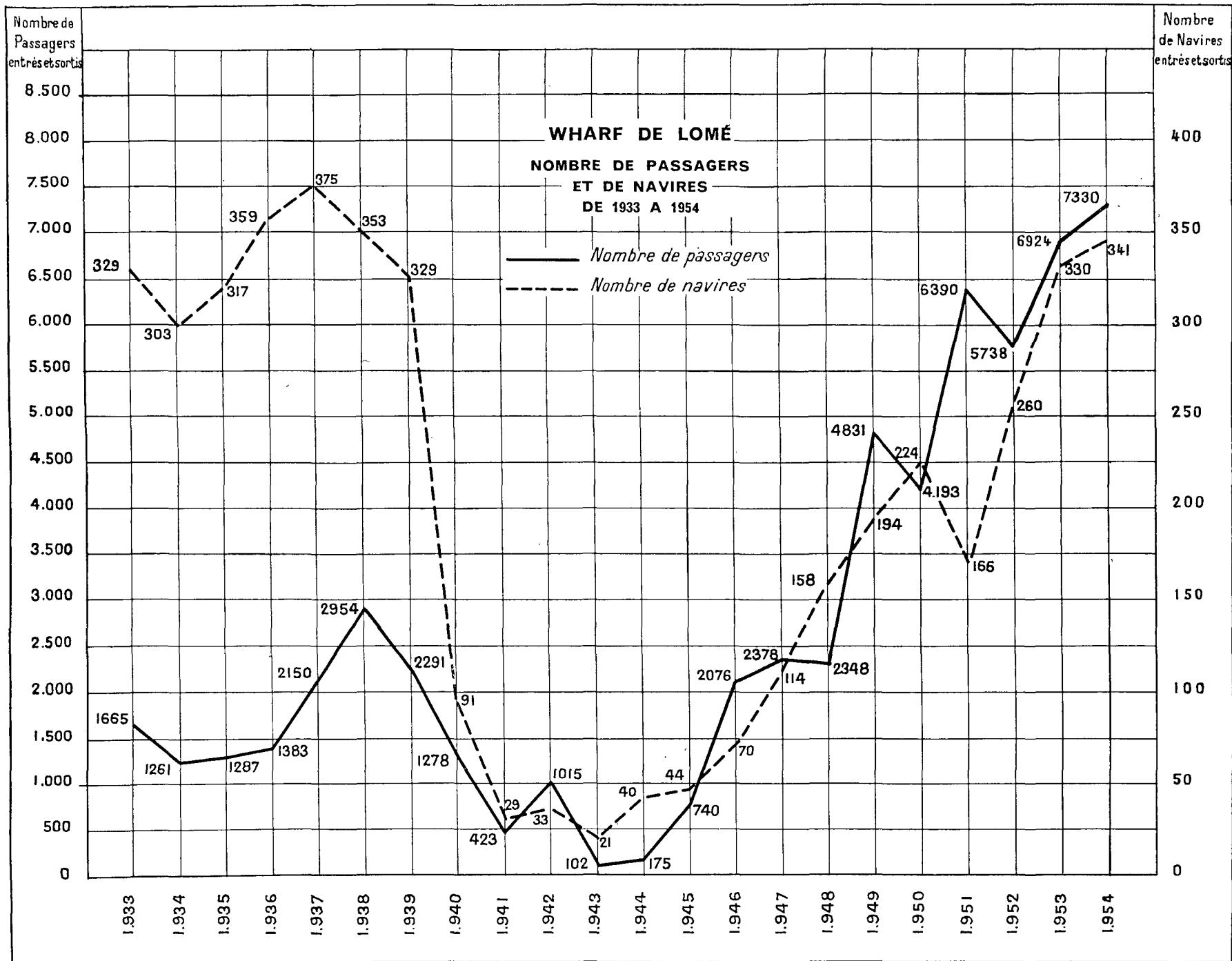
D. NAVIGATION MARITIME

Tableau 1.

Relations directes avec l'extérieur. — Par pavillon. — Ensemble des ports en 1954.

Pavillons	Nombre de navires	Jauge nette (1.000 t)	Tonnage marchandises (1.000 t)	Nombre de passagers.
TRAFFIC A L'ENTRÉE				
Français	169	694	22.976	4.403
Anglais	52	154	3.015	—
Italiens	35	79	9.282	12
Hollandais.....	17	27	5.442	—
Allemands.....	16	26	6.767	—
Norvégiens.....	24	29	3.857	11
Belges	1	1	335	3
Suédois	7	9	325	—
Américains	3	11	—	—
Danois	7	11	2.772	—
Monégasques.....	2	4	836	—
Portugais	1	3	—	—
Costa Ricains.....	5	2	1.582	—
Suisses	1	4	31	—
Total en 1954	340	1.054	57.220	4.429
Total en 1953	331	1.065	47.400	4.060

N.B. — Toute la navigation du Togo se fait par le port de Lomé.

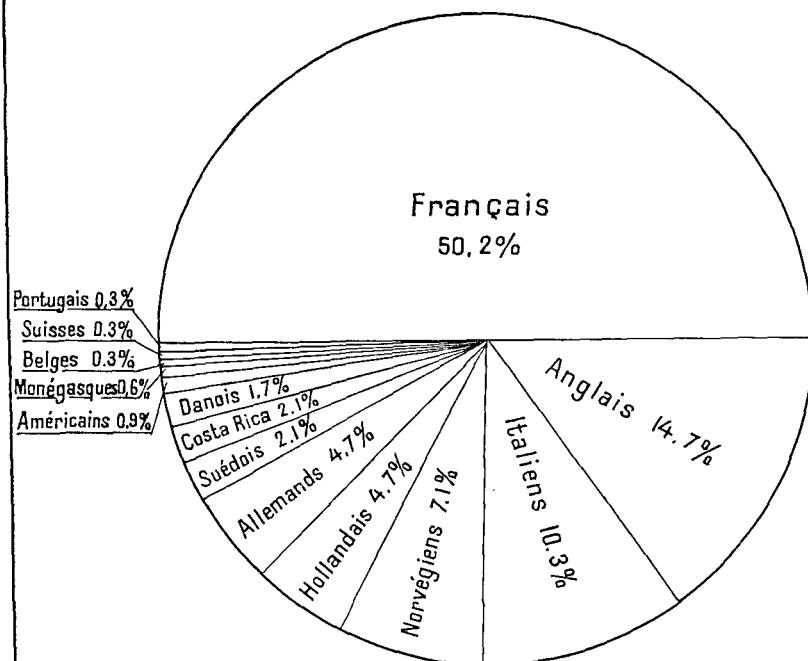


WHARF DE LOMÉ

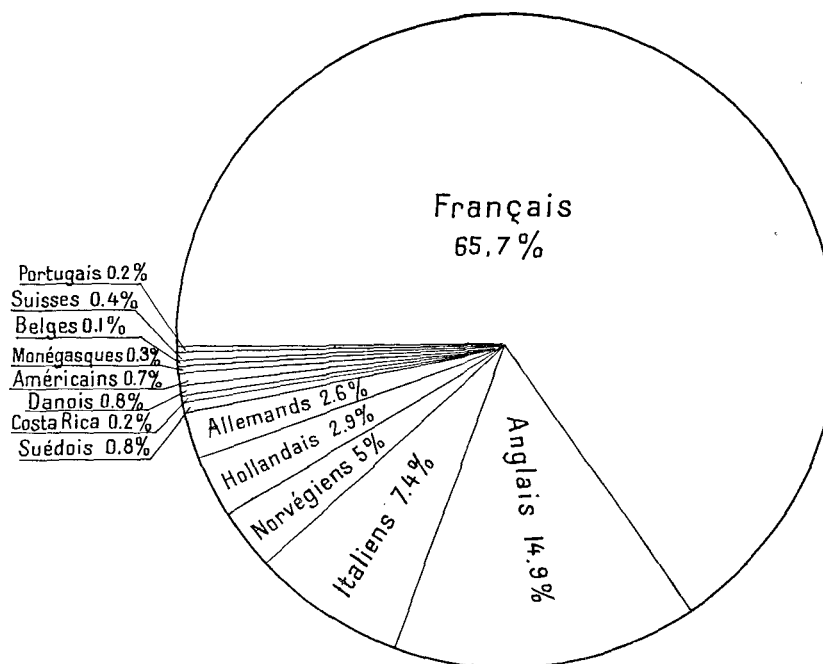
Mouvement des Navires

1954

Pavillons



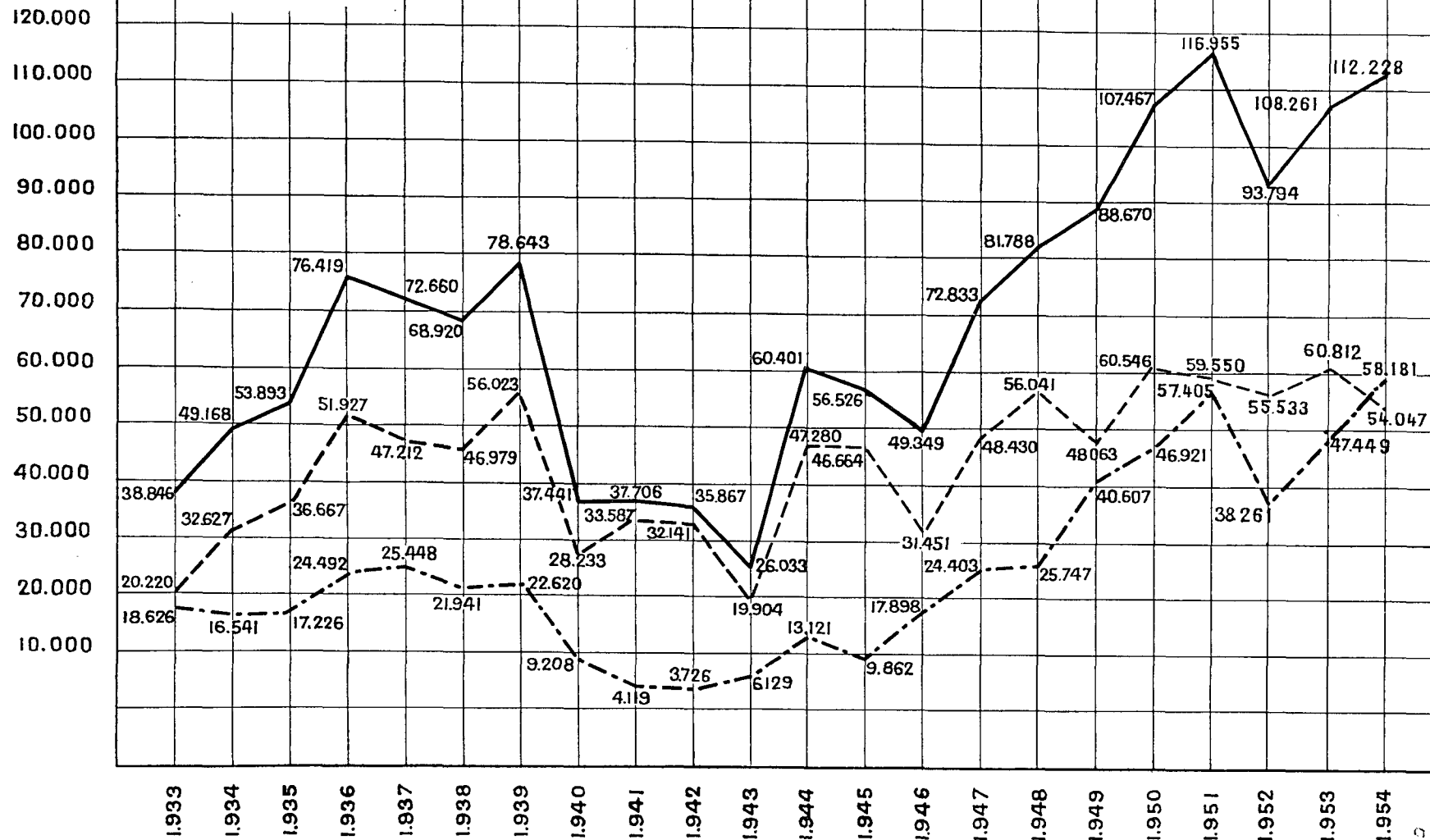
Jauge



Tonnes

RÉSULTATS TRAFIC WHARF DE 1933 A 1954

--- Importation (march. débarquées)
--- Exportation (march. embarquées)
— Total



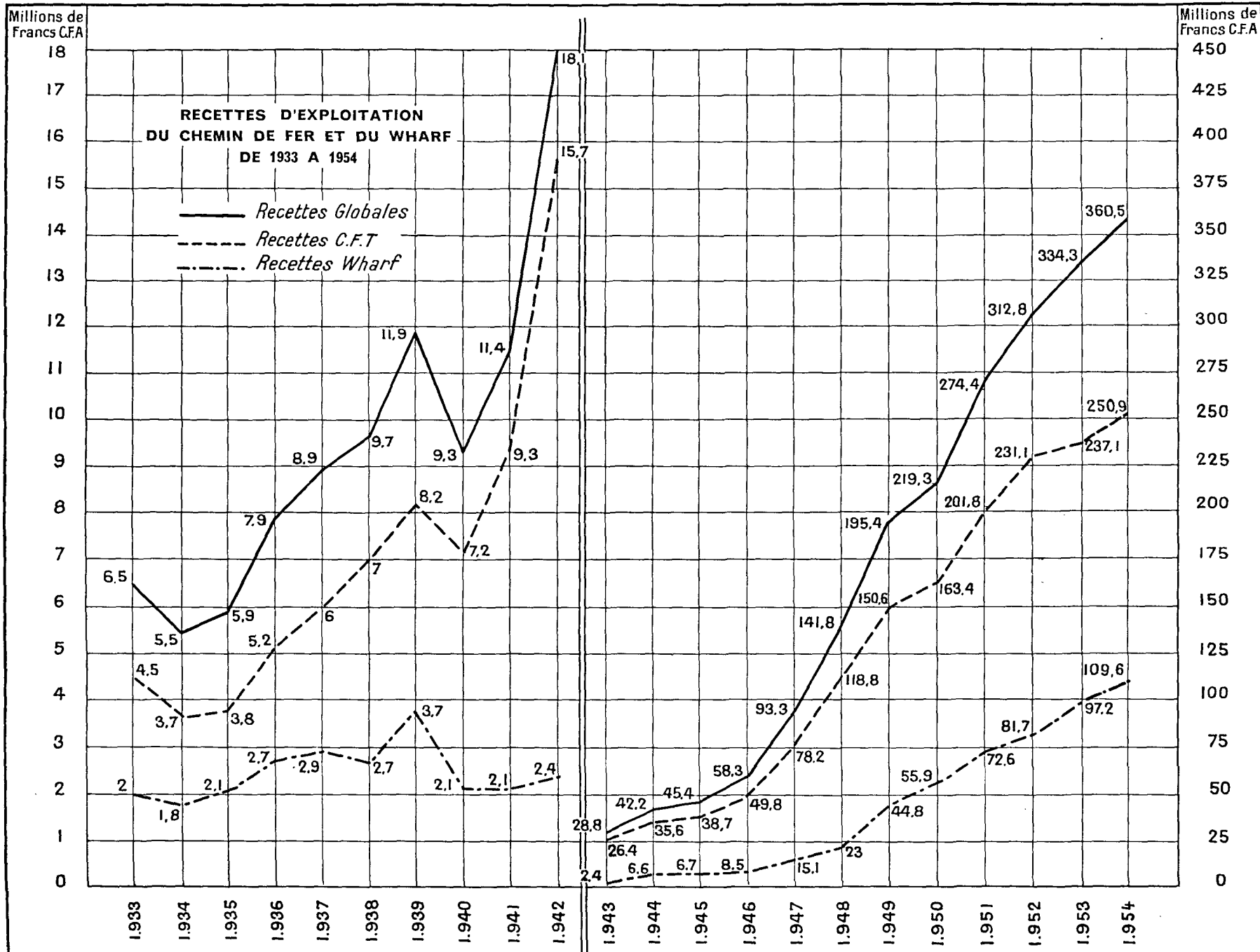


Tableau 2.

Navigation maritime. — Relations directes avec l'extérieur. — Par pavillon. — Ensemble des ports en 1954.

Pavillons	Nombre de navires	Jauge nette (1.000 t)	Tonnage marchandises (1.000 t)	Nombre de passagers
TRAFIC A LA SORTIE.				
Français	169	694	29.797	2.802
Anglais	52	154	7.918	4
Italiens	36	80	4.476	23
Hollandais	17	27	67	—
Allemands	16	26	3.446	—
Norvégiens	24	29	2.324	—
Belges	1	1	204	—
Suédois	7	9	1.298	—
Américains	3	11	764	—
Danois	7	11	971	—
Monegasques	2	4	1.019	—
Portugais	1	3	1.643	—
Costa Ricains	5	2	—	—
Suisses	1	4	—	—
Total en 1954	341	1.055	53.927	2.829
Total en 1953	332	1.070	62.237	2.650 (1)

(1) Chiffre rectifié.
N.B. — Toute la navigation du Togo se fait par le port de Lomé.

E. NAVIGATION AÉRIENNE

Tableau 1.

Infrastructure.

AÉRODROME DE LOMÉ		
Piste bitumée de 2.000 m sur 50 m		
utilisable par tous types d'appareils		
jusqu'au « Constellation » inclusivement.		

Tableau 2.

Activité des aérodromes — Trafic commercial.

Aérodrome	Mouvements d'appareils		Voyageurs			Fret (en tonnes)			Postes (en tonnes)		
	Arrivée	Départ	Arrivée	Départ	Transit	Arrivée	Départ	Transit	Arrivée	Départ	Transit
Aérodrome de Lomé :											
1954	712	711	4.479	4.671	3.960	95.087	75.808	90.784	32.180	22.517	25.652
1953	712	712	3.972	4.437	3.761	77.154	87.769	120.794	39.463	26.384	27.689
1952	551	552	5.132	5.781	1.741	85.010	78.373	68.580	50.935	40.656	9.047

F. SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

Tableau 1.
Climatologie.

Région	Stations	Mois	Température en degrés				Pluie				Humidité relative		
			Normale Période : 18 ans		Année courante		Normale Période : 45 ans		Année courante		Moyenne Année courante		
			Moyenne des maxi- ma jour- naliers	Moyenne des mini- ma jour- naliers	Moyenne des maxi- ma jour- naliers	Moyenne des mini- ma jour- naliers	Hauteur	Nombre de jours	Hauteur	Nombre de jours	à 6 h	à 8 h	à 12 h
Cotière	Lomé-Ville	Janvier.....	30,76	22,73	30,34	22,88	12,6	1,1	40,3	2	—	92	73
		Février	31,15	24,01	31,51	24,21	29,9	1,8	7,2	3	—	91	72
		Mars	31,56	24,48	31,88	23,84	50,4	4,4	78,0	7	—	87	75
		Avril	31,51	24,37	31,44	23,57	88,7	6,3	83,1	6	—	83	74
		Mai	30,65	23,85	31,02	23,24	139,4	9,5	148,3	11	—	85	77
		Juin	29,02	23,23	28,91	22,86	185,7	11,1	144,4	14	—	90	84
		Juillet	27,41	22,47	26,97	21,86	60,9	5,8	6,3	4	—	90	81
		Août	26,94	21,92	27,16	21,75	15,4	3,5	4,1	6	—	90	81
		Septembre	28,03	22,62	28,72	22,25	38,7	5,9	16,4	3	—	86	77
		Octobre	29,52	22,99	29,57	22,03	87,5	8,0	162,1	16	—	90	80
		Novembre	30,74	23,33	31,13	23,09	37,1	3,5	28,0	3	—	85	74
		Décembre	30,94	23,12	31,00	23,25	11,3	1,0	29,0	2	—	90	77
		Année	29,85	23,26	29,97	22,90	757,6	61,9	747,2	77	—	88	77
	Lomé-Aérodrome		Période : 5 ans				Période : 5 ans						
		Janvier.....	30,98	22,29	30,50	21,83	21,5	1,8	45,1	3	98	—	69
		Février	31,79	22,80	31,55	23,33	47,7	3,4	4,0	4	97	—	69
		Mars	32,14	23,59	31,69	23,40	61,1	5,4	52,8	6	96	—	71
		Avril	32,12	23,52	31,39	22,85	75,7	6,8	58,2	9	97	—	71
		Mai	30,92	22,76	30,50	22,63	180,9	13,0	174,9	13	99	—	75
		Juin	28,94	22,20	28,39	22,28	177,5	15,6	203,5	15	96	—	77
		Juillet.....	27,60	21,86	26,48	21,27	63,6	7,8	2,2	4	94	—	78
		Août	27,58	21,23	27,24	20,99	9,0	5,0	4,8	7	94	—	75
		Septembre	29,05	21,91	28,78	21,62	38,2	7,6	43,7	4	95	—	73
		Octobre	29,48	21,95	29,07	21,51	156,3	12,8	164,1	18	97	—	75
		Novembre	30,72	22,17	30,69	22,51	55,9	4,8	15,8	2	98	—	71
		Décembre	31,52	22,07	31,03	22,83	0,9	0,6	1,5	1	96	—	68
		Année	30,24	22,36	29,78	22,25	888,3	84,6	770,6	86	96	—	73

HAUTE VOLTA

TOGO

sous tutelle française

RÉSEAU MÉTÉOROLOGIQUE

Echelle
0 50 K.

- ▣ Centre Régional
- ▲ Station Principale
- Station d'Observations
- ⊙ Station Climatologique
- Station Pluviométrique

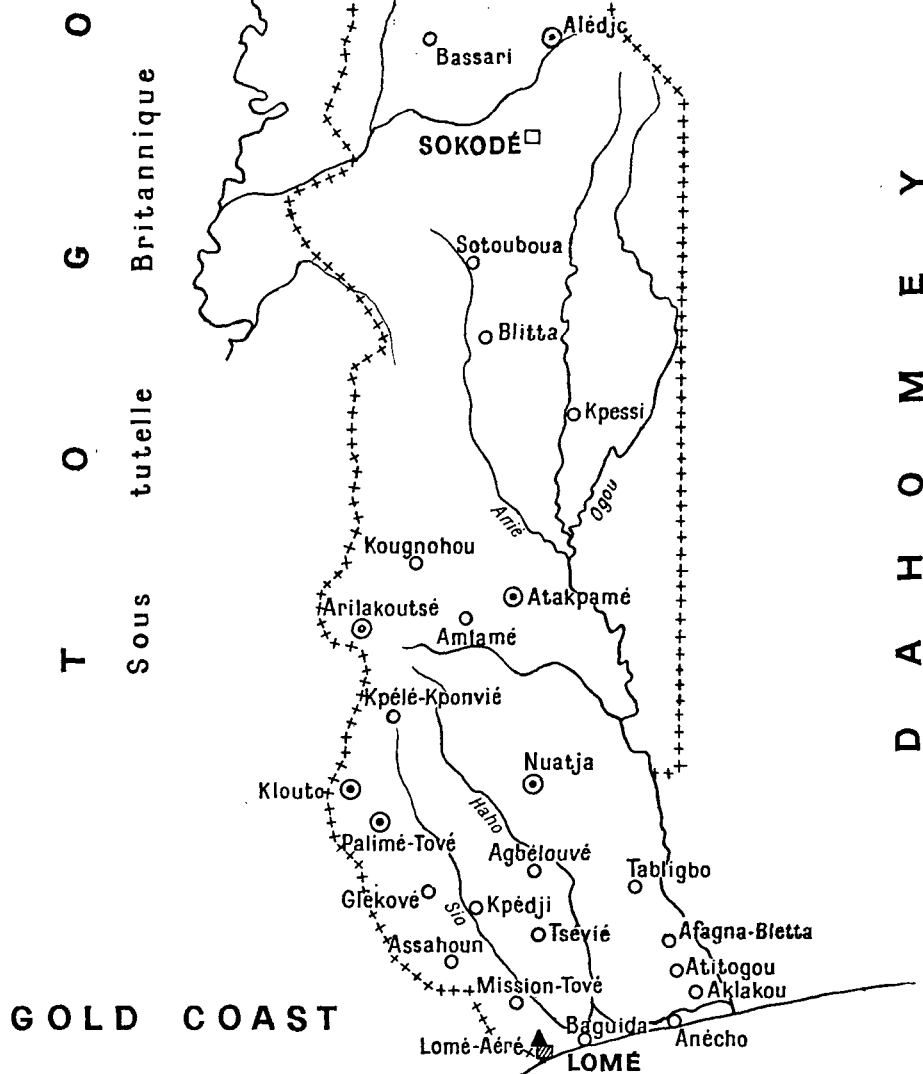


Tableau 1.

Climatologie (suite).

Région	Stations	Mois	Température en degrés				Pluie				Humidité relative		
			Normale Période : 12 ans		Année courante		Normale Période : 33 ans		Année courante		Moyenne Année courante		
			Moyenne des maxi- ma jour- naliers	Moyenne des mini- ma jour- naliers	Moyenne des maxi- ma jour- naliers	Moyenne des mini- ma jour- naliers	Hauteur	Nombre de jours	Hauteur	Nombre de jours	à 6 h	à 8 h	à 12 h
Plaine du Sud	Nuatja	Janvier.....	34,55	21,32	—	—	25,8	1,8	24,9	2	—	91	57
		Février.....	36,24	23,08	34,48	23,17	38,1	3,1	15,5	4	—	92	59
		Mars.....	35,95	23,10	33,63	22,93	102,2	7,0	140,2	10	—	93	70
		Avril.....	34,81	22,95	32,13	22,21	119,9	8,4	94,8	9	—	92	73
		Mai.....	33,72	22,51	32,77	22,00	147,0	10,4	99,8	10	—	89	68
		Juin.....	31,78	21,03	30,16	21,75	146,5	11,0	159,4	11	—	88	75
		Juillet.....	30,04	21,46	28,62	20,74	100,6	7,7	50,0	4	—	90	80
		Août.....	30,14	20,93	28,47	20,49	78,4	6,7	57,2	10	—	89	70
		Septembre....	31,56	21,51	30,59	21,01	142,2	10,5	200,8	12	—	91	70
		Octobre.....	32,80	21,62	30,51	20,89	141,4	11,2	296,7	22	—	90	70
		Novembre....	34,18	21,50	32,20	21,50	47,4	4,2	146,1	9	—	89	64
		Décembre.....	34,47	21,35	32,05	21,95	21,9	1,8	0,0	0	—	92	62
		Année.....	33,35	21,86	31,68	21,66	1.111,4	83,8	1.285,4	103	—	91	68
Montagneuse du Sud-Ouest	Palimé-Tové		Période : 19 ans				Période : 34 ans						
		Janvier.....	34,00	19,28	32,93	18,01	24,3	2,4	35,1	4	—	90	60
		Février.....	35,34	20,33	34,84	19,79	62,5	4,1	68,8	4	—	89	64
		Mars.....	34,58	21,67	—	20,94	120,8	7,7	170,0	11	—	89	70
		Avril.....	33,70	21,75	33,08	20,70	148,5	8,8	146,2	13	—	89	72
		Mai.....	32,57	21,52	32,39	20,05	158,2	10,4	166,0	10	—	85	72
		Juin.....	30,61	21,24	30,77	20,99	214,6	12,6	212,5	14	—	89	72
		Juillet.....	28,66	21,02	28,23	19,72	159,2	10,8	119,3	8	—	91	75
		Août.....	28,54	20,60	28,45	19,98	125,2	9,0	108,4	15	—	93	73
		Septembre....	30,41	20,97	31,35	20,25	197,9	12,5	134,5	13	—	90	72
		Octobre.....	32,17	20,80	31,86	19,78	182,6	11,7	158,3	17	—	88	72
		Novembre....	33,56	20,23	32,86	19,37	66,8	5,8	60,3	5	—	85	62
		Décembre.....	33,66	19,77	33,25	19,27	46,1	3,4	55,3	6	—	90	62
		Année.....	32,32	20,77	32,06	19,91	1.506,7	99,2	1.434,7	120	—	89	69

Tableau 1.

Climatologie (suite).

Régions	Stations	Mois	Température en degrés				Pluie				Humidité relative		
			Normale Période : 11 ans		Année courante		Normale Période : 35 ans		Année courante		Moyenne Année courante		
			Moyenne des maxi- ma jour- naliers	Moyenne des mini- ma jour- naliers	Moyenne des maxi- ma jour- naliers	Moyenne des mini- ma jour- naliers	Hauteur	Nombre de jours	Hauteur	Nombre de jours	à 6 h	à 8 h	à 12 h
Montagneuse du Sud-Ouest	Klouto	Janvier.....	30,56	18,78	—	17,49	30,9	2,2	76,8	6	—	90	61
		Février	31,71	19,57	31,04	18,43	72,8	4,8	85,2	3	—	91	73
		Mars	31,47	20,72	30,51	19,61	132,7	8,7	261,2	12	—	94	70
		Avril	30,77	20,69	29,58	19,66	148,9	9,4	112,3	9	—	92	76
		Mai	29,18	20,38	29,06	19,10	180,1	12,2	92,9	12	—	92	76
		Juin	27,45	20,40	27,09	19,34	233,8	15,0	250,8	14	—	95	85
		Juillet.....	25,61	19,53	24,43	18,38	206,5	13,3	145,7	5	—	95	85
		Août	25,22	19,12	24,62	18,13	152,6	12,0	98,4	12	—	95	85
		Septembre	26,82	19,53	27,27	18,59	245,0	15,9	139,8	13	—	94	80
		Octobre	28,13	19,42	27,89	18,22	215,4	13,7	289,9	21	—	92	76
		Novembre	29,75	19,42	29,84	18,79	80,4	6,7	87,0	7	—	94	71
		Décembre	30,20	18,69	29,55	18,62	44,3	3,6	62,2	5	—	94	71
		Année	28,91	19,69	28,45	18,70	1.743,4	117,5	1.702,2	119	—	93	76
Montagneuse du Sud-Ouest	Atilakoutsé	Période : 6 ans				Période : 8 ans							
		Janvier.....	28,43	17,18	27,58	16,12	9,8	1,6	31,1	5	—	82	57
		Février	28,83	18,33	27,80	17,95	48,7	4,8	54,9	7	—	87	64
		Mars	28,71	18,49	27,88	17,99	90,0	9,0	106,3	10	—	88	68
		Avril	28,34	18,65	27,45	18,32	122,6	11,3	168,4	8	—	87	68
		Mai	27,19	18,57	27,23	18,10	199,3	12,4	116,9	11	—	87	75
		Juin	25,11	18,26	24,43	17,96	233,5	17,0	378,3	18	—	92	85
		Juillet.....	22,88	17,91	22,24	17,06	195,4	15,1	100,5	11	—	97	91
		Août	22,21	17,79	21,25	17,64	176,6	15,8	136,3	17	—	98	94
		Septembre	23,93	17,98	23,99	17,57	279,3	18,6	177,4	14	—	96	87
		Octobre	26,11	17,83	25,25	17,22	172,6	15,1	262,6	16	—	92	80
		Novembre	27,46	17,60	27,28	17,82	47,3	4,5	66,1	9	—	89	71
		Décembre	27,80	16,63	27,63	17,42	14,7	1,8	18,1	2	—	94	71
		Année	26,42	17,94	25,84	17,60	1.589,8	127,0	1.617,1	128	—	91	76

Tableau 1.

Climatologie (suite).

Région	Stations	Mois	Température en degrés				Pluie				Humidité relative		
			Normale Période : 19 ans		Année courante		Normale Période : 40 ans		Année courante		Moyenne année courante		
			Moyenne des maxi- ma jour- naliers	Moyenne des mini- ma jour- naliers	Moyenne des maxi- ma jour- naliers	Moyenne des mini- ma jour- naliers	Hauteur	Nombre de jours	Hauteur	Nombre de jours	à 6 h	à 8 h	à 12 h
Centre	Atakpamé	Janvier.....	33,94	20,55	32,80	20,46	20,5	1,3	0,0	0	—	79	45
		Février.....	35,48	21,68	33,94	21,72	48,7	2,7	43,0	3	—	81	48
		Mars.....	35,39	22,37	32,97	21,80	101,0	5,9	102,3	7	—	86	60
		Avril.....	34,18	22,24	32,29	21,35	133,0	7,6	58,2	6	—	85	67
		Mai.....	32,56	21,80	31,94	20,90	156,0	9,8	77,8	4	—	82	67
		Juin.....	30,72	21,37	30,09	20,52	179,9	11,6	121,9	12	—	91	74
		Juillet.....	29,02	20,92	28,36	19,45	200,9	13,2	83,2	8	—	92	76
		Août.....	28,74	20,52	27,88	19,39	166,8	12,1	111,4	16	—	92	78
		Septembre....	30,08	20,96	30,50	19,80	190,7	12,9	129,8	10	—	91	72
		Octobre.....	31,87	20,95	30,47	19,47	145,9	10,7	342,5	22	—	85	68
		Novembre.....	33,35	21,19	32,66	20,54	40,0	3,1	18,7	2	—	77	58
		Décembre.....	33,80	20,59	33,80	20,45	33,4	1,7	0,0	0	—	78	48
		Année.....	32,43	21,26	31,48	20,49	1.416,8	92,6	1.088,8	90	—	85	63
	Sokodé		Période : 18 ans				Période : 37 ans						
		Janvier.....	34,08	19,18	33,35	16,07	8,7	0,6	0,0	0	72	—	33
		Février.....	35,37	21,01	34,21	19,42	13,8	1,3	16,3	1	79	—	39
		Mars.....	35,76	22,25	34,46	21,61	47,9	4,6	32,7	7	92	—	51
		Avril.....	34,34	22,25	31,67	21,51	100,6	8,0	134,7	13	95	—	64
		Mai.....	32,05	21,65	31,44	21,18	162,6	10,8	58,3	10	96	—	64
		Juin.....	29,97	21,09	29,28	20,72	164,9	12,6	228,0	19	97	—	73
		Juillet.....	28,50	20,71	27,12	19,73	213,8	15,8	236,1	18	98	—	77
		Août.....	27,90	20,69	26,66	19,95	250,1	17,3	124,9	21	98	—	77
		Septembre....	29,10	21,61	29,03	19,93	242,9	16,7	94,2	18	98	—	73
		Octobre.....	31,15	20,65	29,86	19,66	133,8	10,8	131,6	16	98	—	48
		Novembre.....	33,23	19,92	32,54	18,84	22,1	2,3	57,9	5	97	—	51
		Décembre.....	33,84	18,73	33,18	15,48	10,0	1,2	1,3	2	86	—	34
		Année.....	32,11	20,73	31,07	19,51	1.371,2	102,0	1.116,0	130	92	—	57

Tableau I.

Climatologie (suite).

Régions	Stations	Mois	Température en degrés				Pluie				Humidité relative		
			Normale Période : 19 ans		Année courante		Normale Période : 19 ans		Année courante		Moyenne Année courante		
			Moyenne des maxi- ma jour- naliers	Moyenne des mini- ma jour- naliers	Moyenne des maxi- ma jour- naliers	Moyenne des mini- ma jour- naliers	Hauteur	Nombre de jours	Hauteur	Nombre de jours	à 6 h	à 8 h	à 12 h
Montagneuse Nord	Alédjo	Janvier.....	29,71	20,84	29,70	20,88	5,7	0,6	2,3	1	—	62	44
		Février	30,93	21,37	31,11	21,36	17,1	1,6	11,0	1	—	64	47
		Mars	31,16	21,75	31,16	21,03	58,9	3,6	67,1	5	—	80	60
		Avril	30,34	21,24	29,16	20,59	104,1	7,6	139,1	7	—	84	65
		Mai	28,33	20,44	28,04	19,95	157,8	10,8	88,2	9	—	86	72
		Juin	26,36	19,46	25,84	19,06	202,9	13,8	291,8	18	—	92	84
		Juillet.....	24,37	18,89	23,39	18,38	247,8	15,7	101,0	9	—	96	86
		Août	23,68	18,68	22,87	18,27	279,8	17,3	177,2	13	—	98	89
		Septembre	25,18	16,98	25,46	18,67	310,8	18,6	225,6	15	—	88	79
		Octobre	27,14	19,66	26,48	18,91	166,9	12,1	201,0	15	—	83	69
		Novembre	28,97	20,92	28,89	20,52	37,9	2,5	44,0	3	—	75	56
		Décembre	29,26	20,87	29,97	20,95	7,9	0,9	1,8	1	—	63	46
		Année	27,95	20,26	27,67	19,88	1.597,6	105,1	1.350,1	97	—	81	66
Région Nord	Mango	Période : 20 ans				Période : 38 ans							
		Janvier.....	35,75	19,52	36,14	18,85	2,5	0,2	0,0	0	39	—	25
		Février	37,64	21,75	38,04	22,90	3,7	0,4	0,0	0	46	—	27
		Mars	38,74	24,67	38,70	25,13	18,1	1,9	33,3	5	72	—	41
		Avril	37,93	25,62	37,51	25,32	50,7	4,4	57,9	6	80	—	48
		Mai	35,15	24,36	35,18	24,09	111,4	7,9	126,6	7	88	—	57
		Juin	32,18	22,84	31,60	22,59	146,9	9,5	151,4	11	95	—	73
		Juillet.....	30,53	22,37	29,04	21,93	168,2	11,5	111,1	10	96	—	77
		Août	29,41	22,21	28,75	22,02	244,0	14,9	267,4	16	97	—	80
		Septembre	30,50	22,06	30,22	21,51	235,1	15,6	344,7	14	97	—	75
		Octobre	32,95	22,27	32,21	21,79	87,0	7,8	184,6	15	95	—	66
		Novembre	35,71	20,85	34,18	21,32	9,0	0,8	72,5	3	91	—	54
		Décembre	35,73	19,04	35,61	18,10	2,6	0,2	0,0	0	60	—	29
		Année	34,35	22,30	33,93	22,13	1.079,2	75,1	1.349,5	87	80	—	54

**NOMBRE DES PROTECTIONS MÉTÉOROLOGIQUES
FOURNIES ANNUELLEMENT PAR LA STATION PRINCIPALE
DE LOMÉ**

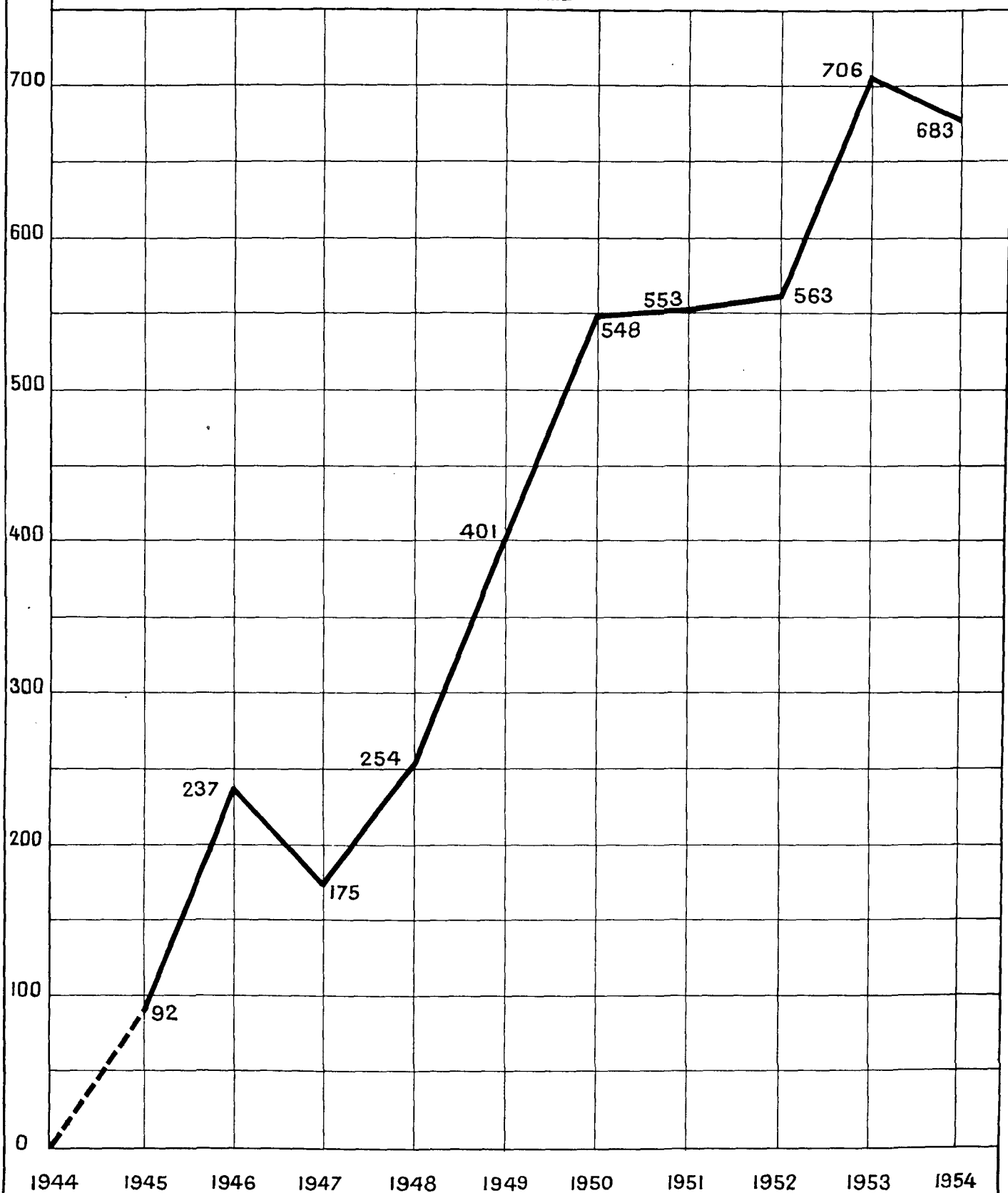


Tableau 2.

Pluviométrie comparée.

Stations	Année 1954		Normale		n		Stations	Année 1954		Normale		n
	H	N	H	N				H	N	H	N	
Adéta	—	—	1.330,3	98,3	13		Koudjravi.....	1.507,4	164	1.428,9	101,4	17
Afagna-Bletta	900,4	74	964,3	65,5	8		Kougnohou.....	1.488,7	93	1.483,8	87,7	9
Agbélouvé.....	1.124,2	83	1.225,8	68,2	17		Kouvé.....	1.056,0	48	—	—	—
Aklakou	1.195,5	79	986,6	60,0	17		Kpédji.....	1.090,7	68	—	—	—
Alédjo	1.350,1	97	1.597,6	105,1	19		Kpessi	—	—	1.202,2	58,4	15
Amlamé	—	—	1.608,0	97,8	16							
Anécho-Glidji....	1.016,5	74	821,1	50,7	39		Lama-Kara.....	1.011,0	89	1.243,1	88,8	16
Annié-Mono	1.016,8	103	1.181,5	103,1	6		Lomé-Aérodrome..	770,6	86	888,3	84,6	5
Assahoun	1.218,3	71	1.173,0	61,6	17		Lomé-Ville.....	747,2	77	757,6	61,9	45
Atakpamé	1.088,8	90	1.416,8	92,6	40							
Atilakoutsé	1.617,1	128	1.589,8	127,0	8		Mango	1.349,5	87	1.079,2	75,1	38
Atitogon	917,6	88	1.121,8	64,6	16		Mission-Tové	1.309,2	83	1.017,6	61,2	17
Baguida-Plantation.	798,6	97	—	—	—		Nuatja.....	1.285,4	103	1.111,4	83,8	34
Barkoissi	1.081,4	75	1.090,2	78,9	7							
Bassari	1.257,6	88	1.316,2	101,3	32		Pagouda.....	1.263,4	96	1.361,6	85,8	49
Blitta	1.363,5	93	1.280,4	85,2	17		Palimé	1.434,7	120	1.506,7	99,2	34
Dapango	988,9	71	1.081,0	66,3	21		Sokodé	1.116,0	130	1.371,2	102,0	37
							Sotouboua	1.072,7	126	1.190,5	99,1	7
Glékové	1.301,7	90	1.253,2	71,9	17							
Guérin-Kouka	1.109,8	61	1.247,8	77,8	17		Tabligbo	1.240,5	105	1.099,7	76,2	17
							Tchékpo.....	986,6	67	985,4	81,0	13
Kandé	1.243,9	83	1.290,7	85,6	17		Tsévié.....	881,8	70	998,3	71,4	26
Klouto	1.702,2	119	1.743,4	117,5	35		Yégué	—	—	1.358,3	98,3	14

H : Hauteur d'eau en millimètres et dixièmes.
 N : Nombre de jours de pluie $\geq 0,1$ mm.
 n : Nombre d'années sur lesquelles est calculée la normale.

CHAPITRE XII

COUT DE LA VIE

Tableau 1.

Prix moyens de détail à Lomé au 31 décembre.
(en francs C.F.A.)

Articles	Unité	1953	1954	Articles	Unité	1953	1954
<i>Alimentation :</i>				Bois	stère	630	630
Pain	kg	60	40	Glace	kg	5	5
Bœuf (filet).....	»	200	300	Savon en morceau.....	400 gr.	25	25
Porc (rôti)	»	200	200				
Mouton	»	200	200	<i>Habillement :</i>			
Poulet	pce	200	200	Coutil	m	85	95
Poisson frais	kg	200	200	Percalé	»	65	63
Beurre frais	»	420	400	Drill	»	120	100
Œufs.....	pce	10	10	Gabardine	»	600	650
Lait condensé sucré	bte	50	40	Short (courant)	pce	500	650
Riz (importation).....	kg	60	40	Chemisette (courante)	»	550	550
Mil	»	30	»	Mouchoir de poche	»	30	30
Pommes de terre	kg	40	25	Couverture (coton)	»	350	350
Vin rouge ordinaire	l	40	35				
Huile arachide	»	110	125	<i>Objets fabriqués et divers :</i>			
Sucre	kg	70	65	Cigarettes (nationales)	paquet de 20	25	25
Sel fin en boîte.....	»	100	100	Chaussures hommes (courantes).....	paire	1.250	1.500
				Verre moutarde	»	10	10
<i>Chauffage-Eclairage-Hygiène :</i>				Marmite fonte.....	pce	700	750
Bougie	pce	25	10	Fourchette.....	»	15	20
Pétrole	l	25	25				
Electricité	kWh	43	40				
Charbon de bois	kg	10	15				

Tableau 2.

Prix payés au producteur pour les principales cultures d'exportation et pour les principaux produits vivriers.

(Prix au kg.)
(en francs C.F.A.)

Produits	Centres	1 9 5 4												Moyenne annuelle		
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	1954	1953	1952
Cacao	Palimé	147,5	162,5	181,5	189,6	190	195	200	180	137,5	125	150	133,5	166	103,5	89,5
Café	Palimé	141,2	148	175	190	178,5	174	163,5	146	125	117,5	122,5	122,5	150,3	121,5	118
Coprah	Anécho	35	33	27,2	25	26,5	26	25,5	25,5	25,5	27,5	28	27,7	27,8	25	28,75
Palmistes	Tsévié.....	21,5	22	19	18,5	18,2	17,5	17,3	17	15,5	15,6	16,2	15	17,7	14	19,75
Coton	Atakpamé.....	—	23	23,7	25	25	—	—	—	—	—	—	—	24,1	24	34
Kapok	Sokodé	—	—	—	23,3	23,7	22,2	26,5	—	—	—	—	—	23,6	18	—
Arachides	Bassari	28	29,1	26,5	30	30	30	30	—	—	—	—	25	28,5	16,75	23
Tapioca	Ganavé	14	17	17	17	19,5	22	22	22	22	23	24	24	18,9	10,75	25

Tableau 3.

Prix de gros des principales marchandises. Centre de Lomé.

Marchandises	Unités	Décembre 1953	Décembre 1954
<i>Prix de matériaux de constructions :</i>		<i>Francs C.F.A.</i>	
Ciment d'importation.....	tonne	6.400	7.000
Acier rond	tonne	30.000	30.000
Bois débités de charpente et de menuiserie.....	m ³	17.500	17.000
Tôle. Pièce.	10 kg	550	540
Chaux	kg.	18	14
Sable.....	m ³	300	300
Gravier	m ³	2.850	2.900
Briques (locales)	unité	1,20	1
Verre à vitre (0,76×0,58)	—	400	400
Grillage moustiquaire	m	130	140
<i>Autres marchandises :</i>			
Gas-oil en fûts.....	205 l.	2.745	2.809
Essence en fûts.....	200 l.	4.979	5.400
Charbon	tonne	5.060	—
Pneumatique : 650×16.....	unité	5.200	5.200
<i>Produits alimentaires :</i>			
Farine de froment.....Le sac.	50 kg	1.800	1.750
Sucre	25 kg	1.500	1.475
Sel	18 kg	225	185
Vin.....	litre	45	35
Riz	100 kg	5.000	3.900
<i>Prix complexes :</i>			
M ² couvert de hangar métallique.....	m ²	8.500	9.000
M ² couvert de maison d'habitation sans étage ..	m ²	17.000	18.000

CHAPITRE XIII

TRAVAIL ET MAIN-D'ŒUVRE

Tableau 1.

RÉPARTITION DES TRAVAILLEURS SALARIÉS (Économie monétaire)
par groupements d'activités, âges et selon le mode de recrutement.

Groupements d'activités	Moins de 18 ans		De 18 ans et plus		Total	Dont ayant un contrat écrit
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
<i>Secteur public :</i>						(dont fonc- tionnaires).
Administration générale	32	—	6.195	252	6.479	2.515
Chemins de fer et wharf	5	—	2.025	4	2.034	472
TOTAL SECTEUR PUBLIC.....	37	—	8.220	256	8.513	2.987
<i>Secteur privé :</i>						
Agriculture, Elevage : { Africains	—	—	—	—	2.000	
{ Européens	18	—	310	9	339	6
Electricité	5	—	150		155	—
Extraction de minerais : { métalliques.....		—	101		101	3
{ non métalliques		—				
— de phosphates		—	200		200	4
Industries		—	360	10	370	6
Bâtiments et travaux publics		—	900		900	50
Commerce : { Européens.....		—	2.470	30	2.500	106
{ Africains.....		—	2.000	1.000	3.000	—
Transports : { routiers.....		—	600		600	—
{ maritimes		—	325	2	327	8
{ aériens		—	18		18	2
Banques, Assurances, Contentieux		—	101	22	121	7
Education (Enseignement privé)		—	413	82	495	392
Services domestiques (dont gens de maison)...		—	1.300	30	1.330	
TOTAL SECTEUR PRIVÉ :	23	—	9.248	1.185	12.456	584
TOTAL GÉNÉRAL	60	—	17.468	1.441	20.969	3.571

Tableau 2.

SALAIRES

Catégorie	Unité de temps de la rémunération ou unité de tâche	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Salaire minimum du manœuvre ordinaire :							
a) Dans les principaux centres urbains :							
Zone I.....	Heure	—	—	—	—	17,50	18,75
	Jour	72	95	114	125		
b) Dans les principales régions agricoles :							
Zone II (Sud)	Heure	—	—	—	—	12,50	13,75
	Jour	52	72	72	90		
c) Zone III (Nord)	Heure	—	—	—	—	10,00	10,50
	Jour	40	52	52	70		
Salaire minimum hiérarchisé :							
1 ^o SECTEUR PRIVÉ							
<i>Employés de Commerce et Industrie.</i>							
1 ^{re} catégorie	Mois	3.100	3.725	4.470	4.925	5.014	5.290
2 ^e —	—	3.800	4.525	5.385	5.925	6.032	6.364
3 ^e —	—	4.850	5.725	6.755	7.400	7.535	7.950
4 ^e —	—	5.950	6.950	8.130	8.860	9.022	9.518
5 ^e —	—	7.350	8.450	9.720	10.550	10.741	11.332
6 ^e —	—	10.600	11.975	13.530	14.600	14.865	15.683
7 ^e —	—	16.000	17.925	20.075	21.675	22.068	23.282
Ouvriers toutes branches professionnelles.							
1 ^{re} catégorie	Mois	3.100	3.725	4.470	26,60	26,60	28,45
2 ^e —	—	3.800	4.525	5.385	32,00	32,00	34,20
3 ^e —	—	4.850	5.725	6.755	40,00	40,00	42,75
4 ^e —	—	5.950	6.950	8.130	47,70	47,70	51,15
Hors catégorie	—	10.600	11.975	13.530	78,60	78,60	84,25
2^o SECTEUR PUBLIC							
<i>Agents permanents du secteur public non fonctionnaires employés ou ouvriers.</i>							
1 ^{re} catégorie	Mois	2.800	3.432	4.108	4.550	4.550	5.014
2 ^e —	—	3.380	3.978	4.732	5.200	5.200	6.032
3 ^e —	—	4.420	5.122	6.032	6.500	6.500	7.535
4 ^e —	—	5.200	5.980	6.994	7.800	7.800	9.022
5 ^e —	—	Inexist.	Inexist.	Inexist.	Inexist.	Inexist.	10.741
6 ^e —	—	—	—	—	—	—	14.865
Hors catégorie	—	9.360	10.660	12.038	13.000	13.000	22.068

Tableau 3.

ORGANISATIONS SYNDICALES

Nature des Syndicats	1938	1951	1952	1953	1954
1° SYNDICATS PATRONAUX					
Nombre de syndicats.....	néant	2	2	4	3 (1)
Nombre d'employeurs adhérents.....	—	10	10	19	16
2° SYNDICATS DE SALARIÉS					
a) Secteur public (2) :					
Nombre de syndicats.....	—	1	1	1	2
Nombre de salariés adhérents.....	—	958	1 023	3 200	3 313
b) Secteur privé :					
Nombre de syndicats.....	—	5	5	5	4 (3)
Nombre de salariés adhérents.....	—	2.098	2.184	2.022	2.607
<p>(1) Le Syndicat de l'Industrie « Unisyndi » n'a plus de représentants au Togo.</p> <p>(2) Les rapports précédents mentionnaient également les syndicats de fonctionnaires, d'où l'utilité de comparer les chiffres avec ceux des années précédentes. Depuis 1953, il y a progression marquée dans les effectifs des non fonctionnaires.</p> <p>(3) Deux syndicats ont fusionné en un seul.</p>					

Tableau 4.

DIFFÉRENDS DU TRAVAIL

	1953	1954
A. — Différends individuels :		
Réglés à l'amiable par inspection du Travail.....	500	740
Portés devant les tribunaux.....	—	2
B. — Différends collectifs :		
Nombre de différends collectifs.....	2	3
dont :		
Règlement amiable par Inspection du Travail.....	2	2
Règlements par arbitrages ou autres procédures. (Secrétaire général de l'Union des Syndicats).....	—	1
Grèves.....	2	3
Lock-out.....	—	—
Nombre d'entreprises touchées par les différends collectifs.	2	3
Nombre de travailleurs touchés par les différends collectifs.	150 (1)	950
Nombre de journées-travailleurs perdues.....	1.500	3.700
(1) Chiffre rectifié.		

Tableau 5.

ACCIDENTS DU TRAVAIL DÉCLARÉS

	1953	1954
Eléments matériels cause de l'accident :		
Emplacements de travail et surfaces de circulation	11	7
Objets ou masses en cours de manutention ou en mouvement accidentel.....	18	10
Particules ou éléments de matière	—	—
Appareils de levage, manutention, amarrage et préhension. Véhicules.....	3	2
Organes de transmission	4	12
Matériel et engins de terrassement et travaux annexes...	3	2
Outils portatifs mécaniques.....	—	—
Outils à main	—	—
Machines et transmission	4	3
Récipients sous pression	—	—
Produits caustiques, corrosifs et toxiques	1	—
Matières explosives	—	—
Vapeurs, gaz et poussière délétères.....	—	—
Électricité	10	7
Autres	—	—
TOTAL	54 (1)	43
Suites connues des accidents :		
Incapacité temporaire	—	41
Incapacité permanente { partielle { inférieure à 50 %....	1	1
{ égale à 50 % ou supé- riure	—	—
{ totale	—	—
Décès	1	6

(1) Chiffre rectifié.

SANTÉ PUBLIQUE

Tableau 1.

NOMBRE ET ACTIVITÉ DES FORMATIONS SANITAIRES

Médecine Générale.

	Nombre d'établisse- ments	Nombre de lits	Hospitalisés	Journées d'hospitalisa- tion	Consultants	Consultations
I. — Formations fixes :						
Hôpitaux	1	392	6.120	199.532	246	494
Centres médicaux	12	745	11.961	170 684	314 347	1.447.670
Infirmeries	3	54	139	1.378	21.843	85.776
Dispensaires	108	—	—	—	748.150	2.649.921
Formations privées	5	—	—	—	49.090	187.339
TOTAL 1954	—	1.191	18.220	321.594	1.133.676	4.371.205
TOTAL 1953	—	1.115	14.227	260.731	1.145.744	4.955.638
II. — Médecine mobile de soins (1) :						

(1) Il existe 3 équipes du S.H.M.P.. Il en existait autant en 1953.

Tableau 2.

NOMBRE ET ACTIVITÉ DES FORMATIONS SANITAIRES

Établissements et Services spécialisés.

	Nombre		Nombre de lits		Hospitalisés		Journées d'hospitalisation	
	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954
Formations administratives :								
Accouchements (formations isolées).....	13	13	358	358	6.890	6.946	82.160	79.415
Lèpre (formations isolées).....	2	2	710	710	450	616	188.370	42.509
Trypanosomiase (services spécialisés)	3	4	68	72	235	512	13.540	15.076
Psychiatrie (formations isolées)	1	1	12	12	7	6	1.648	496
Formations privées.....	—	—	—	—	—	—	—	—

Formations sanitaires

Echelle: $\frac{1}{2.000.000\text{ e}}$

TOGO (Sous Tutelle Britannique)

DAHOMEY

GOLD COAST

LÉGENDE

- ++++ Limite de territoire
- Limite de subdivision sanitaire
- ⊙ Hôpital principal
- Hôpital secondaire et poste médical
- Ⓟ Poste médical privé
- ⊕ Quartier psychiatrique rattaché
- ♀ Maternité rattachée
- ⊙+ Maternité isolée
- Lazaret quarantenaire
- ⬢ Laboratoire de biologie
- ▧ Laboratoire de chimie
- ▨ Poste d'infirmier
- ▲ Hypnoserie
- ▼ Clôture agricole de lépreux

Tableau 3.

PERSONNEL RELEVANT DU SERVICE DE SANTÉ

Catégories du Personnel	1953			1954		
	Effectif budgétaire	Effectif présent en fin d'année		Effectif budgétaire	Effectif présent en fin d'année	
		Total	dont autochtones		Total	dont autochtones
Médecins :						
Diplômés d'Etat	14	15	3	16	17	4
Diplômés locaux	16	15	15	17	15	15
Pharmaciens :						
Diplômés d'Etat	1	1	—	2	1	—
Diplômés locaux	2	2	2	2	1	1
Chirurgiens-dentistes :						
Diplômés d'Etat	1	1	1	1	2	2
Sages-femmes :						
Diplômées d'Etat	1	1	1	1	1	—
Diplômées locales	28	28	28	30	30	30
Infirmiers :						
Diplômés d'Etat	1	—	—	1	2	—
Diplômés locaux	273	273	273	278	278	278
Infirmières :						
Diplômées d'Etat	6	6	—	11	9	—
Diplômées locales	34	34	34	34	34	34
Agents techniques de la Santé	21	21	21	21	27	27
Agents d'Hygiène	35	40	39	40	40	39
Autres agents techniques	82	82	82	82	82	82
Personnel de bureau	10	10	10	10	10	10
Personnel d'Exploitation	236	236	236	162	162	162
Personnel des transports						
Manceuvres				87	87	87

Tableau 4.

PERSONNEL MÉDICAL ET PARAMÉDICAL

ne relevant pas des Services de la Santé publique.

Catégorie du Personnel	Personnel exerçant librement	
	1953	1954
Médecins :		
Diplômés d'Etat	2	3
Autres diplômés	1	2
Pharmaciens :		
Diplômés d'Etat	5	5
Autres diplômés	—	—
Dentistes	—	—
Sages-femmes :		
Diplômées d'Etat	1	1
Autres diplômées	—	1

Tableau 5.

MALADIES TRAITÉES DANS LES FORMATIONS SANITAIRES

Maladies (Nomenclature spéciale T)		Nombre de cas		Dont hospitalisés		Décès	
		1953	1954	1953	1954	1953	1954
T	1. Tuberculose de l'appareil respiratoire	319	441	230	277	19	24
T	2. Tuberculose des méninges et du système nerveux central.....	—	2	—	1	—	2
T	3. Tuberculose des intestins, du péritoine et des ganglions mésentériques	1	7	1	3	—	1
T	4. Tuberculose des os et des articulations.....	31	93	19	25	—	—
T	5. Tuberculose, toutes autres formes	92	43	72	42	2	—
T	6. Syphilis congénitales.....	2 126	4.402	10	11	8	3
T	7. Syphilis précoce	6.654	2.251	13	12	—	—
T	8. Toutes autres formes de Syphilis.....	26 595	15.415	63	201	16	—
T	9. Infection gonococcique	12.798	12.087	421	245	—	—
T	10. Chancre mou.....	253	550	37	23	—	—
T	11. Lymphogranulome vénérien (maladie de Nicolas Favre)	—	4	—	2	—	—
T	12. Fièvre typhoïde	100	186	76	116	8	12
T	13. Fièvres paratyphoïdes et autres infections à Salmonellas....	11	34	11	20	—	—
T	14. Choléra	—	—	—	—	—	—
T	15. Brucellose (fièvre ondulante)	—	—	—	—	—	—
T	16. Dysentrie bacillaire	198	37	—	10	3	—
T	17. Amibiase :						
	T 17. a) Sans mention d'abcès du foie	2.892	1.088	143	267	1	—
	T 17. b) Avec abcès du foie	9	6	9	4	6	5
T	18. Autre dysenterie à protozoaire.....	1 258	1.420	—	6	—	—
T	19. Forme non spécifiée de dysenterie	7 089	5.859	78	315	18	10
T	20. Empoisonnement alimentaire	487	15	25	12	2	—
T	21. Scarlatine.....	—	4	—	3	—	—
T	22. Erysipèle	2	3	1	2	—	—
T	23. Septicémie et pyohémie.....	2	3	2	3	2	4
T	24. Diphtérie.....	6	4	4	4	—	—
T	25. Coqueluche	782	825	35	103	1	45
T	26. Infections méningococciques	54	47	53	34	2	11
T	27. Peste.....	—	—	—	—	—	—
T	28. Tularemie	—	—	—	—	—	—
T	29. Lèpre :						
	T 29 a) Lépromateuse.....	291	480	—	145	—	—
	T 29 b) Tuberculoïde	341	504	—	144	—	—
	T 29 c) Indifférenciée	313	401	—	175	13	22
T	30. Tétanos	138	256	104	153	45	71
T	31. Charbon	22	—	22	—	2	—
T	32. Fièvre récurrente	—	—	—	—	—	—
T	33. Leptospirose ictéro-hémorragique	—	—	—	—	—	—
T	34. Pian	76.778	70.116	82	471	—	—
T	35. Autres infections à spirochètes et leptospires	—	—	—	—	2	—
T	36. Poliomyélite aiguë	22	22	16	18	3	—
T	37. Encéphalite infectieuse aiguë.....	13	20	11	20	—	2
T	38. Variole.....	184	209	44	17	14	3
T	39. Rougeole	504	2 828	78	163	22	15
T	40. Varicelle	862	2.582	35	109	8	—
T	41. Herpès Zoster.....	—	—	—	1	—	—
T	42. Oreillons.....	1.262	876	9	28	—	—
T	43. Dengue	—	3	—	3	—	—
T	44. Fièvre jaune	—	—	—	—	—	4
T	45. Hépatite infectieuse	—	339	—	45	—	—
T	46. Rage	—	1	—	—	1	—
T	47. Trachome.....	1 882	735	10	57	—	—
T	48. Typhus exanthématique à poux	—	—	—	—	—	—
T	49. Typhus endémique à puces (murin)	—	—	—	—	—	—
T	50. Autres rickettsioses	—	—	—	—	—	—
T	51. Paludisme :						
	T 51. a) Accès palustre	145.483	168.427	1.326	2.203	211	44
	T 51. b) Cachexie palustre	12.423	15.725	179	102	56	21
	T 51. c) Accès pernicieux	715	1.578	251	143	100	121
	T 51. d) Fièvre bilieuse hémoglobinurique	26	123	20	74	2	3
T	52. Leishmaniose.....	—	—	—	—	—	—
T	53. Trypanosomiase africaine.....	19	51	16	4	3	8

Tableau 5.

MALADIES TRAITÉES DANS LES FORMATIONS SANITAIRES (suite)

Maladies (Nomenclature spéciale T)		Nombre de cas		Dont hospitalisés		Décès	
		1953	1954	1953	1954	1953	1954
T 54.	Shistosomiase :						
T 54. a)	Schistosomiase vésicale	964	1.086	13	39	—	—
T 54. b)	Schistosomiase intestinale	174	148	6	17	—	—
T 55.	Filarioses :						
T 55. a)	Loa	519	404	88	17	—	—
T 55. b)	Bancroët	—	10	—	9	—	—
T 55. c)	Onchocercose	176	214	14	43	20	10
T 56.	Ankylostomiase	3 310	2.433	296	296	—	—
T 57.	Dracunculose	1.465	1.668	14	20	—	—
T 58.	Autres helminthiases	9.615	9.560	406	390	4	—
T 59.	Mycoses	4.952	2.856	1	23	—	—
T 60.	Gale	23.237	16.582	3	46	—	—
T 61.	Tumeur maligne de la cavité buccale et du pharynx	18	—	16	—	—	—
T 62.	Tumeur maligne des organes digestifs et du péritoine	15	20	12	13	1	5
T 63.	Tumeur maligne de l'appareil respiratoire	—	—	—	—	—	—
T 64.	Tumeur maligne du sein	7	3	6	3	—	—
T 65.	Tumeur maligne des organes génito-urinaires	29	3	29	2	1	—
T 66.	Tumeur maligne à localisations autres et non spécifiées	49	—	49	—	—	—
T 67.	Tumeur des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	7	—	7	—	—	—
T 68.	Tumeurs bénignes et tumeurs de nature non spécifiée	1.155	—	32	—	—	—
T 69.	Troubles allergiques	107	60	3	60	—	—
T 70.	Maladies de la glande thyroïde	1.298	329	4	5	—	—
T 71.	Diabète sucré	19	15	18	8	1	—
T 72.	Maladies des autres glandes endocrines	20	1	4	1	—	—
T 73.	Béri-Béri	1	—	1	—	—	—
T 74.	Pellagre	—	—	—	—	1	—
T 75.	Scorbut	—	—	—	—	—	—
T 76.	Rachitisme aigu et suites tardives	384	381	23	18	29	4
T 77.	Autres avitaminoses et états de carence	653	952	57	160	9	48
T 78.	Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	526	140	177	131	50	19
T 79.	Psychoses-psychonévroses	2	26	2	8	—	—
T 80.	Alcoolisme	17	13	10	7	—	1
T 81.	Autres toxicomanies	1	8	1	8	—	—
T 82.	Maladies du système nerveux central	8.420	9.222	137	150	66	17
T 83.	Maladies du système nerveux périphérique	6.716	8.762	124	50	5	1
T 84.	Maladies de l'œil	50.938	42.808	102	202	1	—
T 85.	Maladies de l'oreille	21.702	20.437	52	62	3	1
T 86.	Rhumatisme articulaire aigu	7.042	4.975	31	52	—	24
T 87.	Maladies du cœur	2.367	1.478	115	66	19	—
T 88.	Autres maladies de l'appareil circulatoire	13.853	10.152	195	194	12	12
T 89.	Grippe	2.036	596	—	—	18	—
T 90.	Pneumonie	1.266	1.535	186	348	82	56
T 91.	Bronchite	29.518	49.329	211	343	1	10
T 92.	Pleurésie	47	59	43	42	3	2
T 93.	Autres maladies de l'appareil respiratoire	72.540	46.636	702	476	34	14
T 94.	Maladies de la cavité buccale	29.560	21.243	197	196	5	10
T 95.	Maladies de l'estomac et du duodénum	44.580	39.243	155	159	15	10
T 96.	Appendicite	41	105	39	66	7	1
T 97.	Hernie de la cavité abdominale	244	258	233	278	4	18
T 98.	Autres maladies de l'intestin et du péritoine	21.958	11.633	404	384	33	17
T 99.	Diarrhées gastro-entérite, entérocolite des nourrissons (4 semaines à deux ans)	6.170	6.240	238	622	79	68
T 100.	Maladies du foie, de la vésicule biliaire et du pancréas	6.383	6.448	291	327	10	13
T 101.	Néphrite et néphrose	1.545	1 020	108	103	16	14
T 102.	Autres maladies de l'appareil urinaire	3.971	1.673	122	205	1	13
T 103.	Maladies des organes génitaux de l'homme	3.648	2.312	289	270	3	3
T 104.	Maladies du sein	731	3.210	32	316	1	—
T 105.	Maladies des organes génitaux de la femme	9 283	10.113	745	803	3	6
T 106.	Complication de la grossesse	134	42	23	43	1	3
T 107.	Avortement	248	151	195	77	—	1
T 108.	Complication de l'accouchement	233	176	230	76	9	13
T 109.	Complication de l'état puerpéral	7	34	6	34	4	3
T 110.	Ulcère tropical	55.521	26.473	504	395	19	8
T 111.	Autres maladies de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané	61.681	77.881	561	1.208	1	—

Tableau 5.

MALADIES TRAITÉES DANS LES FORMATIONS SANITAIRES (suite)

Maladies (Nomenclature spéciale T)	Nombre de cas		Dont hospitalisés		Décès	
	1953	1954	1953	1954	1953	1954
T 112. Arthrites, arthroses	7.230	2 362	141	133	—	—
T 113. Rhumatisme musculaire et rhumatisme non spécifique	12.834	16.930	79	84	2	—
T 114. Ostéomyélite et périostite	109	183	109	108	—	4
T 115. Myosite infectieuse et autres maladies inflammatoires des tendons et des aponévroses.....	51	904	50	113	1	—
T 116. Autres maladies des os, des articulations et des muscles	41.931	27.293	536	427	8	5
T 117. Malformations congénitales	1	—	1	—	—	1
T 118. Lésions des nouveau-nés dus à l'accouchement	—	6	—	6	—	3
T 119. Diarrhées des nouveau-nés (moins de 4 semaines)	2 230	496	6	23	—	—
T 120. Infection ombilicale	—	8	—	8	1	—
T 121. Autres maladies de la première enfance	403	370	16	22	1	1
T 122. Sénilité	73	205	—	205	1	23
T 123. Causes mal définies et inconnues de morbidité et de mortalité .	1.398	421	323	151	40	36
TN 124. Fractures, traumatisme de la tête et lésions traumatiques internes	455	3.405	327	329	10	2
TN 125. Brûlures	1.990	856	102	105	9	5
TN 126. Effets de poison	572	208	85	57	7	4
TN 127. Tous autres traumatismes.....	264.489	329.416	1.797	1.569	7	9

Tableau 6.

TABLEAU D'ENSEMBLE DES VACCINATIONS SYSTÉMATIQUES PRATIQUÉES DANS L'ANNÉE

	1953	1954
Antiamariles.....	—	27
Antivarioloamariles.....	223.945	278.698
Antivarioliques.....	7.481	24.955
B.C.G.	2.079	2.448

Tableau 7.

PROTECTION DE LA MATERNITÉ ET DE L'ENFANCE

ANNÉES	Mères				Enfants			
	Consultations prénatales		Consultations postnatales		Moins d'un an		1 à 4 ans inclus	
	Consultantes	Consultations	Consultantes	Consultations	Consultants	Consultations	Consultants	Consultations
1953	14.328	50.127	10.121	61.752	169.713	490.408	216.977	654.069
1954	15.067	36 541	5.440	43 419	106.897	373.075	179.247	703.111

CHAPITRE XV

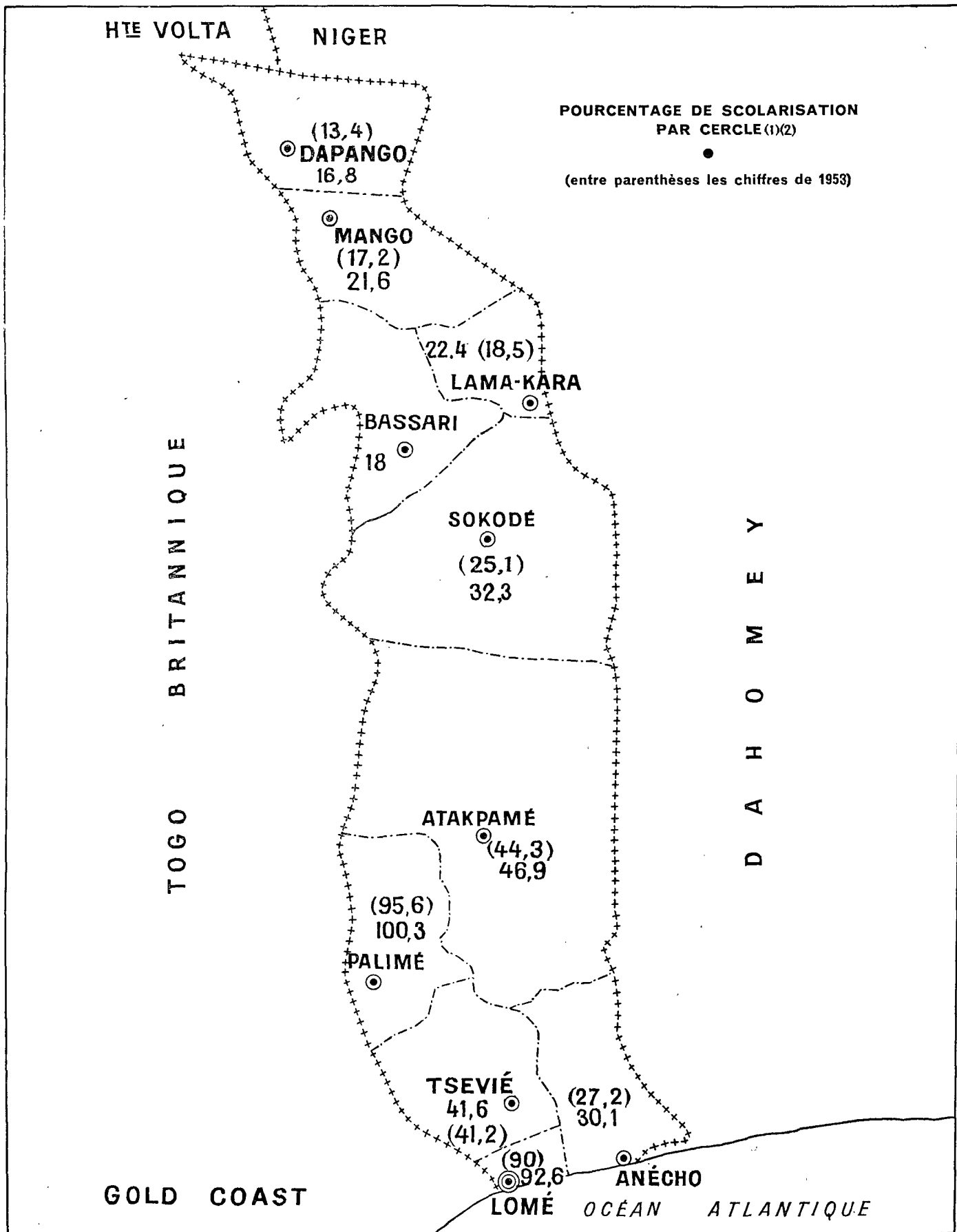
ENSEIGNEMENT

Tableau 1.

ÉTAT DU PERSONNEL AU 31 DÉCEMBRE 1954

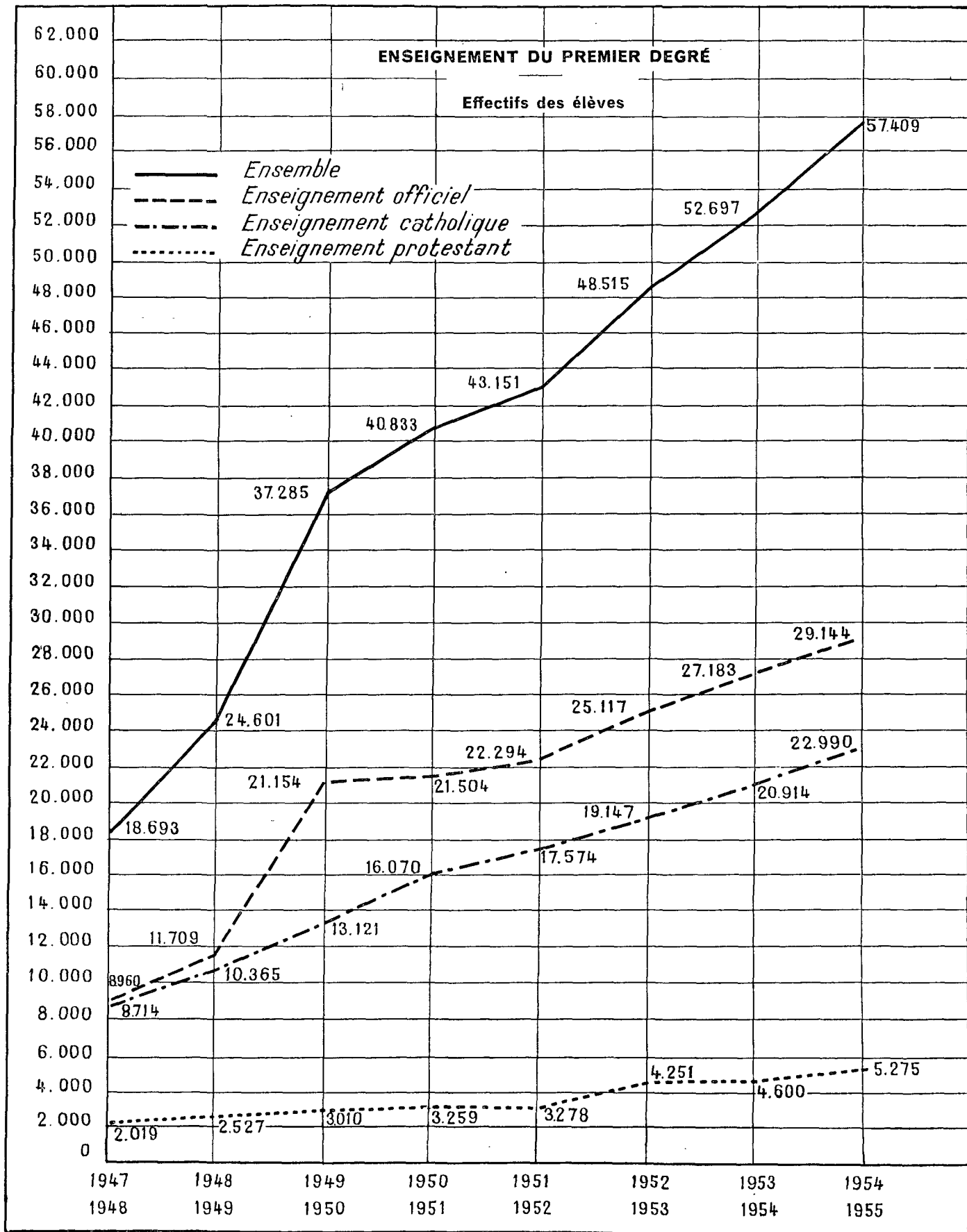
Fonctions		Personnel		
		Autochtones	Non autochtones	Total au 31 décembre 1954
<i>1^o Enseignement public :</i>				
Direction et inspection	Directeur de l'Enseignement	—	1	1
	Inspecteurs de l'Enseignement Primaire	—	3	3
	Secrétaire d'Inspection Académique	—	1	1
	Chef de Service Pédagogique	—	1	1
	Personnel de Secrétariat Commis	6	—	6
Enseignement secondaire ..	Proviseurs	—	1	1
	Directeurs	—	1	1
	Censeurs et Surveillants généraux	—	2	2
	Professeurs agrégés	—	1	1
	Professeurs certifiés licenciés	—	14	14
	Chargés ou adjoints d'Enseignement	—	4	4
Enseignement technique ..	Professeurs techniques adjoints	—	2	2
	Professeurs des Centres d'apprentissage	—	1	1
	Maîtres ouvriers	2	—	2
	Professeurs de Cours complémentaire ou Instituteurs principaux	1	7	8
Enseignement primaire ...	Instituteurs	32	10	42
	Instituteurs adjoints et auxiliaires	140	3	143
	Moniteur de l'Enseignement Primaire	349	—	349
Education physique	Moniteurs d'Education physique	1	—	1
TOTAL		531	52	583
<i>2^o Enseignement privé (1) :</i>				
Professeurs licenciés		—	5	5
Maîtres titulaires du Baccalauréat		2	16	18
Maître titulaires du Brevet élémentaire		33	16	49
Moniteurs diplômés		199	3	202
Moniteurs auxiliaires		231	1	232
TOTAL		465	41	506

(1) Personnel qui bénéficie d'une subvention.



(1) Voir tableau, VII^e partie, Chapitre II, § I.

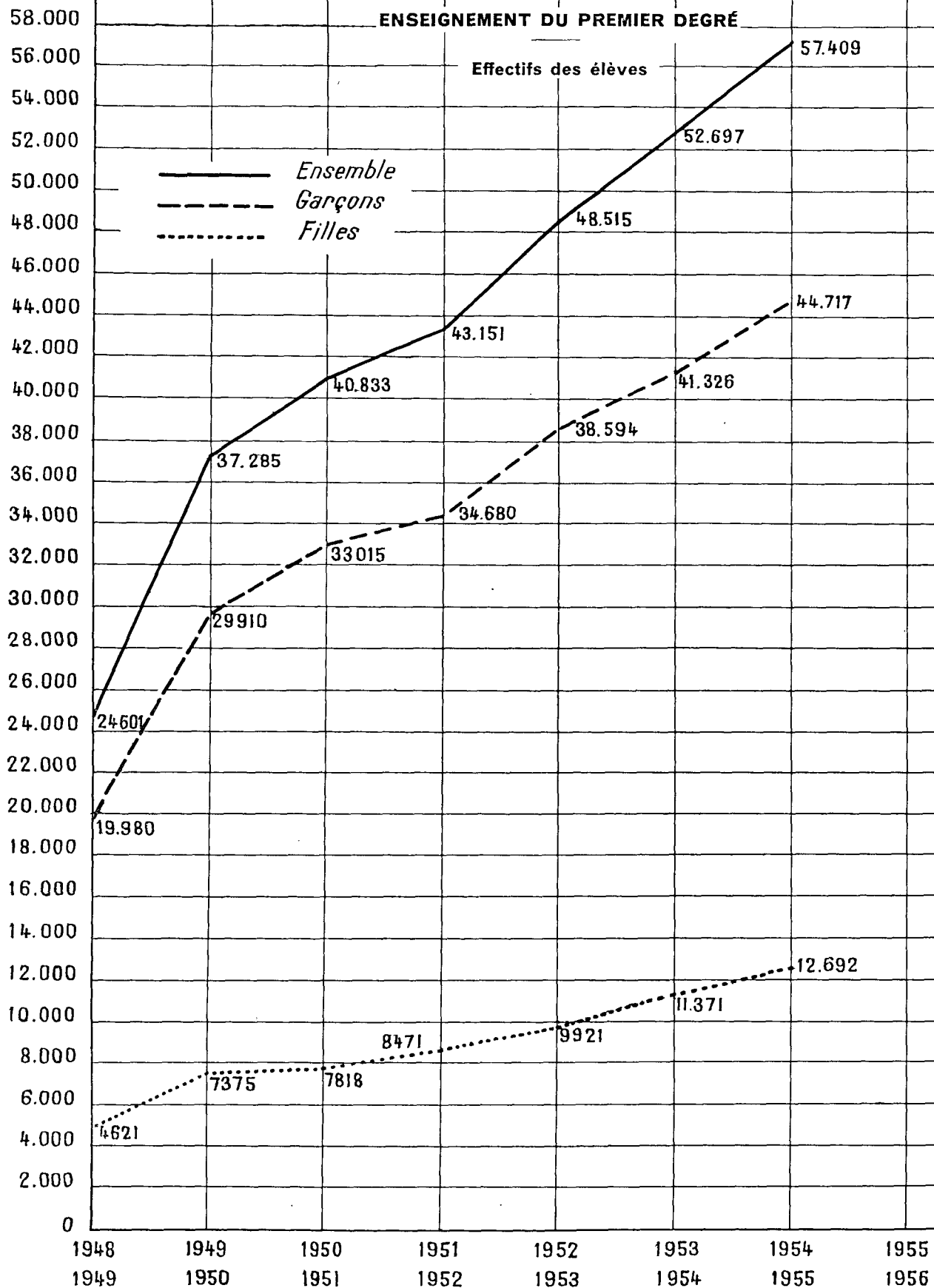
(2) % de scolarisation = $\frac{\text{effectifs scolaires (1^{er} et 2^e degrés et technique)}}{\text{population scolarisable jusqu'à 15 \% de la population totale}}$



ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRÉ

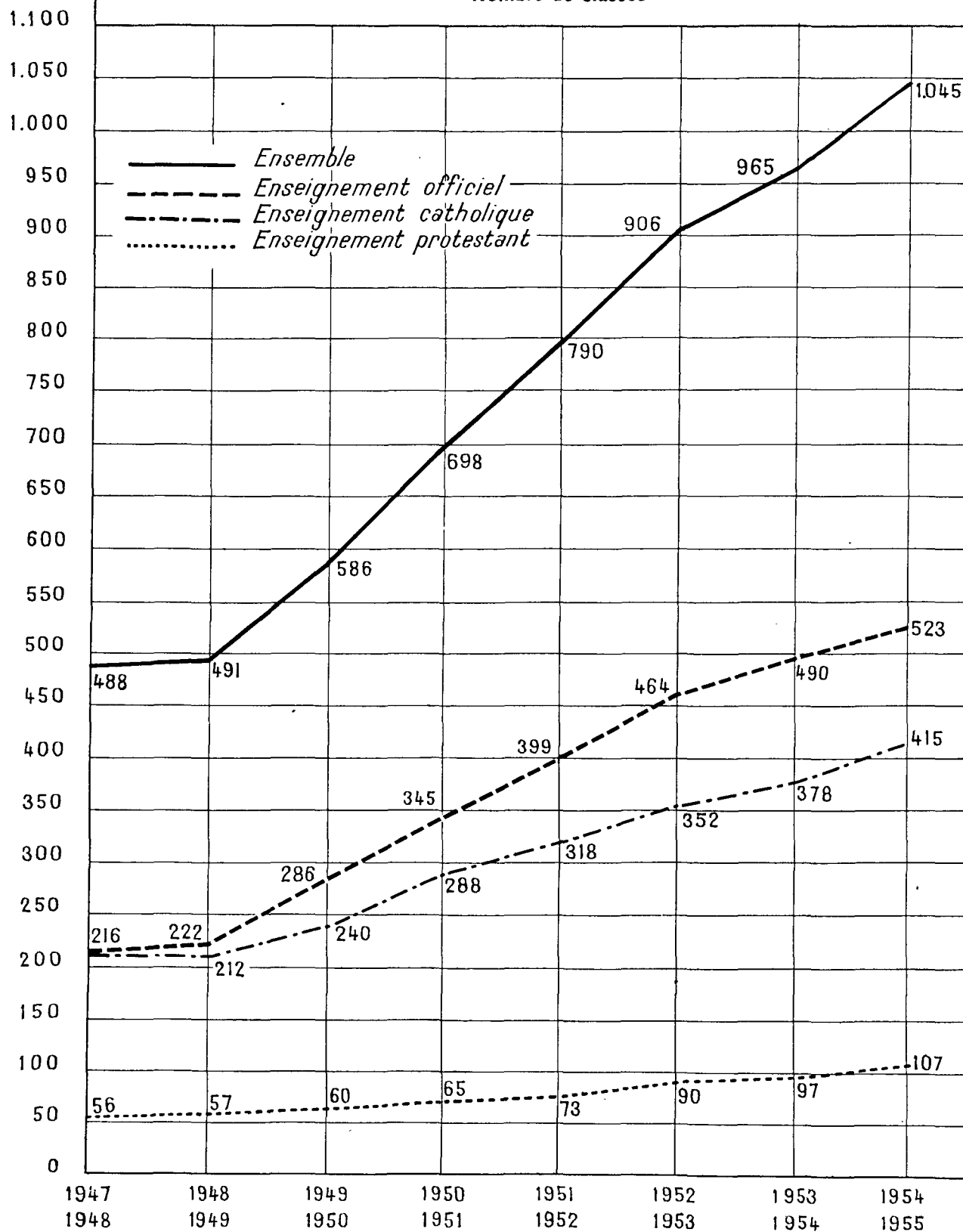
Effectifs des élèves

— Ensemble
 - - - Garçons
 Filles



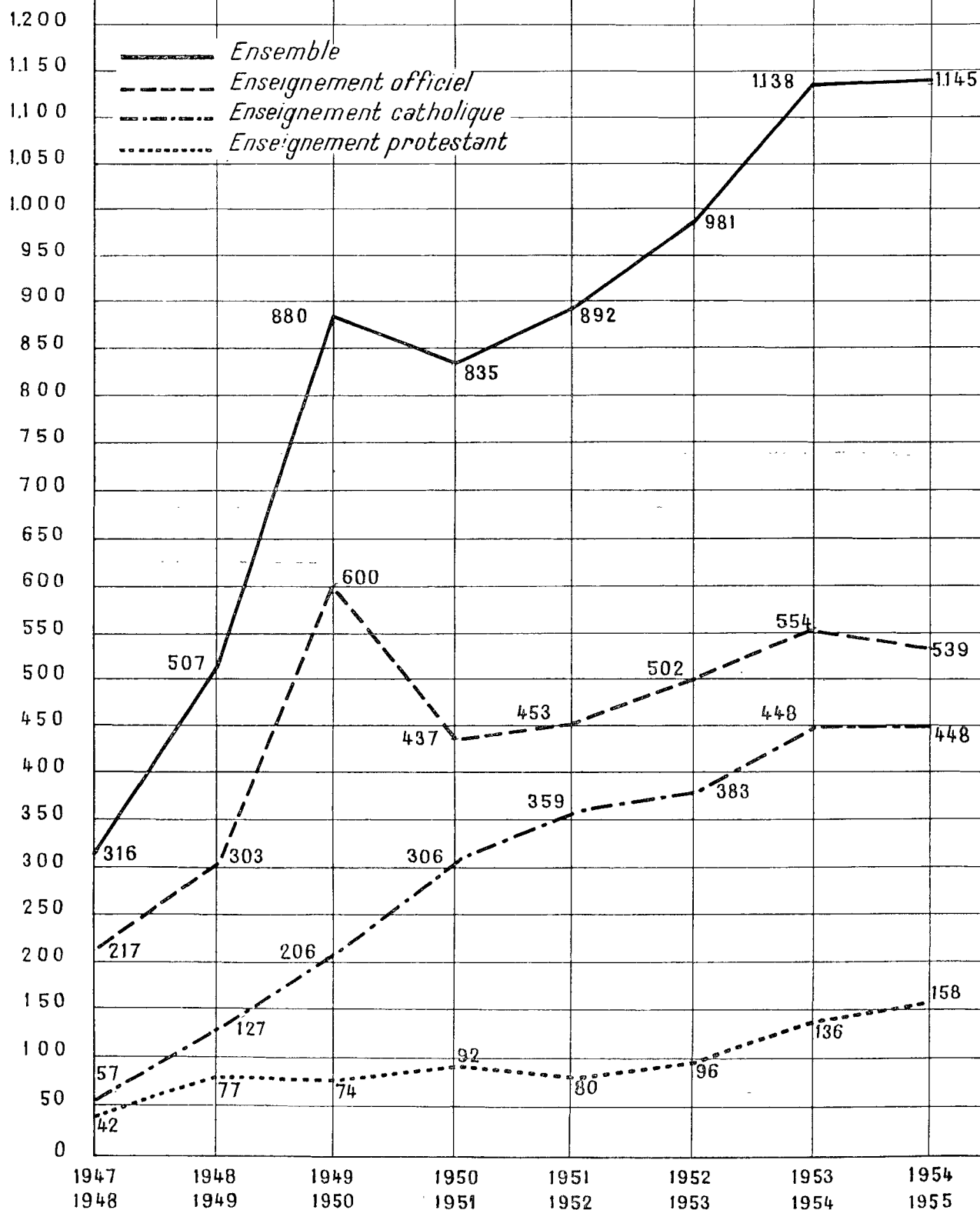
ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRÉ

Nombre de classes



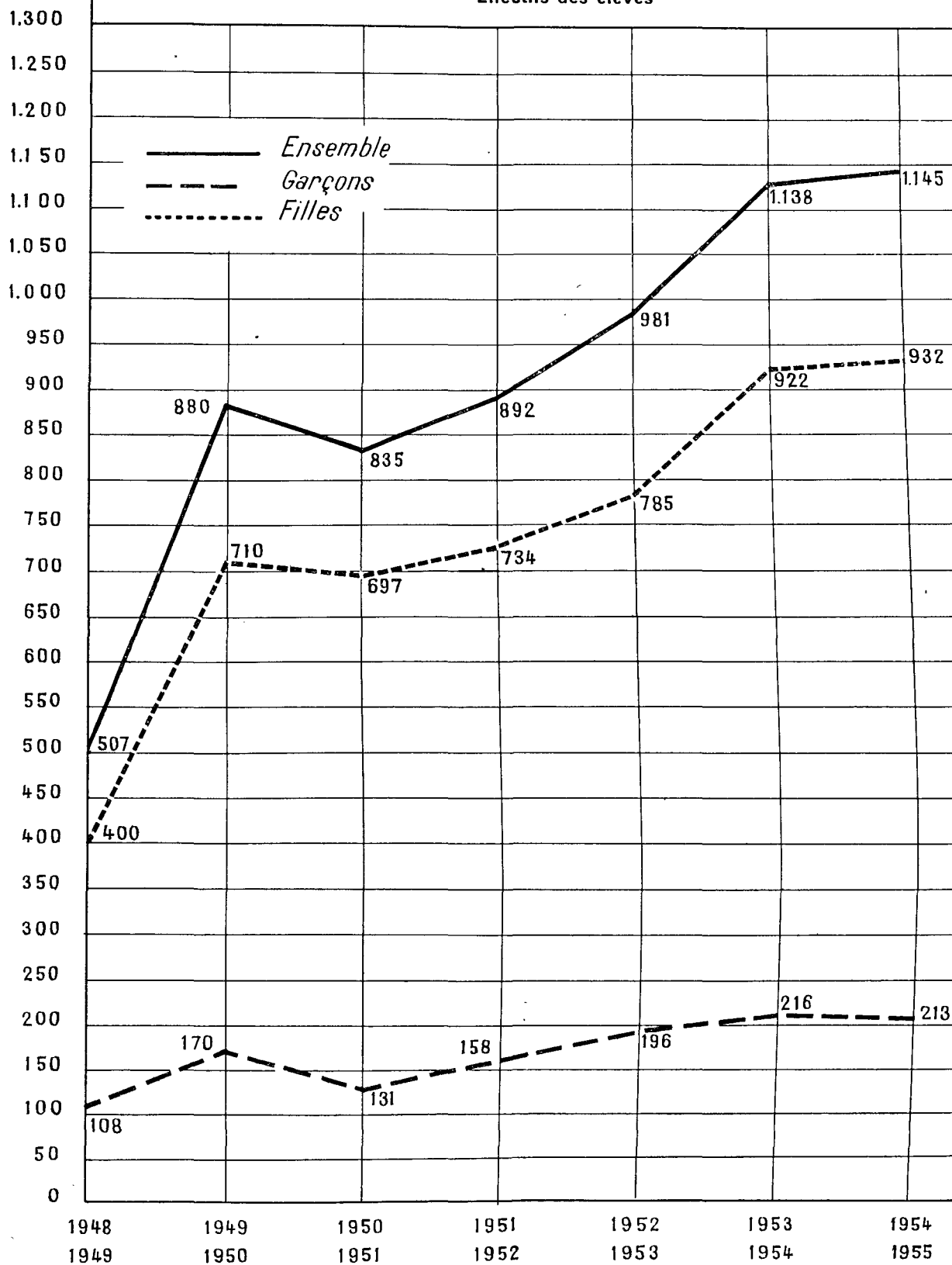
ENSEIGNEMENT DU DEUXIÈME DEGRÉ

Effectifs des élèves



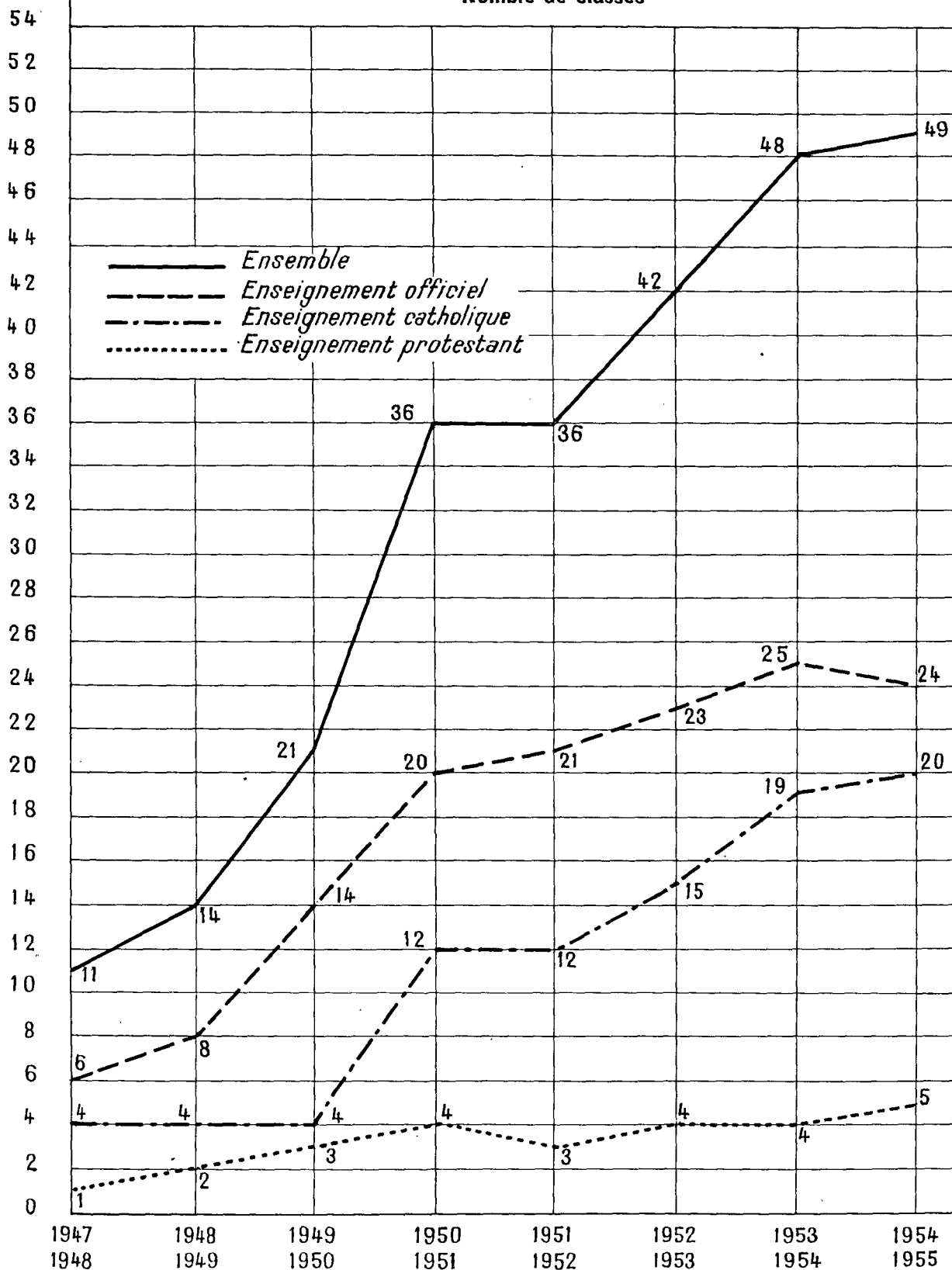
ENSEIGNEMENT DU DEUXIÈME DEGRÉ

Effectifs des élèves

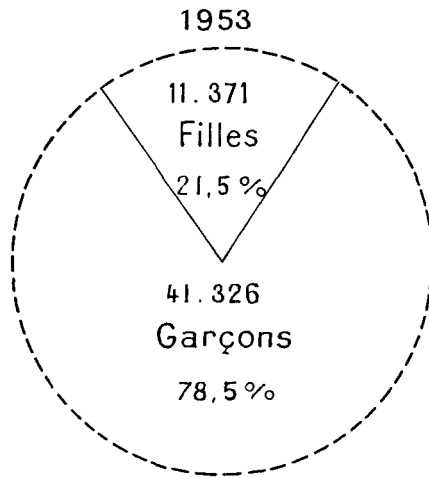


ENSEIGNEMENT DU DEUXIÈME DEGRÉ

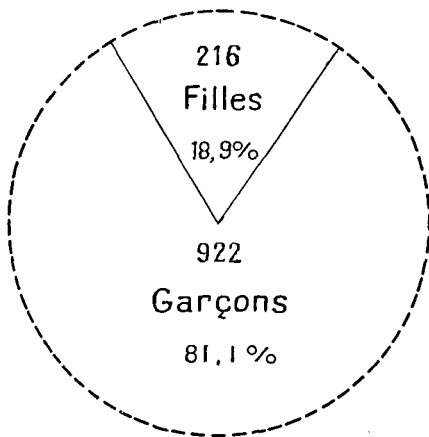
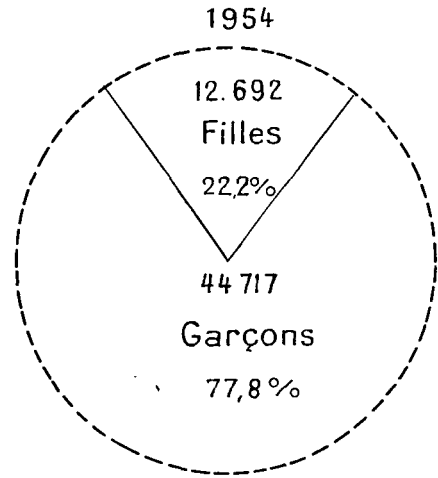
Nombre de classes



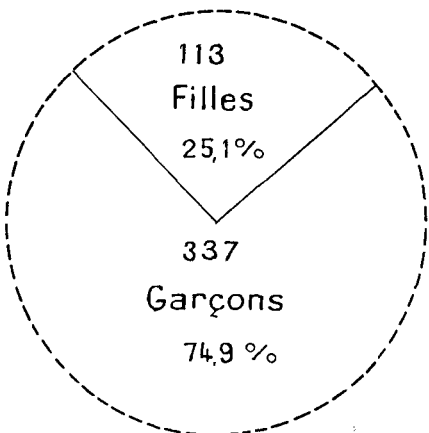
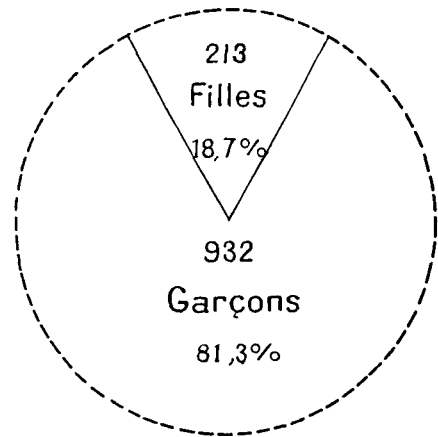
Rapport des effectifs garçons et filles



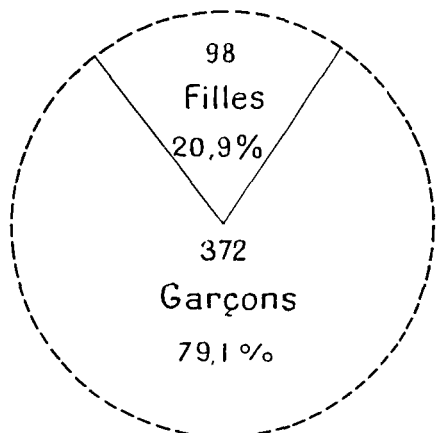
Enseignement
primaire



Enseignement
secondaire



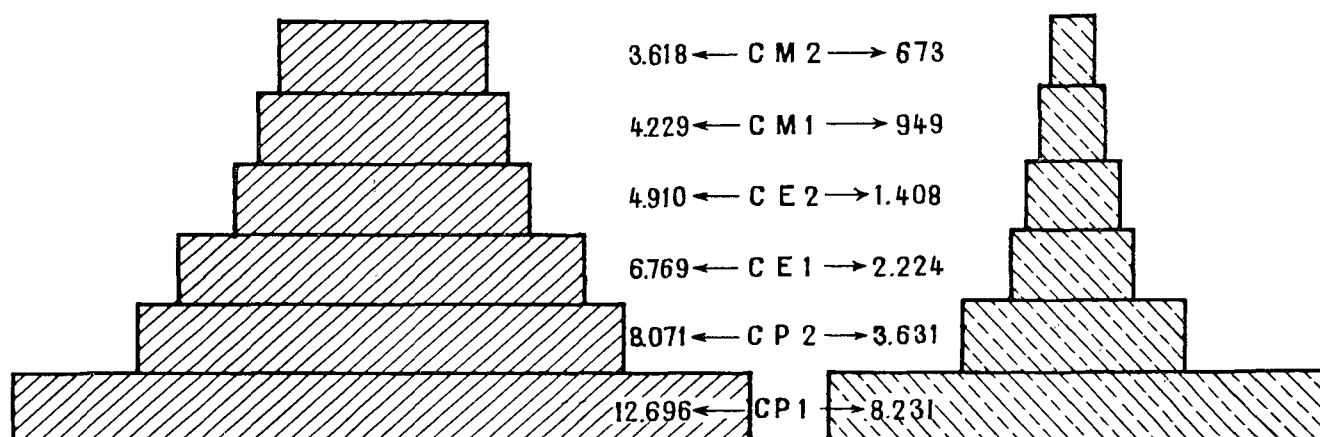
Enseignement
technique



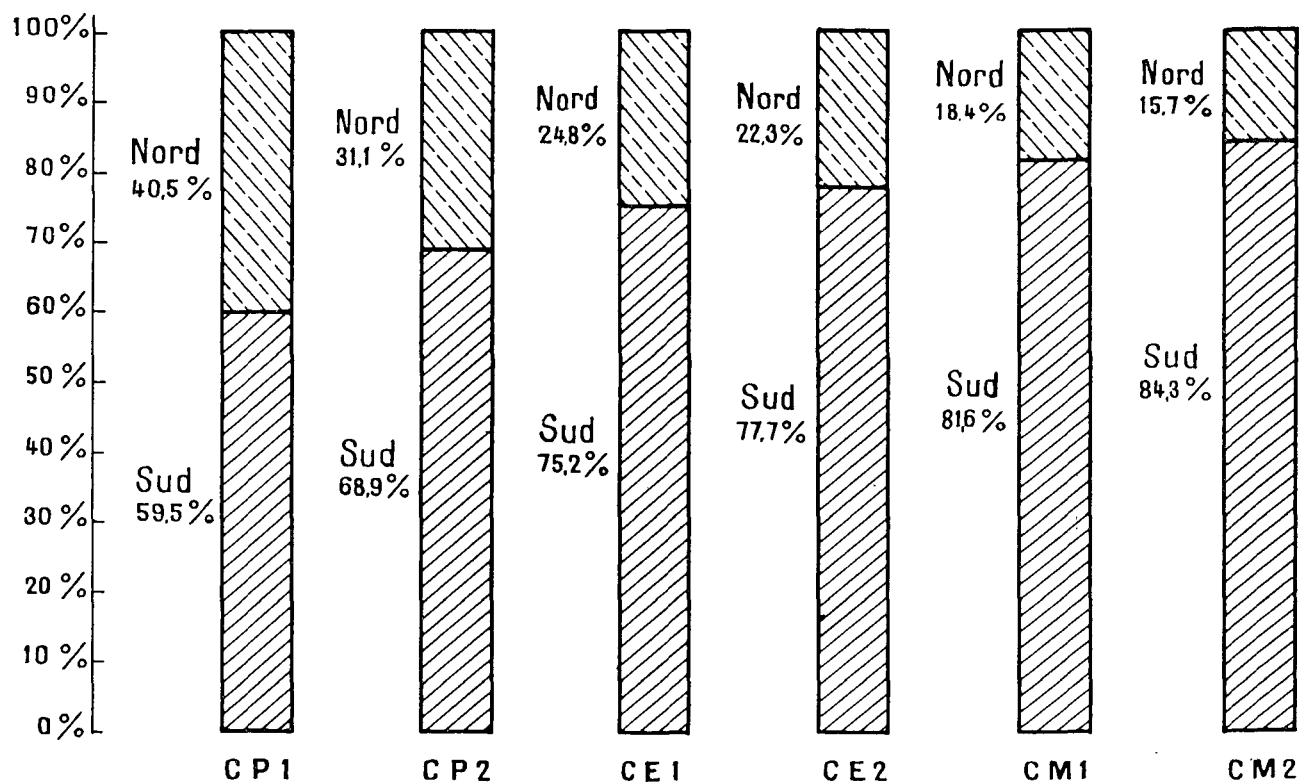
ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRÉ

Comparaison par cours des effectifs du Nord et du Sud
(Enseignement public et enseignement privé)

I. En effectifs (effectifs des classes maternelles non compris)



II. En pourcentage

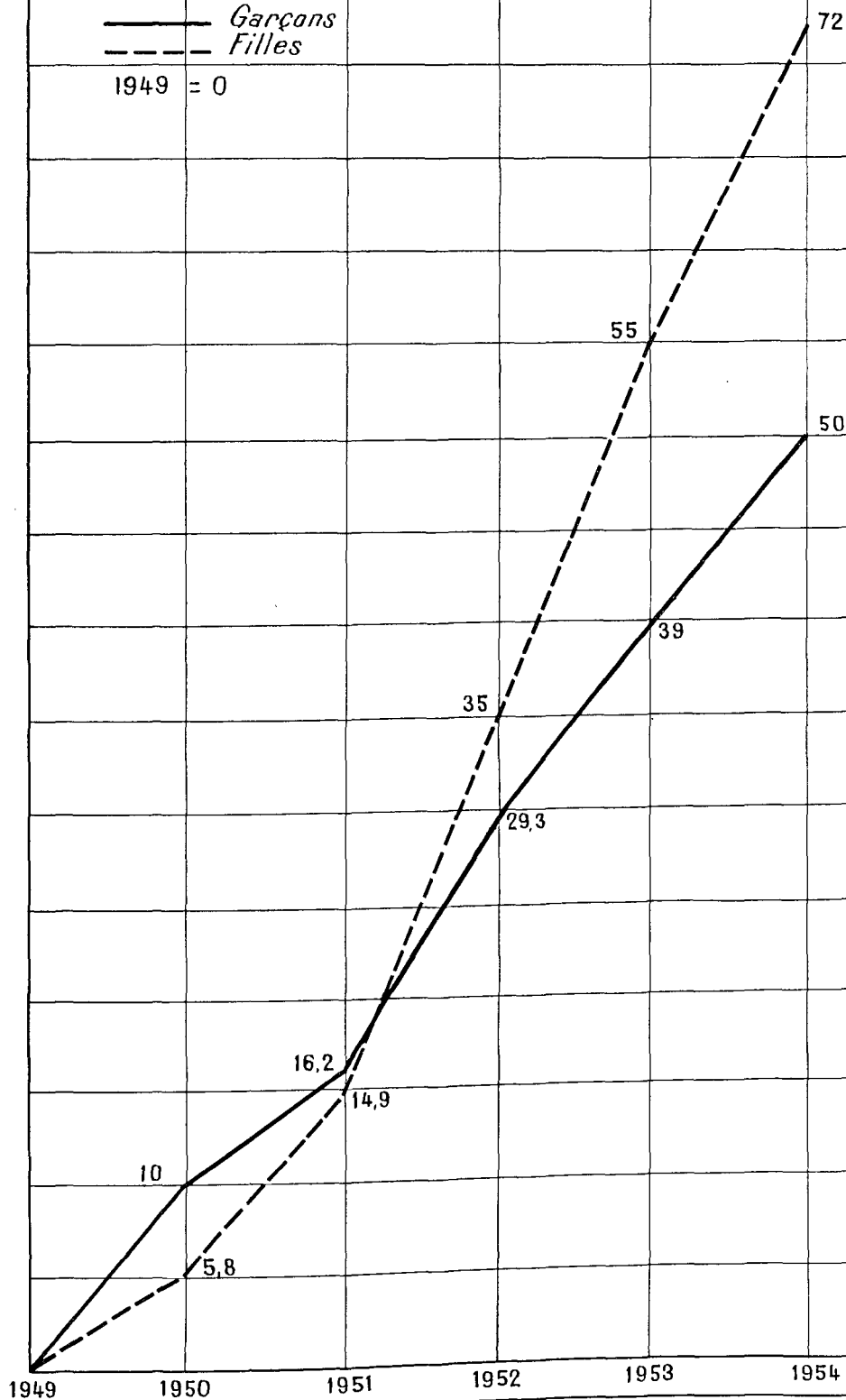


**POURCENTAGES RELATIFS D'ACCROISSEMENT
DES FILLES ET DES GARÇONS ENTRE 1949 ET 1954**

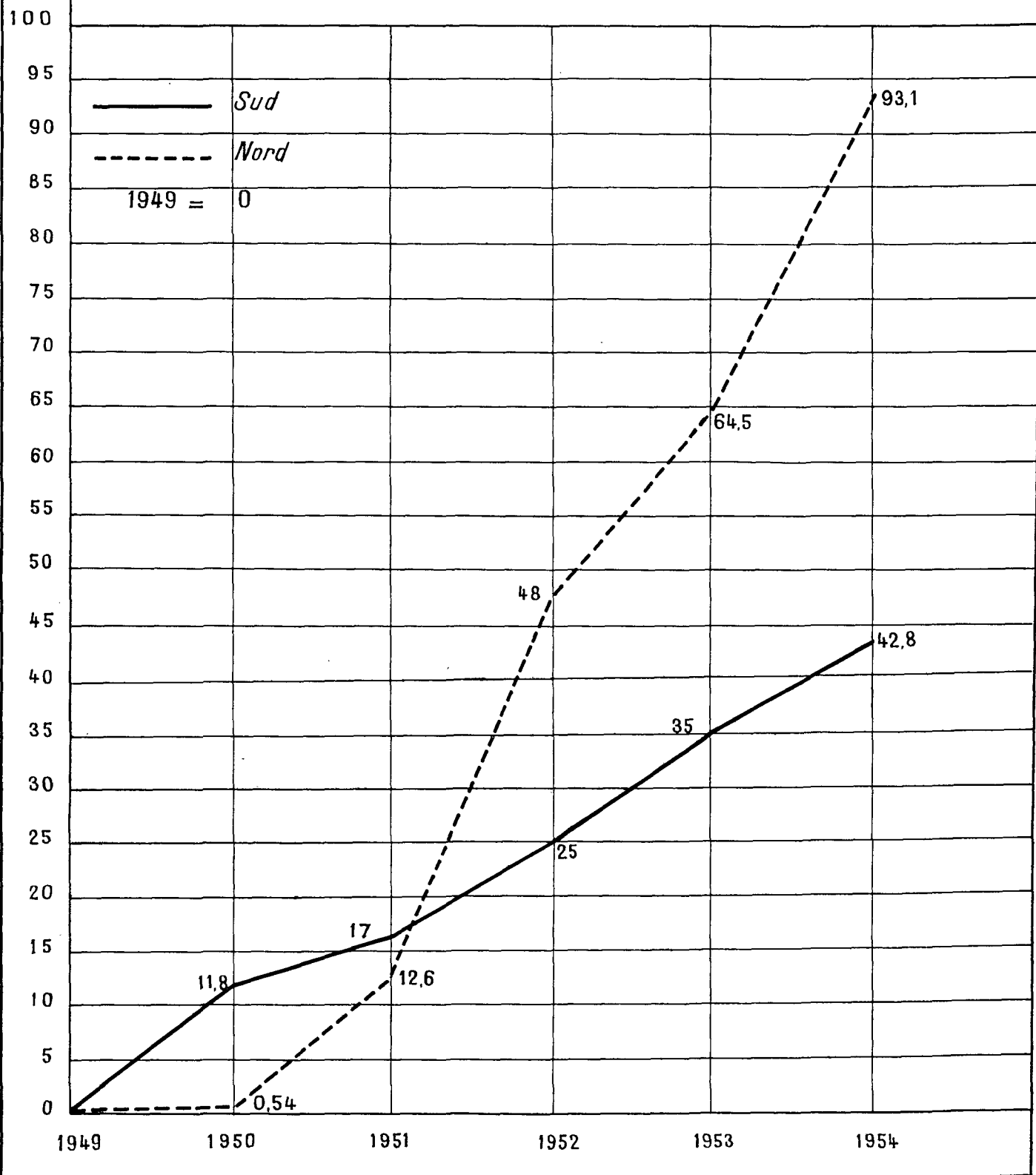
75
70
65
60
55
50
45
40
35
30
25
20
15
10
5
0

— Garçons
- - Filles
1949 = 0

1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955



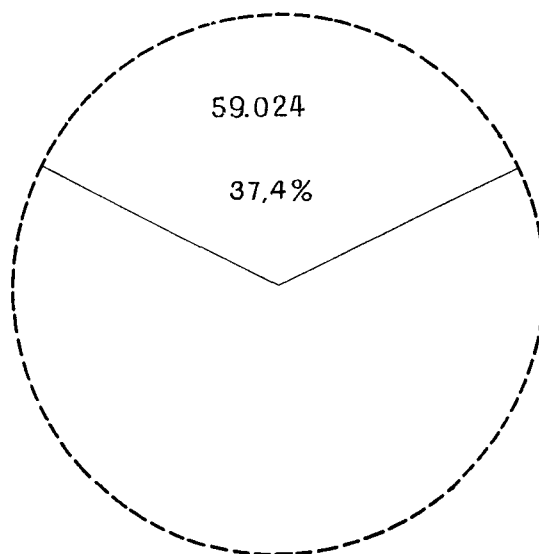
**POURCENTAGES RELATIFS D'ACCROISSEMENT DES EFFECTIFS
DU NORD ET DU SUD ENTRE 1949 ET 1954**



PÉNÉTRATION SCOLAIRE (1)

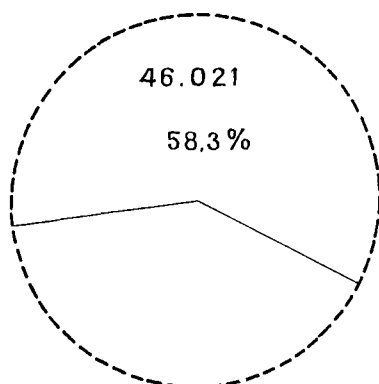
POPULATION SCOLARISABLE : 157.684

(15 % de la population du territoire)

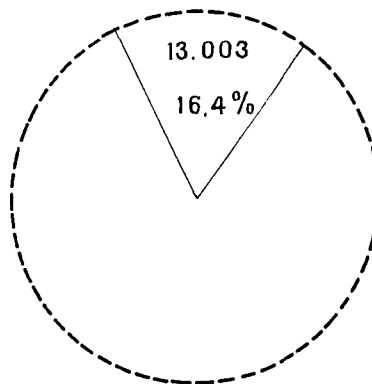


Année 1954-1955

Pourcentage total 37,4%



Garçons



Filles

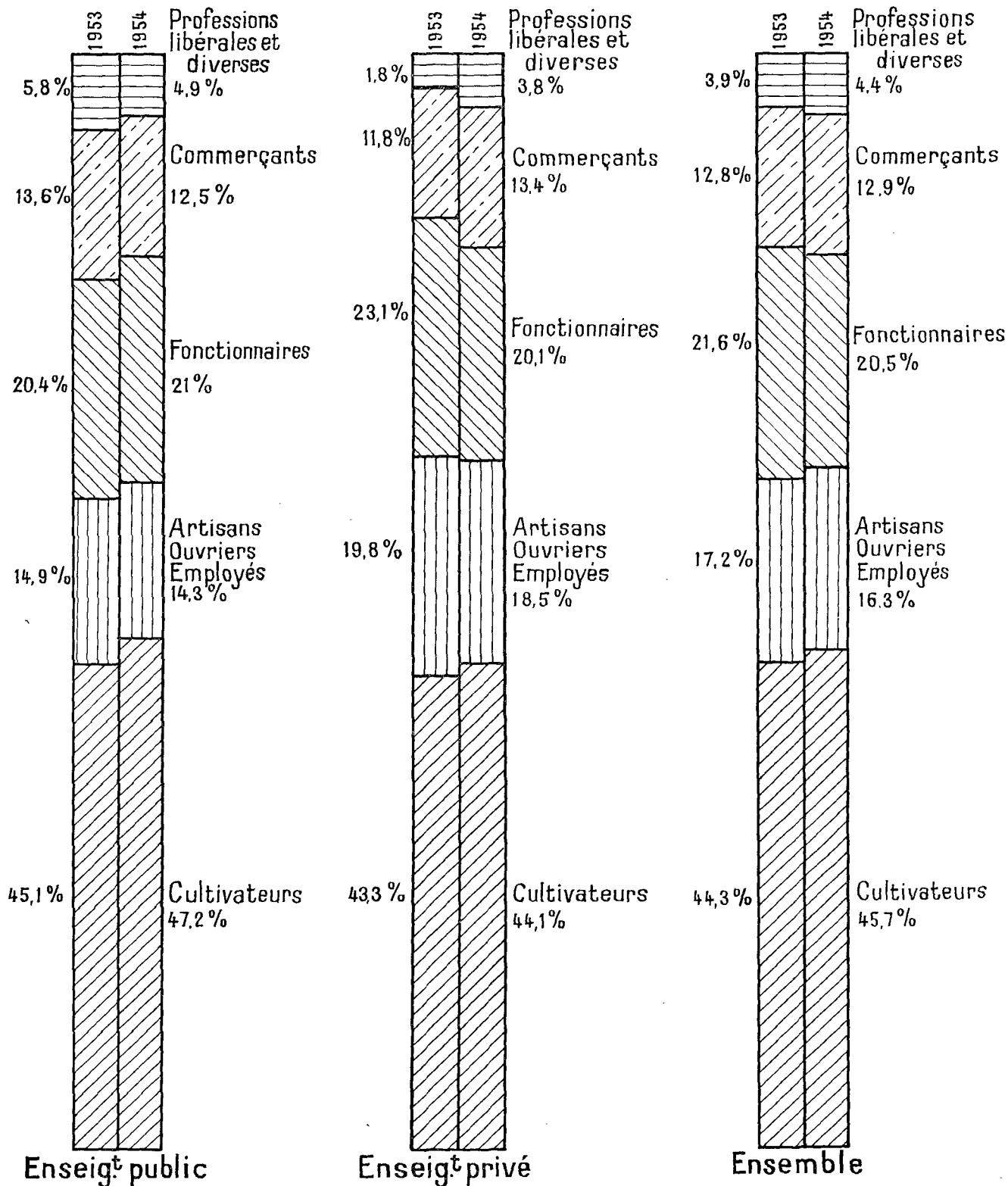
(1) Pourcentage de scolarisation = $\frac{\text{Effectif scolaire (1er et 2e degrés et technique)}}{\text{Population scolarisable}}$

ORIGINE SOCIALE DES ÉLÈVES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE

ENSEIGNEMENT PUBLIC ET PRIVÉ

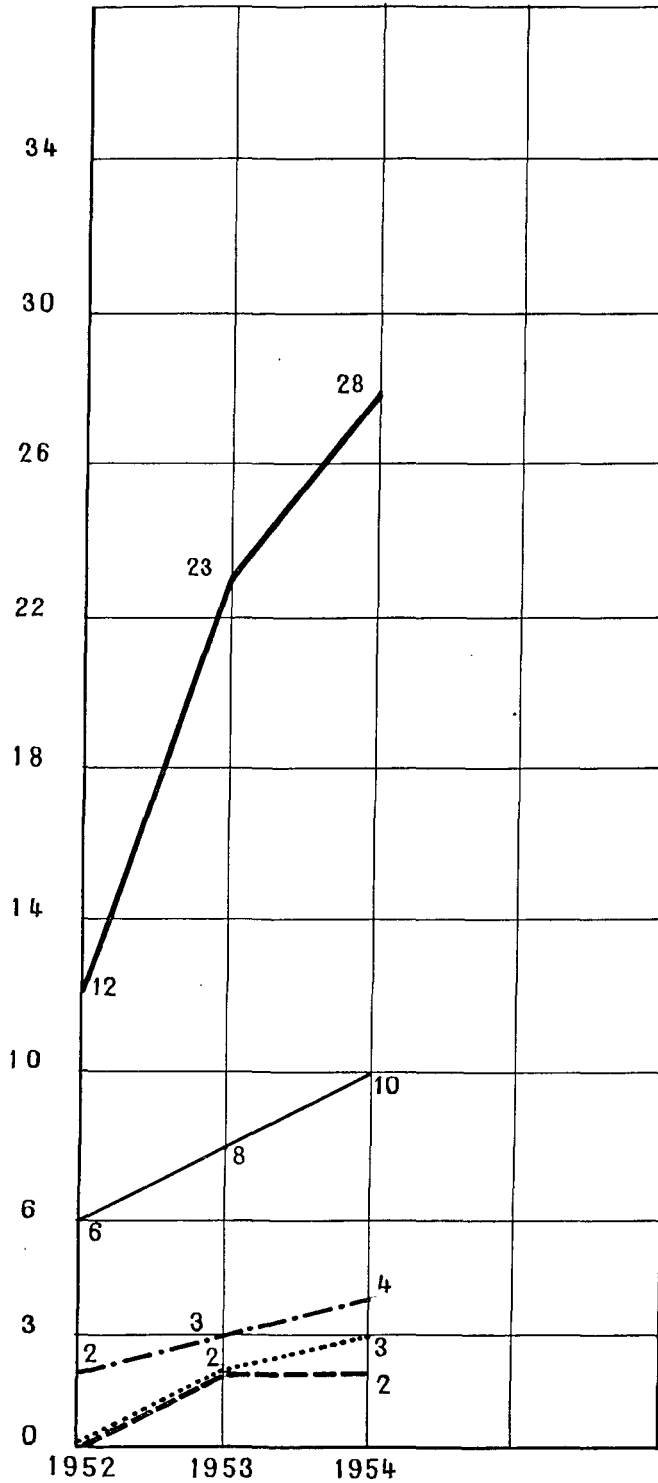
(Élèves africains seulement)

Comparaison pour les années 1953 - 1954.

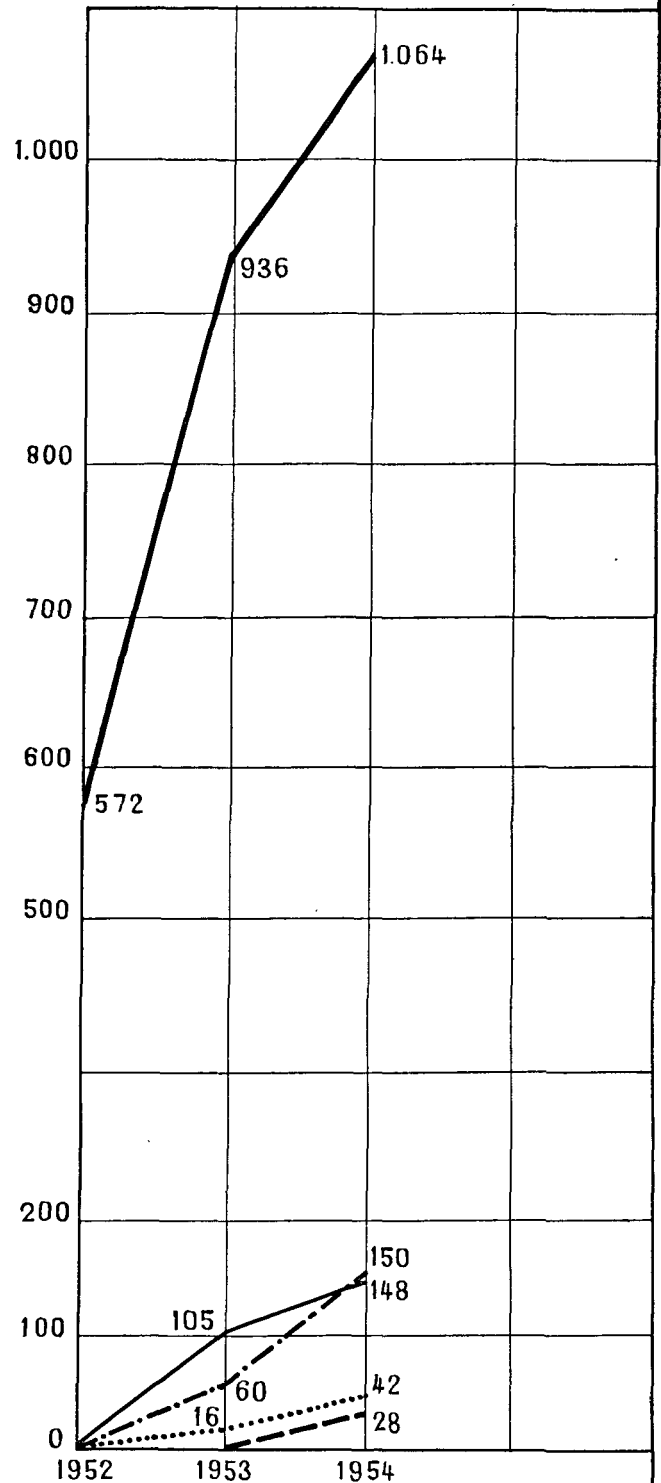


PROGRÈS DU DÉVELOPPEMENT SPORTIF

NOMBRE DE CLUBS



NOMBRE DE JOUEURS LICENCIÉS



——— Football ——— Tennis
 - - - - Boxe Basket
 - - - - Cyclisme

BUDGET DE L'ENSEIGNEMENT PAR RAPPORT AU BUDGET DU TERRITOIRE

Variations du pourcentage

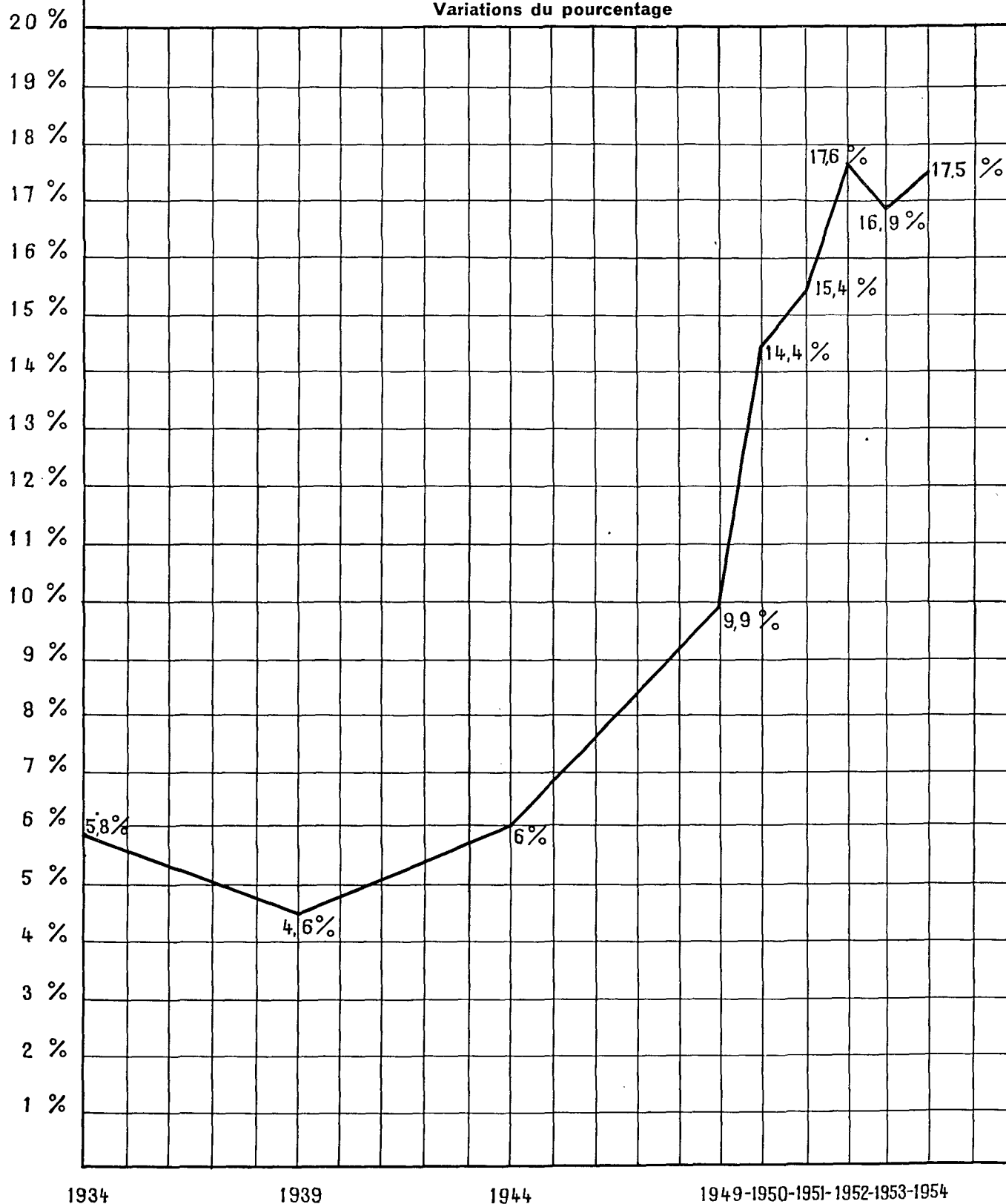


Tableau 2.
NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS, DE CLASSES ET D'ÉLÈVES AU 31 DÉCEMBRE

	31 décembre 1953			31 décembre 1954		
	Enseigne- ment public	Enseigne- ment privé	Total	Enseigne- ment public	Enseigne- ment privé	Total
<i>1^{er} Degré.</i>						
Nombre d'établissements.....	186	165	351	202	188	390
Nombre de classes.....	490	475	965	523	522	1.045
Nombre d'élèves :						
Autochtones { Garçons	21.745	19.542	41.287	23.240	21.433	44.673
{ Filles	5.361	5.972	11.333	5.853	6.830	12.673
{ Total	27.106	25.514	52.620	29.083	28.263	57.346
Non autochtones . { Garçons	39	—	39	42	2	44
{ Filles	38	—	38	19	—	19
{ Total	77	—	77	61	2	63
<i>2^e Degré (3).</i>						
Nombre d'établissements.....	3	4	7	3	4	7
Nombre de classes.....	25	23	48	24	25	49
Nombre d'élèves :						
Autochtones { Garçons	438	465	903	430	481	911
{ Filles	73	119	192	63	122	185
{ Total	511	584	1.095	493	603	1.096
Non autochtones . { Garçons	19	—	19	18	3	21
{ Filles	24	—	24	28	—	28
{ Total	43	—	43	46	3	49
<i>Technique.</i>						
Nombre d'établissements.....	3	2	5	3	2	5
Nombre de classes.....	15(1)	5	20	16(2)	5	21
Nombre d'élèves :						
Autochtones { Garçons	266	71	337	289	83	372
{ Filles	57	56	113	42	56	98
{ Total	323	127	450	331	139	470
Non autochtones . { Garçons	—	—	—	—	—	—
{ Filles	—	—	—	—	—	—
{ Total	—	—	—	—	—	—

(1) Dont 5 sections manuelles annexées aux écoles primaires.
(2) Dont 6 sections manuelles annexées aux écoles primaires.
(3) Y compris formation des maîtres.

Tableau 3.
RÉSULTATS AUX EXAMENS

	1953		1954					
	Total		Garçons		Filles		Total	
	Présentés	Admis	Présentés	Admis	Présentés	Admis	Présentés	Admis
<i>1^o Enseignement public :</i>								
Certificat d'études	1.355	531	1.316	570	227	77	1.543	647
B.E.P.C.	80	28	75	14	7	3	82	17
Brevet élémentaire	20	5	28	6	4	1	32	7
Baccalauréat 1 ^{re} partie	29	14	24	10	6	—	30	10
Baccalauréat 2 ^e partie.....	11	8	13	9	4	3	17	12
Certificat d'Aptitude Pédagogique.....	12	4	25	10	—	—	25	10
<i>2^o Enseignement privé :</i>								
C.E.P.E.	1.219	412	1.346	488	221	59	1.567	547
B.E.P.C.....	75	21	80	18	10	1	90	19
B.E.	—	—	17	4	—	—	17	4
Baccalauréat 1 ^{re} partie	—	—	11	6	—	—	11	6
Baccalauréat 2 ^e partie.....	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>3^o Candidats libres :</i>								
C.E.P.E.	695	85	205	40	66	8	271	48
B.E.P.C.	17	2	26	—	4	—	30	—
B.E.	31	8	39	3	1	—	40	3
Baccalauréat 1 ^{re} partie	6	2	8	2	2	1	10	3
Baccalauréat 2 ^e partie.....	2	1	1	—	—	—	1	—

Tableau 4.
BOURSIERS EN COURS D'ÉTUDE EN FRANCE (1)
AU 1^{er} JANVIER 1954

Enseignement	1 ^{er} janvier 1954			1 ^{er} janvier 1953
	Garçons	Filles	Total	
Secondaire	—	—	—	—
Technique	2	—	2	3
Supérieur (Facultés)	57	8	65	60
Préparation aux grandes écoles	2	—	2	—
TOTAL	61	8	69	63

(1) Et Afrique du Nord (2 boursiers d'agriculture à Tunis).

Tableau 5.
DÉPENSES (CRÉDITS ENGAGÉS)
ENSEIGNEMENT PUBLIC ET PRIVÉ

Catégories	Budget local				Budget Plan		Total	
	Fonctionnement		Equipement					
	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954
<i>(en milliers de francs locaux.)</i>								
Administration	6.657	6.041	—	—	—	—	6.657	6.041
Enseignement 1 ^{er} degré	127.850	138.527	14.000	3.500	1.000	—	142.850	142.027
Enseignement 2 ^e degré	30.375	36.018	8.000	—	6.600	—	44.975	36.018
Enseignement professionnel	10.030	11.204	—	—	—	—	10.030	11.204
Formation personnel enseignant	8.295	11.411	2.000	—	—	—	10.295	11.411
Enseignement supérieur	11.600	10.808	—	—	—	—	11.600	10.808
Enseignement complémentaire	3.660	4.812	—	—	—	—	3.660	4.812
Enseignement spécial	2.000	2.876	—	—	—	—	2.000	2.876
Subvention à l'Enseignement privé	45.000	46.232	—	—	—	—	45.000	46.232
Divers	—	9.131	—	—	—	—	—	9.131

Premier Degré.

*Effectif par Cercle et par sexe pour l'enseignement public et les enseignements privés
et effectifs totalisés (année scolaire 1954-1955).*

Enseignement	Lomé	Tsévié	Anécho	Palimé	Atakpamé	Sokodé	Bassari	Lama-Kara	Mango	Dapango	Totaux
<i>Enseignement public :</i>											
Garçons.....	2.518	1.856	4.447	2.771	3.050	2.366	1.045	2.195	1.251	1.783	23.282
Filles	1.159	414	1.101	838	644	611	276	323	268	228	5.862
TOTAUX...%	3.677	2.270	5.548	3.609	3.964	2.977	1.321	2.518	1.519	2.011	29.144
<i>Mission catholique :</i>											
Garçons.....	2.916	2.481	1.844	2.437	2.932	821	217	2.531	529	901	17.609
Filles	1.755	539	584	862	701	226	90	407	52	165	5.381
TOTAUX...%	4.671	3.020	2.428	3.299	3.633	1.047	307	2.938	581	1.066	22.990

Premier Degré.

*Effectif par cercle et par sexe pour l'enseignement public et les enseignements privés
et effectifs totalisés (année scolaire 1954-1955) (Suite.)*

Enseignement	Lomé	Tsévié	Anécho	Palimé	Atakpamé	Sokodé	Bassari	Lama-Kara	Mango	Dapango	Totaux
<i>Mission évangélique :</i>											
Garçons.....	524	417	143	1.166	851	13	—	712	—	—	3.826
Filles	318	79	68	619	259	9	—	97	—	—	1.449
TOTAUX..%	842	496	211	1.785	1.110	22	—	809	—	—	5.275
<i>Ensemble :</i>											
Garçons.....	5.958	4.754	6.434	6.374	6.833	3.200	1.262	5.438	1.780	2.684	44.717
Filles	3.232	1.032	1.753	2.319	1.604	846	366	827	320	393	12.692
TOTAUX..%	9.190	5.786	8.187	8.693	8.437	4.046	1.628	6.265	2.100	3.077	57.409

*Pourcentages par Cercle, pour chaque enseignement (public et privé) des garçons et des filles
par rapport à l'effectif scolaire total.*

Enseignement	Lomé	Tsévié	Anécho	Palimé	Atakpamé	Sokodé	Bassari	Lama-Kara	Mango	Dapango	Totaux
<i>Enseignement public :</i>											
Garçons.....	68,4	81,7	80,1	76,7	82,5	79,4	79,1	87,1	82,3	88,6	79,8
Filles	31,6	18,3	19,9	23,3	17,5	20,6	20,9	12,9	17,7	11,4	20,2
TOTAUX..%	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
<i>Mission catholique :</i>											
Garçons.....	62,4	82,1	75,9	73,8	80,7	78,4	70,6	86,1	92,7	84,5	76,5
Filles	37,6	17,9	24,1	26,2	19,3	21,6	29,4	13,9	7,3	15,5	23,5
TOTAUX..%	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
<i>Mission évangélique :</i>											
Garçons.....	62,2	84	67,7	65,3	76,6	59	—	88	—	—	72,5
Filles	37,8	16	32,3	34,7	23,4	41	—	12	—	—	27,5
TOTAUX..%	100	100	100	100	100	100	—	100	—	—	100
<i>Ensemble :</i>											
Garçons	64,8	82,1	78,5	73,3	80,9	79,8	77,5	86,8	84,7	87,2	77,2
Filles	35,2	17,9	21,5	26,7	19,1	20,2	22,5	13,2	15,3	12,8	22,2
TOTAUX..%	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Premier Degré.

*Pourcentages respectifs des garçons et des filles pour chaque enseignement (public et privé)
par rapport à l'effectif scolaire total.*

Enseignement	Lomé	Tsévié	Anécho	Palimé	Atakpamé	Sokodé	Bassari	Lama-Kara	Mango	Dapango	Totaux
<i>Enseignement public :</i>											
Garçons.....	27,3	32	54,3	31,8	36,1	58,4	64,1	35	59,5	57,9	40,55
Filles	12,6	7,1	13,4	9,6	7,6	15,1	16,9	5,1	12,7	7,4	10,21
TOTAUX..%	39,9	39,1	67,7	41,4	43,7	73,5	81	40,1	72,2	65,3	50,76
<i>Mission catholique :</i>											
Garçons.....	31,7	42,8	22,5	28	34,7	20,2	13,3	40,3	25,6	29,2	30,67
Filles	19	9,3	7,1	9,9	8,3	5,5	5,5	6,4	2,4	5,3	9,37
TOTAUX..%	50,7	52,1	29,6	37,9	43	25,7	18,8	46,7	28	34,5	40,04
<i>Mission évangélique :</i>											
Garçons.....	5,7	7,2	1,7	13,4	10,8	0,32	—	11,3	—	—	6,66
Filles	3,4	1,3	0,83	7,1	3	0,22	—	1,5	—	—	2,52
TOTAUX..%	9,1	8,5	2,53	20,5	13,8	0,54	—	12,8	—	—	9,18
<i>Ensemble :</i>											
Garçons.....	64,8	82,1	78,5	73,3	80,9	79,8	77,5	86,8	84,7	87,2	77,8
Filles	35,2	17,9	21,5	26,7	19,1	20,2	22,5	13,2	15,3	12,8	22,2
TOTAUX..%	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Tableau de répartition des 80 ouvertures d'écoles et de classes effectuées pour l'année scolaire 1954-1955.

	NOMBRE DE CLASSES OUVERTES : 80			
	Enseignement public	Enseignement catholique	Enseignement évangélique	Total
Cercles du Sud	17	14	4	35
Cercles du Nord.....	16	23	6	45
	33	37	10	80

**Constructions faites en 1954
dans l'enseignement public.**

1^o Écoles commencées en 1953 et terminées en 1954 :

Koutoukpa	3 classes
Dapango	6 —
Kouméa	3 —
Total	12 classes

2^o Écoles commencées et terminées en 1954 :

Agouégan	3 classes
Zowla	3 —
Sévagan	3 —
Sanguéra.....	2 —
Nakitindi-Laré.....	3 —
Blanka	2 —
Kémini	1 —
Total	17 classes

3^o Écoles commencées en 1954 mais non terminées :

Kpadapé	3 classes
Mango	4 —
Kandé	2 —
Total	9 classes
Total général..	<u>38 classes</u>

P r e m i e r d e g r é .

*Tableau comparatif des effectifs de 1933-1954 garçons et filles avec les effectifs de 1954-1955
garçons et filles pour les Cercles du Nord et du Sud et effectifs totalisés.*

	1953-1954	1954-1955	En plus	% d'augmentation
<i>Cercles du Sud :</i>				
Garçons	29.064	30.353	1.289	4,43
Filles.....	9.110	9.940	830	9,11
TOTAL POUR LE SUD	38.174	40.293	2.119	5,55
<i>Cercles du Nord :</i>				
Garçons	12.262	14.364	2.102	17,14
Filles.....	2.261	2.752	491	21,71
TOTAL POUR LE NORD	14.523	17.116	2.593	17,85
<i>Ensemble du Territoire :</i>				
Garçons	41.326	44.717	3.391	8,20
Filles.....	11.371	12.692	1.321	11,61
TOTAUX	52.697	57.409	4.712	8,94

Premier degré.

*Tableau comparatif des effectifs de 1953-1954 avec les effectifs de 1954-1955
dans les Cercles du Nord et du Sud et effectifs totalisés.*

	1953-1954	1954-1955	En plus	% d'augmentation
<i>Cercles du Sud :</i>				
Enseignement public	18.051	18.798	747	4,13
Enseignement catholique.....	16.098	17.051	953	5,71
Enseignement évangélique	4.025	4.444	419	10,40
TOTAL POUR LE SUD	38.174	40.293	2.119	5.55
<i>Cercles du Nord :</i>				
Enseignement public	9.132	10.346	1.214	13,29
Enseignement catholique.....	4.816	5.939	1.123	23,31
Enseignement évangélique	575	831	256	44,52
TOTAL POUR LE NORD	14.523	17.116	2.593	17,85
<i>Ensemble du Territoire :</i>				
Enseignement public	27.183	29.144	1.961	7,21
Enseignement catholique.....	20.914	22.990	2.076	9,92
Enseignement évangélique	4.600	5.275	675	14,67
TOTAUX	52.697	57.409	4.712	8,94

Second degré et Technique.

Effectifs scolaires (rentrée 1954).

			Enseignement public	Enseignement privé		Totaux
				Catholique	Evangelique	
Enseignement du second degré	{	Nombre de classes.....	24	20	5	49
		Nombre d'élèves {				
		Garçons.....	448	346	138	932
		Filles	91	102	20	213
		Total	539	448	158	1.145
Enseignement technique	{	Nombre de classes ou sections	16 (1)	5	—	21
		Nombre d'élèves {				
		Garçons.....	289	83	—	372
		Filles	42	56	—	98
		Total	331	139	—	470
Total des enseignements post-primaires.....	{	Nombre de classes.....	40	25	5	70
		Nombre d'élèves {				
		Garçons.....	737	429	138	1.304
		Filles	133	158	20	311
		Total	870	587	158	1.615

(1) Dont 6 sections manuelles annexées aux écoles primaires.

Enseignement du Second degré (1954-1955).

Liste des établissements

Enseignement public	{	Lycée de Lomé ;	Enseignement privé	{	Collège Saint-Joseph, Lomé ;
		Collège de Sokodé ;			Ecole normale de Togoville ;
		École normale d'Atakpamé.			Notre-Dame-des-Apôtres, Lomé ;
					Cours normal évangélique, Lomé ;
					Cours complémentaire évangélique, Lomé.

				Nombre de classes	Nombre d'élèves du 1 ^{er} cycle	Nombre d'élèves du 2 ^e cycle	Total des élèves
ENSEIGNEMENT CLASSIQUE ET MODERNE	Lycée	Public	Garçons	—	161	88	249
			Filles	—	36	12	48
			Total	15	197	100	297
	Enseignement classique	Public.....	Garçons	—	20	—	20
			Filles	—	2	—	2
			Total	1	22	—	22
		Privé	Garçons	—	90	14	104
			Filles	—	—	—	—
			Total	6	90	14	104
	Enseignement Moderne	Public.....	Garçons	—	91	—	91
			Filles	—	8	—	8
			Total	4	99	—	99
		Privé	Garçons	—	89	19	108
			Filles	—	—	—	—
			Total	6	89	19	108
	Cours complémentaire.	Public.....	Garçons	—	—	—	—
			Filles	—	—	—	—
			Total	—	—	—	—
		Privé	Garçons	—	120	—	120
			Filles	—	121	—	121
			Total	8	241	—	241
FORMATION DES MAÎTRES	École normale	Public.....	Garçons.....	—	88	—	88
			Filles	—	33	—	33
			Total	4	121	—	121
		Privé	Garçons	—	134	—	134
			Filles	—	—	—	—
			Total	4	134	—	134
	Cours normaux	Public.....	Garçons	—	—	—	—
			Filles	—	—	—	—
			Total	—	—	—	—
		Privé	Garçons	—	18	—	18
			Filles	—	1	—	1
			Total	1	19	—	19
ENSEMBLE			Garçons	—	811	121	932
			Filles	—	201	12	213
			Total	49	1.012	133	1.145

Enseignement technique (1954-1955).

			Nombre de classes ou de sections	NOMBRE D'ÉLÈVES PAR SECTION							
				Bois	Mécanique	Bâtiment	Sculpture	Imprimerie	Professions commerciales	Enseignement ménager	Total des élèves
Centre d'apprentissage ...	Public	G	8	30	34	25	—	—	66	—	155
		F	—	—	—	—	—	10	—	10	
		T	8	30	34	25	—	—	76	—	165
	Privé	G	4	28	12	—	9	34	—	—	83
		F	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		T	4	28	12	—	9	34	—	—	83
Sections manuelles.....	Public	G	6	126	6	2	—	—	—	—	134
		F	2	—	—	—	—	—	32	32	
		T	8	126	6	2	—	—	32	166	
	Privé	G	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		F	1	—	—	—	—	—	56	56	
		T	1	—	—	—	—	—	56	56	
TOTAUX	G	18	184	52	27	9	34	66	—	372	
	F	3	—	—	—	—	—	10	88	98	
	T	21	184	52	27	9	34	76	88	470	

Enseignement du Second Degré et Technique.
(Situation des trois établissements publics.)

LYCÉE DE LOMÉ			
	Garçons	Filles	Total
1. Section classique			
1 ^{re} C	7	2	9
2 ^e C	14	—	14
3 ^e C	10	5	15
4 ^e C	17	4	21
5 ^e C	19	5	24
6 ^e C	16	4	20
TOTAL	83	20	103
2. Section moderne.			
1 ^{re} M	18	4	22
2 ^e M	28	4	32
3 ^e M	24	2	26
4 ^e M	20	6	26
5 ^e M	28	3	31
6 ^e M	27	7	34
TOTAL	145	26	171
3. Classes terminales.			
Philo	11	2	13
Sc. Ex.	7	—	7
M. El.	3	—	3
TOTAL	21	2	23
4. Section commerciale.			
1 ^{re} A	29	5	34
2 ^e A	11	2	13
3 ^e A	13	2	15
4 ^e A	13	1	14
TOTAL	66	10	76
TOTAL GÉNÉRAL .	315	58	373

COLLÈGE DE SOKODÉ			
	Garçons	Filles	Total
1. Section classique.			
6 ^e C	20	2	22
TOTAL	20	2	22
2. Section moderne.			
3 ^e M	15	1	16
4 ^e M	21	5	26
5 ^e M	28	—	28
6 ^e M	27	2	29
TOTAL	91	8	99
3. Section technique.			
3 ^e T	13	—	13
4 ^e T	23	—	23
5 ^e T	26	—	26
6 ^e T	27	—	27
TOTAL	89	—	89
TOTAL GÉNÉRAL .	200	10	210

ÉCOLE NORMALE D'ATAKPAMÉ			
	Garçons	Filles	Total
4 ^e A	23	5	28
3 ^e A	22	9	31
2 ^e A	21	8	29
1 ^{re} A	22	11	33
TOTAL	88	33	121
Elèves sortis en 1954 { Instituteurs avec B.E 7 Moniteurs sans B.E 23			

Enseignement secondaire.
(Situation des quatre établissements privés.)

COLLÈGE SAINT-JOSEPH DE LOMÉ			
	Garçons	Filles	Total
<i>1. Section classique.</i>			
1 ^{re} C	6	—	6
2 ^e C	8	—	8
3 ^e C	19	—	19
4 ^e C	19	—	19
5 ^e C	18	—	18
6 ^e C	34	—	34
TOTAL	104	—	104
<i>2. Section moderne.</i>			
1 ^{re} M	7	—	7
2 ^e M	12	—	12
3 ^e M	6	—	6
4 ^e M	15	—	15
5 ^e M	29	—	29
6 ^e M	39	—	39
TOTAL	103	—	103
TOTAL GÉNÉRAL .	212	—	212

ÉCOLE NORMALE DE TOGOVILLE			
	Garçons	Filles	Total
4 ^e A	25	—	25
3 ^e A	35	—	35
2 ^e A	39	—	39
1 ^{re} A	35	—	35
TOTAL	134	—	134

COLLÈGE NOTRE-DAME-DES-APOTRES DE LOMÉ			
	Garçons	Filles	Total
3 ^e	—	9	9
4 ^e	—	23	23
5 ^e	—	34	34
6 ^e	—	36	36
TOTAL	—	102	102

COURS COMPLÉMENTAIRE ÉVANGÉLIQUE DE LOMÉ ET COURS NORMAL			
	Garçons	Filles	Total
<i>1. Section générale.</i>			
3 ^e	18	—	18
4 ^e	25	9	34
5 ^e	34	3	37
6 ^e	43	7	50
TOTAL	120	19	139
<i>2. Section normale.</i>			
3 ^e	6	—	6
4 ^e	12	1	13
TOTAL	18	1	19
TOTAL GÉNÉRAL .	138	20	158

État des boursiers dans la Métropole.

Catégories	Effectifs	Pourcentage
<i>Enseignement Supérieur :</i>		
Lettres	7	10,14
Droit-Commerce	7	10,14
Sciences Mathématiques	14	20,28
<i>Santé :</i>		
Médecine	15	21,73
Pharmacie	7	10,14
Dentisterie	4	5,79
Sages-Femmes - Infirmières	3	4,34
Ingénieurs	2	2,89
Agriculture	2	2,89
Vétérinaire	2	2,89
Beaux-Arts	3	4,34
Éducation physique et Sports	1	1,44
<i>Enseignement technique</i>	2	2,89
TOTAUX	69	

Comparaison entre la situation des boursiers de l'Enseignement supérieur en 1953 et en 1954.

Catégories	1953	1954					Total des boursiers en 1954	
		Boursiers perdant leur bourse			Boursiers antérieurs dont la bourse est renouvelée	Nouveaux boursiers		
		Résultats insuffisants	Études terminées	Total				
Lettres	5	—	—	—	5	2	7	
Droit et commerce	6	—	—	—	6	1	7	
Sciences et Mathématiques	12	2	—	2	10	4	14	
Santé {	Médecine	17	1	1	2	15	—	15
	Pharmacie	6	—	—	—	6	1	7
	Dentisterie	5	—	1	1	4	—	4
	Sages-femmes et Infirmières	3	—	1	1	2	1	3
Travaux Publics	2	1	1	2	—	—	—	
Ingénieurs	1	—	—	—	1	1	2	
Agriculture	2	—	—	—	2	—	2	
Vétérinaires	—	—	—	—	—	2	2	
Beaux-Arts	2	—	—	—	2	1	3	
Éducation physique et Sports	—	—	—	—	—	1	1	
	61	4	4	8	53	14	67	

RÉPARTITION DES BOURSIERS DANS LES VILLES DE FRANCE OU DE L'UNION FRANÇAISE

Année scolaire 1954-1955.

Villes	Nombre de Boursiers															
	Enseignement supérieur														Enseignement technique	TOTAL
	Lettres	Droit	Sciences Math.	Médecine	Pharmacie	Dentisterie	Sages-femmes Infirmières	Commerce	Ingénieur	Agriculture	Vétérinaire	Beaux-Arts	Éduc. physique et Sports			
Paris	2	1	2	4	1	1	—	2	—	—	—	3	1	—	17	
Toulouse	1	—	3	3	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	10	
Montpellier	1	—	2	4	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	10	
Lyon	1	1	—	1	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	6	
Nancy	—	—	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	
Marseille	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	
Bordeaux	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Grenoble	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	
Lille	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Rennes	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Poitiers	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	
Strasbourg	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	
Carcassonne	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	
Clermont-Ferrand	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Dijon	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	
Nantes	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Chalon-sur-Saône	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
Bort-les-Orgues	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
Saint-Maur-des-Fossés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	
Tunis	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	
TOTAUX	7	5	14	15	7	4	3	2	2	2	2	3	1	2	69	

Situation des boursiers métropolitains.

I. — Ancienneté de séjour dans la Métropole.	
Nombre de boursiers présents dans la Métropole en 1954 et qui s'y trouvent depuis :	
1945 (10 ^e année).....	2
1946 (9 ^e —).....	2
1947 (8 ^e —).....	32
1948 (7 ^e —).....	—
1949 (6 ^e —).....	2
1950 (5 ^e —).....	7
1951 (4 ^e —).....	2
1952 (3 ^e —).....	10
1953 (2 ^e —).....	4
1954 (1 ^{re} —).....	8
TOTAL	69

II. — Répartition par âges.	
Nombre de boursiers âgés en 1954 de :	
33 ans	2
32 ans	1
31 ans	2
30 ans	5
29 ans	2
28 ans	2
27 ans	11
26 ans	9
25 ans	10
24 ans	6
23 ans	8
22 ans	5
21 ans	4
20 ans	1
19 ans	1
TOTAL	69

Pourcentage des différents ordres d'enseignement par rapport à l'effectif global.

	Ordre d'enseignement			Total	Pourcentage par rapport à l'effectif total			Total
	1er degré	2 ^e degré formation des maîtres	Techniques		1er degré	2 ^e degré formation des maîtres	Techniques	
<i>Enseignement public :</i>								
Garçons	23.282	448	289	24.019	96,93	1,86	1,20	99,99
Filles	5.862	91	42	5.995	97,78	1,51	0,70	99,99
TOTAL.....	29.144	539	331	30.014	97,10	1,79	1,10	99,99
<i>Enseignement privé catholique :</i>								
Garçons	17.609	346	83	18.038	97,62	1,91	0,46	99,99
Filles	5.381	102	56	5.539	97,14	1,84	1,01	99,99
TOTAL.....	22.990	448	139	23.577	97,51	1,90	0,58	99,99
<i>Enseignement privé protestant :</i>								
Garçons	3.826	138	—	3.964	96,51	3,48	—	99,99
Filles	1.449	20	—	1.469	98,63	1,36	—	99,99
TOTAL.....	5.275	158	—	5.433	97,09	2,90	—	99,99
<i>Ensemble de l'Enseignement public et de l'Enseignement privé :</i>								
Garçons	44.717	932	372	46.021	97,16	2,02	0,80	99,98
Filles	12.692	213	98	13.003	97,60	1,63	0,75	99,98
TOTAL.....	57.409	1.145	470	59.024	97,26	1,93	0,79	99,98

Résultats à l'examen d'admission en classe de 6^e.

Cercles	Enseignement officiel			Enseignement privé			Ensemble		
	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%
Lomé	206	55	26,99	187	43	22,99	393	98	24,93
Tsevie.....	44	6	13,63	33	3	9,09	77	9	11,68
Anecho	149	32	21,47	52	8	15,38	201	40	19,90
Klouto.....	127	20	15,74	86	10	10,41	213	30	14,08
Atakpamé	81	2	2,45	91	20	21,97	172	22	12,79
TOTAL Sud-Togo	607	115	18,94	449	84	18,70	1.056	199	18,84
Sokodé	79	10	12,65	22	—	—	101	10	9,90
Bassari	59	9	15,25	9	—	—	68	9	13,25
Lama-Kara.....	52	9	17,30	24	6	25	76	15	19,73
Mango	12	2	16,66	—	—	—	12	2	16,66
Dapango	17	4	23,52	7	—	—	24	4	16,65
TOTAL Nord-Togo	219	34	15,52	62	6	91,67	281	40	14,37
TOTAL.....	826	149	18,03	511	90	17,61	1.337	239	17,87

C.A.P. commerciaux 1954.

Mention des C.A.P.	Elèves présentés		Elèves admissibles		Elèves admis		Pourcentage total de succès
	G	F	G	F	G	F	
Aide-comptable.....	5	0	4	0	4	0	80
Sténo-dactylographe	5	0	2	0	2	0	40
Employé de bureau.....	2	0	1	0	1	0	50
TOTAL	12	0	7	0	7	0	58,3

C.A.P. techniques 1954.

Mention des C.A.P.	Présentés	Admis	Pourcentage de succès
Ménisier	3	1	33
Maçon.....	6	1	16
Ajusteur	4	1	25
TOTAL	13	3	23

Résultats comparés des examens en 1950-1951-1952-1953-1954.

Examen	Enseignement public		Enseignement privé		Candidats libres		Totaux		Totaux ressortissant à l'Enseignement (candidats libres exclus)		
	Présentés	Admis	Présentés	Admis	Présentés	Admis	Présentés	Admis	Présentés	Admis	% de succès
Baccalauréat 2 ^e Partie :											
1950.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1951.....	6	2	—	—	—	—	6	2	6	2	33
1952.....	11	8	—	—	—	—	11	8	11	8	72
1953.....	11	8	—	—	2	1	13	9	11	8	72
1954.....	17	12	—	—	1	0	18	12	17	12	70
Baccalauréat 1 ^{re} Partie :											
1950.....	20	7	—	—	—	—	20	7	20	7	35
1951.....	30	9	—	—	—	—	30	9	30	9	30
1952.....	16	11	—	—	4	1	20	12	16	11	68
1953.....	29	14	—	—	6	2	35	16	29	14	48
1954.....	30	10	11	6	10	3	51	19	41	16	39
Brevet élémentaire :											
1950.....	—	—	—	—	—	—	60	19	—	—	—
1951.....	1	1	32	7	30	4	63	12	33	8	24
1952.....	19	6	2	0	35	6	56	12	21	6	28
1953.....	20	5	—	—	31	8	51	13	20	5	25
1954.....	32	7	17	4	40	3	89	14	49	11	22
B.E.P.C. :											
1950.....	29	14	—	—	—	—	29	14	29	14	48
1951.....	56	22	9	3	4	0	69	25	65	25	38 (1)
1952.....	52	22	60	9	13	1	125	32	112	31	28
1953.....	80	28	75	21	17	2	172	51	155	49	31
1954.....	82	17	90	19	30	0	202	36	172	30	21
C.E.P.E. :											
1950.....	1.038	518	999	448	736	304	2 773	1.270	2.037	966	47
1951.....	995	453	715	380	1.079	120	2 789	953	1.710	833	48 (1)
1952.....	1.145	413	996	334	1.102	82	3 243	829	2.141	747	35
1953.....	1.355	531	1.219	412	695	85	3.269	1.028	2.574	943	36
1954.....	1 543	647	1.567	547	271	43	3.381	1.242	3.110	1.194	38

(1) La normalisation du niveau des examens explique la diminution du pourcentage des succès, du reste, en 1952 et en 1953, sensiblement égaux aux pourcentages métropolitains correspondants.

Barème de traitement.

	Solde à pension	Solde brute	Indices locaux		Solde à pension	Solde brute	Indices locaux
	fr. C.F.A.	fr. C.F.A.			fr. C.F.A.	fr. C.F.A.	
ENSEIGNEMENT DU 1^{er} DEGRÉ				ENSEIGNEMENT DU 2^e DEGRÉ			
<i>Cadre local supérieur des instituteurs :</i>				<i>Cadre local supérieur :</i>			
Instituteur principal de 1 ^{re} classe.	376.000	588.064	916	Professeur agrégé de 9 ^e échelon.	625.500	978.372	1.407
Instituteur principal de 6 ^e classe.	199.000	311.236	525	Professeur agrégé de 1 ^{er} échelon.	279.500	437.138	704
Instituteur hors classe.....	325.500	509.082	804	Professeur licencié ou certifié de 9 ^e échelon	485.500	759.322	1.139
Instituteur stagiaire	151.000	236.164	413	Professeur licencié ou certifié de 1 ^{er} échelon	214.000	334.696	558
Instituteur principal de 1 ^{re} classe.	214.000	334.696	558	Adjoint d'enseignement de 8 ^e échelon	396.500	616.610	960
Instituteur adjoint stagiaire	119.500	186.898	335	Adjoint d'enseignement de 1 ^{er} échelon	189.000	295.596	503
<i>Cadre local des moniteurs :</i>							
Moniteur principal de 1 ^{re} classe .	174.000	272.918	470				
Moniteur stagiaire	68.000	106.352	200				

Missionnaires exerçant une activité en matière d'enseignement.

Nationalités	Catholiques	Évangéliques
Français	29	4
Togolais	7	2
Hollandais.....	2	—
Italiens	—	—
Suisses.....	2	2
Canadiens	5	—
Polonais	1	—
TOTAL	46	8

Subventions aux Sociétés Missionnaires exerçant une activité en matière d'enseignement.

Noms des Sociétés	Subventions au titre du personnel en service	Subventions au titre des résultats aux examens	Allocations aux boursiers dans les établissements privés	Totaux
Mission catholique africaine de Lyon	36.742.050	199.902	2.450.463	39.392.415
Mission catholique Notre-Dame des Apôtres de Lyon.....				
Sociétés des Missions évangéliques de Paris	9.974.725	50.098	302.597	10.327.420
Mission méthodiste de Londres				
TOTAUX	46.716.775	250.000	2.753.060	—
TOTAL DES SUBVENTIONS	46.966.775		2.753.060	—
TOTAL GÉNÉRAL		49.719.835		49.719.835

Situation du développement sportif.

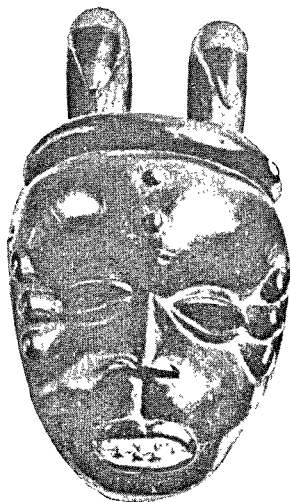
Sports	Clubs affiliés		Augmentation		Joueurs licenciés		Augmentation
	1953	1954	en effectifs	en %	1953	1954	
Football	23	28	5	21,7	936	1.064	128
Tennis	8	10	2	25	105	148	43
Boxe	3	4	1	33,3	16	42	26
Cyclisme	2	2	—	—	60	150	90 (1)
Basket	2	3	1	50	Pas de licenciés	28	—

(1) Sections féminines non comprises.

REMARQUES

- 1° Sur ce tableau ne figure pas l'athlétisme, volley-ball dont la vogue est croissante et le ping-pong qui se développe depuis l'an dernier.
 2° Le sport scolaire (établissements du premier degré et du second degré) se développe rapidement.

RÉPERTOIRE DES PRINCIPAUX TEXTES
DE LOIS ET RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX
RENDUS APPLICABLES AU TOGO
AU COURS DE L'ANNÉE 1954



1° RÉPERTOIRE

A. — PROGRÈS POLITIQUE

1. — Arrêté n° 384-54 /AP du 21 avril 1954 réorganisant l'état civil des personnes de statut local. (*J.O.T.* du 25 avril 1954, page 365.)

2. — Arrêté n° 381-54/AP du 16 avril 1954 portant création du Cercle de Bassari. (*J.O.T.* du 1^{er} mai 1954, page 399.)

3. — Arrêté n° 985-54/AP du 18 novembre 1954 portant création de la Subdivision de Niamtougou (Cercle de Lama-Kara). (*J.O.T.* du 1^{er} décembre 1954, page 969.)

4. — Arrêté n° 986-54/AP du 18 novembre 1954 portant création de la Subdivision de Nuatja (Cercle du Centre). (*J.O.T.* du 1^{er} décembre 1954, page 969.)

5. — Arrêté n° 987-54/AP du 18 novembre 1954 portant création de la Subdivision de Tabligbo (Cercle d'Anécho). (*J.O.T.* du 1^{er} décembre 1954, page 969.)

6. — Décret n° 54-1177 du 23 novembre 1954 portant réorganisation du Conseil du Contentieux administratif du territoire du Togo sous tutelle française. (*J.O.T.* du 16 décembre 1954, page 985.)

B. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE

7. — Arrêté n° 233-54/SG du 11 mars 1954 portant modification de l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo. (*J.O.T.* du 16 avril 1954, page 306.)

C. — FONCTION PUBLIQUE

8. — Décret portant réorganisation de la Caisse locale de retraites du Togo arrêté de promulgation n° 379-54/C du 16 avril 1954. (*J.O.T.* du 1^{er} mai 1954, page 382.)

D. — MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

9. — Arrêté relatif aux sommations faites par les agents de la force publique. (*J.O.T.* du 1^{er} juillet 1954, page 564.)

E. — DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - PLAN

10. — Arrêté n° 841-54/AE du 4 septembre 1954 rendant exécutoire la délibération n° 4/CP/ATT portant approbation du programme d'emploi des crédits de la tranche 1954-1955 du Plan quadriennal. (*J.O.T.* du 16 septembre 1954, page 814.)

F. — DOUANES

11. — Arrêté n° 129-54/SD du 6 février 1954 rendant exécutoire au Togo la délibération n° 34/ATT du 22 octobre 1953 portant modification du tarif fiscal d'entrée. (*J.O.T.* du 16 février 1954, page 140.)

12. — Arrêté n° 507-54/SD du 9 juin 1954 rendant exécutoire la délibération n° 34/ATT du 24 avril 1954 de l'Assemblée Territoriale du Togo portant modification du tarif fiscal d'entrée et de sortie. (*J.O.T.* du 16 juin 1954, page 536.)

G. — CONTRIBUTIONS DIRECTES

13. — Délibération n° 36/ATT du 22 octobre 1953 portant suppression de l'impôt personnel et aménagement de la réglementation des impôts sur les revenus. (*J.O.T.* du 20 mai 1954, page 489.)

14. — Délibération n° 37/ATT du 22 octobre 1953 portant aménagement de la réglementation des patentes. (*J.O.T.* du 1^{er} février 1954, page 72.)

15. — Délibération n° 39/ATT du 22 octobre 1953 portant aménagement de la réglementation de la taxe vicinale. (*J.O.T.* du 1^{er} février 1954, page 77.)

16. — Délibération n° 40/ATT du 22 octobre 1953 portant modification des règles d'assiette et des tarifs de la taxe sur les transactions. (*J.O.T.* du 1^{er} février 1954, page 76.)

H. — DOMAINES

17. — Arrêté n° 500-54/DOM du 3 juin 1954 rendant exécutoire la délibération n° 39/ATT du 24 avril 1954 portant approbation d'un projet de transaction intervenue entre le Territoire du Togo et la Compagnie Générale du Togo. (*J.O.T.* du 16 juin 1954, page 536.)

I. — AGRICULTURE

18. — Arrêté n° 904-54/C du 21 décembre 1953 promulguant le décret du 8 décembre 1953 approuvant la délibération n° 28/ATT du 31 juillet 1953 de l'Assemblée Territoriale du Togo créant une taxe d'expertise des produits du cru et fixant les tarifs. (*J.O.T.* du 1^{er} décembre 1954, page 5.)

19. — Arrêté n° 905-53/Agro/Cond du 21 décembre 1953 rendant exécutoire la délibération n° 28/ATT en date du 31 juillet 1953 fixant le taux des expertises des produits du cru. (*J.O.T.* du 1^{er} janvier 1954, page 16.)

J. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

20. — Décret n° 54-959 relatif à l'organisation de la radiodiffusion dans les territoires d'outre-mer (arrêté de promulgation n° 905-54/C du 30 septembre 1954). (*J.O.T.* du 16 octobre 1954, page 878.)

K. — TRAVAUX PUBLICS

21. — Arrêté n° 336-54/TP du 3 avril 1954 portant réglementation sur la circulation des véhicules automobiles utilitaires sur les routes du territoire du Togo. (*J.O.T.* du 1^{er} mai 1954, page 395.)

L. — MINES

22. — Arrêté n° 875 du 9 décembre 1953 portant création d'un service des Mines dans le territoire du Togo. (*J.O.T.* du 1^{er} janvier 1954, page 8.)

23. — Arrêtés n°s 486 et 487 du 26 mai 1954 mettant sous le régime des zones réservées les substances suivantes : graphite, mica, colombo-tantalite, titane et plomb, potasse et sel connexes. (*J.O.T.* du 1^{er} juin 1954, page 506.)

24. — Décret du 5 août 1954 sur l'organisation des services des Mines de la F.O.M. (arrêté de promulgation n° 845-54/C du 7 septembre 1954. (*J.O.T.* du 16 septembre 1954, page 800.)

25. — Décret n° 54-1110 du 13 novembre 1954 sur la modification du régime des substances minérales (arrêté de promulgation n° 997-54/C du 22 novembre 1954. (*J.O.T.* du 1^{er} décembre 1954, page 959.)

M. — ORGANISATION DU TRAVAIL

26. — Arrêté n° 275-54/ITLS du 19 mars 1954, fixant les formes et modalités d'établissement du contrat de travail et de l'engagement à l'essai. (*J.O.T.* du 20 mars 1954, page 235.)

27. — Arrêté n° 276-54/ITLS du 19 mars 1954, déterminant les conditions de formes et de fond, les effets, les cas et conséquences et les mesures de contrôle du contrat d'apprentissage. (*J.O.T.* du 20 mars 1954, page 237.)

28. — Arrêté n° 277-54/ITLS du 19 mars 1954, fixant les modalités du règlement intérieur d'entreprise. (*J.O.T.* du 20 mars 1954, page 241.)

29. — Arrêté n° 279-54/ITLS du 19 mars 1954 déterminant la consultation des organisations professionnelles et de toutes personnes intéressées par l'extension d'une convention collective. (*J.O.T.* du 20 mars 1954, page 252.)

30. — Arrêté n° 280-54/ITLS du 19 mars 1954, fixant les conditions de dépôt, de publication et de traduction des conventions collectives ainsi que les conditions d'adhésion à ces conventions. (*J.O.T.* du 20 mars 1954, page 252.)

31. — Arrêté n° 281-54/ITLS du 19 mars 1954, instituant un Comité technique consultatif auprès de l'Inspection du Travail et des Lois sociales. (*J.O.T.* du 20 mars 1954, page 253.)

32. — Arrêté n° 321-54/ITLS du 2 avril 1954, pris pour l'application de l'article 164 du Code du Travail relatif aux délégués du personnel. (*J.O.T.* du 16 avril 1954, page 352.)

N. — SANTÉ PUBLIQUE

33. — Décret n° 54-947 du 14 septembre 1954, relatif à l'importation de certaines boissons alcooliques en A.-O.F., au Togo, en A.-E.F., au Cameroun et à la Côte Française des Somalis (arrêté de promulgation n° 899-54/C du 28 septembre 1954). (*J.O.T.* du 16 octobre 1954, page 877.)

P. — ENSEIGNEMENT

34. — Arrêté ministériel du 18 février 1954 modifiant l'arrêté du 9 septembre 1953 fixant les modalités d'application du décret n° 52-344 du 22 mars 1952 portant réglementation générale des bourses, prêts d'honneur, aides et secours scolaires accordés par les territoires d'outre-mer aux étudiants et élèves en cours d'études dans la Métropole, les départements d'outre-mer ou l'Algérie. (Arrêté de promulgation n° 198-54/C du 5 mars 1954, *J.O.T.* du 16 mars 1954, page 217.)

35. — Arrêté ministériel du 18 février 1954 modifiant l'arrêté du 9 septembre fixant les taux annuels des bourses et des diverses allocations accordées aux étudiants ou élèves en cours d'études dans la Métropole, les départements d'outre-mer ou l'Algérie. (Arrêté de promulgation n° 198-54/C du 5 mars 1954, *J.O.T.* du 16 mars 1954, page 218.)

36. — Arrêté n° 721-54/IA du 21 juillet 1954 rendant exécutoire la délibération n° 2/CP/ATT du 6 juillet 1954 de l'Assemblée Territoriale du Togo, fixant le taux annuel des bourses locales du territoire du Togo. (*J.O.T.* du 1^{er} août 1954, page 662.)

2° PRINCIPAUX TEXTES

publiés au " Journal Officiel du Togo "

A. — PROGRÈS POLITIQUE

ARRÊTÉ N° 384-54/AP du 21 avril 1954 réorganisant
l'état civil des personnes de statut local.

TITRE PREMIER

Acte de l'État civil

CHAPITRE PREMIER

Des formes.

ARTICLE PREMIER. — Acte sera obligatoirement dressé des naissances et des décès des personnes de statut local survenus dans le territoire du Togo, dans les centres énumérés à l'article 2 ci-dessous.

Dans ces centres, déclaration pourra être faite des mariages contractés dans les formes de la coutume autochtone.

ART. 2. — Les déclarations sont reçues :

1° Dans les communes mixtes, par l'Administrateur-Maire ou son adjoint assisté d'un interprète ;

2° Au chef-lieu de chaque circonscription administrative, par le Commandant de Cercle ou le Chef de Subdivision, assisté d'un interprète ;

3° Dans l'ensemble du Territoire, dans les centres créés ou à créer sur la proposition des chefs de circonscription administrative, par arrêté du Commissaire de la République qui en détermine le siège et la compétence territoriale.

ART. 3. — Dans les centres de l'état civil prévus au 3^e alinéa de l'article précédent, les agents d'état civil sont choisis parmi les chefs en fonctions dans le ressort

des centres considérés ; ils sont nommés par décision du Chef du Territoire. Ils sont assistés d'un secrétaire désigné par décision du Chef de circonscription.

ART. 4. — Les agents de l'état civil et leurs secrétaires reçoivent chacun, par acte inscrit une indemnité dont le montant est fixé à 15 francs pour les agents ou secrétaires percevant à un autre titre une allocation versée par l'Administration et à 25 francs dans les autres cas.

ART. 5. — Les actes sont inscrits de suite sur des registres spéciaux ouverts au premier janvier de chaque année, cotés par première et dernière page et paraphés sur chaque feuille par le président du tribunal du premier degré. Chaque page comporte une souche et deux volants.

Ils portent un numéro constatant l'ordre de leur inscription

Les ratures et les renvois sont approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte.

Il est tenu un registre par rature de déclarations.

Ces registres seront du modèle annexé au présent arrêté.

ART. 6. — Lecture est donnée et traduction faite des actes aux parties comparantes et il est fait mention de l'accomplissement de cette formalité.

ART. 7. — Les actes sont signés par celui à qui est faite la déclaration, par l'interprète, ou les secrétaire suivant le cas et par les comparants. Si l'un des participants à l'acte ne sait ou ne peut signer, mention en est faite.

Le cachet du centre d'état civil est apposé au bas de chaque acte.

Le volant n° 2, destiné à être conservé par le ou les intéressés, sera remis immédiatement à la ou aux personnes qui font la déclaration. Il aura la valeur d'un extrait d'acte d'état civil. Le volant n° 1 est adressé au chef de la circonscription.

ART. 8. — A la fin de chaque année, le registre est clos et arrêté par l'Administrateur-Maire dans les communes-mixtes, par le Chef de circonscription dans les chefs-lieux de circonscription et par l'agent de l'état civil et le chef de circonscription dans les centres d'état civil. Les souches sont envoyées en fin d'année et conservées au chef-lieu de la circonscription ; les volants n° 1 sont adressés aussitôt au greffe du tribunal d'appel.

ART. 9. — Les Administrateurs-Maires dans les communes-mixtes, les chefs de circonscription dans les chefs-lieux de circonscription et les agents d'état civil dans les centres d'état civil sont responsables de la tenue et de la conservation des registres.

ART. 10. — En cas de suppression d'un centre, ses registres sont versés aux archives du centre de rattachement.

ART. 11. — Le registre clos, il est dressé, à la suite du dernier acte, une table alphabétique des actes y contenus.

Elle comporte, en face du nom, dans une colonne, la date de l'acte, dans une autre, le numéro d'inscription de l'acte.

Il est établi, tous les cinq ans, un relevé des tables alphabétiques annuelles.

Ces relevés qui portent le nom de « tables quinquennales de l'état civil des personnes de statut autochtone » sont dressés dans les mêmes formes que les tables annuelles et comportent les mêmes mentions.

Les tables alphabétiques quinquennales sont établies en trois exemplaires : un est conservé au chef-lieu de la circonscription administrative, le second est déposé au greffe du tribunal colonial d'appel et le troisième aux archives du Territoire.

CHAPITRE II

Les différentes sortes d'actes.

A. — Actes de naissance.

ART. 12. — Les déclarations de naissances doivent être faites au plus tard dans les trente jours qui suivent la naissance de l'enfant, par l'un des parents de l'enfant ou, à défaut, par le médecin, le médecin africain, la sage-femme ou par toute autre personne ayant assisté à l'accouchement.

Les chefs de famille, de quartier, de village, de canton pourront également faire les déclarations relatives aux naissances survenues dans leur groupement.

B. — Actes de mariage.

ART. 13. — Les déclarations de mariage sont faites par les époux, accompagnés des parents qui ont consenti au mariage, du chef de famille lorsque la coutume exige son consentement, et des témoins coutumiers.

Les actes de mariage indiquent la date et le lieu de la célébration et, s'il y a lieu, la mention du consentement des parents et du chef de famille et les déclarations relatives à la dot.

C. — Actes de décès.

ART. 14. — Les déclarations de décès doivent être faites dans les trente jours qui suivent le décès.

La déclaration est faite par le chef de famille du décédé ou, à défaut, par un parent, le chef de quartier, de village, ou de canton ou une personne ayant assisté au décès.

CHAPITRE III

Mentions sur les actes d'État civil.

ART. 15. — Il est fait mention, d'office, en marge des actes de naissance des intéressés, des actes de mariage et de décès les concernant.

Les divorces constatés par jugements devenus définitifs ou dans les formes coutumières, sont également mentionnés d'office en marge des actes de naissance et de mariage concernant les époux divorcés.

Ces mentions seront portées au dos de la souche du registre des naissances et au dos du volant n° 1 dressé au greffe du Tribunal colonial d'Appel.

Ces mentions indiqueront la date et le lieu du décès, ainsi que le numéro d'ordre de l'acte de décès.

Ces mentions sont faites en ce qui concerne le registre de l'année en cours et les exemplaires des registres des années écoulées conservés au chef-lieu de la circonscription administrative, par l'Administrateur-Maire, le Chef de circonscription administrative ou l'agent d'état civil, en ce qui concerne les registres des années écoulées conservés au greffe du tribunal colonial d'appel, par le greffier de ce tribunal. A cet effet le Chef de circonscription administrative donne avis au greffier de l'acte ou du jugement à mentionner. Il informe également, si besoin, l'agent de l'état civil et réciproquement.

Dans le cas où un acte doit être mentionné sur les registres d'autres circonscriptions, le Chef de la circonscription administrative dans laquelle a été reçu ledit acte en donne avis aux Chefs des circonscriptions intéressées et au greffier du tribunal colonial d'appel.

Il en est de même au cas de divorce prononcé dans une circonscription administrative autre que celle où sont conservés les registres concernant les actes en marge desquels doit être mentionné le jugement de divorce.

CHAPITRE IV

Rectification et reconstitution des actes de l'État civil.

ART. 16. — La reconstitution et la rectification des actes de l'état civil ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'un jugement.

Il y a lieu à reconstitution dans les cas de perte ou de destruction totale ou partielle des registres et dans le cas de déclaration n'ayant pu être reçue par suite de l'expiration du délai prévu aux articles 12 et 14.

Il y a lieu à rectification dans le cas de déclaration fautive ou erronée.

Les tribunaux du premier degré sont seuls compétents en premier ressort en matière d'état civil des personnes régies par les coutumes locales.

ART. 17. — La demande en reconstitution ou en rectification peut être faite par la personne que l'acte concerne et par toute personne ayant à cette reconstitution ou rectification un intérêt né et actuel.

Elle peut également être faite par l'autorité administrative.

La demande est portée devant le tribunal du premier degré dans le ressort duquel se trouve la circonscription administrative où l'acte a été ou aurait dû être reçu.

Elle est instruite et il est statué conformément aux règles posées à la section II du chapitre premier, du titre II du décret du 21 avril 1933 susvisé.

Il peut être fait appel du jugement par les personnes indiquées au premier alinéa de l'article 17 et par l'autorité administrative.

L'appel sera porté devant le Tribunal du 2^e degré.

ART. 18. — Le dispositif de tout jugement de rectification d'acte de l'état civil devenu définitif est transcrit d'office à la diligence du chef de la circonscription administrative au dos de la souche sur laquelle figure l'acte rectifié.

Cette dernière transcription est faite également par le greffier du tribunal colonial d'appel sur le volant n^o 1 par lui conservé.

A ces fins, copie du dispositif à transcrire est adressée par le président du tribunal qui a statué, au Chef de la circonscription administrative intéressée, ainsi qu'au greffier du tribunal colonial d'appel.

Le dispositif de tout jugement de reconstitution ou supplétif d'acte d'état civil devenu définitif est transcrit d'office dans les mêmes formes à sa date, au dos de la souche sur le registre de l'année en cours du lieu où a été dressé l'acte détruit ou perdu, ou sur le registre de l'année où la déclaration aurait dû être faite.

ART. 19. — Les tribunaux statuant en matière d'état civil seront tenus de consulter, préalablement à leur décision, les recensements administratifs les plus récents, dont les indications feront loi jusqu'à preuve du contraire.

CHAPITRE V

Dispositions spéciales.

ART. 20. — Les chefs de famille, de quartier et de village sont tenus de s'assurer dans les délais ci-dessus impartis que les déclarations des naissances et des décès ont été régulièrement faites. Le cas échéant, ils y suppléent d'office.

ART. 21. — Les régisseurs de prisons, les directeurs d'hôpitaux, de cliniques, d'asiles, etc., sont tenus de déclarer les naissances ou décès survenus dans leurs établissements.

A l'occasion de la célébration de baptêmes, mariages et funérailles religieux, le célébrant doit s'enquérir auprès des intéressés ou de leur famille, suivant le cas, si l'acte d'état civil a été dressé. Dans la négative, il doit, à l'issue de la cérémonie, adresser au Chef de la circonscription administrative un bulletin sur lequel il aura inscrit les indications qu'il possède sur l'état civil des intéressés.

ART. 22. — Les dispositions du présent titre sont obligatoires en ce qui concerne les naissances et les décès :

1^o Pour les habitants des centres d'état civil et des villages territorialement rattachés à chaque centre par décision du Commissaire de la République prise en exécution de l'article premier du présent arrêté.

Dans les localités non rattachées territorialement à un centre d'état civil, les déclarations restent facultatives. Elles peuvent être reçues à la demande des intéressés, dans le centre d'état civil le plus rapproché de leur résidence. Toutefois, par arrêté pris sur proposition des Chefs de circonscription, et au fur et à mesure de la création de nouveaux centres d'état civil, le caractère obligatoire des déclarations de naissances et de décès sera progressivement étendu à la totalité des villages du Territoire.

2^o Quel que soit le lieu de leur domicile :

a) Pour les fonctionnaires, employés ou agents de l'Administration et du commerce, leurs conjoints et leurs descendants ;

b) Pour les chefs supérieurs, de canton et de village, leurs conjoints et leurs descendants ;

c) Pour les membres de l'Assemblée Territoriale, des Conseils de circonscription, des Commissions municipales et des tribunaux, leurs conjoints et leurs descendants ;

d) Pour les descendants de personnes ayant fait l'objet d'une déclaration d'état civil.

ART. 23. — Les déclarations de mariage sont facultatives.

ART. 24. — Les recensements administratifs les plus récents devront être utilisés en vue de contrôler la réalité et la véracité des déclarations et de rechercher les fraudes, les abstentions et les erreurs d'inscription.

ART. 25. — Il est institué un livret d'état civil pour les fonctionnaires, employés et agents de l'Administration, ainsi que pour toute personne qui en fera la demande.

Un arrêté d'application déterminera les conditions dans lesquelles ce livret sera établi et distribué.

Acte de notoriété.

ART. 26. — A compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il ne sera plus délivré d'acte de notoriété pour les naissances et les décès qui n'auront pas fait l'objet d'une déclaration dans les délais prévus par les articles 12 et 14 ci-dessus.

Seul pourra intervenir dans ce cas un jugement du tribunal du premier degré dans les conditions et formes déterminées aux articles 16, 17 et 18 ci-dessus.

Les actes de notoriété établis antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, et conformément aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté du 10 novembre 1938, demeurent valables, et peuvent faire l'objet de l'homologation prévue par l'article 22 du texte précité.

TITRE III

CHAPITRE PREMIER

De la délivrance des copies des actes de l'état civil et des actes de notoriété.

ART. 27. — Il est délivré à toute personne de statut autochtone qui en fait la demande, copie des actes qui la concernent. Copie peut également être délivrée aux ascendants, descendants, conjoints et héritiers dont la qualité aura été reconnue.

Elle est délivrée aux demandeurs sur timbre et à leurs frais, conformément à la législation en vigueur, par les chefs des circonscriptions administratives, les administrateurs-maires, les agents d'état civil ou le greffier du tribunal colonial d'appel qui doivent la certifier conforme au registre, la signer et y apposer le cachet de la circonscription, du centre d'état civil ou du greffe.

Cette disposition ne s'applique pas à la délivrance de la copie établie au moment où l'acte est dressé. Cette délivrance est gratuite.

Copie sera délivrée également gratuitement :

- 1° En cas d'indigence dûment constatée ;
- 2° Pour les actes de naissance, en vue de la constitution des dossiers scolaires.

Toute copie d'acte de notoriété délivrée sur timbre est aux frais du demandeur.

ART. 28. — Les autorités administratives et judiciaires peuvent obtenir copie de tout acte de l'état civil ou acte de notoriété. Cette copie est établie comme il est dit aux articles précédents, mais sur papier libre et sans frais.

De la vérification des registres.

ART. 29. — Les registres tenus dans les centres d'état civil sont obligatoirement visés une fois par mois par le Chef de Subdivision et contrôlés par le Commandant de Cercle et l'Inspecteur des affaires administratives au cours de leurs tournées.

Au cours du premier trimestre de chaque année le Procureur de la République près le tribunal colonial d'appel procède à la vérification des registres de l'année écoulée déposés au greffe du tribunal colonial d'appel.

Il adresse son rapport de vérification au Commissaire de la République et lui présente les propositions nécessaires pour les rectifications qu'il juge utiles.

TITRE IV

Recensements.

ART. 30. — La population est soumise à des recensements périodiques effectués par les chefs de circonscription administrative ou par leurs adjoints.

Les recensements sont effectués par familles, en présence des Chefs de canton, de villages, de quartiers.

ART. 31. — Seront notamment inscrits sur les recensements tous renseignements utiles permettant l'identification des personnes, et portant sur la filiation, la date et le lieu de naissance, les mariages et les divorces.

ART. 32. — Dans les localités non rattachées territorialement à un centre d'état civil, il sera délivré, sur sa demande, à toute personne autre que celles énumérées à l'article 23, 2° et qui n'aura pas fait l'objet d'une déclaration facultative d'état civil, un bulletin de recensement portant toutes indications la concernant, contenues dans les recensements.

TITRE V

Sanctions.

ART. 33. — Toute personne convaincue d'avoir formulé une assertion sciemment inexacte, à l'occasion d'une des déclarations de l'état civil prévues au présent arrêté, qu'elles soient obligatoires ou facultatives, ou à l'occasion d'un recensement, sera punie d'un emprisonnement de 1 à 15 jours et d'une amende de 1 à 1.200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 34. — Sera punie d'une amende de 1 à 1.200 francs toute personne qui, tenue aux termes du présent arrêté, de faire obligatoirement les déclarations à l'état civil, aura omis de les faire.

Sera punie d'une amende de 1 à 600 francs toute personne qui, sauf excuse valable, ne se sera pas présentée aux recensements prescrits par l'autorité administrative.

ART. 35. — Le présent arrêté sera mis en application le 1^{er} juillet 1954.

ART. 36. — Toute disposition contraire au présent arrêté est abrogée.

ART. 37. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRÊTÉ N° 381-54/AP. du 16 avril 1954 portant création du Cercle de Bassari.

ARTICLE PREMIER. — Le Cercle de Sokodé tel qu'il est défini par l'arrêté n° 120/APA. du 2 mars 1945 est supprimé.

ART. 2. — La Subdivision de Bassari telle qu'elle est délimitée et définie par l'article 4 de l'arrêté n° 120/APA du 2 mars 1945 susvisé est érigée en Cercle sous l'autorité directe du Commissaire de la République.

ART. 3. — Le nouveau Cercle de Bassari est constitué par la Subdivision de Bassari telle qu'elle est définie par l'arrêté n° 120/APA du 2 mars 1945 et les textes subséquents.

ART. 4. — A l'intérieur du territoire du nouveau cercle de Bassari toutes les affaires correctionnelles et de simple police continueront à être du ressort de la justice de Paix à compétence étendue de Sokodé.

ART. 5. — Le nouveau cercle de Sokodé sera constitué par l'ancienne Subdivision de Sokodé telle qu'elle était définie par l'arrêté n° 120/APA du 2 mars 1945.

ART. 6. — Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} mai 1954.

ARRÊTÉ N° 985-54/AP. du 18 novembre 1954 portant création d'une Subdivision à Niamtougou.

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le ressort territorial du Cercle de Lama-Kara une Subdivision à Niamtougou.

ART. 2. — La Subdivision de Niamtougou est constituée par les cantons de Niamtougou, Siou, Défalé, Massédéna, Léon, Alloum, Kadjalla et Pouda.

ART. 3. — Le présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera, sera rendu applicable pour compter du 1^{er} janvier 1955.

ARRÊTÉ N° 986-54/AP. du 18 novembre 1954 portant création de la Subdivision de Nuatja (Cercle du Centre).

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le ressort territorial du Cercle du Centre une Subdivision ayant pour chef-lieu Nuatja.

ART. 2. — La Subdivision de Nuatja est constituée par les cantons de Nuatja, Tohoun et Kpéklémé.

ART. 3. — Le présent arrêté qui sera rendu applicable pour compter du 1^{er} janvier 1955, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRÊTÉ N° 987-54/AP. du 18 novembre 1954 portant création d'une Subdivision à Tabligbo (Cercle d'Anécho).

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le ressort territorial du Cercle d'Anécho une Subdivision ayant pour chef-lieu Tabligbo.

ART. 2. — La Subdivision de Tabligbo est constituée par les villages de :

Ahépé Akposso.	Lakatakondji.
Ahépé Apédomé.	Sikakondji.
Ahépé Assiko.	Sikpé Adégoun.
Ahépé Kpowla.	Sikpé Afidégnon.
Ahépé Nuatchen.	Tabligbo.
Akladjénou.	Tchêkpo Anagali
Awouté-Kondji.	Tchêkpo Dédékpoe.
Djrèkpon.	Tchêkpo Dédé.
Essé Godjin.	Tchêkpo Hédémi.
Essé Anna.	Tokpli.
Essé Zogbédjé.	Tométikondji.
Gboto Eklohomé.	Zafi Dokor.
Gboto Vodougbe.	Zafi Etchavi.
Gboto Zévé.	Zafi Etchrami.
Kouvé.	Zafi Kpondavé.
Kouvé Atran.	

ART. 3. — Le présent arrêté qui sera applicable pour compter du 1^{er} janvier 1955, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

N° 1041-54/C. — Par arrêté du 7 décembre 1954 est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 54-1177 du 23 novembre 1954 portant réorganisation du conseil du contentieux administratif du Territoire du Togo sous tutelle française.

DÉCRET N° 54-117 du 23 novembre 1954 portant réorganisation du conseil du contentieux administratif du territoire du Togo sous tutelle française.

ARTICLE PREMIER. — Dans le territoire du Togo sous tutelle française, le conseil du contentieux administratif est composé :

Du magistrat du siège le plus ancien dans le grade le plus élevé présent dans le territoire, président ;

De deux fonctionnaires des cadres généraux ou locaux, comptant dix années de services effectifs, autant que possible licenciés en droit.

ART. 2. — Les fonctions de commissaire du Gouvernement près le conseil sont exercées par un fonctionnaire des cadres généraux ou locaux, comptant dix années de services effectifs, autant que possible licencié en droit.

Les fonctions de secrétaire du conseil du contentieux sont remplies par un fonctionnaire des cadres généraux ou locaux.

ART. 3 — Le conseil comprend, en outre, des membres suppléants en nombre égal à celui des titulaires et remplissant les mêmes conditions que ceux-ci. En cas d'absence ou d'empêchement des titulaires, les membres suppléants sont appelés à siéger dans l'ordre du tableau.

Les suppléants se substituent entièrement aux titulaires empêchés ou absents. Ils peuvent lire à l'audience le rapport rédigé antérieurement par le titulaire.

ART. 4. — Les membres, à quelque titre que ce soit, du conseil du contentieux sont nommés pour une durée de deux ans, renouvelable, par arrêté du commissaire de la République.

Les nominations des membres du conseil sont prononcées après avis du président.

Aucun membre du conseil ne peut être muté sans l'assentiment du président.

Il est pourvu, dans le délai d'un mois, à toute vacance survenue au sein du conseil.

ART. 5. — Les membres du conseil du contentieux prennent rang dans l'ordre suivant :

Le président ; les conseillers ; le commissaire du Gouvernement.

ART. 6. — Des arrêtés du commissaire de la République rendus après avis du président du conseil du contentieux et du commissaire du Gouvernement règlent le nombre, la durée et la tenue des audiences, ainsi que le fonctionnement du greffe du conseil et toutes modalités d'application du présent décret.

ART. 7. — Il n'est pas dérogé, en ce qui concerne le territoire du Togo sous tutelle française, aux autres dispositions du décret du 5 août 1881 et textes subséquents.

ART. 8. — L'article 5 du décret n° 46-6 du 3 janvier 1946 est abrogé.

ART. 9. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux Journaux officiels de la République française et du Togo et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

B. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE

ARRÊTÉ N° 233-54/SG/AG portant modification de l'arrêté N° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo.

ARTICLE PREMIER. — L'article 56 de l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo est modifié comme suit :

4° Les dépenses des services dont la commune a la charge : police municipale, service des eaux, de la voirie communale, des halles, marchés et abattoirs publics, des cimetières et de l'inhumation des indigents de l'enseignement primaire, de l'hospitalisation des indigents, d'hygiène, de l'éclairage urbain... etc.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

C. — FONCTION PUBLIQUE

DÉCRET du 29 mars 1954 portant réorganisation de la caisse locale de retraites du Togo.

ARTICLE PREMIER. — Ont droit au bénéfice des dispositions du présent décret, les personnels organisés par arrêté du chef de territoire et dont le statut ne permet pas l'affiliation à la caisse de retraites de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Les bénéficiaires du présent règlement supportent une retenue de 6 % sur les sommes payées à titre de traitement fixe, de supplément définitif de traitement faisant corps avec le traitement figurant sur une liste établie après avis conforme du ministre de la France d'outre-mer.

Ne sont pas soumises à retenue de 6 % les allocations accordées à titre de gratifications, les indemnités pour travaux supplémentaires et cherté de vie, les indemnités de résidence, les avantages familiaux de toute nature, ainsi que les indemnités allouées pour l'exécution de travaux n'entrant pas dans les attributions normales des agents, les subventions obligatoires ou facultatives des diverses collectivités et les indemnités spéciales ou représentatives de dépenses.

En cas de perception d'un traitement réduit pour cause de congé, d'absence ou pour mesure disciplinaire, la retenue est perçue sur le traitement entier.

Aucune pension ne peut être concédée si le versement des retenues exigibles n'a pas été effectué.

Sauf dispositions réglementaires contraires, toute perception d'un traitement est soumise au prélèvement de la retenue visée au premier alinéa du présent article, même si les services ainsi rémunérés ne sont pas susceptibles d'être pris en compte pour la constitution du droit ou pour la liquidation de la pension.

Les retenues réglementaires perçues ne peuvent être répétées. Celles qui ont été irrégulièrement prélevées n'ouvrent aucun droit à pension mais peuvent être remboursées sans intérêt sur la demande des ayants droit.

ART. 3. — I. — Les bénéficiaires du présent décret ne peuvent prétendre à pension qu'après avoir été préalablement admis à faire valoir leurs droits à la retraite, soit d'office, soit sur leur demande, formulée par écrit au moins six mois à l'avance.

Ils ne peuvent être mis d'office à la retraite pour ancienneté de service avant la date à laquelle ils atteignent la limite d'âge qui leur est applicable, sauf s'il est reconnu par le chef du territoire que l'intéressé est dans l'impossibilité de continuer l'exercice de ses fonctions, après avis de la commission de réforme prévue à l'article 16 du présent règlement ou dans le cas d'insuffisance professionnelle après observation des formalités statutaires.

II. — A défaut de demande de l'intéressé, celui-ci doit être admis d'office à la retraite dès qu'il atteint la limite d'âge qui lui est applicable.

L'admission à la retraite est prononcée par le chef du territoire, après avis conforme, en ce qui concerne le droit à pension, du chef du bureau des finances.

III. — Les services accomplis postérieurement à la limite d'âge ne peuvent être pris en compte dans une pension.

IV. — Si aucune limite d'âge n'est déterminée par le statut particulier, les services valables pour la retraite sont arrêtés à l'âge de soixante ans.

TITRE PREMIER

SECTION I. — Constitution du droit à pension d'ancienne ou proportionnelle.

ART. 4. — I. — Le droit à pension pour ancienneté de services est acquis lorsque se trouve remplie, à la cessation de l'activité la double condition de soixante ans d'âge et de trente ans de services effectifs.

II. — Est dispensé de la condition d'âge fixée au paragraphe 1^{er} du présent article, l'agent qui est reconnu par le chef du territoire, après avis de la commission de réforme prévue à l'article 16, hors d'état de continuer ses fonctions.

III. — En vue d'une mise à la retraite anticipée, ces âges et durée de service sont réduits d'un temps égal à la moitié des périodes ouvrant droit, pour les fonctionnaires anciens combattants au bénéfice des campagnes doubles au cours d'une guerre ou d'une expédition déclarée campagne de guerre.

La pension est alors calculée proportionnellement à la durée des services.

IV. — Le droit à pension proportionnelle est acquis :

1^o Sans condition d'âge ni de durée de services aux fonctionnaires mis à la retraite dans les conditions prévues à l'article 15 du présent décret ;

2^o Sans condition de durée de services aux agents qui atteignent la limite d'âge de leur emploi ou l'âge de soixante ans sans pouvoir prétendre à pension d'ancienneté ;

3^o Si elles ont effectivement accompli au moins quinze années de service aux agents féminins mariés ou mères de famille.

SECTION II. — Éléments constitutifs, services et bonifications.

ART. 5. — L'âge exigé pour le droit à pension d'ancienneté est réduit :

1^o D'un an pour chaque période de trois ans de services civils accomplis par les tributaires du présent régime dans une zone différente de leur zone d'origine, lesdites zones étant déterminées comme suit :

1^{re} zone : Afrique-Occidentale Française, Afrique-Équatoriale Française, Togo, Cameroun.

2^e zone : Madagascar, Comores.

3^e zone : Côte française des Somalis.

4^e zone : Nouvelles-Hébrides.

5^e zone : Îles Wallis et Futuna.

6^e zone : Établissements français de l'Océanie.

7^e zone : Nouvelle-Calédonie.

2^o D'un an pour les agents féminins au titre de chacun des enfants qu'ils ont eus.

ART. 6. — Les services pris en compte pour la constitution du droit à pension d'ancienneté ou proportionnelle sont :

1^o Les services accomplis en qualité d'agent titulaire à partir de l'âge de dix-huit ans ;

2^o Les services de stage rendus à partir de l'âge de dix-huit ans à condition qu'ils aient donné lieu au versement des retenues réglementaires ;

3^o Les services auxiliaires, temporaires ou de contractuel, dûment validés accomplis dans les différents services et administrations du territoire à partir de l'âge de dix-huit ans, sous réserve du versement rétroactif, lors de l'admission définitive dans les cadres, de la retenue réglementaire calculée sur les émoluments attachés au premier emploi de fonctionnaire titulaire. La validation doit être demandée dans le délai d'un an suivant la nomination à un emploi comportant affiliation au présent régime ;

4^o Les services militaires accomplis dans les armées de terre, de mer et de l'air, à l'exclusion de ceux effectués avant l'âge de seize ans ;

5^o Sous réserve de réciprocité, les services accomplis dans les cadres permanents des administrations de l'État, des départements, des communes et des établissements publics départementaux, ainsi que les services effectués dans les cadres locaux permanents des administrations

de l'Algérie, des territoires d'outre-mer et autres territoires et pays de l'Union française ;

6° Les services accomplis sous le régime spécial de retraites attribué aux agents de forces de police du territoire.

ART. 7. — Les services civils rendus par les tributaires du présent régime hors de leur zone d'origine sont comptés pour la moitié en sus de leur durée effective lorsqu'ils ont été accomplis dans l'une des cinq premières zones fixées à l'article 5, pour un tiers dans les deux autres zones.

Les femmes fonctionnaires obtiennent une bonification de service d'un an pour chacun des enfants qu'elles ont eus.

ART. 8. — I. — Les bonifications d'âge et de services prévues par le présent décret ne peuvent être imposées d'office aux ayants droit en dehors des garanties prévues à l'article 4, paragraphes II et III, pour la dispense des conditions d'âge ou aux articles 15 et suivants relatifs à la mise à la retraite pour invalidité.

II. — Les bonifications permettant une réduction de la durée des services requise pour l'ouverture du droit à pension peuvent se cumuler entre elles sans qu'en aucun cas la durée des services exigée à l'article 4, I, puisse se trouver réduite de plus d'un cinquième.

ART. 9. — L'exception des périodes passées en congé de maladie ou congé de longue durée prévus par les dispositions statutaires applicables aux tributaires du présent régime de retraite, le temps passé dans toute position ne comportant pas l'accomplissement de services effectifs ne peut entrer en compte pour la constitution du droit à pension.

TITRE II

SECTION I. — *Liquidation de la pension d'ancienneté et proportionnelle.*

ART. 10. — Les services et bonifications pris en compte pour la liquidation d'une pension d'ancienneté ou proportionnelle sont :

1° Les services et bonifications énumérés aux articles 6, 7 et 8 ci-dessus exception faite de ceux déjà rémunérés par une pension ou une solde de réforme ;

2° Les bénéfices de campagne, dans les mêmes conditions que pour les fonctionnaires de l'État tributaires de la loi du 20 septembre 1948.

SECTION II. — *Décompte des annuités liquidables.*

ART. 11. — I. — Dans la liquidation d'une pension d'ancienneté ou proportionnelle sont comptés :

1° Pour leur durée effective :

A. — Les services militaires, à l'exclusion de ceux visés au paragraphe B (2°) ci-dessous ;

B. — Les bénéfices de campagne prévus à l'article 10 ci-dessus ;

2° Pour les cinq sixièmes seulement de leur durée effective :

A. — Les services civils ainsi que les bonifications prévues à l'article 10 ci-dessus ;

B. — Les services militaires lorsqu'ils constituent ou complètent les trente premières années de services valables dans la liquidation de la pension d'ancienneté.

II. — Dans le décompte final des annuités liquidables, la fraction de semestre égale ou supérieure à trois mois est comptée pour six mois. La fraction de semestre inférieure à trois mois est négligée.

III. — Le maximum des annuités liquidables dans la pension d'ancienneté est fixé à trente-sept annuités et demie.

Il peut être porté à quarante annuités :

a) Du chef des bonifications pour services accomplis dans une zone différente de la zone d'origine, dans les conditions prévues à l'article 7 ;

b) Du chef des bénéfices de campagnes doubles acquis dans les conditions fixées à l'article 10 ci-dessus.

IV. — Le maximum des annuités liquidables dans la pension proportionnelle est fixé à vingt-cinq annuités.

Il peut être porté :

a) A trente-sept annuités et demie du chef des bénéfices de campagnes simples acquis dans les conditions fixées à l'article 10 ci-dessus ;

b) A quarante annuités du chef des avantages fixés au paragraphe III du présent article.

SECTION III. — *Émoluments de base.*

ART. 12. — I. — La pension est basée sur les derniers émoluments soumis à retenue afférents à l'emploi de classe ou grade et échelon occupés effectivement depuis six mois au moins par le fonctionnaire au moment de son admission à la retraite, ou dans le cas contraire, sauf s'il y a eu rétrogradation par mesure disciplinaire, sur les émoluments soumis à retenue, afférents à l'emploi et classe ou grade et échelon antérieurement occupés.

Le délai de six mois ne sera pas opposé lorsque la mise hors service ou le décès d'un fonctionnaire se sera produit par suite d'un accident survenu en service à l'occasion du service.

II. — Pour les emplois et classes ou grades et échelon supprimés, des arrêtés en conseil du chef du territoire approuvés par le ministre de la France d'outre-mer régleront, dans chaque cas, leur assimilation avec les catégories existantes.

III. — Lorsque les émoluments définis au paragraphe précédent excèdent six fois le minimum vital, tel qu'il est défini à l'article 43, la portion dépassant cette limite n'est comptée que pour moitié.

SECTION IV. — *Calcul de la pension d'ancienneté ou proportionnelle.*

ART. 13. — I. — La pension d'ancienneté ou proportionnelle est fixée à 2 % des émoluments de base par annuité liquidable.

II. — La rémunération de l'ensemble des annuités liquidées conformément aux dispositions du paragraphe I ci-dessus ne peut être inférieure :

a) Dans une pension basée sur vingt-cinq annuités liquidables au moins de services effectifs ou de bonifications considérées comme tels, au minimum vital ;

b) Dans une pension basée sur moins de vingt-cinq annuités liquidables de services effectifs ou de bonifications considérées comme tels, au montant de la pension calculée à raison de 4 % du minimum vital, par annuité liquidable de ces seuls services ou bonifications.

III. — Si le montant définitif de la pension n'est pas un multiple de quatre, il est porté à celui de ces multiples immédiatement supérieur.

IV. — La pension d'ancienneté est majorée de 10 % en ce qui concerne les titulaires ayant élevé au moins trois enfants depuis leur naissance jusqu'à l'âge de seize ans et de 5 % par enfant au-delà du troisième, sans que le total de la pension majorée puisse excéder le montant des émoluments de base déterminés à l'article 12 ci-dessus.

Entrent en compte les enfants décédés par faits de guerre.

V. — A la pension d'ancienneté ou à la pension proportionnelle visée à l'article 4 (IV, 1^o) ci-dessus, s'ajoutent, le cas échéant, les avantages familiaux servis aux agents en activité, à l'exclusion des suppléants rattachés tant aux traitements qu'à l'indemnité de résidence.

VI. — Pour un même enfant, les avantages prévus aux paragraphes IV et V ci-dessus ne sont pas cumulables entre eux.

TITRE III

Jouissance de la pension d'ancienneté ou proportionnelle.

ART. 14. — I. — La jouissance de la pension d'ancienneté ou proportionnelle est immédiate dans les cas visés à l'article 4 (I, II, III, IV, 1^o et 2^o) et à l'article 45 (I) et ne peut être antérieure à la date de la décision d'admission à la retraite.

II. — La jouissance de la pension proportionnelle pour les femmes fonctionnaires visées à l'article 4 (IV, 3^o) est différée jusqu'à l'époque où elles auraient acquis le droit à pension d'ancienneté, compte tenu, éventuellement, des réductions d'âge et de services, par le jeu des bonifications prévues par le présent décret, ou auraient été atteints par la limite d'âge si elles étaient restées en fonction.

Toutefois, elle est immédiate lorsque les intéressées sont mères de trois enfants vivants ou décédés par faits

de guerre ou lorsqu'il est justifié, dans les formes prévues à l'article 15, qu'elles-mêmes ou leur conjoint sont atteints d'une infirmité ou maladie incurable les plaçant dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions.

La limite d'âge visée à l'alinéa I ci-dessus est celle afférente au moment de l'admission à la retraite des intéressés à l'emploi alors occupé.

TITRE IV

Invalidité.

SECTION I. — *Dispositions communes.*

ART. 15. — L'agent qui se trouve dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer ses fonctions par suite de maladie, blessure ou infirmité grave dûment établie peut être admis à la retraite soit d'office, soit sur sa demande.

Cette mise à la retraite sera prononcée à l'expiration des congés de maladie ou des congés de longue durée dont l'agent bénéficiait en vertu des dispositions statutaires qui lui sont applicables. Toutefois, elle ne pourra pas avoir une date d'effet postérieure à la limite d'âge de l'agent ou, éventuellement, à l'âge limite déterminé à l'article 3 (IV).

ART. 16. — I. — La réalité des infirmités invoquées, leur imputabilité au service, les conséquences ainsi que le taux d'invalidité qu'elles entraînent sont appréciés par une commission de réforme dont la composition est fixée ainsi qu'il suit :

Le secrétaire général du Gouvernement ou son délégué, président ;

Le chef du bureau du personnel ;

Deux médecins militaires ou du cadre local assermentés désignés chaque année par arrêté du gouverneur ;

Deux agents du même cadre que l'intéressé et élus par leurs collègues.

II. — Les causes, la nature et les suites des blessures ou affections sont justifiées par des procès-verbaux et certificats d'origine et l'incurabilité par des procès-verbaux et certificats de visite et de contre-visite établis par des commissions administratives dont la composition est fixée par arrêté du Chef du territoire.

III. — L'intéressé a le droit de prendre connaissance de son dossier et de faire entendre par la commission un médecin de son choix.

IV. — Le pouvoir de décision appartient, en tout état de cause, au chef du territoire.

ART. 17. — Lorsque la cause d'une infirmité est imputable à un tiers, la caisse est subrogée de plein droit à la victime ou à ses ayants cause dans leur action contre le tiers responsable pour le remboursement des prestations versées.

ART. 18. — Lorsque le statut particulier de l'agent prévoit la position de détachement, les agents en service détaché bénéficient des dispositions de l'article 22.

Toutefois, pourront éventuellement prétendre aux avantages visés aux articles 20 et 21 ceux qui auraient été détachés pour exercer une fonction publique élective ou un mandat syndical lorsque la fonction ou le mandat comporte des obligations empêchant d'assurer normalement l'exercice de la fonction.

ART. 19. — Le bénéfice du présent régime de retraite est exclusif de tout autre avantage accordé, à quelque titre que ce soit, et notamment de l'invalidité

SECTION II. — *Invalidité résultant de l'exercice des fonctions.*

ART. 20. — I. — L'agent qui a été mis dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer ses fonctions par suite d'infirmités résultant de blessures ou de maladie contractées ou aggravées soit en service, soit en accomplissant un acte de dévouement dans un intérêt public, soit en exposant ses jours pour sauver la vie d'une ou plusieurs personnes, a droit suivant le cas, à la pension d'ancienneté ou à la pension proportionnelle prévues à l'article 4 (I et IV).

II. — L'intéressé bénéficie, en outre, d'une rente viagère d'invalidité cumulable avec la pension prévue au paragraphe I ci-dessus, sans toutefois que le total de ces deux avantages puisse excéder le montant des émoluments de base déterminés à l'article 12.

III. — Le montant de la rente d'invalidité est fixé à la fraction du minimum vital égal au pourcentage d'invalidité. Toutefois, en cas d'aggravation d'une infirmité préexistante, le taux d'invalidité à prendre en considération doit être apprécié par rapport à la validité restante.

IV. — Le taux d'invalidité est déterminé compte tenu du barème indicatif fixé par le décret n° 49-1075 du 27 juillet 1949.

V. — La rente d'invalidité est liquidée, concédée et payée dans les mêmes conditions et suivant les mêmes modalités que la pension.

VI. — Le total de la pension proportionnelle, ou, s'il y a lieu, de la pension d'ancienneté et de la rente d'invalidité est élevé au montant de la pension basée sur trente-sept annuités et demie liquidables lorsque le fonctionnaire est mis à la retraite à la suite d'un attentat ou d'une lutte dans l'exercice de ses fonctions et qu'il est atteint d'un taux d'invalidité rémunérable au moins égal aux deux tiers.

ART. 21. — Le total de la pension d'invalidité et de la rente d'invalidité attribuée à un fonctionnaire envoyé d'un pays autre que ceux énumérés à l'article 5, et mis à la retraite pour maladie endémique contractée en service dans le territoire où il exerce ses fonctions, ne pourra être inférieur à la pension fixée à 50 % des émoluments de base afférents au dernier traitement d'activité, augmenté de la liquidation des annuités pour bonifications prévues à l'article 10.

SECTION III. — *Invalidité ne résultant pas de l'exercice des fonctions.*

ART. 22. — Lorsque l'invalidité ne résulte pas de blessures ou de maladie contractées ou aggravées en service, l'agent a droit à la pension proportionnelle prévue à l'article 4 (IV, 1°).

Toutefois, les blessures ou les maladies doivent avoir été contractées au cours d'une période pendant laquelle l'intéressé acquerrait des droits à pension.

TITRE V

Pensions des veuves et orphelins.

ART. 23. — I. — Les veuves des fonctionnaires ont droit à une pension égale à 50 % de la pension d'ancienneté ou proportionnelle obtenue par le mari ou qu'il aurait obtenue le jour de son décès et augmentée, le cas échéant, de la moitié de la rente d'invalidité dont il bénéficiait ou aurait pu bénéficier.

II. — A la pension de la veuve correspondant à une pension d'ancienneté du mari, s'ajoute éventuellement, lorsque la veuve est la mère des enfants ouvrant droit à une majoration prévue à l'article 13 (IV), à la moitié de la majoration.

III. — Le droit à pension de veuve est subordonné à la condition :

Si le mari a obtenu ou pouvait obtenir soit une pension d'ancienneté, soit une pension proportionnelle accordée dans le cas prévu à l'article 4 (IV, 2°), que le mariage ait été contracté deux ans au moins avant la cessation de l'activité du mari, sauf si un ou plusieurs enfants sont issus du mariage antérieur à ladite cessation ;

Si le mari a obtenu ou pouvait obtenir une pension proportionnelle accordée dans les conditions prévues à l'article 4 (IV, 1°) ; que le mariage soit antérieur à l'événement qui a amené la mise à la retraite ou la mort du mari.

Toutefois, au cas de mise à la retraite d'office par suite de l'abaissement des limites d'âge, il suffit que le mariage soit antérieur à la mise à la retraite et ait été contracté deux ans au moins avant, soit la limite d'âge fixée par la réglementation en vigueur au moment où il a été contracté, soit le décès du mari si ce décès survient antérieurement à ladite limite d'âge.

IV. — Nonobstant la condition d'antériorité prévue au paragraphe III du présent article, et si le mariage antérieur ou postérieur à la cessation de l'activité a duré au moins six années, le droit à pension de la veuve est reconnu lorsque le mari a obtenu ou pouvait obtenir au moment de son décès une pension d'ancienneté. L'entrée en jouissance de la pension est éventuellement différée jusqu'à l'époque où la veuve atteindra l'âge de cinquante-cinq ans.

Au cas d'existence, au moment du décès du mari, d'un ou plusieurs enfants issus du mariage, le droit à pension de la veuve est acquis après une durée de trois années

seulement de ce mariage et la jouissance de la pension est immédiate.

V. — Les veuves non remariées qui, lors du décès de leur mari survenu antérieurement à la promulgation du présent décret, remplissaient les conditions exigées ci-dessus, bénéficieront d'une allocation annuelle calculée à raison de 1,5 % du minimum vital défini à l'article 43 ci-après, par année de service effectif accomplie par le mari à l'exclusion de toute bonification considérée comme telle.

Toutefois, ce droit est subordonné à la condition qu'au moment du décès du mari il n'existait ni femme divorcée ni enfant issu du mariage ou d'un mariage antérieur ouvrant droit à pension.

La demande d'allocation doit, à peine de déchéance, être formulée dans l'année de la promulgation du présent décret.

VI. — Chaque orphelin a droit jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans révolus et sans condition d'âge s'il est atteint d'une infirmité permanente le mettant dans l'impossibilité de gagner sa vie, à une pension égale à 10 % de la pension d'ancienneté ou proportionnelle obtenue par le père ou qu'il aurait obtenue le jour de son décès et augmentée, le cas échéant, de 10 % de la rente d'invalidité dont il bénéficiait ou aurait pu bénéficier, sans que le total des émoluments attribués à la mère et à l'orphelin puisse excéder le montant de la pension, et, éventuellement, de la rente d'invalidité attribuées ou qui auraient été attribuées au père. S'il y a excédent, il est procédé à la réduction temporaire des pensions d'orphelins.

VII. — Au cas de décès de la mère, ou si celle-ci est inhabile à obtenir une pension ou déchu de ses droits, les droits définis au paragraphe 1^{er} du présent article passent aux enfants âgés de moins de vingt et un ans révolus et la pension de 10 % est maintenue à partir du deuxième à chaque enfant mineur dans la limite du maximum fixé au paragraphe précédent.

Les enfants atteints d'une infirmité permanente et incurable les mettant dans l'impossibilité de gagner leur vie sont assimilés aux enfants mineurs.

VIII. — Les pensions attribuées aux enfants ne peuvent pas, au total, être inférieures au montant des avantages familiaux dont aurait bénéficié le père, en exécution de l'article 13, paragraphe V, s'il avait été retraité.

IX. — Les enfants naturels reconnus et les enfants adoptifs sont assimilés aux orphelins de père et de mère.

X. — Le droit à pension d'orphelin est subordonné à la condition que la mise à la retraite ou la radiation des cadres de leur père soit postérieure :

Pour les enfants légitimes, au mariage dont ils sont issus, ou à leur conception ;

Pour les enfants naturels reconnus, à leur conception ;

Pour les orphelins adoptés, à l'acte d'adoption ou au jugement de légitimation adoptive. Dans ce cas, les conditions d'antériorité prévues au paragraphe III ci-dessus pour le mariage sont exigées au regard de l'acte ou du jugement.

Nonobstant la condition d'antériorité prévue au présent paragraphe, le droit à pension d'orphelin est reconnu aux enfants légitimes issus du mariage et contracté dans les conditions visées au paragraphe IV, quelles qu'en aient été la date ou la durée.

XI. — Est interdit, du chef d'un même enfant, le cumul de plusieurs accessoires de traitement, solde, salaire et pension servis par la caisse locale de retraites de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, l'Etat, les collectivités publiques et les organismes de prévoyance collectifs ou obligatoires, aux intéressés et leur conjoint.

XII. — Les veuves remariées ou vivant en état de concubinage notoire percevront, sans augmentation de taux, les émoluments dont elles bénéficiaient antérieurement à leur nouvel état.

XIII. — Au cas où les veuves visées au paragraphe XII du présent article et au paragraphe II de l'article ci-après ainsi que les femmes divorcées visées au paragraphe II (2^e et 3^e alinéa) de l'article 26 ci-après sont, soit décédées, soit inhabiles à obtenir une pension, soit déchues de leurs droits, la pension des orphelins, calculée d'après les dispositions du paragraphe VII du présent article est basée sur la pension dont le père aurait bénéficié.

ART. 24. — I. — Lorsqu'il existe une veuve, et des enfants mineurs de deux ou plusieurs lits, par suite d'un ou plusieurs mariages antérieurs du fonctionnaire, la pension de la veuve est maintenue au taux de 50 %, celle des orphelins est fixée pour chacun d'eux à 10 % dans les conditions prévues au paragraphe VI de l'article 23.

II. — Lorsque les enfants mineurs issus de plusieurs lits sont orphelins de père et de mère, la pension qui aurait été attribuée à la veuve au titre de l'article 17 (I) se partage par parties égales entre chaque groupe d'orphelins, la pension de 10 % des enfants étant, dans ce cas, attribuée dans les conditions prévues au paragraphe VI du même article.

ART. 25. — Les orphelins mineurs d'une femme fonctionnaire décédée en jouissance d'une pension ou d'une rente d'invalidité ou en possession de droits à une telle pension ou rente, par application des dispositions du présent règlement, ont droit, en cas de prédécès du père, à une pension ou rente dans les conditions prévues aux paragraphes II et VII de l'article 23.

Si le père est vivant, les enfants ont droit à une pension réglée pour chacun d'eux à raison de 10 % du montant de la pension et, le cas échéant, de la rente d'invalidité attribuées ou qui auraient été attribuées à la mère.

Il peut être, en l'espèce, fait application des dispositions de l'article 23, VIII.

ART. 26. — I. — La femme séparée de corps ou divorcée, lorsque le jugement n'a pas été prononcé exclusivement en sa faveur, ne peut prétendre à la pension de veuve ; les enfants, le cas échéant, sont considérés comme orphelins de père et de mère et ont droit à la pension déterminée à l'article 23, VII.

II. — En cas de divorce prononcé au profit exclusif de la femme, celle-ci a droit, ainsi que les enfants mineurs, à la pension définie à l'article 23, I.

Toutefois, la femme divorcée qui se remarie ou qui vit en état de concubinage notoire percevra, sans augmentation de taux, les émoluments dont elle bénéficiait antérieurement à son nouvel état.

La femme divorcée qui s'est remariée avant le décès de son premier mari perd son droit à pension.

III. — En cas de remariage du mari, si celui-ci a laissé une veuve ayant droit à la pension définie à l'article 23, I, cette pension est répartie entre la veuve et la femme divorcée, sauf renonciation volontaire de sa part, au prorata de la durée totale des années de mariage.

Le décompte de la durée des mariages sera déterminé suivant les dispositions de l'article 11, II. Il doit être fait état, en l'espèce, de la durée de chaque union, que le mari se soit trouvé ou non en activité de service.

En cas de décès de l'une des épouses, sa part accroîtra la part de l'autre sauf réversion du droit au profit des enfants mineurs.

La jouissance de la part de pension qui vient accroître celle de la veuve, par suite de la renonciation volontaire de la femme divorcée, sera immédiate si cette dernière n'a pas d'enfants mineurs.

Dans le cas contraire, l'entrée en jouissance sera différée jusqu'à la majorité du dernier enfant bénéficiant des dispositions de l'article 32, VII, du présent règlement.

ART. 27. — Le conjoint survivant d'une femme fonctionnaire peut prétendre à une pension égale à 50 % de la pension d'ancienneté ou proportionnelle obtenue par elle ou qu'elle aurait obtenue le jour de son décès, et augmentée, le cas échéant ; de la moitié de la rente d'invalidité dont elle bénéficiait ou aurait pu bénéficier si se trouve remplie la condition d'antériorité de mariage prévue au paragraphe III de l'article 23, et s'il est justifié, dans les formes fixées à l'article 16, qu'au décès de sa femme l'intéressé est atteint d'une infirmité ou maladie incurable le rendant définitivement incapable de travailler.

Cette pension ne peut, en s'ajoutant aux ressources propres du bénéficiaire, porter celles-ci au delà du minimum vital. Elle cesse d'être servie en cas de remariage du veuf ou s'il vit en état de concubinage notoire.

TITRE VI

Dispositions spéciales.

Veuves et orphelins des agents polygames,

ART. 28. — En ce qui concerne les agents non mariés sous le régime du code civil, la pension telle qu'elle est fixée par les articles 23, 24 et 25 ci-dessus, est accordée à leurs veuves et à leurs enfants âgés de moins de vingt et un ans, dans les conditions suivantes.

Cette pension est allouée à la famille et divisée par parts égales entre chaque lit représenté au décès de l'auteur par une veuve ou éventuellement par les orphelins mineurs.

Au cas où l'un de ceux-ci cesse d'être représenté, la part qui lui était attribuée est partagée entre les autres lits.

ART. 29. — Les parts attribuées aux orphelins sont versées aux personnes chargées de leur entretien.

ART. 30. — La preuve des naissances, mariages et autres mentions de l'état civil est faite selon les formes prévues par la réglementation en vigueur dans le territoire.

ART. 31. — Le droit à pension de la veuve n'existe pas s'il est de notoriété publique et dûment établi qu'elle a cessé la vie conjugale plus de trois ans avant le décès de son mari.

TITRE VII

Parts contributives.

ART. 32. — Lorsqu'un agent aura accompli les services prévus à l'article 6 (paragraphe 6^o) antérieurement à son affiliation à la caisse organisée par le présent décret, la pension sera, sous réserve des mesures de réciprocité prévues par l'organisme auquel cet agent appartenait antérieurement, liquidée par la caisse pour l'ensemble des services et la répartition faite proportionnellement à la durée des services valables au regard de chacun des régimes.

Sous réserve de l'accord préalable de la collectivité débitrice, la pension est concédée dans les formes prévues par le présent décret et servie par la caisse, sauf reversement par ladite caisse de la portion des arrérages mis à sa charge par l'arrêté de concession.

TITRE VIII

Dispositions diverses communes aux pensions et aux rentes viagères d'invalidité.

ART. 33. — I. — Les pensions et les rentes viagères d'invalidité instituées par le présent décret sont incessibles et insaisissables, sauf en cas de débet envers la caisse, l'Etat, les départements, communes ou établissements publics, l'Algérie, les services locaux des territoires d'outre-mer et de l'Union française ou pour les créances privilégiées aux termes de l'article 2101 du code civil et dans les circonstances prévues par les articles 203, 205, 206, 207 et 214 du même code.

II. — Les débet envers l'Etat, la caisse organisée par le présent décret, ainsi que les débet envers les autres collectivités publiques visées au précédent paragraphe rendent les pensions et les rentes viagères d'invalidité passibles de retenues jusqu'à concurrence d'un cinquième de leur montant. Il en est de même pour les

créances privilégiées de l'article 2101. Dans les autres cas prévus au précédent paragraphe, la retenue peut s'élever jusqu'au tiers du montant de la pension ou de la rente viagère d'invalidité. La retenue du cinquième et celle du tiers peuvent s'exercer simultanément.

III. — En cas de débet simultané envers deux ou plusieurs des collectivités publiques visées à l'alinéa I, les retenues doivent être effectuées en premier lieu au profit de la caisse.

ART. 34. — Lorsqu'un bénéficiaire du présent règlement, titulaire d'une pension ou d'une rente viagère d'invalidité, a disparu de son domicile et que plus d'un an s'est écoulé sans qu'il ait réclamé les arrérages de sa pension ou de sa rente viagère d'invalidité, sa femme ou les enfants mineurs qu'il a laissés peuvent obtenir à titre provisoire la liquidation des droits à pension qui leur seraient ouverts par les dispositions du présent règlement.

La même règle peut être suivie à l'égard des orphelins lorsque la mère bénéficiaire d'une pension ou d'une rente d'invalidité ou en possession de droits à une telle pension a disparu depuis plus d'un an.

Une pension peut également être attribuée à titre provisoire à la femme et aux enfants mineurs d'un bénéficiaire du présent règlement, disparu, lorsque celui-ci était en possession de droits à pension au jour de sa disparition et qu'il s'est écoulé au moins un an depuis ce jour.

La pension provisoire est convertie en pension définitive lorsque le décès est officiellement établi ou que l'absence a été déclarée par jugement passé en force de chose jugée.

ART. 35. — Le droit à l'obtention ou à la jouissance de la pension ou de la rente viagère d'invalidité est suspendu :

Par révocation avec suspension des droits à pension ;

Par la condamnation à une peine afflictive ou infamante pendant la durée de la peine ;

Par les circonstances qui font perdre la qualité de Français, durant la privation de cette qualité ;

Par la déchéance de la puissance paternelle pour les veuves et les femmes divorcées.

S'il y a lieu, par la suite, à la liquidation ou au rétablissement de la pension ou de la rente viagère d'invalidité, aucun rappel pour les arrérages antérieurs n'est dû.

ART. 36. — La suspension prévue à l'article précédent n'est que partielle si le titulaire a une femme ou des enfants mineurs ; en ce cas, la femme ou les enfants mineurs reçoivent, pendant la durée de la suspension une pension fixée à 50 % de la pension ou de la rente d'invalidité dont bénéficiait ou aurait bénéficié effectivement le mari.

Dans le cas où le fonctionnaire n'est pas effectivement en jouissance d'une pension ou d'une rente d'invalidité

au moment où doit jouer la suspension, la femme et les enfants mineurs peuvent obtenir la pension définie à l'alinéa précédent si leur auteur remplit à ce moment, la condition de durée de services pour l'attribution d'une pension d'ancienneté.

Les frais de justice résultant de la condamnation du titulaire ne peuvent être prélevés sur la portion des arrérages ainsi réservés au profit de la femme et des enfants.

ART. 37. — Tout bénéficiaire du présent règlement qui est exclu définitivement des cadres :

Pour avoir été reconnu coupable de détournement soit de deniers de l'Etat, des territoires d'outre-mer, des départements, des communes ou établissements publics, soit de dépôts de fonds particuliers versés à sa caisse ou de matières reçues dont il doit compte ;

Pour avoir été convaincu de malversations relatives à son service ;

Pour s'être démis de ses fonctions à prix d'argent ou à des conditions équivalant à une rémunération en argent ou avoir été complice d'une telle démission, peut être déchu de ses droits à pension ainsi qu'à la rente viagère d'invalidité.

Dans le cas où la découverte du détournement, des malversations ou de la démission n'a lieu qu'après la cessation de l'activité, la même disposition est applicable au fonctionnaire retraité, lorsque les agissements qui lui sont reprochés auraient été de nature à motiver son exclusion définitive des cadres alors même que sa pension ou sa rente d'invalidité aurait déjà été concédée.

La déchéance édictée au présent article et sur laquelle l'organisme disciplinaire compétent est toujours expressément appelé à donner son avis est prononcée par arrêté du chef du territoire.

TITRE IX

Dispositions d'ordre et de comptabilité.

ART. 38. — Toute demande de pension ou de rente viagère d'invalidité doit, à peine de déchéance, être présentée dans un délai de cinq ans à partir, pour le titulaire, du jour où il a reçu notification de sa mise à la retraite, et pour la veuve et les orphelins, du jour du décès du fonctionnaire.

ART. 39. — I. — Le paiement de traitement ou solde d'activité augmenté éventuellement des avantages familiaux, à l'exclusion de toutes autres indemnités ou allocations, est continué jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel le fonctionnaire est soit admis à la retraite, soit décédé en activité et le paiement de la pension de l'intéressé ou celle de ses ayants droit commence au premier jour du mois suivant.

II. — Le paiement d'une pension à jouissance différée prend effet du premier jour du mois civil suivant de celui de l'entrée en jouissance.

III. — En cas de décès d'un fonctionnaire retraité, la pension ou la rente viagère d'invalidité est payée à la veuve et aux orphelins réunissant les conditions exigées à l'article 23 (I, II, III, IV, VIII).

IV. — En cas de décès d'un fonctionnaire titulaire d'une pension à jouissance différée, le paiement de la pension de veuve ou d'orphelins prend effet du premier jour du mois civil suivant celui du décès.

V. — En cas de décès d'une veuve titulaire d'une pension, le paiement de ladite pension est continué en faveur des orphelins réunissant les conditions exigées à l'article 23 (VIII) jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel est survenu le décès, et le paiement de la pension des orphelins commence du premier jour du mois suivant.

VI. — Les rappels d'arrérages sont réglés conformément aux dispositions des deux premiers alinéas de l'article 85 de la loi du 28 février 1933.

ART. 40. — La liquidation de la pension et de la rente viagère d'invalidité incombe au chef du service des finances du territoire. La concession est effectuée par arrêté du chef du territoire.

Lorsque la pension comporte une part contributive, cet arrêté est pris après avis de la collectivité débitrice.

L'administration est tenue de notifier à chaque intéressé le décompte détaillé de la liquidation en même temps que la décision portant concession de la pension.

ART. 41. — La pension et la rente viagère d'invalidité sont payées trimestriellement et à terme échu. La mise en paiement portant rappel du jour de l'entrée en jouissance doit être obligatoirement effectuée à la fin du trimestre suivant le mois de cessation de l'activité, et au cas où le paiement ne peut être effectué dans ce délai, des avances sur pension seront servies aux intéressés.

ART. 42. — La pension et la rente viagère d'invalidité peuvent être révisées à tout moment en cas d'erreur ou d'omission, quelle que soit la nature de celle-ci. Elles peuvent être modifiées ou supprimées si la concession a été faite dans des conditions contraires aux prescriptions du présent règlement.

La restitution des sommes payées indûment ne peut être exigée que si l'intéressé était de mauvaise foi. Cette restitution est poursuivie à la diligence du chef du service des finances du territoire.

ART. 43. — I. — Les recours contre le rejet d'une demande de pension ou d'une rente viagère d'invalidité ou contre la liquidation doivent être portés devant le conseil du contentieux du territoire.

II. — Ces recours doivent, à peine de déchéance, être formés dans un délai de trois mois, augmenté, s'il y a lieu, des délais de distance, à dater de la notification de la décision qui a prononcé le rejet ou de l'arrêté qui a concédé la pension et, le cas échéant, la rente viagère d'invalidité.

Remboursement des retenues.

ART. 44. — I. — Le fonctionnaire qui vient à quitter le service pour quelque cause que ce soit, avant de pouvoir obtenir une pension ou une rente viagère d'invalidité, perd ses droits auxdites pensions ou rentes viagères.

Il peut prétendre, sauf les hypothèses visées à l'article 36 du présent règlement, au remboursement direct et immédiat de la retenue subie d'une manière effective sur son traitement, sous réserve, le cas échéant, de la compensation avec les sommes dont il peut être redevable du chef des débets prévus à l'article 32 et des versements éventuels à opérer aux organismes de sécurité sociale.

A cet effet une demande personnelle doit être déposée dans les conditions et délais prévus à l'article 42 ci-dessus.

II. — Le fonctionnaire qui, ayant quitté le service a été remis en activité en qualité de titulaire dans un emploi susceptible de lui ouvrir des droits à pension dans les conditions de l'article 6, 1^o, du présent règlement, bénéficie pour la retraite de la totalité des services qu'il a rendus à condition que, sur demande expresse formulée par lui dans un délai de trois mois, à compter de sa mise en activité, il reverse à la caisse locale de retraites le montant des retenues qui lui auraient été éventuellement remboursées.

ART. 45. — I. — Le fonctionnaire révoqué sans suspension des droits à pension peut obtenir une pension s'il remplit la seule condition de durée de services exigée par le droit à pension d'ancienneté.

Dans le cas contraire, les dispositions des 2^e et 3^e alinéas du paragraphe 1^{er} de l'article 44 ci-dessus lui sont applicables.

II. — Le fonctionnaire révoqué avec suspension des droits à pension peut prétendre au remboursement des retenues dans les conditions fixées au 2^e alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 44, sous réserve que les dispositions de l'article 36 ne lui soient pas applicables.

III. — Les femmes fonctionnaires mères de trois enfants vivants, qui viennent à quitter leurs fonctions sans avoir droit à une pension, peuvent obtenir le remboursement immédiat de leurs retenues au montant desquelles s'ajoute une bonification de 10 % à la condition que la radiation des cadres n'ait pas été prononcée par mesure disciplinaire.

TITRE XI

Cumul de pensions avec des rémunérations publiques ou d'autres pensions.

ART. 46. — A compter du 1^{er} janvier 1948, les cumuls de pensions attribuées au titre du présent règlement avec des rémunérations ou d'autres pensions sont réglés conformément aux dispositions applicables aux agents de l'Etat et à leurs ayants cause tributaires de la loi du 20 septembre 1948.

TITRE XII

Dispositions concernant les retraites concédées sous le régime du décret du 27 janvier 1948.

ART. 47. — I. — Les pensions de retraites concédées sous le régime du décret du 26 janvier 1948 feront l'objet, avec effet du 1^{er} janvier 1948, d'une nouvelle liquidation sur la base des traitements fixés dans les nouvelles échelles résultant du reclassement indiciaire de la fonction publique du territoire intervenu en vertu de l'arrêté n° 982-49/P du 18 décembre 1949 modifié par l'arrêté n° 121-50/P du 9 février 1950, compte tenu des annuités rémunérées par lesdites pensions, des modifications opérées dans la structure, les appellations, la hiérarchie de leurs catégories et les modalités de calcul prévues au titre II.

Les annuités pourront être modifiées par la prise en compte éventuelle des bénéfices de campagnes acquis au cours d'expéditions déclarées campagnes de guerre, par les fonctionnaires anciens combattants.

II. — Les dispositions du titre IV du présent règlement ne seront pas appliquées aux pensions attribuées au titre des articles (VII et VIII du décret n° 48-146 du 26 janvier 1948 organisant la caisse locale des retraites du Togo), dont le montant sera révisé sur la base des règles prévues au paragraphe 1^{er} ci-dessus.

III. — L'application de l'article précédent ne pourra entraîner en aucun cas, une diminution des émoluments perçus par les intéressés au 1^{er} janvier 1948, en vertu de la réglementation applicable le 31 décembre 1947.

IV. — Les veuves remariées ou vivant en état de concubinage notoire avant la date de l'entrée en vigueur du présent règlement percevront, sans augmentation ultérieure, la pension de reversion résultant de la nouvelle liquidation prévue au présent article.

TITRE XIII

Mesures d'application.

ART. 48. — Les dispositions du présent règlement, sauf celles des titres XI et XII, ne sont applicables qu'aux fonctionnaires ainsi qu'à leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts postérieurement à la date des publications du présent décret.

Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article 23 du présent règlement, la pension de reversion des ayants cause de fonctionnaires retraités au titre des articles (VII et VIII du décret n° 48-146 du 26 janvier 1948) sera basée sur la pension du mari ou du père, révisée conformément aux dispositions de l'article 47 (II) du présent décret.

ART. 49. — Le minimum vital à envisager pour l'application du présent règlement est provisoirement fixé à 80 % du traitement brut en francs métropolitains

afférent à l'indice minimum dans l'échelle locale des traitements.

ART. 50. — Sont abrogées les dispositions du décret du 26 janvier 1948 et des textes antérieurs en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

TITRE XIV

Dispositions spéciales concernant l'organisation et le fonctionnement de la caisse.

ART. 51. — En vue de permettre l'état de prévision annuelle des admissions à la retraite, le bureau du personnel adresse au service des finances avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état évaluatif, par corps, grades et classes, des mises à la retraite à prévoir au cours de l'année suivante.

ART. 52. — La caisse tient un registre ou grand livre sur lequel sont inscrites les pensions et allocations concédées.

ART. 53. — I. — Les titulaires de pensions du présent règlement reçoivent un certificat d'inscription sur lequel sont notamment mentionnés le numéro, la nature de la pension, son montant ainsi que la date de chaque échéance.

II. — Ce titre est, en principe, remis à l'intéressé par l'administration, le maire ou l'autorité administrative de sa résidence, sur justification de son identité et sur production de sa photographie, qui est immédiatement apposée dans le cadre à ce réservé et authentifiée par l'apposition d'un timbre officiel. Le pensionné ou son représentant légal doit, en outre, au moment de la remise de son livret, apposer sa signature type sur les fiches mobiles qui seront conservées par l'administration pour le contrôle des paiements.

III. — Un arrêté du Chef du Territoire déterminera les formalités à remplir pour les pensionnés ou leur représentant qui ne savent ou ne peuvent signer.

IV. — En cas de perte d'un titre de pension, le titulaire doit en aviser aussitôt le comptable assignataire et lui adresser une déclaration de perte et de vol.

ART. 54. — I. — Le pensionné ou son représentant légal désigne le comptable public à la caisse duquel les arrérages de la pension doivent être rendus payables.

II. — Le paiement des arrérages a lieu trimestriellement et à terme échu, sur production d'un certificat de vie à la caisse du comptable désigné, sur présentation par le pensionné ou son représentant légal, du titre de pension, et contre remise du coupon échu dont l'intéressé donne quittance en présence de l'agent chargé du paiement. Le représentant légal doit produire une déclaration dans laquelle il atteste l'existence du ou des titulaires de la pension.

III. — Les pensions sont payées par trimestre et à terme échu, les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre.

IV. — Le paiement des pensions a lieu dans les formes tracées par les instructions sur le service de la caisse des dépôts et consignations et sur la production des justifications dont la nature et la forme sont déterminées par arrêté du Chef du Territoire.

ART. 55. — La liquidation et la concession des pensions du présent règlement sont assurées par le chef du service des finances du Territoire qui est chargé de l'application des mesures concernant la liquidation des pensions, la préparation des arrêtés de concession, la revision des pensions concédées antérieurement à l'application du présent décret, les demandes de validation de services formulées par les tributaires de la caisse.

ART. 56. — La caisse fonctionne sous le régime de la répartition.

Le service des finances du Territoire est chargé des opérations d'inscription, de suspension et d'annulation des pensions.

ART. 57. — Les recettes de la caisse locale comprennent :

1^o La retenue prélevée sur le traitement des tributaires dans les conditions prévues à l'article 2 du présent règlement ;

2^o La contribution de 12 % supportée par le budget qui a la charge du traitement ;

3^o La part attribuée à la caisse locale de retraites dans le produit des amendes, saisies et confiscations en matière de douane ou de contributions indirectes ;

4^o Les revenus du portefeuille et des autres livres appartenant à la caisse ;

5^o Les capitaux provenant de l'aliénation des biens immobiliers ;

6^o Les dons, legs et subventions faits à titre gracieux à la caisse par les particuliers, les établissements publics le budget général, et les budgets locaux ;

7^o Les ressources accidentelles.

En cas d'insuffisance des ressources définies ci-dessus :

1^o Il pourra être fait aliénation des valeurs constituant le portefeuille ;

2^o Les divers budgets du territoire seront astreints à une contribution obligatoire et proportionnelle au nombre des participants entretenue par eux jusqu'à concurrence du chiffre total de ces dépenses.

ART. 58. — L'administration de la caisse des dépôts et consignations est chargée du service des pensions de la caisse locale de retraites.

Il est fait recette au compte d'opérations de la caisse des dépôts et consignations, ouvert dans les écritures du comptable supérieur du Trésor du Territoire, du

montant des retenues pour pension et de la contribution budgétaire opérée en vertu du présent décret qui sont inscrits sous la rubrique « Pensions de retraites sur fonds spéciaux ».

Les autres ressources prévues à l'article 57 ci-dessus, sont également reçues au compte d'opérations de la caisse des dépôts et consignations et sous la même rubrique.

ART. 59. — Le traitement est payé pour le net. Le montant de la retenue et de la contribution budgétaire est versé trimestriellement par mandats établis au nom du comptable supérieur du Trésor du Territoire au compte d'opérations de la caisse des dépôts et consignations et appuyés d'états nominatifs établis par le service liquidateur.

ART. 60. — Les sommes restées disponibles après chaque séance sont employées conformément aux dispositions du décret du 13 juillet 1906. Les arrérages des valeurs d'emploi sont perçus au jour de l'échéance, par l'administration de la caisse des dépôts et consignations et accroissent d'autant les fonds destinés au service des pensions des tributaires du présent régime.

Il en est de même du montant des titres remboursés.

II. — Les pensions payables dans le Territoire ou à la métropole sont acquittées d'office par le comptable supérieur du Trésor du Territoire et pour le compte de l'administration de la caisse des dépôts et consignations.

III. — Les achats de valeurs pour le compte de la caisse et l'emploi des fonds sont effectués par la caisse des dépôts et consignations, dans les conditions prévues par le règlement et les inscriptions régissant la matière.

ART. 61. — La comptabilité des fonds est tenue dans les formes prescrites par les règlements et instructions de la caisse des dépôts et consignations.

ART. 62. — La caisse des dépôts et consignations adresse au début de chaque année, au Chef du Territoire, une copie de son compte courant présentant les opérations de recettes, de dépenses et le solde en numéraire et en valeur existant à la date du 31 décembre précédent, au crédit de la caisse locale.

ART. 63. — Le ministre de la France d'outre-mer pourra, chaque fois qu'il jugera à propos, faire vérifier la situation de la caisse au frais du Territoire, et prendra, le cas échéant, les mesures nécessaires en vue d'assurer l'équilibre des ressources et des charges.

ART. 64. — Les ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

ARRÊTÉ N° 534-54/TP du 9 juin 1954 relatif aux sommations faites par des agents de la force publique.

ARTICLE PREMIER. — Sera puni d'une amende de 10 à 5 000 francs indépendamment de celle qu'il pourrait avoir encourue pour toute autre cause, tout conducteur d'un véhicule quelconque, tout cycliste ou moto-

cycliste, qui, sommé de s'arrêter par l'un des agents chargés de constater les contraventions, refuserait d'obtempérer à cette sommation et de soumettre aux vérifications prescrites par le Code de la Route.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

E. — DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE — PLAN

ARRÊTÉ N° 841-54/AE du 4 septembre 1954 rendant exécutoire la délibération n° 4-CP/ATT portant approbation du programme d'emploi des crédits de la tranche 1954-1955 du Plan Quadriennal.

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Togo la délibération n° 4-CP/ATT du 4 septembre 1954 approuvant la tranche d'exécutoin 1954-1955 du Plan du Togo arrêté à 286,5 millions de francs C.F.A. (deux-cent quatre-vingt-six millions cinq cent mille francs) en autorisations d'engagement complémentaires ou nouvelles et à 390,8 millions de francs "C.F.A." (trois cent quatre-vingt-dix millions huit cent mille francs) en crédits de paiement complémentaires ou nouveaux.

ART. 2. — Ces autorisations d'engagement et crédits de paiement s'ajoutent à ceux repris à compter du

1^{er} juillet 1954 suivant arrêté n° 763-54 AE du 28 juillet 1954 susvisé pour constituer le budget 1954-1955 du Plan du Togo (programmes nouveaux) arrêté à six cent douze millions quatre cent soixante-dix mille francs C.F.A. (612.470.000 francs C.F.A.) en autorisations d'engagements et à quatre cent cinquante-deux millions trois cent quarante mille deux cent soixante-six francs C.F.A. (452.340.266 francs C.F.A.) en crédits de paiement.

ART. 3. — La dotation nouvelle de 20 millions inscrite au chapitre 1011 art. 2 est bloquée jusqu'à décision administrative ultérieure.

La dotation ancienne de 7 millions inscrite au chapitre 1010 art. 2 demeure bloquée dans les mêmes conditions.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

TRANCHE 1954-1955 — PROGRAMME 1953-1957

Récapitulation générale par chapitre.

Chapitres	Désignation	Autorisations d'engagement (en millions de francs)			Crédits de paiement (en francs C.F.A.)		
		Antérieures	1954-1955	Total	Reportés de la tranche 1953-1954	Complémentaires et nouveaux	Total tranche 1954-1955
1002	Production agricole	88,97	59,5	148,47	17 452.511	112.300.000	129.752.511
1004	Eaux et Forêts	21,5	18,5	40	3.800.161	30.000.000	33.800.161
1005	Elevage	1,5	13,5	15	958.385	10 500 000	11.453.385
1010	Chemin de Fer	35	—	35	18 795.001	12.000.000	30.795.001
1011	Routes et Ponts	90	30	120	12 848.204	60 000.000	72 848 204
1012	Ports	—	53	53	—	53.000.000	53 000.000
1016	Transmissions	9	12	21	1 113.994	10.000.000	11.113.994
1019	Santé	50	15	65	—	43 000.000	43 000 000
1022	Travaux urbains et ruraux	30	85	115	6 572 010	60 000 000	66 572 010
	TOTAL GÉNÉRAL	325,97	286,5	612,47	61.540 266	390 800.000	452 340.266

Répartition par secteurs d'activités.

Désignation	Autorisation d'engagement (en millions de francs)			Crédits de paiement (en francs C.F.A.)		
				Reportés de la tranche 1953-1954	Complémentaires et nouveaux	Total tranche 1954-1955
Production.....	111,97	91,5	203,47	22.211.057	152.800.000	175.011.057
Infrastructure	134	95	229	32.757.199	135.000.000	167.757.199
Equipements sociaux	80	100	180	6.572.010	103.000.000	109.572.010
TOTAL GÉNÉRAL	325,97	286,5	614,47	61.540.266	390.800.000	452.340.266

TRANCHE 1954-1955

Économie rurale.

Chapitres	Articles	Paragraphes	Désignation	Autorisations d'engagement (en millions de francs)			Crédits de paiement (en francs C.F.A.)		
				Anté- rieures	1954-1955	Total	Reportés de la tranche 1953-1954	Complémen- taires et nouveaux	Total tranche 1954-1955
1002	1		PRODUCTION AGRICOLE.						
			<i>Arachides.</i>						
		1	Encadrement	1,78	2,22	4	1.000.000	2.000.000	3.000.000
		2	Matériel.....	1,62	5,04	6,66	810.000	4.800.000	5.610.000
		3	Vulgarisation, fourniture de se- mences	8,60	3,74	12,34	2.664.929	8.200.000	10.864.929
		4	Station désinsectisation de Lomé ..	20	—	20	—	20.000.000	20.000.000
			TOTAL ARTICLE 1 ^{er}	32	11	43	4.474.929	35.000.000	39.474.929
	2		PRODUCTION AGRICOLE.						
			<i>Coton.</i>						
		1	Topographie	2,27	0,80	3,07	366.826	2.000.000	2.366.826
		2	Encadrement.....	2,78	4,33	7,11	1.950.311	3.500.000	5.450.311
		3	Constructions	15	—	15	3.702.698	7.000.000	10.702.698
		4	Matériel.....	3,97	4,44	8,41	545.000	4.000.000	4.545.000
		5	Centre de multiplication	3,66	0,84	4,50	—	1.500.000	1.500.000
		6	Colonisation	5,19	13,49	18,68	2.166.700	16.300.000	18.466.700
		7	Vulgarisation	3	3,60	6,60	600.000	6.000.000	6.600.000
			TOTAL ARTICLE 2	35,87	27,50	63,37	9.331.535.	40.300.000	49.631.535
	3		<i>Palmier à huile.</i>						
		1	Encadrement.....	1,70	0,70	2,40	1.158.297	1.000.000	2.158.297
		2	Constructions	2,06	2,06	—	—	—	—
		3	Matériel.....	8,84	7,94	0,90	—	900.000	900.000
		4	Aménag. palmeraie	1	4,30	5,30	1.000.000	4.300.000	5.300.000
		5	Engrais	1	—	1	4.250	800.000	804.250
		6	Pépinières	—	5	5	—	5.000.000	5.000.000
			TOTAL ARTICLE 3	14,60	—	14,60	2.162,547	12.000.000	14.162.547
	4		<i>Riz.</i>						
		1	Encadrement	1,68	2,01	3,69	—	3.000.000	3.000.000
		2	Matériel.....	0,71	3,19	3,90	—	3.900.000	3.900.000
		3	Aménag. plaines et thalwegs	4,11	0,80	4,91	1.483.500	3.100.000	4.583.500
			TOTAL ARTICLE 4	6,50	6	12,50	1.483.500	10.000.000	11.483.500

Chapitres	Articles	Paragraphe	Désignation	Autorisations d'engagement (en millions de francs)			Crédits de paiement (en francs C.F.A.)		
				Anté- rieures	1954-1955	Total	Reportés de la tranche 1953-1954	Complémentaires et nouveaux	Total tranche 1954-1955
1002	5	1 2 3 4	PRODUCTION AGRICOLE. Café.						
			Encadrement	—	1	1	—	1.000.000	1.000.000
			Matériel.....	—	0,90	0,90	—	900 000	900.000
			Pépinières	—	12	12	—	12.000.000	12.000.000
			Protection phytosanitaire	—	1,10	1,10	—	1.100.000	1.100.000
			TOTAL ARTICLE 5	—	15	15	—	15.000.000	15.000.000
			TOTAL CHAPITRE 1002	88,97	59,50	148,47	17.452.511	112. 300.000	129.752.511
1004	1 2		EAUX ET FORÊTS.						
			Reboisement	12,37	—	12,37	1.800.161	9.000.000	10.600.161
			Conservation des sols.....	9,13	18,50	27,63	2.000.000	21.000.000	23.000.000
			TOTAL CHAPITRE 1004.....	21,50	18,50	40	3.800.161	30.000.000	33.800.161
1005	1 2		ÉLEVAGE.						
			Protection sanitaire	1,50	7,50	9	958.385	7.000.000	7.958.385
			Amélioration du bétail	—	6	6	—	3.500.000	3.500.000
			TOTAL CHAPITRE 1005.....	1,50	13,50	15	958.385	10.500.000	10.458.385
			TOTAL ÉCONOMIE RURALE ..	111,97	91,50	203,47	22.211.057	152.800.000	175.011.057
1010	1 2		CHEMINS DE FER.						
			Études prolongement voie Anécho- frontière du Dahomey	7	—	7	7.000.000	—	7.000.000
			Substitution du rail	bloqués 28	—	bloqués 28	11.795.001	12.000.000	23.795.001
			TOTAL CHAPITRE 1010.....	35	—	35	18.795.001	12.000.000	30.795.001
1011	1 2 3	1 2	ROUTES ET PONTS.						
			Matériel Génie Civil	24,60	—	24,60	1.826.712	14.540.000	16.366.712
			Route Blitta-Haute-Volta	33,70	20	53,70	3.666.132	24.700.000	28.366.132
			Routes de desserte de la production :						
			Réseau Est Mono	31,70	—	31,70	7.355.360	15.000.000	22.355.360
			Réseau arachide	—	10	10	—	5.760.000	5.760.000
			TOTAL CHAPITRE 1011.....	90	30	120	12.848.204	60.000.000	72.848.204
1012	1		PORTS MARITIMES.						
			Extension et équipement du Wharf de Lomé.....	—	53	53	—	53.000.000	53.000.000
			TOTAL CHAPITRE 1012.....	—	53	53	—	53.000.000	53.000.000

Chapitres	Articles	Paragraphe	Désignation	Autorisation d'engagements (en millions de francs)			Crédits de paiement (en francs C.F.A.)		
				Anté- rieures	1954-1955	Total	Reportés de la tranche 1953-1954	Complémen- taires et nouveaux	Total tranche 1954-1955
1016	2		TRANSMISSIONS.						
			Réfection de lignes.....	9	12	21	1.113.994	10.000.000	11.113.994
			TOTAL CHAPITRE 1016.....	9	12	21	1.113.994	10.000.000	11.113.994
			TOTAL INFRASTRUCTURE ...	134	95	229	32 757.199	135.000.000	167.757.199
1019			SANTÉ.						
	1		Hôpital de Lomé	50	—	50	—	30.000.000	30.000.000
	2		Lutte antipaludique	—	4	4	—	2.000.000	2.000.000
	3		Maternité urbaine de Lomé	—	11	11	—	11.000.000	11.000.000
			TOTAL CHAPITRE 1019.....	50	15	65	—	43.000.000	43.000.000
1022			TRAVAUX URBAINS ET RURAUX.						
	1		Hydraulique rurale	30	—	30	6.572.010	20.000.000	26.572.000
	2		Adduction d'eau d'Atakpamé	—	85	85	—	40.000.000	40.000.000
			TOTAL CHAPITRE 1022.....	30	85	115	6.572.010	60.000.000	66.572.010
			TOTAL ÉQUIPEMENTS SOCIAUX	80	100	180	6.572.010	103.000.000	109.572.010

DÉLIBÉRATION N° 4 CP/ATT approuvant le projet de tranche d'exécution 1954-1955 du Plan du Togo.

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les modifications apportées par le Comité Directeur du F.I.D.E.S. au projet de tranche d'exécution de la tranche 1954-1955 du Plan du Togo (programmes nouveaux) objet de la délibération n° 37/ATT du 24 avril 1954 et, par voie de conséquence, la tranche d'exécution 1954-1955 du Plan du Togo, ci-annexée, arrêtée à 286,5 millions (deux cent quatre-vingt-six millions cinq cent mille) en autorisations d'engagement complémentaires ou nou-

velles et 390,8 millions (trois cent quatre-vingt-dix millions huit cent mille) en crédits de paiement complémentaires ou nouveaux.

ART. 2. — Sont approuvés le blocage de la dotation nouvelle de 20 millions inscrite au chapitre 1011 art. 2 et le maintien du blocage de la dotation ancienne de 7 millions inscrite au chapitre 1010 art. 2, jusqu'à décision administrative ultérieure.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 4 septembre 1954.

F. — DOUANES

ARRÊTÉ N° 129-54/SD du 6 février 1954 rendant exécutoire au Togo la délibération n° 34/ATT du 22 octobre 1953 portant modification du tarif fiscal d'entrée.

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Togo la délibération n° 34/ATT du 22 octobre 1953 portant modification du tarif fiscal d'entrée.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et Subdivisions,

au bureau des douanes de Lomé, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

DÉLIBÉRATION N° 34/ATT du 22 octobre 1953 de l'Assemblée Territoriale du Togo portant modification du tarif fiscal d'entrée.

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à la délibération n° 24-49 du 25 avril 1949 de l'Assemblée représentative du Togo est modifié comme suit :

Numéros de la nomenclature générale et du tarif du Togo	Désignations des produits	Numéros du tarif métropolitain	Droit fiscal d'entrée	
			Unité de perception	Quotité des droits
04-72	Bières.....	212	Valeur	20 %
04-73 b	Vins provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais et du jus de raisins frais.....	214	<i>id.</i>	20 %
04-73 d	Vins mousseux.....	216	<i>id.</i>	25 %
05-63 c	Pétrole lampant (Kérosène).....	334 c	HI liq.	240 francs
06-24	Alcools et leurs dérivés halogènes, sulfonés, nitrés, et leurs sels et leurs ethers, y compris les alcools éthyliques et méthyliques bruts, sous condition d'emploi, dénaturés spécialement, en vue de la fabrication locale des parfumeries, peintures, vernis ou tous autres produits chimiques.....	482 à 485	Valeur	20 %

ART. 2. — L'article 4, titre I^{er}, de l'arrêté local n° 619 du 22 octobre 1929 portant réglementation de l'alcool dans le territoire du Togo est modifié comme suit :

« Les capacités des récipients dans lesquels peuvent être admises les boissons alcooliques à l'importation, la circulation, la vente et la détention dans le territoire du Togo sont fixés comme suit :

» b) Bouteilles ou cruchons de toutes contenances :
 » Les eaux-de-vie naturelles de cerises, merises, prunes, mirabelles, quetches, et de tous les autres fruits ; les liqueurs contenant plus de 200 grammes de sucre et les fruits à l'eau-de-vie ; les genièvres, gins, schnapps et whiskies. »

ARRÊTÉ N° 507-54/SD du 9 juin 1954 rendant exécutoire au Togo la délibération n° 34/ATT du 24 avril 1954 de l'Assemblée Territoriale du Togo

portant modification du tarif fiscal d'entrée et de sortie.

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Togo la délibération n° 34/ATT du 24 avril 1954 de l'Assemblée Territoriale du Togo portant modification du tarif fiscal d'entrée et de sortie.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et Subdivisions, au bureau des douanes de Lomé, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

DÉLIBÉRATION N° 34 portant modification du tarif fiscal d'entrée et de sortie du Territoire.

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à la délibération n° 24-49 du 25 avril 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo est modifié comme suit :

Numéros de la nomenclature générale et du tarif du Togo	Désignation des produits	Numéros du tarif métropolitain	Droit fiscal d'entrée		Droit fiscal de sortie	
			Unité de perception	Quotité des droits	Unité de perception	Quotité des droits
02-41	Café	81	Sans changement		Valeur	12 %
02-71 b	Coprah	112 B	—	—	<i>Id.</i>	4 %
02-71 c	Noix et amandes de palmistes.....	112 C	—	—	<i>Id.</i>	4 %
04-31	Cacao en fèves et brisures (torréfié ou non)...	176	—	—	<i>Id.</i>	10 %
04-32	Coques, pelures, pousses et pellicules de cacao.	177	—	—	<i>Id.</i>	10 %
04-33	Cacao en masse (pâte de cacao) et en tablettes.	178	—	—	<i>Id.</i>	10 %
12-93 a	Tissus de coton imprimés.....	1055 C	Valeur	15 %	<i>Id.</i>	Exemp :

ART. 2. — Application des nouveaux tarifs de sortie après déclaration préalable des stocks.

G. — CONTRIBUTIONS DIRECTES

ARRÊTÉ N° 378-54/CD du 15 avril 1954 rendant exécutoire la délibération n° 36/ATT du 22 octobre 1953 portant suppression de l'impôt personnel et aménagement de la réglementation des impôts sur les revenus.

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire pour

compter du 1^{er} janvier 1954 dans le territoire du Togo la délibération n° 36/ATT du 22 octobre 1953, telle qu'elle a été mise au point par la délibération n° 3 du 10 avril 1954.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

DÉLIBÉRATION N° 36/ATT portant modification de la réglementation des impôts sur les revenus.

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées la réglementation résultant de l'arrêté n° 52./CD du 17 octobre 1944 et des textes modificatifs subséquents relatifs à l'impôt personnel et sur la population flottante, ainsi que les dispositions relatives à l'impôt cédulaire sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères, et les dispositions relatives à l'impôt général sur le revenu, contenues aux articles 41 à 61 et 69 à 93 de la réglementation résultant de l'arrêté n° 576 du 16 octobre 1951 et des textes modificatifs subséquents.

ART. 2. — Est abrogée la dernière phrase ainsi conçue de l'article premier de la réglementation de l'impôt cédulaire sur les Bénéfices industriels et commerciaux :

« Il est également applicable, d'une façon générale, à tous les revenus qui ne peuvent être classés à la cédulaire des professions non commerciales ni à celle des impôts sur les traitements et salaires, pensions et rentes viagères, telles qu'elles sont définies ci-après. »

ART. 3. — Le paragraphe 5° de l'article 3 de la réglementation des impôts sur les revenus est complété de la façon suivante :

« Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux personnes physiques qui lotissent et vendent des terrains leur appartenant par suite de successions ou de donation. »

ART. 4. — L'article 4 est complété par un paragraphe 6° ainsi conçu : « Sont également affranchis de l'impôt jusqu'à la fin de l'exercice clos au cours de la cinquième année qui suit celle de la mise en marche effective, les bénéfices provenant exclusivement de l'exploitation d'une usine nouvelle installée au Togo postérieurement au 1^{er} janvier 1954, soit par une entreprise déjà établie dans le Territoire, soit par une entreprise nouvelle à condition que la création ou l'extension de cette industrie ait été autorisée par un arrêté du Commissaire de la République pris en application du Décret du 29 juin 1942 et que l'entreprise possède une comptabilité régulière permettant de faire ressortir exactement les résultats nets de l'exploitation industrielle nouvelle.

» L'exemption temporaire prévue ci-dessus est étendue, sous les mêmes conditions, aux bénéfices réalisés entre le 1^{er} janvier 1954 et la fin de l'exercice clos au cours de la cinquième année suivant celle de leur mise en marche effective, dans l'exploitation d'usines nouvelles installées au Togo postérieurement au 1^{er} janvier 1949.

» Pour l'application des deux précédents alinéas, les usines entièrement reconstruites à la suite d'expropriation seront assimilées à des usines nouvelles. »

ART. 5. — Le paragraphe 2 du 3^e alinéa de l'article 6 de la réglementation des impôts sur les revenus est complété comme suit :

« Pourront toutefois faire l'objet d'un amortissement accéléré les matériels et outillages neufs remplissant à la fois la triple condition :

» a) D'avoir été acquis ou construits par les entreprises postérieurement au 31 décembre 1953 ;

» b) D'être utilisés exclusivement pour les opérations industrielles de fabrication, de manutention, de transport ou d'exploitation agricole ;

» c) D'être normalement utilisables pendant plus de cinq ans ;

» Pour ces matériels et outillages le montant de la première annuité d'amortissement, calculé d'après leur durée d'utilisation normale, pourra être doublé, cette durée étant alors réduite d'une année ».

L'avant-dernier alinéa du paragraphe 4 du 3^e alinéa de l'article 6 est remplacé par le suivant : « Les conditions dans lesquelles sont admises les provisions pour le renouvellement de l'outillage et du matériel, et les provisions pour la reconstitution des gisements de substances minérales concessibles, sont déterminées par les annexes n°s IV et VI de la réglementation des impôts directs.

» Pour permettre le maintien ou la reconstitution en franchise d'impôt du stock normal indispensable au fonctionnement de chaque entreprise industrielle ou commerciale, il pourra être constitué, par prélèvement sur les bénéfices nets imposables des exercices ultérieurs, et jusqu'à concurrence du montant des bénéfices, une dotation pour renouvellement du stock indispensable dans les conditions indiquées à l'annexe V de la réglementation des Impôts Directs. »

ART. 6. — Entre le 1^{er} et le 2^e alinéa de l'article 19 est inséré le paragraphe suivant :

« Lorsque le contribuable ne dispose pas d'autres revenus que les ressources provenant de l'exercice de sa profession commerciale, industrielle ou artisanale, la base de la taxation d'office ne saurait être inférieure à celle envisagée pour l'impôt général sur le revenu par l'article 64 ci-après. »

ART. 7. — Dans l'article 62 qui devient l'article 41, après les mots « professions non commerciales » sont insérés les mots « ou réciproquement ».

ART. 8. — L'article 63 est abrogé.

ART. 9. — L'article 66 qui devient l'article 42 est modifié comme suit :

Les réductions pour charges de familles applicables à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales en vertu des articles 22 et 32 ci-dessus sont réglées comme suit :

10 % pour chacun des deux premiers enfants à la charge du contribuable ;

20 % pour chacun des deux suivants ;

20 % pour l'ensemble des enfants à charge au-dessus de 4 ;

Le montant total des réductions ne peut excéder :

5.000 francs pour un enfant

10.000 francs pour deux enfants

20.000 francs pour trois enfants

30.000 francs pour quatre enfants

40.000 francs pour cinq enfants ou plus.

Sont considérés comme à charge les enfants désignés à l'article 77 relatif à l'impôt général.

ART. 10. — Dans l'article 67 qui devient l'article 43 la référence à l'article 76 de l'impôt général est remplacée par la référence à l'article 80 du nouveau texte.

ART. 11. — Dans l'article 68 qui devient l'article 44, les références aux articles 50 et 53, et 68 *quater* de l'ancien texte sont remplacées par les références aux articles 88, 90 et 47 du nouveau texte.

ART. 12. — Dans l'article 68 *bis* qui devient l'article 45 la référence aux articles 50 et 53 de l'ancien texte est remplacée par la référence aux articles 88 et 90 nouveaux.

ART. 13. — L'article 68 *ter* devient l'article 46. Dans son paragraphe IV sont supprimés les mots « dans les conditions prévues à l'article 51 (1^{er} alinéa) ».

ART. 14. — L'article 68 *quater* qui devient l'article 47 est modifié ainsi qu'il suit : « toute infraction aux articles 45 et 46 donne lieu à l'application de l'amende prévue à l'article 96 relatif à l'impôt général ».

ART. 15. — Sont ajoutés à la section D devenue la section C (dispositions communes), les deux articles suivants :

Imposition des plus-values de cession.

ART. 48. — « Sous réserve des dispositions de l'article 7 *bis* les plus-values provenant de la cession d'éléments d'actifs immobilisés en fin d'exploitation ou en cas de cession partielle d'entreprise, et les indemnités reçues en contrepartie de la cessation de l'exercice de la profession ou du transfert d'une clientèle sont comptées dans les bénéfices commerciaux et les bénéfices des professions non commerciales imposables pour la moitié de leur montant.

» Toutefois, lorsque la cession, le transfert ou la cessation intervient plus de cinq ans après la création ou l'achat du fonds, de l'office ou de la clientèle, la plus-value n'est retenue dans les bénéfices imposables que pour le tiers de son montant.

» Le délai fixé à l'alinéa qui précède n'est pas opposable au conjoint survivant, ni aux héritiers en ligne directe, lorsque la cession, le transfert ou la cessation de l'exercice de la profession est la conséquence du décès de l'exploitant. »

Réductions d'impôts cédulaires en cas d'investissement de bénéfice au Togo.

ART. 49. — « Les contribuables, particuliers ou sociétés qui investiront, au Togo, tout ou partie de leurs bénéfices imposables dans ce territoire pourront bénéficier, dans les conditions fixées ci-après, d'une réduction sur le montant des impôts visés aux titres I^{er} et II de la réglementation des impôts sur le revenu.

1^o Donneront lieu à l'application des dispositions prévues ci-dessus les seuls investissements entrant dans

le cadre du Plan d'Investissements économiques effectués sous la forme :

— De constructions, améliorations ou extensions d'immeubles bâtis ;

— De création ou de développement d'établissements ou d'installations industrielles, minières, agricoles ou forestières, y compris le matériel de mécanisation et de transport routier, fluvial, aérien, maritime, portuaire, de manutention et de travaux publics à l'exclusion, toutefois, des véhicules, avions et bateaux de plaisance ;

— D'acquisition de terrains à bâtir, destinés aux constructions prévues ci-dessus, ou de terrains précédemment en friche, à condition que les constructions soient édifiées ou la mise en valeur entièrement réalisée dans les trois années suivant celle de l'acquisition ;

— De souscription d'actions ou obligations émises par les sociétés immobilières d'économie mixte et les Offices publics d'Habitations économiques installés au Togo.

2^o L'achat de matériel ou d'outillage usagé existant déjà au Togo ne donnera pas droit aux réductions d'impôt.

3^o Le montant de l'investissement ne pourra être inférieur à 500.000 francs.

4^o L'investissement devra être terminé dans un délai de trois ans, à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle aura été présenté le programme prévu ci-après ;

5^o Les investissements envisagés devront faire l'objet d'un programme fournissant toutes précisions indispensables sur la nature, l'importance et le prix de revient des dépenses prévues.

Le programme dont le dépôt devra être antérieur aux premières opérations d'investissement pourra être présenté à toute époque de l'année ; toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles justifiant un investissement immédiat, le programme devra être présenté dans le mois qui suivra la première opération de réalisation de l'investissement.

Dans l'un ou l'autre cas, le programme, accompagné de toutes les justifications nécessaires, sera adressé, sous pli recommandé, au Chef de Service des Contributions Directes.

Si ce fonctionnaire estime ne pas pouvoir admettre tout, ou partie, du programme présenté, il en saisira le Gouverneur, Chef du Territoire qui, après avis des Services compétents, décidera de l'admission ou du rejet total ou partiel du programme.

La décision du Gouverneur ne pourra donner lieu à aucun recours ; elle sera notifiée au contribuable sous pli recommandé, par le Chef du Service des Contributions Directes.

A défaut de notification de rejet total ou partiel dans les trois mois qui suivront la réception par le Chef du Service des Contributions Directes du programme présenté, celui-ci sera considéré comme admis en totalité.

6^o A la demande des contribuables intéressés, une déduction d'un montant maximum égal à la moitié des sommes réellement payées, au titre des investissements prévus au programme admis pendant chacun des quatre exercices ou années suivant celui du dépôt de ce pro-

gramme, pourra être opérée sur les bénéfices taxables réalisés pendant lesdits exercices ou années sans que cette déduction puisse excéder 50 % du montant de ces bénéfices.

Si, à raison de cette dernière limitation, il subsiste un reliquat non déductible des bénéfices d'un exercice ou d'une année déterminée, ce reliquat pourra être reporté sur les exercices ou années restant à courir jusqu'au quatrième inclusivement sans que la déduction totale à opérer de ce chef puisse excéder 50 % des bénéfices taxables de chacun de ces exercices ou années.

En ce qui concerne les souscriptions d'actions ou d'obligations émises par les sociétés immobilières d'économie mixte et les Offices publics d'Habitations économiques, le montant de la déduction pourra toutefois atteindre 100 % des bénéfices taxables.

7° Si, au cours de l'exécution du programme, le contribuable envisage l'extension de l'investissement primitivement prévu et admis il pourra présenter un nouveau programme afférent à une deuxième tranche d'investissement.

En ce qui concerne l'application des déductions et les délais d'exécutions les divers programmes admis seront considérés isolément sans toutefois que le total des déductions consécutives aux paiements effectués pendant un exercice ou une année déterminée et aux reliquats, éventuellement reportables dans les conditions prévues au 2° alinéa du paragraphe 6 ci-dessus, puisse excéder 50 % du montant des bénéfices nets taxables correspondants.

8° Seules les entreprises qui tiennent une comptabilité régulière et complète, susceptible de faire foi devant la juridiction contentieuse, pourront se prévaloir des dispositions ci-dessus.

Elles devront joindre à leurs déclarations annuelles toutes justifications utiles du montant des paiements effectués pendant l'exercice ou année correspondante, au titre des investissements admis.

9° Ne pourront donner lieu à réduction d'impôt, dans les conditions fixées au présent article, que les seuls investissements ayant fait l'objet de programmes déposés entre le 31 décembre 1953 et le 1^{er} janvier 1959. »

ART. 16. — Il est établi dans le territoire du Togo un impôt général sur le revenu applicable à tous les habitants du Territoire, quel que soit leur statut ou leur nationalité, et composé d'une taxe forfaitaire et d'une surtaxe progressive dont les règles sont fixées par les articles 50 à 98 ci-après groupés sous le titre II de la réglementation des impôts sur les revenus.

I. — Personnes imposables.

ART. 50. — L'impôt général sur le revenu est exigible pour l'année entière de toute personne ayant au Territoire une résidence habituelle au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition. Sont considérées comme telles :

1° Les personnes qui y possèdent une habitation à leur disposition à titre de propriétaires, usufruitiers ou locataires lorsque, dans ce dernier cas, la location est

conclue soit par convention unique, soit par conventions successives pour une période continue d'au moins une année ;

2° Les personnes qui, sans disposer au Territoire d'une habitation dans les conditions définies à l'alinéa précédent, ont néanmoins au Territoire le lieu de leur séjour principal ;

3° Les personnes se trouvant en congé hors du Territoire au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition qui, à cette date, continuent à être rétribuées par les administrations ou les entreprises, auxquelles elles appartenaient avant leur départ en congé.

Le contribuable ayant en France son domicile ou sa résidence habituelle et justifiant y être imposé sur l'ensemble de ses revenus ne sera pas assujéti au Territoire à l'impôt général sur le revenu au cas où il y posséderait une ou plusieurs résidences secondaires.

Il en est de même, sous condition de réciprocité, pour les contribuables domiciliés dans les autres Territoires de l'Union Française.

ART. 51. — Sont affranchis de l'impôt général sur le revenu (taxe forfaitaire et surtaxe progressive) :

Les consuls et agents consulaires de nationalité étrangère ; mais seulement dans la mesure où les pays qu'ils représentent concèdent des avantages analogues aux agents consulaires français et exclusivement pour les revenus tirés de l'exercice de leurs fonctions consulaires.

Sont affranchis de l'impôt général sur le revenu en ce qui concerne la taxe forfaitaire :

1° Les femmes jouissant d'un revenu personnel inférieur à la limite de base de la surtaxe progressive ;

2° Les garçons âgés de moins de seize ans ;

3° Les enfants considérés comme à charge au sens de l'article 77 ci-après, sous la réserve de l'alinéa 2° de l'article 52 suivant ;

4° Les écoliers effectivement inscrits dans les établissements d'enseignement du Territoire ;

5° Les apprentis titulaires de la carte d'apprentissage délivrée par l'Inspection du Travail ;

6° Les indigents ; sont réputés tels les habitants qui, se trouvant sans ressource, sont par leur âge ou leurs infirmités dans l'impossibilité de se livrer au travail ;

7° Les accidentés du travail dont l'incapacité est absolue et permanente ;

8° Les anciens militaires pensionnés de guerre par application de la loi du 3 mars 1919 et du décret du 2 septembre 1920 dont le degré d'invalidité est égal ou supérieur à 50 et dont les revenus sont inférieurs à la limite de base de la surtaxe progressive.

ART. 52. — 1° Chaque chef de famille est imposable tant en raison de ses revenus personnels que de ceux de ses enfants mineurs personnellement exonérés en vertu de l'article 51 et des revenus de sa ou ses femmes ;

2° Par dérogation au paragraphe précédent le contribuable peut réclamer une imposition distincte pour ses enfants susceptibles d'être personnellement imposés, lors-

qu'ils tirent un revenu de leur propre travail ou d'une fortune indépendante de la sienne. Ces enfants ne sont plus, dès lors, considérés comme étant à sa charge au sens de l'article 77 ci-après ;

3^o La femme mariée fait éventuellement l'objet d'une imposition distincte :

a) Lorsqu'elle est séparée de biens et ne vit pas avec son mari ;

b) Lorsqu'étant en instance de séparation de corps ou de divorce elle réside séparément de son mari dans les conditions prévues par l'article 236 du code civil ;

c) Lorsqu'ayant été abandonnée par son mari ou ayant abandonné elle-même le domicile conjugal elle dispose de revenus distincts de ceux de son mari.

Les filles majeures sont éventuellement imposables personnellement sur les revenus dont elles peuvent disposer jusqu'à la date de leur mariage.

ART. 53. — 1^o En cas de décès du contribuable, l'impôt afférent aux bénéfices ou revenus non encore taxés est établi au nom du défunt.

La veuve est personnellement imposable, dans les conditions prévues au paragraphe 1 de l'article précédent, pour la période postérieure au décès de son mari, si elle ne se trouve pas exonérée par application du 2^o paragraphe de l'article 51 ci-dessus.

2^o En cas de décès de la femme du contribuable, les revenus perçus par le mari après le décès et acquis antérieurement au décès par l'un ou l'autre des époux sont compris en totalité dans le revenu imposable du mari.

II. — *Lieu d'imposition.*

ART. 54. — Si le contribuable a une résidence unique, l'impôt est établi au lieu de cette résidence.

Si le contribuable possède plusieurs résidences au Togo, il est assujéti à l'impôt au lieu où il est réputé posséder son principal établissement et sa principale résidence.

III. — *Revenu imposable.*

ART. 55. — L'impôt est établi d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose chaque contribuable. Ce revenu est déterminé eu égard aux propriétés et aux capitaux que possède le contribuable ; aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes opérations lucratives auxquelles il se livre, sous déduction des charges ci-après lorsqu'elles n'entrent pas en compte pour l'évaluation des revenus cédulaires :

1^o Intérêts des emprunts et dettes à la charge du contribuable ;

2^o Arrérages des rentes payées par lui à titre obligatoire et gratuit ;

3^o Tous impôts directs et taxes assimilées acquittés par lui ou se rapportant aux déclarations par lui souscrites dans les délais légaux au cours de l'année précé-

dente, à l'exception des majorations de droit pour défaut ou inexactitude de déclarations.

Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur les impôts déductibles, leur montant est rapporté aux revenus de l'année au cours de laquelle le contribuable est avisé de leur ordonnancement.

4^o Versements effectués à titre de cotisation de sécurité sociale ;

5^o En cas de cession ou de cessation d'entreprise, les déficits affectant l'exercice de liquidation, compte tenu s'il y a lieu des cinq années précédentes qui n'auraient pu être imputées sur le revenu cédulaire ;

6^o Les versements volontaires pour la constitution de retraite et les primes d'assurances sur la vie dans la limite de 6 % du revenu net professionnel qui n'a pas déjà subi de retenues obligatoires ;

7^o Les frais de passage de France au Territoire et les frais de retour en France lorsque la preuve est faite que l'intéressé a supporté la dépense pendant l'année antérieure à celle de l'imposition soit pour lui, soit pour les personnes considérées comme à sa charge.

ART. 56. — N'entrent pas en compte pour la détermination du revenu net global :

1^o Les intérêts des bons du Trésor et des bons de la Défense nationale à échéance de cinq ans au plus, ou ceux dont l'exonération de l'impôt est accordée par décret ;

2^o Les lots, ainsi que les primes de remboursement attachées aux bons et obligations émis avec l'autorisation du ministre des Finances ;

3^o Les lots des loteries organisées dans les Territoires de l'Union Française et de la loterie nationale métropolitaine ;

4^o Les gratifications allouées aux vieux travailleurs à l'occasion de la délivrance de la médaille d'honneur par le ministre du Travail ;

5^o Les allocations spéciales destinées à couvrir les frais et risques de toute nature inhérente à la fonction ou à l'emploi ;

6^o Les pensions servies en vertu de la loi du 31 mars 1919, à l'exclusion de la partie des pensions mixtes visées à l'article 60 (paragraphe 2) de ladite loi, qui correspond à la durée des services ;

7^o Les pensions servies en vertu de la loi du 24 juin 1919 aux victimes civiles de la guerre et à leurs ayants droit ;

8^o Les pensions de même nature que celles visées aux paragraphes 6 et 7 ci-dessus qui seront servies aux victimes de la guerre 1939-1945 et sous la même réserve que celle du paragraphe 6 en ce qui concerne les pensions mixtes ;

9^o Les rentes viagères et indemnités attribuées aux victimes d'accidents du travail, ou leurs ayants droit ;

10^o La retraite du combattant instituée par les articles 197 et 199 de la loi du 16 avril 1930 ;

11^o Les traitements attachés à la Légion d'honneur et à la Médaille militaire ;

12° Les plus-values provenant de la cession d'éléments de l'actif immobilisé et les indemnités reçues en contrepartie de la cessation d'exercice de la profession ou du transfert de la clientèle lorsque la cession, le transfert ou la cessation intervient plus de cinq ans après la création ou l'achat du fonds, de l'office ou de la clientèle.

Ce délai n'est pas opposable au conjoint survivant, ni aux héritiers en ligne directe, lorsque la cession, le transfert ou la cessation de l'exercice de la profession est la conséquence du décès de l'exploitant.

ART. 57. — Les revenus nets des diverses catégories entrant dans la composition du revenu net global sont déterminés chaque année dans les conditions prévues à l'article 60 ci-après, d'après leur produit respectif pendant l'année précédente, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que ces revenus ont leur source au Togo ou hors du Togo.

Par exception aux dispositions du paragraphe ci-dessus, sont exclus du revenu imposable des contribuables de nationalité étrangère qui ont leur domicile au Togo les revenus de source étrangère à raison desquels les intéressés justifient avoir été soumis à un impôt personnel sur le revenu global dans le pays d'où ils sont originaires.

ART. 58. — Lorsqu'un contribuable précédemment domicilié hors du Territoire transfère son domicile au Togo, les revenus dont l'imposition est entraînée par l'établissement du domicile au Togo ne sont comptés que du jour de cet établissement.

La même règle est applicable dans le cas du contribuable qui, n'ayant pas antérieurement de résidence habituelle au Togo, y acquiert la disposition d'une telle résidence.

ART. 59. — Le contribuable domicilié au Togo qui transfère son domicile fiscal hors du Territoire est passible de l'impôt général sur le revenu à raison des revenus dont il a disposé pendant l'année de ce transfert jusqu'à la date de celui-ci, des bénéfices industriels et commerciaux qu'il a réalisés depuis la fin du dernier exercice taxé à l'exclusion des revenus qu'il a acquis sans en avoir la disposition antérieurement à son transfert de domicile.

Les revenus visés au présent article sont imposés provisoirement d'après les règles applicables au 1^{er} janvier de l'année du transfert de domicile fiscal, selon déclaration produite dans les conditions que fixe l'article 81 ci-après.

ART. 60. — Le revenu net est constitué par l'excédent du produit brut effectivement réalisé, y compris la valeur des profits et avantages dont le contribuable a joui en nature, sur les dépenses effectuées en vue de l'acquisition et de la conservation du revenu :

1° Le revenu net foncier des propriétés bâties y compris celui des constructions nouvelles bénéficiant d'exemptions temporaires est déterminé dans les mêmes conditions que pour l'assiette de la contribution foncière ;

2° Les revenus de capitaux mobiliers, même s'ils ne sont point passibles d'un impôt sur le revenu des valeurs

mobilières, sont assujettis à l'impôt général s'ils n'en sont pas exonérés par une disposition spéciale.

Lorsqu'ils sont payables en espèces, les revenus visés au présent paragraphe sont soumis à l'impôt général sur le revenu au titre de l'année suivant celle, soit de leur paiement en espèces ou par chèque, soit de leur inscription au crédit d'un compte ;

3° Les bénéfices des professions industrielles, commerciales, artisanales et ceux de l'exploitation minière, les bénéfices de l'exploitation agricole, ainsi que les bénéfices tirés de l'exercice d'une profession non commerciale, sont déterminés dans les mêmes conditions que pour l'assiette des impôts cédulaires qui leur sont respectivement applicables, sans toutefois tenir compte des déductions spéciales pour investissements prévus à l'article 49 ci-dessus ;

4° Les revenus provenant de traitements publics et privés, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères sont déterminés suivant les règles que fixent les articles 61 à 63 ci-après.

ART. 61. — Les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères sont imposables lorsque le bénéficiaire est domicilié au Togo, alors même que l'activité rémunérée s'exercerait hors du Territoire, ou que l'employeur ou le débiteur serait domicilié ou établi hors du Togo.

En ce qui concerne les pensions publiques, le débiteur s'entend du comptable assignataire.

ART. 62. — Pour la détermination des bases d'imposition, il est tenu compte du montant total net des traitements, y compris les sommes mandatées au titre du pécule, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères, ainsi que de tous les avantages en argent ou en nature accordés aux intéressés en sus des traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères proprement dits.

L'estimation des rémunérations allouées sous forme d'avantages en nature est faite par le service de l'assiette d'après leur valeur intrinsèque et réelle. À défaut de bases certaines résultant de quittances, factures, mémoires, etc., il sera établi des forfaits qui seront signifiés aux employeurs.

ART. 63. — Le montant net de revenu imposable est déterminé en déduisant du montant brut des sommes payées et des avantages en argent ou en nature accordés :

1° Les retenues faites par l'employeur en vue de la constitution de pensions ou de retraites, dans la limite de 6 % des appointements fixés ;

2° La cotisation ouvrière aux assurances sociales ;

3° Les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi lorsqu'ils ne sont pas couverts par des indemnités spéciales.

La déduction à effectuer du chef des frais professionnels est forfaitairement fixée à 10 % du revenu brut après défalcation des retenues visées au paragraphe 1^{er} ci-dessus, sans pouvoir excéder 100.000 francs par an.

ART. 64. — Sauf justification contraire fournie par le contribuable, le revenu imposable ne peut être inférieur

à une somme forfaitaire déterminée en appliquant à certains éléments du train de vie des contribuables le barème ci-après :

Éléments du train de vie	Revenu forfaitaire correspondant
Valeur locative de la résidence principale et éventuellement des résidences secondaires au Togo ou hors du Togo	Deux fois la valeur locative.
Domestiques salariés :	
Pour chaque homme	50.000 francs.
Pour chaque femme	25.000 francs.
Voitures automobiles destinées au transport des personnes :	
a) D'une puissance égale ou supérieure à 19 CV de moins de trois ans d'âge et d'une valeur vénale supérieure à 600.000 francs	20.000 fr. par Cheval-V.
b) D'une puissance égale ou supérieure à 11 CV	12.000 fr. par Cheval-V.
c) D'une puissance inférieure à 11 CV ou ayant plus de dix ans d'âge ...	8.000 fr. par Cheval-V.

Les éléments dont il est fait état pour le calcul du revenu maximum sont ceux dont le contribuable, sa femme ou les autres membres de sa famille habitant avec lui, ont disposé pendant l'année dont les revenus sont imposés.

La valeur locative à retenir pour les résidences principales ou secondaires est celle servant de base à la contribution foncière pour ladite année.

Sont déduits du revenu global forfaitaire déterminé en vertu du présent article tous les revenus qui sont affranchis à un titre quelconque de l'impôt général sur le revenu et dont le contribuable justifie avoir disposé au cours de ladite année.

ART. 65. — Sont exonérés de l'impôt général sur le revenu les remboursements et amortissements totaux ou partiels effectués par les sociétés sur le montant de leurs actions, parts d'intérêt ou commandites avant leur dissolution ou leur mise en liquidation lorsque ces remboursements sont exemptés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers aux termes de l'arrêté réglementant cet impôt en A.-O.F.

Sont également exonérés de l'impôt général sur le revenu, en cas de distribution de réserves sous forme d'augmentation de capital ou au cas de fusion de sociétés, l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, des parts sociales, ou d'obligations, ou les plus-values résultant de cette attribution, dans la mesure où elles bénéficient les unes ou les autres de l'exemption de l'impôt sur le revenu de capitaux mobiliers.

Toutefois, dans les cas de déchéance, ces attributions ou plus-values sont considérées comme un revenu imposable de l'année qui suivra celle de la déchéance pour les porteurs de titres qui ont bénéficié personnellement des indemnités accordées par le présent texte.

Les plus-values résultant des fusions de sociétés dans les conditions prévues par l'arrêté codifiant l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers en A.-O.F., et enre-

gistrées avant le 1^{er} janvier 1943 restent soumises à l'impôt général sur le revenu au titre de l'année qui suivra l'année de la dissolution de la société absorbante nouvelle ou l'année du remboursement total ou partiel, sous quelque forme qu'il soit effectué, des actions, parts bénéficiaires, parts sociales ou obligations attribuées gratuitement.

ART. 66. — Lorsqu'un associé, actionnaire, commanditaire, ou porteur de parts bénéficiaires cède à un tiers, pendant la durée de la société tout ou partie de ses droits sociaux, l'excédent du prix de cession sur le prix d'acquisition de ces droits est compris dans les bases de l'impôt général dû par l'intéressé pour la moitié de son montant.

Toutefois, l'imposition de la plus-value ainsi réalisée est subordonnée aux deux conditions suivantes :

1^o Que l'intéressé ou son conjoint, ses ascendants ou descendants exercent ou aient exercé, au cours des cinq dernières années, des fonctions d'administrateurs ou de gérants dans la société et que les droits des mêmes personnes dans les bénéfices sociaux aient dépassé ensemble 25 % de ce bénéfice au cours de la même période ;

2^o Que le montant de la plus-value réalisée dépasse 100.000 francs.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux associés en nom collectif et aux gérants des sociétés en commandite simple qui sont imposables chaque année à raison de la quote-part des bénéfices sociaux correspondant à leurs droits dans la société.

ART. 67. — Le boni attribué, lors de la liquidation d'une société, aux titulaires de droits sociaux en sus de la valeur nominale de leurs parts ou actions n'est compris dans les bases de l'impôt général sur le revenu que jusqu'à concurrence de l'excédent du prix de remboursement des droits sociaux annulés sur le prix d'acquisition de ses droits, dans le cas où ce dernier est supérieur à la valeur nominale. La même règle est applicable dans le cas où la société rachète au cours de son existence les droits de certains associés, actionnaires ou porteurs de parts bénéficiaires.

ART. 68. — Les associés-gérants des sociétés en commandite par actions sont réputés ne disposer de la quote-part leur revenant dans les bénéfices sociaux affectés à la constitution de réserves qu'au moment de la mise en distribution desdites réserves. Mais les sommes qui leur sont allouées à titre de rémunération de leurs fonctions ou de leurs apports sont comprises dans les bases de l'impôt général même si les résultats de l'exercice social sont déficitaires.

ART. 69. — Lorsqu'au cours d'une année un contribuable a réalisé un revenu exceptionnel tel que la plus-value d'un fonds de commerce ou la distribution de réserve d'une société et que le montant de ce revenu exceptionnel dépasse la moyenne des revenus nets d'après lesquels le contribuable a été soumis à l'impôt général au titre des trois dernières années, l'intéressé peut demander qu'il soit réparti, pour l'établissement de l'impôt général sur l'année de sa réalisation et les années antérieures non couvertes par la prescription.

La même faculté est accordée au contribuable qui, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, a eu, au cours d'une même année, la disposition de revenus correspondant, par la date normale de leur échéance à une période de plusieurs années.

En aucun cas les revenus visés au présent article ne peuvent être répartis sur la période antérieure à leur échéance normale ou à la date à laquelle le contribuable a acquis les biens ou exploitations, ou entrepris l'exercice de la profession, générateurs desdits revenus.

IV. — Imposition des rémunérations occultes.

ART. 70. — Les sociétés par actions, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite simple, qui, directement ou indirectement, versent à des personnes ne faisant point partie de leur personnel salarié, et dont elles ne révèlent pas l'identité, des commissions, courtages, ristournes commerciales ou non, gratifications et toutes autres rémunérations, sont assujetties à l'impôt général sur le revenu à raison du montant global de ces sommes.

La taxation est établie sous une cote unique et porte chaque année sur les sommes payées au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû au titre de la même année.

La déclaration des sommes taxables est faite en même temps que celle relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Les articles 65 à 69 et 83 s'appliquent aux impositions établies en vertu du présent article.

L'application du présent article ne met pas obstacle à l'imposition des sommes visées ci-dessus au nom de leur bénéficiaire réel lorsque ce dernier peut être identifié par le Service.

Il est fait application à la totalité des sommes ainsi imposées au nom des sociétés du taux le plus élevé prévu pour la surtaxe progressive.

V. — Calcul de l'impôt.

ART. 71. — L'impôt général sur le revenu comporte une taxe forfaitaire applicable à tous les contribuables et une surtaxe progressive qui frappe ceux dont le revenu imposable dépasse 360.000 francs par an.

A. — Taxe forfaitaire.

ART. 72. — Pour le calcul de la taxe forfaitaire, les contribuables sont classés selon leur revenu imposable de l'année précédente, dans les catégories ci-dessous :

Catégorie A, revenu inférieur à	Fr. 48.000
Catégorie B, revenu égal ou supérieur à...	48.000
et inférieur à.....	84.000
Catégorie C, revenu égal ou supérieur à...	84.000
et inférieur à.....	120.000
Catégorie D, revenu égal ou supérieur à...	120.000
et inférieur à.....	180.000

Catégorie E, revenu égal ou supérieur à...	180.000
et inférieur à.....	240.000
Catégorie F, revenu égal ou supérieur à...	240.000
et inférieur à.....	300.000
Catégorie G, revenu égal ou supérieur à...	300.000

ART. 73. — La taxe forfaitaire est déterminée par application à chaque contribuable du tarif de sa catégorie tel qu'il ressort du tableau suivant :

Catégorie A.

Cercles de Lomé, Tsévié et Anécho, et Cercle d'Atakpamé à l'exception du Litimé.....	Fr. 250
Cercle de Klouto et canton du Litimé.....	350
Cercles de Sokodé, Lama-Kara, Mango et Dapango, à l'exception des cantons Konkombas	125
Cantons Konkombas	75

Catégorie B. — 2.000 francs.

— C. —	4.000	—
— D. —	7.000	—
— E. —	10.000	—
— F. —	12.500	—
— G. —	15.000	—

B. — Surtaxe progressive.

ART. 74. — Pour le calcul de la surtaxe progressive, le revenu imposable, arrondi au millier de francs inférieur, est divisé en un certain nombre de parts, conformément à l'article 75 ci-après, d'après la situation et les charges de famille du contribuable.

Le revenu correspondant à une part entière est taxé par application du tarif prévu à l'article 79 ci-après.

L'impôt dû par le contribuable est égal au produit de la cotisation ainsi obtenue par le nombre de parts.

ART. 75. — Le nombre de parts à prendre en considération pour la division du revenu imposable prévue à l'article précédent est fixé comme suit :

Célibataire divorcé ou veuf sans enfant à charge	1
Marié sans enfant à charge	2
Célibataire ou divorcé ayant un enfant à charge.	2
Marié ou veuf ayant un enfant à charge.....	3
Célibataire ou divorcé ayant deux enfants à charge	3
Marié ou veuf ayant deux enfants à charge...	3,50
Célibataire ou divorcé ayant trois enfants à charge	3,50
Marié ou veuf ayant trois enfants à charge...	4,50
Célibataire ou divorcé ayant quatre enfants à charge	4,50
et ainsi de suite en augmentant d'une part par enfant à la charge du contribuable.	

Toutefois, le nombre de parts à prendre en considération pour le calcul de l'impôt ne pourra en aucun cas dépasser 6,5.

En cas d'imposition séparée des époux par application du paragraphe 3 de l'article 52 ci-dessus, chaque époux est considéré comme un célibataire ayant à sa charge les enfants dont il a la garde.

Le veuf qui a à sa charge un ou plusieurs enfants non issus de son mariage avec le conjoint décédé est traité comme un célibataire ayant à sa charge le même nombre d'enfants.

ART. 76. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le revenu imposable des contribuables célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas d'enfant à leur charge est divisé par 1,5 lorsque ces contribuables :

a) Ont un ou plusieurs enfants majeurs ou faisant l'objet d'une imposition distinctes ;

b) Ont eu un ou plusieurs enfants qui sont morts, à la condition que l'un d'eux au moins ait atteint l'âge de seize ans ou que l'un d'eux soit décédé par suite de faits de guerre ;

c) Sont titulaires d'une pension prévue par les lois des 31 mars 1919 et 24 juin 1919, soit pour une invalidité de 40 % ou au-dessus, soit à titre de veuve ;

d) Sont titulaires d'une pension d'invalidité pour accident du travail de 40 % ou au-dessus ;

e) Sont titulaires de la carte d'invalidité instituée par la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ;

f) Ont adopté un enfant, à la condition que, si l'adoption a eu lieu alors que l'enfant était âgé de plus de dix ans, cet enfant ait été à la charge de l'adoptant comme enfant recueilli dans les conditions prévues à l'article 77 ci-après depuis l'âge de dix ans. Cette disposition n'est pas applicable si l'enfant adopté est décédé avant d'avoir atteint l'âge de seize ans.

ART. 77. — Sont considérés comme étant à la charge du contribuable, à la condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier :

1° Ses enfants, s'ils sont âgés de moins de vingt et un ans ou s'ils sont infirmes. La limite d'âge de vingt et un ans peut être prolongée de cinq années au plus pour les enfants qui poursuivent leurs études supérieures à charge de preuve par leurs parents.

2° Sous les mêmes conditions, les enfants recueillis par lui à son propre foyer, et dont il assure entièrement l'entretien.

ART. 78. — La situation et les charges de famille dont il doit être tenu compte sont celles existant au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition.

ART. 79. — La surtaxe est calculée en tenant pour nulle la fraction de chaque part de revenu qui n'excède pas 180.000 francs, et en appliquant le taux de :

10 % à la fraction comprise entre 180.000 et 35.000 francs.

15 % à la fraction comprise entre 35.000 et 600.000 francs.

20 % à la fraction comprise entre 600.000 et 900.000 francs.

30 % à la fraction comprise entre 900.000 et 1.500.000 francs.

40 % à la fraction comprise entre 1.500.000 et 3.000.000 de francs.

50 % à la fraction comprise entre 3.000.000 et 6.000.000 de francs.

60 % à la fraction supérieure à 6.000.000 de francs.

Les taux prévus ci-dessus pour les deux dernières tranches sont portés respectivement à 55 % et 70 % en ce qui concerne les contribuables célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas d'enfants à leur charge et n'entrant pas dans l'un des cas énumérés à l'article 75 ci-dessus.

Au montant de la surtaxe calculée suivant les taux ci-dessus est appliquée une décote uniforme de 15.000 francs.

VI. — Déclarations. Contrôle.

ART. 80. — Tout contribuable dont le revenu net a dépassé 300.000 francs au cours d'une année déterminée est tenu de souscrire avant le 31 mars de l'année suivante une déclaration de ce revenu, avec l'indication des éléments qui le composent. La déclaration devra également comporter l'indication précise des éléments du train de vie énumérée à l'article 64 ci-dessus.

Cette déclaration établie sur une formule réglementaire mise à la disposition des intéressés, doit être signée et adressée à l'Inspecteur des Contributions Directes, Chef de la Division du Sud pour les contribuables domiciliés ou résidant habituellement, dans les cercles de Lomé, Tsévié et Aného, au Chef du Service des Contributions Directes, pour les contribuables domiciliés ou résidant habituellement dans le reste du Territoire.

ART. 81. — Le contribuable visé à l'article 59 ci-dessus, et dont le revenu net annuel est supérieur à 300.000 francs, est tenu de produire une déclaration provisoire des revenus imposables en vertu dudit article, dans les dix jours qui précèdent la demande de passeport. Elle est soumise aux règles et sanctions prévues à l'égard des déclarations annuelles. Elle peut être complétée s'il y a lieu jusqu'à l'expiration des trois premiers mois de l'année suivant celle du départ. A défaut de déclaration rectificative souscrite dans ce délai, la déclaration provisoire est considérée comme confirmée par l'intéressé.

ART. 82. — 1° Les revenus dont le contribuable a disposé pendant l'année de son décès, et les bénéfices industriels et commerciaux qu'il a réalisés depuis la fin du dernier exercice taxé sont imposés d'après les règles applicables au 1^{er} janvier de l'année du décès. Il en est de même des revenus dont la distribution ou le versement résultent du décès du contribuable, s'ils n'ont pas été précédemment imposés, et de ceux qu'il a acquis sans en avoir la disposition antérieurement à son décès.

2° La déclaration du revenu imposable, en vertu du présent article, est produite par les ayants droit du défunt dans les six mois de la date du décès. Elle est soumise aux règles et sanctions prévues à l'égard des déclarations annuelles. Les demandes d'éclaircissements

ou de justifications ainsi que les notifications prévues aux articles 83, 84 et 85 ci-après peuvent être valablement adressées à l'un quelconque des ayants droit ou des signataires de la déclaration de succession.

ART. 83. — L'inspecteur des Contributions Directes ou l'agent chargé spécialement du contrôle vérifie les déclarations.

Il peut demander au contribuable des éclaircissements.

Il peut, en outre, lui demander des justifications :

a) Au sujet de sa situation et de ses charges de famille ;

b) Au sujet des charges retranchées du revenu global par application de l'article 55 ci-dessus.

Il peut également lui demander des justifications lorsqu'il a réuni des éléments permettant d'établir que le contribuable peut avoir des revenus plus importants que ceux qui font l'objet de sa déclaration. En particulier, si le contribuable allègue la possession de bons ou titres dont les intérêts ou arrérages sont exclus du décompte des revenus imposables en vertu de l'article 56 ci-dessus, l'Inspecteur peut exiger la preuve de la possession de ces bons ou titres et celle de la date à laquelle ils sont entrés dans le patrimoine de l'intéressé.

ART. 84. — Les éclaircissements et justifications visés à l'article précédent peuvent être demandés verbalement ou par écrit.

Lorsque le contribuable a refusé de répondre à une demande verbale et lorsque la réponse faite à cette demande est considérée par l'Inspecteur comme équivalente à un refus de réponse sur tout ou partie des points à éclaircir, l'Inspecteur peut renouveler sa demande par écrit.

Toutes les demandes écrites doivent indiquer explicitement les points sur lesquels l'Inspecteur juge nécessaire d'obtenir des éclaircissements ou des justifications et assigner au contribuable, pour fournir sa réponse, un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours.

ART. 85. — L'Inspecteur a le droit de rectifier les déclarations, mais il doit, au préalable, adresser au contribuable l'indication des éléments qu'il se propose de retenir comme base de son imposition et l'inviter à se faire entendre ou à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de vingt jours.

VII. — Taxation d'office.

ART. 86. — Est taxé d'office :

1^o Le contribuable non tenu de souscrire une déclaration ;

2^o Le contribuable visé à l'article 80 ci-dessus qui s'est abstenu de produire sa déclaration dans le délai réglementaire ;

3^o Le contribuable qui s'est abstenu de répondre aux demandes d'éclaircissements ou de justifications de l'Inspecteur.

ART. 87. — En cas de désaccord avec l'Inspecteur, le contribuable taxé d'office ne peut obtenir, par la voie contentieuse, la réduction de la cotisation qui lui a été assignée qu'en apportant la preuve de l'exagération de son imposition.

VIII. — Obligations des employeurs et débirentiers.

ART. 88. — Tous particuliers et toutes sociétés ou associations occupant des employés, commis, ouvriers, auxiliaires ou manœuvres, etc., moyennant traitement, salaire ou rétribution sont tenus de remettre, dans le courant du mois de janvier de chaque année, au Chef du Service des Contributions Directes :

A) La liste des salariés gagnant moins de 4.000 francs par mois qu'ils ont employés au cours du mois de décembre, en indiquant pour chacun d'eux :

Noms, prénoms, emploi, adresse, nombre de jours de travail pendant le mois de décembre, rémunération versée pour la même période.

B) La liste des salariés, gagnant plus de 4.000 francs par mois, qu'ils ont occupés au cours de l'année précédente, en indiquant pour chacun d'eux :

1^o Nom, prénoms, emploi, adresse ;

2^o Montant des traitements, salaires et rétributions et allocations payés soit en argent, soit en nature pendant ladite année, après déduction des retenues pour la retraite ;

3^o Période à laquelle s'appliquent les paiements si elle est inférieure à une année ;

4^o Nombre d'enfants indiqués par l'intéressé comme étant à sa charge au 31 décembre, pour ceux des employés dont le salaire ramené à l'année est supérieur à 360.000 francs.

Les ordonnateurs, ordonnateurs-délégués, ou sous-ordonnateurs des budgets de l'Etat, du Gouvernement Général, du Gouvernement local, des Communes et établissements publics sont tenus de fournir, dans le même délai, les mêmes renseignements concernant le personnel qu'ils administrent.

ART. 89. — Toute personne physique ou morale payant des pensions ou rentes viagères est tenue, dans les conditions et dans le délai prévus à l'article 88, de fournir les indications relatives aux titulaires de ces pensions ou rentes.

ART. 90. — Dans le cas de cession ou de cessation en totalité ou en partie de l'entreprise ou de cessation de l'exercice de la profession, la déclaration visée à l'article 88 B, ci-dessus, doit être produite en ce qui concerne les rémunérations payées pendant l'année de la cession ou de la cessation, dans un délai de 10 jours comme il est indiqué aux articles 26 et 40 de la réglementation des impôts cédulaires.

Il en est de même des listes A et B concernant l'année précédente si elles n'ont pas encore été produites.

En cas de décès de l'employeur ou du débirentier, la déclaration des traitements, salaires, pensions ou rentes viagères payés par le défunt pendant l'année au cours

de laquelle il est décédé doit être souscrite par les héritiers dans les six mois du décès. Ce délai ne peut toutefois s'étendre au-delà du 31 janvier de l'année suivante.

ART. 91. — Les contribuables domiciliés au Togo qui reçoivent de débiteurs domiciliés, ou établis hors du Togo des traitements indemnités, émoluments, salaires, pensions ou rentes viagères doivent produire, en ce qui les concerne, les renseignements exigés par les articles 88 et 89 ci-dessus.

IX. — *Sanctions pour défaut ou insuffisance de déclarations.*

ART. 92. — Le montant de l'impôt est majoré de 25 % pour le contribuable visé à l'article 80 ci-dessus qui n'a pas souscrit sa déclaration dans le délai prescrit.

Dans le cas où le contribuable n'a déclaré qu'un revenu insuffisant d'au moins un dixième, la même majoration est appliquée aux droits correspondant au revenu non déclaré. Les droits sont doublés si, l'insuffisance excédant le dixième du revenu imposable ou la somme de 20.000 francs, le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

ART. 93. — Le contribuable qui, encaissant directement ou indirectement des revenus à l'étranger, ne les a pas mentionnés dans sa déclaration est réputé les avoir omis, et il est tenu de verser le supplément d'impôt correspondant ainsi que la majoration du droit en sus.

ART. 94. — Conformément aux dispositions du Décret en date du 12 décembre 1936, la femme séparée de biens et vivant avec son mari est solidairement responsable du paiement de l'impôt sur le revenu établi au nom de ce dernier. Toutefois, sa responsabilité est limitée à la proportion correspondant à celle de ses revenus propres par rapport à l'ensemble des revenus du ménage au cours de l'année dont les revenus ont servi de base à l'imposition, si l'intéressé a produit une déclaration spéciale indiquant le montant des revenus dont elle a personnellement disposé pendant ladite année.

Cette déclaration doit être adressée dans les conditions fixées à l'article 80.

ART. 95. — Toute infraction aux prescriptions des articles 88 à 91 ci-dessus donne lieu à l'application d'une amende fiscale de 1.000 francs encourue autant de fois qu'il est relevé d'omissions ou d'inexactitudes dans les renseignements qui doivent être fournis en vertu de ces articles.

Lorsque la déclaration n'a pas été souscrite dans les délais réglementaires, l'amende est majorée de 50 % si le retard excède un mois, doublée s'il excède deux mois et triplée s'il excède trois mois.

ART. 96. — Les amendes fiscales prévues par l'article 95 ci-dessus sont constatées par le Chef du Service des Contributions Directes et comprises dans un ou plusieurs rôles qui peuvent être mis en recouvrement jusqu'à l'expiration de la troisième année suivant celle au cours de laquelle les infractions ont été commises.

Les droits et amendes établis dans ces conditions sont immédiatement exigibles en totalité.

L'application de ces amendes peut être contestée dans un délai de trois mois partant de la date de mise en recouvrement du rôle la preuve de l'irrégularité ou de l'exagération de l'amende devant, dans tous les cas, être apportée par l'intéressé. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées conformément aux dispositions des décrets des 5 août 1881, 22 janvier 1896, 13 décembre 1944 sur le Conseil du contentieux et 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies.

En cas de décès du contrevenant, ou, s'il s'agit d'une société, en cas de dissolution, l'amende constitue une charge de la succession ou de la liquidation.

ART. 17. — L'article 94 (Imposition des droits omis) des dispositions générales concernant les impôts sur les revenus devient l'article 97.

ART. 18. — L'article 95 de la section II des dispositions générales devient l'article 98, sous la forme suivante :

Des rôles.

ART. 98. — Les impôts sur le revenu sont établis par voie de rôles nominatifs dressés par le Service des Contributions Directes, ou à défaut, en ce qui concerne la taxe forfaitaire de l'impôt général, par les chefs de circonscriptions selon décision du Commissaire de la République. Le recouvrement en est poursuivi comme en matière de contributions directes.

ART. 19. — L'article 96 ancien est abrogé et remplacé par l'article 99 suivant :

ART. 99. — Toutefois, dans les parties du Territoire où l'organisation administrative n'est pas encore assez complète pour permettre d'identifier individuellement tous les contribuables relevant de la catégorie A en matière de taxe forfaitaire, l'impôt général de cette catégorie fera l'objet de rôles numériques émis au nom des villages dont le compte d'impôt sera arrêté d'après le nombre présumé des contribuables de cette catégorie appartenant au village, multiplié par le taux de la taxe forfaitaire individuelle.

Un arrêté du Commissaire de la République déterminera les parties du Territoire où s'appliquera le présent article et y prescrira des recensements périodiques.

ART. 20. — L'article 97 ancien devient l'article 100, sous la forme suivante :

ART. 100. — Les impôts établis par voie de rôles nominatifs selon l'article 99 ci-dessus sont exigibles en totalité dans les trois mois de la mise en recouvrement pour les rôles émis avant le 1^{er} octobre et dans les trente jours de la mise en recouvrement pour les rôles émis après cette date, et au cours des années suivantes.

Sont également exigibles immédiatement pour la totalité des droits et amendes fiscales visés à l'article 98 ci-dessus.

En cas de déménagement avant la mise en recouvrement du rôle la procédure de recouvrement par anti-

cipation réglementée par l'article 160 du Décret du 30 décembre 1912 est applicable.

Art. 21. — L'ancien article 98, abrogé, est remplacé par l'article 101 suivant :

ART. 101. — Les rôles numériques dressés en vertu de l'article 101 ci-dessus sont exigibles dès qu'ils sont rendus exécutoires, et à la date qui paraîtra le plus propice à l'Administration locale, après avis du Conseil de Circonscription.

Les chefs de villages et autres collecteurs inscrits aux rôles sont avisés de cette date et disposent d'un délai de soixante jours (deux mois) pour collecter le montant de l'impôt dont ils sont responsables.

A l'expiration de ce délai, ils doivent remettre aux préposés du Trésor ou aux agents spéciaux, sous le contrôle des Commandants de cercles ou chefs de subdivisions, et sous la surveillance des chefs de canton ou de groupement, le montant total des cotes collectées par eux, accompagné d'un état nominatif des contribuables imposés de leur secteur, mentionnant s'ils ont ou non acquitté leur impôt.

Dès le reçu de ces états, le préposé du Trésor ou l'agent spécial rédige, au nom de chaque contribuable qui ne s'est pas encore libéré, un avertissement, dont la transmission sera assurée par le collecteur, et qui indiquera le montant de la somme à payer par lui et le sommerà de la verser à sa caisse dans un délai maximum de trente jours à dater du jour de réception.

Dans les localités et villages éloignés des chefs-lieux de cercle ou de subdivision, le soin de percevoir l'impôt sur rôles numériques peut être confié par décision spéciale du Gouverneur, prise sur la proposition du Commandant de cercle, à des fonctionnaires d'autorité en service dans le cercle.

Ces agents munis d'une copie du rôle, constatant les versements effectués par les chefs de villages, leur délivrent des quittances extraites d'un carnet à souche et poursuivent les contribuables retardataires, ainsi qu'il est précisé ci-dessus. Les sommes encaissées sont versées par eux au préposé du Trésor ou à l'agent spécial qui émarge le rôle et leur délivre quittance libératoire.

L'apurement des rôles numériques est effectué conformément aux dispositions de l'article 186 du Décret du 30 décembre 1912.

Art. 22. — Il est créé un article 102 ainsi conçu :

ART. 102. — Des remises ou des primes de rendement peuvent être accordées aux chefs de village et aux chefs de canton inscrits aux rôles numériques de l'impôt général suivant les modalités et les taux qui sont fixés par l'arrêté du Commissaire de la République du 2 décembre 1949, n° 951-49/AP.

Art. 23. — Les articles 99 à 105 de l'ancienne réglementation deviennent les articles 103 à 109 de la nouvelle réglementation. Dans le corps de ces articles, lorsqu'on rencontre la mention « aux titres I^{er} à V ci-dessus » il faut lire « aux titres I^{er} et II ci-dessus ».

Dans le premier alinéa de l'ancien article 105, devenu l'article 109, sont supprimés les mots « qui ne sont pas

soumis au régime du forfait institué par l'article 13 ci-dessus ». Entre le premier et le deuxième alinéa de cet article est inséré l'alinéa suivant : « Sur la demande du Service des Contributions Directes les personnes susvisées sont tenues d'indiquer les soldes à une date déterminée des comptes ouverts dans leurs écritures au nom de leurs clients, ainsi que le montant des ventes effectuées à un client déterminé pendant une période donnée lorsque ce client est lui-même commerçant. »

Art. 24. — L'ancien article 106 est abrogé. Les anciens articles 107 et 108 sont supprimés. Les sections suivantes sont ajoutées au titre III (Dispositions générales).

Section V. — Amendes fiscales.

ART. 110. — La destruction avant l'expiration d'un délai de dix ans des documents visés à l'article 111 donne lieu à l'application d'une amende fiscale de 10.000 francs. Le refus de communiquer les livres, pièces et documents susvisés existants, sur réquisition verbale des agents chargés de l'assiette des impôts sur les revenus sera suivi d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au contribuable intéressé. Si à l'expiration du délai de 10 jours après réception de cette lettre, la communication demandée n'a pas été obtenue, une amende fiscale de 10.000 francs sera appliquée, amende qui sera portée à 20.000 francs à l'expiration du délai d'un mois et majorée de 10.000 francs par mois de retard en sus.

Les amendes susvisées sont constatées par le chef du service des Contributions Directes, comprises dans un ou plusieurs rôles, immédiatement exigibles pour la totalité et ne peuvent être contestées que dans les conditions prévues à l'article 113 ci-après.

ART. 111. — Tout agent d'affaires, expert, ou toutes autres personnes, associations, groupements ou sociétés faisant profession de tenir ou d'aider à tenir les écritures comptables de plusieurs clients, qui a apporté son concours à l'établissement ou à l'utilisation des documents ou renseignements reconnus inexacts est passible d'une amende fiscale fixée à 10.000 francs pour la première infraction relevée à sa charge, 20.000 francs pour la deuxième infraction, 30.000 francs pour la troisième et ainsi de suite en augmentant de 10.000 francs le montant de l'amende pour chaque infraction nouvelle, que ces infractions aient été commises auprès d'un seul ou de plusieurs contribuables, soit successivement, soit simultanément.

Le contrevenant et son client sont tenus solidairement au paiement de l'amende.

L'amende est constatée par le Chef du Service des Contributions Directes et comprise dans un rôle qui peut être mis en recouvrement jusqu'à l'expiration de la troisième année suivant celle au titre de laquelle est dû l'impôt compromis.

L'application de l'amende pourra être contestée devant le Conseil du contentieux administratif jusqu'à la fin du troisième mois suivant celui de la mise en recouvrement du rôle.

Les réclamations seront présentées, instruites et jugées comme en matière de Contributions Directes.

ART. 112. — 1^o Toute personne ou société qui fait profession de payer des intérêts, dividendes, revenus et autres produits de valeurs mobilières ou dont la profession comporte à titre accessoire des opérations de cette nature ne peut effectuer de ce chef aucun paiement ni ouvrir aucun compte sans exiger du requérant la justification de son identité et indication de son domicile réel.

Elle est en outre tenue de remettre au Directeur des Contributions Directes du Togo le relevé des sommes payées par elle sous quelque forme que ce soit sur présentation ou remise de coupons ou d'instruments représentatifs de coupons. Ce relevé indique pour chaque requérant ses nom et prénoms, son domicile réel et le montant net des sommes par lui touchées.

Les mêmes obligations incombent aux collectivités pour les dividendes et intérêts de leurs propres actions, parts ou obligations qu'elles payent à des personnes ou sociétés autres que celles qui sont chargées du service de leurs coupons.

Les personnes et sociétés soumises aux prescriptions du présent article et qui ne s'y conforment pas ou qui portent sciemment des renseignements inexacts sur les relevés fournis par elles à l'Administration sont passibles d'une amende fiscale de 100 francs pour chaque omission ou inexactitude.

2^o Les coupons présentés sont, sauf preuve contraire réputés propriétés du requérant. Dans le cas où celui-ci présente des coupons pour le compte de tiers, il a la faculté de remettre à l'établissement payeur une liste indiquant, outre ses nom, prénoms et domicile réel, les nom, prénoms et domicile réel des propriétaires véritables ainsi que le montant des coupons appartenant à chacun d'eux.

L'établissement payeur annexe cette liste au relevé fourni en exécution du 2^e alinéa du paragraphe 1^{er} du présent article. Quiconque est convaincu d'avoir encaissé sous son nom des coupons appartenant à des tiers en vue de faire échapper ces derniers à l'application de l'impôt général sur le revenu est passible des amendes fiscales prévues à l'article 113.

Les livres, pièces et documents de nature à permettre la vérification des relevés prévus au présent article qui ne sont pas soumis à un délai de conservation plus étendu doivent, sous les sanctions édictées par l'article 112, être conservés dans le bureau, l'agence ou la succursale où ils ont été établis à la disposition des agents des Contributions Directes jusqu'à la fin de la quatrième année suivant celle au cours de laquelle les paiements correspondants ont été effectués.

ART. 113. — Les sociétés ou compagnies, changeurs, banquiers, escompteurs, officiers publics ou ministériels et toutes personnes, sociétés ou associations recevant habituellement en dépôt des valeurs mobilières sont tenus d'adresser au Directeur des Contributions Directes du Togo avis de l'ouverture ou de la clôture de tout compte de dépôt de titres, valeurs ou espèces, comptes d'avances, comptes courants ou autres.

Les avis sont établis sur des formules dont le modèle est arrêté par l'Administration ; ils indiquent les nom, prénoms et adresse des titulaires des comptes ; ils sont envoyés dans les dix premiers jours du mois qui suit celui de l'ouverture ou de la clôture des comptes. Il en est donné récépissé.

Chaque année avant le 1^{er} février, les établissements visés au 1^{er} alinéa du présent article sont tenus d'adresser au Directeur des Contributions Directes le relevé des coupons portés au cours de l'année précédente au crédit des titulaires des comptes de dépôt de titres, valeurs ou espèces, comptes d'avances, comptes courants ou autres.

Les contraventions aux dispositions du présent article sont punies d'une amende de 100 francs par omission ou inexactitude.

Section VII. — Conventions Internationales.

ART. 114. — Pour l'assiette des impôts sur les revenus au Togo, seront appliquées intégralement les conventions en vue d'éviter les doubles impositions ou l'évasion fiscale conclues entre le Gouvernement de la République française et celui des États-Unis d'Amérique, les 25 juillet 1939 et 18 octobre 1946 et la convention conclue avec la Grande-Bretagne le 14 décembre 1950.

Article 25. — Sont supprimées de la Réglementation des Impôts Directs :

L'annexe V : Retenues d'impôt cédulaire (arrêté n^o 94/CD. du 28-1-46).

L'annexe VI : Instruction sur les retenues de l'impôt cédulaire.

Sont créées deux annexes V et VI (nouvelles) ainsi conçues :

ANNEXE V

Dotations pour renouvellement du stock normal indispensable.

ARTICLE PREMIER. — Le stock normal indispensable au fonctionnement de l'entreprise est forfaitairement fixé :

a) Pour les matières premières brutes aux six dixièmes de la moyenne des quantités de ces matières inventoriées à la clôture des exercices 1950 et 1951 ;

b) Pour les produits demi-finis, les produits finis et les approvisionnements aux six dixièmes de la moyenne des valeurs, au prix de revient desdits produits et approvisionnements à la clôture des exercices 1950 et 1951.

Par matières premières brutes au sens du présent article, il faut entendre non seulement les matières premières à l'état naturel et sous la forme où elles sont utilisées pour la première fois dans l'industrie, mais encore celles qui proviennent d'un alliage ou d'une première transformation, ainsi que les déchets des unes et des autres quand ils sont utilisés dans les mêmes conditions.

ART. 2. — 1^o Pour les entreprises qui n'ont pas clos d'exercice au cours des années de référence et pour celles qui ont été créées après le 31 décembre 1951, le stock normal indispensable est constitué, suivant les cas prévus à l'article 2, par les six dixièmes des quantités ou de la valeur des matières, produits ou approvisionnements existant lors du 1^{er} inventaire dressé après le 31 décembre 1951.

Toutefois, en ce qui concerne les entreprises nouvelles, le stock normal indispensable est, à partir du deuxième exercice, fixé aux six dixièmes des quantités ou valeurs constatées à la clôture de leur premier exercice.

2^o Dans le cas de mutation d'entreprises, d'absorption ou d'apport en société, le nouvel exploitant, la société absorbante, nouvelle ou bénéficiaire de l'apport, peut faire état du stock normal indispensable du précédent exploitant ou des sociétés absorbées ou dissoutes.

ART. 3. — 1^o Le stock normal indispensable, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus, sera retenu pour la détermination du montant des dotations pour renouvellement à constituer éventuellement à la fin de chacun des exercices clos au cours des années 1952, 1953, 1954 et 1955.

2^o Le stock normal indispensable, peut, toutefois, à la diligence du chef d'entreprise ou du chef de service des Contributions Directes, faire l'objet d'une révision exceptionnelle lorsque les conditions d'exploitation de l'entreprise ont subi des modifications importantes entraînant une diminution, ou une augmentation durables du stock normal indispensable.

Dans ce cas, le nouveau stock normal indispensable est déterminé d'après les six dixièmes de la moyenne des stocks existant à la clôture des trois exercices antérieurs.

En ce qui concerne les entreprises dont le stock normal indispensable est exprimé en quantités, la révision sera de droit lorsqu'il aura été constaté, au cours des deux exercices consécutifs de douze mois, pour l'ensemble des produits compris dans le stock normal indispensable, une modification d'au moins 10 % des quantités produites par rapport à la moyenne des quantités fabriquées durant les années retenues en vue de la détermination de ce stock.

Dans ce cas le pourcentage moyen d'augmentation ou de réduction, constaté pour les deux exercices considérés, sera appliqué dès la clôture du second exercice au stock normal indispensable précédemment fixé. Toutefois, le nouveau stock normal indispensable sera limité, s'il y a lieu, à la moyenne des stocks réellement inventoriés à la clôture desdits exercices.

ART. 4. — 1^o En cas de cession ou de cessation partielle d'entreprise, le stock normal indispensable doit être immédiatement réduit pour ne tenir compte que des matières premières, produits et approvisionnements se rapportant aux seuls établissements ou activités conservés.

En ce qui concerne les produits demi-finis, les produits finis, et les approvisionnements, cette réduction est déterminée sauf justification contraire, en appliquant à la valeur du stock normal indispensable le rapport

existant, lors du dernier inventaire dressé avant la cession ou la cessation, entre la valeur au prix de revient du stock afférent à la partie cédée ou liquidée et celle de l'ensemble des stocks de l'entreprise.

2^o En cas de création d'un établissement ou d'une branche d'activité, il est fait application, pour ce nouvel établissement ou cette nouvelle branche d'activité, des règles prévues à l'article 2 (paragraphe 1^{er}), pour les entreprises créées après le 31 décembre 1951.

ART. 5. — A la clôture de l'exercice 1952 et de chacun des exercices suivants le montant de la dotation pour renouvellement du stock normal indispensable est déterminé dans les conditions suivantes :

a) En ce qui concerne les matières premières brutes, en multipliant les quantités de ces matières comprises dans le stock normal indispensable par la différence entre le prix de revient unitaire de chacune d'elles à la clôture de l'exercice considéré et son prix de revient unitaire à la clôture de l'exercice précédent, ou dans les cas visés au paragraphe 1^{er} de l'article 2 ci-dessus, à la date de l'inventaire, d'après lequel a été fixé le stock normal indispensable initial ;

b) En ce qui concerne les produits demi-finis, les produits finis et les approvisionnements par différence entre, d'une part, le chiffre obtenu en appliquant au prix de revient du stock normal indispensable, déterminé dans les conditions prévues à l'article 1^{er} (paragraphe b) ci-dessus, les indices fixés annuellement, par arrêté du Commissaire de la République, en fonction des variations de prix des produits d'importations intervenues depuis le deuxième semestre de 1951, ou dans les cas visés au paragraphe 1^{er} de l'article 2, depuis l'époque de l'inventaire d'après lequel a été fixé le stock normal indispensable et, d'autre part, ledit prix de revient.

Les divers résultats positifs ou négatifs ainsi obtenus sont ensuite totalisés et leur solde constitue le montant de la dotation.

La différence entre le montant et celui des dotations déjà effectuées au titre des précédents exercices représente la dotation qui peut être imputée sur les résultats de l'exercice considéré.

Lorsque cette différence est négative, l'excédent de dotation est rapporté au bénéfice imposable dudit exercice.

ART. 6. — Dans le cas d'entreprises arrêtant leurs écritures à une date autre que le 31 décembre il est fait application, le cas échéant, en ce qui concerne les produits demi-finis, les produits finis et les approvisionnements, des indices résultant du dernier arrêté publié à cette date.

Toutefois les indices prévus par le premier arrêté rendu en exécution des prescriptions du paragraphe b) de l'article 5 ci-dessus seront utilisables pour les exercices clos au cours de l'année 1952, quelle que soit la date de clôture de ces exercices.

ART. 7. — Par dérogation aux dispositions des articles 1^{er}, 5 et 6 qui précèdent, les entreprises peuvent, en ce qui concerne tout ou partie de leurs produits demi-finis et finis et de leurs approvisionnements, faire appli-

cation, pour le calcul de la dotation afférente à ces produits ou approvisionnements, des dispositions prévues auxdits articles pour les matières premières brutes, lorsque les inventaires permettent d'en déterminer les quantités exactes par catégories et à condition que les produits et approvisionnements existant à la clôture de chaque exercice soient comparables en nature et en qualité à ceux constituant le stock indispensable.

L'option pour ce mode de calcul est irrévocable.

ART. 8. — La dotation pour renouvellement du stock normal indispensable constituée en franchise d'impôt devra figurer obligatoirement au passif du bilan de l'entreprise.

ART. 9. — Pour bénéficier des présentes dispositions, les entreprises devront remettre au Chef du Service des Contributions Directes, avec la déclaration et les documents prévus aux articles 16 et 17 de la réglementation des impôts sur les revenus, un relevé présentant les éléments de calcul de la dotation pour renouvellement du stock indispensable et notamment :

1° Les indications relatives à la détermination du stock normal indispensable, tant de matières brutes, que de produits demi-finis, finis et d'approvisionnements ;

2° Le prix de revient unitaire de chaque matière première brute à la clôture de l'exercice 1951 ;

3° Le prix de revient unitaire correspondant à la clôture de l'exercice considéré ;

4° Le ou les indices obtenus ;

5° Le montant de la dotation maximum à la date de clôture de l'exercice ;

6° Le montant des dotations déjà constituées au titre des précédents exercices ;

7° Le montant de la dotation susceptible d'être imputée sur les résultats de l'exercice considéré, ou de l'excédent de dotation à rapporter au bénéfice dudit exercice ;

8° Le cas échéant, le montant de la dotation effectivement constituée.

ART. 10. — En cas de cessation d'exploitation ou de transmission entre vifs ou après décès, la dotation figurant au dernier bilan est considérée comme un élément du bénéfice immédiatement imposable dans les conditions fixées par l'article 26 de la réglementation des impôts sur les revenus.

Il en est de même dans le cas où l'entreprise a cédé la totalité de son stock et a changé d'objet ou de mode d'exploitation.

Toutefois, lorsque l'exploitation est continuée soit par un ou plusieurs héritiers en ligne directe, soit par le conjoint survivant, dans les conditions prévues à l'article 8 de la réglementation des impôts sur les revenus, la dotation n'est pas rapportée au bénéfice imposable dans la mesure où elle demeure justifiée à la date du décès.

L'application des dispositions de l'alinéa précédent est subordonnée à l'obligation, pour le ou les nouveaux exploitants d'inscrire immédiatement à leur bilan la dotation

figurant au bilan du précédent exploitant et de calculer ultérieurement la dotation dans les mêmes conditions qu'aurait dû le faire ce dernier.

ART. 11. — Seules les entreprises possédant une comptabilité régulière et complète susceptible de faire foi devant la juridiction contentieuse pourront se prévaloir des dispositions ci-dessus.

ANNEXE VI

Provisions pour la reconstitution des gisements des substances minérales concessibles.

ARTICLE PREMIER. — Pour l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les entreprises, sociétés et organismes de toute nature qui effectuent la recherche et l'exploitation des substances minérales concessibles dans le Territoire, la Métropole, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie ou les autres membres de l'Union Française, sont à partir des exercices clos en 1953, autorisés à déduire de leur bénéfice net d'exploitation tel qu'il résulte d'un bilan, des provisions pour reconstitution des gisements, dans les conditions fixées aux articles suivants :

Ces provisions seront constituées en franchise d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

TITRE PREMIER

Hydrocarbures liquides ou gazeux.

ART. 2. — § 1^{er}. — Le montant de la provision pour reconstitution des gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux ne peut excéder pour chaque exercice :

a) Ni 27,50 % du montant des ventes des produits marchands extraits des gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux exploités par l'entreprise, et dont les résultats entrent dans le champ d'application de la réglementation de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux selon l'article 1^{er} de l'arrêté n° 576 du 16 octobre 1941 ;

b) Ni 50 % du bénéfice net imposable réalisé au cours de l'exercice considéré et provenant de la vente, en l'état ou après transformation, des produits extraits des gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux que l'entreprise possède dans l'ensemble de l'Union Française, au Maroc et en Tunisie.

§ 2. — Pour le calcul prévu au paragraphe 1, a) qui précède, le montant des ventes de produits marchands extraits de gisements d'hydrocarbures s'entend du montant net des ventes de pétrole brut, de gaz naturel et des produits éventuellement extraits du gaz naturel, déduction faite des ports facturés aux clients et des taxes incorporées dans le prix de vente notamment la taxe sur les transactions, les taxes sur le chiffre d'affaires, le droit de sortie ou autres droits et taxes grevant les produits vendus, à l'exception des redevances minières.

Au montant des ventes ainsi déterminées s'ajoutent toutes sommes allouées à l'entreprise à titre de subvention ou de protection, sous quelque forme que ce soit, et calculées en fonction des quantités de produits extraits de ses gisements, ainsi que toutes fournitures gratuites de produits marchands, lorsque cette fourniture est exigée par l'autorité concédante.

Le bénéfice net d'exploitation dont il est fait état pour le calcul de la deuxième limite de la provision ne comprend pas la fraction des provisions antérieurement constituées qui, en application des dispositions de l'article 5 ci-après, serait rapportée aux bases de l'impôt.

Pour la détermination de ce bénéfice net, les déficits d'exploitation sont admis en déduction dans les conditions suivantes.

En cas de déficit subi au cours d'un exercice dans le Territoire et provenant de la vente, en l'état ou après transformation, de produits extraits de gisements d'hydrocarbures que l'entreprise possède dans l'ensemble des Pays et Territoires visés à l'article 1^{er}, ce déficit est déduit du bénéfice réalisé au cours de l'exercice suivant, et provenant des mêmes opérations. Si ce bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est reporté successivement sur les exercices suivants jusqu'au cinquième exercice qui suit l'exercice déficitaire.

ART. 3. — La provision pour reconstitution des gisements est inscrite au passif du bilan de l'entreprise sous une rubrique spéciale faisant ressortir le montant des dotations de chaque exercice.

ART. 4. — La provision constituée à la clôture d'un exercice doit, avant l'expiration d'un délai de cinq ans, à partir de la clôture de cet exercice être utilisée :

a) Soit à tous travaux ou immobilisations nécessaires aux recherches d'hydrocarbures entreprises dans le Territoire, la Métropole, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie ou les autres membres de l'Union Française, à l'exclusion des travaux ou immobilisations portant sur un gisement reconnu ayant donné lieu à attribution d'un titre d'exploitation, sauf toutefois, dans le Territoire, pour ceux de ces travaux ou immobilisations qui seraient expressément et spécialement autorisés par le Chef du Territoire après avis d'une Commission qui sera créée par arrêté local.

Il pourra être fait appel au Ministre de la France d'Outre-Mer de la décision du Chef du Territoire.

b) Soit à l'acquisition de participations dans les sociétés et organismes désignés par arrêté du Chef du Territoire et ayant pour objet d'effectuer la recherche et l'exploitation de gisements d'hydrocarbures dans les mêmes territoires et pays.

Le terme « participations » s'entend, au sens de l'alinéa qui précède, des actions ou des parts d'intérêt ainsi que des sommes avancées aux sociétés et organismes ci-dessus visés et effectivement destinées à être investies par ces sociétés et organismes dans des travaux de recherches d'hydrocarbures.

ART. 5. — Si elle est utilisée dans le délai et les conditions prévus à l'article 4 précédent, la provision est définitivement exonérée de l'impôt sur les bénéfices indus-

triels et commerciaux et peut être virée à un compte de réserve quelconque au passif du bilan. Les sommes ainsi utilisées aux travaux de recherches ou en participation peuvent, dans les conditions fixées par la réglementation locale en matière d'impôts cédulaires, être comptabilisées en dépenses d'exploitation, faire l'objet d'amortissements annuels, ou donner lieu à la constitution de provisions pour dépréciation.

A défaut de remploi dans le délai ci-dessus, la provision est rapportée au bénéfice imposable de l'exercice en cours à la date d'expiration de ce délai.

ART. 6. — En cas de cession ou de cessation d'entreprise ou de décès de l'exploitant, la provision pour reconstitution de gisements figurant au dernier bilan est considérée comme immédiatement imposable dans les conditions fixées par l'article 26 de la réglementation locale en matière d'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Toutefois, la provision n'est pas rapportée au bénéfice imposable lorsque l'exploitation du fonds d'industrie est constituée dans les conditions prévues par l'article 7 bis de la réglementation locale.

L'application des dispositions de l'alinéa précédent est subordonnée à la condition que le délai d'utilisation de la provision ne soit pas expiré à la date de la cession et à l'obligation pour les nouveaux exploitants, pour la société absorbante ou nouvelle ou pour la société bénéficiaire de l'apport, d'inscrire immédiatement à leur passif la provision figurant dans les écritures du précédent exploitant, des sociétés fusionnées ou de la société apporteuse et qui était afférente aux éléments transférés et de l'utiliser avant l'expiration du délai imparti à l'ancien exploitant dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus et sous les sanctions fixées à l'article 5.

ART. 7. — Les entreprises doivent fournir au Service de l'assiette, à l'appui de la déclaration des résultats de chaque exercice, tous renseignements utiles sur les éléments de calcul de la provision pour reconstitution des gisements, ainsi que sur les conditions de son utilisation.

Elles doivent indiquer notamment, pour l'exercice considéré :

a) Le montant net, déterminé comme il est dit à l'article 2, des ventes des produits marchands extraits des gisements exploités par l'entreprise ;

b) Le montant du bénéfice net d'exploitation visé aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus ;

c) Et, le cas échéant, le montant des sommes utilisées dans les conditions prévues à l'article 4.

TITRE II

Substances minérales concessibles autres que les hydrocarbures liquides ou gazeux.

ART. 8. — Les dispositions du titre 1 sont également applicables, sous les réserves ci-après, aux substances minérales concessibles autres que les hydrocarbures liquides ou gazeux.

Réserves :

1° Le montant de la provision pour reconstitution de gisements de substances minérales concessibles autres que les hydrocarbures liquides ou gazeux ne peut excéder 15 % au lieu de 27,50 % limite fixée par l'article 2, paragraphe 1, a) ;

2° Les produits extraits entrant en compte pour le calcul du montant des ventes explicité à l'article 2, paragraphe 2, s'entendent de tous minerais marchands ou autres produits vendus à l'état de mattes, speiss, métaux ou alliages élaborés à partir des minerais extraits ;

3° Le délai de cinq ans prévu à l'article 4 est remplacé par un délai de trois ans pour l'utilisation de la provision à l'extérieur du Territoire.

4° La provision pour reconstitution de gisements de substances minérales concessibles autres que les hydrocarbures liquides ou gazeux pourra, également, être utilisée en travaux ou immobilisation nécessaires aux recherches sur des parties non encore reconnues de gisements situés à l'intérieur de titres d'exploitation, à la mise en exploitation des gisements de ces substances, et à l'amélioration de la récupération, à partir des minerais bruts, des minerais marchands.

Art. 26. — Dispositions transitoires :

Les dispositions des articles 41 à 61 abrogés, relatives à l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires sont provisoirement maintenues en vigueur, après le 1^{er} janvier 1954, uniquement dans la mesure nécessaire à la régularisation des retenues opérées et des cotisations exigibles au titre des années non couvertes par la prescription.

Art. 27. — La présente délibération prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1954.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 22 octobre 1953.

ANNEXE VI bis

INSTRUCTION N° 1019/CD relative à l'autorisation de création ou d'extension d'industrie (décret du 29 juin 1942) et à l'exemption des B.I.C. en faveur des usines nouvelles (délibération n° 36/ATT du 22 octobre 1953).

Lomé, le 15 avril 1954.

La présente instruction a pour objet :

Sur le plan économique, de préciser autant que possible les cas où il y a lieu de faire intervenir l'autorisation de création ou d'extension d'industrie prévue par le décret du 29 juin 1942.

Sur le plan fiscal, d'indiquer les limites d'applications de la délibération n° 36/ATT du 22 octobre 1953.

*
* *

Le décret du 29 juin 1942, qui s'applique spécialement à « l'industrie » en Afrique française, est de portée plus limitée que le décret-loi du 9 septembre 1939 qui était venu en Métropole subordonner à autorisation préfectorale la création et l'extension de tout établissement

commercial, industriel ou artisanal et qui n'a pas été promulgué au Togo.

Le décret de 1942 a été expressément maintenu en vigueur par la loi du 31 octobre 1946, rétablissant la légalité républicaine. Il trouve sa justification dans la nécessité de contrôler et de coordonner les initiatives industrielles privées de façon à les faire participer au plan général de développement économique du Territoire.

Le terme « industrie », qui n'a pas de signification juridique, est à prendre dans ses acceptions économiques courantes. Au sens large, il englobe l'ensemble des entreprises concourant à la production des richesses et, au sens restreint, désigne l'une quelconque de ces entreprises.

Pour préciser, « l'industrie » groupe :

— Les entreprises de transformation des produits : industrie lourde de construction et d'appareillage mécanique, de produits chimiques, textiles et assimilés, alimentaires, manufacturière (c'est-à-dire rassemblant les diverses productions se rapportant au confort matériel et aux besoins intellectuels), du bâtiment et des travaux publics ;

— Les entreprises extractives.

Il convient donc de laisser en dehors du champ d'application du décret :

— Les entreprises de production agricole, qui ont pour objet l'exploitation du sol ;

— Les entreprises commerciales, qui achètent les produits pour les revendre, sans leur imposer de transformation profonde, mais tout au plus le nettoyage, le découpage, le mélange ou l'apprêt ;

— Les entreprises de services : transports, banque, assurances, services publics ;

— Les entreprises artisanales, dont la définition juridique est donnée dans la législation métropolitaine (loi du 26 juillet 1925 sur les chambres des métiers et textes modificatifs).

Dans le cadre ainsi fixé, le décret du 29 juin 1942 nous donne le moyen d'éviter le gaspillage d'efforts mal appliqués dans des secteurs d'activité déjà suffisamment fournis et les conséquences toujours sensibles des échecs subis ; il doit permettre d'orienter au mieux les investissements.

Toute création ou extension d'industrie doit donc faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable, accompagnée d'une fiche de renseignements du modèle ci-joint (en double exemplaire).

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Nom de la firme
Siège Social
Forme de l'affaire
Capital
Principaux actionnaires.
Dirigeants responsables.....
Buts proposés.....
Produits fabriqués.....
Matières premières à traiter
Renseignements techniques, procédés employés, etc.....
Description des installations existantes.....

Matériel industriel nécessaire :

- a) Existant :
- b) A approvisionner

Matériaux et produits nécessaires :

- a) A l'installation :
- b) Annuellement à l'exploitation

Personnel employé

Référence technique

Date et signature.

En ce qui concerne les industries extractives, la réglementation en vigueur applicable aux mines ne permettant toute activité minière et, en particulier, la mise en exploitation d'un gisement que sur l'autorisation administrative, il y a lieu de considérer que tout arrêté institutif de permis d'exploitation ou de concession constitue, en fait, l'autorisation de création ou d'extension prévue au décret.

* *

Sur le plan fiscal, on rappelle tout d'abord que les exonérations sont de droit étroit, doivent être interprétées restrictivement et ne sauraient être étendues par voie d'analogie.

L'article 4, 6°, de la réglementation des impôts sur les revenus subordonne l'octroi à l'exemption temporaire d'impôt sur les B.I.C. à trois conditions qui doivent être obligatoirement remplies :

1° Un arrêté du Commissaire de la République pris en application du décret du 29 juin 1942, ayant autorisé la création ou l'extension d'une industrie dans un territoire déterminé ;

2° L'installation effective d'une usine nouvelle dans les délais qui seront indiqués ci-après ;

3° La tenue d'une comptabilité régulière permettant de faire ressortir exactement les résultats nets de l'exploitation industrielle nouvelle.

Si une seule des trois conditions n'est pas remplie, l'exemption est *ipso facto* refusée.

Les conditions de délivrance de l'autorisation de création ou d'extension d'industrie ayant été étudiées dans la première partie de la présente instruction, il reste à examiner comment les entreprises ayant fait l'objet d'un arrêté d'autorisation du Commissaire de la République pourront remplir les deux autres conditions.

A. — Installation d'une usine nouvelle.

L'installation d'une usine nouvelle exige l'implantation sur un terrain, dont l'entreprise a la jouissance exclusive, de bâtiment fixé au sol à perpétuelle demeure (construction en dur, baraques ou hangars métalliques sur fondations), d'outillage industriel fixe (machines propres à effectuer la transformation des produits envisagés) et l'utilisation de force motrice d'origine hydraulique, thermique ou électrique.

Pratiquement, le Service des Contributions Directes admettra que constitue une « usine » tout établissement

industriel considéré comme tel au regard de la contribution foncière des propriétés bâties, qui fait, à ce titre, l'objet d'une évaluation spéciale et bénéficie, pour la détermination du revenu net imposable, d'une déduction de 50 % sur sa valeur locative, alors que les autres locaux à usage de commerce ou d'habitation, habituellement dénommés « maisons », sont taxés à raison de 60 % de cette valeur.

Sur cette question, le Conseil d'Etat a rendu de nombreux arrêts qui permettent, dans la plupart des cas, de distinguer avec précision les critères caractéristiques d'une « usine ».

D'une manière générale, sont considérées comme « usines » par la Haute Assemblée les constructions qui, en raison de l'importance de l'outillage qui y est employé et de la nature des opérations qui y sont effectuées, sont soumises à des causes de détériorations plus nombreuses et plus rapides que les bâtiments ordinaires.

L'exploitation d'une usine nouvelle doit être assurée par l'entreprise qui en a réalisé l'installation après avoir obtenu l'autorisation de création ou d'extension d'industrie.

Dans ces conditions, l'exemption d'impôt B.I.C. ne peut être accordée à l'entreprise qui exploite l'usine nouvelle sans en être propriétaire.

De même, ne peut être considéré comme ayant installé une usine nouvelle le contribuable qui confectionne des vêtements avec de simples machines à coudre dans un atelier loué, non plus que le contribuable qui a installé du gros outillage de manutention sur le domaine public (slipway) dans un chantier naval préexistant.

D'autre part, l'entreprise industrielle, qui se borne à renouveler, moderniser, augmenter son outillage, n'installe pas une usine nouvelle ; quand bien elle serait obligée de modifier ou d'agrandir les bâtiments existants pour abriter tout ou partie du nouvel outillage. Il convient de noter, dans ce dernier cas, que l'entreprise ne peut bénéficier de l'exemption temporaire B.I.C. pendant cinq ans, mais qu'elle est autorisée à utiliser les provisions pour le renouvellement de l'outillage et du matériel constituées en franchise d'impôt au cours des exercices antérieurs, dans les conditions prévues par l'annexe au titre premier du Recueil des impôts sur les revenus, et qu'au surplus la délibération n° 36/ATT du 22 octobre 1953 lui donne, par son article 5, la faculté de procéder à un amortissement accéléré dudit outillage neuf et lui accorde, le cas échéant, par son article 15, une réduction d'impôt B.I.C. pour investissement de bénéfices.

On signale enfin que les industries extractives (mines, carrières) ne peuvent bénéficier de l'exemption temporaire de B.I.C. pour leurs seules opérations d'extraction. Il en irait autrement, bien entendu, si au lieu d'exporter les minerais bruts, elles transformaient par des procédés industriels appliqués dans une « usine nouvelle » les produits provenant de l'extraction.

Les usines installées postérieurement au 1^{er} janvier 1954 sont appelées à bénéficier de l'exemption d'impôt jusqu'à la fin de l'exercice clos au cours de la cinquième année suivant celle de la mise en marche effective. Par mise en marche effective, il faut entendre le début des opérations de production. Doivent être considérées comme installées postérieurement au 1^{er} janvier 1954 les usines dont les constructions ont été ache-

vées et l'outillage mis en place après le 1^{er} janvier 1954 même si les travaux étaient commencés, au cours des années antérieures.

L'exemption s'étend également aux bénéfices réalisés entre le 1^{er} janvier 1954 et la fin de l'exercice clos au cours de la cinquième année suivant celle de leur mise en marche effective dans l'exploitation d'usines nouvelles installées au Togo postérieurement au 1^{er} janvier 1949.

Un alinéa spécial précise que les usines entièrement reconstruites à la suite d'expropriation seront assimilées à des usines nouvelles.

*
* *

B. — Comptabilité régulière permettant de faire ressortir exactement les résultats nets de l'exploitation industrielle nouvelle.

L'installation d'une usine nouvelle peut être le fait, soit d'une entreprise venue spécialement au Togo pour exercer exclusivement cette activité industrielle, soit le fait d'une entreprise établie dans le Territoire et y exerçant déjà une activité industrielle analogue, soit une ou plusieurs activités quelconques d'une autre nature.

Dans le second cas, il est indispensable que l'entreprise tienne une comptabilité distincte retraçant les opérations relatives à la marche de l'usine nouvelle, de manière à faire ressortir séparément les résultats nets de cette exploitation et joindre à sa déclaration fiscale habituelle les documents (compte d'exploitation, pertes et profits) justificatifs du montant des bénéfices nets résultant de l'exploitation de l'usine nouvelle exonérée de l'impôt B.I.C. Une ventilation forfaitaire des frais généraux communs à l'exploitation nouvelle et aux autres activités commerciales ou industrielles pourra toutefois être pratiquée. Mais il importe qu'en aucun cas un profit imposable ne se trouve exonéré par suite de son intégration irrégulière dans les bénéfices temporairement affranchis d'impôt.

L'exemption temporaire de l'impôt B.I.C. sur les bénéfices résultant d'exploitation d'une usine nouvelle ne s'étend pas à l'impôt général sur le revenu, qui reste dû tant par les exploitants individuels à raison de ces bénéfices que par les actionnaires, associés ou porteurs de parts à raison des distributions qui leur seront faites par prélèvement sur la masse des bénéfices à répartir.

*
* *

Les contribuables, auxquels le Service des Contributions Directes aurait refusé d'accorder l'exonération prévue par l'article 4, 6^o du Recueil des impôts sur les revenus pour le motif que l'une ou l'autre des conditions exigées n'est pas remplie, conservent la faculté, dans les trois mois de la mise en recouvrement du rôle contenant l'imposition contestée, d'adresser au Commissaire de la République une demande en décharge ou réduction.

La décision prise par le Gouverneur en Conseil Privé après instruction de l'affaire peut être éventuellement portée devant le Conseil du Contentieux administratif et le Conseil d'Etat selon les règles habituelles du contentieux fiscal.

ARRÊTÉ N° 44-54/CD du 19 janvier 1954 rendant exécutoire la délibération n° 37 du 22 octobre 1953 de l'A.T.T. modifiant la réglementation des patentes.

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire dans le territoire du Togo la délibération n° 37 du 22 octobre 1953 de l'Assemblée Territoriale du Togo modifiant la réglementation des patentes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

DÉLIBÉRATION N° 37/ATT du 22 octobre 1953 portant aménagement de la réglementation des patentes.

ARTICLE PREMIER. — La réglementation des patentes et licences au Togo, telle qu'elle résulte de l'arrêté n° 530/CD du 17 octobre 1944 et des textes modificatifs ultérieurs est aménagée ainsi qu'il suit :

ART. 2. — Le paragraphe 18 de l'article 4 de la réglementation est abrogé.

ART. 3. — Il est ajouté à l'article 4 de la réglementation un paragraphe 21^o ainsi conçu :

« 21^o Les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes. »

ART. 4. — Le tableau des droits afférents au tableau A est modifié comme suit :

Classe	Droit fixe	Droit proportionnel
	Francs	
1 ^{re}	45.000	10 %
2 ^e	27.000	—
3 ^e	18.000	—
4 ^e	9.000	—
5 ^e	6.600	—
6 ^e { C.M. de Lomé	2.700	5 %
{ Reste du Territoire	2.340	—
7 ^e { C.M. de Lomé	2.000	Exempt.
{ Reste du Territoire	1.700	—

ART. 5. — La liste des professions du tableau A est modifiée comme suit :

1^{re} classe : sont supprimés les importateurs et exportateurs.

2^e classe : sont supprimés les importateurs ou exportateur.

Est ajouté : « succursale que fait tenir un importateur du tableau B, et dont le montant annuel des transactions est supérieur à 8 millions de francs ».

3^o classe : les commerçants en détail qui doivent y être rangés sont ceux dont le montant annuel des transactions est supérieur à 5 millions de francs.

La rubrique : « magasin que fait tenir un patenté de 1^{re} ou 2^e classe pour vendre des marchandises » est remplacée par : « succursale que fait tenir un importateur ou exportateur du tableau B et dont le montant des transactions est supérieur à 3 millions de francs ou inférieur ou égal à 8 millions de francs ».

4^e classe : les commerçants en détail qui doivent y être rangés sont ceux dont le montant annuel des transactions est supérieur à 2,5 millions de francs et inférieur ou égal à 5 millions de francs.

Est ajouté : « succursale que fait tenir un importateur ou exportateur du tableau B, et dont le montant des transactions est inférieur ou égal à 3 millions de francs ».

5^e classe : les commerçants en détail qui doivent y être rangés sont ceux dont le montant annuel des transactions est supérieur à 1 million de francs et inférieur ou égal à 2,5 millions de francs.

6^e classe : les commerçants en détail qui doivent y être rangés sont ceux dont le montant annuel des transactions est supérieur à 300.000 francs et inférieur ou égal à 1 million de francs.

7^e classe : les commerçants en détail qui doivent y être rangés sont ceux dont le montant annuel des transactions est inférieur ou égal à 300.000 francs.

ART. 6. — Le tableau B est modifié de la façon suivante :

Tableau B

		Droit proportionnel Taux unique
Acheteur de produits du cru destinés à l'exportation, taux unique quel que soit le nombre de bascules	3.000 francs	10 %
Automobile (Entrepreneur de transports)	Taxe déterminée : 3.000 francs	10 %
	Par véhicule : 1.500 francs	
Voiturier sans automobile	Par voiture : 1.500 francs	10 %
Exploitant une usine pour la production ou la transformation de l'énergie électrique	5 fr. par kilowatt ou fraction de kilowatt de la puissance utile des machines ou appareils de production ou de transformation, non compris les machines ou appareils de secours.	10 %
Ce droit sera réduit à :		
3 francs pour les établissements à l'égard desquels il sera justifié que la puissance des appareils d'éclairage n'excède pas les sept dixièmes de la puissance totale des moteurs et appareils de toute nature installés chez les clients ;		
1,50 fr. pour les établissements à l'égard desquels il sera justifié que la puissance des appareils d'éclairage n'excède pas le dixième de la puissance totale des moteurs et appareils de toute nature installés chez les clients.		
Exploitant d'atelier mécanique avec moteur de manufacture ou autre usine, d'imprimerie, de scierie, d'huilerie, de savonnerie, etc., autres que exploitants de pétrins mécaniques et exploitants de moulin à maïs. .	Par machine, moulin, lame presse, etc. : 300 francs	10 %
	Par unité de main-d'œuvre employée : 300 francs	
	Par Cheval-V. de puissance utile des moteurs ou machines : 300 francs	
	2.300 francs	10 %
Exploitant de pétrin mécanique, par pétrin	2.300 francs	10 %
Exploitant de moulin à maïs, par moulin mécanique		
Marchands forains :		
Avec voiture : pour les redevables n'ayant pas d'établissement fixe dans la subdivision, par voiture	45.000 francs	Exempt
Pour es redevables ayant un établissement fixe dans la subdivision, par voiture	4.500 francs	Exempt
Avec balle : Droit fixe	3.000 francs	
S'il s'agit de revendeur de sel, kolas et produits du cru, ce droit est réduit à.	900 francs	Exempt
Par charge en sus, taxe variable	75 francs	Exempt
Importateur — Exportateur :		
Dont le chiffre global annuel des importations et exportations est supérieur à 500 millions de francs	250.000 francs	10 %
Dont le chiffre global annuel des importations et exportations est supérieur à 200 millions de francs et inférieur ou égal à 500 millions de francs. .	150.000 francs	10 %
Dont le chiffre global annuel des importations et exportations est supérieur à 80 millions de francs et inférieur ou égal à 200 millions de francs. .	100.000 francs	10 %
Dont le chiffre global annuel des importations et exportations est supérieur à 30 millions de francs et inférieur ou égal à 80 millions de francs. .	60.000 francs	10 %
Dont le chiffre global annuel des importations et exportations est compris entre 15 et 30 millions de francs.	40.000 francs	10 %
Dont le chiffre global annuel des importations et exportations est compris entre 1 à 15 millions de francs.	20.000 francs	10 %

Ne seront pas réputés importateurs ou exportateurs les commerçants effectuant annuellement moins de 1 million de francs de transactions soit à l'importation, soit à l'exportation.

ART. 7. — La présente délibération sera applicable pour compter du 1^{er} janvier 1954.

ARRÊTÉ N° 46-54/CD du 19 janvier 1954 rendant exécutoire la délibération n° 40 du 22 octobre 1953 de l'A.T.T. modifiant le régime de la taxe sur les transactions.

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire dans le territoire du Togo la délibération n° 40 du 22 octobre 1953 de l'Assemblée Territoriale du Togo modifiant le régime de la taxe sur les transactions.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

DÉLIBÉRATION N° 40/ATT du 22 octobre 1953 portant modification des règles d'assiette de la taxe sur les transactions.

ARTICLE PREMIER. — Entre le premier et le deuxième paragraphe de l'article 6 de la réglementation de la taxe sur les transactions sont insérées les dispositions suivantes :

« Les succursales de vente dans l'intérieur des entreprises importatrices ou des établissements industriels, ainsi que les entreprises importatrices installées dans l'intérieur, sont toutefois admises à déduire du prix de vente des marchandises imposables (soit importées, soit en provenance directe de ces établissements industriels) tel qu'il est défini au paragraphe ci-dessus, le coût réel justifié et effectivement versé du transport au Togo de celles de ces marchandises qui ne sont pas exemptées de la taxe de transactions par application des dispositions du n° 9 de l'article 4 ci-dessus. »

Cette déduction n'est cependant autorisée qu'à charge par la succursale ou l'entreprise intéressée :

1° De remettre, pour chaque mois écoulé et dans les quinze jours du mois suivant, au chef du Service des Contributions directes, le décompte de son montant.

Ce décompte présentera, pour chacune des entreprises de transport bénéficiaires, le détail chronologique des paiements effectués pendant le mois considéré ;

2° De produire à toute réquisition les pièces justificatives (lettres de voiture, récépissés, factures, etc.) du coût réel du transport, à l'intérieur du Togo, des seules marchandises en cause.

ART. 2. — Les taux de 3 %, 6 % et 4 % prévus aux articles 1, 3 et 9 de la réglementation de la taxe sur les transactions sont portés respectivement à 3,75 %, 7,50 % et 5 %.

ART. 3. — La présente délibération prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1954.

ARRÊTÉ N° 78-54/CD du 22 janvier 1954 rendant exécutoire la délibération n° 39 du 22 octobre 1953 de l'A.T.T. portant aménagement de la réglementation de la taxe vicinale.

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire dans le territoire du Togo la délibération n° 39 du 22 octobre 1953 de l'Assemblée Territoriale du Togo portant aménagement de la réglementation de la taxe vicinale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

DÉLIBÉRATION N° 39/ATT du 22 octobre 1953 portant aménagement de la réglementation de la taxe vicinale.

ARTICLE PREMIER. — La réglementation de la taxe vicinale, résultant de l'arrêté n° 532/CD du 17 octobre 1944 est modifiée ainsi qu'il suit :

ART. 2. — Le paragraphe 2 de l'article premier de la réglementation de la taxe est remplacé par le suivant :

« La taxe vicinale est applicable à tous les contribuables assujettis à l'impôt général sur le revenu. »

ART. 3. — L'article 2 de la réglementation est abrogé et remplacé par le suivant :

« La taxe vicinale est établie par voie de rôles nominatifs. Toutefois des rôles numériques peuvent être établis dans les conditions que précise l'article 101 de la réglementation relative à l'impôt général sur le revenu. »

ART. 4. — L'article 3 de la réglementation est abrogé et remplacé par le suivant :

« La taxe est exigible dans les trois mois de la mise en recouvrement des rôles nominatifs émis avant le 1^{er} octobre, dans les trente jours de la mise en recouvrement pour les rôles nominatifs émis après cette date.

En ce qui concerne les rôles numériques, les conditions spéciales de recouvrement prévues par l'article 105 de la réglementation de l'impôt général sur le revenu sont applicables.

ART. 5. — Le tableau des tarifs de la taxe est remplacé par le suivant :

Taux de la taxe vicinale.

Catégorie A.

Contribuables disposant d'un revenu annuel supérieur à 300.000 francs — (taux unique)..Fr. 1.500

Catégorie B.

Contribuables disposant d'un revenu annuel compris entre 144.000 et 300.000 francs — (taux unique) Fr. 1.000

Catégorie C.

Contribuables disposant d'un revenu supérieur à 72.000 francs, inférieur ou égal à 144.000 francs — (taux unique)..... Fr. 700

Catégorie D.

Contribuables disposant d'un revenu annuel inférieur ou égal à 72.000 francs :

Cercle de Lomé	Fr. 400
Cercle de Tsévié	400
Cercle d'Anécho	400
Cercle d'Atakpamé	400
Cercle de Klouto	400

Cercle de Sokodé.

Subdivision de Sokodé	Fr. 315
Subdivision de Bassari, sauf cantons Konkombas	300
Subdivision de Bassari, cantons Konkombas....	250
Cercle de Lama-Kara	350
Cercle de Mango, à l'exception des cantons Takpambas	350
Cercle de Mango, cantons Takpambas	250
Cercle de Dapango.....	350

ART. 6. — La présente délibération sera applicable pour compter du 1^{er} janvier 1954.

H. — DOMAINES

ARRÊTÉ N° 500-54/DOM du 3 juin 1954 rendant exécutoire la délibération n° 39/ATT du 24 avril 1954 portant approbation d'un projet de Transaction intervenue entre le Territoire du Togo et la Compagnie Générale du Togo.

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Togo la Délibération n° 39/ATT du 24 avril 1954 par laquelle l'Assemblée Territoriale du Togo approuve un projet de transaction intervenue entre le territoire du Togo et la Compagnie Générale du Togo et aux termes de laquelle le territoire du Togo renonce à poursuivre l'instance engagée contre cette société intentée en vertu de la Délibération n° I/ART du 19 janvier 1949.

Le Territoire accepte en contrepartie la rétrocession à son profit de 1.636 hectares de terres cultivables dépendant de la plantation domaniale d'Agou.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

DÉLIBÉRATION N° 39/ATT du 24 avril 1954 portant approbation d'un projet de transaction intervenue entre le territoire du Togo et la Compagnie Générale du Togo mettant fin à une instance judiciaire et portant rétrocession d'une superficie de 1.636 hectares dépendant de la plantation domaniale d'Agou.

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvé le projet de transaction intervenue entre le territoire du Togo et la Compagnie Générale du Togo aux termes de laquelle le territoire du Togo renonce à poursuivre l'instance engagée contre cette Société, intentée en vertu de la Délibération de l'A.R.T. n° 1/DOM du 19 janvier 1949 et accepte en contrepartie la rétrocession à son profit de 1.636 hectares de terres cultivables dépendant de la plantation domaniale d'Agou.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 24 avril 1954.

I. — AGRICULTURE

N° 904-53/C. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du 21 décembre 1953. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 8 décembre 1953 approuvant la délibération n° 28 du 31 juillet 1953 de l'Assemblée Territoriale du Togo créant une taxe d'expertise des produits du cru et fixant les tarifs.

DÉCRET du 8 décembre 1953 approuvant la délibération n° 28 du 31 juillet 1953 de l'Assemblée Territoriale du Togo créant une taxe d'expertise des produits du cru et fixant les tarifs.

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée, en ce qui concerne le mode d'assiette et les règles de perception, la délibération susvisée n° 28 du 31 juillet 1953 de l'Assemblée Territoriale du Togo créant une taxe d'expertise des produits du cru et fixant des tarifs.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* du Togo et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

ARRÊTÉ N° 905-53/Agro-Cond. du 21 décembre 1953 rendant exécutoire la délibération n° 28/ATT en date du 31 juillet 1953 fixant le taux des expertises des produits du cru.

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 28/ATT du 31 juillet 1953 de l'Assemblée Territoriale du Togo fixant le taux des expertises des produits du cru.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

DÉLIBÉRATION N° 28/A.T.T. du 31 juillet 1953 fixant le taux des expertises des produits du cru.

ARTICLE PREMIER. — Les expertises des produits du cru par le service de contrôle du conditionnement pour le compte des organismes privés en vue des agréages pour contrats de vente ou avances bancaires donnent lieu au versement d'une taxe dont le taux est fixé comme suit :

Café	Fr. 2.500
Cacao	2.500
Piment	2.500
Coton et kapok.....	2.500
Palmistes	1.250
Huile de palme.....	1.250
Coprah	1.250
Ricin	1.250
Arachide (Bouche ou huilerie).....	1.250
Karité	1.250
Produits du manioc.....	1.250

ART. 2. — Les opérations d'expertises feront préalablement l'objet d'une demande indiquant les motifs de l'expertise (agréage pour contrat de vente, avance ban-

caire, etc.) la nature et l'importance du lot de produit, sa destination.

Un échantillon d'un poids au moins égal au quadruple de celui de la prise d'essai fixée par les textes sur le conditionnement des produits devra être déposé pour chaque lot.

Cet échantillon sera, après homogénéisation, divisé en quatre parties égales, l'une service aux travaux d'expertises et les autres, en sacs plombés, seront réparties entre le détenteur, le service de Contrôle du Conditionnement et la Chambre de Commerce.

ART. 3. — Le montant des expertises sera versé au Trésor (recette du Service de Contrôle du Conditionnement), qui en délivrera quittance.

ART. 4. — Ces opérations seront effectuées par un expert nommé par le Chef du Territoire.

ART. 5. — La présente délibération sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 31 juillet 1953.

J. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

ARRÊTÉ N° 905-54/C du 30 septembre 1954 promulguant au Togo le décret n° 54-959 du 14 septembre 1954.

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 54-959 du 14 septembre 1954 relatif à l'organisation de la radiodiffusion dans les territoires d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

DÉCRET N° 54-959 du 14 septembre 1954 relatif à l'organisation de la radiodiffusion dans les territoires d'outre-mer.

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, le service public de l'émission et de la réception des communications radio-diffusées ou télévisées est placé sous la haute autorité du ministre de la France d'outre-mer, qui en définit l'organisation, l'équipement et les modalités d'exploitation.

L'ensemble des stations fédérales et territoriales destinées à assurer ce service public constitue le « Réseau de radiodiffusion de la France d'outre-mer ».

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer nomme les chefs de station ou de réseau après avis des chefs de groupes de territoires ou des chefs de territoires autonomes.

Il assure l'attribution de lots d'heures-fréquences aux territoires relevant de son autorité.

Il exerce la représentation des territoires aux conférences et comités internationaux de radiodiffusion.

ART. 3. — Le contrôle de l'activité des stations locales est exercé par les hauts commissaires ou chefs de territoires autonomes. Ceux-ci préciseront, par arrêtés locaux, les modalités de fonctionnement du service local de la radiodiffusion et ses rapports avec celui de l'information.

ART. 4. — Il est institué à l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer, dans la limite des emplois existants, un « Service de la radiodiffusion de la France d'outre-mer ».

Ce service prépare les instructions du ministre de la France d'outre-mer concernant l'organisation de la radiodiffusion dans les territoires relevant de ce département et en contrôle l'exécution. Il est, notamment, chargé des plans d'équipement du réseau, du recrutement, de la formation et de l'affectation du personnel, des méthodes d'exploitations techniques et de l'orientation des programmes.

ART. 5. — L'équipement du réseau de la radiodiffusion de la France d'outre-mer est prévu conformément à un plan arrêté par le ministre de la France d'outre-mer, après consultation des chefs de territoire et des assemblées locales. Il est pourvu au financement de ce plan, dans la limite des crédits affectés à cet effet par le comité directeur du fonds d'investissements pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer, sur les ressources de la section générale dudit fonds.

ART. 6. — Les dépenses de fonctionnement des stations du réseau sont supportées par les budgets fédéraux

ou locaux, dans la limite des crédits prévus à cet effet. Le budget de l'Etat peut, exceptionnellement, concourir à ces dépenses et, notamment, à celles concernant le personnel d'encadrement des stations et réseaux locaux.

Elles peuvent faire l'objet d'un budget annexe ou spécial établi conformément au décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer, où peuvent être portés en recettes des produits et taxes et redevances ou produits de toute nature provenant de l'exploitation radiophonique.

ART. 7. — Tout ou partie des installations du réseau de la France d'outre-mer peuvent être confiées à des établissements publics placés sous contrôle de la puissance publique.

ART. 8. — Il est créé un conseil supérieur de la radio-diffusion de la France d'outre-mer, placé sous la présidence du ministre de la France d'outre-mer. Sa compo-

sition sera fixée par arrêté du président du conseil, sur proposition du ministre de la France d'outre-mer, de manière à assurer la représentation des territoires d'outre-mer et des différents départements ministériels intéressés.

Ce conseil connaîtra de toutes les questions d'organisation générale et de coordination.

ART. 9. — Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux stations qui sont rattachées directement à d'autres départements ministériels.

ART. 10. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances, des affaires économiques et du plan et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

K. — TRAVAUX PUBLICS

ARRÊTÉ N° 336-54 TP du 3 avril 1954 portant réglementation sur la circulation des véhicules automobiles utilitaires sur les routes du territoire du Togo.

ARTICLE PREMIER. — La circulation des véhicules utilitaires sur les routes Lomé-Blitta-Dapango, Lomé-Palimé-Atakpamé, Lomé-Anécho jusqu'à la frontière du Dahomey est réglementée comme suit :

a) Route Lomé-Anécho et route Blitta-Dapango. — Le poids total en charge des véhicules pourra atteindre celui fixé par l'article 4 de l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938. Toutefois, le poids total en charge du véhicule sera limité à 8 tonnes au passage des ouvrages importants et signalés ;

b) Routes Lomé-Blitta, Lomé-Palimé-Atakpamé. — Le poids total en charge des véhicules ne devra pas dépasser 8 tonnes ;

c) En cas de nécessité, la charge au passage de certains ouvrages pourra être réduite. Une signalisation indiquera alors le poids maximum autorisé.

d) En saison des pluies, le passage du bac de Mango sera autorisé aux véhicules pesant en charge moins de 6,5 t.

ART. 2. — Le poids total du véhicule reste fixé par l'article 4 de l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938.

ART. 3. — Le présent arrêté qui abroge toute réglementation antérieure contraire sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera. Il entrera en vigueur trois mois après sa publication au *Journal officiel* du Togo.

L. — MINES

ARRÊTÉ N° 875-53/TP du 9 décembre 1953 portant création d'un service des Mines dans le territoire du Togo.

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le territoire du Togo un Service des Mines placé sous l'autorité d'un Chef du Service des Mines relevant directement du Commissaire de la République :

ART. 2. — Le Service des Mines a pour attributions :

1° L'application de la réglementation minière, le contrôle de la propriété minière et instruction de toutes demandes tendant à l'obtention de droits miniers, institution de certains droits miniers dans le cadre de la législation en la matière ;

2° Le contrôle, au point de vue administratif et technique, de tous travaux de recherche et d'exploitation minière ;

3° L'application de règlements spéciaux concernant la sécurité et l'hygiène des travailleurs dans les mines et les carrières ;

4° L'établissement de programmes de recherches minières d'après les études géologiques faites et les indices signalés, la tenue de toute documentation de caractère minier, géologique et hydrogéologique ;

5° Les études de toutes affaires concernant la géologie et l'hydrologie conjointement avec les services compétents (à l'exclusion du contrôle et de l'exécution des travaux) ;

6° Le contrôle du commerce de l'or et des bijoux ;

7° Le contrôle, au point de vue administratif et technique, de l'exploitation des carrières ;

8° Le contrôle, au point de vue administratif et technique, de l'utilisation des explosifs ;

9° Le contrôle conjointement avec les autres services intéressés de la circulation routière et plus particulièrement réception des véhicules automobiles, établissement des cartes grises de circulation, de permis de conduire et autorisation de mise en service des véhicules de transport en commun ;

10° Le contrôle des appareils à vapeur et à pression de gaz ;

11° Le contrôle, au point de vue administratif et technique, des établissements classés dans la nomenclature des établissements dangereux, incommodes et insalubres ;

12° Le contrôle, au point de vue administratif et technique, du commerce des combustibles minéraux, liquides et solides.

ART. 3. — Les attributions énumérées ci-dessus sont retirées au Service des Travaux Publics et des Transports à qui elles avaient été confiées par arrêté n° 114 du 23 février 1938.

ART. 4. — Le Chef du Service des Mines prépare les textes réglementaires et les instructions et la correspondance du Gouverneur relatifs à ce service.

Il établit les propositions budgétaires, il dresse les commandes du matériel à faire tant au compte du budget du Territoire que sur les fonds spéciaux.

Il fait tenir un registre inventaire du matériel en service et tous les livres prévus dans les règlements spéciaux de comptabilité en deniers et en matières.

Il note tous les agents du service des Mines.

Il reçoit les délégations nécessaires au plein et rapide exercice de ses fonctions.

ART. 5. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service des Mines sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRÊTÉ N° 486-54/Mines du 26 mai 1954 plaçant sous le régime des zones réservées : le graphite, la colombo-tantalite, le mica, le titane et le plomb.

ARTICLE PREMIER. — Sous condition du respect des droits antérieurement acquis, le droit de recherche, sur toute l'étendue du territoire du Togo placé sous tutelle de la France, pour les minerais de graphite, de micas, de colombo-tantalite, de titane et de plomb, est provisoirement soumis au régime de la réserve.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal Officiel* du Togo.

ARRÊTÉ N° 487-54/Mines du 26 mai 1954 plaçant sous le régime des zones réservées : la recherche et l'exploitation de la potasse et des sels connexes.

ARTICLE PREMIER. — Pour compter de la date du présent arrêté, le droit de recherche et d'exploitation mi-

nières est réservé, en ce qui concerne la potasse et les sels connexes, dans toute l'étendue du territoire du Togo placé sous tutelle de la France.

ART. 2. — Le présent sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal Officiel* du Togo.

ARRÊTÉ N° 844-54/C du 7 septembre 1954 promulguant au Togo le décret n° 54-828 du 5 août 1954.

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 828 du 5 août 1954 modifiant le décret n° 51-1387 du 28 novembre 1951 fixant les attributions et l'organisation générale du service des mines et de la géologie de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

DÉCRET N° 54-828 du 5 août 1954 modifiant le décret n° 51-1387 du 28 novembre 1951 fixant les attributions et l'organisation générale du service des mines et de la géologie de la France d'outre-mer.

ARTICLE PREMIER. — Le décret n° 51-1387 du 28 novembre 1951 est modifié comme suit :

Au lieu de :

ARTICLE PREMIER. — Attributions.

« Le service des mines et de la géologie de la France d'outre-mer a pour attributions, dans les territoires d'outre-mer :

»

» 7° De procéder à l'étude et à la reconnaissance du sous-sol des territoires d'outre-mer et des substances utiles qu'il peut recéler...

» 8° A cet effet, de lever la carte géologique des territoires d'outre-mer et de procéder à une prospection générale...

» 9° D'organiser en matière de mine, géologie et d'hydrogéologie un enseignement spécialement adapté aux besoins et aux conditions des territoires d'outre-mer ;

» »

ART. 2. — Organisation générale.

.

» 3° Dans les territoires autonomes, lorsque la création en est jugée nécessaire, une direction ou un service des mines et de la géologie...

» »

Lire :

ARTICLE PREMIER. — Attributions.

« Le service des mines et de la géologie de la France d'outre-mer a pour attributions dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer :

»

» 7° De procéder à l'étude et à la reconnaissance du sous-sol des territoires des substances utiles qu'il peut receler...

» 8° A cet effet, de lever la carte géologique des territoires et de procéder à une prospection générale...

» 9° D'organiser en matière de mine, géologie et d'hydrogéologie un enseignement spécialement adapté aux besoins et aux conditions des territoires. »

ART. 2. — Organisation générale.

»

» 2° En Afrique-Équatoriale Française, en Afrique-Occidentale Française, à Madagascar, en Nouvelle-Calédonie, au Togo et au Cameroun, une direction des mines et de la géologie dont l'organisation est fixée par arrêté du gouverneur général ou du chef de territoire ou du commissaire de la République et qui peut comporter notamment un service des mines et un service géologique.

» 3° Dans les autres territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, lorsque la création en est jugée nécessaire, un service des mines et de la géologie dont l'organisation est fixée par arrêté du chef du territoire.

« »

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

ARRÊTÉ N° 997-54/C du 22 novembre 1954 promulguant au Togo le décret n° 54-1110 du 13 novembre 1954.

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 54-1110 du 13 novembre 1954 portant réforme du régime des substances minérales dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

DÉCRET N° 54-1110 du 13 novembre 1954 portant réforme du régime des substances minérales dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun.

ARTICLE PREMIER. — La prospection, la recherche, l'exploitation, la possession, la détention, la circulation, le commerce et la transformation des substances minérales dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun sont soumis aux dispositions du présent décret et des textes pris pour son application.

TITRE PREMIER. — Généralités.

ART. 2. — Les gîtes naturels de substances minérales sont classés, relativement à leur régime légal, en carrières et en mines.

Sont considérés comme carrières les gîtes de matériaux

de construction et d'amendement pour la culture des terres et autres substances analogues, à l'exception des phosphates, nitrates, sels alcalins et autres sels associés dans les mêmes gisements ; les tourbières sont également classées parmi les carrières.

Sont considérés comme mines les gîtes de toutes substances minérales qui ne sont pas classés dans les carrières. Ces substances sont dites substances concessibles.

Les gîtes de certaines substances minérales susceptibles d'être considérées, suivant l'usage auquel elles sont destinées, soit comme substances de carrière, soit comme substances concessibles, peuvent être, dans les limites d'une autorisation expresse, exploités comme produits de carrière pour des travaux d'utilité publique.

ART. 3. — Les carrières sont réputées ne pas être séparées de la propriété du sol ; elles en suivent les conditions.

Leur prospection, leur recherche et leur exploitation sont soumises à des règlements établis dans les conditions prévues à l'article 43 ci-dessous.

ART. 4. — Le droit d'exploiter une mine ne peut être acquis qu'en vertu d'un permis d'exploitation minière ou d'une concession minière,

Le droit de faire des recherches minières ne peut être acquis qu'en vertu d'un permis de recherches minières.

Aucune personne physique ou morale ne peut procéder à des opérations de prospection de substances concessibles, devenir titulaire ou amodataire de permis d'exploitation ou de concession minière sans avoir obtenu au préalable une autorisation personnelle.

Sauf autorisation par décret, aucune personne physique ou morale ne peut détenir directement ou indirectement la majorité des intérêts dans plusieurs permis d'exploitation ou concessions d'une étendue totale de plus de deux mille kilomètres carrés.

ART. 5. — L'Etat peut se livrer à toutes opérations minières dans l'ensemble des territoires visés par le présent décret ; les groupes de territoires et territoires ont les mêmes facultés à l'intérieur de leurs limites.

Les dispositions des deux derniers alinéas de l'article 4, du deuxième alinéa de l'article 6, de l'article 11, de l'article 18 (A, 1°), du premier alinéa de l'article 41 ne leur sont pas applicables.

ART. 6. — Pour circuler dans les territoires visés par le présent décret, les substances concessibles et les substances minérales obtenues à partir de leur traitement ou de leur transformation, à l'exception des produits ouverts, doivent être accompagnées d'un laissez-passer définitif par visa administratif.

TITRE II. — Des autorisations personnelles, permis et concessions minières.

ART. 7. — L'autorisation personnelle minière mentionnée à l'article 4 ci-dessus est attribuée pour un ou plusieurs territoires, pour une durée limitée, pour une ou plusieurs substances concessibles et pour un nombre limité de permis et de concessions. Elle peut être refusée, restreinte ou retirée sans que cette décision ouvre aucun

droit à indemnité ou dédommagement. Le retrait ou la restriction de l'autorisation personnelle est sans effet en ce qui concerne les permis et concessions déjà détenus.

Elle est délivrée par le chef de groupe de territoires ou le chef de territoire non groupé, sauf exceptions prévues pour certaines substances minérales au titre III du présent décret.

Les personnes physiques ou morales doivent, pour pouvoir exercer une activité minière, répondre à certaines conditions fixées par décret en conseil d'Etat, concernant notamment leur nationalité ou celle de leurs dirigeants.

ART. 8. — Le permis de recherches minières confère, dans les limites de son périmètre et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de prospection et de recherche des substances pour lesquelles il est délivré.

Sont créées deux catégories de permis : les permis ordinaires de recherches et les permis de recherches A et B.

Les permis ordinaires de recherches sont attribués aux demandeurs en fonction de la priorité de leur demande régulière enregistrée au bureau administratif compétent.

Les permis de recherches A et B sont attribués au choix de l'administration sans que ce choix puisse ouvrir aucun droit à indemnité au bénéfice du demandeur débouté totalement ou partiellement.

Pour l'application de ces dispositions, les territoires sont, suivant les substances concessibles et les régions, divisés en zones fermées pour des motifs d'ordre public à la prospection et à la recherche, zones ouvertes à l'attribution de permis ordinaires de recherches et zones réservées à l'attribution de permis de recherches A ou B.

Sous réserve des dispositions de l'article 20, la répartition suivant les substances concessibles des territoires en zones ouvertes, zones fermées et zones réservées est opérée ou modifiée par arrêtés du chef de groupe de territoires ou du chef de territoire non groupé, pris après avis de l'assemblée territoriale intéressée. Ces arrêtés sont immédiatement exécutoires. Ils sont adressés sans délai au ministre de la France d'outre-mer, qui peut les annuler dans un délai de trois mois à compter de leur publication au *Journal officiel* du groupe de territoires ou du territoire.

ART. 9. — La durée du permis de recherches A ne peut dépasser cinq ans. Il peut être renouvelé une ou plusieurs fois, par période de cinq ans au plus chaque fois, dont le nombre sera fixé dans l'acte instituant le permis. Des réductions de la superficie, dans des limites n'excédant pas la moitié de sa valeur précédente et précisées par l'acte institutif du permis, peuvent être imposées préalablement à ces renouvellements. Ces renouvellements sont de droit, au gré du titulaire, si celui-ci a exécuté un minimum de travaux fixés par l'acte institutif du permis et a rempli les obligations légales et réglementaires résultant de son permis durant la période précédente.

Le permis de recherches A est accordé par décret pris après avis du comité des mines de la France d'outre-mer dans les formes et conditions prescrites par les textes régissant les Grands Conseils et les assemblées territoriales. Toutefois, des formalités supplémentaires sont

prévues au titre III du présent décret pour les permis de recherches visant certaines substances.

Ce permis est toujours délivré sous réserve des droits antérieurs et ne s'applique qu'aux portions de son périmètre situées, pour les substances visées, à l'intérieur des zones réservées à l'attribution de permis de recherches A ou B.

ART. 10. — Le permis de recherches B et le permis ordinaire de recherches portent sur un carré dont les côtés sont orientés Nord-Sud et Est-Ouest. La longueur du côté, fixée selon les régions, est au plus égale à 10 kilomètres. Leur durée est de deux ans. Ils peuvent être renouvelés deux fois au plus pour une période de deux ans chaque fois. Le renouvellement est de droit, au gré du titulaire, sur justification de l'exécution d'un minimum de travaux de recherches et de l'accomplissement des obligations légales et réglementaires durant la période précédente de validité.

Le permis ordinaire de recherches est délivré par l'ingénieur des mines de la France d'outre-mer compétent.

Le permis de recherches B est accordé par arrêté du chef de groupe de territoires ou du chef de territoire non groupé dans les formes et conditions prescrites par les textes régissant les Grands Conseils et les assemblées territoriales. Toutefois, des formalités supplémentaires sont prévues au titre III du présent pour les permis de recherches visant certaines substances.

Ces permis sont toujours délivrés sous réserve des droits antérieurs et ne s'appliquent qu'aux portions de leur périmètre situées, pour les substances visées, à l'intérieur des zones ouvertes à l'attribution de permis ordinaires de recherches, pour les permis ordinaires de recherches, ou pour les permis de recherches B, à l'intérieur des zones réservées à l'attribution de permis de recherches A ou B.

Le permis ordinaire de recherches n'est pas délivré, ou son annulation peut être prononcée s'il est reconnu que la demande comporte une irrégularité grave, non susceptible d'être amendée ou si, en vertu de l'alinéa précédent, il est de nul effet.

Le titulaire d'un permis de recherches peut être autorisé temporairement à disposer des substances provenant de ses travaux. Tous travaux de recherches qui dégénéreraient en travaux d'exploitation seront interdits par voie administrative.

ART. 11. — Des règles particulières concernant notamment le contrôle interne de la société, la conduite des travaux, les débouchés, le transport, ou la transformation sur place des produits d'exploitation peuvent être imposées dans les conditions prévues par décret en conseil d'Etat aux entreprises dont l'activité est particulièrement importante pour le développement industriel des territoires visés par le présent décret, préalablement à l'octroi de l'autorisation personnelle minière ou de permis de recherches A ou B.

ART. 12. — Sous réserve des limitations prévues à l'article 4 (4^e alinéa) ci-dessus, le titulaire d'un permis de recherches a droit à permis d'exploitation ou à concession s'il a, pendant la durée du permis de recherches, fourni la preuve, par des travaux de recherches régulières

rement poursuivis, de l'existence d'un gisement exploitable à l'intérieur du périmètre sollicité.

En cas de contestation sur l'étendue ou le caractère exploitable du gisement, il est statué par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, sur avis du comité des mines de la France d'outre-mer, sauf dans les cas prévus à l'article 21 ci-dessous.

Le permis d'exploitation ou la concession minière confèrent à leur titulaire, dans les limites de leur périmètre et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de prospection, de recherche et d'exploitation des gîtes des substances pour lesquelles le permis de recherches dont ils dérivent est valable, et pour lesquelles la preuve du gisement exploitable est fournie.

Le permis d'exploitation ou la concession minière est délivré par le chef de territoire. Toutefois, dans les territoires groupés où l'organisation du service l'exige, un décret peut attribuer compétence au chef de groupe de territoires.

Sous réserve des dispositions contraires prévues pour certaines substances au titre III du présent décret l'octroi d'un permis d'exploitation ou d'une concession confère à son titulaire les mêmes droits et obligations que pour les substances pour lesquelles ils sont accordés à l'égard des substances concessibles qui se trouvent avec elles, à l'intérieur du même gisement, dans un état de connexité tel que leur abatage entraîne nécessairement l'abatage de ces substances. Toutefois, le titulaire du permis ou de la concession peut être mis en demeure de solliciter, dans un délai déterminé, l'extension de son titre à ces substances connexes.

L'extension d'un permis d'exploitation ou d'une concession à des substances nouvelles peut également être demandée par son titulaire. Elle est accordée dans les mêmes formes que le titre primitif et sous les mêmes réserves.

Si un permis d'exploitation institué en vertu du présent décret ou en vigueur à la date de sa promulgation porte sur plusieurs substances non connexes, sa validité peut être restreinte à certaines de ces substances, à l'occasion de son renouvellement, s'il n'a pas été maintenu en activité suffisante à l'égard des autres pendant la période venant à expiration.

L'institution du permis d'exploitation ou de la concession entraîne expiration simultanée du permis de recherches dont ils dérivent ; toutefois, si ce permis de recherches est un permis de recherches A, l'expiration n'affecte que la superficie du permis d'exploitation ou de la concession.

ART. 13. — Le permis d'exploitation a les mêmes limites et est délivré sous les mêmes réserves que le permis ordinaire de recherches ou le permis de recherches B dont il dérive. Dans le cas où il est attribué à partir d'un permis de recherches A, sa forme et sa définition sont les mêmes que les formes et définitions d'un permis de recherches B, telles qu'elles sont précisées à l'article 10, et il est délivré sous les mêmes réserves que le permis de recherches A dont il dérive.

Il est valable pour quatre ans, et peut être renouvelé quatre fois, pour une période de quatre ans chaque fois, si le titulaire a maintenu, pendant la période précédente

de validité, une exploitation reconnue suffisante et a acquitté les droits et redevances prévus par le régime fiscal en vigueur à l'égard des permis d'exploitation.

ART. 14. — Le titulaire d'un permis d'exploitation a droit à une concession s'il fournit la preuve, au moment de sa demande, de l'existence d'un gisement exploitable à l'intérieur du périmètre sollicité.

La transformation d'un permis d'exploitation en concession peut être exigé du titulaire du permis, lorsque le gîte apparaît comme suffisamment important. Faute par l'intéressé d'obtempérer dans les délais prescrits, son permis d'exploitation peut être annulé.

ART. 15. — La concession, accordée après publicité et enquête, est, sauf dérogation, limitée par un périmètre de forme rectangulaire dont les côtés doivent être orientés Nord-Sud et Est-Ouest. Ce périmètre doit être entièrement situé à l'intérieur du permis de recherches ou du permis d'exploitation dont la concession dérive, il pourra, dans des cas exceptionnels, chevaucher sur plusieurs permis appartenant au même titulaire, si le gisement est au voisinage immédiat des limites des permis.

La concession de mine est valable pour soixante-quinze ans et peut être renouvelée une ou plusieurs fois pour une période de vingt-cinq ans si le concessionnaire a fait preuve d'une activité reconnue suffisante.

L'acte de concession purge en faveur du concessionnaire tous les droits résultant de permis de recherches ou d'exploitation.

ART. 16. — Les permis de recherches constituent des droits mobiliers, indivisibles, non amodiables, non susceptibles d'hypothèque. Ils sont cessibles et transmissibles sous réserve d'autorisation préalable.

Le permis d'exploitation constitue un droit mobilier, indivisible, non susceptible d'hypothèque. Il est cessible, transmissible et amodiable sous réserve d'autorisation préalable.

La concession de mine constitue un droit immobilier de durée limitée, distinct de la propriété du sol, susceptible d'hypothèque. Elle est cessible, transmissible, amodiable et peut faire l'objet de fusion ou de division, sous réserve d'autorisation préalable. Les terrains, bâtiments, ouvrages, machines, appareils et engins de toute nature servant à l'exploitation constituent des dépendances immobilières de la concession. Sous réserve des dispositions du présent décret et des textes pris pour son application, les dispositions de la législation en vigueur sur la propriété foncière sont applicables aux concessions de mine.

Toute convention non visée aux deux précédents alinéas par laquelle le titulaire d'un permis d'exploitation ou d'une concession confie partiellement ou totalement l'usage de ses droits à un tiers est soumise à déclaration préalable, sauf possibilité pour l'administration de s'y opposer, pour des raisons techniques, dans un délai d'un mois.

ART. 17. — En cas d'expiration d'un permis de recherches ou d'un permis d'exploitation sans renouvellement ou transformation, en cas d'annulation ou de renonciation du titulaire à un permis de recherches ou

à un permis d'exploitation, en cas de renonciation acceptée à une concession ou d'annulation d'une concession, les terrains se trouvent libérés de tous droits en résultant.

En cas d'expiration d'une concession sans renouvellement, celle-ci est gratuitement mise à la disposition du territoire, libre de toute charge, y compris ses dépendances immobilières. L'expiration de la concession entraîne l'extinction de tous droits hypothécaires.

En cas de déchéance d'un concessionnaire, il est procédé à l'adjudication de la concession. S'il ne se présente aucun soumissionnaire, la concession est annulée.

ART. 18. — A. — Les permis de recherches et les permis d'exploitation institués en vertu du présent décret, ainsi que les permis de recherches et d'exploitation en vigueur à la date de sa publication peuvent être annulés, et les concessionnaires de mines peuvent être déchus :

1^o Pour inactivité ou activité contraire à l'intérêt général, après mise en demeure non suivie d'effet ; la procédure de cette mise en demeure sera fixée par un décret en conseil d'Etat ;

2^o Pour infraction aux dispositions des articles 4, 7, 11, et 16 ci-dessus, pour non-versement des taxes et redevances prévues par le régime fiscal en vigueur et visant le permis ou la concession ;

3^o En cas de condamnation pour exploitation illicite ou pour infraction à la réglementation sur la possession, la détention, la circulation et le commerce des substances minérales.

B. — Les individus qui auront été condamnés à une peine d'emprisonnement pour infraction à la réglementation minière ou pour infraction à la réglementation sur la possession, la détention, la circulation et le commerce des substances minérales dans un territoire ou un groupe de territoires ne peuvent obtenir dans ce territoire ni permis, ni concession de mine avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour où la condamnation est devenue définitive. Les permis dont ils seraient titulaires au moment de la condamnation en vertu du A ci-dessus, ne peuvent pas être renouvelés pendant le même délai.

TITRE III.

Dispositions applicables à certaines substances minérales

ART. 19. — Les dispositions particulières précisées aux articles 20, 21, 22, 23, 24 et 25 ci-dessus, sont applicables aux gîtes des substances concessibles suivantes :

1^o Substances utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique, telles qu'elles sont énumérées dans un décret en conseil d'Etat pris sur proposition du président du conseil des ministres, agissant en tant que président du comité de l'énergie atomique, et du ministre de la France d'outre-mer ; cette énumération peut être modifiée dans les mêmes formes ;

2^o Hydrocarbures liquides ou gazeux, bitumes, asphaltes, schistes et grès bitumineux ;

3^o Sels de potasse et sels connexes.

ART. 20. — Toute l'étendue des territoires visés par le présent décret est classée en zones réservées prévues à l'article 8, en ce qui concerne les gîtes des substances visées à l'article 19 ci-dessus.

ART. 21. — Les permis de recherches portant sur des substances visées à l'article 19, 1^o, sont accordés sur avis conforme du comité de l'énergie atomique.

Ce comité statue sur la preuve de gisement exploitable exigée du demandeur d'un permis d'exploitation ou d'une concession portant sur ces substances et donne son avis sur l'activité minimum prévue au septième alinéa de l'article 12.

ART. 22. — Si dans l'exploitation d'un gisement concédé ou exploité pour d'autres substances l'existence de substances visées à l'article 19, 1^o, vient à se révéler les dispositions suivantes sont applicables, en dérogation aux règles de l'article 12, cinquième alinéa.

1^o Ces substances devront être livrées à l'Etat sur sa demande et moyennant une juste indemnité ;

2^o Les modalités d'une exploitation éventuelle de ces substances sont établies d'accord entre l'Etat et l'exploitant ; à défaut d'accord amiable, le régime de l'exploitation est fixé par décision conjointe du président du conseil des ministres, agissant en tant que président du comité de l'énergie atomique, et du ministre de la France d'outre-mer ; cette décision détermine notamment, l'indemnité à laquelle le titulaire des droits pourrait prétendre.

En cas de refus ou d'insuffisance d'exploitation, l'Etat peut provoquer le non-renouvellement du permis d'exploitation ou réclamer la mise en déchéance du concessionnaire, suivant la procédure prévue à l'article 18, A, 1^o, ci-dessus ;

3^o L'Etat peut demander, sur les périmètres intéressés, un permis de recherches pour les substances visées à l'article 19, 1^o, ci-dessus, quels que soient les droits antérieurs existant au moment de sa demande.

ART. 23. — Les droits conférés à l'Etat en vertu de l'article 22 et de l'article 27 sont exercés par le commissariat à l'énergie atomique. Les dispositions de l'article 5 lui sont applicables.

Le commissariat à l'énergie atomique pourra se substituer à toute personne publique ou privée.

ART. 24. — En dérogation aux dispositions de l'article 7, alinéa 2, l'autorisation personnelle minière pour les substances visées à l'article 19, 2^o, est délivrée sur proposition du chef de groupe de territoires ou du chef de territoire non groupé, par arrêté conjoint du ministre de la France d'outre-mer et du ministre de l'industrie et du commerce.

Les permis de recherches portant sur les substances visées à l'article 19, 2^o, sont accordés sur avis conforme du ministre de l'industrie et du commerce.

ART. 25. — Les permis de recherches portant sur les substances visées à l'article 19, 3^o, sont attribués sur avis conforme du ministre de l'industrie et du commerce.

La recherche et l'exploitation éventuelles des gîtes de ces substances ne pourront être confiés qu'aux mines domaniales de potasse d'Alsace, au bureau minier de la France d'outre-mer ou à une société dont la constitution sera approuvée par arrêté conjoint du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, du ministre de la France d'outre-mer et du ministre de l'industrie et du commerce, dans laquelle les mines domaniales de potasse d'Alsace, le bureau minier de la France d'outre-mer et les personnes morales visées à l'article 5 devront avoir une participation majoritaire. Les dispositions du présent alinéa sont applicables aux permis de recherches en vigueur à la date de publication du présent décret.

ART. 26. — Les dispositions particulières précisées aux articles 27, 28, 29 et 30 ci-dessous sont applicables aux substances minérales suivantes :

1^o Minerais ou produits utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique, tels qu'ils sont énumérés dans un décret en conseil d'Etat pris sur proposition du président du conseil des ministres, agissant en tant que président du comité de l'énergie atomique, et du ministre de la France d'outre-mer, et qui peut être modifié dans les mêmes formes ;

2^o Métaux précieux et pierres précieuses ;

3^o Substances minérales énumérées dans un décret en conseil d'Etat, pris sur proposition du ministre de la France d'outre-mer motivée par des raisons d'ordre public ou d'intérêt national s'attachant au contrôle de l'utilisation de ces substances.

ART. 27. — Dans les territoires visés par le présent décret, tout détenteur des minerais ou produits visés à l'article 26 (1^o) ci-dessus doit en faire la déclaration à l'ingénieur des mines de la France d'outre-mer placé auprès du chef de groupe de territoires ou du chef de territoire non groupé.

Les transactions portant sur ces minerais ou produits déclarés ou à produire, sont soumises à l'autorisation de cet ingénieur des mines agissant sur les instructions du comité de l'énergie atomique. L'Etat peut se porter acquéreur. Le prix d'achat sera déterminé par un arrêté du chef de groupe de territoires ou du chef de territoire non groupé, sur proposition de l'ingénieur des mines placé auprès de cette autorité.

ART. 28. — La possession, la détention, le transport, le commerce, la transformation et toutes transactions ayant pour objet des substances visées à l'article 26 (2^o et 3^o) peuvent être soumis, dans des conditions fixées par décret en conseil d'Etat, à autorisation préalable du chef de groupe de territoires ou du chef de territoire non groupé. Les règles applicables en cas de découverte de ces substances par des personnes non autorisées ou en cas de décès ou de disparition d'une personne autorisée à en détenir sont fixées par décret en conseil d'Etat.

ART. 29. — Le chef de groupe de territoires ou le chef de territoire non groupé peuvent, sur la demande de l'exploitant, définir par voie d'arrêté, après enquête :

1^o Des zones de protection dites zones A intéressant les chantiers d'exploitations minières des substances

visées à l'article 26 (2^o et 3^o), les ateliers et usines de traitement et de transformation de ces substances et leurs annexes ; la superficie unitaire de ces zones sera toujours inférieure à un kilomètre carré ;

2^o Une ou plusieurs zones de protection dites zones B, englobant les précédentes, sans qu'un quelconque de leurs points puissent être distant de plus de cinq kilomètres d'un point quelconque d'une des zones A englobées.

Ces zones seront définies en tenant compte, dans toute la mesure possible, des *desiderata* des tiers intéressés et en évitant d'englober dans la zone des centres importants déjà existants ou des routes d'intérêt général.

Les dispositions de l'article 33 relatif à l'occupation des terrains sont applicables aux zones A.

ART. 30. — Nul ne peut pénétrer dans une des zones de protection définie à l'article 29 ci-dessus ou en sortir, si ce n'est pas des routes ou chemins définis dans l'arrêté d'institution de la zone.

L'accès à l'intérieur de la zone est réservé aux personnes munies d'un permis de séjour ou de circulation délivré par le chef de circonscription administrative dans des conditions définies par décret en conseil d'Etat ou dispensées de s'en munir en vertu des dispositions du même décret. Dans les zones de protection, la circulation, le commerce et le colportage seront réglementés par arrêté du chef de groupe de territoires ou du chef de territoire non groupé sans que les limitations ou interdictions qui seront édictées ouvrent aucun droit à indemnité.

TITRE IV. — *Relations des permissionnaires et concessionnaires avec les propriétaires du sol et entre eux.*

ART. 31. — Des périmètres de protection de dimensions quelconques à l'intérieur desquels la prospection, la recherche et l'exploitation minières peuvent être soumises à certaines conditions ou interdites sans que le permissionnaire ou concessionnaire puisse réclamer aucune indemnité peuvent être établis pour la protection des édifices et agglomérations, sources, voies de communication, ouvrages d'art et travaux d'utilité publique, comme en tous points où ils seraient jugés nécessaires dans l'intérêt général. Une indemnité représentant le montant des dépenses afférentes aux travaux ou ouvrages démolis ou abandonnés sera toutefois due au cas où le permissionnaire ou concessionnaire devrait démolir ou abandonner des travaux ou ouvrages régulièrement établis par lui en vue de l'exploitation desdits périmètres antérieurement à leur fixation.

Sauf consentement du propriétaire, aucun travail de prospection, de recherches ou d'exploitation minière ne peut être ouvert à la surface dans une zone de cinquante mètres ;

1^o A l'entour des propriétés closes de murs ou d'un dispositif équivalent, villages, groupes d'habitations, puits, édifices religieux, lieux de sépulture, lieux considérés comme sacrés ;

2^o De part et d'autre des voies de communication, conduites d'eau et généralement à l'entour de tous travaux d'utilité publique et ouvrages d'art.

ART. 32. — L'existence d'un permis ou d'une concession de mine ne peut empêcher le propriétaire du sol d'ouvrir sur son terrain des carrières de substances non concessibles, ni faire obstacle à l'exécution de travaux d'utilité publique à l'intérieur du permis ou de la concession, ou à l'ouverture de l'exploitation des carrières à utiliser pour ces travaux.

Le permissionnaire ou concessionnaire n'a droit qu'au remboursement des dépenses par lui faites et rendues inutiles par l'exécution desdits travaux ou l'ouverture desdites carrières, compensation faite, s'il y a lieu, des avantages qu'il peut en retirer.

Le titulaire d'un permis d'exploitation ou d'une concession a le droit de disposer, pour les besoins de son exploitation minière et des industries qui s'y rattachent, des substances non concessibles dont ses travaux entraînent nécessairement l'abattage. Le propriétaire du sol peut réclamer la disposition contre paiement d'une juste indemnité, s'il y a lieu, de celles de ces substances qui ne seraient pas ainsi utilisées par l'exploitant, à moins qu'elles ne proviennent du traitement des substances concessibles extraites.

ART. 33. — Le permissionnaire ou concessionnaire peut être autorisé sur les terrains libres du domaine :

1^o A l'intérieur de son périmètre, à occuper gratuitement les terrains nécessaires à son activité et aux industries qui s'y rattachent, à couper les bois nécessaires à ses travaux, à utiliser les chutes d'eau non utilisées ni réservées et à les aménager pour les besoins de ses travaux ;

2^o A l'extérieur de son périmètre, à exécuter toutes voies de communication ainsi que tous ouvrages de secours et à occuper les terrains correspondants.

En dehors des terrains libres du domaine, les occupations de terrain visées ci-dessus peuvent être autorisées, moyennant le paiement aux propriétaires, locataires ou usagers, d'une indemnité annuelle calculée au double du produit net, ou le rachat des droits d'usage ou d'acquisition du sol. Le prix d'achat est fixé au double de la valeur des droits rachetés ou du terrain avant occupation. Obligation de rachat peut être faite au permissionnaire ou concessionnaire, si l'occupation prive l'usager ou le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus d'une année, occasionne la destruction des cultures ou des arbres, ou si, après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne sont plus propres à l'usage auquel ils étaient auparavant affectés.

Les voies de communication créées à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre peuvent, lorsqu'il n'en résulte aucun obstacle sérieux pour la bonne exploitation, être utilisées pour le transport des produits miniers, industriels ou agricoles provenant des établissements voisins, ou ouvertes à l'usage public moyennant, le cas échéant, une juste indemnisation.

ART. 34. — Le permissionnaire ou concessionnaire est tenu de réparer tous dommages que ses travaux pourraient occasionner à la propriété superficielle. Il ne doit, en ce cas, qu'une indemnité correspondant à la valeur simple du préjudice causé.

ART. 35. — Dans le cas où il serait reconnu nécessaire d'exécuter les travaux ayant pour but, soit de mettre en communication des mines voisines pour l'aérage ou l'écoulement des eaux, soit d'ouvrir des voies d'aérage, d'assèchement ou de secours, destinées au service des mines voisines, les permissionnaires ou concessionnaires ne peuvent s'opposer à l'exécution des travaux et sont tenus d'y participer chacun dans la proportion de son intérêt.

ART. 36. — Lorsque les travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à l'exploitant d'une autre mine voisine, en raison par exemple des eaux qui pénètrent dans cette dernière en plus grande quantité, l'auteur des travaux en doit la réparation.

Lorsque, au contraire, ces mêmes travaux tendent à évacuer tout ou partie des eaux d'autres mines par machines ou par galeries, il y a éventuellement lieu, d'une mine en faveur de l'autre, à une indemnité.

ART. 37. — Un investison de largeur suffisante peut être prescrit pour éviter que les travaux d'une mine puissent être mis en communication avec ceux d'une mine voisine déjà instituée ou qui pourrait être instituée. L'établissement de cet investison ne peut donner lieu à aucune indemnité de la part du titulaire d'une mine au profit de l'autre.

TITRE V. — *Surveillance de l'administration.*

ART. 38. — Les ingénieurs des mines de la France d'outre-mer et les fonctionnaires et agents placés sous leurs ordres sont chargés, sous l'autorité du ministre de la France d'outre-mer, des chefs de groupe de territoires et des chefs de territoire, de veiller à l'application du présent décret et des décrets et règlements pris pour son application, ainsi que de la surveillance administrative et technique des activités visées par le présent décret.

Ils concourent au contrôle de l'application de la législation et de la réglementation du travail dans les entreprises visées au présent décret. Ils disposent à cet effet des pouvoirs dévolus aux inspecteurs du travail et des lois sociales par le titre VII, chapitre 1^{er}, du code du travail dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Ils procèdent à l'élaboration, à la conservation et à la diffusion de la documentation concernant notamment les substances minérales, l'industrie et les ressources minérales, la géologie pure et appliquée. Ils ont à cet effet le pouvoir de procéder à tout moment à toute opération de vérification d'indices ou de gisements et ont à tout instant accès aux travaux et installations visés par leur contrôle. Les permissionnaires, concessionnaires ou exploitants sont tenus de leur fournir les moyens de parcourir les travaux accessibles.

ART. 39. — Les travaux de mine doivent être conduits suivant les règles de l'art.

Toute ouverture ou fermeture d'un centre de recherches ou d'exploitation de mine ou de carrière doit être déclarée à l'ingénieur des mines compétent.

Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quelqu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit être en mesure de justifier que déclaration en a été faite à l'ingénieur des mines compétent, qui a pouvoir d'y accéder ou d'y faire accéder les fonctionnaires et agents placés sous ses ordres, de se faire remettre tout échantillon et de se faire communiquer tous documents ou renseignements d'ordre géologique, hydrologique ou minier.

Tout levé de mesures géophysiques doit faire l'objet d'une déclaration préalable à l'ingénieur des mines compétent, les résultats de ces mesures lui sont communiqués.

Les documents ou renseignements recueillis en vertu des deux alinéas précédents ne peuvent, sauf autorisation de l'auteur des travaux, être rendus publics ou communiqués à des tiers par l'administration avant l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date à laquelle ils ont été obtenus.

Les renseignements relatifs aux substances visées aux articles 19 (1^o) et 26 (1^o), obtenus par l'administration en vertu du présent titre, sont considérés comme secrets. Les dispositions spéciales nécessaires seront prises pour assurer, dans l'application du régime fiscal, le secret des teneurs, des tonnages et des destinations de ces substances.

ART. 40. — Tout accident grave survenu dans une mine ou dans ses dépendances doit être porté par le permissionnaire ou concessionnaire à la connaissance de l'administration dans le plus bref délai possible.

Les permissionnaires ou concessionnaires doivent se soumettre aux mesures qui peuvent être ordonnées en vue de prévenir ou de faire disparaître les causes des dangers que leurs travaux feraient courir à la sécurité publique, à l'hygiène des ouvriers mineurs, à la conservation de la mine ou des mines voisines, des sources, des voies publiques.

En cas d'urgence ou en cas de refus par les intéressés de se conformer à ces injonctions, les mesures nécessaires seront prises et exécutées d'office par les ingénieurs des mines aux frais des intéressés.

En cas de péril imminent, les ingénieurs des mines prennent immédiatement les mesures nécessaires pour faire cesser le danger et peuvent, s'il y a lieu, adresser à cet effet toutes réquisitions utiles aux autorités locales.

ART. 41. — Les permissionnaires ou concessionnaires de mines doivent se soumettre aux mesures qui peuvent être ordonnées en vue de la meilleure utilisation possible des gisements.

Les substances extraites des exploitations de mines peuvent être réquisitionnées moyennant indemnité dans un but d'intérêt général, pour le ravitaillement de l'Union française. Cette réquisition ouvre, en faveur du permissionnaire ou du concessionnaire, le droit à une indemnité.

ART. 42. — Dans tous les cas où un travail dont les frais incombent à l'exploitant, a été fait d'office en exécution des prescriptions du présent décret, les sommes

avancées sont recouvrées sur l'exploitant au moyen d'états établis par les ingénieurs des mines et rendus exécutoires par l'autorité qui a décidé ces travaux.

Tout travail entrepris en contravention au présent décret et aux décrets et règlements pris pour son application peut être interdit par mesure administrative.

TITRE VI. — Dispositions d'application.

ART. 43. — Des décrets en Conseil d'Etat fixeront :

Les modalités d'octroi, d'extension, de restriction, de retrait de l'autorisation personnelle minière, et des droits et obligations qui y sont attachés ; ces modalités pourront varier selon les substances ;

Les modalités d'octroi, d'extension, de restriction, de renouvellement, d'expiration, d'annulation des permis de recherches minières et des permis d'exploitations minières, les modalités des autorisations et formalités dont ils peuvent faire l'objet ; les modalités des droits et obligations qui y sont attachés ;

Les modalités du classement des substances concédables dans les zones fermées, ouvertes ou réservées prévues à l'article 8 ci-dessus ;

Les modalités d'institution, de renouvellement, de fusion, de division, d'annulation, d'adjudication, d'expiration des concessions minières, de déchéance des concessionnaires ; les modalités des autorisations et formalités dont elles peuvent faire l'objet ; les modalités des droits et obligations qui y sont attachés ;

Les modalités des relations des permissionnaires et concessionnaires entre eux et avec les propriétaires du sol, usagers du sol et exploitants forestiers ;

Les modalités de la surveillance des travaux par l'administration, de l'organisation de l'administration minéralogique, et de la fixation des règlements tendant à assurer la meilleure utilisation des ressources minérales, la sûreté de la surface, la sécurité et l'hygiène du personnel employé ;

Les modalités des règles concernant la possession, la détention, la circulation, le commerce et la transformation des substances minérales ;

Pour l'Afrique-Occidentale Française, les modalités de l'exercice dans le régime nouveau des droits d'exploiter par des procédés traditionnels les gîtes d'or et d'autres substances minérales situées dans les zones et périmètres définis par les arrêtés des lieutenants-gouverneurs pris en vertu du décret du 22 octobre 1924 ;

Les dispositions transitoires applicables à chaque territoire ou groupe de territoires ; et, d'une manière générale, les conditions d'application du présent décret.

Les décrets prévus au présent article sont, en tant qu'ils concernent les substances visées aux articles 19 (1^o) et 21 (1^o), pris sur proposition conjointe du président du conseil des ministres, agissant en qualité de président du comité de l'énergie atomique et du ministre de la France d'outre-mer ; en tant qu'ils concernent les substances visées à l'article 19 (2^o) et (3^o), ils sont pris sur proposition conjointe du ministre de la France d'outre-mer et du ministre de l'industrie et du commerce.

ART. 44. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent texte, et notamment, sous réserve du maintien en vigueur de leurs dispositions relatives à la constatation et à la répression des infractions et, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux attributions des assemblées territoriales et des Grands Conseils, de leurs dispositions fiscales, les textes suivants :

Le décret du 6 juillet 1899 fixant le régime des substances minérales dans les colonies et protectorats de l'Afrique continentale autres que l'Algérie et la Tunisie, et notamment en Afrique-Occidentale Française et en Côte française des Somalis, modifié par décrets du 4 août 1901, des 19 mars 1905 et 13 mars 1933, et, pour la Côte française des Somalis, par décrets des 13 mai 1928 et 26 décembre 1931 ;

Le décret du 13 octobre 1933 fixant le régime des substances minérales en Afrique-Équatoriale Française, modifié par décrets du 21 janvier 1939, 12 octobre 1940, 14 juin 1946 et 12 août 1946 ;

Le décret du 23 décembre 1934 fixant le régime des substances minérales en Afrique-Occidentale Française, modifié par décrets des 13 juin 1939, 12 juillet 1941 (validité par la loi du 30 octobre 1946) et 22 décembre 1952 ;

Le décret du 20 décembre 1938 fixant le régime des substances minérales à Madagascar, modifié par décrets des 21 janvier 1939, 2 décembre 1943, 27 novembre 1947 et 21 mai 1949 ;

Les décrets des 8 janvier 1916, 28 juillet 1918 et 27 février 1924 fixant des conditions à l'exercice par les personnes et sociétés d'activités minières dans les colonies françaises et pays de protectorat, autres que l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, et notamment en Nouvelle-Calédonie et dépendances et aux îles Saint-Pierre et Miquelon ;

Le décret du 28 août 1927 fixant le régime des substances minérales en Nouvelle-Calédonie et dépendances, modifié par décrets des 9 octobre 1929, 26 décembre 1931, 28 juillet 1938 ;

Le décret du 17 octobre 1917 fixant le régime des

substances minérales dans les Etablissements français d'Océanie, modifié par décrets des 23 février 1918, 28 juillet 1918 et 27 décembre 1937 ;

Le décret du 13 octobre 1933 fixant le régime des substances minérales aux îles Saint-Pierre et Miquelon ;

Le décret du 26 octobre 1927 fixant le régime des substances minérales au Togo, modifié par décret du 28 juillet 1938 ;

Le décret du 5 février 1935 fixant le régime des substances minérales au Cameroun, modifié par décrets des 21 janvier 1939, 10 août 1945, 9 août 1946, 14 juin 1946 et 20 août 1949 ;

Le décret du 27 juin 1938 portant réglementation du commerce du diamant et de la protection des exploitations diamantifères en Afrique-Équatoriale Française ;

Le décret du 26 mai 1937 portant réglementation du commerce du diamant et de la protection des exploitations diamantifères en Afrique-Occidentale Française ;

Le décret du 14 mars 1946 portant réglementation du commerce du diamant et de la protection des exploitations diamantifères au Cameroun ;

Le décret du 5 avril 1946 et la loi du 3 avril 1950 relatifs à l'exploitation des substances utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique ;

En ce qui concerne les territoires visés par le présent décret, l'article 14 de la loi du 23 janvier 1937 portant fixation du régime définitif des mines domaniales de potasse et organisation de l'industrie de la potasse.

Toutefois, ces textes demeurent en vigueur jusqu'à l'intervention des décrets prévus aux articles 7, 11, 18, 28 et 43 ci-dessus.

ART. 45. — Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de l'industrie et du commerce et le secrétaire d'Etat à la recherche scientifique et au progrès technique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

M. — ORGANISATION DU TRAVAIL

ARRÊTÉ N° 275-54/ITLS du 19 mars 1954 fixant les formes et modalités d'établissement du contrat de travail et de l'engagement à l'essai.

I. — Formes et modalités du contrat de travail.

ARTICLE PREMIER. — Tout contrat de travail, passé pour être exécuté au Togo, placé sous tutelle française, est conclu dans les formes et suivant les modalités qu'il convient aux parties contractantes d'adopter, quel que soit le lieu de la conclusion du contrat.

Toutefois, celui, dont la constatation par écrit est obligatoire, en exécution des prescriptions de l'article 32 de la loi 52-1322 du 15 décembre 1952, doit être établi suivant les formes et modalités ci-après.

ART. 2. — Le contrat de travail comporte obligatoirement les énonciations suivantes :

1° Les nom, prénoms, profession et domicile de

l'employeur ; si l'engagement est conclu par l'entreprise d'un tiers, la date des pouvoirs délégués à ce dernier sera précisée ;

2° Les nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, filiation, domicile et nationalité du travailleur, son métier ou sa profession ;

3° Lorsque le lieu de l'emploi n'est pas celui de la résidence habituelle du travailleur ;

— Le lieu de provenance d'où le travailleur se rend, aux frais de l'employeur, au lieu d'emploi ;

— Le lieu où le travailleur a le droit de se rendre en congé réglementaire et d'être rapatrié en fin de contrat aux frais de l'employeur ;

4° La nature et la durée du contrat ;

5° La durée du préavis ;

6° Les modalités d'attribution du congé ;

7° Le classement du travailleur dans la hiérarchie professionnelle en vigueur au Togo, son salaire et les accessoires du salaire ;

8° Le ou les emplois que le travailleur sera appelé à tenir, le ou les lieux où il sera appelé à servir ;

9° La référence aux textes réglementaires et (ou) aux conventions collectives qui régiront l'ensemble des rapports entre employeur et travailleur ;

10° En l'absence ou dans le silence des conventions collectives, les modalités d'application des dispositions légales concernant les voyages et les transports (articles 125 dernier alinéa, 127, 128, 129 du code outre-mer) ;

11° Lorsque le travailleur est logé par l'employeur, soit en vertu d'une obligation découlant de la loi, de la réglementation locale ou d'une convention collective, soit en vertu de l'accord des parties ;

— Toutes précisions relatives aux conditions du logement, qui devront en particulier répondre aux conditions d'hygiène et comprendre le mobilier essentiel, compte tenu du nombre de personnes logées avec le travailleur et individuellement désignées au contrat ;

12° Eventuellement, les clauses particulières convenues entre les parties.

ART. 3. — Le contrat est rédigé en langue française et établi en quatre exemplaires. Il est exempt de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Il est soumis par l'employeur au visa de l'autorité compétente, prévu par l'article 32 de la loi du 15 décembre 1952, du lieu où réside le travailleur au moment où il est embauché.

Toutefois, lorsque l'embauchage intéresse un travailleur étranger au territoire et non embauché en France métropolitaine, ou dans un territoire relevant du ministère de la F.O.M., le contrat est obligatoirement soumis par l'employeur soit au visa de l'autorité compétente du lieu d'emploi, soit à celui de l'Office du Travail, prévu à l'article 174 du Code du Travail.

Y est obligatoirement annexé un certificat médical attestant que le travailleur est physiquement apte à satisfaire aux obligations, relatives à la nature et au lieu du travail, stipulées au contrat.

ART. 4. — L'autorité compétente vise les quatre exemplaires du contrat, après :

1° Avoir procédé aux vérifications et formalités qui lui incombent, en application des dispositions de l'article 32 précité ;

2° Avoir donné connaissance au travailleur de l'essentiel des textes réglementaires ou conventions collectives, lorsque le contrat y fait simplement référence ;

3° Avoir obtenu les signatures des deux parties sur les quatre exemplaires ou, si l'une des parties ne sait pas signer, après avoir expressément mentionné le fait et avoir fait apposer par l'intéressé ses empreintes digitales au bas du contrat, la partie intéressée aura la faculté de se faire assister par deux témoins lettrés.

ART. 5. — Après visa, l'autorité compétente remet un exemplaire à l'employeur et un exemplaire au travailleur ; elle adresse le troisième exemplaire à l'Office de main-d'œuvre ou, à défaut, à l'Inspecteur du Travail du lieu d'emploi ; elle conserve le dernier exemplaire pour être déposé à ses archives.

II. — *Formes et modalités de l'engagement à l'essai.*

ART. 6. — L'engagement à l'essai est obligatoirement stipulé par écrit.

ART. 7. — La durée de l'engagement à l'essai est déterminée de manière précise. Elle est égale à la durée du préavis.

Elle peut cependant être stipulée plus longue, dans la limite d'un maximum de six mois :

a) Pour tenir compte de la technique et des usages de la profession ;

b) Pour les travailleurs débutant dans l'établissement et qui n'ont jamais travaillé dans un autre établissement.

Pour les travailleurs visés à l'article 94 de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952, la durée maximum de la période d'essai pourra être portée à un an.

ART. 8. — L'engagement à l'essai est à terme fixe, calculé de quantième à quantième.

Il peut être stipulé par écrit l'observation d'un délai de préavis en cas de résiliation avant terme par l'une ou l'autre partie. Les frais de rapatriement du travailleur sont à la charge de l'employeur conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952.

ART. 9. — Le renouvellement de la période d'essai ne peut être décidé que par accord écrit des parties et ne peut porter la durée totale de la période d'essai au-delà des limites fixées à l'article 7.

ART. 10. — Le travail exécuté pendant la période d'essai doit être payé au taux de la catégorie professionnelle dans laquelle a été engagé le travailleur.

ART. 11. — Si le travailleur est maintenu en service à l'expiration de l'engagement à l'essai sans que cet engagement soit renouvelé dans les conditions prévues aux articles 7 et 9, les parties sont définitivement liées par contrat de travail et la durée de la période d'essai, renouvellement compris, entre en compte pour la détermination des droits et avantages des travailleurs attachés à la durée du service dans l'établissement.

ART. 12. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article 222 b) du code du travail outre-mer sans préjudice des peines prévues aux articles 221 a), 225 a) et 226 a) pour la répression des infractions à celles des dispositions du présent arrêté faisant référence aux règles posées par ledit code.

ART. 13. — L'Inspecteur du Travail et des Lois sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRÊTÉ N° 276-54/ITLS du 19 mars 1954 déterminant les conditions de forme et de fond, les effets, les cas et conséquences et les mesures de contrôle du contrat d'apprentissage.

Dispositions Générales.

ARTICLE PREMIER. — Le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions de forme et de fond, les effets, les cas et conséquences de la résiliation et les mesures de contrôle d'apprentissage tel qu'il est défini au chapitre II du titre III de la loi du 15 décembre 1952.

CHAPITRE PREMIER

Conditions de forme et de fond du contrat d'apprentissage.

ART. 2. — Le contrat d'apprentissage doit être, à peine de nullité, constaté par écrit.

Il est rédigé en langue française et, si possible, dans la langue de l'apprenti.

Il est exempt de tous droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 3. — Le contrat d'apprentissage fait obligatoirement mention :

1° Des nom, prénoms, âge, profession et domicile du maître.

Raison sociale de l'entreprise qui engage l'apprenti lorsque cette dernière est en forme de société.

Est considéré comme le maître, le chef de l'établissement, ainsi que le préposé spécialement désigné et chargé de la formation de l'apprenti.

2° Des nom, prénoms, âge et domicile de l'apprenti.

3° Des nom, prénoms, profession et domicile des père et mère de l'apprenti, de son tuteur ou de la personne autorisée, par les parents ou, à leur défaut, par le juge du domicile de l'apprenti.

Pour les apprentis de statut personnel, le tuteur ou la personne autorisée, à défaut des parents, est désignée, selon la coutume, par le président du tribunal de 1^{er} degré du domicile de l'apprenti.

4° De la date et de la durée du contrat.

Cette durée est fixée en tenant compte des usages locaux de la profession, des conventions collectives ou des règlements s'y rapportant. Elle ne peut toutefois être supérieure à quatre ans.

5° Des conditions de rémunération, de nourriture et de logement et tout autre arrêté par les parties.

6° L'indication de la profession qui sera enseignée à l'apprenti.

7° De l'indication des cours professionnels que le chef d'établissement s'engage à faire suivre à l'apprenti soit dans l'établissement, soit au dehors.

8° Eventuellement la durée de l'engagement à l'essai.

ART. 4. — Le contrat d'apprentissage est établi conformément au modèle n° 1 annexé au présent arrêté.

ART. 5. — Le contrat d'apprentissage peut être constaté par acte sous signatures privées.

Il est rédigé en quatre originaux au moins et est soumis par le maître au visa de l'autorité compétente prévue par l'article 32 de la loi du 15 décembre 1952 du lieu où réside l'apprenti au moment où il entre en apprentissage.

Il y est obligatoirement annexé un certificat médical attestant que l'apprenti est physiquement apte à satisfaire aux obligations relatives à la nature et au lieu du travail stipulées au contrat.

ART. 6. — L'autorité compétente vise les quatre exemplaires du contrat après :

1° Avoir procédé aux vérifications et formalités qui lui incombent, en application des dispositions de l'article 32 précité ;

2° Avoir donné connaissance au maître, à l'apprenti et à son représentant des obligations réciproques qui leur incombent.

ART. 7. — Le contrat d'apprentissage est signé par le maître, par les parents ou le tuteur de l'apprenti ou leur représentant.

Il est signé également par l'apprenti s'il est majeur.

Si le maître, les parents ou le tuteur ou leur représentant ou l'apprenti sont dans l'impossibilité de signer, mention en est certifiée sur le contrat d'apprentissage sur la foi de deux témoins lettrés qui y apposent leur signature.

ART. 8. — Après visa, l'autorité compétente remet un exemplaire au représentant de l'apprenti, deux exemplaires au maître, le quatrième est conservé par l'Inspection du Travail ou par l'Office de main-d'œuvre pour être versé au dossier de l'apprenti.

ART. 9. — L'Office de main-d'œuvre qui établit le dossier de l'apprenti remet à celui-ci une carte d'apprentissage.

ART. 10. — L'acte sous seing privé acquiert date certaine par le dépôt effectué à la diligence du maître d'un exemplaire du contrat d'apprentissage au greffe de la justice de paix du lieu d'exécution du contrat.

ART. 11. — Le dépôt du contrat d'apprentissage doit être assuré dans les 15 jours qui suivent sa passation.

ART. 12. — Lorsque le maître est dans l'obligation de tenir le « registre d'employeur » prévu à l'article 171 de la loi du 15 décembre 1952, il y fait mention du contrat d'apprentissage.

ART. 13. — Nul ne peut être agréé comme apprenti s'il n'a atteint l'âge de 14 ans révolus.

L'âge est constaté par la production d'un extrait d'acte de naissance ou d'un extrait de jugement supplétif d'acte de naissance.

Le maître fait la preuve qu'il n'est empêché de contracter aux termes des articles 56, 57 et 58 de la loi du

15 décembre 1952, notamment par la production d'un extrait de son casier judiciaire.

Mention de la production des documents susvisés est faite au contrat d'apprentissage.

Ces documents sont joints à l'exemplaire du contrat d'apprentissage remis à l'autorité compétente chargée du visa. Ils sont destinés à l'Office de main-d'œuvre pour être versés au dossier de l'apprenti.

CHAPITRE II

Effet du contrat d'apprentissage.

ART. 14. — Le maître s'engage à enseigner à l'apprenti méthodiquement, progressivement et complètement l'art, le métier ou la profession spéciale qui fait l'objet du contrat.

Il doit le traiter en bon père de famille.

Il doit avertir sans retard les parents de l'apprenti ou leur représentant en cas de maladie, d'absence ou de tout fait de nature à motiver leur intervention. Il doit les prévenir, en particulier, des fautes graves que l'apprenti pourrait commettre.

Il ne doit employer l'apprenti qu'aux travaux et services se rattachant à l'exercice de l'art, métier ou de la profession enseignée.

Il doit observer toutes les prescriptions légales ou réglementaires relatives au travail des jeunes et des enfants, si l'apprenti est par son âge considéré comme tel.

Si l'apprenti âgé de moins de 16 ans ne sait pas lire, écrire ou compter ou s'il n'a pas encore terminé sa première éducation religieuse, le maître est tenu de lui accorder le temps nécessaire pour achever son instruction. Ce temps ne pourra excéder deux heures par jour.

Toutes les fois que dans le cadre de l'organisation de l'enseignement professionnel, des cours professionnels sont organisés pour les apprentis dans l'art, le métier ou la profession prévus au contrat, le maître laissera à l'apprenti le temps et la liberté de les suivre. Il contrôlera son assiduité à ces cours.

ART. 15. — Si l'apprenti perçoit une rémunération, toutes les obligations et garanties prévues par la loi du 15 décembre 1952, en matière de salaire, s'attachent à cette rémunération.

ART. 16. — Le maître dès lors qu'il emploie plus de dix ouvriers est tenu de ne pas avoir un nombre d'apprentis supérieurs à l'effectif de la moitié de ses salariés dans le métier objet de l'apprentissage.

ART. 17. — Il pourra être prévu au contrat d'apprentissage que l'apprenti s'engage après achèvement de l'apprentissage à exercer son activité professionnelle pour le compte de son ancien maître pendant une période qui ne pourra excéder deux années, faute de quoi l'apprenti sera tenu de verser à titre de clause pénale une somme qui sera fixée en considération des frais exposés par le maître durant l'apprentissage.

ART. 18. — Les avantages éventuellement attachés à la qualité d'apprenti tels que l'attribution d'allocations familiales pour les enfants en apprentissage considérés comme étant à charge de leurs parents ou tuteur ainsi que l'exemption de l'impôt personnel sont subordonnés à la production du contrat d'apprentissage revêtu du visa du chef de l'unité administrative ou de l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales.

ART. 19. — Le maître est tenu de délivrer à la fin de l'apprentissage un congé d'acquit ou certificat constatant l'exécution du contrat.

Ce certificat est conforme au modèle n° 2 annexé au présent arrêté.

Ampliation de ce certificat est adressée à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales pour transmission à l'Office de main-d'œuvre pour être versée au dossier de l'apprenti.

ART. 20. — L'apprenti, dans la mesure de ses aptitudes et de ses forces, doit aider le maître par son travail.

Il lui manifestera fidélité, obéissance et respect.

Il est tenu de remplacer à la fin de l'apprentissage et à la demande du maître le temps qu'il n'a pu employer par suite de maladie ou d'absence de plus de quinze jours.

ART. 21. — L'apprenti dont le temps d'apprentissage est terminé, passe un examen devant une commission professionnelle dont la composition et le fonctionnement seront arrêtés dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 8 du décret du 8 décembre 1952.

CHAPITRE III

Résiliation du contrat d'apprentissage. Cas et conséquence de la résiliation.

ART. 22. — Le contrat d'apprentissage ne peut prendre fin qu'à l'expiration de la durée prévue au contrat ou par accord des parties.

Le contrat ne peut être rompu par la volonté unilatérale de l'un ou de l'autre des contractants.

Toute rupture unilatérale du contrat donne lieu au paiement d'une indemnité dont le montant doit être prévu au contrat ou laissé expressément à l'appréciation de la juridiction compétente.

Sous réserve de dispositions spéciales prévues au contrat concernant l'essai, les deux premiers mois sont considérés comme période d'essai pendant laquelle le contrat peut être résilié par la seule volonté de l'une des parties sans donner lieu au paiement de l'indemnité de résiliation prévue au paragraphe précédent.

ART. 23. — Le contrat d'apprentissage est résolu de plein droit :

1° Par la mort du maître ou de l'apprenti ;

2° Lorsque le maître ou l'apprenti vient d'être frappé d'une des condamnations prévues en l'article 58 de la loi du 15 décembre 1952 ;

3° Si l'apprenti ou le maître est appelé au service militaire ;

4° Pour les filles mineures apprenties, dans le cas de divorce du maître ou dans le cas du décès de l'épouse du maître ou de toute autre femme de sa famille qui dirigeait la maison à l'époque du contrat.

ART. 24. — Le contrat d'apprentissage peut être résolu à la demande des parties ou de l'une d'elles :

1° Dans le cas où l'une des parties manquerait aux stipulations du contrat ;

2° Pour cause d'infraction grave ou habituelle aux prescriptions de la section III du chapitre II du titre III de la loi du 15 décembre 1952 ou des autres dispositions légales ou réglementaires concernant les conditions du travail des apprentis ;

3° Dans les cas d'inconduite habituelle de la part de l'apprenti ;

4° Lorsque le maître transporte sa résidence hors de l'unité administrative où il habitait lors de la convention ;

Néanmoins la demande de résolution du contrat n'est recevable que pendant trois mois à compter du jour où le maître a changé de résidence.

5° Lorsque le maître ou l'apprenti encourt une condamnation comportant un emprisonnement de plus d'un mois ;

6° Dans le cas où l'apprenti viendrait à contracter mariage ;

7° Dans le cas où l'apprenti devenant chef de famille par suite du décès de son père.

ART. 25. — Les actions en résolution de contrat d'apprentissage sont portées devant les juridictions de droit commun.

Ces juridictions règlent les indemnités ou restitutions qui pourraient être dues à l'une ou l'autre des parties.

CHAPITRE V

Mesures de contrôle de l'exécution du contrat de travail.

ART. 26. — L'Inspecteur du Travail et des Lois sociales est chargé du contrôle de l'exécution du contrat d'apprentissage.

Il s'assure du respect des dispositions législatives et réglementaires relatives au salaire, à la durée du travail, au travail de nuit, au repos hebdomadaire, au travail des femmes et des enfants, au congé, à l'hygiène, à la sécurité et aux accidents du travail.

Il contrôle la formation professionnelle des apprentis et peut, lorsque la formation professionnelle donnée par un chef d'entreprise à ses apprentis est manifestement insuffisante ; comme en cas d'abus dont l'apprenti est victime, demander à la juridiction compétente de limiter le nombre des apprentis dans l'établissement ou même suspendre pour un temps le droit pour le chef de cet établissement de former des apprentis.

CHAPITRE VI

Dispositions diverses.

ART. 27. — Toute clause des contrats d'apprentissage en cours d'exécution qui ne serait pas conforme aux dispositions adoptées, sera modifiée dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté.

ART. 28. — Tout employeur fondé de pouvoir, ou préposé, qui aura récemment engagé, tenté d'engager, ou conservé à son service, un apprenti encore lié par un contrat d'apprentissage sera puni, d'une amende de 2.000 à 20.000 francs métropolitains et d'un emprisonnement de six jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement, indépendamment du droit à dommages-intérêts qui pourra être reconnu à la partie lésée.

ART. 29. — Seront punis de 100 à 500 francs métropolitains et en cas de récidive d'une amende de 400 à 4.000 francs métropolitains les auteurs des infractions aux dispositions des articles 59, paragraphe 2 et 53 de la loi du 15 décembre 1952.

ART. 30. — L'Inspecteur du Travail et des Lois sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRÊTÉ N° 277-54/ITLS du 19 mars 1954 fixant les modalités du règlement intérieur d'entreprise.

ARTICLE PREMIER. — Un règlement intérieur est obligatoire dans les entreprises industrielles et commerciales employant habituellement vingt travailleurs au moins et dans les entreprises agricoles employant habituellement cinquante travailleurs.

ART. 2. — Aux termes du présent arrêté, l'entreprise est définie comme une organisation économique, constituée en vue d'une production de biens destinés à la vente ou de services rémunérés.

L'établissement est une unité technique dépendant de l'entreprise.

ART. 3. — Dans les entreprises comportant plusieurs établissements, il pourra être établi, pour chaque établissement ou partie d'établissement, un règlement annexe comportant des dispositions particulières.

ART. 4. — Le règlement doit être rédigé en français il peut, à la demande du délégué du personnel, être traduit dans les dialectes locaux.

ART. 5. — Le chef d'entreprise doit communiquer le règlement intérieur aux délégués du personnel, s'il en existe.

Cette communication est faite soit par lettre recommandée, soit par cahier de transmission, soit par tout autre procédé permettant de certifier la communication et lui donner date certaine.

Dans les huit jours qui suivent cette communication, les délégués du personnel adressent selon un des modes

de transmission précisés ci-dessus leurs observations au chef d'entreprise. L'absence de réponse dans les délais prescrits vaut acquiescement.

ART. 6. — A l'expiration du délai prévu à l'article précédent, le chef d'entreprise doit adresser à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales :

— Le règlement intérieur établi en double exemplaire avec mention de la communication faite aux délégués du personnel ;

— Le cas échéant, un exposé des observations qui ont été présentées par les délégués du personnel et les considérations qui motivent le rejet de tout ou partie de ces observations.

ART. 7. — Dans le mois qui suit cette communication, l'Inspecteur du Travail et des Lois Sociales requiert le retrait ou la modification des dispositions contraires aux lois et règlements en vigueur.

ART. 8. — A l'expiration de la période prévue à l'article précédent et dans un délai de trois semaines, le chef d'entreprise procède au dépôt du règlement intérieur en double exemplaire au secrétariat du tribunal du siège de l'entreprise, s'il en existe, ou à défaut au greffe de la justice de paix ou du tribunal de première instance.

Un exemplaire est adressé sans délai à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales par les soins du secrétariat ou de greffier du tribunal.

ART. 9. — Le règlement intérieur est affiché à une place convenable, aisément accessible, dans les lieux où le travail est effectué ainsi que dans les locaux ou à la porte des locaux où se fait l'embauchage. Il doit être constamment tenu en bon état de lisibilité.

ART. 10. — Le règlement intérieur doit indiquer la date à partir de laquelle il entre en vigueur. Cette date doit être postérieure de deux semaines au moins au dépôt prescrit à l'article 8 ci-dessus.

ART. 11. — Les chefs d'entreprises sont tenus de se conformer aux dispositions du présent arrêté dans les trois mois qui suivent l'ouverture de l'entreprise, et pour les entreprises déjà existantes, dans les trois mois suivant la publication du présent arrêté.

ART. 12. — Les services publics ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté.

ART. 13. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies d'une amende de 200 à 500 francs et en cas de récidive d'une amende de 400 à 4.000 francs.

ART. 14. — L'Inspecteur du Travail et des Lois sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRÊTÉ N° 278-54/ITLS. du 19 mars 1954 déterminant les modalités d'application du repos hebdomadaire.

ARTICLE PREMIER. — Le repos hebdomadaire est obligatoire pour tous les salariés, employés ou ouvriers, occupés dans les établissements industriels, commerciaux ou agricoles ou dans leurs dépendances, de quelque

nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Le repos hebdomadaire est également obligatoire pour le personnel des hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraites et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, musées, expositions, offices publics et ministériels, professions libérales, sociétés civiles, syndicats professionnels et associations de quelque nature que ce soit.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables aux ouvriers ou employés des entreprises de transport par eau, par air, non plus qu'à ceux des chemins de fer dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales.

ART. 2. — Les enfants, placés en apprentissage chez un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier ne peuvent être tenus, en aucun cas, vis-à-vis de leur maître, à aucun travail de leur profession, les dimanches et jours de fêtes reconnues ou légales.

ART. 3. — Le repos doit être au minimum de vingt-quatre heures consécutives par semaine. Il doit être donné en principe le dimanche.

SECTION PREMIÈRE

Dérogations au principe du repos dominical.

1^o DÉROGATIONS DE PLEIN DROIT.

ART. 4. — Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement, les établissements appartenant aux catégories suivantes :

1^o Fabricants de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate ;

2^o Hôtels, restaurants et débits de boissons ;

3^o Débits de tabac et magasins de fleurs naturelles ;

4^o Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraites et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacie ;

5^o Établissements de bains ;

6^o Entreprises de journaux, d'informations et de spectacles, musées et expositions ;

7^o Entreprises de location de chaises, de moyens de locomotion ;

8^o Entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice ;

9^o Entreprises de transports par terre autres que celles prévues à l'alinéa 3 de l'article 1 ;

10^o Industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide ;

11^o Industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication ;

12^o Entreprise d'émission ou de réception de télégraphe sans fil.

La nomenclature des industries comprises dans les catégories figurant sous les n^{os} 10 et 11 ainsi que les autres catégories d'établissements qui peuvent donner

le repos hebdomadaire par roulement est donnée en annexe au présent arrêté. Cette liste pourra être complétée ultérieurement.

ART. 5. — Des arrêtés détermineront les établissements de vente de denrées alimentaires au détail où le repos pourra être donné le dimanche à partir de midi, avec un repos compensateur par roulement et par semaine, d'un autre après-midi pour les employés âgés de moins de vingt et un ans logés chez leur patron, et par roulement et par quinzaine, d'une journée entière, pour les autres employés.

ART. 6. — En ce qui concerne le personnel strictement nécessaire aux soins du bétail dans les entreprises agricoles, le travail du dimanche pourra être admis par roulement. Cependant le jour de repos devra être donné le dimanche au moins deux fois par mois. L'ouvrier ayant travaillé le dimanche ou les jours fériés pour assurer les soins aux animaux aura droit à un repos compensateur ou à un congé supplémentaire égal au temps passé le dimanche ou jour férié. Les jours de congé supplémentaires correspondant au repos compensateur devront être groupés et pourront être cumulés avec le congé annuel.

2^o DÉROGATIONS FACULTATIVES DE CARACTÈRE TEMPORAIRE.

ART. 7. — Lorsqu'il est établi que le repos simultané le dimanche de tout le personnel d'un établissement, serait préjudiciable au public, ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné pendant toute l'année, ou à certaines époques de l'année seulement :

a) Soit un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement,

b) Soit du dimanche midi au lundi midi à tout le personnel de l'établissement,

c) Soit le dimanche après midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine,

d) Soit par roulement à tout ou partie du personnel.

Les autorisations nécessaires doivent être demandées conformément aux prescriptions des articles ci-après. Elles ne pourront être accordées que pour une durée limitée.

ART. 8. — Lorsqu'un établissement quelconque veut bénéficier de l'une des dérogations prévues à l'article précédent, il est tenu d'adresser une demande au Chef du Territoire.

Celui-ci doit demander d'urgence les avis de l'Assemblée Municipale s'il en existe, de la Chambre Consulaire et des Syndicats de travailleurs et d'employeurs intéressés, ainsi que du Chef de Circonscription administrative.

Ces avis doivent être donnés dans le délai d'un mois.

Le Chef de Territoire statue ensuite par un arrêté motivé pris après avis de l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales.

L'autorisation peut être retirée si les conditions qui l'avaient motivée viennent à faire défaut. L'arrêté qui prononce le retrait est soumis aux mêmes formalités que l'arrêté d'autorisation.

ART. 9. — L'autorisation accordée à un établissement en vertu de l'article ci-dessus pourra être étendue aux établissements de la même localité, ayant le même genre d'activité, s'adressant à la même clientèle, et compris dans la même classe de patente, une fraction d'établissement ne pouvant en aucun cas, être assimilée à un établissement.

Lorsqu'un établissement veut bénéficier de l'extention ci-dessus visée, il doit adresser une demande à cet effet au Chef du Territoire.

Les autorisations accordées en vertu de l'article 7, à plusieurs ou à la totalité des établissements d'une même localité faisant le même genre d'affaires, s'adressant à la même clientèle et compris dans la même classe de patente, peuvent être toutes retirées lorsque la demande est faite au Chef du Territoire par la majorité des établissements intéressés.

Le Chef du Territoire statue sur les demandes formées en vertu du présent article après avoir procédé aux consultations prévues à l'article 8 par un arrêté motivé qu'il notifie aux établissements intéressés.

3^o DÉROGATIONS FACULTATIVES DE CARACTÈRE OCCASIONNEL.

ART. 10. — Dans les établissements de commerce de détail, où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos pourra être supprimé les dimanches de fête locale par un arrêté municipal (dans les communes de plein exercice) ou une décision du Chef de circonscription administrative.

Le nombre de ces dimanches ne pourra excéder trois par an.

Avis de ces suppressions sera adressé par l'autorité qui aura pris la décision à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales du ressort.

Chaque salarié ainsi privé du repos du dimanche doit bénéficier d'un repos compensateur et d'une majoration de salaire pour ce jour de travail exceptionnel égale à la valeur d'un trentième de son traitement mensuel, ou à la valeur de la journée de travail effective si l'intéressé est payé à la journée.

L'arrêté municipal ou la décision du Chef de circonscription déterminera les conditions dans lesquelles le repos compensateur sera accordé, soit collectivement, soit par roulement dans une période qui ne pourra excéder la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur sera donné le jour de cette fête.

SECTION II

Dérogations au principe du repos hebdomadaire.

1^o DÉROGATIONS ACCORDÉES SANS REPOS COMPENSATEUR.

ART. 11. — En cas de travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux instal-

lations ou aux bâtiments de l'établissement le repos hebdomadaire peut être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution de ces travaux.

Cette faculté de suspension s'applique non seulement aux travailleurs de l'entreprise où ces travaux sont nécessaires mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise, chaque ouvrier doit jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé. Il en est de même pour les ouvriers de la première entreprise préposés habituellement au service d'entretien et de réparation.

Les dérogations prévues par le présent article ne sont pas applicables aux enfants de moins de dix-huit ans et aux femmes.

Avis immédiat de ces suspensions doit être donné à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales du ressort.

ART. 12. — Les industries traitant de matières périssables ou ayant à répondre à certains moments à un surcroît extraordinaire de travail, et dont la liste est donnée en annexe II au présent arrêté, pourront suspendre le repos hebdomadaire de leur personnel deux fois au plus par mois et sans que le nombre de ces suspensions dans l'année soit supérieur à six.

Avis immédiat de ces suspensions sera donné à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales.

Les heures de travail ainsi effectuées le jour du repos hebdomadaire seront considérées comme heures supplémentaires et imputées sur le crédit d'heures supplémentaires prévu par les arrêtés déterminant les conditions d'application des dispositions légales relatives à la durée du travail.

ART. 13. — Pour les travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations l'emploi de travailleurs le jour du repos hebdomadaire est autorisé dans les mêmes travaux les prolongations à la durée du travail en vertu des arrêtés déterminants les conditions d'application de l'article 112.

2^o DÉROGATIONS ACCORDÉES AVEC REPOS COMPENSATEUR.

ART. 14. — Les gardiens et concierges auxquels le repos hebdomadaire ne peut être donné doivent avoir un repos compensateur.

La dérogation prévue par le présent article n'est pas applicable aux enfants de moins de 18 ans et aux filles mineures.

ART. 15. — Dans tout établissement qui a le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, ce repos peut être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage, au nettoyage des locaux industriels, aux soins à donner aux chevaux et généralement à tous les travaux d'entretien qui doivent être faits nécessairement le jour du repos collectif, et qui sont indispensables pour éviter un retard dans la reprise normale du travail.

Au cas où le repos hebdomadaire a été réduit en vertu du paragraphe précédent, un repos compensateur doit

être donné, à raison d'une journée entière pour deux réductions d'une demi-journée.

La dérogation prévue par le présent article n'est pas applicable aux enfants de moins de 18 ans et aux femmes.

ART. 16. — Le repos hebdomadaire des spécialistes occupés aux fabrications ou opérations continues, dans les usines à feu continu ou à marche continue pourra être en partie différé, sous réserve que dans une période donnée, le nombre de repos de vingt-quatre heures consécutives soit toujours au moins égal à celui des semaines comprises dans ladite période et que chaque travailleur ait le plus possible de repos le dimanche.

L'annexe 3 du présent arrêté énumère les fabrications ou opérations auxquelles s'applique cette dérogation et détermine pour chacune d'elle la durée maxima de la période visée ci-dessus.

ART. 17. — Des décisions du Chef de Territoire prises après avis de l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales et consultations des syndicats patronaux et travailleurs intéressés, pourront autoriser les établissements industriels ne fonctionnant que pendant une partie de l'année, à différer le repos hebdomadaire de leur personnel dans les conditions prévues à l'article précédent, sous réserve que chaque travailleur bénéficie au minimum de deux jours par mois, autant que possible le dimanche.

ART. 18. — Les exploitations agricoles ayant à répondre à certains moments à un surcroît extraordinaire de travail pourront suspendre le repos hebdomadaire sous réserve d'accorder un repos compensateur dans le mois qui suit.

SECTION III

Dispositions de contrôle.

ART. 19. — Dans les établissements bénéficiant des dispositions du présent arrêté, les chefs d'entreprise, directeurs ou gérants sont soumis aux obligations ci-après :

1^o Lorsque le repos est donné collectivement à la totalité ou à une partie du personnel, soit un autre jour que le dimanche, soit du dimanche midi au lundi midi, soit le dimanche après midi sous réserve du repos compensateur, soit suivant tout autre mode exceptionnel permis par le présent arrêté, des affiches doivent indiquer les jours et heures du repos collectif ainsi donné.

2^o Lorsque le repos n'est pas donné collectivement à tout le personnel, soit pendant la journée entière du dimanche, soit sous l'une des autres formes prévues par le présent arrêté, un registre spécial doit mentionner les noms des travailleurs soumis à un régime particulier de repos et indiquer ce régime. Le registre doit faire connaître pour chaque travailleur le jour et éventuellement les fractions de journées choisies pour le repos.

L'inscription sur ce registre des travailleurs nouvellement embauchés et soumis à ce régime particulier devient obligatoire après un délai de cinq jours.

ART. 20. — L'affiche doit être écrite en caractères lisibles et apposée de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels elle s'applique ou en cas de personnel occupé au-dehors, dans l'établissement ou la partie d'établissement à laquelle le personnel est attaché.

Un duplicata en est envoyé avant sa mise en application à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales du ressort.

Le registre est tenu constamment à jour : la mention des journées de repos dont bénéficie un travailleur peut toujours être modifiée, il suffit que la modification de service soit portée au registre avant de recevoir exécution ; toutefois la modification ainsi faite ne peut en aucun cas priver le remplaçant du repos auquel il a droit.

Le régime doit être communiqué aux travailleurs qui en font la demande.

Il reste à la disposition des Inspecteurs du Travail et des Lois sociales chargés du contrôle et doit être visé au cours de leurs visites.

ART. 21. — Tout chef d'entreprise, directeur ou gérant qui veut suspendre le repos hebdomadaire en vertu des articles 11, 12 et 13 du présent arrêté doit en aviser immédiatement, et, sauf le cas de force majeure, avant le commencement du travail, l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales du ressort.

Il doit faire connaître les circonstances qui justifient la suspension du repos hebdomadaire, indiquer la date et la durée de cette suspension et spécifier le nombre de travailleurs auxquels elle s'applique.

En outre, dans le cas prévu à l'article 11, lorsque des travaux urgents sont exécutés par une entreprise distincte, l'avis du chef, du directeur ou du gérant de cette entreprise mentionne la date du jour de repos compensateur assuré au personnel.

Pour les industries mentionnées à l'article 17, l'avis indique les deux jours de repos mensuels réservés aux travailleurs.

Copie des avis prévus aux paragraphes ci-dessus doit être affichée dans l'établissement pendant toute la durée de ces dérogations.

SECTION IV

Sanctions.

ART. 22. — Seront punis d'une amende de 200 à 300 francs et en cas de récidive d'une amende de 400 à 4.000 francs en monnaie métropolitaine, les auteurs d'infractions aux dispositions du présent arrêté.

ART. 23. — Les Inspecteurs du Travail et des Lois sociales et, dans les conditions prévues à l'article 159 du code du travail, les chefs de circonscriptions administratives, sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié, communiqué et affiché partout où besoin sera.

ARRÊTÉ N° 279-54/ITLS du 19 mars déterminant la consultation des organisations professionnelles et de toutes personnes intéressées par l'extension d'une convention collective.

ARTICLE PREMIER. — Le projet d'extension d'une convention collective fait l'objet d'un avis publié au *Journal Officiel* (partie non officielle).

Est annexé à l'avis le texte *in extenso* de la convention.

ART. 2. — La convention collective susceptible d'être étendue est communiquée aux syndicats et groupements professionnels intéressés.

ART. 3. — L'avis du projet d'extension d'une convention collective est affiché dans les locaux de l'Inspection du Travail et des Lois sociales et au siège des syndicats et groupements professionnels intéressés.

ART. 4. — Avant l'expiration d'un délai de 30 jours qui suit la date de publication de l'avis au *Journal Officiel*, les syndicats, les groupements professionnels et toutes personnes intéressées adressent à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales leurs observations sur les clauses de la convention dont l'extension est envisagée et leur avis sur l'opportunité de l'extension de tout ou partie de ses dispositions en considération de la situation de la branche d'activité considérée.

ART. 5. — Le retrait d'extension est soumis aux mêmes formalités de consultation que celles qui avaient précédé l'extension.

ART. 6. — L'Inspecteur du Travail et des Lois sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRÊTÉ N° 280-54/ITLS du 19 mars 1954 fixant les conditions de dépôt, de publication et de traduction des conventions collectives, ainsi que les conditions d'adhésion à ces conventions.

ARTICLE PREMIER. — La convention collective est écrite en langue française. Elle est établie sur papier libre et signée par chacune des parties contractantes.

ART. 2. — La convention collective est applicable sauf stipulation contraire à partir du jour qui suit son dépôt au secrétariat du tribunal du travail ou à défaut au greffe du tribunal civil ou de la justice de paix du lieu où elle a été conclue.

Le dépôt est fait aux soins de la partie la plus diligente à frais communs. Il est effectué en triple exemplaire : deux exemplaires du texte de la convention collective signés par les parties sont adressés dans les deux jours suivant son dépôt par le secrétaire ou le greffier à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales à charge par lui d'en transmettre un exemplaire à l'Inspecteur Général du Travail et des Lois sociales du Département de la France d'outre-mer.

ART. 3. — Le secrétaire ou le greffier dresse procès-verbal du dépôt et en délivre immédiatement récépissé.

La date du dépôt sert de point de départ du délai d'application de la convention, de la modification à une convention, de l'adhésion, du retrait et de la dénonciation.

ART. 4. — Les modifications apportées à la convention collective doivent être déposées, notifiées et publiées dans les mêmes conditions que la convention.

ART. 5. — Les parties qui adhèrent à une convention collective en conformité des dispositions du dernier alinéa de l'article 70 de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 doivent notifier par écrit leur adhésion au secrétariat du tribunal ou au greffe où le dépôt de la convention a été effectué.

Elles donnent avis de cette notification aux parties contractantes par lettre recommandée.

ART. 6. — En cas de démission d'un groupement ou d'un membre d'un groupement partie à une convention, la notification doit être faite par écrit au secrétariat ou au greffe où le dépôt de la convention a été effectué.

La notification peut être adressée par lettre recommandée : dans ce cas, le reçu de la poste tient lieu de récépissé.

ART. 7. — La dénonciation de la convention collective fait l'objet d'un acte écrit adressé par son ou ses auteurs au secrétariat ou au greffe où le dépôt de la convention a été effectué.

Lorsque la dénonciation est faite par lettre recommandée, le reçu de la poste tient lieu de récépissé.

ART. 8. — La convention collective étendue est publiée au *Journal Officiel* du Territoire (partie non officielle) en annexe à l'arrêté d'extension.

ART. 9. — L'affichage des conventions collectives doit se limiter à l'arrêté d'extension pour les conventions étendues, à un simple avis pour les conventions non étendues. Cet affichage est prévu dans tous les établissements où la convention est appliquée. Communication en est donnée à toute personne intéressée par les soins du chef des établissements ou de son préposé.

ART. 10. — Des copies certifiées conformes de conventions ainsi que des modifications, adhésions, retraits et dénonciations sont délivrées par le secrétariat ou le greffier sur papier libre aux frais du demandeur.

Des traductions verbales dans une langue autre que la langue française ou dans un dialecte parlé dans le Territoire pourront être données à toute personne intéressée qui en fera la demande soit à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales, soit au secrétariat ou greffe du tribunal où le dépôt a été effectué.

ART. 11. — Les conditions de forme, de dépôts et de publicité prévues pour les conventions non étendues sont valables pour les accords d'établissement.

ART. 12. — Tous les actes établis en vertu et pour l'exécution du présent arrêté sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 13. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRÊTÉ N° 281-54/ITLS du 19 mars 1954 instituant un Comité technique consultatif auprès de l'Inspection du Travail et des Lois sociales.

SECTION PREMIÈRE

Organisation.

ARTICLE PREMIER. — Un Comité technique consultatif est institué au Togo auprès de l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales.

ART. 2. — En dehors des cas pour lesquels son avis est obligatoirement requis en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1952 et des textes pris pour son application, le Comité peut être consulté sur toutes les questions intéressant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

ART. 3. — Le Comité technique consultatif du Togo comprend :

L'Inspecteur du Travail et des Lois sociales, *Président*.

Le Directeur du Service de Santé ;

Le Directeur des Travaux Publics ;

Le Chef du Service des Mines ;

Le Médecin-Inspecteur du Travail, s'il en existe.

Quatre représentants des employeurs et quatre représentants des travailleurs, nommés par arrêté sur proposition des organisations professionnelles les plus représentatives du Territoire.

S'il n'existe pas d'organisation professionnelles suffisamment représentatives, les désignations sont faites par arrêté sur proposition de l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales, parmi les membres des Organisations syndicales locales ou territoriales.

Il est désigné, dans les mêmes conditions, simultanément, autant de membres suppléants que de membres titulaires.

ART. 4. — La durée du mandat des membres est de deux années ; le mandat est renouvelable indéfiniment.

ART. 5. — Les représentants des employeurs et des travailleurs qui perdent la qualité en raison de laquelle ils ont été nommés, sont remplacés immédiatement pour la durée de la période restant à courir.

ART. 6. — Lorsqu'une vacance se produit parmi les membres titulaires du Comité, par suite de décès, démission ou déchéance, il est pourvu à la désignation d'un nouveau membre dans un délai maximum de trois mois. Le mandat des membres ainsi désignés prend fin à la date à laquelle aurait expiré le mandat des membres qu'ils remplacent.

ART. 7. — Peut être désigné comme membre du Comité Technique Consultatif en qualité de représentant d'une Organisation d'employeurs ou de travailleurs, tout citoyen de l'Union Française, jouissant de ses droits civils et politiques et n'ayant encouru aucune condamnation pour infraction à la législation du Travail.

SECTION II

Fonctionnement.

ART. 8. — Le Comité technique consultatif se réunit au chef-lieu du territoire sur la convocation et sous la présidence de l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales.

La convocation indique l'ordre du jour de la séance. Elle est accompagnée d'une documentation préparatoire. Le Comité peut également se réunir à la demande de la majorité de ses membres.

ART. 9. — A la demande du Président ou de la majorité du Comité peuvent être convoqués à titre consultatif des fonctionnaires qualifiés ou des personnalités compétentes en matière d'hygiène et de sécurité.

Ces experts et techniciens expriment leur avis sur les questions prévues à l'ordre du jour, mais ne prennent pas part au vote.

Le Comité peut également demander aux Administrations compétentes ainsi qu'aux entreprises privées, par l'intermédiaire de son président, tous documents ou informations utiles à l'accomplissement de sa mission.

ART. 10. — Le Comité technique consultatif constitue des sous-comités chargés de procéder à l'étude des questions soumises à son avis.

Ces sous-comités sont complétés par des personnes ayant une compétence particulière sur les questions mises à l'étude, et qui participent aux travaux avec voix consultative.

ART. 11. — Les avis que le Comité technique consultatif est appelé à fournir, sont donnés, soit en séance plénière, soit par un sous-comité, lorsque ce dernier a été expressément mandaté à cet effet.

ART. 12. — Le Comité ne peut valablement émettre d'avis que lorsque la moitié au moins de ses membres est présente.

Le Comité se prononce à la majorité des membres présents.

ART. 13. — Le Secrétariat du Comité technique consultatif est assuré par un fonctionnaire désigné par le Chef de territoire.

ART. 14. — Chaque séance du Comité ou des sous-comités donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

Tout membre du Comité ou du sous-comité peut demander l'insertion au procès-verbal des déclarations faites par lui et l'annexion audit procès-verbal des notes par lui établies.

Ces procès-verbaux sont conservés dans les archives de l'Inspection du Travail.

ART. 15. — Il est tenu un registre des avis émis par le Comité technique consultatif. Ce registre est déposé à l'Inspection du Travail.

ART. 16. — Lorsqu'ils sont appelés à siéger aux réunions du Comité technique consultatif, ses membres ont droit à la gratuité du transport dans les mêmes conditions que les fonctionnaires du 2^e groupe.

Une indemnité journalière de déplacement leur est en outre attribuée dans les conditions suivantes :

a) L'indemnité est due pour toute journée ou fraction de journée consacrée aux réunions du Comité.

Pour les membres ne résidant pas au chef-lieu du territoire, le taux et les conditions d'attribution et de perception de l'indemnité sont ceux fixés pour les fonctionnaires du 2^e groupe.

Pour les membres résidant au chef-lieu du territoire, le taux est réduit d'un tiers.

Elle est mandatée sur production d'un état signé par l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales.

b) L'indemnité journalière de déplacement est également due aux membres du Comité ne résidant pas au chef-lieu pour toute journée de déplacement, par voie normale, en vue de se rendre au chef-lieu ou de retourner à leur résidence.

Elle est mandatée sur présentation d'une feuille de route délivrée par les autorités administratives au vu de la convocation.

Les dépenses sont imputables au budget local.

ART. 17. — L'Inspecteur du Travail et des Lois sociales du Togo est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

ARRÊTÉ N° 321-54/ITLS du 2 avril 1954 pris pour l'application de l'article 164 du Code du Travail des Territoires d'outre-mer, relatif aux délégués du personnel.

ARTICLE PREMIER. — Des délégués du personnel sont obligatoirement élus dans tous les établissements assujettis à la loi n° 52.1322 du 15 décembre 1952 installés au Togo et où sont groupés plus de dix travailleurs.

Les délégués du personnel représentent uniquement les travailleurs visés par l'article 1^{er} de ladite loi, à l'exclusion de toutes autres personnes collaborant à la marche de l'établissement, et, en particulier, des personnes occupant un emploi permanent dans un cadre d'un service public.

Au sens du présent arrêté, l'établissement s'entend d'un groupe de personnes travaillant en commun, en un lieu déterminé sous l'autorité d'un ou plusieurs représentants d'une même autorité directrice — personne physique ou morale, publique ou privée. L'établissement est donc caractérisé par l'exercice d'une activité collective en un lieu donné, le mot lieu étant employé dans le sens d'usine ou de local et non dans le sens de ville ou de circonscription.

Un établissement donné relève toujours d'une entreprise.

Un établissement unique et indépendant constitue à la fois une entreprise et un établissement.

ART. 2. — Le nombre des délégués du personnel est fixé comme il suit :

— De 11 à 25 travailleurs, 1 délégué titulaire et 1 suppléant ;

- De 26 à 50 travailleurs, 2 délégués titulaires et 2 suppléants ;
- De 51 à 100 travailleurs, 3 délégués titulaires et 3 suppléants ;
- De 101 à 250 travailleurs, 5 délégués titulaires et 5 suppléants ;
- De 251 à 500 travailleurs, 7 délégués titulaires et 7 suppléants ;
- De 501 à 1.000 travailleurs, 9 délégués titulaires et 9 suppléants ;
- Plus un délégué titulaire et suppléant par tranche supplémentaire de 500 travailleurs.

ART. 3. — L'effectif à prendre en considération est celui des travailleurs occupés habituellement dans l'établissement. Parmi le personnel considéré comme occupé habituellement dans l'établissement, il convient de comprendre, en sus du personnel permanent :

- Les apprentis ;
- Les travailleurs engagés à l'essai ;
- Les travailleurs engagés ou rémunérés à l'heure ou à la journée, mais de façon assez régulière pour totaliser, au cours d'une année l'équivalent de 6 mois de travail au service de l'établissement ;
- Les travailleurs saisonniers revenant régulièrement dans l'établissement et y effectuant des périodes de travail régulièrement atteignant six mois au cours d'une année ;

— Les gérants ou représentants liés par un contrat de travail même dissimulé sous une qualification inexacte.

Sont considérés comme appartenant au personnel de l'établissement où ils perçoivent le gain le plus élevé, les travailleurs collaborant à plusieurs établissements dépendant ou non de la même entreprise.

Les règles ci-dessus sont applicables aux travailleurs qui ne sont pas employés sous la direction directe et permanente de l'employeur tels par exemple, les travailleurs à domicile effectuant des travaux pour un ou plusieurs établissements.

ART. 4. — Les délégués sont élus sur les listes établies par les organisations syndicales les plus représentatives, s'il en existe au sein de chaque établissement pour chaque catégorie de personnel.

Les collèges électoraux sont déterminés comme suit :

- Un collège comprenant les ouvriers ;
- Un collège comprenant les employés ;
- Un collège comprenant les agents de maîtrise et assimilés ;
- Un collège comprenant les ingénieurs et chefs de services.

ART. 5. — Dans les établissements groupant moins de 26 travailleurs, il ne sera constitué qu'un seul collège.

Dans tout établissement comprenant plus de 26 travailleurs, mais où la proportion numérique d'une catégorie professionnelle ne justifierait pas la présence d'un délégué spécial, il pourra être constitué seulement un, deux ou trois collèges, ces collèges pouvant grouper plusieurs des catégories de personnel énumérées à l'article 4.

ART. 6. — La répartition du personnel dans les collèges électoraux et la répartition des sièges entre les différentes catégories font l'objet d'un accord entre le chef d'établissement et les organisations syndicales intéressées ; dans le cas où cet accord s'avère impossible, l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales décide de cette répartition.

ART. 7. — S'il n'existe pas d'organisation syndicale suffisamment représentative au sein de l'établissement ou du collège électoral, ou si les organisations syndicales n'exercent pas leurs droits par l'affichage prévu au 3^e alinéa de l'article 9 ci-après, cette carence est constatée par l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales qui autorise le vote pour des candidats non présentés par les organisations syndicales.

ART. 8. — L'élection des délégués du personnel a lieu chaque année dans le mois qui précède l'expiration normale des fonctions des délégués.

ART. 9. — Le vote a lieu dans l'établissement.

Le jour, le lieu, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin sont fixés par le chef d'établissement ou son représentant en accord avec les organisations syndicales s'il en existe. Ces indications sont annoncées 15 jours au moins avant la date du scrutin par un avis affiché par les soins du chef d'établissement ou de son représentant, aux emplacements habituellement réservés pour les avis donnés au personnel.

Les listes de candidats établies par les organisations syndicales les plus représentatives de l'établissement sont affichées par les soins du chef d'établissement ou de son représentant 3 jours au moins avant la date du scrutin aux mêmes emplacements que l'avis de scrutin. Ces listes doivent faire connaître les noms, prénoms, âge et durée des services des candidats ainsi que les syndicats qui les représentent.

ART. 10. — Les travailleurs que leur occupation hors de l'établissement empêche de prendre part au scrutin, ceux en congé et ceux dont le contrat de travail est suspendu (en particulier pour l'une des causes énumérées à l'article 47 de la loi n° 52.1322 du 15 décembre 1952), peuvent voter par correspondance.

Le vote par procuration n'est pas valable.

ART. 11. — L'élection a lieu au scrutin secret et sous enveloppe.

Il est procédé à des votes séparés pour les membres titulaires et pour les membres suppléants dans chacune des catégories professionnelles formant des collèges distincts.

Le scrutin est de liste à deux trous avec représentation proportionnelle.

ART. 12. — Au premier tour de scrutin, chaque liste est établie par les organisations syndicales les plus représentatives.

Les listes électorales ne peuvent comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des sièges.

Le panachage est interdit.

Les électeurs conservent toutefois le droit de rayer simplement des noms ou d'intervertir l'ordre de présentation des candidats.

Seuls sont valables les votes allant à l'une des listes en présence.

Il n'est pas tenu compte des bulletins blancs ou nuls.

Tout bulletin de vote où il existe des noms barrés et remplacés par d'autres est écarté du scrutin.

ART. 13. — Si au premier tour, le nombre des votants, déduction faite des bulletins blancs et nuls, est inférieur à la moitié des électeurs inscrits, il sera procédé dans un délai de quinze jours à un second tour de scrutin pour lequel les électeurs pourront voter pour des listes autres que celles présentées par les organisations syndicales.

ART. 14. — Il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de voix recueilli par elle contient de fois le quotient électoral, celui-ci étant égal au nombre total des suffrages valablement exprimés par les électeurs du collège divisé par le nombre de sièges à pourvoir.

ART. 15. — Au cas où il n'aurait pu être pourvu à aucun siège, ou s'il reste des sièges à pourvoir, les sièges restants sont attribués sur la base de la plus forte moyenne.

A cet effet, le nombre de voix obtenu pour chaque liste est divisé par le nombre, augmenté d'une unité, des sièges attribués à la liste. Les différentes listes sont classées dans l'ordre décroissant des moyennes ainsi obtenues.

Le premier siège non pourvu est attribué à la liste ayant la plus forte moyenne. Il est procédé successivement à la même opération pour chacun des sièges non pourvus jusqu'au dernier.

Dans le cas où deux listes ont la même moyenne et où il ne reste qu'un siège à pourvoir, ledit siège est attribué à la liste qui a le plus grand nombre de voix.

Si deux listes ont également recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué au plus âgé des deux candidats susceptibles d'être élus.

ART. 16. — Le Chef d'établissement, ou son représentant, est responsable de l'organisation et du déroulement des élections, notamment, de la constitution du bureau de vote, de la rédaction du procès-verbal, du vote sous enveloppe et secret.

Le Chef d'établissement ou son représentant, préside le bureau de vote où il est assisté d'un représentant non candidat de chacune des listes en présence. Ces représentants des listes prennent place au bureau, assistent au vote et au dépouillement du scrutin et signent le procès-verbal avec le représentant de l'employeur.

ART. 17. — La mission incombant au chef d'établissement en application des dispositions du présent arrêté pour l'organisation des élections des délégués du personnel, peut être confiée dans certains établissements déterminés par arrêté du Chef de territoire et dans les conditions prévues audit arrêté à une autre autorité que le chef d'établissement, soit à la demande de celui-ci, en cas d'empêchement de sa part.

ART. 18. — Sont électeurs les travailleurs des deux sexes âgés de 18 ans accomplis, ayant travaillé six mois au moins dans l'entreprise, et n'ayant encouru aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1852 modifiés, relatifs au

cas d'exclusion des listes électorales et rendus applicables au Togo par décret du 21 septembre 1945.

ART. 19. — Sont éligibles, à l'exception des ascendants et descendants, pères et alliés au même degré du chef d'entreprise, les électeurs âgés de 21 ans accomplis, citoyens de l'Union française, sachant s'exprimer en français, et ayant travaillé dans l'entreprise sans interruption pendant douze mois au moins.

ART. 20. — L'Inspecteur du Travail et des Lois sociales pourra, après avoir consulté les organisations syndicales, patronales et ouvrières les plus représentatives, autoriser des dérogations aux conditions d'ancienneté dans l'entreprise stipulées par le présent arrêté tant en matière d'électorat qu'en matière d'éligibilité, notamment dans le cas où leur application aurait pour effet de réduire à moins du quart de l'effectif le nombre des salariés remplissant ces conditions.

ART. 21. — Ne sont éligibles pour une catégorie de personnel que les travailleurs inscrits comme électeurs dans cette même catégorie.

ART. 22. — Le Chef d'établissement est tenu de laisser aux délégués du personnel dans les limites d'une durée qui ne peut excéder 15 heures par mois, le temps nécessaire à l'exercice de leurs fonctions. Ce temps leur est payé comme temps de travail et rémunéré au tarif normal même s'il est pris en dehors de la durée légale de travail ou considérée comme équivalente à la durée légale. Il doit être utilisé exclusivement aux tâches afférentes à l'activité du délégué du personnel telles qu'elles ont été définies à l'article 168 de la loi n° 52.1322 du 15 décembre 1952.

En cas de circonstances exceptionnelles justifiées notamment par l'étendue de l'établissement et la dispersion du personnel et après accord des parties intéressées, il pourra être dérogé à la durée de 15 heures par mois prévues au paragraphe précédent, par arrêté spécial pris pour une période déterminée pour certaines entreprises ou groupes d'entreprises.

ART. 23. — Le Chef d'établissement est tenu de mettre à la disposition des délégués du personnel le local nécessaire pour leur permettre de remplir leur mission et, notamment de se réunir.

ART. 24. — Les délégués du personnel peuvent faire afficher, à l'exclusion de tout autre document de quelque ordre que ce soit, les renseignements qu'ils ont pour rôle de porter à la connaissance du personnel dans le cadre de leur mission telle qu'elle est définie à l'article 168 de la loi n° 52.1322 du 15 décembre 1952. L'affichage ainsi prévu doit être effectivement assuré aux portes d'entrée des lieux de travail, et également, sur des emplacements obligatoirement prévus et destinés aux communications syndicales, les entreprises doivent choisir ces emplacements dans un endroit apparent et de préférence sur les lieux de passage du personnel.

ART. 25. — Les délégués sont reçus collectivement par le chef d'établissement ou son représentant au moins une fois par mois. Ils sont, en outre, reçus en cas d'urgence sur leur demande.

Les délégués sont également reçus par le chef d'établis-

sement ou son représentant, sur leur demande, soit individuellement, soit par catégorie, soit par atelier, service ou spécialité professionnelle, selon les questions qu'ils ont à traiter.

Dans tous les cas, les délégués suppléants peuvent assister avec les délégués titulaires aux réunions avec les employeurs, sous réserve de dispositions conventionnelles plus favorables. Cette prérogative ne comporte pas droit à rémunération.

S'il s'agit d'une entreprise ou d'une société anonyme, les délégués du personnel devront être reçus par le Conseil d'administration s'ils ont à présenter des réclamations ou des suggestions auxquelles il ne pourrait être donné suite qu'après délibération de celui-ci. Si le Conseil d'administration se réunit ailleurs qu'au siège du lieu de l'établissement ou s'il ne s'est pas réuni au siège, les délégués pourront le saisir par lettre recommandée transmise obligatoirement et sans délai par les soins du chef d'établissement, le Conseil d'administration étant tenu d'envoyer sa réponse dans un délai de 15 jours à dater de la réception. La même procédure sera applicable dans le cas où il ne pourrait être donné suite aux réclamations ou suggestions des délégués que par un chef d'entreprise ne résidant au siège de l'établissement.

ART. 26. — Les délégués du personnel peuvent, sur leur demande, et après rendez-vous fixé par la Direction, se faire assister par un représentant du syndicat de leur profession, s'il en existe.

ART. 27. — Sauf circonstances exceptionnelles les délégués remettent au chef d'établissement ou à son représentant deux jours avant la date où ils doivent être reçus, une note écrite exposant sommairement l'objet de leur demande. Copie de cette note est transcrite à la diligence du chef d'établissement sur un registre spécial sur lequel doit être également mentionné, dans un délai n'excédant pas six jours, la réponse à cette note.

Ce registre spécial doit être tenu pendant un jour ouvrable par quinzaine en dehors des heures de travail, à la disposition des travailleurs de l'établissement qui désirent en prendre connaissance.

Il doit être également tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales.

ART. 28. — Les circonstances exceptionnelles supprimant l'obligation du préavis de deux jours pour la réception des délégués du personnel par le chef d'établissement doivent s'entendre :

— Soit de circonstances relatives à la réclamation, telles que l'urgence de la demande (installation d'un dispositif de sécurité après un accident du travail par exemple) ;

— Soit de circonstances intéressant le climat social dans l'entreprise, telles que l'imminence d'un trouble grave dans l'établissement ou la nécessité de rétablir l'entente entre employeur et travailleur ;

— Dans tous les cas, la demande d'audience devra rester compatible avec le respect des prérogatives du chef d'établissement.

ART. 29. — Tout délégué du personnel peut être révoqué au cours de mandat sur proposition de l'organisation syndicale qui l'a présenté, approuvée au scrutin secret par la majorité du collège électoral auquel il appartient.

S'il n'a pas été présenté par une organisation syndicale, il peut être révoqué en cours de mandat sur pétition écrite signée de la majorité du collège électoral auquel il appartient et confirmée au scrutin secret par la majorité de ce collège.

ART. 30. — Lorsqu'un délégué titulaire cesse ses fonctions pour l'une des raisons indiquées à l'article 166 ou lorsqu'il se trouve momentanément absent pour une cause quelconque, son remplacement est assuré par un délégué suppléant de la même catégorie qui devient titulaire jusqu'au retour de celui qu'il remplace ou jusqu'au renouvellement du mandat des délégués de l'entreprise.

Sous réserve des dispositions de l'article 167 qui s'appliquent aux délégués titulaires et aux délégués suppléants, et la latitude visée à l'alinéa 3 de l'article 25, les délégués suppléants ne bénéficient des droits et prérogatives des délégués titulaires et ne sont astreints à leurs obligations que lorsqu'ils les remplacent effectivement.

ART. 31. — L'institution des délégués du personnel n'exclut pas la faculté qu'ont les travailleurs de présenter eux-mêmes leurs réclamations à l'employeur ou à ses représentants.

ART. 32. — Dans tous les établissements assujettis aux dispositions du présent arrêté, il sera procédé à l'élection des délégués du personnel, conformément aux prescriptions du présent arrêté, dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel du Togo*.

Les délégués actuellement en place en vertu de dispositions réglementaires antérieures ou d'accords particuliers pourront être maintenus en fonction jusqu'au renouvellement des mandats conformément aux dispositions ci-dessus.

ART. 33. — Par application de l'article 225 de la loi n° 52.1322 du 15 décembre 1952, les auteurs d'infractions aux dispositions du présent arrêté seront punis d'une amende de 400 à 4.000 francs en monnaie métropolitaine, si l'infraction constatée n'a pas comporté l'intention de porter atteinte soit à la libre désignation des délégués du personnel, soit à l'exercice régulier de leurs fonctions. En cas de récidive, les auteurs de ces infractions seront punis d'une amende de 4.000 à 10.000 francs en monnaie métropolitaine et d'un emprisonnement de six jours à dix jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 34. — Par application de l'article 227 de la loi n° 52.1322 du 15 décembre 1952, sera puni d'une amende de 500 à 5.000 francs en monnaie métropolitaine et d'un emprisonnement de six jours à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura sciemment porté ou tenté de porter atteinte soit en contrevenant aux dispositions du présent arrêté, soit de toute autre manière, à la libre désignation de délégués du personnel ou à l'exercice régulier de leurs fonctions.

En cas de récidive dans le délai d'une année, l'emprisonnement sera toujours prononcé.

ART. 35. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

ART. 36. — L'Inspecteur du Travail et des Lois sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRÊTÉ N° 899-54/C. du 28 septembre 1954 promulguant au Togo le décret n° 54-947 du 14 septembre 1954.

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 54-947 du 14 septembre 1954 relatif à l'importation de certaines boissons alcooliques en Afrique-Occidentale Française, au Togo, en Afrique-Equatoriale Française, au Cameroun et à la Côte française des Somalis.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

DÉCRET N° 54-947 du 14 septembre 1954 relatif à l'importation de certaines boissons alcooliques en Afrique-Occidentale Française, au Togo, en Afrique-Equatoriale Française, au Cameroun et à la Côte française des Somalis.

ARTICLE PREMIER. — Les hauts commissaires de la République en Afrique-Occidentale Française, en Afrique-Equatoriale Française et au Cameroun, le commissaire de la République au Togo et le Gouverneur de la Côte française des Somalis sont habilités, dans les conditions fixées par le présent décret, à contingerter l'importation de certaines boissons.

ART. 2. — Les catégories ci-après de boissons alcooliques peuvent faire l'objet d'un contingent global ou de contingents particuliers à l'importation :

- 1° Les vins de liqueur et les mistelles ;
- 2° Les vermouths et les apéritifs à base de vin autres que ceux visés au paragraphe 3 de l'article 6 ;
- 3° Les rhums et tafias, les eaux-de-vie de vin, de marc, de fruit et de grain ;
- 4° Les liqueurs et les gins.

Pour la fixation des contingents, il est tenu compte des stocks existant dans le groupe de territoires ou dans le territoire non groupé.

ART. 3. — Sont expressément exclues du contingentement prévu à l'article 2 les boissons fermentées non distillées, savoir : le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée et les boissons fermentées non distillées de fabrication locale.

ART. 4. — Le contingentement est déterminé par arrêté du chef du groupe de territoires ou du territoire non groupé pris sur proposition du service de santé et, après avis, suivant le cas, du Grand Conseil ou de l'Assemblée Territoriale.

ART. 5. — Aucune importation de boissons soumises au contingentement ne peut se faire sans autorisation préalable du chef du groupe de territoires ou du territoire non groupé. Les autorisations d'importation sont délivrées dans la limite du contingent.

ART. 6. — Sont interdites l'importation, ainsi que la détention, la circulation, la mise en vente, la vente ou l'offre à titre gratuit et la consommation :

1° Des vins ayant fait l'objet d'une addition d'alcool.

Toutefois ne sont pas frappés par cette interdiction les vins loyaux et marchands au sens des articles 294, 295, 300 à 302 du décret du 30 novembre 1936 portant codification des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'assainissement du marché du vin, tel que modifié, et titrant naturellement moins de 12 degrés, lorsqu'ils font l'objet d'une addition d'alcool provoquant un enrichissement desdits vins inférieur à 1,5° sans que leur titre dépasse 12 degrés, à condition que l'addition d'alcool ait été effectuée avec des esprits et des eaux-de-vie provenant de la distillation exclusive du vin et d'un titre marchand supérieur à 45 degrés ;

2° De toutes les eaux-de-vie autres que celles visées au paragraphe 3 de l'article 2 ;

3° Des boissons dites « apéritives » à base de vin, ainsi que des boissons dites « digestives », qui comportent une teneur totale en essence supérieure à un demi-gramme par litre ou qui tombent sous le coup de dispositions législatives ou réglementaires interdisant l'emploi de certaines essences ou produits ou le prohibant au-delà d'une certaine teneur ;

4° De toutes les boissons dites « apéritives » à base d'alcool.

ART. 7. — Le président du conseil des ministres, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances, des affaires économiques et du plan et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux Journaux officiels de la République française, de l'Afrique-Occidentale Française, de l'Afrique-Equatoriale Française, du Cameroun et du Togo et de la Côte française des Somalis.

Fait à Paris, le 14 septembre 1954.

N° 40-54/C. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du 16 janvier 1954. — Est promulguée dans le territoire du Togo la loi n° 53-1270 du 24 décembre 1953 modifiant et complétant les dispositions législatives relatives à la répression du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants.

LOI N° 53-1270 du 24 décembre 1953 modifiant et complétant les dispositions législatives relatives à la répression du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants.

ARTICLE PREMIER. — Le dernier alinéa de l'article 116 du Code de la pharmacie est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les locaux où l'on usera en société des stupéfiants et ceux où seront fabriquées illicitement lesdites subs-

tances seront assimilés aux lieux livrés notoirement à la débauche, en conformité de l'alinéa 2 de l'article 10 du décret des 19-22 juillet 1791. »

ART. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 117 du Code de la pharmacie est remplacé par les dispositions suivantes :

« Ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives ou d'ordonnances de complaisance, se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer l'une des substances vénéneuses visées audit article. »

ART. 3. — Il est inséré, dans le Code de la pharmacie, es articles 117 *bis* et 117 *ter* ci-après :

« Art. 117 *bis*. — Les peines prévues à l'article 116, y compris l'interdiction de séjour, seront portées au double lorsque le délit aura consisté dans la fabrication illicite des substances vénéneuses visées audit article ou la culture illicite de plantes présentant des principes actifs de ces substances.

» Il en sera de même lorsque l'usage desdites substances aura été facilité à un mineur ou lorsque lesdites substances auront été délivrées à un mineur dans les conditions prévues par l'article 117. »

« Art. 117 *ter*. — Les personnes reconnues comme faisant usage de stupéfiants et inculpées d'un des délits prévus aux articles 116 et 117 pourront être astreintes, par ordonnance du juge d'instruction, à subir une cure de désintoxication dans un établissement spécialisé, dans les conditions qui seront fixées par règlement d'administration publique pris sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la santé publique et de la population, sur avis conforme d'une commission dont la composition sera fixée par arrêté conjoint des deux ministres précités.

» La majorité des membres de cette commission devra être composée par des représentants du corps médical. L'avis donné par ladite commission sur le projet de règlement d'administration publique prévu ci-dessus ne sera valable que dans la mesure où la moitié plus un des membres présents au moment du vote final seront des représentants du corps médical.

» Le même règlement d'administration publique fixera dans quelles conditions les dépenses d'aménagement du ou des établissements de cure, ainsi que les frais d'hospitalisation et de cure, seront pris en charge par l'Etat.

» Ceux qui se soustrairont à l'exécution de l'ordonnance précitée seront punis d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 24.000 à 720.000 francs. Ces peines ne se confondront pas avec celles prononcées en application des articles 116, 117 et 117 *bis*. »

ART. 4. — L'article 118 du Code de la pharmacie est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans tous les cas prévus par le présent chapitre, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des substances saisies. Cette confiscation ne pourra toutefois être prononcée, lorsque le délit aura été constaté dans une entreprise pharmaceutique, si le délinquant n'est

que le gérant responsable, à moins que le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité.

» Dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 116 et aux deuxième alinéa de l'article 117, les tribunaux pourront interdire au condamné l'exercice de la profession à l'occasion de laquelle le délit aura été commis pendant un temps qui ne pourra excéder deux ans. Ce temps sera porté à cinq ans dans les cas prévus à l'article 117 *bis* et en cas de récidive.

» Dans les cas prévus au quatrième alinéa de l'article 116, les tribunaux devront ordonner la confiscation des substances, ustensiles, matériels, meubles et des effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés, ainsi que l'interdiction pour le délinquant, pendant un délai que le tribunal fixera, d'exercer la profession sous le couvert de laquelle le délit aura été perpétré.

» Dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 117 *bis*, la confiscation des matériels et installation ayant servi à la fabrication et au transport des substances devra être ordonnée.

» Quiconque contreviendra à l'interdiction d'exercice de sa profession prononcée en vertu des alinéas 2 et 3 du présent article sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de 240.000 francs au moins et de 2.400.000 francs au plus. »

ART. 5. — Le paragraphe 2^o de l'article 4 de la loi du 9 novembre 1915 est modifié comme suit :

« 2^o Ceux qui auront été condamnés à l'emprisonnement d'un mois au moins pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées ou nuisibles à la santé, infraction aux dispositions législatives ou réglementaires en matière de stupéfiants ou pour récidive de coups et blessures et d'ivresse publique. »

ART. 6. — Les dispositions du chapitre 1^{er} du titre III du Code de la pharmacie sont applicables dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun.

ART. 7. — Les articles 1^{er}, 3 et 4 de la présente loi sont applicables à l'Algérie.

Le paragraphe 3^o du décret du 25 mars 1901 sur les débits de boissons en Algérie est modifié comme suit :

« 3^o Ceux qui auront été condamnés à l'emprisonnement d'un mois au moins pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées ou nuisibles à la santé, infraction aux dispositions législatives ou réglementaires en matière de stupéfiants... »

(Le reste sans changement.)

ART. 8. — Le paragraphe b de l'article 6 de l'acte dit loi du 16 août 1941 portant réglementation des

débites de boissons à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guyane est modifié comme suit :

« b) Ceux qui auront été condamnés à l'emprisonnement d'un mois au moins pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche,

tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées ou nuisibles à la santé, infraction aux dispositions législatives ou réglementaires en matière de stupéfiants ou pour récidive de coups et blessures et d'ivresse publique. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

O. — ENSEIGNEMENT

N° 198-54/C. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du 5 mars 1954 : Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° L'arrêté ministériel du 18 février 1954 modifiant l'arrêté du 9 septembre 1953 fixant les modalités d'application du décret n° 52-344 du 22 mars 1952 portant réglementation générale des bourses, prêts d'honneur, aides et secours scolaires accordés par les territoires d'outre-mer aux étudiants et élèves en cours d'études dans la métropole, les départements d'outre-mer ou l'Algérie ;

2° L'arrêté ministériel du 18 février 1954 modifiant l'arrêté du 9 septembre 1953 fixant le taux annuel des bourses et des diverses allocations accordées aux étudiants ou élèves en cours d'études dans la métropole, les départements d'outre-mer ou l'Algérie.

ARRÊTÉ ministériel du 18 février 1954 portant modification à l'arrêté du 9 septembre 1953 fixant les modalités d'application du décret n° 52-344 du 22 mars 1952 portant réglementation générale des bourses, prêts d'honneur, aides et secours scolaires accordés par les territoires d'outre-mer aux étudiants et élèves en cours d'études dans la métropole, les départements d'outre-mer ou l'Algérie.

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté n° 297 du 9 septembre 1953 est complété par les paragraphes suivants :

« Les boursiers qui devraient être classés d'après le niveau de leurs études dans l'une des catégories A, B et C, mais qui ont vingt et un ans révolus au 1^{er} octobre, sont classés en catégorie D.

« Les boursiers des catégories A, B et C pourront exceptionnellement, sur proposition du directeur de l'enseignement et de la jeunesse, et compte tenu des ressources de leurs familles, obtenir une allocation supplémentaire. Le total de cette allocation et de la bourse ne pourra en aucun cas dépasser le taux de la bourse catégorie D. »

ART. 2. — Le directeur de l'enseignement et de la jeunesse et le chef du service administratif central sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré dans le *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

ARRÊTÉ ministériel du 18 février 1954 portant modification à l'arrêté du 9 septembre 1953 fixant le taux annuel des bourses et des diverses allocations accordées aux étudiants ou élèves en cours d'études dans la métropole, les départements d'outre-mer ou l'Algérie.

ARTICLE PREMIER. — Les taux fixés par l'article 1^{er} de l'arrêté n° 290 du 9 septembre 1953 sont remplacés par les taux suivants, à compter du 1^{er} octobre 1953 :

Catégorie A.....	Fr. 240.500 »
Catégorie B.....	254.000 »
Catégorie C	281.000 »
Catégorie D	367.000 »

ART. 2. — Les dispositions de l'article 2 relatives au mandatement des bourses sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les bourses sont mandatées conformément à l'article 7 de l'arrêté n° 297 du 9 septembre 1953 et sur la base des taux indiqués au tableau ci-après :

« 1° D'octobre inclus à juin inclus :

« Catégorie A	Fr. 10.500 »
« Catégorie B.....	12.000 »
« Catégorie C	15.000 »
« Catégorie D	25.000 »

« 2° Supplément en vue des vacances de Noël pour les catégories A, B et C seulement : 14.000 francs ;

« 3° Supplément en vue des vacances de Pâques pour les catégories A, B et C seulement : 17.000 francs ;

« 4° Mois de juillet, août et septembre, toutes catégories : trois mensualités de 25.000 francs ;

« 5° Supplément pour renouvellement et entretien de trousseau, achat de livres, fournitures scolaires, frais de scolarité : 40.000 francs. Ce supplément est accordé à tout boursier d'outre-mer résidant dans la métropole à la date de l'arrêté portant attribution ou renouvellement de la bourse ;

« 6° Le boursier de la catégorie D a droit pendant la période des grandes vacances à un supplément forfaitaire de 27.000 francs destiné au paiement de sa chambre. »

ART. 3. — Le premier paragraphe de l'article 3 est supprimé.

Les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 3 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Tout boursier peut prétendre, en cas d'hospitalisation et à compter de la date de suspension de sa bourse à une indemnité dite « argent de poche » de 200 francs par jour. »

ART. 4. — Le directeur de l'enseignement et de la jeunesse et le chef du service administratif central sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux Journaux officiels des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

ARRÊTÉ N° 121-54/IA du 21 juillet 1954 rendant exécutoire la délibération n° 2/CP/A.T.T. fixant le taux des bourses locales.

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 2/CP-A.T.T. du 6 juillet 1954 de la Commission

permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo, fixant le taux annuel des bourses locales du Territoire du Togo.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

DÉLIBÉRATION N° 2/CP/A.T.T. portant relèvement des taux de bourses locales.

ARTICLE UNIQUE. — Le taux annuel maximum de la bourse d'internat pour les élèves de l'Enseignement du second degré et de l'Enseignement technique du Territoire est porté de 35.600 francs à 41.000 francs à compter du 1^{er} janvier 1955 se répartissant de la façon suivante :

Allocation nourriture	Fr. 29.000	»
Allocation habillement	8.000	»
Allocation fournitures scolaires....	4.000	»



CET OUVRAGE
A ÉTÉ ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE VINGT JUILLET
MILLE NEUF CENT CINQUANTE-CINQ
SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE CHAIX
20, RUE BERGÈRE, PARIS-9°
DÉPOT LÉGAL :
N° 379, 3° TRIMESTRE 1955
— 3147-6-1955 —